



La sédition militaire de Semana Santa de 1987 : le peuple au secours du régime démocratique argentin

Jérémy Rubenstein

► To cite this version:

Jérémy Rubenstein. La sédition militaire de Semana Santa de 1987 : le peuple au secours du régime démocratique argentin. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2014. Français. ⟨NNT : 2014PA010675⟩. ⟨tel-02188051⟩

HAL Id: tel-02188051

<https://theses.hal.science/tel-02188051v1>

Submitted on 18 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
UFR d'Histoire/Ecole Doctorale d'Histoire

/ _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ /

Thèse

pour obtenir le grade de

Docteur en histoire de l'Université Paris 1

présentée et soutenue publiquement par

M. Jérémie RUBENSTEIN

Le 10 juin 2014

Sous la direction de Mme. Annick LEMPÉRIÈRE

La sédition militaire de *Semana Santa* de 1987
Le peuple au secours du régime démocratique argentin

JURY

Mme Marina FRANCO, Professeur, Universidad Nacional San Martín
rapporteur

M. Gilles BATAILLON, Professeur, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
rapporteur

Mme Annick LEMPÉRIÈRE, Professeur, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
directrice de thèse

M. Enzo TRAVERSO, Professeur, Université de Picardie

M. Pascal Ory, Professeur, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne

Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
UFR d'Histoire/Ecole Doctorale d'Histoire

/ _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ /

Thèse

pour obtenir le grade de

Docteur en histoire de l'Université Paris 1

présentée et soutenue publiquement par

M. Jérémie RUBENSTEIN

Le 10 juin 2014

Sous la direction de Mme. Annick LEMPÉRIÈRE

La sédition militaire de *Semana Santa* de 1987
Le peuple au secours du régime démocratique argentin

JURY

Mme Marina FRANCO, Professeur, Universidad Nacional San Martín
rapporteur

M. Gilles BATAILLON, Professeur, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
rapporteur

Mme Annick LEMPÉRIÈRE, Professeur, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne
directrice de thèse

M. Enzo TRAVERSO, Professeur, Université de Picardie

M. Pascal Ory, Professeur, Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne

Remerciements

A Annick Lempérière, sans qui l'idée même de poursuivre des recherches aurait été inconcevable.

Au CRALMI en général, et à Véronique Hébrard en particulier, pour m'avoir si souvent facilité le chemin dans le labyrinthe administratif universitaire.

A Eugenia Palieraki, pour ses lectures et commentaires, dans lesquels je retrouve toujours autant de rigueur que d'amitié.

A Andrea Otero Perdomo, pour la complicité partagée durant ces années de doute.

A Laure Magrone, pour sa soigneuse relecture.

A Marianne González et Bérénice Velez, sans que je sache si c'est leur amitié ou leurs apports intellectuels à cette thèse qu'il convient ici de remercier.

A Heber Ostroviesky et Eduardo Weisz pour ces longues conversations qui ont si souvent ouvert des perspectives à mes recherches.

A Hamid, Théo, Alexis, Gwénola, tous ces amis qui m'ont si longtemps et généreusement hébergé à Paris, et offert ainsi la différence entre payer un loyer et poursuivre des recherches.

A Federico, Marilina, Pablo, Loreto, Nico, Fabian, Gisela, Matías, Niv, "Gaita" et tous ces amis qui font de Buenos Aires une ville d'adoption si joyeuse.

A Lucia, pour sa tendresse et sa patience.

A Leyla Dakhli, pour ce premier jour sur les bancs de l'Université qui me fit aimer l'Histoire et son amitié depuis.

Table des matières

INTRODUCTION	8
1. Pourquoi s'intéresser à cette crise ?	11
a. Historiographie aveugle d'une décennie charnière	11
<i>La mémoire, un sujet de rencontres disciplinaires</i>	13
b. Historiographie d'une césure historique : <i>Semana Santa</i>	14
c. L'événement	17
<i>L'événement, le temps des lapsus</i>	
<i>L'événement et le pouvoir</i>	
2. Vocabulaire	19
<i>Massacre politique</i>	
<i>Camps de concentration clandestins</i>	
<i>Transition, transition démocratique, post-dictature</i>	
<i>Démocratie</i>	
<i>Peuple et peuple</i>	
3. <i>Semana Santa</i> , un objet distant	23
4. Hypothèses soutenues et pistes abandonnées	24
<i>La honte et la faute, à propos de « por algo habrá sido »</i>	
<i>Le terrorisme inversé d'État ou la mise en scène de la faiblesse</i>	
5. Le peuple	27
6. Sources	28
7. Subjectivité et bonne foi dans un champ académique	33
8. Personnages historiques	34
9. Le parcours d'un choix	35
10. Le plan	36
11. La problématique	37

CHAPITRE 1. LA JUSTICE ET LE MONDE JUDICIAIRE 39

Introduction

1. Les fonctions de la Justice dans la politique d'Alfonsín	43
A. L'Etat de droit, pierre angulaire du discours d'Alfonsín	46
a. Fonctions politiques des procès	47
b. Fonctions pédagogiques des procès.....	49
B. Les trois niveaux de responsabilité	51
2. Le Procès des juntas militaires	55
a. L'audition	58
b. Plaidoiries et réquisitoires.....	63
<i>La torture</i>	64
<i>La guerre</i>	64
<i>Objets et méthodes du procès</i>	67
<i>La Défense</i>	68
c. La sentence	70
3. <i>Punto Final</i>	74
a. La morgue	76
b. L'épuration du système judiciaire	79
c. Les motivations des juges.....	81
Conclusion.....	84

CHAPITRE 2. LES *CARAPINTADAS* 86

Introduction

1. Les militaires face à leurs crimes	93
A. Barreiro, un bourreau de la dictature	94
a. Les crimes	94
b. Les annonces face aux convocations de la Justice	95
c. Répression clandestine et rupture hiérarchique	98
B. Deux stratégies pour un même objectif	105
a. La bataille judiciaire	106
b. La confrontation	107
c. Combinaison institutionnelle ?	109
2. Les <i>carapintadas</i>	111
A. Les <i>commandos</i> au secours des bourreaux	111
a. Le soldat Rico	114
b. Contre l' <i>obéissance due</i> , l'« obéissance consciente »	115
c. Un assaut contre la direction de l'Armée	118

B. Les Malouines, le mythe fondateur d'une « nouvelle armée »	120
C. Discours publics, objectifs internes	123
a. Un « problème institutionnel »	123
b. Se <i>laver la figure</i> pour atteindre le peuple	125
Conclusion	130
 CHAPITRE 3. LE PRESIDENT ALFONSIN	132
Introduction	
1. Les radicaux face au péronisme	135
A. Le radicalisme sous Perón	135
B. Arturo Frondizi	137
C. Arturo Illia, la réhabilitation d'une présidence	139
a. Un tableau avantageux	140
b. A l'intérieur de l'UCR : ligne sabattiniste ou le front anti-Balbín	141
c. Face au péronisme	142
d. Mort d'Illia pendant la campagne	143
e. Liens historiques	144
2. <i>Renovación y Cambio</i>	146
a. Emancipation du balbinisme	146
b. La <i>Junta Coordinadora Nacional</i>	147
c. Le <i>Movimiento Renovación y Cambio</i>	152
3. Alfonsín président	157
<i>Une décennie violente (1973-1983)</i>	
a. L'ambiguïté fondamentale	162
b. Le discours de l'« économie de guerre »	163
c. Les « politiques » et les « techniciens »	166
d. Les niveaux de responsabilité réaffirmés	170
e. L'amnistie	172
f. Convoquer le peuple	175
g. La crise militaire, comme opportunité pédagogique	178
Conclusion	182

CHAPITRE 4. LE PEUPLE DANS LES PARTIS POLITIQUES 183

Introduction

1. Les <i>carapintadas</i>	187
a. Nier la souveraineté du peuple, puis le séduire et le démobiliser	188
b. Le Modin	190
2. Alfonsín, un peuple convocable et révocable	193
a. Le « pacte social » et l' <i>Acta de compromiso democrático</i>	193
b. Le peuple dans les discours d'Alfonsín	195
3. L'UCEDE, entre le reflexe pro-militaire et la défense des institutions	197
4. Le péronisme	205
a. La défaite historique	205
b. La <i>Renovación Peronista</i>	207
c. Les péronistes durant la crise.....	208
5. Entre <i>Plaza de Mayo</i> et <i>Campo de Mayo</i> , la gauche divisée durant <i>Semana Santa</i>	222
a. Le <i>Partido Intransigente</i>	224
b. Le <i>Frente del Pueblo</i>	226
c. Entre <i>Plaza de Mayo</i> et <i>Campo de Mayo</i>	229
d. <i>Movimiento Todos Por la Patria</i> (MTP)	234
i. Une lecture exaltée et optimiste de <i>Semana Santa</i>	236
ii. Le MTP inséré dans la gauche et le MDH	239
iii. Avant-gardisme et <i>sectarisation</i>	242
Conclusion	247

CHAPITRE 5. JOURNAUX ET JOURNALISTES, LES REFLETS TROUBLES D'UNE SOCIÉTÉ 249

Introduction

1. Un paysage médiatique conservateur	253
a. <i>La Nación</i>	253
b. <i>La Razón</i>	254
c. <i>Clarín</i>	256
2. Les ressorts du succès de <i>Clarín</i>	257
a. <i>Papel Prensa</i>	257
b. La distribution	261

3. La presse des années 1980	262
4. Les médias durant <i>Semana Santa</i>	265
a. Les journaux face à des informations contradictoires	265
b. La retransmission d'Aldo Rico <i>en direct</i>	271
c. Les médias à but non lucratif	278
5. Le peuple dans les journaux	282
Conclusion	289
 CHAPITRE 6. LA MEMOIRE ACTIVE DU PEUPLE.....	291
Introduction	
1. Le <i>Siluetazo</i>	296
a. Une œuvre d'artistes	297
b. Un acte politique	299
c. La réalisation et la socialisation	301
2. Le <i>Nunca Más</i>	306
a. L'enquête de la CONADEP	307
b. A propos du « mythe de la victime innocente »	314
c. La remise du rapport de la CONADEP	320
3. Le Procès comme fait culturel et vecteur de diffusion du <i>Nunca Más</i>	325
a. Le MDH, une union fluctuante	327
b. La scission des <i>Mères</i>	328
c. 1986 : le renversement	330
4. Une politique du sensible	323
a. Les affects au cœur du politique	333
b. Le ralliement de la gauche aux droits de l'Homme	335
c. Les <i>Mères</i> et la violence des fils	339
5. Le <i>Pañuelazo</i>	343
Conclusion	345
 CONCLUSION	348
 BIBLIOGRAPHIE	358
 SOURCES	371
 ANNEXES	378

Introduction

La marée humaine déborde déjà la *Plaza de los Dos Congresos* mais la foule afflue encore depuis les avenues adjacentes. Des dizaines de milliers de personnes remontent la majestueuse *avenida de Mayo*, d'autres parviennent à la place par l'avenue Callao, ils rejoignent ainsi les milliers de manifestants déjà massés devant le Congrès depuis la fin de l'après-midi. Ce sont des dizaines de milliers de jeunes personnes, des militants de tous les partis politiques, des familles avec grands-parents et enfants en bas âge, qui proviennent de tous les quartiers de Buenos Aires, ainsi que des trains, des bus et voitures qui lient le centre de la capitale aux faubourgs qui s'étendent à perte de vue, au sud, à l'ouest et au nord de la ville. Cette scène de foule est aussi reproduite à une moindre échelle dans d'autres villes d'Argentine ; à Cordoba, Rosario, Salta, Mendoza, des centaines ou des milliers de personnes se réunissent sur les places centrales. Des millions d'autres Argentins regardent, souvent en groupe, la télévision qui retransmet la mobilisation populaire dans l'attente de nouvelles informations. Ce jeudi 16 avril 1987 au soir, le pays tout entier est mobilisé et dans l'attente.

À l'intérieur du Congrès, la Chambre des députés a rarement été aussi remplie de monde dans son histoire. Outre les élus convoqués en session extraordinaire, de nombreuses personnalités plus ou moins connues de la vie publique argentine se pressent dans la salle. Ce sont des représentants d'organismes de défense des droits de l'Homme, des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des artistes, des journalistes, des personnalités politiques élues ou non qui ont rempli l'hémicycle. Ils sont bientôt rejoints par le président de la République, Raúl Alfonsín, dont le discours est retransmis par haut-parleurs sur la *Plaza de los Dos Congresos* et par télévision et radio au reste du pays. Le chef de l'État résume la raison pour laquelle le pays est en état d'alerte en ce premier jour de ce qui se présentait comme un paisible week-end de Pâques.

La veille, mercredi 15 avril, convoqué dans le cadre d'une enquête judiciaire sur les crimes commis durant la dictature militaire (1976-1983), le major Ernesto Barreiro, au lieu de se présenter devant le tribunal fédéral de Cordoba, se réfugie dans la caserne du régiment 14 d'infanterie aéroportée dirigée par le lieutenant-colonel Luis Polo. L'officier est donc déclaré en état de fuite par le tribunal, expulsé de l'Armée par sa hiérarchie et un avis de recherche et détention est lancé à son encontre. Le lendemain, les forces de l'ordre chargées de son arrestation se présentent devant la caserne mais le colonel Polo refuse de le remettre, de sorte que la caserne est virtuellement en rébellion. La scène est suivie par de nombreux journalistes qui retransmettent rapidement les informations par radio et télévision à l'ensemble du pays.

Mais, pendant ce temps, ce jeudi matin, un groupe d'officiers se présente à l'école d'Infanterie de Campo de Mayo, l'une des plus vaste base militaire du pays, située à 30 kilomètres au nord de la capitale, et déclarent en prendre le commandement. Cette information est rapidement transmise au commandement de l'Armée et au gouvernement, puis diffusée dans l'ensemble des médias durant l'après-midi. Il ne s'agit plus d'un acte d'insubordination isolé, mais d'une sédition militaire organisée. Les deux foyers connus de la sédition sont situés dans la province de Cordoba et à Campo de Mayo mais la hiérarchie militaire, le gouvernement et les journalistes s'attendent à ce que d'autres casernes entrent en rébellion.

Le jeudi soir, l'Argentine est en état de commotion, mobilisée contre la possibilité d'un coup d'État. Son président condamne fermement les séditeux : « la Démocratie ne se négocie pas » est la phrase la plus remarquée de son discours. Un slogan traverse le pays : « démocratie ou dictature ».

Les séditeux prennent la parole le lendemain, vendredi 17 avril à 11h, à travers une interview à la radio accordée à leur chef, le lieutenant-colonel Aldo Rico qui se trouve dans l'école d'Infanterie de Campo de Mayo. Celui-ci affirme que la rébellion n'est pas un coup d'État et réclame une « solution politique » pour que cessent les procédures judiciaires contre les militaires. La principale revendication des séditeux est une amnistie pour les crimes commis durant la dictature militaire (1976-1983), soit entre autres la disparition de 8961 personnes (selon les chiffres officiels d'alors), sans compter les systématiques tortures, viols et exactions. La presque totalité des responsables politiques, majorité et opposition confondues, refuse de se prononcer sur la réclamation des séditeux et condamne la sédition. La population reste mobilisée, il y a des rassemblements, des manifestations et des déclarations de personnalités les plus diverses durant toute la journée, tous en signe de répudiation des militaires soulevés. Pendant ce temps, le président se réunit avec les chefs des armées pour décider des modalités de la répression. Des troupes stationnées près de Rosario (province de Santa Fe), sous la direction du général Ernesto Alais, sont chargées de mettre fin à la sédition à Campo de Mayo. Par ailleurs, à Cordoba, le colonel Polo se rend, mais le major Barreiro a fui et reste introuvable. Bientôt, l'attitude des troupes qui doivent réprimer les séditeux révèle la véritable ampleur de la crise militaire : elles refusent d'avancer contre leurs camarades. Ainsi, bien que les séditeux proprement dits ne représentent qu'environ deux cents militaires, le gouvernement ne possède aucune force armée pour les déloger.

Cette réalité est soigneusement occultée par les voix gouvernementales qui communiquent sur une Armée essentiellement *loyale* contre une petite minorité *rebelle*. Cette distinction

apparaît cependant toujours plus fictive au fil des heures. Le samedi, les troupes du général Alais ne sont toujours pas en position de déloger les séditieux de Campo de Mayo. En revanche, des milliers de manifestants campent devant les grilles de la caserne, gardées par des militaires aux visages grimés de peinture de camouflage, qui inspire bientôt le nom donné aux séditieux : les *carapintadas* (« visages-peints »). Toute la journée, l'école d'Infanterie reçoit la visite de nombreux responsables politiques, du gouvernement radical et de l'opposition péroniste, qui cherchent à établir un dialogue avec les séditieux pour qu'ils déposent les armes. Ils ne parviennent cependant à aucun accord. Entretemps, la plupart des chefs d'État du monde entier ont fait parvenir des messages de soutien au gouvernement argentin. Les manifestations qui répudient les séditieux se prolongent toute la journée, tandis que les déclarations de tous les secteurs de la société se succèdent dans le même sens. La principale centrale syndicale, la CGT, appelle à une grève générale illimitée à partir du lundi suivant si les séditieux ne se sont pas rendus. Samedi soir, les troupes « loyales » tardent encore à arriver mais des milliers de manifestants campent devant la caserne des rebelles.

Ils sont plus nombreux encore le dimanche matin. Mais la manifestation principale a lieu sur la Place de Mai, où des centaines de milliers de personnes attendent le discours du président de la République. Celui-ci apparaît au balcon de la *Casa Rosada*¹ à 14h30. Il demande à la foule présente qu'elle attende sur la Place de Mai et annonce qu'il reviendra avec « les solutions ». Suite à quoi, il se rend en hélicoptère à Campo de Mayo, où il se réunit à huis clos avec le lieutenant-colonel rebelle Aldo Rico durant une vingtaine de minutes. A son retour, il se présente à nouveau sur le balcon de la *Casa Rosada* et annonce :

Compatriotes, Joyeuses Pâques.

Les hommes de la mutinerie ont changé d'attitude. Comme il se doit, ils seront détenus et soumis à la justice.

Il s'agit d'un groupe d'hommes, pour certains des héros de la guerre des Malouines, qui ont adopté cette position erronée et qui ont réitéré que leur intention n'était pas de provoquer un coup d'État. Mais, de toute façon, ils ont mené le pays à cette commotion, à cette tension, dans laquelle le protagoniste fondamental a été le peuple argentin dans son ensemble.

Pour éviter de faire couler du sang, j'ai donné des instructions au haut commandement de l'Armée pour qu'il ne procède pas à la répression. Et aujourd'hui nous pouvons remercier Dieu : la maison est en ordre et il n'y a pas de sang en Argentine.

Je demande au peuple qui est entré dans Campo de Mayo qu'il se retire. Il est nécessaire qu'il le fasse. Et je vous demande, à vous tous, que vous rentriez chez vous pour embrasser vos fils, pour fêter Pâques en paix en Argentine.

Ce bref discours marque la fin de la crise de *Semana Santa*, la place de Mai se vide progressivement de personnes aux sentiments mitigés, traversées par de nombreux doutes sur l'événement qui vient de se produire.

¹ *Maison Rose*, siège du gouvernement.

1. Pourquoi s'intéresser à cette crise ?

L'événement que nous avons décrit le plus succinctement possible est l'objet de notre thèse, soit les six chapitres qui la composent et les années d'enquête que nous lui avons consacrées. Voulons-nous ainsi signifier que l'événement n'avait pas été retransmis comme il se doit ? Que des révélations aient échappé aux observateurs contemporains et aux analyses postérieures ? Certainement pas : si nous apportons quelques rectifications factuelles, celles-ci sont marginales et ne sont pas à proprement parler des révélations. Nous n'avons pas découvert, ni même spécialement cherché, des informations occultes. Bien que nous utilisions certaines sources inédites, notre travail consiste moins à apporter des informations inédites qu'à replacer cet événement dans l'histoire récente du pays. Par ce choix, nous ratifions une césure historique majeure². Autrement dit, notre travail n'a pas pour objectif d'offrir un récit définitif de *Semana Santa* mais d'ouvrir le débat historique sur cette crise³. En effet, comme tout événement majeur, elle est amenée à faire l'objet de nombreux récits et de plus nombreuses interprétations. Aussi, avant toute chose, notre thèse introduit *Semana Santa* comme objet singulier de notre discipline. En soi, choisir d'étudier un événement, plutôt qu'une période ou un processus long, n'est pas sans poser de problèmes, que nous chercherons à exposer. Mais auparavant, nous essayerons de dresser un panorama de la très succincte historiographie de la période (qui explique aussi notre choix).

a. Historiographie aveugle d'une décennie charnière

Une nouvelle génération d'historiens, qui émerge durant les années 2000, et dont la plupart des thèses sont soutenues ou publiées à partir de la seconde partie de la décennie jusqu'à aujourd'hui, introduit pleinement le « passé récent »⁴ dans la discipline. L'ensemble de ces travaux se structurent autour de la période dictatoriale (1976-1983) qui est aussi le point nodal d'une demande sociale et de nombreux enjeux politiques. Néanmoins, loin de se focaliser uniquement sur la dictature, les historiens se sont surtout intéressés à la période qui la précède

² Ratifier et non pas définir, dans le sens où les contemporains et la mémoire sociale ont déjà parfaitement conscience d'une césure historique, voir *infra*.

³ Cette thèse d'Histoire est la première centrée sur *Semana Santa*.

⁴ A l'instar du français, le monde académique argentin n'a pas échappé à des discussions sur le terme qui conviendrait pour désigner « la » période (dont la chronologie est bien sûr aussi fluctuante). Ce débat sur la dénomination ne nous intéresse pas ou nous n'avons aucune opinion dessus, si ce n'est le considérer avant tout comme une fausse polémique entre institutions académiques concurrentes (nous n'appartenons à aucune d'entre elles). Aussi, nous avons adopté l'expression la plus courante en Argentine, « histoire récente », mais nous pouvons parfois en utiliser une autre sans que cela n'ait aucune signification particulière.

(disons, pour aller vite, les années 1970) et, beaucoup moins, sur la période qui lui succède⁵. Les historiens se sont encore très peu intéressés aux années 1980, à la courte décennie (1983 – 1989) qui correspond à la présidence de Raúl Alfonsín ou à la fin de la dictature jusqu’à la crise de l’hyperinflation. Comme le remarquent Marina Franco et Florencia Levin en 2007, « Pour beaucoup d’historiens, il est “évident” que celle-ci [la période de l’histoire récente] se ferme avec la dénommée “transition démocratique”, le *Nunca Más* et le Procès aux juntas militaires (ou, tout au plus, les grâces présidentielles) »⁶. Ainsi, les historiens ferment généralement la période récente, comme champ légitime de recherche, selon un critère de cycle qui se termine (en 1983, en 1985 ou en 1990)⁷. Cela pourrait peut-être expliquer le peu d’intérêt pour les années 1980 qui, dans cette perspective, apparaissent comme une conclusion à une période plus ancienne.

Ce manque d’intérêt est renforcé par un autre « passé récent » qui focalise l’attention des chercheurs en sciences humaines, parmi lesquels certains historiens : les années 1990. En effet, les obsédantes années du « ménémisme » ont profondément interrogé les intellectuels pour différentes raisons : rupture idéologique dans le péronisme, corruption ostentatoire, affaiblissement de l’État, etc. Dans la littérature de sensibilité de gauche, un lien est presque systématiquement établi entre la dictature et le ménémisme qui sont considérés comme deux vagues d’un même néolibéralisme qui aurait en partie échoué à s’imposer avec les militaires et vaincu ses adversaires sous la présidence de Carlos Menem. A titre d’exemple représentatif du peu d’intérêt que suscitent les années 1980, nous pouvons citer l’article d’Ana Julia Ramírez et Aníbal Vigura qui traite des protestations sociales sur trois décennies⁸. L’article comporte douze pages, dont une seule qui traite du « Génocide et retour de la démocratie (1976-1989) » (sous-titre qui annonce cette partie), de sorte que la courte décennie (1983-1989) est analysée en une demi-page. Sachant que cette période est celle qui comporte le plus

⁵ Significativement, la plupart des articles d’historiographie sur l’histoire récente n’incluent pas la période post-dictatoriale. Voir, par exemple, Débora D’ANTONIO et Ariel EIDELMAN, « Antecedentes y genealogía de la historiografía sobre la Historia Reciente en la Argentina », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mise en ligne le 14 octobre 2013, consulté le 22 décembre 2013. URL : <http://nuevomundo.revues.org/65882> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.65882.

⁶ Marina FRANCO et Florencia LEVIN, « El pasado cercano en clave historiográfica », dans Marina FRANCO et Florencia LEVIN (comps.), *Historia reciente. Perspectiva y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Ed. Paidós, 2007, [En ligne], <http://www.fhuc.unl.edu.ar/olimpistoria/2013/2013%20CAPACITACION%20PRESENCIAL%20FRANCO%20LEVIN.pdf>, consulté le 22 décembre 2013.

⁷ Notre démarche est inverse, nous tâchons de nous situer par rapport à notre objet selon des ruptures symboliques qui ont eu lieu entre le passé étudié et notre présent, voir *infra*.

⁸ Ana Julia RAMÍREZ et Aníbal VIGURA, « La protestation sociale dans les trois dernières décennies du XX^e siècle » Acteurs, répertoires et horizons, *Matériaux pour l’histoire de notre temps*, 2006/1 N° 81, p. 58-69. [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2006-1-page-58.htm>, consulté le 10 janvier 2012.

grand nombre de grèves générales de toute l'histoire argentine, l'on mesure l'intérêt pour les « protestations sociales » de la décennie. Celle-ci n'apparaît que pour faire le lien entre les périodes qui sont les véritables terrains d'études entrepris par les auteurs, soit les années 1970 et 1990⁹. De sorte que les années 1980 apparaissent comme la décennie aveugle au milieu de deux grands centres d'intérêt.

Dans ces conditions, la courte décennie des années 1980 est rarement considérée dans sa particularité mais seulement à travers la période qui suit ou comme aboutissement de la précédente. Autrement dit, la plupart des travaux universitaires (rarement historiens) sont marqués par une certaine téléologie, car la décennie n'a d'intérêt qu'en relation avec la suivante et non dans sa spécificité. De nombreux sociologues et politistes échappent cependant à cette tendance lourde et présentent des travaux tout à fait essentiels pour saisir notre période.

La proximité de la période a pour conséquence « naturelle » d'avoir une bibliographie universitaire dominée par des sociologues et politistes. Cela oblige l'historien à s'introduire dans un paysage peu familier aux outils conceptuels très élaborés. Malgré cette difficulté pour saisir un langage parfois abscons et des problématiques qui suivent leurs propres logiques épistémologiques, la plupart des travaux sont d'une grande finesse d'analyse et reposent sur des enquêtes empiriques qui ont sans cesse alimenté notre recherche.

La mémoire, un sujet de rencontres disciplinaires

Surtout, il est une question qui traverse l'ensemble des disciplines des sciences humaines, de l'anthropologie à l'histoire en passant par diverses sociologies, et qui s'enrichit du passage d'une discipline à l'autre : la mémoire. Nous expliquerons plus avant en quoi notre thèse s'inscrit pleinement dans l'historiographie de la mémoire et quelle est notre position à l'intérieur de celle-ci. Il nous faut pour l'instant présenter quelle est la place particulière qu'elle occupe dans le monde académique argentin. Parler de « mémoire » en Argentine renvoie spontanément à la mémoire de la dernière dictature. Bien entendu, cette « spontanéité » ne doit rien au hasard, elle est le résultat d'une histoire particulièrement violente et, surtout, des vecteurs de mémoire qui l'ont transmise jusqu'à aujourd'hui (notre travail traite, entre autres mais centralement, de ces principaux vecteurs). Ce terrain particulièrement fructueux pour la rencontre des disciplines offre ainsi un panorama où il est,

⁹ Cet article nous est apparu particulièrement illustratif de nombreux autres travaux qui dressent des historiques de phénomènes étudiés. Les autres disciplines suivent la même tendance. Par exemple, le politiste Hugo Quiroga enquête sur 20 ans de régime démocratique en 2005, sur 390 pages, il en consacre 56 à la présidence d'Alfonsín. Hugo QUIROGA, *La Argentina en emergencia permanente*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2005, 390 pages.

en définitive, assez difficile – voire inutile – de distinguer les disciplines universitaires puisque chacune emprunte à l'autre. Significativement, les enquêtes de Claudia Feld, docteur en Sciences de la Communication, et du sociologue Emilio Crenzel, respectivement sur les images du Procès aux juntas militaires de 1985¹⁰ et sur le rapport *Nunca Más*¹¹, s'inscrivent parfaitement dans une méthodologie de l'histoire de la mémoire¹². Celle-ci consiste à suivre un document dans le temps et rendre compte des nouvelles significations qu'il acquiert à chaque période, ce qui permet d'observer les configurations politiques de chaque période¹³. Ce n'est pas un hasard si Claudia Feld fut aussi la personne qui introduisit Henry Rousso dans le champ académique argentin¹⁴. Tout aussi significativement, un des auteurs de référence pour tout historien de la mémoire en Argentine est Hugo Vezzetti¹⁵ qui est psychologue.

b. Historiographie d'une césure historique : *Semana Santa*

Alfonsín a fini par décevoir tout le monde durant un moment parfaitement situable, lors de *Semana Santa*, lorsque de manière très peu heureuse il a eu l'idée de dire que « la maison est en ordre » et qu'il [enjoignit] « allez tous fêter Pâques », à un moment où en réalité il venait de se rendre.
Tulio Halperín Donghi

La plupart des travaux, qu'ils soient de recherche ou de vulgarisation, qui s'intéressent aux années 1980, signalent une inflexion en 1987, très souvent située à (ou illustrée par) *Semana Santa*. Dans le récit que nous pourrions appeler « orthodoxe » (et dont nous ne cherchons pas à nous distinguer sur ce point, où nous ne faisons que ratifier une césure historique), la période antérieure à *Semana Santa* (1983-1987) est celle de « l'enthousiasme

¹⁰ Claudia FELD, *Del estrado a la pantalla. Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, Coll. « Memorias de la répression », 2002, 170 pages.

¹¹ Emilio CRENZEL, *La historia política del nunca más. La memoria de las desapariciones en la Argentina*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2008, 270 pages.

¹² Ces deux auteurs font aussi partie d'un groupe pluridisciplinaire attaché à l'étude de la mémoire de l'Institut de Développement Economique et Social (IDES).

¹³ Nous citons ces travaux qui nous semblent clairement faire le chemin de l'histoire de la mémoire vers des sociologies, nous pourrions citer des travaux inverses. Nous voulons ainsi signifier que nous n'avons aucune velléité de défendre notre chapelle qui, d'ailleurs, est née avec les travaux précurseurs du sociologue Maurice Halbwachs. Pour une épistémologie de cette tendance historienne, nous renvoyons à la synthèse qui se trouve dans le précis d'Enzo TRAVERSO, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, Ed. La Fabrique, 2005, 138 pages.

¹⁴ Claudia FELD, entretien avec Henry Rousso, « El duelo es imposible y necesario », *Puentes* n°2, décembre 2000, pp. 30-39.

¹⁵ En particulier l'ouvrage de Hugo VEZZETTI, *Pasado y presente. Guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2009 (2002), 240 pages.

démocratique » pour reprendre l'expression de la sociologue Inés González-Bombal, tandis que celle qui la suit est celle des désillusions. « Pour la société, c'était la fin de l'illusion de la démocratie. Pour le gouvernement, la faillite pour résoudre de manière digne l'affrontement de l'Armée avec la société, et le début d'un long et usant calvaire » résume Luis Alberto Romero¹⁶. Ainsi, il est établi, dans l'historiographie et le reste de la littérature académique et, surtout, dans le *sens commun* des Argentins, que *Semana Santa* constitue un événement, dans le sens d'une césure historique (une fracture entre un avant et un après). Pour autant, aucun historien n'a choisi d'aborder centralement la crise qui s'inscrit plutôt comme un épisode dans des processus plus longs¹⁷. Ainsi, Marcos Novaro, qui apporte de nombreux éléments factuels inédits grâce à une ample production de sources orales¹⁸, traite de la crise de *Semana Santa* comme d'un moment parmi d'autres dans de plus vastes négociations entre différents acteurs de la période (l'Armée, le gouvernement et la centrale syndicale réunifiée en 1984, CGT, principalement)¹⁹.

Pour un article académique directement centré sur *Semana Santa*, il faut à nouveau nous tourner vers la sociologie, en l'occurrence Alfredo Pucciarelli²⁰. L'article dresse une fine chronologie des événements à partir de sources journalistiques²¹, dont il réalise une brillante analyse qui explique les événements des journées de crise. Cette analyse comprend, entre autres, l'événement comme un bref moment où se dessinent de nouvelles formes d'organisations politiques qui se constituent dans la rue mobilisée contre le soulèvement militaire. Malheureusement pour l'historien, les sources ne sont que rarement mentionnées

¹⁶ Luis Alberto ROMERO, *Breve historia contemporánea de la Argentina*, Ed. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2001 (seconde éd.), 336 pages, p. 251.

¹⁷ Pour notre part, nous expliquons plus avant le choix d'étudier un événement tout en nous intéressant aux périodes longues.

¹⁸ Docteur en Philosophie, Marcos Novaro est le directeur de la chaire d'histoire politique de l'Institut Gino Germani (dépendant de la faculté de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires), qui a développé un vaste programme pour construire des archives orales (que, par ailleurs, nous avons souvent consultées). Il est cependant assez malaisé de situer cet auteur dans le champ académique, entre l'histoire récente et la politologie. Nous partageons en partie le sentiment de Marcela Ferrari lorsqu'elle estime que son entreprise est plus centrée sur le souci de comprendre le présent, dans une démarche clairement politiste, que sur l'intérêt pour le passé (qui serait plus historienne), voir Marcela FERRARI, « El peronismo en la historia reciente. Algunas interpretaciones », *Estudios de Filosofía Práctica e Historia de las Ideas*, N° 10, décembre 2008. [En ligne], <http://www.scielo.org.ar/pdf/efphi/v10n2/v10n2a05.pdf>, consulté le 10 mars 2011. Mais, quelle que soit sa discipline, Marcos Novaro occupe une place centrale dans l'écriture de l'histoire récente, ne serait-ce que parce qu'il est l'auteur des ouvrages sur les périodes qui vont de la dictature jusqu'à aujourd'hui des grandes collections d'Histoire des éditeurs Edhassa et Paidós. Nous aurons plus avant l'occasion de discuter certaines de ses positions.

¹⁹ Marcos NOVARO, *Argentina en el fin de siglo. Democracia, mercado y nación (1983-2001)*, Buenos Aires, Ed. Paidós, Coll. Historia Argentina, 2009, 664 pages, pp. 200-249.

²⁰ Alfredo PUCCIARELLI, « La República no tiene Ejército. El poder gubernamental y la movilización popular durante el levantamiento militar de *Semana Santa* », dans Alfredo PUCCIARELLI (coord.), *¿Los años de Alfonsín El poder de la democracia o la democracia del poder?*, Ed. Siglo XXI, Buenos Aires, 2006, 512 pages, pp. 115-151.

²¹ Nous avons cependant remarqué quelques imprécisions dans son usage des sources, voir *infra*, p. 202.

quand l'article traite précisément de ces « organisations populaires » qui sont un point essentiel et effectivement très difficile à cerner²². Mais au-delà d'un traitement parfois un peu approximatif des sources, qui ne sont pas le souci principal de l'auteur, il nous semble que le sociologue cherche à ratifier une conception politique, qui considère que les élites font bloc, moins pour mettre fin à la sédition militaire qu'à la mobilisation populaire qui lui répond. Nous ne sommes pas forcément en désaccord avec l'auteur sur ce point, néanmoins nous sommes bien plus en mal pour le prouver, si bien que, nous le verrons, nos conclusions sont plus nuancées. Lorsque Pucciarelli cite Alfonsín qui, en 2004, explique son attitude par le souci de ne pas verser du sang durant la crise, il lui répond ainsi : « Mais le problème majeur pour le pouvoir politique ne résidait pas, comme le prétend l'ex-Président, dans le calcul de risque de l'action mais dans le contrôle de ses conséquences postérieures. »²³ Le sociologue interroge les futurs possibles qui se sont fermés par la décision présidentielle de négocier avec les séditeux plutôt que de les affronter à la tête de la mobilisation populaire. Bien conscient qu'il s'agit là d'un moment crucial, où se définit le type de régime ou de Démocratie, c'est aussi une question qui traverse notre travail. Néanmoins, là où le sociologue conçoit des futurs possibles avec « la construction d'un pouvoir politique populaire coalisé capable d'apporter soutien, énergie et capacité d'action à un pouvoir politique institutionnel démocratique faible »²⁴, nous tâchons de comprendre les raisons profondes qui empêchent Alfonsín de s'appuyer sur un tel pouvoir. Bien entendu le format explique notre ambition (une thèse n'est pas un article), mais aussi notre discipline qui ne se prête que très marginalement à des extrapolations sur des histoires possibles et préfère expliquer l'histoire effectivement vécue. Par ailleurs, nous ne sommes pas d'accord avec Pucciarelli qui conçoit l'attitude d'Alfonsín durant *Semana Santa* comme une « reculade »²⁵, nous prouvons que le président se sert de la crise pour imposer son point de vue. Que ce dernier ne coïncide pas, sur la question militaire, avec la position de la grande majorité des Argentins et la presque totalité de la population mobilisée, nous semble aussi certain. Mais cela n'en constitue pas pour autant un recul. Bien au contraire, nous le verrons, le président « avance » vers ses objectifs.

²² Par exemple, l'auteur décrit des débats qui s'organisent à l'intérieur de la foule de la Place de Mai qui attend l'apparition du président sur le balcon de la *Casa Rosada* le dimanche 19 avril, sans que le lecteur parvienne à saisir quelle est sa source. Voir *ibid.*, p. 135.

²³ *Ibid.*, p. 147.

²⁴ *Ibid.*, p. 148.

²⁵ Le titre de la sous-partie est « Reculer à marche forcée. Sanction de la loi d'Obéissance Due », *ibid.*, p. 141.

c. L'événement

L'événement qui survient est un moment, un fragment de réalité perçue qui n'a pas d'autre unité que le nom qu'on lui donne. Son arrivée dans le temps (c'est en ce sens qu'il est le point focal autour duquel se déterminent un avant et un après) est immédiatement mise en partage par ceux qui le reçoivent, le voient, en entendent parler, l'annoncent puis le gardent en mémoire. Fabricant et fabriqué, constructeur et construit, il est d'emblée un morceau de temps et d'action mis en morceaux, en partage comme en discussion. C'est à travers son existence éclatée que l'historien travaille s'il veut en saisir la portée, le sens et la ou les marques dans la temporalité.

Arlette Farge, *Penser et définir l'événement en histoire*.²⁶

Il est probablement inutile de préciser que l'événement constitue le matériel principal ou la pierre angulaire du récit historique. Il est en revanche intéressant de se demander pourquoi dans ces conditions l'Histoire « événementielle » est si décriée. Synonyme, tout à la fois, d'Histoire positiviste, qui prétendrait à l'illusoire objectivité de la discipline, et vulgarisation de l'Histoire, qui présenterait un récit lisse organisé autour de la succession de « grands événements », elle serait en tous points opposée à une Histoire-problème qui cherche la complexité et la profondeur des mouvements historiques. Pour nous, cette opposition entre la surface des événements et les lames de fond n'a pas lieu d'être, car les deux aspects sont intimement liés et le travail de l'historien consiste précisément à les lier dans un même récit. Cette énonciation, en plus de la fonction tautologique qu'elle confère à l'historien, est probablement d'une affligeante banalité, mais elle touche aussi au cœur de notre conception de la discipline, en quelque sorte à la philosophie qui s'en dégage. Nous voulons reconstituer le temps court, parfois extrêmement court, afin de rendre compte de sa complexité, des multiples possibilités qu'il recèle, autrement dit de la liberté des acteurs durant l'événement. Et, simultanément, l'insertion de l'événement et de ses acteurs dans un temps bien plus long révèle certaines logiques dont le poids restreint les possibilités. En somme, nous nous inscrivons dans une question classique, qui cherche à déterminer la liberté d'action des individus à l'intérieur de pesants déterminismes de structures qui les dépassent.

²⁶ Arlette FARGE, « Penser et définir l'événement en histoire », *Terrain* [En ligne], 38 | 2002, mis en ligne le 06 mars 2007. URL : <http://terrain.revues.org/index1929.html>, consulté le 10 septembre 2010.

L'événement, le temps des lapsus

En 1986, Carlos Ginzburg provoquait une polémique en commentant une rencontre sans précédent entre le Pape et le Grand Rabbín de Rome. Jean Paul II avait désigné les Juifs comme les « frères aînés » des Chrétiens. Anodine ou élogieuse pour le profane, la désignation révélait un tout autre sens dans les Ecritures (*Épître aux Romains*) : c'est ainsi que sont désignés les Juifs par Saint Paul pour les placer dans un état de subordination aux Chrétiens, voire d'esclavage (dans la référence que Saint Paul emprunte à l'Ancien Testament). Pour Ginzburg, il ne s'agissait nullement de dénoncer un antisémitisme supposé de Karol Wojtyła mais de montrer que les bonnes intentions de celui-ci étaient dépassées par des facteurs qui déterminaient sa conduite au-delà de sa propre volonté : « Dans le moment même où il tente de tourner la page, les vieux textes le rattrapent »²⁷. Le lapsus révélait une longue tradition anti-judaïque de l'Eglise, bien ancrée dans ses livres sacrés, qui se manifestait en dépit de la volonté de réconciliation du Pape. Il n'est aucunement question d'individualiser le lapsus pour en offrir une interprétation freudienne, mais de montrer le poids d'une tradition sur un événement précis. Il nous semble que l'étude du temps très court – et de crise – permet de saisir les acteurs dans des aspects habituellement plus ou moins occultés. Cette méthode ne remplace pas l'étude de grandes tendances qui se dessinent et se comprennent sur des périodes plus longues mais elle la complète. Nous concevons la crise comme un précipité révélateur (dans le sens qu'utilisent les chimistes avec leurs éprouvettes), comme un temps plus favorable aux lapsus dont parlait Ginzburg.

L'événement et le pouvoir

Nous observons dans le temps court de l'événement les traits habituels du temps banal se durcir. Ainsi, dans le régime présidentiel mais fédéral argentin, le pouvoir du président devient tout à fait déterminant. Dans le temps banal, aussi puissant que soit le président, l'application de ses décisions est soumise à des configurations fluctuantes (en général à la plus ou moins bonne volonté de l'appareil d'État et des dirigeants des États provinciaux). Autrement dit, Alfonsín n'a probablement jamais autant de pouvoir que durant les quatre jours que dure la crise. En l'occurrence, sa fonction présidentielle habituellement soutenue par la fiction institutionnelle du pouvoir rencontre, cette fois, le soutien effectif de tous les facteurs de pouvoir à l'exception de l'Armée. Cette configuration très singulière offre un observatoire privilégié pour comprendre et évaluer l'ensemble de la politique d'Alfonsín.

²⁷ Carlo GINZBURG, « Un lapsus du pape Wojtyła », dans C. GINZBURG, *A distance, neuf essais sur le point de vu en Histoire*, Paris, Ed. Gallimard, 2001 [1998], 248 pages, p.184.

2. Vocabulaire

Comme nous le disions, la période de notre enquête situe notre travail parmi les premières études historiennes des années 1980. Par ailleurs, notre choix d'étudier centralement un événement nous singularise dans ce champ historiographique. Mais nous utilisons aussi souvent un vocabulaire qui nous distingue dans le champ académique argentin et dont il convient de préciser le sens et les raisons pour lesquelles nous l'avons choisi.

Massacre politique. Nous avons forgé l'expression pour désigner les crimes de masse perpétrés par l'État durant la dictature (1976-1983). D'une part, nous utilisons le terme de « massacre » car il nous semble mieux exprimer l'effroi que suscite le crime et son aspect particulièrement sanglant, qui est émoussé par un terme plus neutre comme « répression ». D'autre part, nous insistons sur le caractère politique du massacre principalement en opposition au terme utilisé par le Mouvement des Droits de l'Homme qui préfère celui de génocide qui, à notre sens, dépolitise ses victimes ou ses cibles²⁸. Or la très grande majorité des victimes de la dictature le sont parce qu'elles sont considérées politiquement dangereuses par la junte militaire. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que ce soit précisément le même Mouvement des Droits de l'Homme qui tout en ayant obtenu que les identités politiques des victimes soient revendiquées, insiste dans le même temps pour qualifier le crime comme un génocide. Pour bien saisir, il faut remonter aux années 1980, où les identités politiques des victimes étaient systématiquement occultées. Durant cette période, la perception sociale très négative envers les guérillas ou les « subversifs », pour reprendre la terminologie des contemporains, contraignait les survivants du massacre et leurs proches à cacher leurs identités politiques afin que le crime soit reconnu comme tel. Concrètement, le Mouvement des Droits de l'Homme craignait que si une victime était reconnue comme appartenant à un groupe politique armé, son bourreau ne soit pas jugé. Mais durant les années 1990 cette perception a radicalement changé, si bien que la même victime présentée en 1985 comme totalement éloignée de la guérilla, a pu être présentée en 2001 comme une militante armée²⁹. Ce changement est grandement redevable à l'évolution du Mouvement des Droits de

²⁸ Etymologiquement, le terme se réfère aux origines. Le génocide vise une population pour ses origines ethniques ou religieuses, indépendamment de ce que peuvent penser ses membres ou leurs engagements politiques.

²⁹ C'est le cas de Claudia Falcone, une des victimes de *La noche de los lapices*, un épisode sur lequel nous reviendrons dans le détail durant cette thèse.

l'Homme, en particulier à l'apparition de HIJOS³⁰ qui milite à partir de 1995, entre autres, pour que ces identités politiques soient pleinement revendiquées. Néanmoins, ce revirement de la perception sur la grande majorité des victimes, dès lors considérées comme des militants, ne s'est pas accompagné d'un changement sémantique pour qualifier le crime. A notre sens, la légitime revendication de l'identité politique des victimes est contradictoire avec l'utilisation du terme génocide qui renvoie à la situation antérieure.

Par ailleurs, ce terme est aussi repris par des travaux universitaires, en particulier par Daniel Feierstein³¹ qui développe une théorie sur le « génocide comme pratique sociale ». Le concept sociologique est intéressant et, en amplifiant la catégorie de génocide à des cibles et victimes politiques, permet de l'appliquer à l'Argentine. Néanmoins, Feierstein comprend le génocide comme une forme de gouvernement spécifique de la modernité politique³² qui, à notre sens, recoupe en grande partie celui de terrorisme d'État. Or, cette dernière catégorie nous semble bien plus pertinente, ne serait-ce que parce qu'effectivement cette forme ou instrument de gouvernement est intimement liée à la modernité politique (concrètement à la Révolution française)³³. De plus, l'objectif explicite de l'auteur est de lier le massacre argentin aux génocides perpétrés par les nazis, objectif qui nous semble vain et peu souhaitable. Nous avons probablement une approche plus judiciaire du génocide, considérant qu'il s'agit essentiellement d'une notion pénale pour qualifier des crimes précis dans des tribunaux. Néanmoins, notre position « judiciaire » est loin de clore le débat, dans la mesure où des tribunaux, espagnol et argentin, ont qualifié les crimes de la dictature comme participant d'un génocide. Ces tribunaux se sont appuyés sur la notion « d'élimination partielle d'un groupe national » inscrite dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (CPRCG) de 1948³⁴. Aussi, et en contradiction partielle avec notre

³⁰ L'association HIJOS, qui réunit des fils de *disparus*, apparaît en 1995 et milite essentiellement pour que les crimes contre leurs pères ne restent pas impunis.

³¹ Daniel FEIERSTEIN, *El genocidio como práctica social : entre el nazismo y la experiencia argentina*, Buenos Aires, Ed. Fondo de Cultura Económica, 2007, 405 pages.

³² Il invite aussi à moins considérer le crime en tant que tel que l'objectif « stratégique des pratiques génocidaires », Daniel FEIERSTEIN, « Guerra, genocidio, violencia política y sistema concentracionario en América Latina », dans Daniel FEIERSTEIN (comp.), *Terrorismo de estado y genocidio en América Latina*, Buenos Aires, Ed. Prometeo, 2009, 286 pages, p. 24. Cela l'amène à réfléchir sur les effets du génocide, non pas sur la population ciblée par le massacre mais pour l'ensemble de la communauté nationale qui se redéfinit à travers la politique génocidaire. Encore une fois, pour intéressante que soit cette approche, nous pensons que le terme est inadéquat.

³³ Nous considérons le terrorisme d'État comme un instrument politique auquel les gouvernements, quels qu'ils soient, ont la possibilité de recourir. Ainsi, par exemple, nous n'excluons pas l'usage d'une forme de terrorisme d'État par le gouvernement d'Alfonsín, voir *infra*, p. 26.

³⁴ La convention définit le crime de génocide « dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux », voir la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide sur le site du haut-commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme [En ligne], <http://www2.ohchr.org/french/law/genocide.htm>, consulté le 12 décembre 2013.

propre approche judiciaire (dans la mesure où nous ne saurions la définir en lieu et place d'un juge), nous revenons à une approche étymologique pour considérer ce crime comme lié aux *origines* des cibles et victimes, c'est-à-dire un crime essentiellement pour causes ethniques ou religieuses. Or, nous estimons que le crime d'appropriation d'enfants de militants disparus prouve le caractère non raciste du projet criminel de la dictature. Dans un projet génocidaire, les enfants sont nécessairement des cibles tout aussi légitimes que le reste de la population à éliminer physiquement. Pour un génocidaire hutu, il est hors de question d'adopter un enfant tutsi car il *est* le mal. Remarquons d'ailleurs que le terme génocide est habituellement accolé à celui de ses victimes³⁵, « génocide arménien », « génocide juif », « génocide rom », comment faudrait-il nommer le « génocide » qui aurait eu lieu en Argentine ?

Pour sa part, Paula Canelo utilise l'expression *massacre répressif*. Plus neutre, l'expression a cependant le désavantage de ne pas exprimer directement le motif invoqué du massacre.

Camps de concentration clandestins, nous reprenons l'expression utilisée par Pilar Calveiro³⁶. Les universitaires préfèrent habituellement *camp clandestin de détention*, utilisé par la commission de l'OEA dès 1979, mais cette expression nous semble ne pas rendre compte de l'expérience extrême et spécifique que le système concentrationnaire suppose. L'ouvrage de référence de Pilar Calveiro cité permet de saisir à la fois l'expérience particulière des personnes prisonnières dans ces camps (qui ne se limite pas à une détention), son effet terrorisant sur le reste de la société et le pouvoir que la direction de ces camps donne à ses responsables. Par ailleurs, bien que ces camps aient aussi eu une fonction d'extermination, nous n'avons pas adopté le terme de *camp d'extermination* qui renvoie trop évidemment à l'expérience nazie, dont les crimes de la dictature doivent être fortement distingués ne serait-ce que pour une raison d'échelle qui en transforme la nature.

Transition, transition démocratique, post-dictature. Nous utilisons le terme de transition uniquement dans le sens du changement institutionnel majeur de 1983, parce qu'il est d'une commodité langagière indéniable. Lorsque nous nous référons à la transition, nous désignons la période qui sépare la fin de la Guerre des Malouines et l'accession d'Alfonsín à la présidence (juin 1982 - 10 décembre 1983). Surtout, nous ne partageons en rien les présupposés idéologiques que comporte la formule « transition démocratique ». Celle-ci est profondément anti-historienne, et d'une valeur heuristique seulement comparable à la vulgate

³⁵ Gilbert ACHCAR, *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Ed. [Électronique] Actes Sud, Coll. Sindbad, 2009, 493 pages, p. 19.

³⁶ Pilar CALVEIRO, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, traduit de l'espagnol par Isabelle Taudière, Paris, Ed. La Fabrique, 2006 [1998].

marxiste teintée de messianisme qui prédit, sous des atours plus ou moins scientifiques, l'avènement du socialisme. Dans ce cas, les lendemains qui chantent sont ceux d'une « démocratie avec laquelle on mange, on s'éduque, on se soigne » du candidat Alfonsín. Le monde académique qui reprend la formule, au point d'en créer une véritable discipline, la « transitologie », n'échappe jamais à une sorte d'ethnocentrisme, que le présupposé d'une démocratie définissable de toute évidence par les expériences occidentales, rend inévitable³⁷. Pour notre part, nous chercherons à rendre compte d'une période de l'histoire argentine, sans chercher à juger son régime politique selon un critère « démocratique » que nous serions bien en peine de définir. Nous n'utilisons pas non plus l'expression « post-dictature » souvent employée par la littérature de gauche car elle semble ignorer le changement de régime qui est pour nous fondamental parce que nous nous intéressons beaucoup aux institutions (et non parce qu'une société nouvelle aurait émergé le 10 décembre 1983). Ajoutons que l'expression post-dictature conserve les mêmes présupposés que ceux des tenants de la « transitologie » sur une Démocratie idéale. En effet, elle dénie le nom de démocratie au nouveau régime car elle estime qu'il ne le mérite pas pour n'avoir pas atteint des prérequis qui restent généralement très flous –ce en quoi la transitologie est plus précise car elle s'appuie sur les théories et expériences occidentales.

Démocratie, nous n'avons que très rarement recours à ce terme, généralement pour désigner une aspiration ou une promesse. Lorsque nous nous référons au régime, nous le nommons *régime démocratique* qui n'est certes pas beaucoup plus clair mais a l'avantage de se référer sans ambiguïté au régime politique et non à un ensemble indéfini qui unit valeurs, aspirations, pratiques sociales et politiques. Cela est d'autant plus nécessaire que tous les acteurs de la période étudiée revendiquent la *Démocratie* avec des sens qui varient et dont nous verrons quelques-uns. Il convient d'avertir le lecteur que notre prévenance par rapport à ce terme provient aussi d'une conception personnelle de la démocratie qui s'inscrit en faux avec la modernité politique qui lie le régime au principe électoral majoritaire. Nous partageons avec d'autres auteurs une conception plus antique de la démocratie comme

³⁷ Le cas le plus caricatural est probablement *La fin de l'Histoire* de Francis Fukuyama, dans le sens où il prédit que le monde entier se convertit à la Démocratie, définie selon des critères très clairement à la fois néolibéraux et états-uniens, avec pour piliers un système électoraliste et le capitalisme intimement liés. Voir Francis FUKUYAMA, *The end of history and the last man*, Ed. Free Press, 1992, 418 pages. Il existe cependant de nombreux auteurs sérieux qui cherchent à rendre compte des problématiques liées aux changements de régime, entre autres dans la région latino-américaine ; par exemple, et pour ne citer que le plus célèbre parmi les Argentins, le politiste Guillermo O'Donnell. Voir Guillermo O'DONNELL, Philippe SCHMITTER et Lawrence WHITEHEAD (comps.), *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Barcelone, Ed. Paidós, 1994, 4 volumes. Néanmoins, malgré l'indéniable intérêt des typologies que cet auteur développe, il n'échappe pas aux présupposés de la *transitologie* que nous signalons et qui sont contradictoires avec une approche historique.

« gouvernement de n'importe qui »³⁸ et inscrivons les élections dans une tradition essentiellement aristocratique. Notre approche très institutionnelle (qui lie la démocratie à une procédure électorale par tirage au sort comme les anciens Athéniens) nous mène à avoir un point de vue très distancié par rapport aux contemporains qui conçoivent essentiellement ou centralement la démocratie autour d'un rituel électoral. Cela ne remet évidemment pas en cause la très grande légitimité qu'offrent les contemporains au gouvernement issu des urnes.

Peuple et peuple. Nous profitons de la polysémie du terme pour en donner une définition qui sert notre travail : le peuple est, ici, une population qui a deux caractéristiques, elle est mobilisée dans l'espace public et transcende les classes sociales (ou polyclassiste). Nous utiliserons le terme « peuple » pour désigner la population qui investit la rue durant tout le temps de la crise, il ne rejoint pas entièrement celui de « Peuple » qui désigne la figure institutionnelle sur laquelle repose la légitimité du régime démocratique.

3. *Semana Santa*, un objet distant

Pour prendre son essor, l'historiographie exige une mise à distance, une séparation, voire une rupture avec le passé, tout au moins dans la conscience des contemporains. Cela constitue une prémisses essentielle pour procéder à une *historisation*, c'est-à-dire à une mise en perspective historique du passé. Cette distance s'installe davantage grâce à des fractures symboliques (par exemple, en Europe, 1914, 1917, 1933, 1945, 1968, 1989, etc.) qu'en vertu d'un simple éloignement temporel.³⁹

Il n'est plus besoin de justifier un laps de temps nécessaire à l'entreprise d'un travail historien, la légitimité de l'histoire récente n'étant plus guère discutée. Néanmoins, nous suivons Enzo Traverso, lorsqu'il défend la nécessité d'une rupture, au moins symbolique, pour pouvoir mettre à distance le passé étudié. Dans notre cas, cette rupture est double. Notre condition d'étranger nous offre une certaine distance, *innée* pour ainsi dire, par rapport à l'histoire argentine. Quel que soit le degré d'acculturation dans le pays de résidence, notre approche est nécessairement celle d'un étranger. Néanmoins, plus important, il existe aussi des ruptures temporelles et symboliques par rapport à la courte décennie 1980, qui en font un objet de recherche tout à fait abordable pour l'historien indépendamment de sa nationalité. D'une part, l'Argentine a subi des changements si drastiques durant la longue décennie des années 1990 (1989-2001) que la période précédente semble correspondre à un pays tout différent. Il n'est pas abusif de parler de révolution néolibérale, dans la mesure où des pans

³⁸ Jacques RANCIERE, *La haine de la démocratie*, Ed. La Fabrique, Paris, 2005, 112 pages.

³⁹ E. TRAVERSO, *op.cit.*, p.43. Les italiques sont originales.

entiers de l'économie nationale ont été privatisés. Dans le même temps, et à un niveau plus global, une idéologie qui brouillait toutes les identités politiques antérieures s'est largement répandue, suite à l'effondrement du bloc soviétique, accompagnée d'un relativisme poussé à l'extrême. Cela ne s'est pas réalisé sans des changements culturels qui font des années 1980 un monde irrémédiablement éloigné. Cette distance est d'autant plus forte que la révolution néolibérale argentine des années 1990 a terminé un cycle dans la grande crise qui ouvre le XXI^{ème} siècle argentin en décembre 2001. Ce cycle essentiellement économique a pratiquement changé tous les aspects de la vie quotidienne et redéfini le champ des aspirations. Nous pouvons ajouter un second cycle, plus expressément politique et directement lié à l'objet de notre thèse : l'abrogation des lois dites « d'impunité », *Punto Final*⁴⁰ et *Obedencia Debida*⁴¹. Ces deux lois, que nous analyserons dans le détail durant notre thèse, encadrent la crise de *Semana Santa*. Comme nous le verrons, la première, promulguée en décembre 1986, est la cause immédiate de la crise, tandis que la seconde (votée en juin 1987) est, à tort ou à raison, considérée comme la conséquence du soulèvement militaire. Aussi, lorsqu'elles sont toutes deux abrogées en 2003, un nouveau cycle s'ouvre qui marque une frontière symbolique avec l'objet de notre thèse⁴².

4. Hypothèses soutenues et pistes abandonnées

Durant ces longues années de cohabitation avec notre sujet de thèse, nous avons bien entendu réfléchi à d'autres axes d'analyse, d'autres thèses sur le même sujet, qui pour différentes raisons ont par la suite été abandonnées, mitigées ou tout simplement oubliées. Nous souhaitons récupérer quelques-unes de ces hypothèses, soit qu'elles nous semblent rester des pistes à explorer, soit qu'elles aient influencé notre travail mais n'occupent, finalement, qu'une place marginale dans celui-ci.

⁴⁰ La loi, du 23 décembre 1986, prévoit la fin des poursuites pénales pour les crimes commis durant la dictature soixante jours après sa promulgation.

⁴¹ Loi du 4 juin 1987 qui prévoit que les militaires ne peuvent pas être poursuivis pour les crimes commis durant la dictature pour avoir obéi à des ordres.

⁴² La réouverture des procès contre les tortionnaires de la dictature peut, inversement, aussi être comprise comme un retour du passé, voire comme un *passé qui ne passe pas* (pour reprendre le titre d'un ouvrage de Henry Roussio et Eric Conan). Mais ce passé est la dictature ou les années 1970 d'une part et, de l'autre, ce retour du passé dans la vie publique est à étudier dans une période plus longue, avec une méthodologie de l'histoire de la mémoire plus classique que celle que nous proposons (voir *infra*). Cette nouvelle phase, ouverte en 2003, peut s'inscrire, en l'adaptant, aux phases identifiées par Henry Roussio pour le *syndrome* de Vichy en France. Voir Henry ROUSSIO, *Le syndrome de Vichy : De 1944 à nos jours*, Paris, Ed. Le Seuil, Coll. « Points/Histoire », 1990 (1987), 420 pages, spécialement le génial graphique des « courbes de température du syndrome », p. 252.

La honte et la faute, à propos de « por algo habrá sido »

Il est une phrase restée gravée dans l'imaginaire argentin comme une marque d'infamie et de honte collective, censée synthétiser la complicité sociale aux crimes de la dictature en même temps que la misère intime face à la violence : *por algo habrá sido* [il y aura bien une raison, entendu à l'emprisonnement, à l'exil ou la séquestration]. Cette phrase, qui peut s'apparenter au *collabo* français de l'Occupation, renvoie à plusieurs attitudes ignominieuses, de la complicité tacite et consciente à l'ignorance voulue – détourner les yeux – motivée par la peur. Il s'agit d'un panel de gris censé représenter la société dans son ensemble coupable de son inaction. Les années 1980 se présentent comme l'antithèse de cette inertie, la transition est représentée par la population dans la rue, comme si *nunca más* signifiait avant tout plus jamais une ignominie sans réaction. Se taire, détourner les yeux, rester chez soi, sont les crimes partagés par la société et la manifestation un moyen de s'en laver. La mobilisation populaire de *Semana Santa* est l'expression la plus achevée de ce refus devenu un lieu commun. C'est un soulèvement populaire contre l'abjection du passé, des crimes de la dictature.

Nous avons donc aisément interprété *Semana Santa* comme une sorte de grand-messe d'absolution du peuple argentin pour les crimes passés. Ainsi, il y a un crime commun à tous les Argentins – moins un crime d'assassinat que de coupable veulerie devant le crime – et *Semana Santa* est le rachat, la mise en scène d'un peuple courageux qui s'affronte le torse nu face aux baïonnettes ; soit, ce qu'il *aurait dû* faire durant la dictature. En somme, nous expliquions l'ampleur de la mobilisation populaire de 1987 par un sentiment de culpabilité pour n'avoir pas agi ainsi dix ans plus tôt. Néanmoins cette hypothèse repose sur la thèse selon laquelle l'ampleur des crimes de la dictature était largement connue du public qui avait préféré, par peur, contrainte ou conviction, détourner les yeux du drame. Or cette thèse, qui se veut la critique de l'*histoire officielle* ou de la « théorie des deux démons »⁴³, est discutable. En effet, elle conteste le caractère de révélation des crimes durant les premières années du régime démocratique. Cette vision critique se fonde sur la documentation déjà présente sur la répression, par exemples la *Carta Abierta a la Junta Militar* de Rodolfo Walsh et les rapports des organismes internationaux de défense des droits de l'Homme, ou l'expérience quotidienne (les séquestrations avaient souvent lieu en plein jour). Or, la documentation disponible à la fin de la dictature, pour précise qu'elle soit n'est que très peu diffusée en Argentine ; elle est essentiellement connue du Mouvement des Droits de l'Homme, et encore très imparfaitement.

⁴³ Nous aurons l'occasion d'expliquer dans le détail les sens à donner à la « théorie des deux démons ».

Quant au présupposé qui voudrait que le témoin d'une scène de violence particulière se fasse une idée précise de l'ampleur de la répression dans le pays, il emprunte à la pensée magique. Or, la question de l'ampleur est fondamentale. S'il est question de crimes policiers ou parapoliciers devant lesquels le témoin baisse les yeux, alors il n'y a que très peu de différences entre les régimes politiques ; en effet, le citoyen argentin est amené aussi dans le nouveau régime démocratique à voir des abus quotidiens, y compris des crimes de sang, perpétrés par les forces de l'ordre. Avant et après la dictature, ces crimes sont le lot quotidien d'une partie de la population⁴⁴. Ce qui change avec la dictature est précisément l'ampleur et le caractère sciemment coordonné de la répression illégale. De sorte que la révélation a bien lieu en 1984 (CONADEP) et surtout 1985 (Procès aux juntas militaires) qui sont des vecteurs de communication massive.

Par ailleurs, il nous a semblé, à ce stade, encore très difficile d'établir un sentiment de faute qui n'apparaît pas explicitement dans les sources consultées. Nous avons démontré comment le passé est mobilisé dans certains journaux – surtout *La Razón* – et par des partis politiques qui appellent à ne pas agir comme auparavant, mais il ne s'agit pas explicitement d'une faute à laver – il s'agirait d'une surinterprétation.

Le terrorisme inversé d'État ou la mise en scène de la faiblesse

Dès notre mémoire de Master, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle le gouvernement d'Alfonsín insistait à dessein sur sa faiblesse ou la précarité de son pouvoir face aux militaires. Il nous semblait que, pour atteindre son objectif d'une loi qui exclurait la très grande majorité des militaires de la responsabilité pénale pour les crimes commis durant la dictature, il lui convenait de surévaluer le danger d'un nouveau coup d'État et, inversement, sous-évaluer sa capacité à lui résister. Cette mise en scène de la faiblesse, à l'opposé exact du terrorisme d'État qui expose sa force brutale, provoque des effets similaires, dans la mesure

⁴⁴ Déjà à la fin des années 1960, le journaliste Rodolfo Walsh dénonçait les crimes quotidiens de la police de la province de Buenos Aires, dans une série d'articles aux titres suggestifs, « La secta del gatillo alegre » et « La secta de la picana » [respectivement, *la secte de la gâchette joyeuse* et *la secte de la gégène*], voir Rodolfo WALSH, *El violento oficio de escribir. Obra periodística (1953-1977)*, Buenos Aires, Ed. Planeta, Coll. Espejo de la Argentina, 1995, 264 pages. Dans les années 1980, il n'est pas rare que les journaux mentionnent le nombre de personnes tuées par la police, avec des chiffres qui laissent dubitatif quant à la réalité des affrontements invoqués pour justifier ces morts. Par exemple, « La policía bonaerense mató en marzo a 33 presuntos delincuentes » *La Razón*, 16 avril 1987. C'est-à-dire que, pour la seule province de Buenos Aires, la police a tué 33 personnes en mars 1987. Pour une dénonciation systématique des assassinats commis par les différents services de police depuis 1983, voir María del Carmen VERDU, *Represión en democracia. De la « primavera alfonsinista » al « gobierno de los derechos humanos »*, Buenos Aires, Ed. Herramienta, 2009, 256 pages. L'auteur, avocate et fondatrice d'une association de dénonciation des violences institutionnelles (le CORREPI), fait état d'un nombre constant de personnes tuées par la police (environ une par jour), et établit le portrait type de ces victimes : entre 15 et 25 ans, homme, vivant dans un quartier populaire.

où il répand la peur dans la population afin d'imposer ses vues. De sorte que nous avions conclu que le gouvernement usait d'une forme de terrorisme d'État dont les ressorts étaient exactement inverses à ceux de la dictature. Il ne s'agissait pas de gouverner par la force mais par la faiblesse. Un raisonnement politique nous a amené à abandonner momentanément cette hypothèse, en réévaluant les dangers d'une telle stratégie pour le gouvernement. Il semblait en effet qu'Alfonsín ne pouvait pas sciemment montrer une telle faiblesse face aux militaires, sans risquer la viabilité du gouvernement qui apparaissait simplement incapable de gouverner. Néanmoins, Alfonsín explique lui-même, quelques mois après la crise, que celle-ci lui permettait de convaincre la population du bien-fondé de sa politique militaire⁴⁵. Aussi, après avoir abandonné notre thèse initiale du « terrorisme inversé d'État », dont le ressort serait la faiblesse et non la force, nous l'avons replacée au sein de notre compréhension de *Semana Santa* sans que cette thèse occupe une place centrale.

5. Le peuple

Les tâtonnements de notre thèse s'illustrent singulièrement avec son objet central : le peuple. Aborder le peuple nous mène à des limites méthodologiques qui mettent souvent en péril l'ensemble de notre thèse. Pour tout dire, nous ne sommes pas certain d'avoir résolu les problèmes de manière satisfaisante. Probablement est-ce en partie un échec, mais quand bien même notre approche du peuple montrerait des insuffisances, nous considérons notre tentative comme un échec nécessaire. Ici, il convient de rappeler le contexte de l'écriture de cette thèse. Nous l'avons entreprise alors que les cendres de la grande explosion sociale de 2001, l'*Argentinazo*, n'étaient pas encore retombées. Or, si ce fait majeur qui ouvre le XXI^{ème} siècle argentin peut être interprété de très nombreuses façons, la présence du peuple y est indéniable. C'est précisément lui qui ouvre le champ à toutes les interprétations du fait de sa multiplicité. En 2007, et durant notre premier voyage en 2004, le champ des possibles qui s'ouvre avec les assemblées de quartiers, les assemblées d'entreprises récupérées et l'effervescence générale (dont nous n'avons intimement connu que les survivances) ne pouvait que nous interpeller. Le peuple *était passé par là* ; pour quelqu'un né en Démocratie au *peuple introuvable*⁴⁶, il s'agit de traces irrésistiblement intrigantes. Néanmoins, face à l'irréremédiable difficulté de méthode pour aborder le peuple sans effectuer un voyage

⁴⁵ P. GIUSSANI, *op.cit.*, p.247. Nous reverrons dans le détail cette position d'Alfonsín dans notre troisième chapitre, p.179.

⁴⁶ Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Pierre ROSANVALLON, *Le peuple introuvable. Histoire des représentations démocratiques*, Paris, Ed. Gallimard, Coll. Bibliothèques des histoires, 1998, 379 pages.

hallucinatoire au siècle de Michelet – qui reviendrait à parler en lieu et place du peuple –, nous nous étions pratiquement désisté de cet objet pour nous consacrer aux corps constitués qui, s'ils posent des problèmes, ne sont jamais insolubles. C'est alors que survint la Révolution tunisienne et l'embrasement des peuples de plusieurs pays arabes, nous ne pouvions plus ignorer que notre difficulté méthodologique ne remettait pas en question la réalité de cette force politique. Nous avons donc repensé la méthode et trouvé plusieurs solutions. Par exemple, nous avons répertorié les usages du terme « peuple » par les acteurs identifiables et nous avons déduit les rapports de ceux-ci avec le souverain supposé. Mais nous avons aussi rencontré de nombreux acteurs qui jamais n'utilisent ce terme, soit qu'ils nient la présence du peuple, soit qu'ils aient des précautions bien compréhensibles – qui sont d'ailleurs les nôtres jusqu'alors – à savoir l'impossibilité d'articuler une opinion ou un discours au nom du peuple. Pour aller plus avant, il nous a fallu prendre position ; puisque nous sommes convaincu de la présence du peuple, nous l'affirmons et à partir de cet axiome nous expliquons pourquoi les acteurs identifiables le conçoivent ou ne le conçoivent pas. En ce sens nous sommes ni plus ni moins objectif que les acteurs de la scène de *Semana Santa*, nous participons avec eux à sa signification. Dire ou ne pas dire que le peuple est là, au-delà de la définition que nous avons élaborée, est une position politique, le nier ou louvoyer sur ce point constituerait une malhonnêteté intellectuelle qui nuirait à l'évaluation de notre travail. Néanmoins, à travers cette démarche, ce à quoi nous appelons dans le champ historiographique est simplement de replacer le peuple au centre de l'histoire politique. En cela, notre thèse peut être lue comme une méthode pour y parvenir.

6. Sources

Dans l'immensité des données disponibles sur la période que nous étudions, nous avons consulté une petite partie et choisi d'en traiter une partie plus petite encore. L'historien du temps présent est souvent moins occupé à découvrir de nouvelles sources qu'à discriminer dans la surabondance de celles-ci. Nous voulons ici brièvement indiquer les types des sources principales que nous avons utilisées, sans entrer dans le détail car nous revenons dessus dans notre développement.

Il faut commencer par mentionner les nombreuses sources journalistiques. Outre les nombreux journaux que nous avons bien entendu commencé par lire soigneusement⁴⁷, nous

⁴⁷ Nous avons essentiellement siégé à l'hémérothèque de la bibliothèque du Congrès, au 1861 rue Alsina (ouverte jour et nuit durant la semaine) et au 1750 rue Hipólito Yrigoyen pour les hebdomadaires et revues.

avons compté avec de très précieuses chroniques de journalistes publiées en livres. Ainsi, les écrits de Horacio Verbitsky constituent une source fondamentale, cet observateur lucide et précis de son monde a toujours été un inestimable guide pour s'introduire dans la période et ses problématiques⁴⁸. La chronique de la crise de *Semana Santa*⁴⁹ écrite par les journalistes, qui travaillent alors pour *La Razón*, nous a bien entendu aussi été d'une grande utilité. Nous avons tâché de rendre compte de l'importance de la source journalistique en lui dédiant un chapitre entier qui dresse le panorama médiatique de la période et l'historique des principaux journaux, afin de bien saisir cette source qui est aussi un acteur fondamental de la période que nous étudions.

Les films. Le visionnage de nombreux films, et surtout les plus emblématiques de la période, nous a surtout permis de nous imprégner de la sensibilité de l'époque. Mais nous avons aussi parfois eu recours à eux directement comme des sources, car ils savent souvent condenser des discours d'époque, par exemple nous verrons que le film documentaire *La República Perdida* (1983) de Miguel Pérez, qui réalise un historique du XX^{ème} siècle argentin, peut très bien être considéré comme un discours historique politiquement très orienté, d'autant plus intéressant qu'il touche un très large public.

Mémoires. Nous avons compté avec de nombreux livres de mémoire, écrits par des personnages-clés de la période. Ici, il convient de citer les mémoires de Raúl Alfonsín à titre d'exemple. Nous avons traité de manière assez similaire, avec le même type de précautions, des sources orales que nous avons consultées. Nous avons cependant rapidement décidé de ne pas produire de nouvelles sources orales, en grande partie à cause de la très grande quantité de sources écrites non exploitées. Il va de soi que nous avons souvent rencontré des acteurs de cette période récente mais nos conversations n'ont jamais été utilisées comme des sources⁵⁰, en revanche elles nous ont permis d'entrevoir des pistes que nous avons ratifiées, ou non, par des sources écrites ou filmées d'époque. Notre réticence s'explique d'autant plus que des équipes de sociologues ont investi le terrain, avec des centaines d'heures d'entretien avec des acteurs de la période. De notre point de vue, ces archives surabondantes sont surtout un

Celle de la Bibliothèque Nationale (BNA) s'est révélée particulièrement incommode, avec des attentes interminables pour des cartons souvent erronés.

⁴⁸ L'ouvrage que nous avons principalement consulté est Horacio VERBITSKY, *Civiles y militares. Memoria secreta de la transición*, Buenos Aires, Eds. Pagina 12/Sudamericana, 2006 (1987), 312 pages, qui traite centralement des militaires et de la politique militaire du gouvernement d'Alfonsín. Mais nous avons aussi retrouvé ce journaliste dans d'autres aspects de la vie publique argentine, par exemple pour traiter du monde judiciaire ou l'Eglise. Pour un bref résumé du parcours de ce journaliste, voir p.265.

⁴⁹ Jorge GRECCO et Gustavo GONZALEZ, *¡Felices Pascuas ! Los hechos inéditos de la rebelión militar*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1988, 292 pages.

⁵⁰ A une exception près, où nous confirmons une sources écrite avec un entretien que nous avons eu avec un ancien journaliste de *Pagina 12*, voir chapitre 5, p. 260.

problème en soi, physiquement insoluble puisqu'il n'est pas possible de toutes les consulter, encore moins de les analyser précisément. Dans l'état actuel, et prenant en compte nos propres limitations pour entreprendre une enquête historienne qui aurait requis de sources non disponibles, nous avons préféré effectuer un partage du terrain : à nous les archives déjà présentes et inexploitées, aux sociologues le soin d'en créer de nouvelles. Cette position pratique ne nous a donc pas empêché de consulter les entretiens produits par les sociologues⁵¹. La multiplicité des acteurs de notre thèse empêchait aussi une approche orale, dans la mesure où elle aurait probablement mené à déséquilibrer les entretiens selon les secteurs (il était évidemment plus aisé d'interroger des manifestants que des militaires séditieux et, surtout, ces manifestants auraient apporté un second déséquilibre « interne » à la mobilisation populaire). Cette approche est cependant loin d'être à écarter pour des travaux ultérieurs ; dans ses limites, notre travail permet de discerner certains acteurs difficilement abordables autrement que par la constitution de sources orales.

Les archives de la Direction d'Intelligence de la Police de la Province de Buenos Aires (DIPBA)⁵², gérées par la Commission provinciale de la mémoire de La Plata, nous ont aussi fourni les documents du centre qui avaient trait aux *carapintadas* et au *Movimiento Todos Por La Patria*, un parti de gauche que nous analysons dans le chapitre 4. Les archives relatives aux *carapintadas* comportent quelques rapports synthétiques sur le groupe de militaires séditieux et de nombreux tracts et affiches des campagnes électorales entreprises par Aldo Rico dans les années postérieures, ce qui nous a permis d'effectuer un lien qui n'était pas évident entre ces deux périodes.

Les tracts de la collection du Centro de Documentación e Investigación de la Cultura de Izquierda (CEDINCI). Nous avons essentiellement traité les tracts pour comprendre la gauche durant *Semana Santa*. Cette source très particulière s'est avérée particulièrement fructueuse pour saisir un problème crucial qui traverse la gauche durant la décennie (et au-delà), à savoir sa fragmentation à l'extrême.

Enfin, il convient de souligner le changement en cours, avec la mise en ligne de nombreuses archives, qui rend leur accès infiniment plus simple⁵³. Il est probable que si nous

⁵¹ En particulier, nous avons souvent consulté les sources orales du Centre Gino Germani, ainsi que bien plus rarement celles de *Memoria Abierta*.

⁵² Pour une évaluation de l'importance de ces archives, nous renvoyons à l'article d'Emmanuel KAHAN, « ¿Qué represión, qué memoria ? El "archivo de la represión" de la DIPBA : problemas y perspectivas. », *Questión* n° 16, Printemps 2007, [En ligne], <http://perio.unlp.edu.ar/ojs/index.php/question/article/view/459/383>, consulté le 20 novembre 2013.

⁵³ Par exemple, le *Latin Americanist Research Ressources Projects* met en ligne des discours de nombreux présidents argentins, dont l'ensemble des discours d'Alfonsín, voir [En ligne], <http://lanic.utexas.edu/larrp/pm/sample2/argentin/index.html>, consulté le 13 décembre 2013.

commencions aujourd'hui notre recherche, nous serions tenté d'exploiter avant tout ces très nombreux documents très facilement accessibles. Cela demanderait cependant une très bonne compréhension des enjeux de ces facilités, qui exigerait de saisir les motivations, raisons pour lesquelles ces documents sont offerts à la consultation publique. Pour ne prendre qu'un exemple illustratif, le site <http://www.croquetadigital.com.ar/> a récemment mis en ligne de nombreuses revues péronistes, dont l'emblématique, pour la *Renovación Peronista*⁵⁴ (et notre travail), *Unidos*. Nous pouvons certes profiter de cet apport significatif mais il convient toujours d'être conscient que les centaines d'heures de travail qu'a demandé ce site sont avant tout militantes. De sorte qu'il convient aussi de remarquer – pour traiter correctement *Unidos* – que d'autres revues emblématiques de la période ne sont pas si facilement accessibles. Par exemple, une revue comme *Cerdos & Peces*⁵⁵ passerait probablement inaperçue au chercheur qui se limiterait aux sources mises en ligne.

En contraste avec cette facilité d'accès à de nombreuses sources écrites, il existe une très grande difficulté d'accès aux sources audiovisuelles. Les archives nationales audiovisuelles⁵⁶ n'ont tout simplement aucune archive sur la période qui nous occupe. De même, nos interlocuteurs de la *Radio Nacional* (la radio publique) nous ont affirmé n'avoir rien archivé sur la crise de *Semana Santa*, sans qu'ils nous offrent un accès pour vérifier. Les radios privées, telle que *Radio Mitre* qui nous intéressait au premier rang, nous ont courtoisement éconduit. Quant aux chaînes de télévision, elles n'ont jamais répondu à nos sollicitations. Il est d'ailleurs fort possible qu'elles ne possèdent que des archives très parcellaires, ce qui

⁵⁴ La *Renovación Peronista* est un courant à l'intérieur du mouvement péroniste qui apparaît au lendemain de la défaite électorale du péronisme en 1983. Il est constitué essentiellement d'hommes politiques qui visent à changer la direction du Parti Justicialiste mais il est aussi accompagné par de nombreux intellectuels qui cherchent à rénover la pensée péroniste, voir chapitre 4.

⁵⁵ Il s'agit d'une revue de contre-culture « dirigée » par Enrique Symms, personnage anarchique de la bohème portègne, qui a écrit certaines chansons du groupe de rock *Patricio Rey y sus Redonditos de Ricota*, un phénomène typiquement argentin tout à fait rétif à la médiatisation mais qui remplit des stades durant les années 1980. Nous n'avons jamais réussi à établir ne serait-ce qu'une approximation du nombre d'exemplaires de cette revue, néanmoins nous ne connaissons personne qui n'en a pas, au moins, entendu parler. En 1983, elle apparaît comme supplément « culturel » (elle se présente comme supplément « marginal » en réalité) de *El porteño*, dont nous avons en revanche pu établir plus facilement l'historique et rencontrer son directeur de l'époque. Mais *Cerdos & Peces* prend rapidement ses distances avec *El porteño*, pourtant déjà considéré non-conformiste dans le paysage journalistique argentin. Quoiqu'il en soit, d'une part, cette revue offre une certaine vue sur les possibilités ouvertes avec le changement de régime, avec son intérêt marqué pour les *squatteurs*, les homosexuels et un certain nombre de catégories de populations marginalisées. D'autre part, elle confirme la très grande difficulté pour l'historien d'aborder un phénomène de type *punk*, dont les publications ne se soucient guère d'afficher le nombre d'exemplaires tirés, voire directement de leur système de distribution, mais qui n'en ont pas moins une grande influence culturelle. Or, il est très improbable qu'une collection complète de cette revue apparaisse sur le réseau Internet. A titre de comparaison, nous pouvons rendre compte de la tentative – avortée suite à un accident technique –, de Gabriel Levinas, fondateur et premier directeur de *El porteño*, de mettre en ligne les archives de son ancienne revue. Cela lui a demandé d'employer deux personnes à temps complet pendant plusieurs mois.

⁵⁶ Situé au 101, rue 25 de Mayo.

s'explique par au moins deux phénomènes. D'une part, durant la période qui nous intéresse, il n'est pas rare que les vidéocassettes censées enregistrer les émissions soient réutilisées, de sorte que le premier enregistrement est définitivement perdu et le ou les suivants d'une qualité très médiocre. D'autre part, il semblerait que nombre de travailleurs de ces chaînes de télévision aient dérobé les archives pour constituer des fonds pour des maisons de production qui vendent les images. Ce qui explique que la solution qui nous a parfois été proposée soit l'achat de sources, ce que nous avons refusé. En revanche, l'école de journalisme ETER⁵⁷ nous a offert un accès sans restriction à ses archives radiophoniques (qu'elle tient à dispositions de ses étudiants). Malheureusement, elle ne possède pas d'enregistrements originaux de la crise de *Semana Santa* mais des fragments qui sont appelés à être utilisés pour « faire un sujet » journalistique à la radio, autrement dit des enregistrements de quelques topiques facilement identifiables et, d'ailleurs, accessibles sur le réseau Internet. La seule archive radiophonique qui nous a effectivement servi (et, d'ailleurs, mené à comprendre la position de Carlos Menem durant la crise) provient de la radio universitaire de La Plata. De manière assez inattendue, l'archiviste de cette radio a passé plusieurs après-midi à chercher dans les bobines et nous avons ainsi pu graver tout ce qui avait trait à *Semana Santa* sur un disque (environ 2 heures d'enregistrement). Une fois encore, la rapide numérisation des archives laisse prévoir un changement de panorama sous peu. Pour l'instant, la mise en ligne d'archives audiovisuelles est tout à fait anarchique, si bien que le chercheur a bien du mal à saisir d'où elles proviennent lorsqu'elles apparaissent sur *youtube*. Il a cependant tout le loisir de dater les sources qui apparaissent ainsi sur la toile grâce à leurs contenus (il est fréquent que les vidéos ainsi mises en ligne soient très mal datées, erreurs en soi tout à fait passionnantes à analyser).

Pour finir, nous voudrions faire une brève remarque générale et sensible sur la mutation actuelle des archives argentines, spécialement celles qui intéressent l'histoire récente. Nous voyons un double système d'archive s'institutionnaliser avec, d'une part, les institutions traditionnelles (soit les Archives Nationales) qui ne répondent que très peu aux attentes des chercheurs sur les périodes récentes et du public en général et, d'autre part, des institutions gérées par des organismes de défense des droits de l'Homme qui donnent progressivement accès à de nombreuses sources. Dans cette seconde catégorie se trouvent les archives de la DIPPA que nous avons mentionnées et les Archives Nationales de la Mémoire qui se constituent dans l'ancienne ESMA (Ecole de Mécanique de la Marine, qui a été aussi le plus

⁵⁷ Situé au 262, rue Acevedo.

célèbre camp de concentration clandestin de la dernière dictature). Ce phénomène se reproduit dans la plupart des provinces du pays. Cette occupation des espaces institutionnels par des organismes de défense des droits de l'Homme qui se sont constitué en opposition à l'État ne s'effectue pas sans de nombreux débats, passionnants mais qui ne sont pas notre objet. Nous voulons simplement remarquer le contraste, sensible et pratique pour le chercheur, entre des locaux et un personnel relativement peu accueillants dans les archives traditionnelles et un zèle et une amabilité tout à fait surprenants dans la « nouvelle génération d'archives ». Nous le mentionnons, non pas pour distribuer des bons et mauvais points, mais parce que ces différences de traitement nous semblent significatives d'un panorama actuel, bien plus politique que proprement archivistique, où le passé récent (en réalité essentiellement les années 1970) a acquis une place privilégiée qui se traduit par des investissements très concrets. Si bien que nous avons droit à un personnel très qualifié (souvent à la fois archivistes et historiens) dans des locaux rénovés qui interrogent moins le passé que ses usages actuels.

7. Subjectivité et bonne foi dans un champ académique

L'une des critiques qui ne manquera pas d'apparaître à la lecture de cette thèse est le parti pris que suppose le choix d'un corpus hétéroclite de sources. Effectivement, notre thèse tourne délibérément le dos aux analyses systématiques de corpus homogènes, telles qu'elles sont effectuées dans de nombreux travaux universitaires. Ces derniers se révèlent souvent d'une grande richesse, insoupçonnée au prime abord, mais ils semblent moins motivés par la volonté de découvrir ou faire partager la richesse d'une source inexplorée que d'affirmer solidement la scientificité de l'étude par l'exhaustivité de la recherche d'un terrain nettement délimité. Autrement dit, ces travaux semblent rechercher, avant tout, la légitimité du champ académique par des méthodes qui les prémuniraient contre la subjectivité de leurs auteurs. Permettons-nous de douter des présupposés sur lesquels repose une telle démarche. Pour neutre que semble une étude systématique et exhaustive, le choix premier de l'objet et la construction du sujet ne peuvent s'effectuer sans des partis pris du chercheur, de sorte que son objectif principal – d'impartialité ou de neutralité – semble un peu vain. A ce « vice » de la subjectivité initiale – qui peut parfaitement être assumée comme une « vertu » –, succèdent des méthodes – systématisme et exhaustivité – dont la mécanicité semble écarter la subjectivité dans cette phase du travail. Admettons-le, dans l'idéal, le traitement systématique d'un corpus délimité devrait offrir des résultats aussi fiables qu'une équation mathématique.

Sauf que l'équation mathématique comme, à plus forte raison, le corpus historique choisi, ne peuvent être traités sans des critères émis par le mathématicien ou l'historien. Ce sont essentiellement ces critères qui font l'intérêt de l'étude, or ceux-ci sont l'œuvre exclusive des choix effectués par le chercheur, si bien que la subjectivité bannie est revenue de plain pied au centre de la recherche. Ce constat de l'impossibilité de mettre au ban de l'étude la subjectivité du chercheur mène certes à ratifier l'humilité des travaux universitaires en général – aussi abscons soit-il, le jargon universitaire ne saurait en aucun cas remplacer la scientificité à laquelle les travaux académiques ont pu prétendre – mais, dans le même temps, il permet d'assumer une position d'observateur libéré du carcan méthodologique qui préconise le systématisme et l'exhaustivité. Mais alors, en dernière analyse, sur quoi repose la valeur de notre étude si son caractère scientifique est définitivement obstrué par notre subjectivité ? La bonne foi et le discernement dans le choix de sources et de critères pour les traiter sont les peu avouables ressorts premiers de notre recherche.

8. Personnages historiques

Il n'est pas toujours commode, ou évident, de s'attacher aux « personnages historiques », qui plus est si nous nous revendiquons de l'histoire politique. Nous sommes alors presque inmanquablement soupçonné de chercher à faire table rase de l'ensemble de l'histoire sociale, voire de toute l'évolution historiographique contemporaine, pour revenir à une conception archaïque de la discipline qui ne s'attacherait qu'aux faits et gestes des grands de ce monde. Aussi, un petit éclaircissement de notre position à ce propos n'est pas superflu. Nous sommes effectivement fort conservateur, si cela signifie affirmer que l'histoire n'a pas seulement lieu dans de grands mouvements d'idées et de masses désincarnées. Notre histoire est vécue par des hommes et des femmes ; ceux qui se trouvent réunis par centaines de milliers sur les places et manifestent dans les rues, et dont nous aurons toujours le regret de ne pas saisir, dans le moindre détail, la multiplicité ; et ceux qui se trouvent sur le balcon de la *Casa Rosada* haranguant les foules, et dont nous aurons toujours le regret de ne pas saisir, dans le moindre détail, la complexité psychologique et sentimentale. Notre intérêt porte sur les liens qui unissent les premiers aux seconds, ceux-ci apparaissant comme des symboles incarnés. C'est dans cette double qualité, d'homme et de symbole, que résident à la fois bien des tragédies pour les contemporains et une possibilité d'enquête pour les historiens. En effet, étudier le parcours d'une personne qui occupe une place prééminente nous donne des indices sur les aspirations de ses contemporains, d'une certaine manière sur l'ensemble de la

population (selon comment chaque secteur se positionne face à elle). Dans notre cas, Alfonsín n'arrive pas au pouvoir par hasard et son parcours, en même temps qu'il le construit comme personne, construit le personnage auquel une majorité d'électeurs souhaitent donner leur confiance en 1983. Par exemple, il n'est pas possible de comprendre son élection sans comprendre son engagement antérieur dans la défense des droits de l'Homme – fût-ce une posture politicienne – et l'importance qu'acquiert ce thème au sortir de la dictature. C'est dans ces rencontres et, le cas échéant, ces rencontres ratées, que nous avons la possibilité d'entrevoir une époque.

9. Le parcours d'un choix

Etudier *Semana Santa* n'est pas anodin. Par exemple, pour un militant radical, notre choix est en soi insultant envers un de ses référents historiques les plus admirés, Raúl Alfonsín. Nous avons d'ailleurs dû apprendre à être particulièrement imprécis sur notre étude face à des interlocuteurs de cette tendance politique. Effectivement, le président Alfonsín n'apparaît pas sous son meilleur jour durant la crise. Plus fondamentalement, la Démocratie apparaît comme un régime de gouvernement qui prend à contre-pied ses idéaux. Ce sont des aspects qui nous ont intéressé et interrogé mais ce ne sont certainement pas les raisons qui nous ont mené à ce choix de sujet d'étude. Notre Master de Recherche était intitulé *Représentations et héritages du « Processus de Réorganisation Nationale »*. Depuis la "théorie des deux démons" à la politique mémorielle (1983-2006)⁵⁸. Son ambition était de déblayer un terrain de recherche pour une thèse qui s'inscrirait dans l'historiographie de la mémoire, en l'occurrence la mémoire de la dictature. Le sujet avait été pressenti lors de notre premier séjour en Argentine en 2004-2005, durant lequel nous travaillions sur tout autre chose. En effet, il était fascinant de voir la présence de la mémoire dans tous les débats, universitaires et informels, et au cœur d'une nouvelle politique d'État qui se dessinait. De plus, le constat d'une historiographie française de la mémoire alors singulièrement absente en Argentine menait facilement à penser à un double apport : un nouvel objet avec les instruments méthodologiques de cette historiographie et, dans le même temps, faire connaître ces méthodes dans le champ académique argentin. Cependant, deux ans plus tard, en Argentine un tel sujet semblait plus poussé par un souci de se conformer à l'air du temps que par l'exploration d'un nouveau champ. En effet, les études sur la mémoire se multipliaient et

⁵⁸ Sous la direction d'Annick Lempérière, année universitaire 2005-2006.

tandis que les travaux précurseurs obtenaient une certaine notoriété, une politique de la mémoire se systématisait à partir de l'État. Le sujet prenait certes une dimension intéressante, avec l'observation au quotidien d'un gouvernement invoquant sans cesse, jusqu'à la caricature⁵⁹, la mémoire de la dictature pour asseoir sa légitimité dans le présent. Mais, outre une certaine lassitude devant un sujet si médiatiquement exposé, ainsi qu'une prévisible accumulation d'études similaires, ce sont d'autres questions qui émergeaient à partir d'une interrogation sur ce champ historiographique dans son ensemble. En effet, l'historiographie de la mémoire a développé une méthodologie très pointue pour étudier des vecteurs de mémoire, si bien que les études se multiplient sur des associations, des lieux, des symboles, avec le danger de devenir une histoire qui fait le registre des commémorations d'un fait et, pour intéressante que soit l'analyse de la configuration de cette commémoration, de s'enfermer dans un réduit de notre discipline. Pour nous se posait la question de savoir quand la mémoire pouvait devenir protagoniste de l'Histoire – ou même, plus radicalement, si elle était jamais en mesure d'être le facteur déterminant de celle-ci –, c'est-à-dire non pas une mémoire commémorative mais active. C'est à travers ce questionnement historiographique que nous nous sommes progressivement focalisé sur *Semana Santa*, un moment où, de ce point de vue, le peuple réagit en réaction à un passé honni. Ainsi, nous avons articulé notre champ premier d'étude – l'histoire de la mémoire – et le sujet politique qui nous intéressait – le peuple – dans une *mémoire active*, que nous considérons comme notre apport le plus significatif à la compréhension de *Semana Santa* et à notre champ historiographique.

10. Le plan

Comme nous le disions, l'historiographie de la période que nous entreprenons d'étudier est très parcellaire, si bien que pour étudier un événement où la plupart des acteurs significatifs de la période apparaissent, il est nécessaire de dresser le « portrait historiographique » de chacun. Pour nous, il y avait de nombreux acteurs qui apparaissaient successivement et en interaction dans un temps très court. Aussi avons-nous choisi de présenter chaque acteur selon son ordre chronologique d'apparition sur la scène de *Semana Santa*. Cela nous a amené à bousculer quelque peu les idées reçues, à la fois sur ces acteurs et

⁵⁹ Pour ne prendre qu'un exemple particulièrement grossier, la présidente Cristina Kirchner présentait une mesure gouvernementale qui rendait la retransmission télévisuelle du football dans le domaine public comme un moyen de « ne plus avoir de buts séquestrés » en Argentine, faisant un improbable parallèle avec les disparus séquestrés de la dictature. Voir, par exemple, *La Nación* du 22 août 2009, [En ligne], <http://www.lanacion.com.ar/1165139-carlotto-respaldo-la-comparacion-entre-el-secuestro-de-los-goles-y-los-desaparecidos>, consulté le 10 décembre 2013.

leurs incidences chronologiques, puisque nous commençons (chapitre 1) par traiter du monde judiciaire argentin et préférons aborder les militaires seulement dans une seconde partie (chapitre 2). Puis, nous avons tâché de rendre compte de l'importance exceptionnelle du président de la République, non en le suivant pas à pas durant la crise, mais en l'inscrivant dans l'histoire de son parti et dans sa tradition politique, pour expliquer ses gestes durant *Semana Santa* (chapitre 3). Enfin, nous avons dédié toute la seconde partie de notre thèse, soit les trois chapitres suivants, à l'acteur essentiel de cette crise : le peuple. Néanmoins, comme nous l'avons expliqué, nous ne l'avons pas entrepris dans son ensemble mais à travers d'autres acteurs plus facilement identifiables. Si bien que nous le traitons, dans le quatrième chapitre, à travers les partis politiques, et à travers les journaux et les médias dans le cinquième chapitre. Dans le sixième et dernier chapitre, nous expliquons la présence du peuple par les principaux vecteurs de mémoire qui ont rendu inacceptable le passé contre lequel le peuple se mobilise, à savoir les organismes de défense des droits de l'Homme.

11. La problématique

L'espace que nous offrons à chaque acteur dans notre thèse est suffisamment explicite sur son questionnement principal : cette thèse n'a d'autre objectif que de saisir le peuple, que nous comprenons comme un acteur évanescent, qui apparaît seulement à certains moments exceptionnels de l'histoire et disparaît dans le temps banal derrière ses figures institutionnelles, principalement le Peuple dans le cas des régimes démocratiques, voire d'autres régimes politiques qui l'invoquent comme source de légitimité depuis au moins le début de la modernité politique (que nous situons à la Révolution française, peut-être du fait d'un tropisme irrévocable). Affirmer la présence du peuple ne va pas sans poser des problèmes méthodologiques, d'autant que son « opinion » (ou plus simplement la raison de sa présence) nous intéresse. Aussi la thèse est-elle traversée par la problématique classique sur la possibilité d'aborder cet acteur politique. Autrement dit, quelles sont les limites de notre discipline pour parvenir au peuple ?

Plus ponctuellement, nous nous interrogeons sur la « déception » qu'a provoquée Alfonsín, voire sa « trahison » selon nombre d'interprétations de *Semana Santa*. Cette « trahison » est énigmatique dans un régime démocratique, où la souveraineté populaire s'exprimerait essentiellement lors des élections, et donc dans le choix majoritaire parmi les différentes promesses de campagne émises par les candidats. En effet, la loi d'« Obéissance Due », qui serait à la fois la cause de la « déception » ou le résultat de la « trahison » et des

négociations supposées avec les militaires séditieux, est une traduction assez littérale d'une promesse du candidat Alfonsín. Dans ces conditions, comment une promesse électorale peut-elle devenir une « trahison » lors de son application ?

Autre question classique qui traverse notre travail, le poids d'une longue durée sur les décisions immédiates. Concrètement, nous nous demandons si, au vu de sa tradition politique et de son parcours personnel à l'intérieur du radicalisme, Alfonsín était en mesure de réagir autrement. Ou, pour mieux dire, en quoi son parcours politique définit-il ses positions dans le temps court de l'événement ?

CHAPITRE 1.

LA JUSTICE ET LE MONDE JUDICIAIRE

Le premier acteur à apparaître dans la chronologie de la crise est le groupe de militaires séditieux, plus exactement le major Ernesto Barreiro qui refuse de se présenter devant le tribunal de Cordoba qui l'a cité à comparaître le mercredi 15 avril 1987. Tous les récits s'accordent sur ce point mais, chronologiquement, le premier acteur est en réalité, précisément, le tribunal qui déclenche la réaction en chaîne. Or, cette cour de Justice agit dans un contexte d'urgence judiciaire, provoquée par la loi dite de *Punto Final* qui prévoit la prescription de tous les crimes de la dictature soixante jours après sa promulgation le 23 décembre 1986. Cette loi très controversée, sur laquelle nous reviendrons, était la solution du gouvernement pour régler la question militaire. En fixant une date limite aux inculpations, elle devait assurer une tranquillité relative des casernes en mettant fin au malaise provoqué par la dangereuse incertitude des procès ; accessoirement, le temps très court imparti aux cours de Justice permettait de réduire considérablement le nombre d'officiers inculpés. Mais la réaction inattendue des juges d'instruction a inversé les effets recherchés. En effet, la promulgation de la loi semble avoir ébranlé le monde judiciaire et, dans les jours suivants, de nombreux tribunaux ont annoncé la suspension des vacances judiciaires d'été, sans quoi le temps des mises en examen se serait réduit à une trentaine de jours. Cet acte de résistance est surprenant. Les juges n'avaient jusqu'alors pas montré une célérité particulière pour incarcérer des militaires. L'institution judiciaire était alors généralement considérée comme l'une des plus conservatrices et, par conséquent, peu encline à provoquer des remous, d'autant moins dans un affrontement face à l'Armée. Quelles furent les motivations des juges pour aller à l'encontre des attentes gouvernementales ? Que s'est-il passé dans ce monde judiciaire réputé conservateur et socialement proche du gouvernement radical pour qu'il s'oppose ainsi au pouvoir politique ? Plus généralement, qui compose le monde judiciaire ? Subit-il des transformations substantielles durant la période du changement de régime ?

En contraste avec les années 1990 qui ont forgé une image de la Justice associée à la corruption et à la soumission au pouvoir politique⁶⁰, les juges des années 1980 bénéficient d'un récit qui les présente comme courageux et obstinés pour appliquer le code pénal contre des puissants. Ces deux images simplificatrices s'expliquent en partie. Le grand public percevait du très complexe monde judiciaire une image assez confuse qui est volontiers remplacée par des caricatures (les veules juges de la dictature, la corruption des années 1990 et les

⁶⁰ *Hacer la Corte* de Horacio Verbitsky est par exemple un best-seller de la littérature journalistique d'opposition au gouvernement de Carlos Menem, Horacio VERBITSKY, *Hacer la corte. La construcción de un poder absoluto sin justicia ni control*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1993, 512 pages.

courageux juges d'instruction des années 1980) plus facilement assimilables et qui recouvrent quelques données objectives. En particulier, le Procès aux juntas est resté inscrit comme une pièce maîtresse dans le grand récit de la Démocratie recouvrée⁶¹. Ce récit oublie que les sentences prononcées à l'encontre des chefs des juntas n'avaient satisfait pratiquement aucun contemporain. Pour des raisons que nous analyserons dans ce chapitre, les organismes du Mouvement des Droits de l'Homme (MDH) estimaient que les peines étaient bien trop légères ; ces peines étaient politiquement inexploitable par le gouvernement ; et, de leur côté, les militaires considéraient le Procès comme une attaque plus ou moins subversive contre leur institution. En outre, la réalité du monde judiciaire est très contrastée et s'accommode mal avec le récit lénifiant de la Démocratie. Ce monde est contrasté d'abord parce qu'il est structurellement disparate et complexe. Il est composé de juges indépendants qui agissent sans concertation, ce qui exclut une cohérence d'ensemble. Il possède une hiérarchie dont l'organigramme est difficile à saisir, avec des juridictions provinciales et d'autres fédérales qui parfois se superposent, auxquelles s'ajoute celle de Buenos Aires qui comprend des « juges de la Nation », dont certains ont des attributions similaires aux juges fédéraux et d'autres aux provinciaux, sans compter les différentes Chambres (Commerce, Travail, en Appel, etc.). A ces difficultés, il faut encore ajouter la complexité intrinsèque au Droit⁶².

Les difficultés, voire l'impossibilité, d'aborder le monde judiciaire de manière un tant soit peu exhaustive expliquent probablement en partie le peu d'intérêt qu'il suscite parmi les universitaires – intérêt directement nul de l'historiographie⁶³.

Non seulement il existe peu d'études de politologues et de sociologues sur le pouvoir judiciaire en Argentine et sur les effets de la loi et du droit sur le comportement des acteurs sociaux, mais il manque aussi des informations élémentaires, fiables et exhaustives sur sa structure, sa composition, ses politiques de recrutement de personnel, ses logiques de prise de décision, la quantité d'affaires traitées, etc.⁶⁴

⁶¹ Ce récit a toujours été contesté par une partie de la gauche et du mouvement de défense des droits de l'Homme (MDH). Mais ce n'est que très récemment, en 2012, sous le gouvernement de Cristina Kirchner, que la critique du système judiciaire a pris de l'ampleur. En effet, suite à la suspension par des tribunaux de l'application de plusieurs lois émises par le gouvernement – particulièrement la très emblématique loi devant régir les médias –, le pouvoir judiciaire est contesté directement par la présidente. Cette critique sur son rôle actuel s'accompagne d'une révision de son histoire, très spécialement sur la période de transition institutionnelle. Le gouvernement et de nombreux journaux semblent découvrir que l'institution n'a pratiquement pas été épurée à la fin de la dictature et s'en émeuvent.

⁶² Nous ne nous référons pas ici à la philosophie du Droit ou aux fonctions complexes et essentielles que celui-ci occupe dans l'État moderne – voire dans l'État depuis sa fondation – et, *a fortiori*, dans les régimes démocratiques. Nous voulons simplement remarquer que le savoir juridique est un domaine de spécialistes. Notre approche se borne à comprendre quel est le rôle que souhaite lui faire jouer le pouvoir politique.

⁶³ A notre grand étonnement, nous n'avons rencontré aucun ouvrage d'historien qui s'intéresse directement au système judiciaire argentin. Il n'existe pas de synthèse historique sur la Justice en Argentine.

⁶⁴ Catalina SMULOVITZ, « El Poder Judicial en la nueva democracia argentina. El trabajoso parto de un actor », *Agora. Cuaderno de Estudios Políticos*, N°2, été 1995.

Le constat effectué par la politiste Catalina Smulovitz en 1995 est encore, en grande partie, d'actualité. La plupart des études sur la justice sont le fait de juristes et portent rarement sur le système judiciaire, et encore moins sur sa composition, en revanche de nombreuses études théoriques s'interrogent sur les moyens susceptibles d'assurer l'« indépendance judiciaire ». Nous comptons cependant avec des approximations statistiques effectuées durant les années 1990 par les gouvernements (national et provinciaux), lorsque se décidaient des réformes substantielles du fonctionnement de l'État, dont le Pouvoir Judiciaire⁶⁵. Par ailleurs, pour la période qui nous intéresse plus spécifiquement, nous disposons des ouvrages des principaux assesseurs juridiques d'Alfonsín, Jaime Malamud Goti⁶⁶ et Carlos S. Nino⁶⁷ qui sont à mi-chemin entre des réflexions sur le fonctionnement de la justice en Argentine – ce qui nous informe sur les conceptions du pouvoir de l'époque à ce propos – et leur propre rôle dans cette histoire. Les entretiens effectués par la *Red de Archivos Orales* (RAO) auprès de juges offrent une approche plus interne du monde judiciaire, complétée par les archives du CELS⁶⁸, dont les avocats ont été très actifs durant la période. Il faut aussi noter les grandes facilités que procure la mise en ligne de documents aussi essentiels que le rapport *Nunca Más*⁶⁹ et les retranscriptions du Procès des Juntas de 1985⁷⁰. Enfin, nous disposons toujours de la précieuse chronique journalistique de Horacio Verbitsky⁷¹ qui sert souvent de fil conducteur à notre étude.

⁶⁵ Ces études qui visent à réformer l'institution judiciaire comportent de nombreuses informations précieuses, car elles cherchent entre autres à réaliser des bilans entre le coût de la Justice et son efficacité, de sorte qu'elles effectuent des estimations du nombre du personnel judiciaire, de son coût salarial et de son activité. Cependant, les difficultés qu'elles rencontrent à simplement établir le nombre de juges en activité illustrent bien l'embarras dans lequel se trouvent les enquêteurs venus des sciences humaines. Par exemple, une étude intitulée *La reforma del poder judicial en la Argentina* effectuée en 1996 explique que pour arriver à un total de 3095 juges en 1993, elle a pris le recensement effectué par la Procuración General de la Suprema Corte de la Provincia de Buenos Aires qui a réalisé une étude comparative avec les autres provinces. Mais, ce recensement étant visiblement peu satisfaisant, les enquêteurs l'ont corrigé avec des informations « fournies par d'autres provinces », sans plus de précisions. Autrement dit, y compris les études destinées à présider aux réformes de fond de l'État ne possèdent que des informations parcellaires. D'ailleurs, l'étude en question précise : « la faible disponibilité des données dans les provinces a empêché d'estimer une série de dépenses en justice [...] », FUNDACION DE INVESTIGACIONES ECONOMICAS LATINOAMERICANAS, *La reforma del poder judicial en la Argentina*, Buenos Aires, 1996, p.35. [En ligne] <http://www.fiel.org/publicaciones/Libros/lareformapj.pdf> (consulté le 20 décembre 2011).

⁶⁶ Jaime Malamud GOTI, *Terror y justicia en la Argentina. Responsabilidad y democracia después de los juicios al terrorismo de estado*, Buenos Aires, Ed. De la Flor, 2000, 239 pages.

⁶⁷ Carlos NINO, *Juicio al mal absoluto*, Buenos Aires, Ed. Emecé, 1997, 292 pages.

⁶⁸ Le Centro de Estudios Legales y Sociales est une des principales organisations de défense des droits de l'Homme. Dans les années 1980, il était principalement composé de six à huit avocats, qui travaillaient en collaboration constante avec des associations similaires dans les provinces. Nous remercions Mariel Alonso (archiviste du CELS) de nous avoir fourni ces informations.

⁶⁹ [En ligne] <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html> (consulté le 10 décembre 2011).

⁷⁰ [En ligne] <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/index.htm> (consulté le 10 décembre 2011).

⁷¹ En particulier, Horacio VERBITSKY, *Civiles y militares. Memoria secreta de la transición*, Buenos Aires, eds. Pagina 12/Sudamericana, 2006 [1987], 312 pages.

Quitte à réduire quelque peu nos ambitions et ne répondre que très partiellement aux questions posées plus haut, notre approche consiste à aborder, dans un premier temps, les fonctions qu’octroie le président Alfonsín au Pouvoir Judiciaire dans le régime démocratique qui s’initie en 1983. Dans un second temps, nous retracerons le Procès des juntes de 1985 parce qu’il illustre, à la fois, les stratégies des juges pour légitimer le Pouvoir Judiciaire, les espoirs que suscite ce dernier dans la société et ses contradictions. Enfin, nous voulons enquêter sur l’énigmatique réaction des juges fédéraux – principalement des provinces – au lendemain de la promulgation de la loi « Punto Final ».

1. Les fonctions de la Justice dans la politique d’Alfonsín

Avec l’ascension du régime démocratique, le pouvoir politique doit statuer sur le régime antérieur, et plus exactement sur ses crimes. En 1983, il ne fait plus aucun doute qu’une violation massive des droits élémentaires a été perpétrée en Argentine, mais il reste à établir quelle en est l’étendue exacte et que faire de ses auteurs. Alfonsín distingue très clairement ces deux questions, en les répartissant entre deux institutions chargées de produire et dire la vérité officielle sur le passé récent.

D’une part, il institue une commission chargée d’enquêter sur les disparitions de personnes (CONADEP), la question qui s’est progressivement imposée sur toutes les autres relatives aux droits humains. A ce moment-là, le nombre et le destin des disparus sont globalement de véritables inconnues pour la plupart des Argentins. Même les personnes les mieux informées, généralement proches ou membres des organismes de défense des droits de l’Homme, n’ont qu’une idée approximative des proportions du massacre. Par exemple, au début de leur enquête, les membres de la CONADEP sont convaincus de pouvoir retrouver des disparus vivants⁷². Le discours officiel était jusqu’alors totalement mensonger ; après avoir longtemps nié l’existence des disparus, les responsables militaires ont simplement décrété leur mort « au combat » ou sous l’effet d’ « excès » de la répression, tel un dommage collatéral de la guerre contre la subversion. Les membres de la commission sont des personnages éminents de la société civile⁷³. La CONADEP produit un rapport détaillé qui

⁷² Dans son étude sur le rapport *Nunca Más*, Emilio Crenzel remarque que les enquêteurs de la CONADEP commencent par chercher des disparus, par exemple, dans les hôpitaux psychiatriques. Ils supposent qu’ils peuvent s’y trouver en état de démence provoqué par les tortures. E. CRENZEL, *op.cit.*, pp. 66-67.

⁷³ L’écrivain Ernesto Sabato la préside. Ses autres membres sont : Ricardo Colombes, René Favaloro (médecin), Hilario Fernández Long (ingénieur), Carlos T. Gattinoni (évêque méthodiste), Gregorio Klimovsky (philosophe), Marshall Meyer (rabbin), Jaime de Nevares (évêque catholique), Eduardo Rabossi (philosophe), Magdalena Ruiz Guiñazú (journaliste) ; ainsi que trois députés de l’UCR : Santiago Marcelino López Hugo Diógenes Piucill et

établit l'existence d'un plan de répression systématique dans l'ensemble du pays, dont les méthodes principales sont la séquestration et la disparition des personnes. Le rapport décrit les rouages de cette répression et offre une première approximation du nombre de victimes : il dénombre 8961 disparus et précise qu'il s'agit de l'estimation la plus basse – du fait, entre autres, des nombreuses familles qui préfèrent ne pas se manifester⁷⁴.

D'autre part, le nouveau président de la République décide de l'inculpation des chefs des principaux groupes guérilleros et de ceux des trois juntas militaires qui ont dirigé le pays de 1976 à 1982, respectivement par les décrets 157 et 158. En soi, ces décrets sont un discours sur le passé : ils renvoient dos à dos guérillas et dictature des années 1970 comme expressions de deux extrêmes qui se rejoindraient dans une même violence. Ce discours officiel, qui n'aborde jamais la violence d'État durant la dictature sans la contrebalancer – et souvent l'expliquer⁷⁵ – par la violence des groupes guérilleros, est rapidement et populairement baptisé « théorie des deux démons »⁷⁶. Bien que le raisonnement relève du sophisme, en affirmant une équivalence entre deux violences de nature et d'ampleur très différentes⁷⁷, il connaît un succès considérable. Son principal avantage politique est de circonscrire la responsabilité de la violence à seulement deux acteurs présentés comme des étrangers au corps social argentin qui serait intrinsèquement démocratique et, par conséquent, pacifique. Cette conception résout à sa façon le problème de la culpabilité collective que rencontre une société après une séquence de grande violence interne. Mais l'innocence de la société doit s'accompagner d'une très grande culpabilité des acteurs identifiés comme la cause de la

Horacio Hugo Huarte (le péronisme a refusé de participer à la commission). La commission comprend aussi cinq secrétaires : Graciela Fernández Meijide (membre de l'Assemblée Permanente des Droits de l'Homme), Daniel Salvador, Raúl Aragón, Alberto Mansur, Leopoldo Silgueira.

⁷⁴ Conclusion du rapport *Nunca Más*, septembre 1984, [En ligne] http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/articulo/nuncamas/nmas6_02.htm (consulté le 12 janvier 2012).

⁷⁵ L'ordre des décrets d'inculpation, 157 pour les guérilleros et 158 pour les généraux, ne doit rien au hasard. Officiellement, la violence des militaires répond toujours à celle de la subversion.

⁷⁶ Cette conception est néanmoins bien antérieure à l'ascension d'Alfonsín au pouvoir. De fait, comme le remarque Hugo Vezzetti, c'est aussi pour « mettre fin à la violence des deux extrêmes » que se justifie officiellement le coup d'État de 1976. H. VEZZETTI, *Pasado y presente...*, *op.cit.*, p. 121. Pour une étude plus précise sur l'antériorité de la « théorie des deux démons », voir Marina FRANCO, « La “teoría de los dos demonios” : consideraciones en torno a un imaginario histórico y a las memorias de la violencia en la sociedad argentina actual », dans Berthold MOLDER et David MAYER (Comps.), Tome 12, Publicación del Instituto Austriaco para América Latina, Université de Vienne, 2008, pp.267-286.

⁷⁷ En dehors de la « nature » de la violence (selon qu'elle provienne de l'État ou de groupes insurgés), il convient de rappeler que les nombres des victimes de chaque entité sont incomparables. La spécialiste de l'histoire du PRT-ERP (guérilla guévariste), Vera Carnovale, a effectué un travail de dénombrement qui permet de sortir du flou qui règne dans les autres études sur la « violence révolutionnaire ». Elle dénombre 62 « exécutions » imputables au PRT-ERP (pour la plupart revendiquées) entre 1972 et 1977. Vera CARNOVALE, « En la mira perretista : las ejecuciones del “largo brazo de la justicia popular” », [En ligne] www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro.../vera.pdf (consulté le 15 janvier 2012). En ce qui concerne Montoneros, la guérilla péroniste, nous ne disposons pas de chiffres aussi précis, mais ils sont nécessairement plus élevés.

commotion vécue ; en somme, ils doivent incarner le « mal absolu » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Carlos Nino⁷⁸, un des principaux architectes de cette politique. Ici, le choix d'un traitement judiciaire s'est révélé particulièrement dangereux pour le gouvernement d'Alfonsín qui a perdu le contrôle sur la question. Il est d'ailleurs surprenant, au vu de l'importance cruciale du traitement du passé, en termes de relations avec les militaires et d'instauration d'un État de droit, que le gouvernement ait opté pour le déléguer à la justice ordinaire. La création d'un tribunal exceptionnel pour juger des crimes de la dictature ou toute autre mesure extraordinaire étaient concevables, il convient donc de se demander pourquoi il est revenu aux tribunaux ordinaires⁷⁹ de juger ces crimes et, par conséquent, d'énoncer la vérité officielle sur le passé. Ensuite, nous tâcherons d'établir, au-delà des grands principes qui ont régi ces décisions, qui, concrètement, était en charge des tribunaux auxquels fut dévolue cette lourde tâche.

⁷⁸ Carlos NINO, *op.cit.* Il convient cependant de remarquer que le titre n'a probablement pas été choisi par l'auteur car, en dehors des pratiques éditoriales habituelles, il s'agit d'une œuvre posthume.

⁷⁹ Nous verrons dans les pages suivantes que la procédure choisie était cependant plus complexe que la simple délégation aux tribunaux civils. Le tribunal d'Instruction en 1^{ère} Instance était le Conseil Suprême des Forces Armées (soit, la justice militaire) et la justice civile n'apparaissait qu'en tant que cour d'Appel. Une procédure dite de *avocamiento* permettait néanmoins au tribunal civil de dessaisir, au cas par cas, le Conseil Suprême. C'est suite à cette procédure que les chefs des juntas ont été jugés par la Cour Fédérale de Buenos Aires (en tant que Tribunal d'Appel donc) en 1985.

Il convient cependant de ne pas oublier que les crimes ne sont, durant la période qui nous concerne, jamais traités judiciairement selon une juridiction des droits de l'Homme, ce qui impliquerait l'imprescriptibilité. Nous insistons car il existe de nombreuses confusions à ce propos qui s'expliquent au moins par deux raisons. D'une part, les contemporains des années 1980 désignent souvent les crimes en termes de violations de droits humains et, par extension, évoquent les procès comme répondant à ces crimes (ce qui n'est judiciairement pas exact). D'autre part, à partir du milieu des années 2000, des tribunaux argentins entament effectivement des procès pour crimes de lèse humanité, en vertu de conventions internationales signées par l'Argentine.

A. L'État de droit, pierre angulaire du discours d'Alfonsín. Le rôle des procès dans la politique des droits de l'Homme du gouvernement

Durant la campagne présidentielle de 1983, les meetings du candidat radical se terminaient inmanquablement par la récitation collective du préambule de la Constitution de 1853. Le programme fondamental d'Alfonsín était le *rétablissement* de l'ordre constitutionnel, il ne s'agissait donc pas d'*instaurer* une Démocratie nouvelle ou d'inventer un nouveau régime politique. La restauration de l'État de droit présupposait une certaine confiance en ses institutions et surtout en ses principes fondamentaux, parmi lesquels se trouve la séparation des pouvoirs. Pour ce qui nous intéresse ici, cela signifiait que le Pouvoir Judiciaire bénéficierait d'une certaine autonomie. Mais, en même temps, le gouvernement attend de la Justice qu'elle agisse selon un schéma politique qu'il a dessiné. Dès le début, la relation de l'Exécutif avec le Pouvoir Judiciaire est contradictoire :

[...] Entre les mains de la justice reposera l'importante tâche d'éviter l'impunité des coupables. Aussi, la justice aura les outils nécessaires pour éviter que soient considérés de la même manière ceux qui ont décidé de la forme adoptée dans la lutte contre la subversion, ceux qui obéissent aux ordres et ceux qui commirent des excès dans leur exécution.⁸⁰

Le président affirme l'indépendance de la justice et, dans la phrase suivante, comment elle devra procéder. Ici le président ne se réfère pas à un simple détail technique mais au principe des trois niveaux de responsabilité qui dirige sa conception particulière des crimes commis durant la répression.

Pour le pouvoir politique, la tâche immédiate du système judiciaire est de reconstituer sa légitimité, mise à mal par sa fonction de simple appendice du Pouvoir Exécutif durant le régime militaire, en tant qu'institution fondamentale de l'État de droit. Mais il existe un malentendu entre le gouvernement et les juges sur la fonction des procès contre les militaires. Pour le gouvernement, juger des militaires, qui ont effectué un coup d'État et piétiné « tous les principes éthiques que les grandes religions et les philosophies les plus élevées ont érigé au long de millénaires de souffrances et de calamités »⁸¹, est un acte politique. Il s'agit de mettre fin aux coups d'État qui rythment la vie politique du pays depuis cinquante ans, « [il fallait] casser pour toujours la norme, non écrite mais jusqu'alors en vigueur dans notre pays,

⁸⁰ Message du Président de la Nation, Docteur Raul R. Alfonsín à l'Honorable Assemblée Législative, le 10 décembre 1983.

⁸¹ Prologue du rapport de la Conadep « *Nunca Más* » (1984), [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/articulo/nuncamas/nmas0002.htm>, consulté le 1er février 2010.

[qui veut que] le crime d'État est impuni ou amnistié »⁸² et affirmer des valeurs essentielles pour l'avenir : « Il s'agissait de renforcer les convictions sociales sur l'importance des droits humains, du respect de l'État de Droit, de la tolérance idéologique. »⁸³ Pour Alfonsín, les procès pour violation des droits de l'Homme devraient avoir des fonctions politiques et pédagogiques. Principalement, il s'agit de marquer une rupture qui délégitime durablement les militaires afin qu'ils ne réapparaissent plus sur la scène politique. Mais les procès étaient aussi un moyen à la fois de transmettre au public une idée claire des horreurs du régime précédent et de montrer les vertus du nouveau régime qui garantit des droits, y compris à ceux qui les ont piétinés, comprenant celui d'un jugement équitable.

a. Fonctions politiques des procès

A la lumière des événements ultérieurs, qui culminent avec la crise de *Semana Santa*, la manière dont le gouvernement d'Alfonsín a entrepris de traiter judiciairement le passé – les crimes du régime militaire – semble particulièrement maladroite car les procès n'ont, somme toute, contenté personne et ouvert une boîte de Pandore que le gouvernement n'a cessé de chercher à refermer. Néanmoins elle s'explique par au moins deux objectifs politiques de nature très différente. Le premier touche strictement à la « question militaire » ; il s'agit à la fois de délégitimer durablement la possibilité d'un gouvernement militaire – en cela, le succès a probablement dépassé tous les espoirs –, d'effectuer une épuration de l'institution militaire et, accessoirement, d'« occuper » les militaires de sorte qu'ils ne soient pas tentés d'intervenir dans les questions de politique générale⁸⁴. Le second objectif touche au fondement des institutions à établir en 1983 : il s'agit d'affirmer l'État de droit. Ici, l'indépendance de la Justice, quand bien même elle serait fictive, est essentielle. Cela explique que l'option d'un

⁸² Raúl ALFONSÍN, *Memoria política*, op.cit., p.35.

⁸³ *Ibid*, p.36.

⁸⁴ Nous reviendrons dans le chapitre suivant sur les effets des procédures judiciaires sur l'Armée. Néanmoins l'objectif de dévier l'attention des militaires, ou de les obliger à se concentrer sur les procès, est assez rarement évoqué pour mériter d'être mentionné ici. A notre connaissance, seul le journaliste Horacio Verbitsky y fait allusion de manière assez marginale : « Les experts en questions militaires [d'Alfonsín...] estimaient qu'avec une centaine de condamnations [...] la tension entre le gouvernement et les militaires serait permanente. Mais ils soutenaient aussi que si une amnistie était concédée, 24 heures plus tard les généraux commenceraient à donner leurs avis sur la cotisation du dollar et la pornographie » H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, op.cit., p.242. Comme souvent, le journaliste ne désigne pas ses sources, et nous n'avons pas trouvé d'autres textes qui soutiennent cette thèse pourtant très intéressante : quels que soient les problèmes qu'engendrent les procès, ils ont la vertu d'occuper les militaires. C'est une situation assez inédite en Argentine pour la souligner, les généraux, auparavant consultés au même titre que des personnalités politiques sur des questions sociales ou politiques variées, se concentrent sur des questions spécifiquement militaires ou qui les touchent directement. Autrement dit, un effet important des procédures judiciaires est de cantonner les militaires dans un espace politiquement très réduit.

tribunal extraordinaire, qui se serait limité à juger les responsables désignés par le gouvernement, ait été écartée. Carlos Nino rapporte la teneur d'une réunion qui a lieu le 6 décembre 1983 entre les futurs ministres des secteurs concernés⁸⁵. Elle oppose les tenants de procès militaires à ceux de procès civils ; Alfonsín tranche pour un compromis qui prévoit que les procès soient réalisés par des tribunaux militaires⁸⁶ mais avec un pouvoir d'appel de la justice civile ; il est cependant significatif que l'idée d'une juridiction exceptionnelle ne soit même pas évoquée. La création d'un tribunal *ad hoc* chargé de juger les crimes de la dictature était envisageable mais ne fut pas envisagée, car il était plus important d'affirmer l'indépendance de la Justice que de juger des responsables. Un tribunal exceptionnel est associé à l'idée d'une « justice de vainqueurs », généralement au Tribunal de Nuremberg. Or, il s'agit d'affirmer la justice commune d'un État de droit⁸⁷. Une autre anecdote rapportée par Carlos Nino illustre ce point essentiel. A la fin d'octobre 1985, alors que la cour chargée de juger les juntas militaires est en délibération, les six juges qui la composent sont invités à une réunion secrète avec Alfonsín. Le caractère secret est ici caractéristique car « Bien entendu, une réunion publique aurait été scandaleuse étant donné que le Tribunal préparait sa décision, le gouvernement aurait été accusé d'orchestrer le procès »⁸⁸. Autrement dit, le message public le plus important est celui de l'indépendance de la Justice. La sentence du tribunal apparaît comme un problème de second ordre derrière celui de l'établissement d'un pouvoir judiciaire indépendant, d'ailleurs Alfonsín n'influe en rien sur la décision des juges qui lui est particulièrement défavorable⁸⁹. Pour cohérent qu'il soit avec l'affirmation d'un État de droit, ce message a le grand désavantage du renoncement volontaire au contrôle d'une bonne partie de la « question militaire ». Plus fondamentalement, ce message général est en contradiction avec le dispositif d'ensemble du gouvernement qui cherche à faire jouer au pouvoir judiciaire un rôle très particulier dans sa politique des droits de l'Homme, qui n'est pas celui de répartir la justice selon ses propres règles et fonctionnements.

⁸⁵ Raúl Borrás, Horacio Jaunarena (respectivement ministre et secrétaire de la Défense), Antonio Tróccoli (ministre de l'Intérieur) et les assesseurs juridiques Carlos Nino et Jaime Malamud Goti, voir C. NINO, *op.cit.*, p.113.

⁸⁶ L'instance supérieure de la magistrature militaire est le Conseil Suprême, composé de généraux qui officient en tant que juges.

⁸⁷ Il faut cependant remarquer que la justice militaire pour les militaires déroge au principe de justice commune. Mais le tribunal militaire est conçu comme l'organe naturel pour juger des militaires. Ce principe est très fortement contesté par les organismes du Mouvement des Droits de l'Homme, comme nous le verrons dans le dernier chapitre.

⁸⁸ C. NINO, *op.cit.*, p.168.

⁸⁹ Nous verrons ce point dans le détail lorsque nous traiterons du procès.

b. Fonctions pédagogiques des procès

Lorsque Carlos Nino retrace brièvement l'histoire des procès pour violations des droits de l'Homme, il porte une attention particulière à l'impact du procès de Nuremberg sur la population allemande. Il cite des sondages effectués entre 1946 et 1948 portant sur l'attachement à l'idéologie nazie et montre que l'impact du procès sur l'opinion publique allemande est quasiment nul⁹⁰. Il conclut de même pour les procès contre les hiérarques japonais⁹¹. Curieusement, il ne s'intéresse pas à cette question lorsqu'il évoque le procès Eichmann pourtant mondialement médiatisé⁹², pour préférer s'intéresser aux degrés de responsabilité, citant la sentence du tribunal de Jérusalem qui affirme que « (...) le degré de responsabilité augmente à mesure que nous nous éloignons de la personne qui utilise l'instrument fatal de ses propres mains ». Nous verrons dans la partie suivante pourquoi cette sentence intéresse particulièrement le juriste argentin. Pour l'instant, il est important de comprendre les attentes du nouveau pouvoir sur les vertus pédagogiques des procès, car elles expliquent en grande partie la manière dont il les a entrepris et peut-être, par la suite, l'incompréhension des tribunaux chargés de les mener. Les tribunaux sont conçus par le pouvoir politique comme les scènes où doit se théâtraliser l'État de droit qu'il promet. Dans le box des accusés se trouvent les représentants du passé, qui bénéficient des droits et protections que garantit le nouveau régime à tous les citoyens. Il faut cependant remarquer que, paradoxalement, le pouvoir politique s'est montré réticent à ce que le procès soit retransmis par la télévision ; il l'accepte sous l'insistance des juges mais l'encadre très fortement (seulement trois minutes par jour sont retransmises sans son)⁹³. Ces limitations s'expliquent probablement par l'ambivalence du gouvernement quant au message à transmettre. Il veut certes diffuser une documentation sur la dictature mais il redoute, dans le même temps, que cette diffusion provoque le mécontentement des militaires ou une réaction populaire contre les militaires. Or, les Argentins se montrent, durant les premières années du

⁹⁰ C. NINO, *op.cit.*, p.25, qui cite Jutta-B LANGE-QUASSOWSKI, « Coming to Terms with the Nazi Past, Media and the Formation of Opinion », in John H. HERZ, comp., *From Dictatorship to Democracy : Coping with the legacies of Authoritarianism and Totalitarianism*, Westport, Conn, Greenwood Press, 1982, p.97.

⁹¹ *Ibid*, pp.32-33. Ces conclusions sur les effets des procès en Allemagne et au Japon ne déterminent en rien ses attentes de 1983 pour l'Argentine, puisque son travail est postérieur (1994). Mais elles indiquent l'intérêt de l'auteur pour l'aspect pédagogique des procès.

⁹² Le procès Eichmann est souvent considéré comme un tournant dans l'histoire de la mémoire du génocide juif, qui devient alors un thème central de notre modernité. Voir, par exemple, Tom SEGEV, *Le septième million. Les Israéliens et le génocide*, Paris, Ed. Liana Levi, 1993, 684 pages.

⁹³ Malgré plusieurs travaux universitaires sur ce procès et une enquête particulièrement fouillée sur sa diffusion, il n'apparaît pas clairement qui a décidé des modalités de sa retransmission télévisée, voir C. FELD, *op.cit.*, pp.33-38.

gouvernement constitutionnel (1983-1986), particulièrement réceptifs aux informations qui apparaissent sur les crimes de la dictature⁹⁴. Aussi l'objectif pédagogique du gouvernement à travers les procès, et singulièrement du Procès aux Juntas, est une réussite indéniable. Mais ce succès entre en contradiction avec d'autres objectifs plus directement politiques. L'intérêt social suscité pose plusieurs problèmes. D'une part, les militaires refusent que les résultats de la politique occulte de la dictature soient ainsi exposés et exercent des pressions parfois violentes⁹⁵ ; d'autre part, la connaissance plus précise des crimes rend moins acceptable la politique de « justice limitée » dans l'opinion publique. L'ampleur des crimes, accompagnée de détails particulièrement horribles, crée une dynamique de rejet toujours plus grand qui réduit la possibilité de pardon ou d'oubli social. Or, et c'est là sa pierre d'achoppement, la politique judiciaire du gouvernement s'oppose au jugement de l'ensemble des crimes commis ou, plus exactement, de l'ensemble des criminels. Elle souhaite établir une vérité officielle (c'est la fonction de la CONADEP) et juger quelques figures qui symbolisent la dictature⁹⁶ (ce sont les décrets d'inculpation suivis de la procédure judiciaire), mais en aucun cas l'ensemble des personnes qui ont réalisé le projet d'extermination des « subversifs ». Pour cela, elle se fonde sur le principe théorique de trois niveaux de responsabilité à l'intérieur du système répressif illégal de la dictature.

⁹⁴ Voir Inés GONZALEZ BOMBAL, « El Juicio más allá de los estrados », dans Carlos ACUÑA et al., *Juicio, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 1995, 272 pages, pp. 193-216. Nous reviendrons plus en détail sur les effets culturels du Procès aux Juntas dans le chapitre 6.

⁹⁵ Par exemple, le 4 juillet 1984, quelques semaines avant de rendre son rapport définitif, la CONADEP présente une partie des témoignages à la télévision publique. Durant la retransmission, un engin explosif explose devant le bâtiment de la chaîne ; plus tard dans la nuit, une colonne de chars d'assaut a été aperçue dans le nord de la ville de Buenos Aires avant de faire demi-tour en direction de Campo de Mayo. H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, op.cit, p.69.

⁹⁶ Outre les commandants des juntas, certains militaires sont inculpés. Il s'agit toujours de personnages particulièrement connus du grand public, tel que le général Ramón Camps qui dirigea la police de la province de Buenos Aires durant la dictature.

B. Les trois niveaux de responsabilité

Les observateurs et les acteurs du processus judiciaire entrepris contre les militaires s'accordent pour remarquer la même faille dans la conception d'Alfonsín : au principe général des trois niveaux de responsabilité, il manque une définition qui les délimite. Or cette indéfinition ne doit rien au hasard, le gouvernement espérait que les tribunaux en fixeraient les contours, suite à son échec de légiférer sur la question. Ce principe des « trois niveaux » repose sur la distinction entre les dirigeants du régime qui ont orchestré la répression, les militaires qui se sont limités à obéir aux ordres et, enfin, ceux qui auraient commis des crimes en dehors des ordres impartis. Dans ce schéma, seuls les officiers de la première et de la troisième catégorie seraient susceptibles d'être jugés. Cela représentait, selon les assesseurs juridiques, une quarantaine de personnes, y compris les chefs des juntas militaires. En d'autres termes, le principe des trois niveaux de responsabilité exclut de poursuites judiciaires l'essentiel des militaires qui ont servi de rouages à la machine répressive de la dictature, pour ne rien dire des collaborateurs civils. Mais la mise en œuvre de ce principe a rencontré de nombreux obstacles. Un des premiers projets de loi présentés par le gouvernement d'Alfonsín vise à interpréter la plupart des crimes commis durant la répression comme des actes certes illégaux mais que les juges devront présumer avoir été commis « avec une erreur invincible sur la légitimité de l'ordre reçu »⁹⁷. Autrement dit, à l'exception des commandants des Forces Armées, les officiers seraient tous considérés comme irresponsables de leurs actes. La loi est ratifiée par les chambres parlementaires, mais le Sénat apporte un notable amendement qui exclut les faits « atroces et aberrants »⁹⁸ de l'impunité. Or les méthodes ordinaires du massacre pouvaient difficilement être considérées autrement que comme « atroces et aberrantes », si bien que l'amendement annulait l'effet escompté de la loi.

Alfonsín charge un petit groupe de juristes et de philosophes de la Justice de mettre en application son principe des trois niveaux de responsabilité. En particulier, deux universitaires relativement éloignés de la politique partisane deviennent les principaux artisans de l'édifice

⁹⁷ Projet de loi du 13 décembre 1983, reproduit dans H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, p.269. L'*erreur invincible* est une figure juridique reconnue par de nombreux codes pénaux, par exemple par le Droit français. Elle suppose que l'individu a enfreint une loi sans avoir la possibilité de le savoir, généralement parce qu'une autorité administrative l'a induit en erreur, ce qui annule le crime ou du moins le dol (l'intention criminelle). Cette figure n'est cependant que très rarement invoquée et qu'exceptionnellement admise par les jurisprudences: l'adage selon lequel *nul n'est censé ignorer la loi* prévaut généralement dans les tribunaux. Il va de soi que l'erreur *invincible* n'est habituellement pas pensée pour des crimes de sang mais pour des délits difficilement discernables par l'individu qui les commet.

⁹⁸ Journal de session du Sénat, reproduit dans *ibid.*, p.273. L'amendement est apporté par le sénateur Elías Sepag d'un parti provincial, R. ALFONSIN, *Memoria Política...*, *op.cit.*, p.49.

juridique qui doit mener au Procès des Juntas et à l'absolution de la grande majorité des exécutants des crimes commis durant la dictature. Carlos Nino et Jaime Malamud Goti ont déjà réfléchi aux questions judiciaires que posent les violations massives des droits de l'Homme lorsqu'ils rencontrent Raúl Alfonsín en 1982. De plus, ils ont une conception politique de l'exercice de la justice, c'est-à-dire qu'ils sont disposés à en limiter la portée selon les rapports de force en présence. D'après le témoignage de Malamud Goti, ils posent très tôt le problème en termes de nombre de coupables⁹⁹. Délimiter la responsabilité est la question cruciale pour éviter de voir s'étendre indéfiniment des procès hautement sensibles. Pour les assesseurs juridiques, juger l'ensemble des responsables de crimes est inenvisageable et délimiter un nombre relativement restreint de coupables à l'intérieur de l'institution militaire est un impératif politique. Il s'agit, d'une part, de circonscrire autant que possible les responsabilités dans la sphère militaire afin d'éviter l'implication de civils, qui mènerait à une cascade de procès à l'étendue totalement imprévisible¹⁰⁰. Car ils toucheraient sans doute pratiquement tous les corps constitués du pays, des syndicats aux partis politiques en passant par l'institution judiciaire et les directions des grandes entreprises, qui auraient à rendre

⁹⁹ Entretien avec Jaime Malamud Goti, Red de Archivos Orales – Instituto de Investigaciones Gino Germani, Entretien N°185, 2004.

¹⁰⁰ Il est significatif que, même dans les analyses postérieures, l'implication de civils soit très souvent oblitérée. Par exemple, Carlos Nino rappelle que lorsque la CONADEP a publié son rapport, elle a décidé d'en extraire « les noms des membres des **Forces Armées** identifiés » (c'est nous qui soulignons), C. NINO, *op.cit.*, p.130. Cependant, l'hebdomadaire *El Periodista* publia cette liste. Or, à l'époque, l'un des scandales les plus retentissants fut provoqué, non par les noms des militaires, mais par l'apparition du nonce apostolique Pio Laghi sur la liste des personnes désignées par les témoins devant la CONADEP. Le rôle de l'ambassadeur du Vatican reste aujourd'hui encore controversé, nombre de personnalités des organisations de défense des droits de l'Homme – telles que Adolfo Pérez Esquivel – l'ont réhabilité, tandis que d'autres le considèrent comme particulièrement accommodant envers la première junta militaire présidée par Jorge Videla, voir par exemple Horacio VERBITSKY, *Doble Juego : la Argentina católica y militar*, ed. Debolsillo, Buenos Aires, 2007, 448 pages. Pour ce qui nous intéresse, il est intéressant de remarquer l'absence du nonce apostolique dans le récit de Carlos Nino qui illustre une approche assez dominante des responsabilités circonscrites aux seuls militaires. En revanche, Malamud Goti dédie une partie importante de son ouvrage aux « zones grises » de la dictature (pour reprendre l'expression de Hannah Arendt) et dénonce la propension de la société à trouver des responsables de tous ses maux, J. MALAMUD GOTI, *op.cit.*. Le questionnement est très intéressant mais sa réponse n'en est pas moins problématique car elle tend à diluer les responsabilités dans l'ensemble du corps social. L'auteur finit par considérer l'attitude sociale durant les années 1970, qui séparait la société en deux blocs, et celle face aux procès, qui responsabilise uniquement les « coupables », comme une même approche qui refuserait la complexité. Peut-être, mais lui-même montre comment les ennemis sont artificiellement construits à partir de notions très vagues et extensibles (le « subversif ») durant les années 1970, tandis que les procès des années 1980 reconnaissent des coupables selon des accusations et des procédures très précises. La différence n'est pas mineure. Sur ce point, Ricardo Gil Lavedra, l'un des juges du Procès aux Juntas, résume bien le point de vue judiciaire :

« - Vous êtes-vous demandé si vous laviez la faute de la société ?

- Oui, mais c'est là une question sociologique [...] **Le droit pénal est sélectif et discriminatoire.** »

(c'est nous qui soulignons), Entretien avec Ricardo Gil Lavedra, Red de Archivos Orales – Instituto de Investigaciones Gino Germani, Entretien N°132, 2005.

En revanche, nous partageons le diagnostic général de Malamud Goti sur le succès social du processus judiciaire, qui doit surtout à sa fonction de disculpation de la société. Il pointe en particulier l'opportunisme des alliés civils de la dictature qui deviennent de fervents accusateurs des militaires dans la nouvelle démocratie, voir J. MALAMUD GOTI, *op.cit.*, pp.195-196.

compte d'un degré plus ou moins élevé de collaboration avec la dictature. D'autre part, il apparaît déjà clairement que les responsabilités de la répression ont été diffusées dans l'ensemble de l'Armée, si bien que l'absence de limite mènerait virtuellement à l'inculpation de pratiquement tous les membres de l'institution. Ici, il n'apparaît jamais très clairement si cette impossibilité politique a pour cause une inconcevable réforme complète de l'Armée ou bien si c'est son pouvoir de nuisance qui est en cause, avec un prévisible coup d'État si ses membres n'ont plus rien à perdre. Cette seconde option est toujours invoquée mais implicitement, à travers des formules positives :

D'autre part, il n'est pas possible d'ignorer les raisons d'extrême prudence politique qui mènent à limiter le punissable de la troisième catégorie, afin de sauver certains hommes d'armes pour la reconstruction démocratique du pays¹⁰¹.

Cette volonté de voir participer l'Armée au nouveau régime s'accompagne du souhait de voir l'institution effectuer sa propre épuration limitée. Cela se traduit par un dispositif judiciaire qui laisse à la justice militaire (le Conseil Suprême des Forces Armées) le soin de mener les procès et place la justice civile comme cour d'appel¹⁰² ; cette justice civile d'appel est à la fois une garantie de voir les procès se réaliser et une incitation à ce que les militaires s'en chargent. Néanmoins, cette disposition complique notablement les procédures judiciaires déjà notoirement longues. Le temps perdu par l'expectative d'auto-épuration militaire explique une grande partie des soucis ultérieurs du gouvernement. Car les tribunaux militaires n'agissent jamais dans le sens d'une épuration, mais profitent de leur statut de Cour de première instance pour prolonger au maximum le temps des procédures. Or ce temps est un facteur essentiel à la réussite de l'ensemble du dispositif. Dès son ascension, le gouvernement sait que la question des procès doit se régler rapidement : à l'évidence les procédures judiciaires provoquent une instabilité qui peut toujours basculer vers une crise majeure. Il ne s'est cependant pas attaché à accélérer les procédures, probablement pour ne pas s'immiscer dans le Pouvoir Judiciaire. Ce répit offert aux militaires à travers le Conseil Suprême (la cour de justice militaire) leur permet de reconstituer une force de nuisance dont le gouvernement pâtit par la suite¹⁰³.

¹⁰¹ Mémoire de Carlos Nino et Malamud Goti de 1983, reproduit dans H. VERBITSKY, *Civils y Militares...*, *op.cit.*, p.266. Le thème des militaires nécessaires à la construction démocratique est constamment repris dans le discours d'Alfonsín.

¹⁰² Il s'agit de la procédure dite d'*avocamiento* que nous avons expliqué plus haut.

¹⁰³ J. MALAMUD GOTI, *op.cit.*, pp-39-40.

Nous avons vu comment le projet de définir par la loi les « trois niveaux de responsabilité » est mis en échec par le Sénat. Le gouvernement cherche alors son salut dans les tribunaux, dont il espère qu'ils définissent ces niveaux par une jurisprudence. Mais ici encore les attentes gouvernementales rencontrent une forte résistance, cette fois de la part des juges. Car loin des considérations politiques que nous avons cherché à résumer jusqu'ici, pour les juges un procès est avant tout une affaire criminelle, c'est du moins le message que nous interprétons de la sentence du Procès aux juntes que nous voulons maintenant traiter.

Nous avons évoqué les contradictions entre les objectifs pédagogiques et politiques du gouvernement lorsqu'il opte pour un traitement judiciaire de la dictature. Il faut maintenant voir comment les procès, à travers le plus emblématique d'entre eux, ont certainement provoqué une reconnaissance sociale et un attachement au nouveau régime démocratique, mais aussi une exigence plus forte de justice, voire de châtiment pour les coupables. Probablement, la cause de cet « emballement » n'a d'autre motif que l'ampleur des crimes, accompagnée de nombreux détails macabres qui suscitent des intransigeances aisément compréhensibles. La diffusion massive de la connaissance de ces crimes s'est effectuée précisément à travers le Procès aux juntes.

2. Le Procès des juntas militaires

Le Procès aux Juntas est inscrit dans la mémoire collective comme l'un des épisodes les plus marquants du recouvrement de la Démocratie, c'est le moment qui illustre l'instauration d'un État de droit en Argentine¹⁰⁴. Ironiquement, il est aussi couramment rappelé comme l'une des grandes réussites de Raúl Alfonsín, alors que ce procès a été un échec patent de sa stratégie judiciaire pour régler la question militaire. Pour commencer, la tenue d'un procès civil et public était exactement contraire au souhait présidentiel d'une justice militaire à huis clos qui agisse en organe de l'épuration de l'Armée. Ensuite, les sentences prononcées contre les prévenus ont réduit en miettes la politique militaire du gouvernement. En effet, ce dernier, dans la logique des trois niveaux de responsabilité, estimait que le jugement des principaux chefs de la dictature suffisait à affirmer l'établissement de l'État de droit. La sentence devait à la fois être exemplaire contre les responsables et définir les limites des niveaux de responsabilité, autrement dit absoudre l'ensemble des officiers de second rang. Le tribunal a, tout au contraire, individualisé au maximum les peines, ne jugeant pas des juntas mais des individus et, de ce fait, détruit l'effet d'exemplarité escompté. Surtout, loin d'estimer que les responsabilités ont toutes été établies lors du procès, la Cour a enjoint les autres tribunaux d'instruire chacun des crimes dont elle a pris connaissance, soit une multitude de crimes qui ouvrent la perspective d'une avalanche de procès contre les responsables de chaque camp de concentration clandestin. Ainsi, le message que le gouvernement voulait envoyer à la société d'une justice exemplaire était passablement brouillé par des peines qui paraissaient, pour certaines, dérisoires au vu des témoignages publics qui rendaient compte de crimes effroyables. Tandis que loin de mettre fin à la dangereuse incertitude qui régnait dans les casernes, la sentence avivait toutes les inquiétudes. La Cour Fédérale de Buenos Aires a tout bonnement pulvérisé les objectifs politiques du gouvernement. Pourquoi cette mésintelligence entre les pouvoirs Exécutif et Judiciaire ? Quels furent les objectifs des magistrats ?

Comme nous l'avons dit, la tenue du procès civil marquait en soi un échec pour la politique militaire d'Alfonsín, qui espérait une épuration réalisée par la justice militaire. A partir d'août 1984, lorsque le premier délai donné au Conseil Suprême (justice militaire) pour juger les chefs des juntas expire, la Cour Fédérale (chambre civile d'Appel) lui octroie une

¹⁰⁴ Voir, par exemple, l'utilisation des images du procès à partir de 1995, C. FELD, *op.cit.*, pp.102 et suivantes.

prorogation de quatre-vingt-dix jours, mais l'astreint à la remise de rapports sur l'évolution de l'instruction tous les trente jours. Les premiers rapports du Conseil Suprême sont de véritables provocations qui ne laissent aucun doute quant à son intention de ne pas juger les généraux¹⁰⁵. La réforme du code de justice militaire¹⁰⁶ prévoit que les tribunaux fédéraux agissent en cour d'appel mais les habilite aussi à entreprendre une procédure d'*avocamiento* – c'est-à-dire de confisquer l'affaire. La Cour Fédérale de Buenos Aires use de ce droit le 4 octobre. A partir de cette date, le *fiscal* (procureur) Julio Strassera et son adjoint Luis Moreno Ocampo instruisent le dossier d'accusation en choisissant parmi les témoignages recueillis par la CONADEP des cas particulièrement illustratifs des méthodes répressives¹⁰⁷, tandis que les six juges de la Cour Fédérale¹⁰⁸ préparent dans le détail un procès qui s'annonce « historique ». Dans sa minutieuse enquête sur les images filmées du Procès, Claudia Feld montre l'attention que portent les juges à la mise en scène de la Justice. Ils optent pour un procès oral, que nous pourrions assimiler aux Assises françaises pour sa solennité - avec la différence très notable qu'il n'existe pas de jury populaire –, une procédure alors très peu usitée¹⁰⁹, et public, avec une large place accordée aux journalistes. Ils choisissent la grande salle du bâtiment de Tribunaux (en plein centre de Buenos Aires), habituellement utilisée pour des actes protocolaires. Enfin, ils publient une réglementation qui définit dans le détail les conditions d'accès du public à la salle d'audience, incluant y compris des normes vestimentaires¹¹⁰. Ce

¹⁰⁵ Le Conseil Suprême prend l'exact contre-pied de l'esprit du dispositif gouvernemental. Il affirme que, pour juger les généraux, il convient dans un premier temps d'enquêter sur les exécutants des crimes pour, dans un second temps, établir s'il existe une connexion avec les ordres donnés. Par ailleurs, le tribunal militaire estime que, formellement, ces « ordres sont irréprochables ». H. VERBITSKY, *Civiles y militares*, op.cit., pp.80-81. De plus, les juges militaires estiment qu'une détention est illégale uniquement si la personne détenue n'a enfreint aucune loi, de sorte qu'ils considèrent qu'il faudra enquêter sur les activités des *disparus* pour juger de l'illégitimité de la séquestration, voir un extrait du memorandum du Conseil Suprême, [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/arg/doc/secretos/pares02.htm> (consulté le 10 juin 2010).

¹⁰⁶ La réforme du Code de Justice Militaire est entreprise dans la foulée du décret qui inculpe les chefs des trois premières juntas militaires, durant les premiers jours de la présidence d'Alfonsín. Pour une analyse de cette réforme voir M. NOVARO, *Argentina en el fin de siglo ...*, op.cit., pp.35-36.

¹⁰⁷ Dans une émission de télévision de 2005 consacrée au Procès, Julio Strassera explique sa démarche ainsi : « J'ai pris huit-cents et quelques cas paradigmatiques, parce que si nous prenions les neuf mille de la CONADEP nous serions, aujourd'hui encore, en procès », « *Lo que nunca se vio. El Juicio a las juntas militar.* », 2005, programme de télévision, [En ligne], <http://video.google.fr/videoplay?docid=-8076572684091263279&q=juicio> (consulté le 15 juillet 2006). Il choisit aussi les dossiers selon une répartition sociale et géographique, afin de montrer que la répression a touché toutes les classes sociales sur l'ensemble du territoire argentin.

¹⁰⁸ *Cámara Nacional de Apelaciones en lo Criminal y Correccional* est le titre exact de la cour. Ce nom de « Chambre Nationale » prête parfois à confusion, il s'agit du titre des cours de justice fédérale dans la ville de Buenos Aires – dans les provinces, elles s'appellent plus simplement « Chambres Fédérales ». Les six juges sont Carlos León Arsalanian, Andrés D'Alessio, Ricardo Gil Lavedra, Guillermo Ledesma, Jorge Edwin Torlasco et Jorge Valerga Araújo.

¹⁰⁹ La justice fédérale fonctionnait généralement avec des témoignages écrits, néanmoins les procès oraux étaient déjà assez répandus dans les tribunaux provinciaux. C. FELD, op.cit., p.17.

¹¹⁰ Cette disposition provoque une altercation avec Hebe de Bonafini, présidente de l'Association des Mères de la Place de Mai, qui se présente dans la salle du tribunal avec son foulard blanc sur la tête. Lorsque les policiers

soin s'explique certes par l'exceptionnalité de l'événement qui se prépare, mais aussi par les enjeux particuliers de la Justice dans cet événement. Pour les juges, le Procès est l'occasion de légitimer socialement le Pouvoir judiciaire. De simple figure institutionnelle, il a l'occasion de s'affirmer comme un recours pour toute la société. Auparavant, il n'a jamais été autre chose qu'un appendice du Pouvoir exécutif, doté d'une indépendance formelle qui ne fait guère illusion¹¹¹. Le nouveau gouvernement se présente comme particulièrement attaché à la Constitution et, par conséquent, à la séparation des pouvoirs. Mais, concrètement, par exemple, la pratique qui consiste à démettre l'ensemble des juges, supposément inamovibles, de la Cour Suprême pour nommer des magistrats plus favorables s'est appliquée avec la même rigueur que sous les régimes précédents¹¹². Cependant, le climat des libertés publiques est indéniablement très différent et l'occasion, à la fois de tester son indépendance face au pouvoir politique et de la montrer à la société, se présente avec le Procès. Pour cela toute la pompe dont est capable une cour de Justice n'est pas de trop. Car celle-ci met en scène sa particularité et sa distance face aux autres pouvoirs sociaux et institutionnels. La cour doit émettre une vérité qui transcende les parties, cela se traduit, par exemple, spatialement, par une position en surplomb des juges dans la salle d'audience :

Dans la salle, il y avait trois niveaux : au premier, le plus élevé, se trouvaient les six juges ; au second, le ministère public, le témoin, le secrétaire de la Chambre et la Défense usant de la parole. Au troisième, au niveau de l'espace extérieur, se trouvait la Défense. Au même niveau, face aux juges, se trouvaient les invités spéciaux et les journalistes accrédités. Des deux côtés, sur des enceintes surélevées, se trouvait le public.¹¹³

Mais, bien entendu, aussi élevé soit-il, un fauteuil ne suffit pas à légitimer socialement un discours. Aussi convient-il d'aborder maintenant le procès proprement dit, qui se déroule, en dehors de la lecture de l'acte d'accusation, en trois phases : l'audition des témoignages, principalement de victimes ou de familles de victimes, entre avril et août, les réquisitoires du

lui demandent de le retirer, elle répond que dans ce cas les militaires devraient aussi enlever leurs uniformes. Elle obtempère finalement sous l'insistance du substitut du procureur Luis Moreno Ocampo, Ulises GORINI, *La otra lucha*, Buenos Aires, ed. La Página, 2011, 528 pages, pp.325-326.

¹¹¹ La tradition de reconnaître légalement les gouvernements issus des coups d'État n'a certainement pas contribué à asseoir la légitimité du Pouvoir Judiciaire. A partir de 1930, tous les gouvernements qui surgissent à la suite d'un coup d'État (1943, 1955, 1966 et 1976), ainsi que les lois – ou lois de *facto* – qu'ils promulguent, sont déclarés légaux par la Cour Suprême. Voir, par exemple, Carlos H. ACUÑA, « La dinámica político-institucional de la reforma judicial en Argentina », dans *VII Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública*, 8-11 octobre 2002, Lisbonne, [En ligne], <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/CLAD/clad0043310.pdf> (consulté le 22 février 2010).

¹¹² *Ibid*, voir aussi, par exemple, Gretchen HELMKE et Leandro WOLFSON, « La lógica de la defección estratégica: relaciones entre la Corte Suprema y el Poder Ejecutivo en la Argentina en los períodos de la dictadura y la democracia », *Desarrollo Económico*, Vol. 43, No. 170 (Jul. - Sep., 2003), pp. 179-201, [En ligne] <http://www.jstor.org/stable/3455820> (consulté le 22 février 2010).

¹¹³ Ester KAUFMAN, « El ritual jurídico en el juicio a los ex commandantes. La desnaturalización de lo cotidiano », dans Rosana GUBER (comp.), *El salvaje Metropolitano*, ed. Legasa, 1990, cité par C. FELD, *op.cit.*, p.18.

ministère public et les plaidoiries des avocats en septembre et octobre, puis les sentences dictées par les juges en décembre 1985.

a. L'audition

Les témoins qui se présentent à la barre sont principalement des victimes de la répression d'État.

Pour la première fois en de longues années d'épreuve, les familles de disparus et les torturés et séquestrés entraient dans un cadre où ils étaient écoutés, où ils pouvaient raconter leur drame. [...] Ils avaient devant eux six juges, un drapeau argentin, l'emblème national, une énorme estrade. Ils étaient protégés, escortés par la police qui en un autre moment les aurait tués.¹¹⁴

Dans cette observation d'un assistant au procès se concentre le renversement d'une époque. Les mêmes personnes, qui ont été totalement niées, occupent le centre d'attention de l'espace public et les mêmes appareils étatiques, longuement employés à les réprimer, sont chargés de les protéger. Dans cet espace inversé, qui représente un monde revenu sur son axe, les témoins se succèdent. Du simple refus administratif de recevoir une plainte par un proche de disparu jusqu'aux entrailles de l'horreur des camps de concentration clandestins, en passant par les yeux des passants qui se détournent devant la séquestration, la dictature est racontée. La solennité du tribunal encadre et légitime les récits de victimes qui détruisent la froideur de la procédure judiciaire. L'audition a été un moment où les affects ont été interpellés et où les normes procédurales ont servi de digues à un torrent de larmes qui se déverse en dehors du tribunal. Car ce dernier est le centre d'attention de la société argentine. Alors que les témoins se succèdent à la barre, les témoignages parviennent par voie de presse à l'ensemble des Argentins.

Le rapport de la Conadep est arrivé à beaucoup d'Argentins. Mais seulement à beaucoup. Ce procès inonde la République. Il pénètre dans les maisons, dans les bars, dans toutes les institutions. Rien ne lui résiste [...] *Les témoignages sont là*.¹¹⁵

D'ailleurs, les journalistes chargés de transmettre quotidiennement l'évolution du procès ne sont pas moins affectés.

Il était très difficile de maintenir l'équilibre devant ce que nous écoutions tous les jours. Il y avait des jours où nous arrivions devant les escaliers et disions « aujourd'hui non ». « Va-t-en, je te couvre » disait l'autre. « Aujourd'hui je ne peux plus » et un ou deux s'en allaient.¹¹⁶

¹¹⁴ Alberto Amato, secrétaire de rédaction du *El diario del Juicio*, témoignage recueilli et cité par C. FELD, *ibid*, p.43.

¹¹⁵ J.P., Feinmann, cité par C. FELD, *ibid.*, p.44 (les italiques sont originales).

¹¹⁶ Témoignage de Alberto Amato, cité par *ibid*.

Quant aux juges, ils semblent rester imperturbables¹¹⁷. Ils mènent l'audition par rotation, chaque semaine l'un des six juges dirige le tribunal. Il est chargé de poser les questions au témoin, il l'interrompt rarement pour demander des précisions ou pour restreindre ses interprétations. Généralement, sur la fin de l'audition, le procureur puis les avocats posent aussi des questions qui doivent recevoir l'aval du juge avant que le témoin ne réponde. Pour les victimes directes – les anciens séquestrés -, il est rare que les avocats interviennent, ils préfèrent visiblement poser des questions aux militaires appelés à la barre. Par exemple :

Dr. Goldaracena : Je voudrais que le Contramiral exprime devant le tribunal s'il croit être intervenu dans une guerre.

Menéndez : Oui, je suis totalement convaincu d'être intervenu dans une guerre.¹¹⁸

Lorsque les avocats posent des questions aux victimes, ils tâchent moins de réfuter le témoignage que le discréditer en cherchant à lier le témoin ou la victime à la « subversion », souvent avec des artifices rhétoriques :

Dr. Orgeira : Si ce couple lui donna d'autres indices sur ce Monsieur Carlos, *aussi mort lors de cet affrontement*, pardon, dans les circonstances dans lesquelles madame indique [...] ¹¹⁹

Le lapsus feint suggère que les victimes ont été tuées durant un affrontement armé et non abattues suite à des tortures. La faiblesse du recours souligne l'écrasante force des témoignages. Ceux-ci se déploient dans un tribunal qui, en même temps qu'il les légitime, gagne en légitimité. Car, et c'est cela qui nous intéresse particulièrement, durant ces mois d'audition, la Justice s'est socialement affirmée comme un pouvoir légitime.

Cette légitimité se construit en partie par l'évacuation de la politique, y compris des interprétations des témoins, priés d'expurger les faits rapportés de leurs considérations politiques.

Dans un contexte dans lequel on voulait légitimer l'instance judiciaire et la présenter comme un espace objectif où pourraient se résoudre les conflits de la société, la stratégie de rejeter les opinions et les questions politiques a servi à faire face aux militaires et leurs partisans qui, pour leurs part, disqualifiaient le processus judiciaire en affirmant qu'il s'agissait d'un « procès politique ». Mais, en même temps, en ayant effacé des témoignages la filiation

¹¹⁷ Dans leurs témoignages postérieurs (2005), Andrés D'Alessio et Ricardo Gil Lavedra traitent du procès de manière très technique. Cependant, D'Alessio évoque une fois ses sentiments « Ce fut le seul cas pour lequel j'ai senti un sanglot dans la gorge » dit-il en se référant au témoignage de l'infirmière Gladis Evarista Cuervo, séquestrée et torturée dans l'hôpital Posadas où elle travaillait. Quant à Gil Lavedra, il se demandait sans cesse : « comment un être humain peut faire ça ? » et se l'explique par un système d'auto-justification qui fonctionne par un emballement croissant. Entretiens n° 85 et n°132, Red de Archivo Orales – Instituto de Investigación Gino Germani.

¹¹⁸ *Diario del Juicio*, N°1, 27 mai 1985, p. 10.

¹¹⁹ Question de l'avocat Dr. Orgeira à Enriqueta de Carlotto, le 16 mai 1985, les italiques sont nôtres. *Diario del Juicio*, N°4, 18 juin 1985, p. 23.

politique des victimes et des témoins, et en ayant interprété la violence avec des clés universelles (de droits de l'homme violés, de crimes commis), il s'est formé un récit « apolitique » sur la répression. Cette interprétation des faits a imprimé sa marque sur la mémoire collective de la répression durant de longues années.¹²⁰

Claudia Feld souligne ainsi une des plus importantes oblitérations de la mémoire de la dictature qui s'est construite durant les années 1980, et singulièrement lors du Procès qui a fixé une mémoire. Il faut cependant nuancer le propos, ou l'élargir, dans la mesure où la stratégie des juges a souvent coïncidé avec celle des témoins. A ce titre, le témoignage postérieur de Pablo Díaz, l'un des survivants de la *noche de los lápices*¹²¹ qui témoigne durant le procès, est éclairant :

[J'avais peur] que le fait d'avoir milité politiquement dans une organisation qui adhérerait à la guérilla m'isole, à cause des préjugés. Aux jeunes de la *noche de los lápices*, il ne devait pas leur arriver ça, mais aux militants des guérillas... Non, cela n'aurait dû arriver à personne. [...] Je crois que j'ai suivi le même processus que beaucoup de mères [Mères de Place de Mai] : « Non, mon fils était innocent »¹²².

Il explique ainsi pourquoi il a sciemment oblitéré ses activités militantes antérieures à sa séquestration lors du Procès. En 1985, la validité d'un témoignage était soumise à la condition de ne pas provenir d'un secteur politique de gauche qui puisse avoir un lien quelconque avec une guérilla des années 1970. Le militant politique était soupçonné *a priori* et l'« innocence » était socialement associée aux personnes sans revendication de cet ordre. Aussi, les témoignages sont en partie conditionnés dans le sens qui convient aux juges, soucieux de montrer un procès apolitique¹²³. Mais il faut encore nuancer l'absence de politique dans la

¹²⁰ Claudia Feld, *op.cit.*, pp.42-43.

¹²¹ Entre le 15 et le 19 septembre 1976, dans le cadre d'une opération de répression envers les mouvements lycéens de la ville de La Plata (capitale de la province de Buenos Aires), Francisco López Muntaner, María Claudia Falcone, Claudio de Acha, Horacio Ángel Ungaro, Daniel Alberto Racero, María Clara Ciochini, Pablo Díaz, Patricia Miranda et Emilce Moler ont été séquestrés par l'Armée. Ils avaient tous entre 15 et 18 ans. À l'exception de Pablo Díaz qui militait dans la Jeunesse Guévariste, ils étaient membres de la UES (Union des Etudiants du Secondaire, le principal syndicat lycéen affilié à Montoneros). Ils avaient tous participé aux manifestations lycéennes du printemps 1975 dont l'objectif (atteint) était l'obtention du BES (Boletín Estudiantil Secundario, une réduction dans les transports publics pour les lycéens) qui fut annulée par le gouvernement militaire de la province après le coup d'État. Seuls Patricia Miranda, Emilce Moler et Pablo Díaz sont réapparus en vie, durant les mois suivants, dans divers centres de détention (légaux) où ils purgèrent des peines allant jusqu'à quatre ans. Les corps des autres n'ont pas été retrouvés. Pablo Díaz témoigna dans le Procès aux juntes militaires. Son témoignage fut aussi la source principale du livre de María Seoane et Héctor Ruiz Núñez et du film dirigé par Hector Olivera, tous deux intitulés *La noche de los lápices*. Voir, par exemple, Jérémy RUBENSTEIN, « Garage Olimpo de Marco Bechis, une représentation synthétique des camps de concentration clandestins de la dernière dictature en Argentine », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin n°25, avril 2007, consultable [En ligne], <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article380> (consulté le 20 avril 2009).

¹²² Témoignage recueilli et cité par Federico Lorenz, « Tomá la vos, dámela a mí. La noche de los lápices : el deber de la memoria y las escuelas », in Jelin, Elizabeth et Lorenz, Federico (comps.), *Educación y memoria. La escuela elabora el pasado*, Ed. Siglo XXI, 2004, p.106.

¹²³ Les effets et les causes de ce supposé apolitisme – causes qui dépassent le seul procès, qui serait plutôt un révélateur du phénomène – ont été largement traités par les historiens de la mémoire de la dictature, parmi lesquels Claudia Feld et Federico Lorenz dont nous avons cité les œuvres qui s'insèrent dans la collection

cour, parce qu'il était souvent impossible de ne pas lier les séquestrations aux affiliations politiques :

Dr. Gil Lavedra : Pardon madame, un éclaircissement, pourquoi vous avez dit de « persécution politique » ?

Carlotto : Et bien parce que justement à mon époux, ils lui posaient des questions sur elle [sa fille], ils perquisitionnèrent la maison où elle vivait avec ce couple, ils ont séquestré ce couple.

Dr. Gil Lavedra : Pardon, mais vous faisiez la relation avec le militantisme politique qu'elle avait dans la Jeunesse Péroniste ?

Carlotto : Oui, oui, bien sûr, parce que beaucoup de *compañeros* avaient déjà disparu dans la ville de La Plata. [...]¹²⁴

Les juges cherchent moins à oblitérer le militantisme des victimes qu'à éviter les interprétations politiques selon des clés contemporaines au procès. La réaction du juge au témoignage de Adriana Calvo de Laborde nous éclaire peut-être :

Je crois qu'il est indispensable que justice se fasse ; la raison d'être et l'obligation de la *patota*¹²⁵ était de torturer. Ils le faisaient professionnellement, de manière froide et calculée, ils n'avaient besoin d'aucune drogue, d'alcool, de rien. Ils étaient absolument conscients de ce qu'ils faisaient. Mais, M. le Président, je vais raconter le cas d'une personne que je ne connaissais pas, qu'ils torturèrent durant des jours entiers. La *patota* l'a torturé jour et nuit sans pitié, avec toutes les méthodes dont je vous ai parlé et bien d'autres. Enfin, ils le laissèrent en paix et s'en allèrent. Ils le laissèrent jeté dans notre couloir, nous écoutions son halètement. Lorsque la *patota* est partie, M. le Président, les gardes commencèrent un *asado* et à boire du vin et à s'enivrer. L'un d'eux a pensé à torturer ce prisonnier et ils commencèrent à le torturer de nouveau. Cette fois, ils ne voulaient aucune information, M. le Président, ils s'amusaient et criaient. C'était une orgie et la seule chose qu'ils voulaient, et pardonnez ce que je vais dire, mais le seul objet de cette torture, qui dura des heures et des heures, était que ce prisonnier dise « je la suce bien grosse et ma mère est une fille de pute ». Ils passèrent des heures en le torturant pour qu'il le dise et il ne l'a pas dit, M. le Président, lui ne l'a pas dit. Je suis désolé de l'avoir raconté mais je crois que c'est important parce qu'il a beaucoup été question d'excès et supposément ce sont ça les excès, et le reste la torture froide et cruelle.

Dr. Ledesma : Je vous prie madame de raconter des faits et que vous ne qualifiez pas.¹²⁶

La « qualification » donnée par le témoin est particulièrement sensible. Elle renvoie à l'un des niveaux de responsabilité définis par Alfonsín, ainsi que par la version des militaires qui conçoit que des « excès » aient pu être commis durant la « sale guerre ». La distinction de

intitulée *Memoria de la represión* dirigée par Elizabeth Jelin. Voir aussi, Nadia TAHIR et Marina FRANCO, « Associations de victimes, terrorisme d'État et politique dans l'Argentine de 1973 à 1987 », Vingtième Siècle n°105, janvier-mars 2010, pp.185-198. L'article montre comment, dans un premier temps, le mouvement des droits de l'Homme s'est globalement éloigné de revendications politiques. Pour notre part, nous revenons sur ce débat dans le chapitre 6.

¹²⁴ *Diario del Juicio*, N°4, 18 juin 1985, p. 22.

¹²⁵ *Patota* : le mot désigne un groupe violent. A l'origine, à la fin du XIX^{ème} siècle, il désigne essentiellement une bande incontrôlée, bien qu'il soit possible qu'il comporte déjà une connotation politique pour désigner les hommes de main des conservateurs (qui affrontaient les radicaux dans la rue). Par la suite le terme se réfère plus spécifiquement à des groupes liés à des syndicats ou un courant politique. Dans les années 1970, il désigne essentiellement les groupes d'extrême droite, souvent composés de syndicalistes et de policiers, qui séquestrent les militants de gauche. Durant la dictature, des groupes de militaires prirent le relais mais ils intégraient souvent les militants d'extrême droite déjà aguerris.

¹²⁶ *Diario del Juicio*, N°2, 4 juin 1985, p. 11.

Adriana Calvo, entre une torture « froide et calculée » et une autre sans méthode ni objet, renvoie à une même catégorie « atroce et aberrante » (pour reprendre les adjectifs du fameux amendement qui a mis à mal la politique militaire d'Alfonsín). Pour autant, il serait hasardeux de conclure que les aspects politiques que cherchent à oblitérer les juges sont ceux qui touchent directement la conception que souhaite imposer le gouvernement, bien que la réaction, immédiate et peu usuelle face aux victimes qui témoignent, de Guillermo Ledesma semble symptomatique en ce sens. Nous savons qu'une partie des juges de la cour - entièrement nommée par Malamud Goti¹²⁷ - sont proches d'Alfonsín. Néanmoins, en l'occurrence, il nous semble que l'interruption du juge doit moins à ses convictions politiques qu'à une qualification qu'il perçoit comme polémique ; en revanche cette perception renvoie bien à une position politique¹²⁸.

Accessoirement, le vol est un aspect très présent dans les témoignages des victimes. Généralement, les témoins remarquent simplement que la *patota* qui a fait irruption dans leurs maisons s'est approprié des objets de valeur. Il s'agit d'un aspect annexe pour des personnes qui ont souffert de dommages autrement plus douloureux, mais il est souvent relevé par les juges¹²⁹. La rapine qui accompagne les séquestrations ne laisse aucun espace à la défense des valeurs derrière lesquelles se drapent les militaires, qui apparaissent comme des délinquants de droit commun, ce qui convient parfaitement aux juges.

¹²⁷ Entretien avec Jaime Malamud Goti (RAO, 2005) et H. VERBITSKY, *Hacer la Corte...*, *op.cit.*, 1993, p.20.

¹²⁸ Nous avons conscience du danger de surinterprétation d'interventions très formelles, presque anodines, des juges à l'intérieur de la cour qu'ils président en cherchant à intervenir le moins possible. Pour nous il s'agit de pointer des interventions politiques des juges sans entrer dans une analyse plus structurée – à laquelle par ailleurs nous adhérons – qui conçoit l'ensemble du dispositif judiciaire comme un discours politique ou, plus profondément et pour reprendre les termes de Foucault, le producteur d'un « régime de vérité », Michel Foucault, « La vérité et les formes juridiques », *Dits et écrits*, Paris, Ed. Gallimard, 1994, tome II, n°139, pp.538-646.

¹²⁹ Par exemple, en 2005 une émission de télévision qui commémore le Procès a pour principe de demander à chacun des juges retraités de se rappeler le dossier qui lui semble le plus marquant du procès. L'ancien juge Jorge Valerga Araoz évoque la séquestration d'un vieil homme de Mendoza à qui les militaires de l'ESMA ont fait signer une donation au nom d'une entreprise qu'ils ont formée. Ensuite, selon la construction de l'émission, viennent des images du procès avec le témoignage de l'épouse de la victime, Josefa de Cerruti. La femme âgée raconte dans le détail la soirée de la séquestration de son mari. Mais le juge insiste surtout pour lui demander « ce qu'ils ont pris » jusqu'à ce qu'elle comprenne et énumère les voitures de la famille. Emission « Lo que nunca se vio del juicio a las juntas militares », TN, 2005, [En ligne], <http://video.google.com/videoplay?docid=-8076572684091263279#docid=5938015460899942683> (consulté le 10 juin 2011). Les réalisateurs de l'émission ont visiblement préféré ce témoignage à celui du fils de la victime, Juan Carlos Cerruti, pourtant bien plus explicite quant à l'ampleur du vol, qui va de l'argenterie la nuit de la séquestration jusqu'à tous les biens immobiliers de la famille par acte notarié quelques semaines plus tard. Il est probable que le choix d'esquiver le témoignage du fils Cerruti doit moins à sa qualité de militant politique, entre autres comme avocat du syndicat CGT de los Argentinos, qu'à la complexité de la fraude dont a été victime l'une des familles les plus riches de la province de Mendoza. Juan Carlos Cerruti relève un détail qui illustre métaphoriquement notre propos : les terres spoliées à sa famille furent aménagées en un quartier, dont les rues ont été martialement baptisées « Justicia, Equidad, Patriotismo, Honor ». Témoignage de Juan Carlos Cerruti au Procès aux Juntas, le 8 juillet 1985, [En ligne], http://www.asociacionnuncamas.org/testimonios/c/cerruti_juan_19850708.htm (consulté le 10 juin 2011).

En définitive, la phase des auditions a très fortement mobilisé les affects et oblitéré autant que possible la politique. Ces deux aspects ont contribué à légitimer socialement à la fois le récit des témoins et la cour de justice¹³⁰. De même, cette dernière a gagné en légitimité grâce à l'espace qu'elle offrait aux témoins et, en retour, ceux-ci ont été légitimés par elle. Il y a une dynamique de légitimation qui tend à inscrire le récit des victimes, auparavant porté presque uniquement par le Mouvement des Droits de l'Homme, comme vérité des Argentins et à placer socialement la Justice dans l'espace prévu par la Constitution.

b. Plaidoiries et réquisitoire

La phase des plaidoiries et réquisitoires poursuit ce cercle vertueux pour le pouvoir judiciaire. Cette étape du procès est principalement marquée par l'accusation portée par le procureur Julio Strassera et la défense exprimée par l'accusé Emilio Massera. Les deux discours sont savamment théâtralisés et écrits par des professionnels de l'art oratoire : Strassera fait appel à un dramaturge¹³¹ tandis qu'un journaliste¹³² est au service de Massera. Le parallélisme s'arrête là, car le procureur réussit dans un réquisitoire implacable à exprimer, à ce moment-là, le sentiment d'un peuple, tandis que l'amiral réalise « la meilleure synthèse de la pensée des militaires accusés de violer les droits de l'Homme »¹³³. Le réquisitoire s'étend du 11 au 18 septembre 1985, Strassera et Moreno Ocampo se succèdent dans ce marathon pour traduire judiciairement les centaines de témoignages en infractions aux lois. Ils défont méthodiquement tous les arguments couramment invoqués par les militaires pour se justifier.

¹³⁰ Gil Lavedra rappelle aussi qu'il fallait beaucoup de « courage aux témoins [...] alors que les tortionnaires étaient dehors. Cela supposait une grande confiance dans les institutions. », Entretien avec Ricardo Gil Lavedra (RAO, 2005).

¹³¹ Carlos Somigliana (1932-1987) qui participe, depuis le théâtre, à l'opposition contre la dictature à partir de 1981, puis cherche à « gagner la rue » durant les premières années de la démocratie. Il est un représentant d'un théâtre à la fois populaire et de qualité réflexive. Claudia Feld indique sa participation à l'écriture du réquisitoire de Strassera, C. FELD, *op.cit.*, p.48.

¹³² Il s'agit d'Hugo Ezequiel Lezama qui dirige alors le journal *Convicción*. Ce quotidien, fondé en 1978, reste une curieuse expérience journalistique, à l'image des grands écarts idéologiques de l'amiral Massera qui porte le projet en vue de réaliser ses ambitions politiques. Le journal pouvait publier des hommages à Trotski au milieu de son nationalisme de bon aloi. Voir l'intéressant témoignage de l'un de ses anciens rédacteurs, Daniel Muchnik, « El diario de Massera, el marino cruel que quiso ser presidente », *Perfil*, 12 novembre 2010, [En ligne], http://www.perfil.com/contenidos/2010/11/12/noticia_0041.html (consulté le 10 février 2010).

¹³³ Sergio CIANCAGLINI et Martín GRANOVSKY, *Nada más que la verdad*, Planeta, 1995, p.203 cité par C. FELD, *op.cit.*, p.52.

La torture

Moreno Ocampo expose l'argumentaire classique en faveur de la torture qui consiste à supposer l'imminence d'un attentat à la bombe dans un immeuble que seule une information précise et immédiate pourrait permettre d'éviter. Torturer une personne permettrait ainsi d'en sauver deux cents, de sorte que le principe du moindre mal préside à la séance de torture. Moreno Ocampo laisse à l'évêque¹³⁴ la condamnation morale pour analyser judiciairement le cas hypothétique. Effectivement, un article du code pénal qui traite de « l'état de nécessité » permettrait d'absoudre le tortionnaire, mais il faudrait qu'il puisse à la fois prouver l'imminence du danger et l'impossibilité d'agir autrement (par exemple, évacuer la zone supposément dangereuse). Or, bien entendu, « en aucun des cas pour lesquels nous accusons, il n'a été possible d'accréditer le concours des circonstances exceptionnelles du cas proposé par Harguindeguy.¹³⁵ » Mais, plus grave selon l'adjoint du procureur, la « théorie de la bombe à retardement » justifie une méthode d'investigation qui mènerait inévitablement, dans le cas hypothétique d'une bombe placée dans un immeuble, à soupçonner les habitants de ce même immeuble et, par conséquent, à les torturer. Ainsi, les résidents « du 3°H et ceux du 4°D, passent de l'état de possibles victimes de la bombe à celui de possibles victimes de la torture. »¹³⁶ La logique du ministère Public est de pointer le crime particulier, puis de montrer son implication pour l'ensemble de la société : « De cette même façon les citoyens argentins passèrent de l'état de possibles cibles de la guérilla pour se convertir en une possible cible d'un système d'investigation qui commençait avec la torture et terminait par la mort. »¹³⁷ Cette logique est en adéquation avec celle, plus fondamentale, de la justice impartie par l'État : violer une loi équivaut à violenter la société et non pas une victime en particulier.

La guerre

Pour se défendre des crimes qui leurs sont imputés, les militaires affirment presque systématiquement qu'ils ont agi dans le cadre d'une guerre. Par exemple, Emilio Massera commence sa déclaration devant le tribunal ainsi : « Je ne suis pas venu me défendre, personne n'a besoin de se défendre d'avoir gagné une guerre juste, et la guerre contre le

¹³⁴ L'adjoint du procureur se réfère au cas concret du général Harguindeguy qui a justifié la torture devant l'évêque Miguel Hesayne qui l'a condamné moralement car « la fin ne justifie pas les moyens, général ».

¹³⁵ Moreno Ocampo, réquisitoire, [En ligne] <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/acusacion.htm> (consulté le 16 juin 2011).

¹³⁶ *Ibid.*

¹³⁷ *Ibid.*

terrorisme subversif fut une guerre juste [...] »¹³⁸. Moreno Ocampo s'applique d'une part à montrer qu'il n'y a pas eu de guerre et d'autre part, dans l'hypothèse où elle aurait tout de même eu lieu, qu'elle ne disculperait pas les militaires qui en auraient violé toutes les lois (entre autres les Conventions de Genève). L'adjoint du procureur pose une question de simple rhétorique : « Quel genre de guerre est celle-ci, où tous les affrontements s'avèrent simulés et dans laquelle dans tous les combats les balles ne trouvent sur leur chemin que les ennemis des forces légales qui n'eurent pas une seule perte ? ». Il est cependant intéressant de souligner la phrase suivante du réquisitoire : « Les seules morts qui peuvent être comptabilisées parmi les forces de l'ordre [proviennent ...] des tentatives de prises d'unités [militaires] ». Il fait référence aux véritables attaques menées par les guérillas contre des régiments, or celles-ci ont eu lieu avant 1976. C'est l'une des difficultés du Procès et, plus généralement, de l'ensemble du traitement judiciaire du passé à partir de 1983 : absoudre le régime antérieur au coup d'État de 1976, alors que la plupart des crimes commis durant la dictature le sont aussi auparavant à une moindre échelle. Ici, Moreno Ocampo qualifie ces affrontements comme des « combats légaux ». Cela est discutable, dans la mesure où, par exemple, l'attaque menée par l'ERP (Ejército Revolucionario del Pueblo) contre l'Arsenal Domingo Viejobueno – couramment appelée « la bataille de Monte Chingolo » - de décembre 1975 a certes été repoussée par des « méthodes conventionnelles » mais s'est aussi soldée par des disparitions, des tortures et des exécutions sommaires postérieurement déguisées en affrontements¹³⁹.

L'un des premiers témoins appelés par le tribunal est Ítalo Lúder, le vice-président de Isabel Perón après la mort de Juan Domingo Perón (1^{er} juillet 1974). L'objectif du tribunal est de démonter l'un des principaux arguments de la Défense, qui présente la répression menée par les militaires comme l'exécution d'un ordre émanant du pouvoir civil. En effet, un décret de février 1975, signé par la présidente, enjoint l'Armée d'intervenir dans la Province de Tucumán, ce qui donne lieu à la sinistre « Operación Independencia ». Sous la présidence intérimaire de Lúder, un autre décret du 6 octobre 1975 amplifie à tout le pays l'intervention de l'Armée dans la répression intérieure. Ces deux décrets sont systématiquement invoqués par la Défense et les Généraux pour démontrer que la répression a été menée dans un cadre légal. Les militaires affirment qu'ils ont simplement pris les mesures nécessaires pour exécuter les ordres donnés par le pouvoir constitutionnel. Aussi, le témoignage de Lúder doit clarifier quels étaient l'esprit et les limites des décrets invoqués. Sans surprise, l'ancien vice-

¹³⁸ Défense de Massera, [En ligne], <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/defensas/massera.htm> (consulté le 16 juin 2011).

¹³⁹ Voir l'excellente enquête menée par Gustavo PLIS-STERENBERG, *Monte Chingolo. La mayor batalla de la guerrilla argentina*, Buenos Aires, Ed. Booket, 2006, 480 pages.

président explique qu'il « est absurde de penser que l'État de droit puisse penser en des dispositions légales qui s'écartent de la légalité¹⁴⁰ », autrement dit il était hors de question de suspendre « les garanties qu'a chaque citoyen¹⁴¹ ». Les intentions du pouvoir péroniste antérieur au coup d'État sont ambiguës et ne cesseront d'être discutées. Il est cependant probable que les « garanties de chaque citoyen » n'étaient pas la première préoccupation d'Isabel Perón et d'Ítalo Lúder lorsqu'ils signèrent des décrets qui appelaient à « anéantir » [*aniquilar*] les subversifs¹⁴². En revanche, concevoir le coup d'État comme un acte nécessaire à l'application des décrets est une simple illustration de la parfaite mauvaise foi des militaires putschistes. Quoiqu'il en soit, pour le tribunal et plus particulièrement pour l'accusation, il s'agit de défaire tout fondement juridique à la répression. Pour cela, il convient de la séparer du régime constitutionnel. Ainsi, l'objectif judiciaire du procès rejoint celui, politique, du gouvernement qui ne veut pas inculper les crimes antérieurs à la dictature, entre autres raisons parce qu'il devrait alors responsabiliser le péronisme qui, nécessairement, chercherait à le déstabiliser en retour. Éviter de mettre en cause le pouvoir civil de 1975 permet, à partir de 1983, de préserver un pacte de non-agression entre l'UCR et le PJ. Pour revenir au réquisitoire, Moreno Ocampo démontre qu'il n'y eut pas de guerre, mais que si elle avait eu lieu, les militaires en auraient violé toutes les règles et, enfin, que la répression a fait fi de tout cadre légal.

Ce dernier point anticipe et anéantit toute tentative de disculper les militaires en invoquant la qualité subversive des victimes, car celle-ci ne peut être établie sans procès.

Car, combien de victimes de la répression étaient coupables de ces activités illégales [de subversion] ? Combien innocentes ? Nous ne le saurons jamais et ce n'est pas la faute des victimes. [...] En supprimant le procès, une véritable subversion juridique s'est produite ; la dénonciation a été remplacée par la délation, l'interrogatoire par la torture et la sentence raisonnée par le geste néronien du pouce tourné vers le bas. [...] C'est ainsi que les juntas militaires ont failli non seulement dans la mission d'établir l'innocence des injustement inculpés, mais aussi dans celle de prouver la culpabilité des responsables des actes criminels.¹⁴³

Une fois encore, l'apologie de la démocratie apparaît sous-jacente, un régime qui non seulement garantit à l'individu un certain nombre de droits dont l'importance a été relevée par l'expérience dictatoriale, mais qui est aussi plus efficace pour combattre la subversion. C'est là un thème difficile à entendre pour les militaires, Strassera affirme que l'État de droit est

¹⁴⁰ *Diario del Juicio*, N°1, 27 mai 1985, p. 6.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² Les deux décrets sont consultables, [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/arg/doc/secretos/aniq75.html> (consulté le 10 février 2010).

¹⁴³ Julio Strassera, [En ligne], <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/acusacion.htm> (consulté le 10 février 2010).

bien mieux armé pour se défendre contre la guérilla que le régime militaire. Car ce dernier a effectué une répression dont le caractère indiscriminé a annulé l'efficacité supposée et revendiquée par les militaires. Cette défense du régime démocratique pour sa plus grande efficacité répressive face à la subversion est un argument déjà avancé dans le prologue du rapport *Nunca Más*. Celui-ci commence par rappeler que d'autres pays ont affronté le terrorisme « de l'extrême droite comme de l'extrême gauche » pour prendre l'exemple de l'Italie, « cette nation qui n'a jamais abandonné les principes du droit pour le combattre, et le fit avec une efficacité absolue à travers les tribunaux ordinaires »¹⁴⁴. Il s'agit, dans les deux cas, de combattre l'argument principal des militaires et d'affirmer la force du régime démocratique. En ce sens, le procureur et les rapporteurs de la CONADEP remplissent la mission voulue par Alfonsín.

Objet et méthode du procès

C'est pour cela qu'il est aujourd'hui nécessaire de connaître la vérité et de juger tous ceux qui ont violé la loi ; *en particulier les puissants, les plus grands responsables, c'est l'unique manière de rétablir la vigueur de la Loi dans la conscience de la société.*¹⁴⁵

Ici est résumé l'objet et la méthode du procès : rétablir l'empire de la loi dans la conscience de la société par le jugement des « plus grands responsables ». Il s'agit d'une fonction pédagogique. Néanmoins, pour juger des personnes qui n'ont pas personnellement commis les crimes, il fallait

établir quelle est la responsabilité qui correspond à ceux qui assument une participation [aux crimes], dont la caractéristique particulière consiste en ce que leur présence n'est pas consignée dans le lieu et le moment où les activités illicites se développent et dont l'activité consiste en avoir donné les ordres généraux à partir desquels l'ensemble des délits présentés ici ont été commis.¹⁴⁶

Autrement dit, le procureur devait fonder juridiquement la responsabilité pénale d'accusés qui n'ont pas commis les crimes de leurs propres mains, mais à travers un « appareil de pouvoir », selon l'expression de Strassera, en l'occurrence l'appareil étatique. Car la responsabilité des juntas qui est évidente pour le sens commun ne l'est pas forcément judiciairement. Aussi, Strassera parcourt la jurisprudence internationale¹⁴⁷ et nationale, pour montrer que dans des

¹⁴⁴ Prologue du rapport de la Conadep « Nunca Más », [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/nuncamas/web/investig/articulo/nuncamas/nmas0002.htm> (consulté le 12 février 2010).

¹⁴⁵ Accusation menée par Moreno Ocampo, les italiques sont nôtres, [En ligne], <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/acusacion.htm> (consulté le 10 février 2010).

¹⁴⁶ Accusation menée par Strassera, *ibid.*

¹⁴⁷ Il fait, entre autres, brièvement référence au procès Eichmann, *ibid.*

cas similaires, les exécutants des crimes sont considérés « fongibles » : peu importe qu'ils obéissent ou non, puisque dans le second cas ils seraient immédiatement remplacés et le crime se perpétrerait inéluctablement. Les agents d'exécution ne sont que les rouages de l'appareil criminel, si bien que le crime est perpétré à partir du moment où le maître de l'appareil en donne l'ordre qui, dans ce cas, est assimilé à l'utilisation d'une arme létale :

Dans ce sens, [...] la décision émise depuis le centre du pouvoir produit l'annihilation de la victime destinée par l'ordre avec la même certitude, de la même manière inexorable, que par l'usage d'un appareil mécanique.¹⁴⁸

Il faut ici remarquer que la position de Strassera quant aux auteurs directs (les exécutants) des crimes est assez ambivalente. Durant son long raisonnement, ceux-ci sont alternativement des participants nécessaires et de simples rouages. Il semble qu'il penche cependant pour cette seconde option, car il considère qu'ils subissent des effets de coaction :

[...] chaque fois que par la voie d'un appareil organisé de pouvoir est transmis un ordre illégal et qu'il est exécuté par la personne destinée à cet effet, il a été créé sur cette personne un *dol de réalisation de la conduite typique* [...].¹⁴⁹

En des termes moins juridiques, l'exécutant a été trompé, ce qui lui permettrait de s'abriter derrière la figure de l'*erreur invincible* promue par Alfonsín. Néanmoins, il convient d'insister sur l'ambivalence du discours sur ce point particulièrement sensible. Probablement, Strassera considère qu'il ne lui revient pas de marquer particulièrement sa position, puisque son réquisitoire est uniquement dirigé contre les accusés présents. Mais, en tant que représentant du Ministère public, il porte aussi la voix du gouvernement, il serait donc cohérent qu'il cherche à circonscrire les culpabilités aux seules juntas.

La Défense

Peut-être que le seul point d'accord entre le réquisitoire et la défense exprimée par Massera est à propos de la responsabilité. L'amiral se dit responsable, mais pas coupable. Pour le reste, il nie toute légitimité au tribunal pour le juger. Il estime d'ailleurs que le tribunal doit son existence à son action :

moi, je suis jugé ici parce que nous avons gagné cette guerre juste ; si nous l'avions perdue ni vous ni nous ne serions ici, parce qu'il y a longtemps que les hauts membres de cette Cour auraient été remplacés par de turbulents tribunaux du peuple.¹⁵⁰

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *Ibid.*, c'est nous qui soulignons.

¹⁵⁰ Défense de Massera, [En ligne], <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/defensas/massera.htm> (consulté le 10 février 2010).

Les témoins sont « mes accusateurs qui sont ceux que nous avons vaincus dans la guerre par les armes ». La précision redondante « guerre par les armes » provient du fait qu'il considère que les militaires ont perdu la « guerre psychologique » et le Procès est un contrecoup de cette défaite. En définitive, il adresse moins une plaidoirie aux juges qu'il ne professe une déclaration politique destinée à l'extérieur du tribunal et à d'hypothétiques forces politiques reconstituées dans l'avenir :

[ma sérénité provient du fait que...] mes juges disposent de la chronique, mais moi je dispose de l'Histoire, et c'est là que se connaîtra le verdict final [...] lorsque la chronique se dissipera parce que l'Histoire se fera plus nette, mes fils, mes petits-enfants prononceront avec orgueil le nom que je leur laisse.

Cette défense résume bien les plaidoiries de « rupture »¹⁵¹, par exemple celle menée par Maître Marutian, en défense de Viola¹⁵², développe tous les thèmes exposés par Massera ; tandis que d'autres avocats s'attachent à des points techniques, en particulier l'avocat commis d'office de Videla¹⁵³, Maître Tavares¹⁵⁴. La défense apparaît, en comparaison, globalement assez inconsistante – à moins d'adhérer à l'ensemble des thèses militaires – face à un réquisitoire qui s'est montré implacable pour résumer les témoignages et les traduire en des délits. Ce réquisitoire a aussi dressé un tableau général de la dictature, qui inclut son incompetence pour réprimer la subversion, du fait de son incapacité à distinguer légalement un coupable d'un innocent, niant ainsi aux militaires la « victoire » dont ils se targuent. Il porte en partie la voix du gouvernement, mais c'est surtout la société qu'il cherche à représenter et, si l'on juge par la célébrité des dernières phrases, c'est probablement un succès :

¹⁵¹ Le concept de la « défense de rupture » est attribué à Maître Jacques Vergès, qui a développé cette stratégie lors de la défense de militantes du FLN en Algérie en 1957. Jacques VERGES, *De la stratégie judiciaire*, Paris, Ed. Les Editions de Minuit, 1981 (1968), 224 pages. Voir *L'avocat de la terreur*, film documentaire de Barbet Schroeder, 2007. La stratégie consiste à n'accorder aucun crédit au tribunal et à réfuter systématiquement tous ses termes. Jacques Vergès l'explique ainsi : « le juge dira “vous êtes” Français, l'accusé dira “je suis Algérien”, le juge dira “vous êtes membre d'une association de malfaiteurs”, l'accusé dira “je suis membre d'une organisation de Résistance”, le juge dira “vous avez commis un assassinat”, il dira “j'ai exécuté un traître”. A partir de ce moment-là, il est évident qu'aucun dialogue n'est possible. » La plaidoirie menée sur le terrain politique n'est certainement pas nouvelle, probablement remonte-t-elle au moins à la Révolution française, mais la « défense de rupture » consiste tout autant à délégitimer le tribunal qu'à porter le message politique au-delà de son enceinte.

¹⁵² [En ligne], <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/defensas/viola.htm> (consulté le 15 février 2010).

¹⁵³ Comme les autres accusés, il considère le tribunal illégitime mais, plus conséquent, il refuse de se défendre. Il fait cependant parvenir un document écrit au début du procès.

¹⁵⁴ [En ligne], <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causa13/defensas/videla.htm> (consulté le 15 février 2010).

Messieurs les Juges, je veux renoncer expressément à toute prétention d'originalité pour finir ce réquisitoire. Je veux utiliser une phrase qui ne m'appartient pas, parce qu'elle appartient à tout le peuple argentin. Messieurs les juges, « *Nunca más* ». ¹⁵⁵

c. La sentence

La voix des juges est la seule qui est retransmise par télévision. Tout le procès a été filmé, mais la télévision n'était autorisée à retransmettre que trois minutes par jour et sans le son. Cette disposition a été prise pour éviter que le procès ne se convertisse en un spectacle, une « arène romaine » comme le dénonçaient les partisans des militaires ¹⁵⁶, mais la décision visait aussi à marquer une différence entre les parties (les témoins et les plaidoiries) et la voix du tribunal. Celle-ci est censée transcender les parties, trancher, dire la vérité. La longue sentence ¹⁵⁷, qui résume chacun des délits, les arguments de l'accusation et ceux de la défense, est principalement marquée par deux décisions : la plus parfaite individualisation des condamnations ¹⁵⁸ et la poursuite des procédures pénales contre les « officiers supérieurs qui occupèrent les commandements des Zones et Sous-Zones durant la lutte contre la subversion, et de tous ceux qui eurent une responsabilité opérative dans les actions » ¹⁵⁹. Ces deux décisions vont à l'encontre de la politique du gouvernement qui attendait du procès des condamnations exemplaires ¹⁶⁰ et un terme prévisible aux procédures judiciaires. Il faut cependant remarquer que si ces choix ont une teneur politique, celle-ci est éminemment judiciaire. Les peines individualisées correspondent au processus normal d'un procès, qui cherche à transcrire les délits établis en des peines. La logique, dans ce cas, est que parmi les dossiers présentés par l'accusation, la responsabilité criminelle a pu être pleinement établie, par exemple, pour Emilio Massera et Jorge Videla, mais pas dans la même mesure pour le

¹⁵⁵ Accusation menée par Strassera, [En ligne], *op.cit.*.

¹⁵⁶ C. FELD, *op.cit.*, pp.33-38.

¹⁵⁷ La sentence ne comprend pas moins de douze attendus, dont l'un est composé de vingt chapitres, [En ligne], <http://www.derechos.org/nizkor/arg/causa13/index.html> (consulté le 20 février 2010).

¹⁵⁸ Jorge Rafael Videla et Emilio Eduardo Massera sont condamnés à la réclusion à perpétuité, Orlando Ramón Agosti à quatre ans et six mois de prison, Roberto Eduardo Viola à dix-sept ans, Armando Lambruschini à huit ans ; Omar Graffigna, Leopoldo Galtieri, Jorge Isaac Anaya et Basilio Lami Dozo sont acquittés.

¹⁵⁹ [En ligne], <http://www.derechos.org/nizkor/arg/causa13/consid12.html> (consulté le 20 février 2010).

¹⁶⁰ L'ancien juge Andrés D'Alessio rapporte que le procureur Julio Strassera souhaitait établir des responsabilités par junte, et non par personne. Les juges auraient considéré que cette conception ne correspondait pas à la réalité des chaînes de commandement : un marin n'obéissait pas à un général, mais uniquement à son amiral. D'Alessio évoque des exemples qui tendent à prouver qu'il n'y avait pas de commandement unique durant la répression. Entretien avec Andrés D'Alessio (RAO, 2004). Le procureur fait appel de la décision des juges auprès de la Cour Suprême, en considérant que « la Junte Militaire étant l'unique institution [ente] à laquelle se subordonnaient, non seulement les trois Forces Armées mais aussi les autres sphères [estamentos] de pouvoir [...] ses membres devaient être co-auteurs de chacun des faits sans tenir compte de l'Arme à laquelle appartenaient les auteurs matériels. », appel du Ministère public de la sentence de la Chambre Fédérale, extrait consultable, [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/arg/doc/secreto/agrav.html> (consulté le 20 février 2010).

troisième commandant de la première junta Ramón Agosti. Il va de soi que les pressions politiques sur le tribunal sont très fortes. Nous avons déjà évoqué la rencontre secrète, pendant la délibération, avec le président de la République. Les attentes du gouvernement sont clairement exprimées et les souhaits du Mouvement des Droits de l'Homme ne le sont pas moins. A l'exception des partisans des militaires, tous, pour différentes raisons, veulent voir les peines maximales s'abattre sur les accusés dont les autres phases du procès ont montré l'envergure des crimes. En s'opposant à ces volontés, les juges affirment l'impartialité du tribunal, sa distance et la particularité de son discours par rapport aux autres secteurs de la société. Cela se révèle très coûteux pour le Pouvoir Judiciaire, dans la mesure où la sentence ne reçoit pas ou peu de soutien et, par conséquent, peine à trouver une légitimité autre que judiciaire. La décision des juges provoque une dissonance entre la force sociale du Procès et le désintérêt pour sa conclusion. Probablement cette sentence explique en partie le constat désabusé de Jaime Malamud Goti quinze ans plus tard : « Pratiquement personne, pas même les avocats, ne fonde sa position sur les décisions des tribunaux. »¹⁶¹ Ce que le Pouvoir Judiciaire gagne en termes de légitimité lors du déroulement du Procès est en partie perdu par la sentence de la Cour Fédérale de Buenos Aires, confirmée par la Cour Suprême un an plus tard¹⁶². Nous pouvons remarquer que devant les multiples pressions, le professionnalisme peut apparaître comme un refuge qui expliquerait la sentence bien plus technique que politique.

Quant à la disposition baptisée « Punto 30 »¹⁶³, qui enjoint aux autres tribunaux de poursuivre les officiers exécutants des crimes, elle a souvent été présentée comme la contrepartie moins visible à l'indulgence de la plupart des peines¹⁶⁴, voire comme une rébellion contre l'injonction gouvernementale¹⁶⁵. Il convient ici de remarquer que la disposition s'insère dans la même logique judiciaire que les peines prononcées par le tribunal. Les professionnels du monde judiciaire qui la commentent la considèrent simplement

¹⁶¹ J. MALAMUD GOTI, *op.cit.*, p. 184.

¹⁶² Sentence de la Cour Suprême du 30 décembre 1986. Extrait consultable, [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/arg/doc/secreto/fallo.html> (consulté le 20 février 2010).

¹⁶³ Il s'agit d'un paragraphe, « un point », de la sentence.

¹⁶⁴ C'est, par exemple, ce que suggère Horacio Verbitsky en contrebalançant les deux décisions polémiques, H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, pp.106-110.

¹⁶⁵ Il faut cependant bien souligner qu'il n'y eut pas d'ordre direct, en un sens ou un autre, du gouvernement. Nous avons fait mention de la rencontre secrète des juges avec le président. Ce dernier aurait évoqué de manière générale ses soucis pour l'avenir de la démocratie en danger, mais n'aurait enjoint aucune recommandation spécifique pour le procès. Entretien avec Gil Lavedra (RAO, 2005). En revanche, durant toute la durée du procès, la voix officielle a fait entendre ses souhaits à travers plusieurs déclarations de ministres assurant que le Procès mettrait un « point final » aux procédures judiciaires contre les militaires. Mais l'un des six juges est catégorique : « Ils n'ont jamais exercé de pressions. Ils nous laissèrent connaître les souhaits du gouvernement, mais rien de plus, et nous avons agi comme nous pensions devoir le faire », H. VERBITSKY, *ibid.*, p.109.

logique : un tribunal a l'obligation de transmettre toutes infractions dont il a eu connaissance aux autorités compétentes (« en accomplissement du devoir légal de dénoncer¹⁶⁶ »). Autrement dit, le *Punto 30* de la sentence, contre ce qui est couramment admis, n'est ni plus ni moins politique que les condamnations et les acquittements prononcés. Elle suit la même logique judiciaire qui, si elle est politique, ne renforce que le Pouvoir Judiciaire par l'affirmation de son indépendance (avec des effets peut-être contraires comme nous l'avons vu). La véritable énigme du *Punto 30* provient moins de la décision des juges que des attentes du gouvernement. Car, si véritablement il espérait que le tribunal se prononce contre toutes nouvelles poursuites, à l'encontre d'une règle judiciaire élémentaire, il apparaît d'une imprévision assez surprenante. Il a peut-être fortement surestimé la docilité des juges, mais cela semble improbable dans la mesure où les principaux juristes du gouvernement (Carlos Nino et Jaimes Malamud Goti) ne se montrent nullement surpris par cette disposition de la sentence. A notre avis, il n'y a jamais eu sur ce point de grandes attentes. Les membres du gouvernement, qui ont pronostiqué une sentence absolvant les cadres moyens de la répression, cherchaient seulement à apaiser momentanément les secteurs militaires irrités par la médiatisation du procès. Les souhaits du président, cette fois véritablement contrecarrés, portaient uniquement sur l'exemplarité des peines. Il savait, depuis l'amendement du Sénat sur les faits « atroces et aberrants »¹⁶⁷, que les procédures se poursuivraient. En revanche, les doutes portaient sur leur nombre et le temps nécessaire pour les conclure. Or, sur ces aspects les juges des Chambres Fédérales provinciales¹⁶⁸ se sont montrés particulièrement versatiles.

Pour les juges, le Procès aux Juntas a été l'occasion de marquer l'indépendance du pouvoir judiciaire. Leur sentence a suivi une logique purement judiciaire, quitte à mettre dans l'embarras le gouvernement et ne pas être compris par le reste de la société. Globalement, cette dernière a suivi avec beaucoup d'attention le déroulement du procès et n'était pas en mesure de comprendre le rapport entre les terribles témoignages qui se sont succédés durant plusieurs mois et l'insignifiance de certaines peines. Paradoxalement, la sentence avalise l'indépendance du pouvoir judiciaire mais ne le renforce pas. Loin d'affermir la Justice, la sentence du procès l'a probablement discréditée. Néanmoins, la seule existence du Procès a

¹⁶⁶ Attendu Douze de la sentence, [En ligne] <http://www.derechos.org/nizkor/arg/causa13/consid12.html> (consulté le 20 février 2010).

¹⁶⁷ Voir *supra*, p.51.

¹⁶⁸ A partir du moment où la jurisprudence était établie par le tribunal de Buenos Aires qui a jugé les trois juntas militaires, il revenait à chaque tribunal de procéder de la même façon : dessaisir la justice militaire pour effectuer le procès.

inlassablement été saluée de toutes parts comme un signe tangible de l'affermissement de la Démocratie. Par ailleurs, la sensation d'impunité qui a pu s'exprimer¹⁶⁹ lors de la lecture de la sentence s'est progressivement dissipée lorsque les implications du *Punto 30* ont été comprises. A partir de ce moment, limiter ou arrêter les procédures judiciaires contre les militaires devient un objectif prioritaire du gouvernement qui cherche des solutions techniques en ce sens durant toute l'année 1986 et promulgue la loi dite de *Punto Final* en décembre.

¹⁶⁹ La présidente des Mères de la Place de Mai, Hebe de Bonafini est scandalisée par la sentence. Le prix Nobel de la Paix, Pérez Esquivel se montre déçu et même Ernesto Sabato critique la décision judiciaire. U. GORINI, *op.cit.*, p.439.

3. *Punto Final*

La loi dite de *Punto Final* est une prescription anticipée. Soixante jours après sa promulgation, plus aucune procédure judiciaire ne pourra être entamée pour un crime commis durant la dictature. L'objectif de clore le dossier dans un délai court se couple avec celui de limiter au maximum le nombre de procès ; cette seconde intention du gouvernement apparaît clairement dans la promulgation, pour le moins expéditive, de la loi¹⁷⁰. En effet, elle s'applique à partir de la veille des vacances judiciaires, de sorte que les soixante jours se réduiraient d'autant. Cette réduction du temps devait nécessairement réduire aussi le nombre de procédures entreprises par les tribunaux¹⁷¹. Mais la réaction de ces derniers a inversé les effets de la loi. Les promoteurs de *Punto Final* escomptaient que trente à cinquante inculpations seraient prononcées avant la fin du temps imparti ; fin février, il y en avait près de quatre cents. En effet, de nombreuses cours fédérales ont immédiatement réagi, certaines en annulant la trêve estivale, afin de traiter le plus grand nombre de dossiers¹⁷². Cette réaction reste cependant très énigmatique, dans la mesure où la plupart de ces tribunaux se sont auparavant montrés très peu enclins à entamer les mêmes procédures. Le zèle des juges en ces mois de janvier et février 1987 tranche avec l'inertie dont ils ont fait preuve durant les deux années précédentes.

Dans *Civiles y militares*, Horacio Verbitsky écrit la chronique de cette insoumission des juges¹⁷³. Il commence par insister sur l'importance du *Punto 30* de la sentence du Procès aux juntas¹⁷⁴. Il poursuit en rapportant dans le détail les inculpations qui s'ensuivent, à partir

¹⁷⁰ Par exemple, *La Nación*, journal peu enclin à dénoncer une loi qui favoriserait les militaires, remarque la procédure accélérée qui a présidé à la promulgation de la loi, « Trámite inusualmente acelerado para la sanción de una ley », *La Nación* du 24 décembre 1986, p.5. Le mardi 23 décembre, la loi est votée par le Parlement, le lendemain elle est promulguée sans même attendre qu'elle soit publiée par le Bulletin Officiel.

¹⁷¹ Il faut rappeler que la plupart des dossiers sont déjà ouverts, mais ils sont bloqués au Conseil Suprême (cour militaire). Les Cours Fédérales ont la possibilité de saisir les dossiers par la procédure d'*avocamiento*. La répartition géographique des dossiers a été spécifiée par la cour d'appel de Buenos Aires lors du procès aux Juntas, les juridictions des tribunaux fédérales recourent les zones militaires définies au début de la planification nationale de la répression.

¹⁷² *La Nación* du 27 décembre 1986, p.16.

¹⁷³ H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, chapitre 29 intitulé « Los Jueces nos se rinden », pp.218-127.

¹⁷⁴ Nous avons déjà remarqué que les juges et juristes qui commentent cet attendu n'y trouvent rien d'extraordinaire, dans la mesure où un tribunal est tenu de signaler les crimes dont il a eu connaissance aux juridictions compétentes. Néanmoins, Verbitsky revient sur ce point de la sentence de la Cour Fédérale de Buenos Aires, qui a été appelée par le procureur Strassera, car la Cour Suprême (la plus haute cour civile) la confirme le 30 décembre 1986 – une semaine après la promulgation de la loi *Punto Final*. De plus, le 22 janvier 1987, Alfonsín émet un décret qui enjoint au procureur général d'instruire les dossiers de tous les suspects qui apparaissent dans les procès antérieurs. Autrement dit, il s'aligne sur le *Punto 30*. Verbitsky explique ce soudain durcissement du président envers les militaires par un nouveau refus du Conseil Suprême (justice militaire) de juger ses pairs. En effet, le 23 décembre, le tribunal militaire a disculpé les quinze amiraux mis en cause dans le

desquelles se dessine en filigrane une cartographie des tendances politiques des tribunaux¹⁷⁵, où il apparaît que ceux de Mendoza et de Cordoba sont les moins disposés à mettre en examen des militaires. Or, l'un des premiers tribunaux à annoncer l'annulation de la trêve estivale est celui de Cordoba. Le chroniqueur remarque ce brusque « réveil » après deux ans d'une lente activité, mais il n'en offre aucune explication. Malamud Goti a, quant à lui, une interprétation tranchée sur la question dans sa description des juges du tribunal fédéral de Cordoba :

- Ils étaient extrêmement conservateurs. Ils ont dit qu'ils n'entreprendraient rien contre des militaires.
- Comme ça ? Ils t'ont fait savoir qu'ils n'engageraient aucune procédure ?
- Peut-être de manière plus subtile, mais le message était très clair, oui. ¹⁷⁶

Sans être aussi catégorique, il convient de comprendre quelles sont les motivations d'un tel revirement des juges. Un article de Gretchen Helmke et Leandro Wolfson¹⁷⁷, qui analyse les sentences de la Cour Suprême, conclut que les juges sont non seulement politisés mais aussi souvent opportunistes : ils prennent leurs décisions en vue de rester en poste. Les auteurs analysent des statistiques qui départagent les décisions de la Cour Suprême¹⁷⁸ selon un critère binaire - en faveur ou contre le gouvernement - ; ils concluent que les juges fondent leurs décisions sur une analyse de la situation politique. Ils remarquent que les décisions défavorables au gouvernement croissent notablement à la fin de son mandat, et d'autant plus si le parti au pouvoir a peu de chance d'être reconduit. En somme, selon les auteurs, les juges parient sur l'avenir et prennent leurs décisions en fonction du parti politique au pouvoir à moyen terme. Très intéressantes pour notre propos¹⁷⁹, les conclusions des sociologues doivent cependant être maniées avec beaucoup de précautions pour les appliquer à notre analyse. L'étude porte sur le comportement des juges de la Cour Suprême, notablement plus exposés politiquement qu'un simple juge d'instruction. Mais ce dernier, s'il est moins exposé, est aussi nettement moins puissant, si bien qu'il faut estimer au cas par cas ses marges de manœuvre. Dans les cas qui nous occupent, nous pouvons remarquer que les juges sont médiatiquement et politiquement très exposés, tout le pays suit avec attention les procédures

dossier de la ESMA, avec des arguments similaires à ceux employés pour les chefs des juntas (voir supra). H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, pp.219-222.

¹⁷⁵ Cette cartographie est très incomplète et nous verrons qu'elle est extrêmement difficile à préciser.

¹⁷⁶ Entretien avec Jaime Malamud Goti, (RAO, 2005).

¹⁷⁷ Gretchen Helmke et Leandro Wolfson, *op.cit.*

¹⁷⁸ En Argentine, un juge peut bloquer l'application d'une loi promulguée et ratifiée. Dans ce cas, il est habituel que la Cour Suprême statue sur la constitutionnalité de la loi en question. Elle a donc, entre autres, les pouvoirs du Conseil d'État français.

¹⁷⁹ En exergue de l'article, la phrase de Enrique Petracchi, juge de la Cour Suprême, résume bien la question: « Tous les juges sont politiques, qu'ils le sachent ou non ».

contre les militaires. L'avantage de cette surexposition est que toute intromission du Politique est presque immédiatement dénoncée par un autre secteur, le gouvernement semble d'ailleurs avoir mis un point d'honneur à respecter l'indépendance de la Justice dans le cas du Procès aux juntas. En revanche, elle oblige les juges à prendre clairement parti sur l'échiquier politique à travers leurs décisions judiciaires. En l'occurrence, nous avons vu que pour le Procès aux juntas, le cas de conscience de la Cour Fédérale a été clairement posé entre une sympathie pour le gouvernement et une intime conviction qui s'oppose au souhait d'Alfonsín. Le choix du tribunal montre une véritable politique de l'institution judiciaire : les juges comprennent qu'ils ont la possibilité d'affirmer fortement l'indépendance de la Justice et, par extension, sa puissance dans le paysage institutionnel du pays. Il va de soi qu'ils considèrent le rôle de la Justice comme un pilier de la Démocratie recouvrée. Mais ce qui est valable pour les juges d'une cour fédérale de Buenos Aires ne l'est pas forcément pour ceux d'une autre. Les motivations deviennent bien plus difficiles à établir sur l'ensemble des tribunaux. Outre la disparité des situations régionales, il ne faut pas oublier que l'institution judiciaire n'a pas été le moindre collaborateur de la répression exercée par la Dictature, ce qui ne simplifie pas les cas de conscience pour instruire des procès aux militaires. Aussi convient-il de se demander dans quelle mesure les tribunaux ont été épurés, autrement dit si le juge qui brave le pouvoir politique en 1987 en inculpant des officiers est la même personne qui refusait les procédures d'*Habeas Corpus* aux familles de disparus en 1977.

a. La morgue

Mais avant d'aborder la question de la rénovation du personnel judiciaire, nous voulons exposer un exemple bien documenté¹⁸⁰ de collaboration d'un tribunal avec la répression illégale, afin de bien saisir quel a pu être le rôle de l'institution judiciaire durant la dictature. A Buenos Aires, la morgue judiciaire dépend de la Chambre Nationale d'Appel Criminelle et Correctionnelle (autrement dit, le tribunal fédéral de Buenos Aires, le même qui a jugé les juntas militaires en 1985) depuis 1958¹⁸¹. Cela implique que ses juges en contrôlent le fonctionnement, essentiellement exécuté par le personnel médical, et que l'un d'eux soit présent lors des autopsies¹⁸². A la suite du coup d'État, les juges du tribunal sont presque

¹⁸⁰ L'enquête a été menée par le CELS, *La morgue judicial. Instalaciones y cuerpos tecnicos del poder judicial al servicio de la represion clandestina*, mémorandum, 1986.

¹⁸¹ *Ibid.*, p.7.

¹⁸² *Ibidem*.

entièrement remplacés¹⁸³ et Mario H. Pena en prend la présidence. Durant le régime militaire, le CELS estime que :

Par la Morgue Judiciaire, il est passé plus de 100 de ces corps. Il s'agissait de personnes qui avaient été détenues et se trouvaient disparues (y compris avec des habeas corpus présentés et rejetés) et qui, des mois plus tard, étaient répertoriées comme mortes lors d'affrontements avec les forces de sécurité.¹⁸⁴

Des automobiles de la Police ou de l'Armée venaient déposer des corps, qui étaient enregistrés avec le certificat de décès du médecin légiste¹⁸⁵. De sorte que

Paradoxalement, tandis qu'un cabinet du Pouvoir Judiciaire répondait négativement à un habeas corpus, précisant que cette personne n'avait pas été détenue par des forces de sécurité, dans une autre dépendance du même Pouvoir Judiciaire était caché son cadavre et son autopsie archivée.¹⁸⁶

Le nombre de cadavres qui arrivent à la morgue est bientôt si important que le personnel médico-légal proteste pour obtenir une augmentation des effectifs¹⁸⁷. Certains médecins légistes ne se contentent pas de macabres revendications de type syndical, ils protestent aussi auprès de leur autorité de tutelle (le tribunal) contre les irrégularités qui accompagnent la remise de nombreux cadavres¹⁸⁸, amenés par des officiers qui refusent de s'identifier. Mais « il ne revient pas aux médecins d'accepter ou non la thèse de "l'affrontement" avec laquelle se justifiaient les homicides de détenus [...] ils notifiaient la situation à leurs supérieurs. »¹⁸⁹. Or la Chambre laisse entendre, toujours de manière sibylline, que les rapports des légistes sur les cadavres apportés par des forces de sécurité doivent être remis à ces mêmes autorités, en contradiction avec le statut de la morgue¹⁹⁰. Autrement dit, le rapport du CELS reproche aux juges de détourner sciemment les yeux de dizaines de cas d'homicides sur lesquels ils avaient l'obligation d'enquêter. Concrètement, ils évitent d'être présents lors des autopsies de morts violentes. Cela permet aux forces de l'ordre de couvrir légalement une partie des cadavres dont ils disposent. Suite à quoi, elles décident de les rendre ou non à leurs familles, d'informer ou non du destin de la victime.

En tant qu'avocat de familles de plusieurs disparus ou abattus, dont les corps ont été enregistrés par la morgue judiciaire, le CELS dénonce pénalement son fonctionnement en

¹⁸³ *Ibid*, p.3.

¹⁸⁴ *Ibid*, p.4.

¹⁸⁵ *Ibid*, p.9.

¹⁸⁶ *Ibid*, p.11.

¹⁸⁷ *Ibid*, p.12.

¹⁸⁸ *Ibid*, p.15.

¹⁸⁹ *Ibid*, p.18.

¹⁹⁰ *Ibidem*.

novembre 1982¹⁹¹. Le juge d'instruction qui se charge de l'enquête trouve une liste de décès, dont certains ont été notifiés aux familles et d'autres non. Mais, dans ce second cas, il estime en décembre 1982 que cela « ne signifie pas que soient enregistrées dans tous les cas des irrégularités passibles d'être poursuivies comme constitutives de délits »¹⁹². Le dossier reste dans les placards du juge jusqu'à la nomination de nouveaux magistrats en 1984. Mais ceux-ci se montrent pour le moins réticents à enquêter sur leurs pairs, fussent-ils du régime antérieur. Ainsi, quatre juges se dessaisissent de l'affaire¹⁹³. Le cinquième inculpe Mario H. Pena, entre temps devenu professeur de Droit pénal à la UBA¹⁹⁴, et ses plus proches collaborateurs sont suspendus. En marge de cette procédure pour complicité dans la disparition de personnes, le CELS entreprend un procès administratif contre l'ensemble des juges de la cour fédérale. Après le changement de régime, le nouveau président de la Cour Suprême, Severo Caballero, estime en octobre 1984 que :

[...] un examen sommaire indique déjà des irrégularités de caractère extrêmement grave dans le fonctionnement de la morgue judiciaire, qui demandent une investigation approfondie tendant à établir les responsabilités et punir les coupables.¹⁹⁵

Le CELS conclut en 1986 : « Les responsabilités ont été clairement déterminées mais les coupables n'ont pas encore été punis. »¹⁹⁶.

Le rapport du CELS montre à travers un cas concret la collaboration, active ou par omission, du pouvoir judiciaire avec la répression durant la dictature¹⁹⁷. Il dénonce aussi la propension des juges à absoudre leurs collègues, y compris après le changement de régime politique. Il pointe ainsi la grande difficulté d'épurer une institution qui a eu, structurellement, un rôle important dans les crimes du régime militaire ou leur occultation. Il convient

¹⁹¹ *Ibid*, pp.22-23.

¹⁹² *Ibid*, p.23.

¹⁹³ *Ibid*, p.28. Le dessaisissement est prévu pour les cas où le juge aurait un proche parmi les parties ou bien s'il fut auparavant procureur dans la même affaire. Dans le cas de la morgue, il en est un qui a justifié le dessaisissement en disant appartenir au même club de sport que l'un des suspects, *Ibidem*.

¹⁹⁴ L'avocat de Mario H. Pena a par la suite obtenu que la prescription soit reconnue pour les délits imputés à son client. L'ancien juge fut cependant expulsé de l'université, suite à un « procès académique » [juicio academico] – procédure qui permet de destituer un professeur d'université. Voir María José SARRABAYROUSE OLIVEIRA, « Poder judicial y dictadura. El caso de la morgue judicial », Cuaderno N°4 : Memoria y dictadura, UBA, Juillet 2003, pp.66-67, [En ligne], <http://www.antropojuridica.com.ar/wp-content/uploads/2012/02/cuadernos-de-la-morgue.pdf> (consulté le 10 mars 2013).

¹⁹⁵ CELS, *op.cit.*, p.33.

¹⁹⁶ *Ibidem*.

¹⁹⁷ Le rapport souligne aussi les durs coups portés au monde judiciaire, dont bien des membres furent victimes de la répression (pp.2-3). Le CELS expose, en filigrane, une bataille interne au monde judiciaire, dont les deux opposants visibles sont le Collège d'Avocats de Buenos Aires (p.3) qui fait partie des « groupes les plus réactionnaires du barreau de la capitale » (*ibidem*) et de l'autre, l'Association des Avocats de Buenos Aires (p.4) qui a revendiqué les actions des avocats disparus pour avoir présenté des Habeas Corpus.

maintenant d'établir si cette résistance à l'épuration est un cas isolé ou bien si l'attitude du tribunal de Buenos Aires illustre celle de la corporation judiciaire.

b. L'épuration du système judiciaire

Avant la réforme constitutionnelle de 1994, les juges fédéraux (l'ensemble des juges de Buenos Aires et ceux des cours fédérales de province) sont nommés par le Sénat¹⁹⁸. Officiellement, au milieu de l'année 1984, 70% des juges fédéraux qui étaient en poste l'année précédente ont été confirmés¹⁹⁹. Il faut cependant remarquer qu'il est pratiquement impossible de corroborer ce chiffre sur lequel règne le plus grand flou. Par exemple, Carlos Acuña affirme que le pouvoir judiciaire avait été rénové « non seulement par le remplacement des membres de la Cour Suprême, mais aussi par un laborieux processus de révision, confirmation et remplacement d'une partie substantielle des juges, qui s'est déroulé durant la première année de gouvernement (jusqu'à la fin de 1984) »²⁰⁰, tandis que Roberto Bergalli estime à environ 85% le taux de confirmation des « juges de *facto* »²⁰¹. Autrement dit, le sociologue et le juriste ont des estimations diamétralement opposées mais qui se rejoignent sur l'absence de critères et de sources sur lesquelles elles se fonderaient²⁰². Malheureusement, quels que soient les chiffres, ils ne nous indiquent rien sur les parcours antérieurs des juges nommés. Très probablement, la plupart avaient déjà des postes de moindre importance à l'intérieur des mêmes tribunaux où ils sont nommés par le pouvoir politique. C'est-à-dire que

¹⁹⁸ Plus exactement, les nominations sont approuvées par la chambre haute avec la formule « Le Sénat donne son accord au président de la Nation pour désigner juge [suit le nom] ». Ce n'est cependant pas forcément la présidence qui propose les nominations. Pour l'époque qui nous intéresse, l'assesseur du président Malamud Goti explique certes qu'il a lui-même nommé les juges de Buenos Aires – en particulier ceux des tribunaux sensibles, liés aux crimes des militaires (RAO, 2005). Mais la liste des juges des provinces a été confectionnée par une commission sénatoriale présidée par Vicente Saadi (nous remercions Marcos Novaro pour cette précision).

¹⁹⁹ La statistique est annoncée par le ministre de la Justice, Carlos Alconada Aramburú, paru dans *La Nación* du 3 août 1984, cité par C. SMULOVITZ, « El poder judicial en la nueva democracia argentina... », *op.cit.*

²⁰⁰ Carlos H. ACUÑA, « La dinámica político-institucional de la reforma judicial en Argentina », *op.cit.*

²⁰¹ Roberto BERGALLI, « El poder y los jueces latinoamericanos : los modelos argentino y colombiano », *Afers Internacionals*, n°8, Printemps 1986, pp.49-61. [En ligne], www.raco.cat/index.php/RevistaCIDOB/article/viewFile/27724/52726 (consulté le 20 février 2011).

²⁰² Pour notre part, nous avons dénombré 493 nominations de juges acceptées par le Sénat durant les trois premières années de gouvernement (avec 419 nouveaux juges pour la seule année 1984), à partir des résumés des nominations publiés dans les actes de session du Sénat. Mais, comme les confirmations et les nouvelles nominations sont confondues, le chiffre n'a aucun intérêt si ce n'est pour donner un ordre de grandeur du monde judiciaire. En 1993, l'estimation du nombre total de juges en Argentine atteint 3095 (juges fédéraux et provinciaux), DEPARTAMENTO DE ESTUDIOS SOCIALES Y PROYECTOS, PROCURACION GENERAL, SUPREMA CORTE DE JUSTICIA DE LA PROVINCIA DE BUENOS AIRES, « Organización y Funcionamiento del Poder Judicial. Análisis Comparativo Interprovincial. », mai 1993, cité dans FUNDACION DE INVESTIGACIONES ECONOMICAS LATINOAMERICANAS, *La reforma del poder judicial...*, *op.cit.*, Buenos Aires, 1996, p.35.

même lorsqu'il y a une rénovation partielle des cadres des tribunaux, elle s'effectue à l'intérieur d'un monde relativement restreint. D'autant que nous pouvons supposer, sans trop craindre de nous tromper, que l'influent sénateur péroniste Vicente Saadi, qui a présidé la commission sénatoriale chargée de proposer les nominations, a certainement cherché à mécontenter le moins possible les pouvoirs locaux en place.

Comme nous pouvons le constater, il est particulièrement difficile d'obtenir des chiffres fiables sur la rénovation des juges durant les premières années du régime démocratique. Aussi serait-il hasardeux de chercher à dresser une cartographie des tendances politiques des juges qui aurait pour critère l'acointance supposée au régime militaire qui les a nommés. Mais il faut cependant remarquer que la difficulté de saisir la géographie des tendances politiques des juges n'en est pas une pour les membres du petit monde judiciaire, qui se connaissent très bien. Par exemple, dans leurs notes internes, les avocats du CELS identifient parfaitement les juges auxquels ils doivent faire face. Ainsi cette note manuscrite, probablement de 1984, qui décrit les membres d'un tribunal non identifié :

Le Dr. Fugarretta continue de pistonner son ascension à la Chambre Pénale. Il a les 25 habeas corpus dont je t'ai parlé [...]

Le Secrétaire est le Dr Catino – H.P ! [abréviation courante pour *Hijo de Puta*] qui va (?) accéder au tribunal Pénal (en récompense ?!). A propos des Grand-Mères [de la Place de Mai], il soutient que ce sont de vieilles folles et qu'il va demander qu'elles soient sanctionnées pour leurs manifestations qui attentent aux cours judiciaires. L'ambiance, comme tu le vois, est surchauffée.²⁰³

Par ailleurs, le thème de l'épuration du système judiciaire est relativement marginal durant le changement de régime. La confirmation à leurs postes de certains juges et leur rôle durant la dictature sont cependant parfois dénoncés, y compris par des magistrats. Par exemple, le *fiscal* (procureur) Julio Strassera, dans son réquisitoire contre les juntas, rapporte le cas du juge Antonio Merguin, qui accepte des rapports de police invraisemblables et contradictoires sans demander plus amples informations. Mais Strassera n'évoque l'attitude du juge que dans le but de discréditer de manière générale les informations judiciaires datant de la dictature, qui tendraient à disculper les inculpés (les membres des juntas), mises en exergue par la Défense. Il précise d'ailleurs : « Je ne prétends pas, Messieurs les juges, convertir l'exposition de ce cas en une diatribe contre l'ex-juge MERGUIN. »²⁰⁴ D'une part, il individualise l'attitude

²⁰³ Document manuscrit, archives du CELS.

²⁰⁴ Ce cas illustre bien les difficultés pour aborder le monde judiciaire. Nous savons que le juge Merguin est encore en charge en 1984, d'après une note manuscrite très probablement de cette année du CELS qui l'évoque. Mais nous n'avons pas le registre de son remplacement car il ne s'agit pas d'un juge fédéral, mais du tribunal pénal de San Isidro, de sorte que son remplacement doit être enregistré dans les archives de l'Assemblée de la Province de Buenos Aires. Autrement dit, pour dresser une cartographie intéressante du monde judiciaire argentin en lien avec les crimes de la dictature, il faudrait effectuer une enquête dans chaque province. Il n'est

judiciaire et, de l'autre, il précise qu'il ne lui revient pas de s'attaquer à ce juge parce que ce n'est pas l'objet du procès. Mais, précisément, il n'y a pas, ou très peu, de procédures entreprises contre des magistrats ; il est d'ailleurs assez étonnant de remarquer que l'un des seuls procès menés contre un juge soit réalisé en 1983, avant le changement formel de régime – contre la juge Laura Daminovich de Cerredo qui a été destituée en juillet 1983²⁰⁵. Tout au plus les associations directement concernées par les affaires judiciaires en relation avec les droits de l'Homme dénoncent-elles des nominations, mais elles ont très peu d'impact médiatique. Par exemple le SASID (Servicio de Acción Solidaria Integral al Detenido) esquisse une liste de juges aux agissements critiquables durant la dictature. L'association publie un communiqué, résultat, annonce t-elle, d'une enquête auprès de cinq mille détenus qui pointe le comportement d'un certain nombre de juges et souligne la probité de certains autres. Le communiqué propose le remplacement de l'ensemble des juges fédéraux, mais il est plus précis pour le tribunal de Buenos Aires, dont il examine le rôle des juges et des procureurs de chaque chambre pénale²⁰⁶. Le journal *La Razón* lui consacre un petit encadré dans une page intérieure²⁰⁷.

c. Les motivations des juges

Restent les motivations des juges pour affronter de manière si évidente le pouvoir politique lors de la promulgation de la loi *Punto Final*. Nous pensons avoir démontré, par la composition du pouvoir judiciaire en grande partie héritée de la dictature, qu'il faut définitivement abandonner l'image de juges qui, révoltés par l'amnistie déguisée, auraient usé de tous leurs moyens pour la contrer. D'une part, le monde judiciaire était globalement assez conservateur, il avait servi d'allié docile dans la répression de la dictature et il s'était montré réticent à juger des militaires durant les premières années de la démocratie. D'autre part, si les juges souhaitaient bloquer la politique d'Alfonsín, ils ne s'y seraient pas pris autrement. Si

d'ailleurs pas étonnant que Antonio Merguin soit remplacé dans la mesure où il a été particulièrement médiatisé, pour avoir été le dernier juge à prononcer une peine de mort en 1981 (la peine fut commuée par le tribunal d'Appel de La Plata). Le régime militaire prévoyait la peine de mort dans certains cas, mais n'en fit jamais usage.

²⁰⁵ Dossier présenté devant le tribunal par les avocats du SASID, fond d'archives du CELS. L'affaire de la destitution est rappelée en 1998 dans le journal *Página 12* par Miguel BONASSO, « No me di cuenta que Bianchi era un botón », [En ligne], <http://www.pagina12.com.ar/1998/98-07/98-07-06/pag04.htm> (consulté le 25 février 2011).

Plus récemment, elle a été évoquée par le quotidien *Ámbito Financiero* dans une apologie posthume du journaliste Manfred Schönfeld, qui avait suivi l'affaire pour le journal *La Prensa*, voir *Ámbito Financiero*, « Un periodista que denunciaba pero cuando era peligroso », 4 août 2006, [En ligne], <http://www.ambito.com/diario/noticia.asp?id=289424> (consulté le 25 février 2011).

²⁰⁶ Communiqué du SASID du 30 décembre 1983, fond d'archives du CELS.

²⁰⁷ *La Razón* du 31 décembre 1983, p.6.

bien que nous pouvons nous demander s'il n'existe pas une motivation politique, voire partisane. C'est la théorie avancée par Malamud Goti²⁰⁸ qui voit dans l'attitude des juges après la promulgation de *Punto Final* un « piège »²⁰⁹. Cependant l'existence d'un plan concerté est très improbable, d'autant que Malamud Goti fonde son impression sur un souvenir factuel erroné : selon lui, quatre cents inculpations seraient arrivées en même temps, durant les deux derniers jours des soixante impartis par la loi²¹⁰. Or, les annulations des vacances judiciaires sont annoncées dès le lendemain de la promulgation de la loi par le tribunal de Bahia Blanca puis, les jours suivants, par différents tribunaux fédéraux de tout le pays²¹¹. Donc, dans l'hypothèse d'un complot, celui-ci daterait de décembre 1986 et non pas de février 1987, ce qui annule l'effet de surprise, déstabilisatrice pour le gouvernement, que prête Malamud Goti aux inculpations. L'observation des réactions des tribunaux montre tout autre chose. Ce sont plutôt les juges qui sont pris de court par la rapidité de la promulgation de la loi et ils réagissent de manière assez désordonnée, avec un effet d'entraînement perceptible dans la généralisation progressive des suspensions de vacances judiciaires²¹². Il n'existe pas une décision uniforme et concertée des juges. Leur réaction est en partie expliquée de manière bien plus convaincante par Carlos Nino :

Les groupes de droits de l'Homme exercèrent aussi une forte influence sur le Congrès et le Pouvoir Judiciaire. [...] De fait, ils furent directement responsables de l'enthousiaste célérité des tribunaux de l'intérieur suite à la sanction de la loi de *Punto final*.²¹³

Les sensibilités politiques des juges sont difficiles à établir sans une vaste enquête à l'échelle nationale qui pourrait éventuellement saisir la trajectoire de chacun durant la dictature et les positions prises durant les premières années du nouveau régime démocratique. Tout au plus, nous pouvons affirmer qu'ils ont été globalement peu enclins à se saisir des affaires qui impliquaient des militaires jusqu'à la fin de 1986. Néanmoins, ils réagissent

²⁰⁸ L'agacement de Malamud Goti est encore perceptible dans son témoignage près de vingt ans après les faits. Cela s'explique aisément par le fait qu'il a été le principal artisan de la loi *Punto Final*, qu'il justifie précisément par la lenteur des juges à entamer les procédures, ce qui prolongeait dangereusement l'état d'incertitude des militaires. Il faut aussi ajouter qu'il fut chargé des relations du gouvernement avec les juges, c'est lui qui a choisi les juges de Buenos Aires et il déplore que les nominations dans les provinces n'aient pas été aussi directement menées par le gouvernement. Entretien avec Jaime Malamud Goti (RAO, 2005). Malamud Goti peut ainsi présenter les juges des provinces comme particulièrement conservateurs, alliés aux militaires et, par contraste, le gouvernement comme progressiste. Or, la loi de *Punto Final* a été extrêmement contestée par tous les secteurs progressistes, y compris à l'intérieur de l'UCR.

²⁰⁹ *Ibid.*

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *La Nación*, 27 décembre 1987, p. 16. Première page de *La Nación* du 4 janvier 1987.

²¹² D'ailleurs certains tribunaux décident de raccourcir les vacances, d'autres de les annuler et, probablement, d'autres ne changent rien au calendrier ; les journaux ne mentionnent que les nombreux tribunaux qui annoncent l'annulation, partielle ou complète, de la trêve estivale.

²¹³ Carlos NINO, *op.cit.*, p.183.

rapidement et relativement conjointement à la loi dite de *Punto Final*. L'hypothèse de Carlos Nino selon laquelle ils auraient agi sous la pression des organismes de défense des droits de l'homme est vraisemblable. Mais il convient de remarquer que certains tribunaux annulent leurs vacances judiciaires dès le lendemain de la promulgation de la loi, de sorte qu'il faudrait, dans ces cas là, envisager une adhésion plutôt qu'une pression. Par ailleurs, Carlos Nino semble oublier l'immense prestige social des organismes de droits de l'Homme, ce qui lui permet de circonscrire l'influence sur les juges à un groupe de pression. Or, les manifestations de rue qui répondent à la promulgation de la loi indiquent un rejet bien plus vaste que celui de ces seuls organismes. Enfin, les juges sont placés face à une responsabilité sociale plus importante que de coutume. L'un des six juges du Procès aux juntas laisse entrevoir cette explication, dans un entretien sous couvert de l'anonymat à Horacio Verbitsky : « Même si nous avons de la sympathie pour Alfonsín, nous n'étions pas prêts à sacrifier notre rôle dans des thèmes aussi importants pour un vrai changement de notre société »²¹⁴. L'entretien porte sur la sentence du Procès aux juntas, cependant nous pouvons facilement l'extrapoler aux juges fédéraux. Ces derniers sont cernés, d'une part, par la demande sociale qui s'exprime très clairement²¹⁵ et, de l'autre, par le pouvoir politique qui cherche à reporter sur eux la responsabilité de l'impunité. En effet, le gouvernement ne promulgue pas une simple loi d'amnistie, mais une prescription anticipée, de sorte qu'il pourra toujours alléguer que les juges furent les responsables de ce que les militaires ne soient pas inculpés à temps. C'est contre l'imputabilité de cette responsabilité que les juges se démènent du 24 décembre 1986 jusqu'au 21 février 1987. En des termes plus familiers, ils ne veulent pas porter le chapeau de l'impunité que le gouvernement leur a confectionné.

²¹⁴ H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, p. 108.

²¹⁵ Entre autres par de vastes manifestations dans les rues de la plupart des grandes villes.

Conclusion

La justice est conçue par le gouvernement élu en 1983 comme un moyen d'affirmer l'État de droit et les tribunaux comme les théâtres où celui-ci doit être mis en scène. Il s'agit d'une représentation, au sens théâtral du terme, de la justice destinée à énoncer les règles pour l'avenir, et non pas à définir toutes les responsabilités pénales des acteurs du passé. Mais le système judiciaire résiste à la mise en œuvre de la pièce. D'une part, parce que la justice est intrinsèquement incompatible avec la simple représentation, ne serait-ce qu'en raison de son principe d'égalité minimale devant elle, qui contredit la volonté politique de représenter tous les coupables par quelques acteurs choisis. D'autre part, le fonctionnement du système judiciaire argentin échappe à une direction unique, car cette dernière est alors mal définie et le monde judiciaire peu homogène. Pour de multiples raisons qui oscillent entre la pression sociale, leurs positions politiques, des convictions personnelles, des carrières inavouables ou encore une parfaite compréhension du rôle que l'Exécutif veut leur faire jouer, les juges agissent en ordre dispersé et rarement en accord avec le gouvernement. Aussi, lorsque ce dernier regarde l'œuvre qu'il a écrite se réaliser, l'estrade se dérobe et c'est une autre pièce qui se joue. Là où devait se tenir un tribunal militaire à huis clos apparaît une scène judiciaire retentissante dans le monde entier. Lorsque l'acte du Procès aux Juntas se termine, loin de finir la pièce, il ouvre celui de la multiplication des procès. Par plusieurs mesures (des instructions aux procureurs, des pressions sur les juges, des annonces précisant sa volonté ou encore la loi *Punto Final*), le gouvernement cherche à reprendre l'initiative mais, par sa seule intervention, il détruit la fiction d'une justice indépendante et peine à fermer le rideau. De plus, ses interventions coûtent politiquement cher dans une société largement favorable au processus judiciaire ou, plus diffusément, à ce que Justice soit rendue. Ce coût politique explique en partie la série d'interventions graduées ; au lieu d'imposer clairement, et en une seule fois, sa volonté, le gouvernement tergiverse pour que celle-ci soit réalisée sans que lui-même n'apparaisse trop visiblement. À terme, les effets sont désastreux, car il n'échappe pas à l'obligation de définir sa position et, entretemps, il fait montre d'une indécision qui ne peut qu'inciter les autres acteurs à l'action. Durant les deux premières années de son mandat, le gouvernement avait le choix. Il pouvait, entre autres, opter pour une justice exceptionnelle et en définir les contours exacts ou déterminer une date de prescription pour une justice commune. Il a choisi un entre-deux. En somme, il a perdu du temps, ce qui se traduit par un pourrissement de la situation, dont la crise est l'issue prévisible.

Celle-ci commence dans le tribunal fédéral de Cordoba le 15 avril 1987. Ce jour-là, le major Ernesto Barreiro est convoqué pour répondre dans une enquête qui l'implique comme l'un des directeurs du camp clandestin de concentration *La Perla*. Ce n'est pas la première fois que l'ancien tortionnaire est mis en cause par la justice et son parcours judiciaire illustre particulièrement bien le fonctionnement de celle-ci. En août 1984, il est placé en détention préventive avec d'autres officiers par le juge fédéral de Cordoba Gustavo Beccera Ferrer qui enquête sur la mort de María Luz Mujica de Ruarte sur l'instance de l'avocate de l'association *Servicio Paz y Justicia*, María Elba Martínez. Mais quelques jours plus tard le juge se déclare judiciairement incompetent et les officiers détenus sont libérés. Supposément, le dossier doit être traité par le Conseil Suprême (la cour de justice militaire) et seulement en appel par la Cour Fédérale, selon le dispositif judiciaire mise en place par Alfonsín²¹⁶. Mais, selon Horacio Verbitsky, le brusque revirement du juge n'a pas une raison procédurale particulière, elle fait suite à une intervention directe du ministre de la Défense, Raúl Borrás, qui serait venu le voir²¹⁷. Aussi, le dossier du major Barreiro entre dans les limbes judiciaires, probablement retenu par le Conseil Suprême, jusqu'à ce que la cour de Cordoba, pressée par l'extinction judiciaire déclarée par la loi *Punto Final*, le reprenne en main. Le tribunal envoie, le 19 février 1987, une citation à comparaître²¹⁸. Le 15 avril Barreiro ne se présente pas. La cour le déclare donc en situation de fugue et émet un ordre de détention. Il reste à appliquer cet ordre. Ce mercredi, à l'heure de la fermeture du tribunal, la crise est déclenchée.

²¹⁶ La réforme du code militaire, qui prévoit que la chambre fédérale agisse en cour d'appel aux décisions de la justice militaire.

²¹⁷ H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, p.67.

²¹⁸ Résolution de la Chambre Fédérale de Cordoba du 19 février 1987 (a folio 1268 e retro), [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/arg/tort/ejercito/barreiro/> (consulté le 20 mars 2011).

Chapitre 2

LES *CARAPINTADAS*

La présence d'acteurs militaires est une des constantes reconnues du jeu politique argentin. Le pouvoir militaire implanté sauvagement en mars 1976 n'est pas plus un accident de parcours ou une entorse sans lendemain que les dictatures plus bénignes qui l'ont précédé en 1943, 1955, 1962 ou 1966. Depuis 1930, l'hégémonie martiale a pris dans le plus européen des États d'Amérique du Sud des formes très variées sans exclure les gouvernements civils et légaux. De 1930 à 1973, aucun président élu dans le cadre d'une succession normale n'a rempli son mandat constitutionnel. La propension des militaires à s'installer à la Maison-Rose, siège de l'exécutif, mérite d'être signalée : sur les seize présidents qu'a connus l'Argentine durant cette période, onze étaient militaires.

Alain Rouquié, *L'État militaire en Amérique latine*, Seuil, 1982, p.333.

Les Forces Armées ont été, et restent, un objet d'étude qui a produit une ample littérature, journalistique et universitaire, de qualité très variable. Cela se comprend aisément dans un pays où elles se sont sans cesse impliquées dans la politique jusqu'à la période que nous étudions. La vie politique argentine du XX^{ème} siècle est en effet rythmée par les coups d'État militaires, depuis le renversement de Hipólito Yrigoyen en 1930 jusqu'à celui d'Isabel Perón en 1976. Outre les régimes militaires, il n'est pas un gouvernement civil entre 1930 et 1983 qui ne soit dépendant, d'une manière ou d'une autre, de cet acteur. Or, les Forces Armées sont traversées par de nombreuses tensions, différentes idéologies, des considérations professionnelles et des personnalités qui en font un objet d'étude particulièrement intéressant, tant par l'enjeu qu'il représente que par sa féconde complexité intrinsèque. Il faut cependant remarquer que les travaux des historiens sur l'institution militaire sont relativement peu nombreux. La littérature académique, dominée par des sociologues et des politistes, qui aborde les militaires se divise schématiquement entre deux grands champs²¹⁹. Le premier s'intéresse aux relations entre le pouvoir civil et les militaires, comme deux sphères relativement abstraites qui semblent étanches l'une par rapport à l'autre. Il s'agit alors moins de saisir la spécificité de l'acteur militaire que de le placer dans un jeu institutionnel dans lequel il semble occuper une place indue, soit à cause de faiblesses du système politique civil

²¹⁹ Nous excluons de notre présentation les travaux sur le XIX^{ème} siècle d'une part et, de l'autre, les travaux qui portent sur la Défense qui, eux, sont très considérables et disposent de cursus universitaires qui leur sont spécifiquement dédiés. Sur la différence entre « politique de Défense » et « politique militaire » en Argentine, voir Jorge BATTAGLINO, « Política de defensa y política militar durante el kirchnerismo », dans Miguel De LUCA et Andrés MALAMUD (comps.), *La política en tiempos del kirchnerismo*, Buenos Aires, Ed. Eudeba, 2011, 331 pages. Pour une liste des institutions universitaires et des écoles supérieures de Guerre dédiées à la Défense, voir Germán SOPRANO, « Los militares como grupo social y su inscripción en el estado y la sociedad argentina. Batallas intelectuales y políticas por la construcción de un objeto de estudio en la ciencias sociales », *Revista Digital Universitaria del Colegio Militar de la Nación*, N°8, Septembre 2010, [En ligne], www.rediu.colegiomilitar.mil.ar/articulo.asp?articulo=82&numero=22 (consulté le 30 novembre 2012).

soit du fait d'une atrophie de l'institution militaire²²⁰. Cette production, qui évoque « le parti militaire » comme un acteur relativement autonome et homogène, est si abondante qu'il semble pratiquement impossible d'en établir une bibliographie exhaustive. Surtout, elle ne nous intéresse pas, sauf à la considérer comme l'expression sophistiquée d'un lieu commun. Mais, dans ce dernier cas, notre intérêt se porte moins sur la littérature en question que sur l'existence de ce lieu commun bien ancré dans la société qui voit l'Armée comme un corps étranger ou, du moins, à domestiquer. La seconde approche s'intéresse moins à la théorie politique²²¹ et envisage l'institution militaire comme un acteur complexe qui est à la fois inséré dans la société et porte des logiques internes à l'institution. Cette seconde bibliographie est considérablement plus succincte. Ici, les ouvrages fondateurs, qui portent sur des périodes antérieures à la dernière dictature, sont ceux de l'historien nord-américain Robert A. Potash²²² et du politiste français Alain Rouquié²²³. Les deux ont en commun de s'être intéressés à l'institution en tant que telle et de montrer comment elle s'est insérée dans tous les secteurs de pouvoir du pays ; outre le pouvoir politique, les militaires occupent des secteurs stratégiques de l'économie nationale. Durant les années 1980 et 1990, le sociologue Ernesto López et le politiste nord-américain David Pion Berlin poursuivent des analyses sur les militaires en renouvelant les problématiques dans la configuration laissée par la dictature²²⁴. D'autres auteurs réinvestissent le thème de l'institution à travers l'émergence des *carapintadas*, en particulier Marcelo Fabián Saín²²⁵ et Deborah Lee Norden²²⁶. Bien que les approches jusqu'à la fin des années 1990 soient traversées par l'interrogation institutionnelle de l'insertion des

²²⁰ Un autre versant des travaux universitaires conçoit l'institution militaire comme un simple exécutant du pouvoir économique qui l'aurait choisi pour introduire une politique économique particulièrement impopulaire, conception qui est aussi un lieu commun du militantisme de gauche au moins à partir des années 1980. Germán Soprano place dans cette catégorie les ouvrages de Daniel AZPIAZU, Eduardo BASUALDO et Miguel KHAVISSE, *El nuevo poder económico en la Argentina de los ochenta*, Buenos Aires, Ed. Legasa, 1986, 210 pages, et Jorge SCHVARZER, *La política económica de Martínez de Hoz*, Buenos Aires, Ed. Hypamérica, 1986. Voir Germán SOPRANO, *op.cit.*. Cette conception est similaire avec celles qui abordent l'institution militaire comme un simple acteur dans le jeu institutionnel en ce que les logiques internes et propres aux militaires sont exclues du champ d'étude.

²²¹ La plupart de ces travaux que nous ne citons pas tentent d'établir une relation entre le pouvoir civil et les militaires, dans une approche directement inspirée du modèle classique de Samuel HUNTINGTON, *The soldier and the State*, 1985 (1957), Cambridge, Ed. Belknap Press, 543 pages.

²²² Robert A. POTASH, *El ejercito y la politica en la Argentina*, trois tomes qui analysent l'institution militaire durant un demi-siècle (de 1928 à 1973), voir le détail de la référence bibliographique dans la bibliographie.

²²³ Alain ROUQUIÉ, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Paris, Ed. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1978, 772 pages.

²²⁴ Ernesto LOPEZ, *Ni la ceniza ni la gloria. Actores, sistema político y cuestión militar en los años de Alfonsín*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, 1994, 141 pages, et Ernesto LOPEZ, et David PION-BERLIN (dir.), *Democracia y cuestión militar*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, 1996, 202 pages.

²²⁵ Marcelo Fabián SAIN, *Los levantamientos carapintada, 1987-1991*, Buenos Aires, Ed. CEAL, 1994, 241 pages (2 volumes).

²²⁶ Deborah Lee NORDEN, *Military rebellion in Argentina: between coups and consolidation*, Lincoln, Ed. University of Nebraska Press, 1996, 242 pages.

militaires argentins dans la Démocratie – ce qui renvoie ces études dans la catégorie de la *transitologie*²²⁷-, elles n'en apportent pas moins des analyses pointues sur les logiques internes qui dirigent l'institution militaire. Mais il faut attendre les travaux de Paula Canelo²²⁸ dans les années 2000 pour retrouver la complexité de l'institution et combler la période – la dernière dictature et les présidences de Alfonsín et Menem - laissée par Potash et Rouquié. Chez cet auteur, les Forces Armées sont abordées dans de multiples dimensions : en tant qu'institution en rapport avec d'autres institutions, dans ses logiques de compétition entre les différentes Armes, ainsi qu'entre différents secteurs internes à chaque Arme ; secteurs qui se constituent selon des critères idéologiques et de générations (l'auteur n'oublie jamais de mentionner la promotion de chacun comme un élément qui permet de comprendre des affinités ou des inimitiés entre militaires), voire familiaux. L'auteur insiste aussi sur la logique carriériste qui explique bien des positions adoptées par chaque militaire. Ainsi, elle dresse un tableau assez exhaustif de l'Armée, où les logiques institutionnelles rencontrent les logiques personnelles des acteurs qui les incarnent. Dans le même temps, d'autres auteurs semblent répondre au constat général de l'écèlement de l'institution militaire et se focalisent sur des secteurs particuliers²²⁹. Ces monographies permettent de renouveler les questions à partir de cas très particuliers et laissent entrevoir un monde militaire bien plus nuancé qu'il n'apparaissait auparavant. Pour notre part, nous tâchons de nous inscrire dans ce double renouvellement de la littérature universitaire, qui s'intéresse à un secteur très particulier – en l'occurrence les *carapintadas* – et aborde l'institution à la fois dans ses logiques internes et ses rapports avec le reste de la société. Pour nous, il s'agit de saisir à la fois la spécificité du secteur des *carapintadas* à l'intérieur de l'Armée et le rapport qu'il établit avec le reste de la société dans un contexte où *civils et militares*²³⁰ semblent séparés par un mur infranchissable.

La période qui s'ouvre avec l'ascension d'Alfonsín à la présidence ne peut pas se comprendre sans saisir la rupture, ou la « frontière » pour reprendre le terme cher à Gerardo

²²⁷ Pour notre position sur la « transitologie », voir l'introduction, p. 22.

²²⁸ Paula CANELO, *El proceso en su laberinto*. La interna militar de Videla a Bignone, Buenos Aires, Ed. Prometeo, 2008, 248 pages et Paula CANELO, *Entre la política y la técnica. Las Fuerzas Armadas Argentinas de la refundación a la prescindencia*, Thèse de doctorat en Sociologie, sous la direction de Alfredo Pucciarelli, FLASCO, 2006.

²²⁹ Par exemple, Daniel MAZZEI, *CEMIDA, militares argentinos para la transición democrática*, Ed. Capital Intelectual, Buenos Aires, 2011, 141 pages, et Rosana GUBER, « Bautismo de fuego y gracia de dios. Las bellas memorias aeronáuticas de la guerra de Malvinas ». *Tábula Rasa. Revista de Humanidades*, N°6, Universidad Colegio Mayor de Cundinamarca, pp. 221-262, Bogotá, 2007. L'anthropologue Rosana Guber poursuit son enquête sur les aviateurs vétérans de la Guerre des Malouines.

²³⁰ Pour reprendre les termes du titre de l'ouvrage de H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.* Le titre condense la fracture entre la société civile et l'institution militaire.

Aboy Carlés²³¹, que le nouveau régime s'emploie à consommer avec le passé militaire de l'Argentine. Il s'agit de fonder un régime dans lequel les militaires perdent définitivement le rôle qu'ils s'étaient octroyé, avec un consentement plus ou moins ample du reste de la société selon les périodes, dans la politique nationale. Le gouvernement d'Alfonsín commence donc par une brusque restructuration des Forces Armées, qui touche à la fois la place qu'elles occupent dans l'organigramme du pouvoir et le budget qui leur est alloué. De nombreuses prérogatives des Forces Armées passent sous le contrôle direct du ministère de la Défense²³², tandis que les dépenses sont réduites drastiquement²³³. Les procès auxquels sont soumis les militaires s'inscrivent, entre autres, dans cette stratégie politique d'ensemble qui vise à amoindrir leur pouvoir. Les procès, et singulièrement le Procès aux Juntas, ont pour fonction, dans le volet militaire de la politique d'Alfonsín²³⁴, de symboliser le nouveau rapport de force, sinon obtenu du moins souhaité, entre les militaires et le pouvoir civil. Les premiers doivent désormais se soumettre au second.

Il va de soi que cette offensive du pouvoir civil provoque un fort malaise et de vives résistances chez les militaires, dont le soulèvement que nous étudions est la plus spectaculaire des manifestations. Néanmoins, la crise qui traverse les Forces Armées n'est pas le seul fait du nouveau régime démocratique. Les tensions internes au sein de l'institution sont une constante qui traverse le siècle²³⁵. La dernière dictature a exacerbé certaines de ces tensions et en a révélé de nouvelles. Surtout, la seule guerre que l'Argentine a menée, et perdue, durant le XX^{ème} siècle a provoqué un choc à l'intérieur de l'Armée qui la déstabilise très profondément. La Guerre des Malouines n'a pas seulement scellé la fin de la dernière dictature militaire, elle a aussi remis en question les fondements d'une institution qui a montré une incompetence

²³¹ Gerardo ABOY CARLES, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La reformulación de las identidades políticas de Alfonsín a Menem*, Santa Fe, Ed. Homo Sapiens, 2001, 333 pages.

²³² L'autonomie dont jouissait l'Armée est limitée par une loi et plusieurs décrets qui font passer de nombreuses prérogatives des Commandants en Chef de chaque Arme au ministre de la Défense (soit, des chefs militaires au ministre de tutelle). Ainsi, tous les organismes qui dépendaient d'une des trois Armes passent sous la juridiction du ministère de la Défense, auquel sont aussi transférées toutes les entreprises et tout le capital actionnarial qui appartenaient aux Forces Armées. Il en va de même de la gestion du parc locatif des logements destinés au personnel militaire. Les nominations, à partir du grade de colonel, deviennent aussi du ressort du ministère qui gagne ainsi un outil stratégique pour le contrôle de l'institution. Enfin, la Gendarmerie et la Préfecture Navale (équivalent de la Gendarmerie sur les côtes) sont séparées, respectivement de l'armée de Terre et de la Marine, pour dépendre directement du ministère de la Défense – ce qui soustrait intégralement la prérogative de la sécurité intérieure aux Forces Armées. P. CANELO, *Entre la política y la técnica...*, op.cit., pp.180-181.

²³³ « Quant à la “réforme budgétaire”, la réduction des dépenses en Défense était contondante : elles diminuaient de 40% entre 1983 et 1986, ce qui représentait la plus grande réduction du monde en dépense militaire parmi les pays dont le budget total de Défense dépassait 100 millions de dollars, tandis que les salaires militaires descendaient de 25% entre décembre 1983 et octobre 1984. », *ibid.* Les dépenses militaires représentaient durant la dictature environ 4,2% du PIB, elles descendent à 2,6% sous Alfonsín pour arriver à 1,9% en 1989.

²³⁴ Le Procès a de très nombreuses fonctions, et de plus nombreuses lectures, dont nous avons vu quelques-unes dans le premier chapitre.

²³⁵ Les ouvrages classiques cités de Robert Potash et Alain Rouquié sont éloquentes à ce propos.

professionnelle peu imaginable auparavant. Après cela, une bonne partie de la société argentine considère que les militaires sont capables de massacrer leurs concitoyens mais pas de protéger le territoire national. Mais la lecture dominante au sein de l'Armée est sensiblement différente : elle considère qu'elle a gagné une « guerre antisubversive » et perdu celle contre la Grande-Bretagne. Ces deux « guerres » ont donc des effets opposés à l'intérieur des Forces Armées. La première – la « guerre antisubversive » soit, strictement, le massacre politique intérieur – est un fait d'armes qu'elles revendiquent et qui devient même l'un des seuls points de cohésion de l'ensemble de l'institution. La seconde est aussi revendiquée mais la responsabilité de son fiasco exacerbe les tensions internes. La Guerre des Malouines a un effet extrêmement dissolvant sur l'institution, dont toutes les composantes se rejettent mutuellement la responsabilité du désastre. Ainsi, les tensions traditionnelles entre les trois forces (Terre, Marine et Air) atteignent un paroxysme au lendemain de la défaite, lorsqu'elles ne parviennent pas à former une nouvelle junte²³⁶. De plus, le déroulement de la guerre a aussi créé de nouvelles fractures, entre combattants et non-combattants, ainsi qu'entre officiers supérieurs et officiers de terrain. Devant les dangers que représente le retour des civils au pouvoir, les Forces Armées retrouvent un semblant de cohésion, soit une junte dont la fonction principale est de négocier le retrait des militaires et, plus spécifiquement, leur impunité pour le massacre politique commis durant la dictature.

L'attitude à adopter face aux réclamations, liées au massacre politique de la dictature, des pouvoirs civils et de la société d'une part et, de l'autre, la Guerre des Malouines, sont les principaux thèmes qui traversent les Forces Armées durant les années 1980²³⁷. Par ailleurs, ces deux « faits d'armes » ont largement contribué à distendre les chaînes de commandement qui régissent supposément l'Armée. C'est pourquoi nous avons choisi de traiter centralement deux personnages qui renvoient à ces deux aspects de la crise militaire de la décennie. Il s'agit respectivement du major Ernesto Barreiro, bourreau dans le camp de concentration clandestin de *La Perla* (province de Cordoba) durant la dictature, et du lieutenant-colonel Aldo Rico, chef de troupes spéciales – le Commando 602 – durant la Guerre des Malouines. Ils sont, l'un et l'autre, emblématiques des tensions qui traversent alors l'Armée, en même temps qu'ils

²³⁶ La Marine affirme même ne répondre qu'à sa seule hiérarchie, elle fait ainsi virtuellement sécession, voir Marcos NOVARO et Vicente PALERMO, *La dictadura militar (1976-1983). Del golpe de Estado a la restauración democrática*, Buenos Aires, Ed. Paidós, coll. Historia Argentina, 2003, 567 pages, p.478. La junte présidée par le général Galtieri est dissoute au lendemain de la défaite, le général Bignone prend la présidence le 24 juin 1982 mais les militaires ne parviennent pas à former une junte avant septembre.

²³⁷ Les réductions drastiques des dépenses de Défense et des salaires des militaires, ainsi que l'indéfinition d'une politique de Défense, avec des hypothèses de guerre qui définiraient le rôle assigné à l'Armée, sont aussi des thèmes importants pour l'institution. Nous avons choisi de les traiter seulement à travers certaines revendications des *carapintadas*.

montrent un syncrétisme que réussit à incarner le mouvement *carapintada* à l'intérieur de l'institution – ce sont aussi les officiers les plus connus du soulèvement militaire de *Semana Santa*.

Dans un premier temps nous reviendrons sur la situation de Barreiro pour, dans la même partie, préciser quelles sont les positions adoptées à l'intérieur de l'Armée face au massacre qu'elle a perpétré en premier chef et ses conséquences judiciaires. Dans une seconde partie, nous nous intéresserons au cas d'Aldo Rico en cherchant à comprendre l'impact de la Guerre des Malouines sur l'institution.

A. Les militaires face à leurs crimes

A partir de la transition institutionnelle (juin 1982-décembre 1983), le thème de la violation systématique des droits fondamentaux par le régime militaire s'impose progressivement au centre du débat public. Les voix des familles de disparus, après avoir été durant de longues années pratiquement inaudibles sont massivement retransmises par les médias. Néanmoins, les militaires encore au pouvoir sous la présidence du général Bignone ne changent guère de discours ; discours contradictoire qui consiste à nier les crimes et, dans le même temps, à culpabiliser les éventuelles victimes de crimes qui n'ont pas eu lieu. Soit une rhétorique vide dont l'objectif n'échappe à personne : obtenir l'impunité. Mais le travail législatif censé asseoir cette impunité repose sur un pouvoir chancelant et peine donc à se pérenniser. Concrètement, la loi promulguée par Bignone est immédiatement remise en cause par les candidats aux élections présidentielles²³⁸. Bien plus, le candidat qui semble le plus ferme face à la « loi d'autoamnistie » (comme elle est immédiatement appelée) s'assure une adhésion populaire qui se confirme dans les urnes ; en l'occurrence Raúl Alfonsín est bien plus catégorique dans la dénonciation de l'amnistie que son rival péroniste, Italo Luder. L'un des premiers actes du président élu est effectivement l'abrogation de la loi d'amnistie et la mise en examen, par décret, des chefs des juntas militaires, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre. Nous avons aussi vu comment la Justice en vient à inculper des officiers de second rang durant le programme de répression systématique, soit les exécuteurs du plan criminel. Parmi ces derniers, le major Ernesto Barreiro illustre bien la manière dont ces militaires ont perçu leur rôle durant la dictature et leurs appréhensions face au nouveau régime démocratique.

²³⁸ Loi n° 22.924 dite « d'auto-amnistie » signée par Reinaldo Bignone le 22 septembre 1983. [En ligne], <http://www.infoleg.gob.ar/infolegInternet/anexos/70000-74999/73271/norma.htm>, (consulté le 20 septembre 2013). La loi est insidieuse car elle semble avoir pour objet d'amnistier « les délits ayant une motivation terroriste ou subversive », soit les « subversifs » si violements réprimés jusqu'alors. Mais son véritable objet apparaît dans un second temps qui « étend » l'amnistie au système répressif. Puis, dans son article 2, elle exclut de fait les guérilleros de l'amnistie. Voir Jérémie RUBENSTEIN, *Représentations et héritages du « Processus de Réorganisation Nationale »*. Depuis la "théorie des deux démons" à la politique mémorielle (1983-2006), Mémoire de Master 2, Sous la direction de Annick Lempérière, Université Paris 1, 2006, pp.16-17.

A. Barreiro, un bourreau de la dictature

a. Les crimes

Ernesto Barreiro est premier-lieutenant durant les premières années de la dictature. Il agit sous les ordres directs du général Benjamin Menéndez, chef du III^{ème} corps de l'Armée de Terre en charge de la région de Cordoba. A ce titre, il dirige les interrogatoires à l'intérieur du camp de concentration *La Perla*²³⁹, le plus important de la province, situé à environ 17 kilomètres de sa capitale. Des survivants de ce camp témoignent qu'il appliquait lui même la *picana* (la gégène argentine) à nombre de ses victimes qu'il cherchait d'abord à *casser* physiquement et moralement pour, dans un deuxième temps, les interroger ou les obliger à collaborer²⁴⁰. Autrement dit, il faisait preuve d'une brutalité sans nom sur les prisonniers encore sous le choc de l'enlèvement et ne commençait son travail d'information qu'une fois la victime brisée. Par ailleurs, les mêmes témoignages font part d'une idéologie d'extrême droite clairement revendiquée à l'intérieur du camp²⁴¹ et, selon le journal *Ámbito Financiero*, il est issu d'une famille de militaires péronistes²⁴². Graciela Susana Geuna, qui a été séquestré durant près de deux ans (juin 1976 - avril 1978), décrit dans le détail le fonctionnement du camp et le personnel qu'elle a côtoyé durant le temps de son enfermement²⁴³. Elle confirme, entre autres, les affiliations idéologiques de Barreiro, le premier officier à l'avoir personnellement torturée, affirmant qu'ils [« Dietrich, Barreiro, Gonzalez, Manzanelli, Herreras et un civil Luduena »] « se définissaient comme péronistes et prônaient un modèle de société corporative fasciste »²⁴⁴.

Entre 2200 et 2500 personnes ont été emprisonnées dans *La Perla* entre 1976 et 1978²⁴⁵ mais le camp fonctionnait avant le coup d'État de 1976, à la disposition du

²³⁹ P. CANELO, *Entre la política y la técnica...*, op.cit., p. 205.

²⁴⁰ *La Razón*, 19 avril 1987.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² « Son père était capitaine de frégate, collaborateur direct de Perón, et sa mère était dirigeante de la branche féminine », *Ámbito Financiero*, 16 avril 1987, cité par P. CANELO, *Entre la política y la técnica...*, op.cit. p. 205.

²⁴³ Témoignage écrit de Graciela Susana Geuna, envoyé depuis Zurich à la CONADEP en 1984, puis au juge Baltasar Garzón en 1998, 50 pages, p. 21. [En ligne], http://www.pparg.org/pparg/carceles/cordoba/capital/la_perla/_b/contentFiles/La_Perla-Geuna_Consul_espanol_en_Ginebra-1.pdf, (téléchargé le 10 février 2012).

²⁴⁴ *Ibid.*

²⁴⁵ Estimation de la *Comisión y Archivo Provincial de la Memoria* (province de Cordoba), [En ligne], <http://www.apm.gov.ar/content/ex-ccd-la-perla> (consulté le 12 février 2012). Pour sa part, Graciela Susana

« Comando Libertadores de América »²⁴⁶. Les fonctionnements des camps de concentration clandestins sont relativement bien connus, grâce aux témoignages des survivants qui ont été recueillis par les organismes de défense des droits de l'Homme, puis par la CONADEP et les différents tribunaux qui ont jugé les crimes commis dans ces lieux. A ces témoignages devant différentes institutions, il faut ajouter ceux publiés à l'attention du grand public ainsi qu'une analyse particulièrement pointue effectuée par Pilar Calveiro, ancienne détenue qui a employé les méthodes des sciences sociales afin de saisir les camps de concentration argentins dans leur spécificité²⁴⁷.

b. Les annonces face aux convocations de la Justice

Dans l'organigramme répressif de la dictature, Ernesto Barreiro a occupé une place particulièrement hideuse : la direction d'une équipe de bourreaux. A ce titre, il a présidé aux tourments de plusieurs centaines de personnes, sans compter la responsabilité directe pour de nombreux homicides « involontaires » conséquences des traitements infligés. Mais, pour le major qui refuse de se présenter devant le tribunal en avril 1987, il s'agit de tout autre chose : une guerre dans laquelle il a occupé un poste de responsabilité sur « le terrain », sous les ordres de sa hiérarchie, en l'occurrence le général Luciano Menéndez. Par conséquent, de son point de vue, il n'a commis aucun acte répréhensible ou, du moins, il ne revient pas à un tribunal civil d'en juger : il s'agit d'actes de guerre qui relèvent de la sphère militaire. Il a cependant, dès la perpétration du massacre, pleinement conscience que ses actes peuvent lui valoir des complications :

S'il n'y avait pas le pacte, il suffirait par la suite d'accuser les 40 que nous sommes, et tout serait réglé. Mais, grâce à Menéndez, ce ne sera pas possible parce que le corps a une forte cohésion²⁴⁸.

La phrase est attribuée à Barreiro par Susana Geuna. Le « pacte » dont il est question est le « pacte de sang » qui consistait à faire participer directement le plus grand nombre de militaires, afin qu'ils soient tous impliqués dans le crime et, par conséquent, ne puissent pas le

Geuna estime, à partir de la consultation qu'elle a pu effectuer des listes élaborées par l'administration du camp, qu'il y eut entre 1500 et 2000 personnes séquestrées. Graciela Susana GEUNA, *op.cit.* p.20.

²⁴⁶ Le Comando Libertadores de América est la version cordobèse de l'Alliance Anticomuniste Argentine (AAA). Il a la particularité de réunir des membres de l'Armée, des policiers et des civils et ne répond *a priori* pas à la direction de López Rega (le secrétaire particulier de Perón puis ministre aux Affaires Sociales) comme la Triple A, voir Esteban DOMINA, « La Triple A en Córdoba », *La Voz*, 2 février 2007, [En ligne], http://archivo.lavoz.com.ar/nota.asp?nota_id=40704 (consulté le 12 février 2012). Selon cet article de *La Voz*, le lieutenant Barreiro sévissait déjà au sein de cette organisation d'extrême droite avant la dictature.

²⁴⁷ P. CALVEIRO, *op.cit.*

²⁴⁸ Graciela Susana GEUNA, *op. cit.*, p. 23.

dénoncer par la suite. L'officier loue le général Menéndez pour avoir instauré un système de rotation afin que le plus grand nombre de militaires soient directement impliqués dans le massacre. Le témoignage de Geuna montre que Barreiro avait pleinement conscience des suites judiciaires que ses actes pouvaient lui valoir et comptait sur la complicité du corps pour y échapper. Par la suite, il se montre constamment soucieux d'assurer son impunité avec des arguments qui varient selon les situations. Barreiro ne fait néanmoins pratiquement pas de déclarations publiques et compte généralement sur les institutions pour obtenir l'impunité. Ainsi, comme nous l'avons vu, lors de sa première convocation devant un tribunal civil en 1984, il obtient que le Conseil Supérieur (le tribunal militaire) fasse pression sur le ministre de la Défense, Raúl Borrás, afin que celui-ci rencontre personnellement le juge en charge de l'affaire. Suite à cette rencontre, le juge fédéral de Cordoba, Gustavo Beccerra Ferrer, se déclare incompétent (dans le sens judiciaire du terme) et Barreiro n'est plus inquiété²⁴⁹. Encore récemment, l'ancien officier s'abstient autant que possible de parler devant la presse ou les tribunaux et préfère laisser son avocat assurer sa défense²⁵⁰. Il n'a, publiquement, jamais une attitude politique, dans le sens où il chercherait à convaincre ou à revendiquer une idéologie ou des faits. En 1987, il ne cache cependant pas son intention de ne pas se présenter devant un tribunal dont il ne reconnaît pas la compétence, voire la légitimité²⁵¹. Plus exactement, il considère que s'il y a des comptes à rendre, il revient à ses supérieurs de s'en acquitter, avec « le critère selon lequel la révision de la lutte contre la subversion est, *dans le cas des officiers subalternes*, une injustice »²⁵². Pour le militaire, la responsabilité de la répression revient aux officiers supérieurs qui l'ont dirigée, et non pas à ceux qui l'ont exécutée. Dans ce sens, il adhère en 1987 à la conception d'*obéissance due* que, par ailleurs, Alfonsín cherche à imposer depuis 1983. Mais l'*obéissance due*, telle qu'elle est conçue par le gouvernement dans le texte de loi, explique le crime perpétré par l'officier subalterne par

²⁴⁹ H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, p.67.

²⁵⁰ En 2004, suite à l'abrogation de la loi dite d'*Obéissance Due* qui le protégeait de poursuites judiciaires, Ernesto Barreiro fuit le pays. Il se réfugie aux Etats-Unis jusqu'à ce que les autorités états-uniennes lui reprochent d'avoir falsifié sa déclaration d'entrée dans le pays. Il est alors incarcéré durant six mois pour cette infraction, avant d'être extradé vers l'Argentine pour répondre de crimes contre l'humanité devant le tribunal de Cordoba. Voir par exemple, « Llegó el represor Ernesto Barreiro de Estados Unidos », *Página 12*, 30 octobre 2007, [En ligne], <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-93787-2007-10-30.html> (consulté le 25 février 2012). Malgré les nombreuses comparutions devant le tribunal et l'intérêt qu'il suscite dans la presse, Barreiro évite les déclarations publiques, si ce n'est comme éphémère porte-parole du MODIN, un parti politique sur lequel nous reviendrons. Il est actuellement en prison, dans l'attente de la sentence définitive.

²⁵¹ *Ámbito Financiero*, 15 avril 1987, p.13. Nous pouvons supposer que ces déclarations d'intention qui apparaissent dans la presse ont été recueillies par des journalistes auprès de militaires. Autrement dit, Barreiro s'exprime librement devant ses camarades, peut-être aussi afin de leur rappeler le « pacte de sang » qui les unit, mais il évite les déclarations publiques.

²⁵² *Ámbito Financiero*, 16 avril 1987, cité par P. CANELO, *op.cit.*, p.205. C'est nous qui soulignons.

« l'erreur invincible »²⁵³ dans lequel le plonge l'ordre de son supérieur, dont il ne peut remettre en cause la légitimité. En d'autres termes, l'exécutant doit être absout pour son crime parce qu'il n'a pas conscience de le commettre. Il n'adhère pas forcément au projet de son supérieur et n'a pas les moyens, « dans l'état de confusion et de coercition »²⁵⁴ imposé par sa hiérarchie, de s'y opposer. Or, le cas de Barreiro – qui illustre ceux des officiers en poste dans les camps de concentration clandestins – montre, bien au contraire, que l'officier adhère au projet de son supérieur, a conscience du caractère criminel qui peut être imputé à ses actes et obéit à sa hiérarchie aussi en fonction de motivations personnelles.

En premier lieu, il n'occupe pas une place anodine dans le système répressif. Diriger la section « torture » d'un camp de concentration demande nécessairement un degré d'adhésion aux méthodes et aux objectifs de la répression qui ne se retrouve pas à d'autres postes du dispositif répressif. Il s'agit d'un poste envié ou considéré avec répugnance parmi le personnel du camp²⁵⁵. En deuxième lieu, nous savons que les supplices à l'intérieur des camps varient en intensité selon les périodes et les personnes qui les dirigent. Or, Barreiro est à la direction de *La Perla* précisément durant sa période la plus violente. Aussi, l'inévitable degré d'autonomie dans l'interprétation des ordres a été utilisé par Barreiro dans le sens d'une violence accrue sur les détenus. Enfin, Ernesto Barreiro professe des idées politiques qui le situent à l'extrême droite du péronisme, avec une certaine fascination pour le fascisme. Autrement dit, il adhère à des doctrines politiques qui portent intrinsèquement une violence extrême, tant dans le projet de société recherché que dans les méthodes pour y parvenir. Sans préjuger d'une disposition particulière au sadisme – qui nous semble par ailleurs évidente –, nous pouvons donc présumer que Barreiro a volontairement occupé son poste de tortionnaire, probablement à cause de l'idéologie qu'il professait et de considérations carriéristes.

Aussi, son adhésion au concept d'*obéissance due* doit moins à une conviction qui avaliserait la théorie d'Alfonsín qu'à un pragmatisme face à la menace de procès. Il prône la doctrine officielle des radicaux au pouvoir pour obtenir l'impunité et, accessoirement, dénoncer la contradiction entre cette doctrine et les mises en examen décidées par les tribunaux. Pour lui, la question n'est pas d'avoir agi par adhésion ou par contrainte comme les radicaux tâchent de différencier les crimes juridiquement. Il s'agit uniquement d'obtenir

²⁵³ Article 11 de la loi N°23.049 du 9 février 1984. *Bulletin Officiel*, 15 février 1984.

²⁵⁴ Raúl Alfonsín, discours cité par Ernesto LOPEZ, « Triste y solitario Punto Final », *Unidos* N°14, avril 1987, p.130.

²⁵⁵ Dans son témoignage, Graciela Susana Geuna souligne le pouvoir que confèrent certaines tâches dans la division du travail répressif, ainsi que le rejet que provoque la torture chez la plupart des gendarmes en poste dans le camp de *La Perla*. En effet, ces derniers estiment que violenter une personne sans défense dénote une attitude très peu virile (ou *macho*). Graciela Susana GEUNA, *op. cit.*

l'irresponsabilité judiciaire. Nous insistons sur ce point car il le différencie notablement de la position d'Aldo Rico qui s'insurge contre le concept d'*obéissance due* et préconise une pleine adhésion aux ordres du supérieur hiérarchique²⁵⁶. Pour Barreiro, peu importe que les ordres aient été appliqués avec ferveur ou sous la contrainte, il estime seulement que la responsabilité incombe uniquement aux cadres supérieurs, d'où le sentiment « d'injustice ». Cette perception est particulièrement importante pour comprendre l'attitude des officiers de second rang durant la crise de *Semana Santa* – le refus de réprimer les camarades séditieux – car elle est partagée par leur très grande majorité, y compris par ceux qui n'ont *a priori* pas participé au massacre. La plupart des militaires ne se prononcent pas sur les crimes commis durant la dictature, ou sur la « guerre antisubversive » selon leur terminologie, ils se contentent d'en désigner les responsables : leurs supérieurs. Or, nous avons vu (chapitre 1) que la pression judiciaire s'exerce, à partir de la promulgation de la loi *Punto Final* en décembre 1986, en priorité sur les cadres moyens, soit les exécutants de la répression. Aussi, le sentiment d'injustice est généralisé parmi les militaires et crée une fracture dans la hiérarchie entre les officiers supérieurs et leurs subordonnés qui estiment que les premiers n'assument pas les responsabilités incombant à leur rang. Cette fracture interne, qui menace de rompre la verticalité de l'institution, est essentielle pour saisir le malaise militaire et, plus précisément, la crise que nous étudions.

Il faut cependant bien insister sur le fait que cette division interne porte sur qui doit assumer la responsabilité du massacre politique face aux civils – concrètement face au pouvoir judiciaire -, il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause le massacre en soi. Bien au contraire, celui-ci est un élément de cohésion de l'ensemble des militaires professionnels qui le revendiquent plus ou moins ouvertement²⁵⁷. De sorte que ce qui sépare les militaires est la manière de faire accepter aux civils le bien fondé de la « guerre antisubversive ». Les fractures internes, à la fois verticale et horizontale – avec certains officiers de premier rang -,

²⁵⁶ Pablo José HERNANDEZ, *Conversación con el teniente coronel Aldo Rico*, Buenos Aires, Ed. Fortaleza, 1989, 187 pages, p.27. Il faut cependant remarquer que cette position de Rico est postérieure aux événements que nous traitons, nous verrons que durant *Semana Santa* Rico n'est pas aussi catégorique sur la question ou évite de se prononcer.

²⁵⁷ La seule position franchement hostile au massacre politique provient du CEMIDA (Centro de Militares para la Democracia Argentina). Cette association d'officiers retirés du service actif, fondée en novembre 1984, prône une profonde réforme de l'Armée. Outre une pleine et entière soumission aux institutions démocratiques, le CEMIDA réclame que les officiers compromis dans la répression soient tous jugés, selon un principe de responsabilité partagé entre ceux qui ont donné les ordres et ceux qui ont obéi. Cette association, qui compte environ une centaine de membres durant ses meilleurs jours, fait cependant figure d'exception ultra minoritaire. Elle est accusée par les autres secteurs des Forces Armées d'être vendue aux radicaux, voire de gauchisme ou de communisme. Voir D. MAZZEI, *op.cit.*. Il est significatif que, malgré un incessant travail d'expertise sur les questions militaires, ses membres n'aient jamais occupé de postes importants dans aucun gouvernement jusqu'à aujourd'hui.

portent sur la stratégie à adopter face aux civils. Il s'agit de savoir s'il convient d'être offensif ou défensif face aux pouvoirs du nouveau régime. Nous reviendrons sur ces différentes stratégies de l'institution, auparavant nous voudrions revenir sur un autre aspect qui explique la rupture hiérarchique à l'intérieur de l'Armée.

c. Répression clandestine et rupture hiérarchique

Durant la crise de *Semana Santa* et les jours suivants, de nombreux commentateurs, et des responsables politiques, ont souligné le caractère inédit de la rupture dans la chaîne de commandement. Ces analyses insistent sur le fait que, antérieurement, les fractures internes aux forces armées étaient horizontales, assimilables à des courants politiques ayant toujours des référents parmi les officiers supérieurs, alors que *Semana Santa* révélerait une fracture verticale. Cet aspect de la crise était certes l'un des plus inquiétants, dans la mesure où il révélait une Armée incontrôlable²⁵⁸, y compris par ses généraux – qui, pour la plupart, se montraient disposés à transmettre les ordres du pouvoir politique mais incapables de se faire obéir. De fait, le pouvoir réel à l'intérieur de l'Armée ne se trouvait plus aux mains de ses officiers supérieurs. Néanmoins, dès la fin de la crise, Beatriz Sarlo critique cette conception et souligne que la rupture dans la chaîne de commandement est loin d'être aussi inédite qu'il y paraît. Elle rappelle que durant la dictature :

[...] Les militaires argentins étaient moins préoccupés par la chaîne de commandement lorsqu'ils régissaient féodalement les portions de pouvoir qui leur revenaient dans le partage durant les années du *proceso*.²⁵⁹

L'intellectuelle pointe ainsi une caractéristique générale des forces armées argentines qui ont une forte tendance à créer des hiérarchies internes indépendantes de la hiérarchie formelle. Ce trait s'est fortement accentué durant la dictature et, plus précisément, durant la répression clandestine. En effet, la clandestinité créait mécaniquement une hiérarchie parallèle qui suivait d'autres règles que celles officiellement admises. Un officier en poste dans un camp de concentration ne répondait pas forcément aux ordres d'un supérieur dans la hiérarchie officielle. La hiérarchie clandestine ne recoupait pas intégralement la hiérarchie formelle. De plus, la relative indépendance de chaque camp de concentration créait un éclatement du commandement qui était réparti entre les différents chefs de camp. La direction d'un camp de concentration offrait à l'officier en charge une indépendance bien plus large que celle admise

²⁵⁸ A. PUCCIARELLI, *op.cit.*

²⁵⁹ Beatriz SARLO, « No retroceder », *Punto de Vista*, n°30, juillet-octobre 1987, p.4.

pour des tâches conventionnelles. Le camp de concentration était, pour les officiers y sévissant, un centre de pouvoir relativement autonome quand bien même le schéma général de la répression avait été promu par la hiérarchie formelle (la junte ou le généralat). Le cas le plus connu, qui illustre bien cette confusion dans le commandement, est celui de la libération du journaliste Jacobo Timerman. Ce dernier est séquestré dans la nuit du 14 au 15 avril 1977 à son domicile de Buenos Aires et amené au commissariat central de La Plata pour être interrogé par le colonel Ramón Camps (chef de la police de la province de Buenos Aires). Ensuite, il est détenu pendant deux jours à la base militaire de Campo de Mayo, puis mené au camp de concentration clandestin Puesto Vasco près de Quilmes, où il est soumis à de multiples tortures pendant des semaines, durant lesquelles il est envoyé dans différents camps de la province de Buenos Aires²⁶⁰. Puis, autour du 10 mai, il est emprisonné légalement dans une dépendance de la Police Fédérale dans le centre de Buenos Aires²⁶¹. Or, dès le premier jour de sa disparition, le président Jorge Videla, soumis à de multiples pressions internationales, souhaite que le célèbre journaliste soit libéré. Mais le dictateur ne sait pas, dans un premier temps, qui a décidé de la séquestration de Timerman. Une fois qu'il a identifié le responsable, le général Suárez Manson (le supérieur de Camps), il fait pression sur lui pour que soit officialisée la détention²⁶² - ce qui équivaut à sauver la vie du détenu. Par la suite, les différentes fractions militaires s'affrontent à travers le cas de Jacobo Timerman, qui est mis en arrêt domiciliaire jusqu'au 21 septembre 1979, date à laquelle il est extradé vers Israël, après avoir été déchu de la nationalité argentine²⁶³. Autrement dit, le chef de l'État n'a qu'un pouvoir relatif sur l'autorité des chefs des camps de concentration. Dans ce cas, il s'agit de rivalités à l'intérieur de l'Armée de Terre (les généraux Suárez Manson et Videla), elles sont encore plus flagrantes lorsque cette dernière s'affronte à une autre Arme, la Marine en particulier. Les deux Armes ont d'ailleurs des attitudes assez différentes face aux procès encourus par leurs officiers tortionnaires²⁶⁴.

²⁶⁰ Graciela MOCHKOFKY, *Timerman, el periodista qui quiso ser parte del poder (1923-1999)*, Buenos Aires, Ed. Debolsillo, 2004, 544 pages, pp. 276-279.

²⁶¹ *Ibid.*, p.300.

²⁶² *Ibid.*, pp.305-306.

²⁶³ *Ibid.*, le chapitre 7 (pp-305-386) de cette excellente biographie est entièrement dédié aux tractations, dont beaucoup sont internes à l'Armée, qui mènent à la libération du journaliste.

²⁶⁴ Barreiro, en se comparant à Astiz, regrette que l'armée de Terre ne soit pas aussi solidaire que la Marine. H. CHUMBITA, *op.cit.*, p. 220. Les deux officiers sont alors les cas les plus connus parmi les tortionnaires, le major pour avoir déclenché la crise de *Semana Santa* et pour avoir été le bourreau en chef de La Perla ; le capitaine de Marine pour avoir infiltré les Mères de la place de Mai et provoqué la séquestration de sa fondatrice, Azucena Villafior, ainsi que des deux religieuses françaises Alice Domon et Léonie Duquet. Barreiro semble alors oublier qu'Astiz est aussi l'un des premiers officiers à s'être rendu sans combattre durant la guerre des Malouines, une attitude supposément condamnée par les *carapintadas*. Mais, il est vrai, Barreiro n'a en rien participé à la guerre.

Il n'est donc pas étonnant que les officiers en poste dans les camps de concentration aient été aussi les moins dociles pour obéir aux injonctions des pouvoirs formels. Outre leurs implications personnelles (le risque des peines encourues), ils étaient déjà peu enclins à l'obéissance. Dans ce sens, le major Barreiro illustre bien l'attitude des anciens tortionnaires par rapport aux hiérarchies internes²⁶⁵. Car Barreiro ne défie pas seulement le pouvoir civil, généralement peu respecté par l'ensemble des militaires, mais aussi sa hiérarchie. Cela s'explique en partie par la particularité du système répressif clandestin qui provoque des tendances à l'autonomie et à la corruption chez les membres des institutions qui l'exécutent. Ce problème n'était pas inconnu des officiers supérieurs qui ont décidé de la méthodologie de la répression, soit tuer systématiquement et clandestinement les opposants supposés. D'après les sociologues Carlos H. Acuña et Catalina Smulovitz²⁶⁶, le haut commandement de l'Armée s'est réuni en septembre 1975 pour décider de la méthode à adopter face à la subversion, terme désignant initialement la guérilla mais qui s'est très rapidement et indéfiniment étendu. A cette réunion secrète, durant laquelle sont pesés les arguments en faveur de et contre la clandestinité de la répression, sont conviés des assesseurs militaires français²⁶⁷. Ces derniers, dont l'expérience en la matière durant la guerre d'Algérie fait autorité, avertissent les généraux argentins des risques sur la hiérarchie interne qui s'en trouve distendue. Les auteurs évoquent aussi des assesseurs états-uniens qui auraient pointé les tendances à la corruption qu'ils ont pu observer, dans ce même type de répression, chez les membres des « sections spéciales » au Vietnam²⁶⁸. En effet, la large autonomie dont bénéficient ces groupes d'une part et, de l'autre, la nécessité de créer un système financier occulte (la répression clandestine ne peut pas entièrement apparaître dans la comptabilité officielle), provoquent ces effets indésirables. Les généraux sont si bien informés des conséquences internes à l'institution de la répression clandestine qu'ils auraient décidé, avant la mise en œuvre du massacre, d'une

²⁶⁵ Rappelons que le chef de l'armée de Terre, Ríos Ereñu, a donné l'ordre à tous les officiers de se présenter devant les tribunaux.

²⁶⁶ Carlos ACUÑA et Catalina SMULOVITZ, « Militares en la transición argentina: del gobierno a la subordinación constitucional », dans *Al, Juicios, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 1995, 270 pages, pp. 19-100, p.28. Les auteurs affirment que la décision de la répression clandestine a été prise par le haut commandement à la mi-septembre 1975, en s'appuyant sur les sources et la bibliographie suivantes : Ramón CAMPS, « Apogeo y Declinación de la Guerrilla en la Argentina », *La Prensa*, 4 janvier 1981 ; Emilio MIGNONE, « Derechos Humanos y Transición Democrática en la Sociedad Argentina », présenté au Schell Center: Yale University, inédit, 1990 ; Daniel FRONTALINI et María Cristina CAIATI, *El Mito de la Guerra Sucia*, Ed. CELS, 1984, pp. 32-33 ; Iain GUEST, *Behind the Disappearances. Argentina's Dirty War Against Human Rights and the United Nations*, Ed. University of Pennsylvania Press, 1990, pp. 21-22; et Claudio URIARTE, *Almirante Cero. Biografía No Autorizada de Emilio Eduardo Massera*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1992, p. 97.

²⁶⁷ *Ibid.*, p.32.

²⁶⁸ *Ibid.*

phase d'assainissement suivant la période de répression²⁶⁹. En 1978, le général Albano Harguindeguy, alors ministre de l'Intérieur, appelle à initier cette phase d'épuration en commençant par rétablir l'ordre parmi les policiers :

La crise que nous traversons et la lutte contre la subversion ont imposé des procédures d'exception, de plus sous la protection [des procédures d'exception], ont fleuri des sortes de brutalité [*matonismo*] et d'arrogance inacceptables. [...] Le chemin est tracé pour revenir à la galvanisante discipline et à la capacité de sanctionner, avec tout le poids qu'il convient, ceux qui s'écarterent du devoir et des formes éthiques.²⁷⁰

Mais, poursuivent les auteurs, la résistance des militaires impliqués a tôt fait de réduire les velléités des « Incorruptibles » à de pieuses intentions. En effet, les tentatives pour épurer l'institution se soldent par des menaces à peine voilées des principaux intéressés de révéler au public les détails du massacre systématique. Si bien que l'institution a finalement opté pour protéger ses membres corrompus²⁷¹, y compris les plus ostensiblement impliqués tels que le général Suárez Mason et l'amiral Massera²⁷². Avec des nuances selon les secteurs militaires et les périodes, l'attitude générale a été celle de la négation officielle du massacre.

A grands traits, les militaires ont, dans un premier temps, présenté le massacre comme une lutte antisubversive justifiant le coup d'État de 1976. Néanmoins, à l'exception des plus radicaux²⁷³, les militaires au pouvoir ne pouvaient pas présenter l'extermination de la guérilla comme un objectif indéfini. En effet, ils étaient tenus à des résultats dans une mission pour

²⁶⁹ *Ibid*, p.33.

²⁷⁰ *La Nación*, 4 mai 1978, cité par *ibid*.

²⁷¹ Il convient de remarquer que cette incapacité de l'institution à s'épurer est récurrente. Nous avons vu dans le premier chapitre que la politique militaire d'Alfonsín échoue en partie du fait de la résistance du Conseil Suprême (l'instance judiciaire militaire) à juger ses pairs. Cette politique visait pourtant, dans un premier temps, à offrir aux militaires la possibilité de se réhabiliter à huis clos, ce qui permettait à l'institution d'échapper en partie au jugement social. Il en va de même pour le bilan de la guerre des Malouines, la démarche de l'assainissement de l'institution est entreprise avec la création d'une commission d'enquête sur les causes de la défaite. Mais, symptomatiquement, son résultat, le « rapport Rattenbach » (du nom du président de la commission), est occulté et ses recommandations, qui préconisent entre autres la peine de mort pour le président général Galtieri et de profondes restructurations des Forces Armées, ne sont aucunement prises en compte. Voir, J. RUBENSTEIN, « Héritages et représentation... », *op.cit.*, pp. 13-16. Ce rapport a officiellement été rendu public seulement en 2012, voir le site de la présidence de la Nation, [En ligne], <http://www.caserosada.gov.ar/component/content/article/108-gobierno-informa/25773-informe-rattenbach> (consulté le 12 décembre 2012).

²⁷² Avant la fin de la dictature, la plupart des procès intentés contre ces officiers de premier rang de la dictature ont trait à des enrichissements illicites ou des crimes qui peuvent difficilement être considérés comme faisant partie du massacre politique. Par exemple, l'assassinat de Fernando Bionca, le mari de l'amante de Massera, est bien plus proche du crime passionnel ou crapuleux (ses biens sont aussi dérobés après sa disparition) que du crime politique, voir Martin PRIETO, « Retrato de un almirante en un país que sale del túnel », *El País*, 3 juillet 1983, [En ligne], http://elpais.com/diario/1983/07/03/internacional/426031223_850215.html (consulté le 29 février 2012).

²⁷³ Cette position extrémiste est couramment illustrée par la célèbre phrase prononcée en mai 1977 par le général Ibérico Saint Jean, alors gouverneur de la Province de Buenos Aires : « D'abord nous tuons tous les subversifs, après nous tuons leurs collaborateurs, après... leurs sympathisants, puis... ceux qui restent indifférents et, enfin, nous tuons les timides. », par exemple [En ligne], <http://www.me.gov.ar/efeme/24demarzo/frases.html> (consulté le 1^{er} mars 2012).

laquelle ils affichaient volontiers leur efficacité par rapport au pouvoir civil défait. Aussi, à partir de 1978, la lutte contre la subversion est officiellement terminée et la raison d'être de la dictature apparaît dès lors bien moins clairement²⁷⁴. A la même époque, les voix qui réclament pour le sort des *disparus* commencent à se faire entendre, obligeant à une réponse officielle. Cette dernière apparaît d'une rare hypocrisie et d'un cynisme affligeant²⁷⁵. Le peu d'efforts pour construire un discours un tant soit peu plausible à ce sujet accentue le cynisme ambiant et, probablement, révèle la certitude de l'impunité. Il n'est guère nécessaire de revenir dessus, si ce n'est pour souligner la cohésion des militaires professionnels derrière ce discours pourtant proprement incroyable. Nous pouvons néanmoins remarquer que l'argument des « excès » mine cette cohésion, car il renvoie la responsabilité aux exécutants du massacre, soit essentiellement aux officiers de second rang. Il convient d'ailleurs de rappeler que la figure de « l'excès » est reprise par le discours officiel d'Alfonsín.

La clandestinité du massacre distend la hiérarchie d'une chaîne de commandement dans l'Armée qui est, par ailleurs, déjà particulièrement lâche. Les principaux travaux sur les Forces Armées - Potash et Rouquier –, antérieurs au massacre systématique, montrent une institution qui suit un processus de politisation toujours croissant. Or, comme le rappelle Paula Canelo, la politisation mine les hiérarchies « normales » de la bureaucratie militaire. En effet, les critères bureaucratiques qui régissent les promotions internes (la formation, le mérite, etc.) sont relégués derrière des critères plus subjectifs, tels que des affinités politiques ou des relations interpersonnelles (par exemple familiales). Le népotisme crée des frustrations et des résistances qui fragilisent fortement la chaîne de commandement²⁷⁶, sans compter les groupes et allégeances que créent ces « services rendus ». De plus, poursuit Canelo, la croissante technicité des métiers à l'intérieur de l'Armée se traduit par la formation de sous-groupes spécialisés dont les cohésions internes tendent à s'affranchir de la hiérarchie générale

²⁷⁴ Le récent entretien accordé par Jorge Videla à l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16* est intéressant à ce titre. L'ancien dictateur témoigne des divisions internes à la junte militaire entre ceux qui souhaitent rendre le pouvoir aux civils en 1978, afin de garder un ascendant sur le prochain gouvernement, et d'autres qui veulent prolonger la dictature. D'après Videla, le gouvernement militaire n'avait dès lors plus d'objectifs très précis. Ricardo ANGOSO, « No salimos a cazar pajaritos, sino al terrorismo y a los subversivos », [En ligne], http://cambio16.es/not/1344/ldquo_no_salimos_a_cazar_pajaritos_sino_al_terrorismo_y_a_los_subversivos_rdquo_/ (consulté le 5 décembre 2012).

²⁷⁵ Les militaires au pouvoir pointent essentiellement deux types d'explication à la disparition de milliers de personnes. L'une renvoie la faute aux victimes qui sont, au choix, des subversifs qui vivent dans la clandestinité en Argentine ou à l'étranger ou ont été tués par leurs propres camarades violents. La seconde explication reconnaît une faute, qui serait un excès commis par des subordonnés dans l'exécution de la difficile tâche de mener la guerre contre un ennemi non conventionnel. Enfin, certains militaires cherchent à faire passer la disparition massive de personnes pour un phénomène normal accompagnant toute guerre, comme si les *disparus* étaient des ennemis non identifiées sur le champ de bataille, à l'instar d'un *soldat inconnu*.

²⁷⁶ P. CANELO, *Entre la política y la técnica...*, pp.27 et suivantes.

de l'institution²⁷⁷. L'Armée apparaît donc comme un corps fragmenté à l'extrême. Suite au retour du régime démocratique, l'institution cherche à préserver ses membres mais elle ne s'accorde pas sur les moyens pour atteindre cet objectif.

²⁷⁷ *Ibid.*

B. Deux stratégies pour un même objectif : bataille judiciaire ou confrontation directe

Comme nous le disions, la presque totalité des militaires estime que le massacre politique perpétré durant la dictature a été une guerre juste qui a permis, sinon l'instauration du régime démocratique – argument rhétorique très souvent invoqué –, au moins d'éviter l'installation d'une dictature communiste en Argentine. De sorte que pour les plus radicaux, et cohérents, d'entre eux, même l'idée de l'amnistie, promulguée par le dernier gouvernement militaire, est odieuse dans la mesure où elle s'apparente à un pardon. Or, pour eux, la société ne doit pas pardonner ses soldats mais les honorer pour avoir sauvé le pays du communisme. Le CEMIDA (*Centro de Militares para la Democracia Argentina*), qui appelle à une profonde remise en question de l'institution suivie d'une purge, ainsi qu'à une stricte obéissance aux pouvoirs civils, fait ici figure d'exception²⁷⁸. Les deux courants principaux qui traversent l'Armée, et s'affrontent, ont le même objectif : l'impunité pour les crimes commis durant la dictature. Il y a un consensus sur la revendication de la « guerre antisubversive ». Seulement, les uns comprennent que l'amnistie complète est impossible à obtenir d'un pouvoir politique, dont une grande partie de la légitimité provient précisément de son opposition à l'impunité. Tandis que les autres considèrent que l'institution militaire est en mesure de créer un rapport de force qui oblige le pouvoir civil à lui accorder la fin des procès.

²⁷⁸ Voir D. MAZZEI, *op.cit.*.

a. La bataille judiciaire

La première de ces lignes est incarnée par le chef de l'État-Major, Rios Ereñu, qui appelle à mener une « bataille judiciaire ». Cette thèse est synthétiquement exposée, dans un discours prononcé devant environ 300 officiers dans la caserne de Palermo à Buenos Aires, le 5 mai 1986 :

[...] il faut clairement comprendre que la victoire militaire contre la subversion ne s'est pas matérialisée sur le champ politique, DE SORTE QUE LA GUERRE CONTRE LA SUBVERSION EST UNE GUERRE PERDUE.

[...]

Alors, dans quelle situation se trouvent les Forces Armées aujourd'hui ? CERCLÉES D'UN CÔTÉ PAR LE RESPECT À L'ORDRE INSTITUTIONNEL ET, DE L'AUTRE, PAR LE DROIT LÉGITIME DE DÉFENDRE LES FAITS ACCOMPLIS.

Bien qu'il ne faille pas oublier que ce sont des faits politiques avec une fin politique, nous l'affronterons comme une **bataille judiciaire**. [...]

POUR RESUMER, LE BILAN EST DE BEAUCOUP DE NUAGES NOIRS ET UN MINIMUM DE DETENTIONS, C'EST-A-DIRE UNE BATAILLE AVEC PEU DE PERTES.²⁷⁹

Pour Ereñu, il s'agit de rester à l'intérieur du cadre légal, il faut comprendre que « LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR AGIT AVEC LE POUVOIR RÉEL À L'INTÉRIEUR DU TEMPS ET DE L'ESPACE MARQUÉ PAR LE POUVOIR POLITIQUE. »²⁸⁰. Dans ces conditions, l'objectif de l'institution est de « payer le moindre coût possible »²⁸¹.

Cette position s'explique, bien entendu, en grande partie par la charge qu'occupe Rios Ereñu. En tant que chef d'État-Major, il ne peut défendre une position de rupture sans renoncer au poste. Il doit donc concilier la politique officielle avec une institution dont les membres sont très majoritairement hostiles à son application. Il propose une véritable stratégie défensive de l'institution, qui part du constat de « la guerre contre la subversion perdue » et dont l'objectif final est « REVENDIQUER NOS COMMANDANTS »²⁸². Il s'agit de reconquérir l'espace politique en réduisant les « pertes » (les incarcérations) au maximum. Pour cela, il prévoit d'agir par paliers : obtenir les meilleures conditions juridiques pour affronter les procès, réduire le nombre de ces derniers au maximum, puis les annuler par une

²⁷⁹ Document dactylographié intitulé « Explicación sobre las instrucciones del Presidente de la Nación a los fiscales militares », publié dans Horacio VERBITSKY, *Civiles y militares...*, op.cit., pp.293-296. Les majuscules sont originales, c'est nous qui soulignons.

²⁸⁰ *Ibid.*

²⁸¹ *Ibidem.*

²⁸² *Ibid.*

amnistie et, enfin, revendiquer purement et simplement la « guerre antisubversive »²⁸³. La méthode consiste, à chaque étape, à battre le chaud et le froid, soit un subtil discours qui alterne entre des professions de foi démocratique et des menaces à peine voilées contre le régime.

Ainsi, au début du mois de décembre 1986, Rios Ereñu expose publiquement une conception du rôle de l'Armée en rupture complète avec la Doctrine de la Sécurité Intérieure. Il y affirme que les militaires ne peuvent développer aucun projet pour la Nation car ils doivent nécessairement se soumettre à celui émis par le pouvoir politique. Mais, le 19 décembre, la loi *Punto Final* à peine votée à l'Assemblée, Ereñu annonce que celle-ci n'est qu'une étape. Puis, le 22 décembre, alors que la même loi passe devant le Sénat, il précise sa pensée : il est favorable à *Punto Final* mais il reste à définir comment elle s'appliquera. Enfin, en janvier, il défend le bilan de la « guerre antisubversive » malgré « ses erreurs » et glorifie « la même Armée avec laquelle la patrie est née à l'histoire » (en inversant les termes de la formule traditionnelle : « Armée qui est née avec la Patrie en 1810 ») pour commémorer les 12 ans de l'*Operación Independencia* de 1975²⁸⁴ (généralement considérée comme le début du massacre politique systématisé durant la dictature). Autrement dit, Rios Ereñu cherche à franchir une nouvelle étape dans sa longue opération de reconquête de l'espace politique.

b. La confrontation

Cependant, la stratégie du chef de l'État-major se maintient sur le fil d'un double discours permanent. Il doit d'une part assurer le gouvernement et la société de la nouvelle disposition de l'Armée en faveur de la Constitution et, de l'autre, assurer les officiers que son objectif ne diffère pas du leur et que sa méthode est la meilleure. Ce double discours est dénoncé à la fois par les organismes de défense des droits de l'Homme, en particulier le CELS²⁸⁵ qui doute des convictions démocratiques de Ereñu, et par un secteur de l'Armée. Ce dernier défend la seconde ligne interne qui, à la subtile stratégie de Ereñu, préfère « montrer les dents et mordre » qui est la fonction du soldat selon Aldo Rico²⁸⁶. Cette position de confrontation avec le pouvoir civil n'est cependant pas l'apanage de Rico et des *carapintadas*, elle est largement partagée dans les rangs militaires, à tous les échelons. Bien que ce soit

²⁸³ *Ibid*, pp.210-217.

²⁸⁴ *Ibid*, p.216.

²⁸⁵ Horacio Verbitsky, le journaliste dont nous reprenons pour bonne part les informations sur Rios Ereñu, fait lui-même partie du CELS (Centro de Estudios Legales y Sociales). Voir *infra*, note p. 265.

²⁸⁶ Lettre du Lieutenant-Colonel Aldo Rico adressée à son supérieur, datée du 18 février 1987, document publié dans J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, p.258.

effectivement les *carapintadas* qui mènent cette logique jusqu'à son terme avec le soulèvement, de nombreuses manifestations de cette même attitude jalonnent l'ensemble de la présidence d'Alfonsín. Ainsi, en avril 1984, pour la première fois des officiers en exercice assistent à la messe de la FAMUS²⁸⁷ (auparavant, ces messes réunissaient des familles de militaires et des militaires retirés du service actif). Durant les mois suivants, lors du Procès aux Juntas, ces messes apparaissent comme un moyen pour les officiers de marquer leur solidarité avec les chefs de la dictature. Outre la famille de Videla et des officiers de premier rang de la dictature, des dizaines d'officiers en activité y assistent, dont le chef d'État-major, Rios Ereñu²⁸⁸. Or, ces messes ne se contentent pas d'offrir des hommages aux « morts du fait de la subversion », elles s'attaquent directement au gouvernement accusé de marxisme²⁸⁹, voire au régime car « avec la démocratie est arrivé l'anticléricalisme, l'essor de la drogue, la délinquance et la pornographie » selon l'homélie du prêtre Manuel Betrán²⁹⁰. La présence des « modérés » (les loyaux au gouvernement) aux messes de la FAMUS illustre bien où se situe le consensus interne aux Forces Armées. Toutes les possibilités offertes par le gouvernement à l'institution pour qu'elle effectue une autoépuration sont rejetées, avec le refus ostensible des tribunaux militaires de juger les juntas militaires²⁹¹. Rios Ereñu est le troisième chef d'État-Major en deux ans²⁹², ses prédécesseurs renoncent ou sont révoqués comme un autre signe de la fronde sourde qu'exercent les militaires contre le gouvernement, et il ne s'agit pas alors de rebelles de grades intermédiaires ou subalternes mais des plus hauts cadres de l'Armée.

²⁸⁷ FAMUS : Familiers et Amis des Morts du fait de la Subversion. Il s'agit d'une association, censée représenter le pendant des Mères de la Place de Mai, qui revendique systématiquement l'action des forces de l'ordre durant les années 1980. « Très exceptionnellement FAMUS manifestait sur la voie publique. Outre la publication d'un bulletin, son activité se concentrait plutôt dans les messes mensuelles en commémoration de civils et militaires "morts par la subversion" à Buenos Aires, La Plata, Rosario, Mar del Plata, Tucuman, Cordoba, Corrientes, Salta et Bahia Blanca », Valentina SALVI, « Violencia, olvido y victimización colectiva. El discurso de las agrupaciones de "Memoria Completa" », IV Seminario Internacional Políticas de la Memoria, octobre 2011, [En ligne], <http://www.derhuman.jus.gov.ar/conti/2011/10/seminario.shtml> (consulté le 25 juin 2012).

²⁸⁸ Hugo VEZZETTI, « Conflictos de la memoria en la Argentina. Un estudio histórico de la memoria social », dans, Anne PEROTIN-DUMON (dir.), [En ligne], <http://www.historizarelpasadovivo.cl/index.html>, consulté le 18 décembre 2012.

²⁸⁹ *Ibid.* Les assistants de la messe se réunissaient ensuite sur le parvis de l'église et entonnaient quelques refrains, par exemple « morts aux tribunaux bolchéviques », « mort au cochon de Chascomús » (la ville d'origine de Raúl Alfonsín) ou encore « elle finira, elle finira, la synagogue radicale », voir Valentina SALVI, *op.cit.*

²⁹⁰ *Ibid.*

²⁹¹ Rappelons que, dans un premier temps, les chefs des juntas devaient être jugés par la haute cour militaire (le Conseil Suprême). Celle-ci fait savoir, le 21 septembre 1984 – soit, le jour suivant la remise officielle du rapport de la CONADEP sur les disparitions de personnes – que les ordres donnés par les juntas sont « inattaquables » (*inobjetable*), voir H. VERBITSKY, *Civiles y militares... op.cit.*, p.81.

²⁹² Alfonsín nomme Jorge Hugo Arguindegui, qui est remplacé dès juillet 1984 par le général Pianta qui reste au poste jusqu'au 4 mars 1985, remplacé par Rios Ereñu.

c. Combinaison institutionnelle ?

Ces deux attitudes, la conciliation ou l'affrontement avec le gouvernement, suivent les mêmes objectifs d'amnistie et, à terme, de revendication, voire de reconnaissance sociale, de la « guerre antisubversive ». De plus, elles se combinent puisque la stratégie de la conciliation menée par Rios Ereñu s'applique par une alternance constante du discours. De sorte que des observateurs concluent aisément que les deux attitudes participent de la même stratégie de l'Institution, qui aurait réparti les rôles entre les « durs » et les « conciliants », pour obtenir son absolution. Cette conception est défendable dans la mesure où, effectivement, les négociations des « conciliants » s'appuient souvent sur la menace sourde des « durs ». C'est néanmoins ignorer qu'il s'agit de personnes différentes qui agissent aussi selon d'autres considérations que l'unique « bien commun » de l'institution militaire. Il est d'ailleurs très probable que la position la plus viable à long terme pour maintenir le pouvoir relatif de l'institution à l'intérieur de l'État soit celle développée par le CEMINDA²⁹³, qui reste extrêmement marginale parmi les militaires. De sorte que la considération institutionnelle – survie ou maintien de la force de l'institution – n'est certainement pas celle qui prévaut et rien n'indique que les différents camps internes aient agi de concert. Bien au contraire, ils semblent tous engagés dans une lutte pour obtenir ou garder le pouvoir à l'intérieur de l'Armée. Paula Canelo a montré le poids des considérations carriéristes dans les différentes positions adoptées, qui vont de l'attentisme à l'irruption armée sur la scène publique. Entre les deux méthodes, Ernesto Barreiro choisit celle du coup de force plutôt que la négociation : il serait lui-même l'une des pertes de la bataille judiciaire.

Pour résumer, le major Ernesto Barreiro, l'officier qui déclenche la crise, par sa décision de ne pas se présenter devant le tribunal fédéral de Cordoba ce mercredi 15 avril 1987, est un militaire de carrière dont le seul fait d'arme notable est la torture systématique de personnes sans défense, il ne participe *a priori* pas aux opérations de séquestration proprement dite qui

²⁹³ Rappelons que le CEMINDA prône un assainissement drastique de l'institution, entre autres par la pleine obéissance au pouvoir civil, ce qui implique de ne poser aucune entrave au Pouvoir Judiciaire. Il est même probable que la justice militaire souhaitée par le CEMINDA eût été bien plus sévère, si l'on en juge par le « Rapport Rattenbach » que nous évoquions plus haut. Or, le colonel Augusto Rattenbach, fils du général qui a présidé la commission sur les causes de la défaite des Malouines, est l'un des principaux référents du CEMINDA, voir D. MAZZEI, *op.cit.*

comportaient parfois quelques risques mais se contente de recevoir les séquestrés déjà hors d'état de nuire. Ses opinions le placent à la droite la plus extrême de l'échiquier politique mais il ne les professe guère qu'auprès de ses camarades et de ses victimes dans le réduit de la salle de torture²⁹⁴. Après la fin de la dictature, son souci principal semble avoir été d'éviter personnellement les tribunaux. Aussi pouvons-nous décrire un personnage politiquement terne, préférant l'ombre des casernes aux actions d'éclat ou de guerre. Son inscription dans le courant des bientôt nommés *carapintadas* s'explique moins par son adhésion à une quelconque doctrine que par sa situation personnelle mise en péril par la Justice. Il n'est pas un personnage qui puisse susciter un engouement, y compris parmi les militaires. Il n'en exprime pas moins une opinion très largement partagée par les officiers de second rang quant à la Justice et aux officiers supérieurs.

²⁹⁴ Très récemment, Ernesto Barreiro a donné une interview à un journaliste espagnol dans la prison où il est détenu. Outre la torture qu'il évoque par des euphémismes, il estime que la responsabilité pour les disparitions de personnes revient uniquement aux commandants du régime car lui et ses subalternes se limitaient à exécuter les ordres. Autrement dit, il n'a pas changé de stratégie de défense judiciaire depuis les années 1980. Il émet cependant une critique contre la clandestinité de la répression, estimant que les disparus auraient dû être fusillés, c'est-à-dire officiellement exécutés après un procès. Il s'agit d'un lieu commun de la critique de la dictature exprimée par l'extrême-droite qui cherche à légitimer le massacre en supposant qu'un cadre légal aurait abouti au même nombre de morts, autrement dit que toutes les victimes étaient coupables. Il dit aussi regretter que les archives de la répression, soit les listes des détenus puis disparus, aient été détruites par ordre du général Cristino Nicolaides. Voir Vicente ROMERO, « No debió haber desaparecidos, sino fusilados », *El Mundo*, 1^{er} décembre 2013, [En ligne], <http://www.elmundo.es/internacional/2013/11/30/529874cf684341b02f8b456a.html> (consulté le 15 décembre 2013).

2. Les *carapintadas*²⁹⁵

La non comparution du major Barreiro qui se réfugie dans le camp militaire du Régiment aéroporté N°14, à quelques kilomètres de la capitale de la province de Cordoba, le 15 avril au soir, marque le début d'une sédition militaire. Celle-ci est une conspiration dûment organisée que les séditeux baptisent *Operación Dignidad*, dont le second mouvement consiste en l'occupation d'une école d'Infanterie située dans le plus grand camp militaire de la province de Buenos Aires, Campo de Mayo, à 30 kilomètres du centre de la capitale du pays. Cette occupation se réalise le jeudi 16 avril 1987 à midi, sans rencontrer de résistance, sinon formelle, de l'officier en charge du camp. Elle est menée par le lieutenant-colonel Aldo Rico, qui a quitté son poste de chef du Régiment N°18 d'Infanterie de San Javier dans la province de Misiones, pour prendre possession du camp à la tête d'environ 200 hommes qui se déploient en position de défense armée de l'école d'Infanterie.

A. Les *commandos* au secours des bourreaux

A bien des égards, Aldo Rico se présente comme une exacte antithèse de Ernesto Barreiro. Autant ce dernier est silencieux en public, autant le premier est disert sur les tribunes qui se présentent à lui. Là où l'un semble fuir les médias et les journalistes, l'autre les cherche et tente de les subjuguer avec, il est vrai, des succès mitigés. Surtout, en 1987, les deux militaires renvoient à – voire symbolisent – des conflits très différents. Alors que la figure de Barreiro est irrémédiablement attachée à la torture qu'il dirige à l'ombre d'un camp de concentration, Rico apparaît comme le vétéran d'une guerre héroïque menée contre une grande puissance. Nous verrons que les images sont en partie construites²⁹⁶, elles n'en révèlent pas moins des traits essentiels de personnalités qui représentent deux secteurs très

²⁹⁵ Nous n'avons pas déterminé l'auteur exact du terme « carapintada » qui apparaît durant la semaine suivante de *Semana Santa* dans différents journaux. Elle se réfère au maquillage de type camouflage qu'utilisent les séditeux. La plupart des documents dont nous disposons pour les aborder sont postérieurs à la crise, ce qui est significatif : l'action est performative, elle les définit en tant que groupe militaire différencié et leur offre, dans le même temps, un nom.

²⁹⁶ De fait, le lien entre la guerre des Malouines et les *carapintadas*, avant d'être fortement revendiqué par ces derniers, apparaît au grand public de la bouche même d'Alfonsín. Dans son discours qui clôt *Semana Santa*, le président décrit les militaires soulevés, soulignant que « certains sont des héros des Malouines ». Peut-être sans en mesurer toutes les conséquences, ou dans une mesure qui reste à déterminer, Alfonsín leur a ainsi offert une source de légitimité qu'ils ne cesseront d'exploiter. Il va de soi que d'autres secteurs auraient pu, tout aussi légitimement, revendiquer ce statut de « héros des Malouines », au premier rang desquels les milliers de très jeunes conscrits envoyés sur les îles en avril 1982.

différents de l'Armée, tous deux en crise. Pourquoi un secteur qui n'a, *a priori*, rien d'autre à se reprocher que d'avoir combattu dans une guerre pratiquement impossible à gagner face à la Grande-Bretagne, vient-il au secours d'un autre secteur qui a fui tous les combats pour leur préférer les salles de torture et la bureaucratie criminelle d'un massacre politique systématique de concitoyens ? Nous ne saurions dire si ces deux hommes s'apprécient, il est en revanche certain qu'ils conspirent ensemble. Les journalistes Jorge Grecco et Gustavo González affirment qu'ils se rencontrèrent environ deux semaines avant l'insurrection, début avril, dans un restaurant de Buenos Aires²⁹⁷. Barreiro avait annoncé, au moins dans les cercles militaires, son intention de ne pas se présenter devant le tribunal qui le convoquerait. Il s'agissait du *casus belli* souhaité par le lieutenant-colonel Aldo Rico qui, pour sa part, avait rédigé une lettre adressée à sa hiérarchie dénonçant les torts subis par l'Armée, et plus spécifiquement par ses cadres intermédiaires, du fait de la multiplication des procès. Il y remarquait notamment que

Ces citations [judiciaires] ne concernent plus seulement le niveau de commandant mais incluent désormais le personnel des officiers subalternes et, même, de sous-officiers, oubliant définitivement le concept d'obéissance due [...].

La conséquence sera plus de camarades détenus et moqués, pour avoir combattu et triomphé dans une guerre juste et nécessaire, grâce à laquelle le régime actuel est possible. [...]²⁹⁸

Le document suggérait ensuite de faire une distinction entre l'« ordre constitutionnel et l'ordre légal, afin de s'opposer à la loi sans rompre l'ordre constitutionnel »²⁹⁹. La distinction est par la suite, durant *Semana Santa*, comprise comme un recours rhétorique peu crédible³⁰⁰, elle permet cependant de fixer un objectif. Il s'agit d'écarter l'idée d'un coup d'État, tout en s'affrontant à la justice. Or, l'État-Major, au moins depuis l'ascension de Rios Ereñu, a décidé que tous les militaires convoqués par les tribunaux devraient se présenter devant les juges. De sorte que la lettre d'Aldo Rico comporte une critique frontale à sa hiérarchie, critique qui s'assimile à une menace dans la mesure où son analyse centrale porte sur les effets des actions judiciaires sur « la cohésion spirituelle » des cadres de l'Armée :

Que restera-t-il de la cohésion de ses cadres, fondée sur la confiance dans le camarade, si la Force décide de livrer à la vindicte publique, orchestrée par ceux qui furent vaincus, les camarades qui ont combattu la subversion marxiste ? Quel sera le sentiment de cohésion

²⁹⁷ Les journalistes laissent entendre que leur source est le serveur du restaurant. Ils n'hésitent cependant pas à romancer les faits, en reconstituant une conversation qui n'a très probablement jamais été entendue par leur source mais qui a l'avantage littéraire de résumer la situation. J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, pp.13-16.

²⁹⁸ Lettre du lieutenant-colonel Aldo Rico au commandant de la XII^{ème} Brigade d'Infanterie, datée du 18 février 1987, publiée dans P-J. HERNANDEZ, *op.cit.* pp.258-260.

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ Voir par exemple la retranscription du programme radiophonique *Cordialmente*, Radio Mitre, 17 avril 1987, J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op. cit.*, pp.278-283.

durant le prochain conflit si le concept de responsabilité est détruit et celui de camaraderie remplacé par la méfiance horizontale et verticale ? ³⁰¹

Rico précise bien, et le répète, qu'il s'agit là de « l'aspect fondamental du problème ». Cette insistance sur la cohésion des militaires, avec des références à la « méfiance verticale » signifie clairement une menace à sa hiérarchie. Cette dernière comprend d'ailleurs parfaitement le message et répond par une sanction disciplinaire de dix jours d'arrêts³⁰². Il faut cependant remarquer que la menace peut être comprise de plusieurs manières à l'intérieur de l'institution militaire. Rétrospectivement, nous la comprenons comme un avertissement de Rico qui ferait valoir devant ses supérieurs sa force réelle : l'adhésion d'une grande partie des officiers subalternes à sa plainte. Mais cette lecture est influencée par les événements ultérieurs, rien n'indique en février 1987 que Rico puisse effectivement compter sur la « camaraderie » des officiers de second rang contre leurs supérieurs s'il venait à effectuer un coup de force. L'argument qu'il brandit est moins une menace qu'une crainte de voir se rompre la fragile cohésion de l'Armée. Or cette crainte n'est pas l'apanage de Rico, elle est partagée par l'ensemble de l'institution. Il fixe donc une position qui suit les mêmes objectifs que ceux du chef de l'État-Major, Rios Ereñu, à savoir l'impunité et la préservation de l'unité de l'Armée. Mais il suggère une méthode très différente, qui doit préserver avant tout les officiers de second rang et responsabiliser les officiers supérieurs. Quoi qu'il en soit, la réponse de sa hiérarchie est anecdotique mais elle illustre bien le climat d'indécision qui règne dans le commandement militaire : la sanction disciplinaire frise le ridicule s'il s'agit de réprimer une menace de sédition mais elle est tout de même prise, comme si le supérieur préférerait infliger une sanction administrative de routine plutôt que prendre une décision, en faveur ou contre, son officier subalterne rebelle.

Barreiro et Rico avaient donc intérêt à se rencontrer. Là où le premier cherchait à obtenir son impunité, le second cherchait à renverser l'ensemble de la politique militaire du gouvernement et faire pression sur sa hiérarchie. Les objectifs sont de portée différente mais se rejoignent dans l'amnistie. Cette dernière est certes « ignominieuse en soi. Pourquoi une amnistie alors que nous nous sommes battus dans une guerre juste et nécessaire ? Néanmoins, afin de préserver l'ordre constitutionnel, elle semble la seule solution viable. »³⁰³.

³⁰¹ Lettre du lieutenant-colonel Aldo Rico, *op.cit.*

³⁰² Document daté du 13 avril 1987, publié en annexe de J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op. cit.* p.265.

³⁰³ Lettre du lieutenant-colonel Aldo Rico, *op.cit.*

a. Le soldat Rico

Aldo Rico est un militaire de carrière atypique. Pour commencer, il n'a pas d'antécédent familial dans une institution qui entretient une forte propension à l'endogamie, au moins pour ce qui concerne les officiers supérieurs³⁰⁴. Il est fils d'un tavernier d'un quartier populaire de Buenos Aires, né le 2 mars 1943. C'est un choix personnel qui le mène à faire carrière dans l'Armée. Curieusement, il se situe alors plutôt du côté progressiste dans les conflits politiques de la fin des années 1950³⁰⁵. Durant sa formation militaire, il est à la fois remarqué pour son indiscipline et sa capacité à diriger les hommes, ce second aspect étant considéré comme une grande qualité dans le métier des armes³⁰⁶. En 1968, il fait partie du premier groupe d'officiers argentins à être entraîné comme « commandos » par Mohammed Ali Seineldín et des instructeurs des *special forces* états-uniens³⁰⁷. Cette formation est particulièrement éprouvante physiquement³⁰⁸, il s'agit de créer des troupes d'élite habituées à agir en situation extrême. Elle s'adresse à tous les militaires professionnels en marge de leur

³⁰⁴ Nous n'avons pas rencontré d'études chiffrées qui confirment, infirment ou nuancent ce lieu commun sur les officiers supérieurs. Nous faisons référence à la perception qu'en ont les militaires eux-mêmes, et plus particulièrement les *carapintadas* qui dénoncent des carrières construites sur les relations familiales plus que sur le mérite. Voir « Contribución para el cambio de mentalidad » reproduit dans Norberto CERESOLE, 1988 *Crisis Militar Argentina*, Buenos Aires, Ed. Instituto Latinoamericano de Cooperación Tecnológica y Relaciones Internacionales, 1988, 285 pages, pp.176-185.

³⁰⁵ P. J. HERNANDEZ, *op. cit.*, p. 23. Rico affirme avoir milité dans un courant lycéen socialiste lorsqu'il était dans le secondaire et avoir participé au conflit qui opposait « laïques » et « libres » à partir de 1958. Voir à propos de conflit, par exemple, Mónica BARTOLUCCI, « La primavera del 58. Revueltas, tomas y bataholas juveniles durante el conflicto "Laica o Libre" en Mar del Plata. », [En ligne], <http://historiapolitica.com/biblioteca/> (consulté le 20 juin 2012).

³⁰⁶ H. CHUMBITA, *op.cit.*, pp. 44-45.

³⁰⁷ *Ibid.* La plupart des auteurs, Hugo Chumbita, mais aussi P. CANELO, *op.cit.* p.204, ou H. VERBITSKY, *Civiles y militares... op. cit.*, désignent les assesseurs nord-américains comme des *Rangers*. La confusion provient du fait que la formation est introduite en Argentine en 1963 à la charge du colonel Leandro Narvaja Luque qui a, effectivement, pour assesseur le major William Cole, vétéran de la Guerre de Corée qui fait partie des *rangers*, voir Isodoro RUIZ MORENO, *Comandos en acción*, Ed. Emecé, Bs. As, 1986, 458 pages, p. 35. Mais la formation prend véritablement son essor en Argentine lorsqu'elle passe à la charge de Seineldín et est transférée à Campo de Mayo en 1968 (auparavant, elle se déroulait à Cordoba). Dès lors, les assesseurs nord-américains font partie des *special forces*, plus connus comme « bérets verts », les *commandos* argentins adoptent d'ailleurs cette coiffe distinctive. Les *special forces* des Etats-Unis sont les unités qui, à partir du milieu des années cinquante, se spécialisent dans les guerres dites non conventionnelles, voir site des *special forces* [En ligne], <http://www.soc.mil/USASFC/USASFC%20History.html> (consulté le 30 avril 2012). Autrement dit, ce sont des sections antiguerrillas qui adoptent les techniques de la guérilla. En 1968, l'Amérique du Sud comptait environ un millier d'instructeurs nord-américains venus de ces forces spéciales, voir Edouard BAILBY, « Les forces armées latino-américaines comptent 850 000 hommes solidement encadrés », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1968. Le béret vert, comme signe distinctif, provient originalement de Grande Bretagne, où il désignait aussi des commandos spéciaux chargés de s'infiltrer derrière les lignes ennemies durant la Seconde Guerre Mondiale (ses premières opérations ont lieu en France), voir I. RUIZ MORENO, *op.cit.*, p. 32.

³⁰⁸ Les aspirants sont, par exemple, faits prisonniers dans des fosses creusées à même la terre, où ils reçoivent une portion de polenta par jour à manger avec les mains. Tandis qu'ils subissent ces traitements, des hauts parleurs diffusent des discours de dirigeants marxistes et de la « musique d'Amérique centrale », *ibid.*, p.42.

carrière, avec de rigoureux critères physiques d'admission. Durant la formation, les hiérarchies sont momentanément suspendues, de sorte qu'un sergent peut se retrouver sous les ordres d'un soldat dans une mission d'entraînement, et l'esprit de corps est exacerbé. Dans ce sens, Seineldín apporte une adaptation personnelle à la formation en développant une mystique religieuse qui doit unir ses élèves³⁰⁹. La formation de commandos marque très fortement Aldo Rico et reste un point important pour notre étude, dans la mesure où le noyau dur des *carapintadas* provient de ce corps³¹⁰ qui, surtout, constitue le modèle de l'Armée qu'ils veulent imposer.

b. Contre l'*obediencia due*, l'« obéissance consciente »

En effet, la plupart des conceptions d'Aldo Rico sur l'Armée s'inspirent directement du fonctionnement des commandos, en particulier pour ce qui a trait à la hiérarchie. Il faut rappeler que les *carapintadas* sont avant tout des séditeurs. Or, l'une des valeurs les plus attachées aux militaires est l'obéissance et, quand bien même la majorité des militaires partagent l'essentiel des revendications des *carapintadas*, ils n'en condamnent pas moins leur attitude d'insubordination. Casser, formellement et publiquement³¹¹, la chaîne de commandement n'est pas une mince affaire pour des militaires. Rico doit donc se défendre de ce crime sous peine de s'aliéner les sympathies internes. Pour cela il développe une théorie, par ailleurs assez floue, qui remet en cause la hiérarchie formelle et en appelle à une obéissance « pleinement consciente », dont le ressort serait la parfaite adhésion « aux objectifs du supérieur ».

Nous sommes les prophètes de la liberté d'action dans l'Armée. Ici l'obéissance due n'existe pas, c'est un concept erroné. L'obéissance, comme la désobéissance, doit être profondément consciente. Et cela parce que le combat est un problème de prédisposition spirituelle et intellectuelle.³¹²

³⁰⁹ Durant la formation de commando, les soldats sont soumis à des tortures qu'ils doivent supporter en criant « Vive le Christ Roi », Gerardo YOMAL, « Locos de la guerra », *El Porteño*, mai 1987, p.43.

³¹⁰ Il ne s'agit pas à proprement dit d'un corps d'Armée, mais d'une formation. Néanmoins, le passage par cette formation constitue un signe de reconnaissance entre les militaires. D'autre part, peu avant la guerre des Malouines, une unité stable est formée (le commando 601) à partir de l'ancienne unité Halcón 8 qui avait été fondée en 1978 par Seineldín, à l'occasion du Mondial de football qui se déroule en Argentine, afin de prévenir des attentats durant l'événement sportif, I. RUIZ MORENO *op.cit.*, p.19. Cet auteur fait aussi référence aux tensions avec le Chili durant la même année 1978 comme une autre explication à la formation de l'unité Halcón 8, voir Isodoro RUIZ MORENO, *Comandos en acción. El ejército en Malvinas*, Buenos Aires, Ed. [électronique] Claridad, 2011, 487 pages, p.30. Une seconde unité est formée durant la Guerre des Malouines (le commando 602) dirigée par Aldo Rico.

³¹¹ Nous avons vu que des hiérarchies parallèles, qui font peu de cas de la hiérarchie formelle, existent à l'intérieur de l'Armée, mais elles restent occultes et préservent donc la fiction d'unité institutionnelle.

³¹² P. HERNANDEZ, *op.cit.*, p.27.

Cette conception de l'obéissance s'oppose catégoriquement à la « bataille judiciaire » et à celle d'Alfonsín sur « l'obéissance due », puisqu'elle présuppose que le massacre politique durant la dictature a été pleinement accepté par l'ensemble des officiers qui y ont participé. Cela revient à revendiquer pleinement la « guerre antisubversive » et ses méthodes. Ici, l'amnistie est considérée comme un mal nécessaire et circonstanciel, car l'objectif est la réhabilitation et non le pardon.

Sa conception de l'obéissance est justifiée par « le combat ». Rico puise dans sa principale source de légitimité : avoir participé aux combats durant la guerre des Malouines. L'ensemble de son programme de réforme des Forces Armées suit cette justification. En définitive, la critique se concentre sur la bureaucratisation de l'Armée, avec une opposition entre une « armée de bureau » et une « armée de combat » dont les *carapintadas* seraient l'archétype. Aussi, ces derniers appellent à une transformation des habitudes des officiers supérieurs qui devraient abandonner leurs « bureaux ampoulés » pour des postes de combat sur le « terrain d'opération ». La brochure qu'ils distribuent en juin ou juillet 1987, alors qu'ils cherchent à tirer profit de la dynamique initiée lors de *Semana Santa* deux mois auparavant, est un pamphlet contre les officiers. Le texte intitulé « Contribución para el cambio de mentalidad » (« Contribution pour un changement de mentalité ») pourrait évoquer une lutte de classe à l'intérieur de l'Armée, s'il n'insistait pas moins sur l'extraction sociale des officiers que sur leurs conditions morale et physique. Il commence par une liste des aspects qui marqueraient l'« éloignement de l'idéal de perfection », parmi lesquels :

- 1) Vous organisez votre carrière à travers parrains et amis... (de papa) [...]
- 3) Vous utilisez des soldats conscrits pour votre service personnel ; [...] qu'il lustre vos bottes ou vos brodequins, fasse votre lit, donne à manger à votre cheval, emmène les enfants au collège avec des voitures pourvues par l'État, etc.
- 4) Vous vous sentez attiré par des bureaux ampoulés, pleins de téléphones, avec des grands dossiers aux lettres dorées « à signer ».
- 5) Votre abdomen acquiert la même dimension que vos épaules [...]
- 6) Vous négociez ou [profitez de l'] usufuit [...] des éléments de l'hygiène des soldats, avec des pot-de-vin de fournisseurs, malversant des fonds, achetant l'*asado* ou le petit cadeau pour le chef [...]³¹³

Les *carapintadas* dénoncent une corruption des élites militaires qui toucherait des aspects économiques, moraux et professionnels. Elle renvoie à des lieux communs sur la vénalité des militaires, dénoncés pour les rapines dont ils sont coutumiers. Nous avons vu que les séquestrations durant la dictature sont habituellement accompagnées du vol des biens de la victime. Il existe aussi de forts soupçons de détournement des dons lors de la guerre des

³¹³ « Contribución para el cambio de mentalidad » dans N. CERESOLE, *op.cit.*, pp.176-177.

Malouines qui pèsent sur la direction³¹⁴. La réalité de la corruption économique est relativement peu documentée (ce n'est certainement pas le crime qui a le plus attiré l'attention), mais l'image d'officiers supérieurs affairistes est très répandue dans la société. Pour ne prendre qu'un exemple, le film *La historia oficial* de Luis Puenzo, sorti en 1985, montre en second plan un officier supérieur qui tâche de dissimuler ses frasques financières lors de la déroute du régime militaire³¹⁵. Mais la critique *carapintada* s'attache moins à dénoncer le vol systématique que les conséquences de l'enrichissement des officiers, qui se traduit par un éloignement social, et donc « spirituel », avec les troupes. Car, pour les *carapintadas*, le chef doit être proche de « ses hommes » :

Il est midi : sortez de votre sac à dos les éléments du casse-croûte, rationnez assis parmi vos hommes, tandis que vous étalez la carte de la zone sur le sol [...] Le soir, vous êtes fatigué et la troupe aussi. Rentrez en marchant à l'Unité, mais ne vous lavez pas lorsque vous arrivez, observez le bain de la troupe, des sous-officiers et des officiers.³¹⁶

Cet esprit de camaraderie, sur lequel insiste sans cesse Aldo Rico, doit être au centre de la restructuration de l'Armée. Il comporte néanmoins un paradoxe, il suppose un certain égalitarisme comme fondement de la hiérarchie. Cette dernière se structure à partir d'une notion d'« excellence » qui semble se prouver par l'aptitude à mener toutes les tâches, y compris les plus subalternes, plus parfaitement que tous les autres. Ainsi apparaît le chef reconnu des siens qui en acceptent « consciemment » le commandement et la « supériorité ». Derrière ces notions simplistes, qui renvoient systématiquement aux idéaux des commandos, il y a une sévère critique de « l'Armée de Bureau » qui en serait l'exact opposé. Celle-ci fonderait sa hiérarchie uniquement sur un système de coercition qui fonctionne à travers un ensemble de procédures routinières, des « chicaneries administratives »³¹⁷.

Selon les *carapintadas*, l'archétype de cette Armée de Bureau est le *Processus de Réorganisation Nationale* et sa figure emblématique Rafael Videla. Ce dernier, formaliste et bureaucratique, est présenté comme l'antithèse d'Aldo Rico³¹⁸. Néanmoins, la détestation des procédures administratives est à géométrie variable. Rico, qui se présente comme le chantre des responsabilités pleinement assumées, n'hésite pas à recourir aux subtilités procédurières pour éviter les conséquences judiciaires de ses actes. Suite au soulèvement de *Semana Santa*,

³¹⁴ Voir, par exemple, Pablo CALVO, « El oro de Malvinas : cómo se esfumó la mayor colecta de la historia argentina », 3 avril 2005, [En ligne], <http://edant.clarin.com/suplementos/zona/2005/04/03/z-950123.htm>, consulté le 10 avril 2012.

³¹⁵ Voir *La historia oficial*, film de Luis Puenzo, 1985.

³¹⁶ « Contribución para el cambio de mentalidad » dans N. CERESOLE, *op.cit.*, p.182.

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ En 1971 et 1972, les deux hommes étaient en contact quotidien dans le Collège Militaire, où Rico était instructeur et Videla directeur. Une rumeur, probablement diffusée par les secteurs *carapintadas*, veut qu'ils se haïssaient cordialement. H. CHUMBITA, *op.cit.*, p.44.

ses avocats font valoir un vice de procédure pour annuler l'une des charges³¹⁹. Néanmoins cette procédure relève de la justice civile, or les militaires ne se considèrent généralement tenus d'aucune loyauté envers les civils. En interne, Aldo Rico a en effet une carrière marquée par de nombreuses sanctions, qui semble accréditer son mépris pour la « hiérarchie formelle ».

c. Un assaut contre la direction de l'Armée

Nous pensons cependant, au-delà du cas particulier d'Aldo Rico, que les *carapintadas* insistent simplement sur les armes dont ils disposent. Or, la bureaucratie est aux mains de leurs ennemis à l'intérieur de l'Armée : la direction qu'ils souhaitent remplacer. L'attitude de Seineldín, le « chef fantôme » ou la figure emblématique de référence, illustre bien les considérations carriéristes sous-jacentes aux actions des *carapintadas*. Tant qu'une promotion au généralat ne semble pas exclue, il ne marque aucune solidarité publique avec les soulèvements militaires ; bien qu'il affirme partager leurs objectifs, comme pratiquement tous les militaires s'il s'agit de l'amnistie, il considère les *carapintadas* comme des « garçons désobéissants »³²⁰. Néanmoins, la promotion attendue en octobre 1988 ne venant pas, il dirige un nouveau soulèvement militaire en décembre 1988³²¹. Ces considérations carriéristes ne doivent jamais être négligées pour saisir le mécontentement des militaires – parmi lesquels les *carapintadas* – des années 1980. L'instauration du régime démocratique obstrue brusquement des carrières qui ont commencé avec un champ d'évolution illimité. Un militaire pouvait auparavant aspirer à n'importe quel poste, y compris la présidence de la République. Sans conjecturer sur les aspirations de chacun, nous pouvons facilement concevoir qu'Aldo Rico ait eu des ambitions politiques, son parcours ultérieur le laisse du moins supposer fortement. Plus prosaïquement, la carrière militaire n'est plus aussi rentable qu'elle l'a été³²². Ceux qui

³¹⁹ Les journalistes J. GRECCO, et G. GONZALEZ, *op. cit.*, pp. 113-114 décrivent la situation un peu surréaliste, où un juge se présente le jeudi 16 avril 1987 à Campo de Mayo pour signifier aux militaires séditieux qu'ils ont vingt minutes pour se présenter devant le tribunal avant d'être considérés comme rebelles. Pour sa part, H. CHUMBITA, *op. cit.*, p. 34, décrit une seconde formalité : le secrétaire du juge revient dans l'après-midi pour remettre à Aldo Rico sa citation à comparaître. Or, dans la confusion de la situation, un autre officier rebelle signe la citation, ce qui constitue un vice de procédure qui permet aux avocats de Rico de lui éviter d'être poursuivi pour la charge de désobéissance au tribunal.

³²⁰ P. CANELO, *op. cit.*, p. 230.

³²¹ Il s'agit de la troisième rébellion *carapintada* et la première dirigée par Mohamed Seineldín qui la marque de son sceau particulier : elle est baptisée « Operativo Virgen del Valle », tous les journaux 3 et 4 décembre 1988.

³²² Le salaire des militaires a été réduit de 25% en 1984. En avril de cette année, 2000 sous-officiers ont renoncé à la carrière à cause de cette baisse de salaire. De nombreux militaires effectuent des travaux en dehors de leur institution pour remédier à leurs difficultés financières. Cette austérité a néanmoins bien moins affecté les

l'ont entreprise subissent les mêmes rigueurs que l'ensemble des fonctionnaires. C'est un aspect souvent présent dans les revendications des *carapintadas*, qui peuvent s'assimiler à des protestations de type syndical.

officiers supérieurs : toujours en 1984, le salaire de base d'un adjudant est de 4 400 pesos, tandis que celui d'un général atteignait 55 220 pesos. P. CANELO, *op.cit.*, p.181.

B. Les Malouines, le mythe fondateur d'une « nouvelle armée »

La plupart des auteurs qui abordent les *carapintadas* font le lien avec la guerre des Malouines. La gestation de cette faction militaire aurait commencé sur le champ de bataille face aux Britanniques, en réaction à l'incurie de l'État-major, des « officiers de bureau ». Il faut néanmoins remarquer que ce lien provient essentiellement des propres *carapintadas* et, principalement, dans leurs communications postérieures au soulèvement de *Semana Santa*. Or, comme nous l'avons évoqué, c'est le président de la République qui établit pour la première fois ce lien devant la nation tout entière, durant son discours qui clôt la crise. En effet, Alfonsín décrit les séditeux en précisant que « certains sont des héros des Malouines ». Par la suite, il explique cette description avantageuse par un bref entretien imprévu qu'il a eu avec le capitaine Breide Obeid, lors de sa visite aux séditeux ; l'attitude du militaire qui lui raconta avoir été envoyé à la guerre l'aurait « ému »³²³. Nous verrons dans une autre partie qu'il avait aussi d'impérieuses raisons politiques pour présenter les séditeux sous leur meilleur jour. Remarquons, pour notre part, que l'insistance sur la guerre des Malouines est postérieure à *Semana Santa*, le peu de documents des principaux référents des *carapintadas* antérieurs à la crise ne la mentionnent pas. Le président leur a offert un espace de mémoire de premier choix auquel s'identifier. En effet, la guerre des Malouines joue un rôle essentiel pour l'image sociale des militaires, dans la mesure où il s'agit d'une cause qui reste très populaire. Or, pour calamiteuse qu'ait été la guerre, elle n'en reste pas moins la revendication la plus spectaculaire de l'irrégentisme argentin sur les îles, et elle fut le fait des militaires au pouvoir. Autrement dit, ces derniers pourraient toujours faire valoir cette action pour chercher à se réhabiliter au moins partiellement. Alain Rouquié avait bien averti, dès 1983, du rôle stratégique qu'auraient les Malouines pour les militaires³²⁴. Il appelait à *démalouiniser* la politique afin d'éviter que les militaires puissent revenir sur le champ politique. Dans ce sens, la crise de *Semana Santa* est une formidable *malouinisation* de la politique, dont les principaux bénéficiaires sont les *carapintadas*. L'intervention d'Alfonsín leur permet d'effectuer une véritable appropriation de la mémoire de la guerre des Malouines, à laquelle ils ne vont cesser d'être liés, voire de se confondre³²⁵.

³²³ R. ALFONSIN, *Memoria política...*, p.69.

³²⁴ *Humor*, n°101, mars 1983. Cité par Federico LORENZ, *Las Guerras por Malvinas*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2006, 338 pages, p. 191.

³²⁵ Nous avons démontré comment le mouvement *carapintada*, à travers des civils et d'anciens militaires, a réussi à occuper la direction de l'association *Comisión de Familiares de Caidos en Malvinas e Islas del Atlántico*

Pour autant, le discours d'Alfonsín, s'il favorise grandement l'association sociale entre les *carapintadas* et la guerre des Malouines, ne l'explique pas à lui seul. Les principaux référents, et singulièrement Aldo Rico, ont une parfaite légitimité à faire valoir leur statut de vétérans de guerre. De plus, l'absence de référence explicite aux Malouines dans les rares documents émis par le secteur *carapintada* antérieurement à la crise, ne signifie pas que la guerre ne soit pas déjà un élément de cohésion interne. Sans atteindre le niveau de publicité qu'offre le discours d'Alfonsín, l'association entre Aldo Rico et la guerre des Malouines est déjà diffusée. En 1986, Isidoro Ruiz Moreno³²⁶ publie *Comando en acción. El Ejército en Malvina*, un livre apologétique sur les commandos, et plus largement sur la guerre, dans lequel Aldo Rico apparaît comme un héros. En filigrane, l'auteur suggère que si l'Armée avait été à l'image des commandos, l'Argentine aurait été en mesure d'affronter la Grande-Bretagne. Malgré son évident parti pris, l'ouvrage apporte de nombreuses informations sur le fonctionnement de ces troupes d'élite et, plus intéressant, expose les valeurs qu'elles revendiquent et les griefs qu'elles entretiennent envers le reste de l'Armée, en particulier sa bureaucratisation. Par exemple, l'auteur reconstitue le parcours administratif des deux sections de commando pour arriver sur le sol des combats. Ainsi, le Commando 601 est formé dès le 7 avril 1982, moins d'une semaine après l'annonce de l'occupation des Malouines (2 avril) mais il reste stationné à Campo de Mayo jusqu'au 24 avril, dans l'attente d'un ordre³²⁷. Or, la spécificité des missions des commandos – s'infiltrer derrière les lignes ennemies – repose en grande partie sur une bonne connaissance du terrain. Autrement dit, les militaires d'élite perdent plus de deux semaines d'un temps précieux à cause d'une décision administrative. De même, le Commando 602 se forme sous l'insistance obstinée d'Aldo Rico

Sur qui s'est imposée dans l'élaboration et la diffusion du récit officiel de la guerre des Malouines. L'association en question, qui réunit des familles de soldats morts durant le conflit, est présidée jusqu'en 2010 par un agent civil du Bataillon 601 (Intelligence militaire), Héctor Cisneros. Ce dernier est membre de l'association en tant que frère d'un officier mort durant la guerre, Mario Cisneros qui était sergent dans le Commando 602 (dirigé par Aldo Rico). Voir Jérémie RUBENSTEIN, « *“Argentine soldier known unto God” : le cimetière Darwin et les conflits de récits de la guerre des Malouines* », *Le Mouvement Social*, n° 237, Ed. La Découverte, 2011/4, pp153-169. Encore une fois, ce récit s'est imposé au détriment de ceux portés par d'autres secteurs tout aussi légitimes pour porter la mémoire des Malouines – et bien moins militaires –, en particulier les appelés.

³²⁶ Isidoro Ruiz Moreno est professeur d'Histoire à l'Institut Universitaire de l'Armée. <http://www.an-historia.org.ar/RuizMoreno.php>, curriculum consulté le 15 mars 2012. Il laisse entendre dans son ouvrage qu'il a été professeur d'Aldo Rico en 1977, voir I. RUIZ MORENO, *op.cit* [version numérique, Ed. 2011], p. 139. Sa reconstitution de la guerre est essentiellement due à des entretiens réalisés auprès des membres des commandos, pour lesquels il entretient une très visible empathie. Durant *Semana Santa*, Ruiz Moreno se présente à Campo de Mayo pour tâcher de convaincre Aldo Rico de déposer les armes car il est « d'accord avec les objectifs recherchés, mais non avec la méthode choisie », J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, p.107.

Les commandos apparaissent aussi à leur avantage dans un reportage d'époque, dont il est difficile de préciser la source exacte, probablement réalisé par la télévision argentine durant l'opération de propagande qui a accompagné la guerre des Malouines. Voir Anonyme, « Malvinas : Comandos en acción », Vidéo, [En ligne], <http://www.youtube.com/watch?v=7Bsbfu8ifl8>, consulté le 5 janvier 2013.

³²⁷ I. RUIZ MORENO, *op.cit* [version numérique, Ed. 2011], p. 22.

auprès de ses supérieurs durant tout le mois de mai 1982³²⁸ et obtient le transfert de l'unité sur les îles le 24 mai, quelques heures avant que le pont aérien argentin soit coupé par les Britanniques. Ces soldats aguerris doivent s'acharner auprès de leurs hiérarchies pour obtenir de rejoindre un terrain de combat où se trouvent des milliers d'appelés à peine sortis de l'adolescence³²⁹. Dans ces conditions, nous pouvons saisir le mépris qu'ils expriment systématiquement envers « l'Armée de Bureau ».

Le discours des *carapintadas*, en rupture avec les « officiers de bureau », prend de la consistance dans ce récit de la guerre. Il manifeste une frustration envers une hiérarchie éloignée du métier des armes, qui a effectivement montré son incurie durant la guerre ; elle envoie, par exemple, essentiellement de jeunes appelés au front malgré les effectifs pléthoriques de l'Armée professionnelle, ce qui est proprement incompréhensible. Par contraste, les membres des commandos peuvent présenter un bilan positif de leurs actions, ce qui ne préjuge cependant en rien de leur capacité réelle à diriger une armée en guerre, il s'agit de quelques dizaines de militaires bien entraînés au combat, rien de plus. Cela leur permet d'offrir une image de l'Armée différenciée, qui se présente comme un projet pour « une nouvelle Armée ». Ainsi, la guerre des Malouines permet aux *carapintadas* à la fois de réhabiliter l'armée de Terre auprès de la société et, en interne, de se présenter comme une alternative à la direction. Ce second objectif est essentiel pour comprendre leur intervention sur la scène publique.

³²⁸ *Ibid*, pp.124-138.

³²⁹ D'après les chiffres officiels, les effectifs argentins sur les îles sont de dix mille hommes, voir *ibid.*, p. 45.

C. Discours publics, objectifs internes

Le jeudi 16 avril, pendant que des centaines de milliers de personnes manifestent sur les places des principales villes du pays en défense des institutions qui sont en alerte, aucun message ne provient des militaires séditieux retranchés dans l'école d'Infanterie de Campo de Mayo. La première intervention publique des séditieux a lieu le lendemain, vendredi à 11h 07³³⁰, sur la fréquence AM 80, radio Mitre, l'une des plus écoutées du pays. Il s'agit d'une conversation téléphonique, entre les animateurs de la radio et Aldo Rico, retransmise en direct et qui dure près de 15 minutes³³¹. Durant la même journée, les séditieux, à la fois à Campo de Mayo et à Cordoba, font un effort de communication, avec la publication de tracts qu'ils distribuent devant les casernes occupées et des déclarations aux journalistes. Ce rapport avec les médias se poursuit durant la crise et, par la suite, Aldo Rico s'engage dans une véritable stratégie de communication, en particulier avec la publication d'un ouvrage qui expose son point de vue et ses objectifs³³².

a. Un « problème institutionnel »

Durant la journée du 17 avril, plusieurs communications des séditieux tentent de faire face aux grandes mobilisations populaires provoquées par leur soulèvement. Ils cherchent avant tout à contester que leur objectif soit assimilable à un coup d'État :

[...] Nous avons adopté une attitude purement et exclusivement institutionnelle. C'est un problème interne à la Force. Ce n'est pas ce qu'ont dit beaucoup de médias, un affrontement entre dictature et démocratie, ni contre le gouvernement du Dr. Alfonsín. Nous demandons, nous réclamons de la manière la plus rapide qui soit, une solution politique à ce problème de la guerre contre la subversion. C'est-à-dire que nous demandons que soient posées les bases pour la véritable réconciliation de la société argentine.³³³

³³⁰ Deux heures auparavant, l'agence de presse *Noticias Argentinas* entre en contact avec Aldo Rico qui offre un entretien téléphonique, retransmis par l'agence à travers quatre dépêches à ses abonnés émis à 10h. J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, pp.83-84.

³³¹ Reproduction intégrale publiée dans *ibid.*, pp.278-282.

³³² J.P. HERNANDEZ, *op.cit.*. L'auteur se présente comme un journaliste indépendant qui mène un long entretien avec le militaire, mais il agit comme simple faire-valoir. L'ouvrage est moins un entretien qu'un exposé de la vie et des conceptions d'Aldo Rico.

³³³ Entretien radiophonique reproduit dans J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, pp.278-282.

Le communiqué qui est produit par les militaires séditieux de Cordoba affirme aussi qu'il ne s'agit que d'un « problème institutionnel » et non une attaque contre l'ordre constitutionnel³³⁴.

L'argument est repris durant l'après-midi à Campo de Mayo, dans un tract distribué à 16h :

A TOUS LES ARGENTINS DE BONNE FOI
NE VOUS LAISSEZ PAS TROMPER !
CECI N'EST PAS UN COUP D'ÉTAT
C'EST UN PROBLÈME INTERNE AUX FORCES ARMÉES³³⁵

Mais les journalistes, dès la conversation radiophonique matinale, ont tôt fait de remarquer la contradiction entre le respect de la constitution et le refus d'obéir aux ordres. Aldo Rico ne répond pas sur cette question, il reste aussi assez flou sur le nombre de militaires soulevés qui l'accompagnent. En revanche, il fait valoir sa véritable force :

Question : Vous pensez que toutes les Ecoles [les unités militaires] de Campo de Mayo répondent à vos ordres ?

Réponse : Non, non, pas exactement. Moi, je crois qu'il ne va pas y avoir... personne ne va bouger contre nous.

A ce moment, le pouvoir politique et l'État-major ont conscience de la difficulté de trouver des troupes qui soient disposées à reprendre par la force l'école militaire occupée. Mais ils se gardent bien d'en informer la population. Officiellement, les troupes « loyales » sont mobilisées et répondent aux ordres, à l'exception du Régiment 14 d'Infanterie de Cordoba (le premier lieu de sédition connu). La réalité est toute autre : il n'y a en effet pas d'autre régiment en état de sédition, mais il n'existe aucune unité militaire disposée à réprimer les séditieux. *La République n'a pas d'Armée* pour reprendre le titre de l'article du sociologue Alfredo Pucciarelli³³⁶. Néanmoins, à cette heure – vendredi à midi – personne ne sait exactement quelle est la force militaire réelle du gouvernement. Presque simultanément à la première intervention publique d'Aldo Rico, le président Alfonsín se réunit avec son État-major qui lui propose un plan d'opération pour réprimer les séditieux de Campo de Mayo et de Cordoba³³⁷. Décision est prise d'envoyer des troupes stationnées à Rosario, du Second Corps d'Armée sous le commandement du général Ernesto Alais, réprimer Campo de Mayo³³⁸. Le chef de l'État-major, Ríos Ereñu, communique à la presse la résolution à 13h, en précisant : « Il est avéré que la masse de l'armée de Terre argentine répond fidèlement à ce

³³⁴ Communiqué remis à la presse le 17 avril 1987, reproduit dans *ibid*, p.266.

³³⁵ Tract, reproduit dans *ibid*, p.239.

³³⁶ A. PUCCIARELLI, *op.cit.*.

³³⁷ J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, pp.91-92.

³³⁸ *Ibid*, p.132.

qu'établit la Constitution Nationale et les lois militaires qui régissent nos actions. »³³⁹. Or, par la suite – vendredi soir – les troupes du général Alais se déplacent effectivement en direction de Buenos Aires. Mais personne ne peut prévoir qu'elles prendront plus de vingt-quatre heures pour parcourir 300 kilomètres, marquant ainsi leur franche hostilité à leur mission. Plus exactement, ces troupes exposent une fausse obéissance qui laisse le pouvoir politique dans l'expectative et offre du temps aux séditeux pour poursuivre leurs objectifs.

Lors de sa déclaration radiophonique, Rico ne peut pas être certain que, effectivement, les officiers intermédiaires et les sous-officiers ne répondront pas aux ordres de leurs supérieurs. En réalité son annonce est l'un de ses principaux objectifs qui a deux conséquences à l'intérieur de l'institution. D'une part, malgré le peu d'officiers soulevés, la passivité des autres est un signe de leur adhésion relative. Il démontre ainsi son pouvoir réel sur l'Armée. D'autre part, et inversement, l'impossibilité du commandement à faire appliquer ses ordres signifie son impuissance et, donc, son nécessaire éloignement. De fait, le général Rios Ereñu présente sa démission le jeudi dès que le soulèvement est connu³⁴⁰ car il correspond à l'échec de sa stratégie. Sa démission a été repoussée par le président Alfonsín jusqu'au rétablissement de l'ordre dans l'Armée³⁴¹ mais les *carapintadas* ont ainsi déjà atteint un premier objectif : le remplacement de la direction, à laquelle ils souhaitent placer un général qui leur convient. Dans ce sens, ils remettent une liste de généraux jugés acceptables³⁴² pour occuper le poste de Rios Ereñu. C'est un objectif essentiel pour les *carapintadas*, s'ils parviennent à placer des hommes qui leur sont favorables, ceux-ci les placeront en retour à des postes clés³⁴³. Il s'agit d'une stratégie pour occuper la direction de l'Armée.

b. Se *laver la figure* pour atteindre le peuple

Comme nous le disions, à partir du second jour de crise, vendredi, alertés par l'ampleur de la mobilisation populaire à leur encontre, les *carapintadas* entreprennent de communiquer. Aldo Rico, qui réalise cette première intervention publique, s'installe dans le même temps comme un personnage public, statut qu'il ne quitte plus par la suite. La crise – et

³³⁹ *Ibid*, p.92.

³⁴⁰ A. PUCCIARELLI, *op.cit.*, p.121.

³⁴¹ *Ibid*.

³⁴² J. GRECCO et G. GONZALEZ, p.158.

³⁴³ A terme, cet objectif est un échec complet qui explique en grande partie les soulèvements *carapintadas* suivants : en particulier ceux de Monte Casero en janvier 1988 et de Villa Martelli en décembre 1988. Le remplaçant de Rios Ereñu, le général Caridi, effectue une purge administrative, en déplaçant systématiquement les militaires soupçonnés de sympathie pour les *carapintadas*. Voir P. CANELO, *op.cit.*, pp.227-232.

singulièrement la mobilisation populaire – lui a probablement fait comprendre la place stratégique qu’occupent les médias auxquels il apporte, dès lors, une attention peu commune chez les militaires³⁴⁴. Sa stratégie médiatique trouve son acmé dans la publication du livre de Pablo Hernández, *Conversación con Aldo Rico*, dont le lancement en 1989 dans les salons luxueux d’un hôtel du centre de Buenos Aires est décrit par Hugo Chumbita³⁴⁵. Or, Aldo Rico s’y singularise par sa volonté de présenter son courant militaire comme faisant partie du peuple. Nous avons déjà remarqué la propension des *carapintadas* à dénoncer les privilèges des cadres supérieurs de l’Armée en opposition aux soldats et, par ailleurs, les appels, pour le moins paradoxaux dans la situation de *Semana Santa*, « aux Argentins de bonne foi ». Dans l’ouvrage de Pablo Hernández, il poursuit dans le même sens avec l’objectif explicite de combler le fossé entre civils et militaires. Pour cela, il se présente volontiers – lui et la « nouvelle Armée », soit les *carapintadas* - comme provenant de secteurs populaires : « Nous nous sentons intégrés à la société, contrairement à ce que soutiennent les postures idéologiques qui tentent de nous séparer de notre communauté. »³⁴⁶ L’un des atouts de Rico et des *carapintadas* soulevés durant *Semana Santa* est qu’ils ne sont pas personnellement poursuivis par la Justice. Cela leur permet de présenter leurs actions comme une œuvre d’abnégation en faveur des Forces Armées :

Ni les camarades qui m’ont accompagné ni moi n’avons des poursuites judiciaires pour des présumées violations de droits de l’homme ou d’excès durant la guerre que la société argentine dans son ensemble a menée contre la subversion marxiste.³⁴⁷

L’ouvrage permet aussi à Rico de construire une image qui contredit celle qui apparaît dans les journaux qui le situent à l’extrême droite. En particulier, il cherche à se défaire de l’antisémitisme qui lui est souvent attribué :

Question : Une autre supercherie de la gauche à votre propos est que vous seriez antisémites.
Réponse : Bon, je crois que parler d’antisémitisme est une mauvaise habitude antisémite. Comme je l’ai dit, nous sommes catholiques. C’est pour cela qu’il est impossible que nous soyons antisémites. Au début, Jésus était juif, et sa mère aussi.³⁴⁸

³⁴⁴ Il est cependant loin d’être le seul militaire à entretenir des relations soutenues avec les médias. Pour ne prendre qu’un exemple, le général Ramón Camp écrit régulièrement dans les colonnes de *La Prensa* durant toute la décennie.

³⁴⁵ H. CHUMBITA, *op. cit.*, pp.184-189.

³⁴⁶ P. HERNANDEZ, *op.cit.*, p. 24.

³⁴⁷ *Ibid*, p.47. Il faut cependant rappeler que de nombreux commandos ont participé à la répression dans la province de Tucuman en 1975, ladite « Operativo Independencia » qui marque le début de la répression qui se généralise à tout le pays après le coup d’État de 1976. Isidoro Ruiz Moreno présente cette opération comme le « baptême du feu » de nombreux commandos, il laisse la parole à l’un d’eux qui offre un témoignage intéressant : « Je crois qu’à Tucuman, nous nous sentions comme ont pu se sentir les Anglais aux Malouines : ils disposaient des satellites des Etats-Unis, de leur base à Ascensión, de quantité de bateaux et d’hélicoptères », I. RUIZ MORENO, *op.cit* [ed. numérique, 2011], p.16. Il est cependant probable que l’asymétrie ait été bien plus importante à Tucuman, entre les 100 guérilleros et les 4000 soldats, comparés aux 10 000 effectifs argentins et aux forces britanniques.

L'argument est assez spécieux si l'on considère la longue tradition catholique antijudaïque. L'antisémitisme des *carapintadas* est cependant difficile à établir, dans la mesure où il n'est, à notre connaissance, jamais revendiqué si ce n'est par Norberto Ceresole. Ce dernier est un des rares intellectuels qui soient attachés au mouvement *carapintada*. Il faut néanmoins nuancer l'affirmation par deux avertissements qui en réduisent considérablement la portée. D'une part, Ceresole est plus un imposteur universitaire qu'un scientifique. Outre son négationnisme qui suffit amplement à le disqualifier auprès de toutes les autorités scientifiques, l'impossibilité de trouver la moindre cohérence à des ouvrages remplis de sigles plus obscurs les uns que les autres et d'avertissements à des « lecteurs argentins »³⁴⁹ et d'autres à des « lecteurs étrangers »³⁵⁰ laisse, dès le prime abord, perplexe. Mais la perplexité laisse rapidement place à la certitude d'un égarement intellectuel, par exemple lorsqu'il dresse le constat de « la croissante perte de puissance des Etats-Unis »³⁵¹ en 1988, un an avant l'effondrement du bloc soviétique qu'il semble croire renforcé par un « nouveau rapprochement avec Pékin »³⁵². La mystification est facilement discernable, Ceresole a simplement formé des associations civiles avec des noms qui évoquent des instituts de recherche. Son ouvrage qui se réfère le plus directement aux *carapintadas* est publié par l'*Instituto Latinoamericano de Cooperación Tecnológica y Relaciones Internacionales* (ILCTRI), dont la visible modestie des moyens éditoriaux contraste avec la grandiloquence de son sigle et de son « siège à Buenos Aires » ainsi que de ses « bureaux à Madrid, Paris, Hambourg et d'autres villes d'Europe et d'Amérique »³⁵³. D'autre part, la proximité de Ceresole avec les *carapintadas* est seulement mise en avant par le premier, dont une des techniques de légitimation semble être de brèves rencontres avec des personnalités qu'il transforme en de « longues amitiés ». C'est du moins ainsi qu'il procéda avec Ernst Nolte, dont la proximité se limite à une conversation qui en a fait un encombrant « ami », puis avec Hugo Chávez³⁵⁴. En définitive, il est assez difficile de saisir le lien entre l'« intellectuel » et

³⁴⁸ P. Hernández, *op.cit.*, p. 54.

³⁴⁹ N. CERESOLE, *op.cit.*, p.5.

³⁵⁰ *Ibid*, p.19.

³⁵¹ *Ibid*, p.14.

³⁵² *Ibidem*.

³⁵³ *Ibid*, p.275.

³⁵⁴ Ceresole constitue probablement la source première des rumeurs sur le supposé antisémitisme du président vénézuélien. L'intellectuel se serait installé à Caracas au milieu des années 1990. Les textes qui traitent de ce lien sont par trop partisans, en l'occurrence anti-chavistes, pour déterminer avec fiabilité quelle fut la nature de cette relation apparemment éphémère. De plus, les propres textes de Ceresole sont toujours à prendre avec des précautions extrêmes, comme tous les ouvrages négationnistes dont l'axe central repose sur une supercherie – de son point de vue, impossible à démontrer puisqu'elle intègre une négation radicale de l'ensemble des outils des sciences humaines – qui se présente comme la victime de toute critique rationnelle comprise comme un complot

le mouvement *carapintada*, bien que le premier montre une admiration certaine pour le second. Mais, pour ce qui nous intéresse, Aldo Rico cherche à se défaire de l'antisémitisme comme un élément susceptible de lui aliéner l'opinion publique³⁵⁵. Du moins cela prouve son intérêt pour cette opinion et s'inscrit donc dans la stratégie de rapprochement qu'il cherche à effectuer avec la population.

Cette alliance se construit dans la négation absolue de la réponse populaire au soulèvement militaire qu'il mène durant *Semana Santa*. Le peuple qui manifeste dans la rue et vient signifier son rejet jusqu'aux portails de Campo de Mayo est soit manipulé, soit l'expression d'une minorité, soit, enfin, de simples subversifs. Il s'agit de nier l'unité de la mobilisation et, par conséquence, la présence du peuple³⁵⁶. L'opération de séduction s'explique en partie par la situation de Rico en 1989 (il est sur le point d'entreprendre une carrière politique³⁵⁷), elle s'attelle néanmoins à un chantier particulièrement ardu : la réduction de la fracture radicale entre les civils et les militaires postérieure à la dernière dictature. Or, nous pensons que, loin du simple recours rhétorique, il s'agit d'un objectif réellement souhaité par Rico, qui a pu mesurer l'étendue du rejet dont les militaires sont l'objet durant la crise qu'il a déclenchée. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de la crise de *Semana Santa* que, parmi les militaires qui attaquent le plus frontalement l'ordre institutionnel, se dégage un courant qui s'intègre par la suite dans le jeu institutionnel. Concrètement, Aldo Rico et nombre de ses acolytes de ce premier soulèvement *carapintadas* forment un parti politique qui se présente aux élections dans la province de Buenos Aires à

dirigé par « une espèce de théologie laïque dont Elie Wiesel est le grand prêtre international consacré par l'attribution du prix Nobel ». Néanmoins, ses textes de 1999 liés au Venezuela, réunis dans un ouvrage [En ligne], *Caudillo, ejército, pueblo. La Venezuela del presidente Chavez*, <http://www.analitica.com/bitblo/ceresole/caudillo.asp#n13> (consulté le 20 septembre 2011), permettent de reconstruire en partie cette relation. Il a effectué un premier séjour dans le pays suite à la tentative de putsch mené par Chávez en 1992, il a été expulsé en 1995, puis revient en 1999 suite à l'élection de l'ancien lieutenant-colonel. Voir [En ligne], <http://www.saladeprensa.org/art721.htm> (consulté le 20 septembre 2011). De nombreux journalistes estiment que l'influence de Ceresole sur Chávez a été considérable, bien que celui-ci l'ait fait à nouveau expulser du pays. Leurs analyses reposent sur les aspects militaristes du régime vénézuélien qui correspondraient aux vœux de Ceresole. Néanmoins, suite à son expulsion, ce dernier a violemment dénoncé le tournant gauchiste de Chávez, victime de son « inculture marxoïde », bien entendu toujours diligenté par le Mossad. Voir, [En ligne], http://www.patriaargentina.org/CCP/CCP_74/UnFalsoCaminoEsSiempreUnCamino.htm (consulté le 20 septembre 2011). Il ne fait cependant aucun doute que Ceresole fut une personnalité suffisamment connue au Venezuela pour que José Vicente Rángel, ministre des affaires étrangères puis vice-président de Chávez, prenne la peine de le dénoncer comme négationniste.

³⁵⁵ Outre Norberto Ceresole, Aldo Rico bénéficie du soutien de l'association FAMUS (Familiares de Muertos por la Subversión) qui se réunit souvent aux cris de « Morts aux juifs, marxistes et athés de la synagogue radicale » et autres slogans clairement antisémites. Voir Guido BRASLVASKY, *Enemigos íntimos. Los militares y Kirchner. De la purga a los juicios, crónica de una confrontación (2003-2008)*, Buenos Aires, Ed. [électronique] Sudamericana, 377 pages, p.271-273.

³⁵⁶ Voir *infra*, chapitre 4.

³⁵⁷ Sur cette carrière, voir Gerardo ADROGUE, « Los ex militares en política. Bases sociales y cambios en los patrones de representación política », *Desarrollo Económico*, Vol. 33, No. 131. (Oct. - Dec., 1993), pp. 425-442.

partir de 1991³⁵⁸. Bien que le lien entre *Semana Santa* et la formation du parti politique qui se présente quatre ans plus tard soit loin d'être évident, il nous semble qu'il y a dès ce vendredi 17 avril 1987 une volonté de s'allier à une partie de la population, ce qui constitue la gestation de l'intégration au système politique démocratique. L'analyse n'est guère compliquée pour les militaires soulevés. Ils observent que la principale force qui s'oppose à eux ne provient d'aucune institution particulière, mais des centaines de milliers de personnes mobilisées. Dès lors, une fois la crise terminée, ils prennent pleinement en compte ce facteur de pouvoir et, par conséquent, cherchent à séduire une partie de la population. Autrement dit, à terme, ils prennent conscience des avantages qu'ils peuvent tirer des élections. Ce processus est, cependant, loin d'être commencé – nous signalons ce qui nous semble sa gestation – durant *Semana Santa*, dont les objectifs combinés, nous l'avons vu, sont principalement l'amnistie pour les militaires et obtenir des positions de pouvoir à l'intérieur de l'Armée.

³⁵⁸ *Ibid.*

Conclusion

Les militaires qui interviennent dans l'espace public – qui les baptise rapidement « *carapintadas* » - le 16 avril 1987, proviennent d'un secteur très particulier de l'Armée : les commandos. Cet entraînement devenu un signe de reconnaissance interne exacerbe le culte de l'action, ce qui explique en partie que ce soit précisément eux qui provoquent la confrontation ouverte entre l'institution militaire et le reste de la société. Malgré leur marginalité à l'intérieur de l'Armée, ils portent des revendications consensuelles en son sein : l'amnistie pour les crimes commis durant la dictature et l'apologie de la « guerre antisubversive ». Pour porter ce message, les *carapintadas* choisissent une forme d'intervention aussi audible au sein de l'institution qu'incompréhensible pour le reste de la société. En effet, le coup de force est immédiatement compris comme une tentative de putsch par la population. Mais, pour la grande majorité des officiers de second rang, il est une marque de solidarité envers un camarade injustement poursuivi par des tribunaux et délaissé par ses supérieurs. C'est contre ces derniers que les *carapintadas* s'affichent le plus volontiers en lutte et tâchent de se présenter comme une alternative pour la direction de l'Armée. Dans ce sens, *Semana Santa* est un moyen de mesurer les rapports de forces internes. Le déroulement de l'événement semble particulièrement favorable aux séditions, dont le petit nombre contraste avec la très grande capacité de nuisance. Les *carapintadas* ne sont que 200 hommes en armes retranchés dans une caserne durant quatre jours mais les généraux ne disposent d'aucune force pour les réprimer. C'est dans la faiblesse de ces derniers que repose la force des *carapintadas*. Cet état du rapport des forces est immédiatement admis par le chef de l'Armée, Rios Ereñu qui, par sa démission, signe la fin de la stratégie de la « bataille judiciaire » menée depuis sa nomination en 1985. La bataille pour la direction de l'institution n'est pas pour autant gagnée par les *carapintadas*, le remplaçant de Ereñu entreprend même une « chasse administrative » pour les éliminer de l'Armée. Pour eux, *Semana Santa* est une victoire à la Pyrrhus, dans la mesure où l'impunité obtenue pour tous les officiers était aussi la principale raison pour laquelle ces mêmes officiers les protégeaient par inertie. Aussi, lors de leurs coups de force suivants, les *carapintadas* ne retrouvent plus le même degré d'adhésion relative : les officiers sont disposés à les réprimer³⁵⁹ car ils ont déjà obtenu ce qu'ils cherchaient.

³⁵⁹ La répression entre camarades reste cependant pour le moins mesurée. A l'exception du dernier et sanglant soulèvement *carapintada* en décembre 1990, les autres se caractérisent plus par la négociation entre les courants militaires que par la violence. Ainsi, le premier soulèvement dirigé directement par le colonel Seineldín, le 2 décembre 1988, commence effectivement par un échange de coups de feu entre les deux factions militaires (les « loyaux » et les « rebelles »), qui font trois blessés. Voir H. CHUMBITA, *op.cit.*, p. 112. Mais ce sont les

L'inertie de l'ensemble des cadres moyens de l'Armée face à la rébellion révèle l'ampleur de la crise de l'institution. Au-delà, elle montre un pouvoir politique civil désarmé face à la moindre sédition militaire. Cette « révélation » d'impuissance forme la trame de la crise non admise par le gouvernement qui ne cesse de faire croire en une Armée essentiellement loyale et à ses ordres. Néanmoins, entre le gouvernement et l'Armée rebelle, apparaît un autre acteur qui se montre fermement décidé à défendre le régime démocratique : le peuple. L'ampleur de la mobilisation populaire contre la sédition militaire est certainement le fait le plus notable de la crise. Les séditieux le comprennent rapidement, d'où une volonté de communiquer pour chercher à casser cette unité. Cette stratégie de communication des *carapintadas* ne prend cependant son essor que bien après *Semana Santa* qui leur a probablement révélé la puissance de la population dont les militaires se soucient généralement assez peu. A partir du 16 avril et jusqu'au dimanche 19 avril 1987, les *carapintadas* cherchent surtout des interlocuteurs institutionnels pour atteindre des objectifs également institutionnels. Ceux-ci sont doubles, il s'agit d'obtenir l'amnistie pour l'ensemble de l'institution d'une part et, de l'autre, de s'imposer comme un facteur de pouvoir incontournable au sein de l'institution en déplaçant sa direction. Nous l'avons vu, l'obtention du premier objectif ruine considérablement leur capacité pour atteindre le second. De plus, l'intervention publique les dévoile auprès de leurs supérieurs, ce qui facilite leur élimination administrative progressive de l'institution. Paradoxalement, l'intervention du peuple contre le coup de force des *carapintadas* et leur considérable isolement médiatique durant *Semana Santa* favorisent l'émergence d'une toute autre stratégie de pouvoir : l'insertion dans le jeu électoral d'une partie d'entre eux.

manifestants civils contre le nouveau soulèvement militaire qui payent un lourd tribut ce jour-là, avec pas moins de trois morts et plus de quarante blessés par balles. La chronique journalistique rend compte du fait que ce sont les militaires « loyaux » qui commencent par tirer sur la foule venue manifester devant la caserne de Villa Martelli, situé juste à la périphérie de Buenos Aires. Une fois que les tanks des « loyaux » se sont retirés, des camionnettes de « rebelles » sortent à leur tour de la caserne et tirent à nouveau sur les manifestants. Enfin, ce sont les policiers stationnés devant la caserne qui tirent sur les manifestants afin de les empêcher de rentrer dans la caserne. *Ibid*, p. 116-117.

Chapitre 3

LE PRESIDENT ALFONSIN

En 1987, le président Raúl Alfonsín a 60 ans et une carrière politique qui a occupé les deux tiers de sa vie, intégralement à l'intérieur du parti radical. Mais cela nous renseigne que très peu sur ses orientations car ce parti est traversé par de nombreux courants, souvent contradictoires ; si bien que militer dans le radicalisme ne signifie rien d'autre qu'un simple intérêt pour la politique et, éventuellement, un positionnement face au péronisme à partir de 1945. Pour saisir le personnage et ce qui apparaît sous le nom d'alfonsinisme avec sa présidence, nous proposons de suivre l'ensemble de son parcours au sein du radicalisme³⁶⁰. Cet ancrage dans le parti permet de saisir en partie ses conceptions personnelles de gouvernement et comment se constitue le groupe qui l'accompagne dans l'ascension au pouvoir en 1983. Pour ce qui nous intéresse plus spécifiquement – la manière dont il gère la crise de *Semana Santa* –, son long parcours dans le radicalisme permet de mieux comprendre les choix cruciaux qu'il adopte dans le temps court de la crise. En particulier, l'antagonisme viscéral qu'il entretient avec le péronisme explique en partie le rôle qu'il assigne aux foules massées sur les places publiques. Nous verrons au cours de cette thèse que l'évidence de la puissance du peuple n'est jamais tout à fait admise par ce radical au pouvoir. Si le président reconnaît que la population mobilisée constitue sa principale force pour affronter les militaires séditieux, il n'en accepte jamais les ultimes conséquences – qui seraient, par exemple, de prendre la tête de la marche populaire pour déloger les occupants de Campo de Mayo³⁶¹. Or, cette limitation s'inscrit dans une certaine conception de la politique et des institutions, qui n'est pas forcément dénigrante envers le peuple, mais n'en conçoit pas d'autres expressions qu'institutionnelles. La mobilisation massive est certes introduite (ou réintroduite) dans les modalités d'action politique des radicaux, mais elle reste toujours subordonnée au vote et aux

³⁶⁰ Pour nous, il ne s'agit aucunement d'écrire une nouvelle histoire du radicalisme. Nous ne sommes pas spécialiste de cette « famille politique », de sorte que nous nous appuyons principalement sur une synthèse qui fait autorité de Ana Virginia PERSELLO, *Historia del radicalismo*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2007, 352 pages. Par ailleurs, nous nous référons à des travaux plus pointus sur les objets qui nous intéressent directement, nous les citerons au fur et à mesure. Enfin, nous puisons largement dans les écrits d'Alfonsín, programmes politiques, mémoires et entretiens. En particulier, Raúl ALFONSÍN, *Memoria Política. Transición a la democracia y derechos humanos*, Buenos Aires, Ed. Fondo de Cultura Economica, 2004, 340 pages. Raúl ALFONSÍN, *Qué es el radicalismo*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1983, 326 pages. Raúl ALFONSÍN, *Ahora mi propuesta política*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1983, 160 pages. Alfonsín, Raúl, *La cuestión argentina*, Santa Fé, Ed. Propuesta Argentina, 1980, 244 pages. Pablo GUISSANI, *¿Por qué, doctor Alfonsín ?*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana-Planeta, 1987, 302 pages.

³⁶¹ Postérieurement, Alfonsín dit avoir eu cet élan mais avoir écarté cette option pour éviter de verser du sang. Nous reviendrons dans le détail sur ce point.

institutions. Il n'est pas question de *17 octobre*³⁶² si la mobilisation populaire doit dépasser l'expression du soutien aux institutions.

Nous verrons que pour Alfonsín, qui se forme sous le premier péronisme (1945-1955), le parti radical se structure en fonction et en opposition à celui-ci. Le péronisme est compris comme une imposture exercée sur le peuple, autrement dit comme un populisme dans le sens usuel de démagogie. Rien d'étonnant à cette conception, mais son ancrage ne se saisit pleinement qu'en suivant la relation conflictuelle dans une période relativement longue, durant laquelle Alfonsín adopte, parmi les radicaux, les positions les moins conciliantes avec le péronisme³⁶³. Ainsi se comprend mieux l'attachement des radicaux des années 1980 au formalisme du régime démocratique, en réaction aux suspensions constitutionnelles auxquelles les militaires ont habitué le pays mais aussi aux conceptions moins formalistes de la Démocratie qui émanent du péronisme. La volonté persistante d'Alfonsín de battre le péronisme dans les urnes peut aussi se comprendre comme une expression de son pragmatisme politique. En effet, la polarisation qu'il entretient permet de concevoir le système politique argentin comme un bipartisme, dans lequel l'UCR a sa place et élimine ainsi tous les autres concurrents. Cette conception repose sur une réalité de la politique nationale : la très grande difficulté de constituer des appareils partisans qui dépassent le niveau provincial. Mais il convient de ne jamais oublier que le prisme qu'il adopte est aussi une construction qui réduit les alternatives à seulement deux options qui se définissent l'une en fonction de l'autre.

Pour nous, il s'agit de replacer Alfonsín et le radicalisme dans une période relativement longue – celle de l'ensemble de sa carrière politique – pour comprendre en quoi cet ancrage dans le parti détermine en grande partie sa manière de gouverner et ses choix fondamentaux durant les événements de *Semana Santa*. Aussi, dans un premier temps, nous dresserons un tableau de la relation du radicalisme avec le péronisme, au pouvoir puis proscrit, durant les années de formation politique d'Alfonsín. Dans un second temps, nous verrons comment émerge la tendance proprement alfonsiniste, *Renovación y Cambio*, à l'intérieur de l'UCR. Enfin, dans une troisième partie, nous aborderons la présidence d'Alfonsín en nous focalisant plus particulièrement sur les décisions qu'il prend durant la crise d'avril 1987.

³⁶² Baptisé « jour de la loyauté », le 17 octobre 1945 s'insère dans l'imaginaire politique du péronisme comme son jour de fondation. Ce jour est marqué par la réputée plus grande mobilisation populaire du XX^{ème} siècle sur la Place de Mai pour exiger la libération de Juan Domingo Perón. Nous y faisons allusion car Alfonsín désigne la mobilisation populaire de *Semana Santa* par l'expression « 17 octobre de la démocratie ».

³⁶³ Nous verrons, par exemple, qu'il est dans le camp adverse à Arturo Frondizi lorsque celui-ci passe un accord électoral avec Perón en 1958; puis contre Ricardo Balbín en 1973, quand le dirigeant radical signe un pacte avec le caudillo revenu d'exil.

1. Les radicaux face au péronisme

Le vieux parti fondé par Leandro Alem à la fin du XIX^e siècle, qui brandissait la Constitution de 1853 en guise de programme, connaît une crise profonde depuis l'éviction du pouvoir de Yrigoyen en 1930³⁶⁴. Le Parti radical (Unión Civica Radical) n'a une unité que très formelle dans la mesure où l'un de ses secteurs influents est anti-yrigoyeniste et ne trouve pas grand-chose à redire à la « décennie infâme », tandis qu'un autre secteur dénonce la « fraude patriotique ». Dans les termes d'Ana Virginia Persello : « Dans les années 30, la direction radicale n'avait pas été étrangère à l'altération des institutions, à la fraude et à la corruption »³⁶⁵. L'irruption du péronisme dans les années 1940 ne facilite pas la recomposition de l'UCR. Le nouveau mouvement occupe désormais la place du principal parti mobilisateur des masses, dévolue auparavant aux radicaux. Dans la seconde moitié des années 1950, la proscription du péronisme est peut-être avantageuse d'un point de vue institutionnel mais ne résout certainement pas la fracture avec les nouvelles classes émergentes qui ont trouvé en Perón voix et programme. C'est dans ce parti en crise que Raúl Alfonsín émerge progressivement à l'ombre des ténors.

A. Le radicalisme sous Perón

Avec le surgissement du secrétaire aux affaires sociales, le lieutenant-colonel Domingo Perón, devenu en l'espace de deux ans (1943-1945) un personnage incontournable de la politique nationale, les radicaux se divisent entre « unionistes » et « intransigeants », mais cette division est fluctuante. Une partie considère que « Hipólito Yrigoyen, le radicalisme et les masses prolétaires ont trouvé leur vengeur dans Juan Domingo Perón »³⁶⁶. Ce secteur juge certes que Perón a des traits dangereusement autocrates, mais qu'il exprime des valeurs fondamentales du radicalisme, que ce dernier ne sait plus communiquer³⁶⁷. L'UCR explique ainsi sa défaite face au péronisme :

Nous avons parlé de la liberté, de la Constitution, de la Cour Suprême. Pas un mot pour le peuple obscur. Pas un mot contre ses oppresseurs. Rien qui puisse inquiéter les privilégiés,

³⁶⁴ Il s'agit du premier coup d'État militaire de la longue série qui scande l'histoire argentine du XX^e siècle.

³⁶⁵ A. PERSELLO, *op.cit.*, p.140.

³⁶⁶ « Lo que tenemos que decir a modo de presentación », Revue *Hechos e Ideas*, XII, 42, août 1947, p.16, cité par *ibid.*, p.137.

³⁶⁷ *Ibid.*, pp.137 et suivantes.

ceux qui apparaissaient pour financer la campagne de la Unión Democrática et donnaient des chèques pour la Caisse du parti.³⁶⁸

La « vieille maison » n'en finit pas de se diviser face au péronisme. Néanmoins de nouvelles figures émergent à la direction du parti. Ainsi Ricardo Balbín et Arturo Frondizi, représentants de deux sensibilités à l'intérieur de la tendance *intransigente* de l'UCR³⁶⁹, se présentent en binôme³⁷⁰ aux élections de 1951 contre Perón qui est réélu avec 62,5% des suffrages. Mais les deux *intransigents* n'adoptent pas la même position face au second gouvernement de Perón. Frondizi prône une présence à l'Assemblée pour participer à l'opposition à l'intérieur du régime, tandis que d'autres secteurs préfèrent s'abstenir. Outre ces difficultés de positionnement face au péronisme, les radicaux subissent d'incessants préjudices de la part du pouvoir péroniste. Par exemple, de nombreux élus radicaux sont expulsés du Parlement et ils sont souvent emprisonnés pour de courtes périodes, y compris Balbín en 1950³⁷¹. De plus, le gouvernement contrôle la distribution du papier journal – qui est importé – et en restreint l'accès à ses opposants³⁷². En somme, les radicaux doivent affronter une proscription et des vexations, certes moins absolues que durant les années 1930, mais plus insidieuses et probablement aussi efficaces. Les élections ne sont plus faussées, mais les moyens pour les entreprendre sont sérieusement restreints par les péronistes au pouvoir.

C'est dans ce contexte que Raúl Alfonsín commence sa carrière politique³⁷³. Mais, de manière assez atypique, il est totalement étranger à la politique universitaire, alors qu'il suit des études entre 1945 et 1950 à la faculté de Droit de Buenos Aires, un bastion de l'anti-péronisme. A la politique universitaire, il préfère celle de la municipalité de Chascomús, sa ville natale dans la province de Buenos Aires³⁷⁴. Il prend la tête de la tendance *intransigente* contre la direction locale de l'UCR, puis il est élu conseiller municipal en 1955 pour quelques

³⁶⁸ Intervention de Jorge Farías Gómez à la réunion du comité national de l'UCR le 25 avril 1946, cité par *ibid.*, p.140.

³⁶⁹ Les trois principales tendances de l'UCR sont alors les *intransigents* (dont le courant officiel se nomme *Movimiento Intransigente y Renovación*) ; à Cordoba, s'impose la ligne « sabattiniste » (du nom de son leader Amadeo Sabattini) qui gouverne la province entre 1936 et 1943 et s'oppose à la direction conservatrice, dite « unioniste », qui représente la troisième tendance. Voir, par exemple, César Teach, « Sabattinismo : identidad radical y oposición disruptiva », *Desarrollo Económico*, Vol. 28, N° 110, juillet-septembre 1988, [En ligne], <http://www.jstor.org/stable/3466901>, consulté le 9 juin 2010.

³⁷⁰ Comme candidats pour président et vice-président respectivement.

³⁷¹ A. PERSELLO, *op.cit.*, p. 160.

³⁷² *Ibid.*, pp.160-161.

³⁷³ Les éléments qui ont trait à son parcours initial proviennent essentiellement du livre d'entretiens de P. GIUSSANI, *op.cit.*. Pablo Giussani était un journaliste proche du président, par ailleurs marié à Julia Constenla qui a publié une biographie d'Alfonsín : Julia CONSTENLA, *Raúl Alfonsín. Biografía no desautorizada*, Ed. Javier Vergara, Buenos Aires, 2009, 352 pages.

³⁷⁴ P. GIUSSANI, *op.cit.*, pp. 78-79.

mois jusqu'au coup d'État du 16 septembre 1955 qui instaure la *Revolución Libertadora*³⁷⁵. Avant le coup d'État, il est emprisonné quelques jours avec de très nombreux opposants suite aux *journées de juin*³⁷⁶.

B. Arturo Frondizi

Le courant intransigeant, qui dirige alors l'UCR avec Frondizi à sa tête, considère que les masses des travailleurs ont été séduites par la rhétorique péroniste, franchement anti-oligarchique et anti-impérialiste. Mais il estime que le péronisme n'a aucunement touché les intérêts des secteurs dominants composés par l'oligarchie, les latifundistes et les classes moyennes. Ceux-ci se sont néanmoins coalisés contre Perón pour des raisons qui tiendraient plus du préjugé que de l'intérêt réel³⁷⁷. Aussi, le secteur radical de Frondizi n'a aucune intention de délaisser les masses mobilisées par le péronisme, il aspire à les récupérer dans le giron radical en soulignant la supercherie qui serait à la source de la popularité de Perón³⁷⁸. Cette position mène Frondizi à avoir un discours très proche de celui du péronisme afin d'en capter le vote. Mais cette tactique *intransigente* est très mal perçue par les autres secteurs du radicalisme. Après le coup d'État de septembre 1955, la division à l'intérieur de l'UCR s'accroît encore sur l'attitude à adopter par rapport au président déchu. Frondizi entreprend rapidement de capter le vote péroniste³⁷⁹, si bien que la scission est inévitable. Elle se formalise en novembre 1956 avec deux formations, l'UCRP (Unión Cívica Radical del Pueblo) et l'UCRI (Unión Cívica Radical Intransigente), dont la ligne de fracture, en dehors

³⁷⁵ J. CONSTENLA, *op.cit.*, pp. 38-39.

³⁷⁶ P. GIUSSANI, *op.cit.*, pp 87-88. La pudique formule *les journées de juin* désigne une série d'événements de juin 1955 qui restent controversés. Le 16 juin, une tentative de coup d'État commence par le bombardement de la *Casa Rosada* et de la Place de Mai, avec l'objectif de tuer le président Perón, par des avions de la Marine. Environ 300 personnes meurent sous les bombes, selon la récente estimation d'un rapport officiel réalisé par une commission d'enquête historique, voir Elsa PORTUGHEIS (coord.), « Bombardeo del 16 de junio de 1955 », 2010, p.78, téléchargeable sur www.derhuman.jus.gov.ar/publicaciones/pdfs/30-Bombardeo.pdf, consulté le 21 mars 2011. La nuit suivant ce massacre, de nombreuses églises furent incendiées à Buenos Aires. Bien que Perón ait accusé les communistes de ces incendies, ce sont essentiellement des péronistes qui les ont perpétrés. Voir, par exemple, Marcelo LARRAQUY, *De Perón a Montoneros. Historia de la violencia política en la Argentina. Marcados a fuego II (1945-1973)*, Buenos Aires, Ed. Aguilar, 2010, 240 pages, pp.78-79. Durant les jours suivants, de nombreux radicaux soupçonnés d'avoir participé à la tentative de coup d'État sont détenus. Des radicaux faisaient effectivement partie de la conspiration mais ils appartenaient aux tendances « unioniste » et « sabatiniste », et non pas « intransigente » (dans laquelle militait Alfonsín).

³⁷⁷ A. PERSELLO, *op.cit.*, 164.

³⁷⁸ Alfonsín garde encore une conception similaire en 1987. Il estime, à propos de l'irruption du péronisme, que « nous devons reconnaître que dans la sphère spécifiquement sociale, le péronisme a représenté un pas en avant en comparaison des politiques auxquelles nous avait habitués l'époque de la fraude, même en prenant en compte les intentions démagogiques qui en général animaient et déformaient cette avance ». P. GIUSSANI, *op.cit.*, p.48. Plus loin, il précise : « [...] il convient de se rappeler [...] que si dans un des deux camps en lice en 1946, il y eut une présence massive des conservateurs, celui-ci fut précisément le péronisme. » *ibid*, p.76. Autrement dit, il considère le péronisme comme un mouvement qui a favorisé les conservateurs, d'une manière ou d'une autre, en trompant les masses populaires.

³⁷⁹ A. PERSELLO, *op.cit.*, p.174.

des ambitions personnelles, n'est autre que le péronisme. L'UCRP accuse son frère ennemi d'avoir trahi l'identité radicale pour se rapprocher du communisme et du péronisme. Tandis que l'UCRI renvoie l'UCRP dans la tradition des secteurs radicaux anti-populaires³⁸⁰. Pour Frondizi :

Nous sommes deux choses différentes [...] Pour eux, ce qui était auparavant la racaille [*chusma*], une alluvion zoologique est, aujourd'hui, dans le même sens péjoratif, la glèbe électorale. Pour nous ce fut, et se sera toujours, le peuple argentin.³⁸¹

Le rapprochement avec le péronisme se concrétise par des accords avec Perón, alors en exil, qui appelle à voter Frondizi. Cela permet à ce dernier de remporter très largement les élections de 1958. Le nouveau président impose un style de gouvernement hautement technocratique, les objectifs du *développementisme* sont menés par des fonctionnaires au langage calqué sur le sérieux scientifique de la CEPAL. Cela n'empêche pas d'autres technophiles déclarés, les militaires, d'imposer de sérieuses restrictions à son gouvernement³⁸². Il n'est pas impossible que ce caractère technocratique repousse déjà Alfonsín, du moins nous verrons qu'il se démarque par la suite très clairement de la technocratie pour affirmer la suprématie de la politique, conçue comme généraliste. En 1987, il explique avoir préféré, entre les deux hommes à la tête des options radicales, Balbín du fait d'un certain rejet pour Frondizi, d'ailleurs plus de l'ordre de l'affinité que de la pensée : « je le trouvais trop froid, peu engagé passionnellement avec les choses qu'il pensait »³⁸³. Il s'agit d'une constante chez Alfonsín que de décrire Frondizi comme un homme habile et de peu de convictions. Alfonsín est fortement aidé par la politique menée par Frondizi, qui a presque systématiquement renié tous les points de son programme électoral durant sa présidence. Pour ne citer que les dossiers emblématiques, Frondizi a ainsi favorisé les investissements étrangers dans le forage du pétrole argentin, alors qu'il avait écrit un manifeste contre cette mesure³⁸⁴. Politiquement plus sensible encore, son accord avec Perón prévoyait la fin de la proscription du péronisme, mesure qu'il n'a jamais prise. Il faut cependant remarquer que le gouvernement de Frondizi est sans cesse conditionné par les *planteos* militaires, particulièrement sourcilieux contre une ouverture au péronisme. Par ailleurs, il a pratiquement

³⁸⁰ *Ibid.*, p.186.

³⁸¹ Déclaration de Frondizi en février 1957 à la Radio Belgrano. Cité par *ibid.*, p.187, qui reprend une citation de Ricardo GALLO, 1956-1958. *Balbín, Frondizi y la división del radicalismo*, Buenos Aires, Ed. Belgrano, 1983, p. 144.

³⁸² Sa présidence (1958-1962) est marquée par une trentaine d'interruptions militaires qui fixent des limites et des objectifs au gouvernement. Ces irrptions sont connues dans le pays sous le nom de *planteos militares*, ce terme *planteo* est très souvent invoqué durant les journées de Semana Santa.

³⁸³ P. GIUSSANI, *op.cit.*, p.95.

³⁸⁴ Arturo FRONDIZI, *Petróleo y política. Contribución al estudio de la historia económica argentina y de las relaciones entre el imperialismo y la vida política nacional*, Buenos Aires, ed. Raigal, 1956, 404 pages.

mené l'Argentine au ban de l'OEA (Organisation des États Américains) en refusant de rompre les relations diplomatiques avec Cuba, dont il a même reçu l'ambassadeur plénipotentiaire, Ernesto "Che" Guevara. Dans le contexte de maccartisme continental, particulièrement virulent en Argentine, Frondizi a fait preuve, sinon de conviction du moins de courage. A notre sens, le rejet de Frondizi chez Alfonsín doit moins à une « froideur » du personnage qu'à sa tendance à vouloir séduire l'électorat péroniste, bien qu'il dénonce tout à la fois l'accord et les promesses non tenues faites à Perón³⁸⁵. L'indifférence qu'Alfonsín montre pour le coup d'État qui renverse Frondizi contraste avec l'admiration qu'il voue, dans les années 1980, au président élu qui lui succède : Arturo Illia.

C. Arturo Illia, la réhabilitation d'une présidence

[...] je crois qu'aucun parti ne gagne de nouveau sans réussir à revaloriser sa gestion antérieure. **Si Illia n'avait pas été revalorisé par la société en 1983, il nous aurait manqué quelque chose pour gagner.**³⁸⁶

Plutôt que de poursuivre la trame historique dans laquelle émerge progressivement Alfonsín, nous voulons aborder la période de la présidence d'Illia surtout à travers l'entreprise de réhabilitation dont elle a été l'objet au début des années 1980. Car s'il est vrai qu'Illia a été « revalorisé par la société en 1983 », comme l'affirme Luis Alberto Caceres, cette réhabilitation ne s'est certainement pas faite toute seule comme le laisse entendre le dirigeant radical. Elle a été méthodiquement menée par l'alfonsinisme qui l'a hissé au rang de modèle de bon gouvernement. Sans que cette entreprise se réduise à des motifs instrumentaux – ou électoraux –, plusieurs raisons expliquent cet engouement pour le gouvernement du Docteur Illia (1963-1966) au début des années 1980. D'une part, il offre à Alfonsín un référent qui le distingue clairement de Ricardo Balbín, dont il est désormais un opposant à l'intérieur de l'UCR³⁸⁷. D'autre part, Illia a été déposé par un coup d'État militaire qui comptait sur le soutien de larges secteurs syndicaux péronistes. Or, l'un des axes de la campagne électorale d'Alfonsín en 1983 repose sur la dénonciation d'un supposé « pacte militaro-syndical », qui permet de lier le péronisme aux militaires en retrait. Enfin, incidemment, la date de la mort de Arturo Illia (janvier 1983) favorise le nouvel engouement que le personnage suscite. Il ne

³⁸⁵ P. GIUSSANI, *op.cit.*, p.99.

³⁸⁶ La réflexion appartient à Luis Alberto Caceres, l'un des fondateurs de la *Coordinadora* (voir infra). Il répond à une question du journaliste de *Pagina 12* qui lui demande comment les radicaux ont remporté les élections de 1983. Sergio MORENO, « Alfonsín tiene dos pelotas grandes como sandías », 20 septembre 1999, [En ligne], <http://www.pagina12.com.ar/1999/99-09/99-09-20/pag12o.htm>, consulté le 15 mars 2010. C'est nous qui soulignons.

³⁸⁷ Nous verrons plus avant les raisons et le moment de la séparation entre Alfonsín et Balbín.

faut néanmoins pas conclure à une simple instrumentalisation de la figure d'Illia par l'alfonsinisme ; entre autres parce que de nombreux cadres de ce dernier proviennent du gouvernement d'Illia.

a. Un tableau avantageux

Le premier chapitre du livre programmatique d'Alfonsín, *La cuestión argentina* publié en 1980, commence par un exemple de bon gouvernement³⁸⁸, le reste de l'ouvrage suggère qu'il s'agit du seul qu'ait connu le pays durant les cinquante années précédentes. Le respect de la Constitution, avec une politique qui vise à en finir avec la proscription du péronisme, se conjugue avec une économie dynamique qui ne défavorise pas les travailleurs, chiffres à l'appui³⁸⁹. La présidence d'Arturo Illia compte ainsi avec « une université florissante », « l'absence de prisonniers politiques », « une pleine liberté » et un « développement économique spectaculaire »³⁹⁰. Cette façon de voir le gouvernement qui a dirigé le pays entre octobre 1963 et juin 1966, s'inscrit en faux contre la prégnante image d'une présidence faible et inactive, que la caricature d'Illia en tortue illustre féroce. Cette seconde vision serait le résultat d'une « gigantesque campagne de presse »³⁹¹ ourdie non seulement par « quelques militaires qui exposaient ou promouvaient ces critiques » mais « Aussi [par] beaucoup de ceux qui, après, clament pour le retour à la démocratie [et] conspiraient alors activement contre elle. »³⁹². Il va de soi qu'Alfonsín désigne sans le nommer le péronisme, et plus particulièrement le syndicalisme péroniste³⁹³. En 1983, le livre de campagne présidentielle, qui bat alors son plein, *Qué es el radicalismo*, reprend les mêmes arguments en faveur de la réhabilitation d'Illia³⁹⁴. Il ajoute un chapitre qui traite de la politique extérieure³⁹⁵ d'Illia qui « comme Hipólito Yrigoyen, s'est fondé sur la dignité nationale, qui n'a pas impliqué l'isolement mais l'intégration dans le monde depuis une perspective nationale. »³⁹⁶ Autrement

³⁸⁸ R. ALFONSÍN, *La cuestión argentina*, op.cit., pp.23-26.

³⁸⁹ *Ibid.*, pp.24-25.

³⁹⁰ *Ibid.*, p.26.

³⁹¹ *Ibid.*, p.25.

³⁹² *Ibid.*, p.26.

³⁹³ Durant cette période, la CGT est dirigée par Augusto Timoteo Vandor qui se montre bien plus accommodant envers la dictature initiée par le général Onganía (1966-1973) qu'avec le gouvernement d'Illia qui le précède. Il est même présent à la cérémonie d'intronisation du général Onganía, voir par exemple, Felipe PIGNA, *El asesinato de Vandor*, [En ligne], http://www.elhistoriador.com.ar/articulos/revolucion_argentina/asesinato_de_vandor.php, consulté le 10 novembre 2012.

³⁹⁴ R. ALFONSÍN, *Qué es el radicalismo*, op.cit., pp.199-209.

³⁹⁵ *Ibid.*, pp. 210-223.

³⁹⁶ *Ibid.*, p.210.

dit, en sus de l'ensemble des vertus déjà citées, le gouvernement d'Illia avait défendu l'indépendance nationale³⁹⁷ contre des intérêts extérieurs qui n'auraient pas peu contribué à sa chute³⁹⁸.

Ce tableau pour le moins avantageux de la présidence d'Illia ne laisse cependant pas de surprendre. Non qu'il ne soit pas fondé ou bien documenté, cette question est pour nous secondaire³⁹⁹, mais il est politiquement hasardeux pour Alfonsín. En effet, se revendiquer d'un personnage qui a laissé une image terne, celle d'un président dépassé par les événements et passif face aux grands défis de l'époque, qui plus est singulièrement dépourvu de charisme, est un choix qui comporte des risques. Pour autant ceux-ci sont parfaitement mesurés et la réhabilitation d'Illia suit, outre une affinité incontestable, une logique politique qui permet une inscription dans une tradition historique et un positionnement dans le présent.

b. A l'intérieur de l'UCR : ligne sabattiniste ou le front anti-Balbín

En 1980, Illia apparaît comme une figure tutélaire, avec la stature que confère une présidence, contre celle de Ricardo Balbín qui n'a jamais atteint la magistrature suprême, bien qu'il ait dominé le parti durant plusieurs décennies⁴⁰⁰. Au début des années 1960, Illia représente un courant interne opposé à la direction de Balbín, appelé le sabattinisme ou *Linea Cordoba*⁴⁰¹, il est « une figure respectée d'une tendance assez marginale »⁴⁰². Il s'impose

³⁹⁷ La voie de l'indépendance nationale, dans un panorama international dominé par la division du monde entre deux superpuissances, est alors grandement associée à la figure de Charles De Gaulle. Sa réception en Argentine fait l'objet de nombreux calculs politiques, Perón cherchant à « s'accrocher à la queue de l'avion » selon l'expression attribuée au président français, offusqué par l'intrusion de l'exilé de Madrid durant sa visite en octobre 1964. En effet, les militants péronistes le reçurent avec des tracts qui proclamaient « Perón - De Gaulle, un seul cœur » et « Perón - De Gaulle, Troisième Position ». Voir Horacio TARCUS, « Le « Mai argentin » Des lectures de la Nouvelle gauche jusqu'au Cordobazo », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 2/2009 (N° 94), p. 85-92, [En ligne], URL : www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2009-2-page-85.htm, consulté le 10 novembre 2012.

³⁹⁸ Voir César TCACH et Celso RODRIGUEZ, *Arturo Illia: un sueño breve. El rol del peronismo y de los Estados Unidos en el golpe militar de 1966*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2006, 316 pages.

³⁹⁹ Les travaux de César Tcach confirment en grande partie l'image positive dont bénéficie Arturo Illia. Voir, par exemple, *ibid.*. A notre connaissance, il n'existe pas d'enquête historique qui entache le portrait flatteur d'Illia et de son gouvernement.

⁴⁰⁰ Ricardo Balbín reste à la tête de l'UCR jusqu'à son décès survenu le 9 septembre 1981. Après sa mort, son courant reste majoritaire jusqu'aux élections internes remportées par Alfonsín. Dans l'attente de ces élections, ce dernier propose qu'Arturo Illia soit nommé président du Comité National du parti au lieu du vice-président Carlos Contín, voir Julia CONSTENLA, *op.cit.*, p.113.

⁴⁰¹ Le sabattinisme apparaît dans les années 1930 à Cordoba, en opposition à l'alvéarisme, considéré complice de la fraude instituée de la « décennie infâme ». Face à la restauration conservatrice et à une « opposition molle » alvéariste, « d'amples secteurs du militantisme radical commencent à édifier le mythe d'Amadeo Sabattini comme l'authentique héritier de Hipólito Yrigoyen. » C. TCACH, « Sabattinismo: identidad radical y oposición disruptiva », *op.cit.* Amadeo Sabattini meurt en 1960.

⁴⁰² Alain Rouquié cité par A. PERSELLO, *op.cit.*, p.208.

comme le candidat radical aux élections présidentielles de 1963 principalement parce que Balbín décline une candidature qui s'annonce périlleuse et suivie, en cas d'une improbable victoire, d'une présidence fragile avec le boycott des péronistes⁴⁰³. Autrement dit, Balbín reste l'homme fort de l'UCRP, mais l'ascension d'Illia – élu avec 25,8% des suffrages exprimés - change quelque peu les rapports de force internes au parti. Cela se reflète dans la composition du gouvernement, dont les postes sont répartis entre les principales tendances des radicaux. Mais celles-ci sont moins le fait de différences idéologiques fortes que de luttes « pour l'occupation d'espaces de pouvoir avec lesquels satisfaire les clientèles électorales. »⁴⁰⁴ Un point d'achoppement entre les différentes tendances existe cependant, et n'est autre que le rapport avec le péronisme. Sur ce point crucial, Illia impose sa position qui consiste en une réintroduction progressive du mouvement – parti et syndicat - dans le jeu institutionnel sans remettre en cause la proscription de Juan Domingo Perón⁴⁰⁵. Dans le même temps, il envisage des alliances électorales locales, au cas par cas dans les provinces, qui n'excluent pas certains secteurs du péronisme⁴⁰⁶. Pour sa part, Ricardo Balbín n'est pas non plus formellement pour la proscription totale du péronisme mais il imagine des procédures électorales qui rendraient impossible l'élection effective des candidats péronistes⁴⁰⁷. Les subtilités entre radicaux sont bientôt balayées par un nouveau coup d'État militaire, mais remarquons cependant qu'Alfonsín est à nouveau identifié à la tendance – balbiniste – la moins favorable au péronisme. Par ailleurs, son engouement pour Arturo Illia ne se déclare que plus tard, lorsque sa rupture avec Balbín est consommée.

c. Face au péronisme

Mobiliser une figure si cruellement caricaturée vingt ans plus tôt permet aussi au mouvement *Renovación y Cambio*⁴⁰⁸ de se positionner face à l'adversaire des élections générales de 1983. Arturo Illia est probablement la figure de stature nationale la plus antinomique que l'on puisse trouver à Perón depuis l'apparition de celui-ci sur la scène politique. Au verbe enchanteur de Perón, il préfère l'explication rationnelle, de même qu'il préfère parler devant les institutions représentatives que devant le Peuple, symbolisé par la population convoquée sur la Place de Mai. Nous ne pouvons trouver que des contrastes

⁴⁰³ *Ibid.*

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p.210.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p. 218.

⁴⁰⁶ *Ibid.*, p. 213.

⁴⁰⁷ *Ibid.*

⁴⁰⁸ Il s'agit du nom du courant interne que mène Raúl Alfonsín, voir *infra*.

tranchés entre le docteur Illia, au corps longiforme qui semble toujours flotter dans son complet veston de médecin de campagne, et l'ancien lieutenant-colonel Perón dont les chemises donnent l'impression de résister à grand peine à la force du torse. Quelles que soient les oppositions réelles entre les politiques que ces deux personnages ont incarnées, il est certain que s'attacher à la figure d'Illia marque une distance avec Perón – dans la texture de la politique, pourrions-nous dire – et, par extension en 1980, avec le péronisme.

Illia peut aussi apparaître comme une victime du « pacte syndicalo-militaire » que dénonce avec véhémence et opiniâtreté Alfonsín⁴⁰⁹. Il s'agit là probablement de l'élément le plus offensif de sa campagne électorale ; ce pacte sans cesse dénoncé relève certainement en partie d'un mythe⁴¹⁰, ce qui n'enlève rien de son efficacité pour délégitimer l'adversaire péroniste. Or, précisément, le renversement d'Illia en 1966 illustre parfaitement ce mythe, dans la mesure où il avait été fortement déstabilisé par les syndicats péronistes puis destitué par des militaires⁴¹¹.

d. Mort d'Illia pendant la campagne

Enfin, les panégyriques qui ne manquent pas de saluer le décès de l'ancien président survenu en janvier 1983, favorisent certainement l'entreprise de réhabilitation. L'ensemble des personnalités politiques se prononce de manière élogieuse⁴¹². Sa fermeté lors du coup d'État qui le renverse devient légendaire, ainsi un chroniqueur de *Clarín* rapporte le dialogue qu'auraient échangé Illia et le général Julio Alsogaray dans la *Casa Rosada* :

- Retirez-vous, docteur, votre cause est perdue.
- Qui représentez-vous ?
- L'Armée.

⁴⁰⁹ Nous remercions ici Gerardo Aboy Carlés pour cette très pertinente remarque.

⁴¹⁰ Eduardo RINESI et Gabriel VOMMARO, « Notas sobre la democracia, la representación y algunos problemas conexos », dans Eduardo RINESI et Gabriel VOMMARO (comps.), *Los lentos de Víctor Hugo. Transformaciones políticas y desafíos teóricos en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Ed. Prometeo, 2007, p.429. Une autre source qui offre une impression de véracité au « pacte syndicalo-militaire » est le rapprochement que tente de réaliser l'amiral Massera, durant la dictature, avec plusieurs secteurs du péronisme. Dans ce cadre, le chef de la Marine rencontre Casildo Herreras, secrétaire général de la CGT jusqu'au coup d'État, à Paris en 1977, voir le documentaire de Román Lejtman, « Centro piloto Massera en Paris », [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=u-Pjasch09I>, consulté le 16 décembre 2012.

⁴¹¹ Le documentaire *La República Perdida*, qui reflète la conception de l'histoire nationale que cherche à asseoir l'alfonsinisme en 1983, n'oublie pas de rappeler que les « syndicalistes péronistes, à la tête desquels le leader des métallurgistes Augusto Vandor, étaient présents, très satisfaits, à la cérémonie d'ascension de Onganía », Miguel PEREZ, film documentaire *La República Perdida*, 1983 (sortie en salles le 1^{er} septembre 1983).

⁴¹² *Clarín*, 19 janvier 1983.

- Moi, je représente la Constitution et je vous demande de vous retirer.⁴¹³

Six mois après le fiasco militaire de la Guerre des Malouines, en janvier 1983, les Forces Armées sont socialement perçues comme une simple corporation que le docteur Illia a eu le courage d'affronter, presque solitairement, déjà vingt ans auparavant. A travers Arturo Illia, c'est le régime démocratique qui est loué : « Est mort l'homme le plus respecté et, j'ose le dire, le plus aimé par tous les citoyens argentins pour avoir été un symbole de la démocratie » résume Alfonsín, depuis Caracas où il se trouve en déplacement⁴¹⁴. Il n'est pas même la junte militaire qui ne cherche à célébrer le défunt président, ce qui offre l'occasion aux jeunes radicaux de rejeter théâtralement la dictature⁴¹⁵.

e. Liens historiques

Probablement intéressée, l'entreprise de réhabilitation d'Illia n'en recoupe pas moins des liens historiques entre les composantes de ce qui devient l'alfonsinisme et le gouvernement d'Illia. D'une part, Alfonsín acquiert une stature nationale durant la présidence d'Arturo Illia, il est alors vice-président du groupe parlementaire de l'UCRP présidé par Arturo Mor Roig. Cela ne crée pas forcément un lien avec le président de la République, les deux parlementaires radicaux étant identifiés au courant de Balbín. En revanche, il est certain que la destitution d'Illia, qui s'accompagne de la suspension du Parlement, est une déception pour l'avenir prometteur du jeune député Alfonsín. De plus, les proches de ce dernier occupent des postes importants dans le gouvernement d'Illia, ainsi Bernardo Grinspun⁴¹⁶, Germán López⁴¹⁷, Roque Carranza⁴¹⁸, Raúl Borrás⁴¹⁹, Alfredo Concepción⁴²⁰, Roberto Pena et Félix Elizalde occupent des fonctions liées au ministère de l'Economie sous Illia et obtiennent des postes

⁴¹³ *Ibid.* Le documentaire *La Republica Perdida* raconte l'épisode avec un président bien plus offensif qui aurait répondu au général Alsogaray : « Vous êtes un vulgaire factieux qui utilise ses armes et ses soldats pour violer la loi. Vous n'êtes qu'un bandit. », M. PEREZ, *op.cit.*.

⁴¹⁴ Clarín, 20 janvier 1983, p.8.

⁴¹⁵ La junte envoie une couronne de fleurs qui est ostentatoirement jetée par les jeunes militants, voir *ibid.*

⁴¹⁶ Ministre de l'Economie durant la première année de la présidence d'Alfonsín, il fait partie du même ministère sous Illia.

⁴¹⁷ Germán Osvaldo López est nommé Secrétaire Général de la Présidence par Alfonsín. Durant la présidence d'Illia, il est sous-secrétaire d'État du Travail.

⁴¹⁸ Ministre des Travaux et Services Publics entre 1983 et mai 1985, date à laquelle il prend le portefeuille de la Défense jusqu'à son décès survenu le 8 février 1986. Sous Illia, il dirige un secrétariat dépendant du ministère de l'Economie.

⁴¹⁹ Il est nommé par Alfonsín au très sensible ministère de la Défense qu'il occupe jusqu'à son décès survenu le 25 mai 1985. Durant la présidence d'Illia, il est sous-secrétaire de l'Agriculture.

⁴²⁰ Il est nommé Secrétaire au Commerce par Illia, en 1985 il dirige la Banque Centrale.

clés sous la présidence d'Alfonsín⁴²¹. Le « premier cercle » de l'alfonsinisme se forme au contact du pouvoir sous la présidence d'Illia. D'autre part, le groupe de la *Junta Coordinadora Nacional*⁴²², que nous pourrions appeler le « second cercle », se forme bientôt en réaction au coup d'État qui déplace Illia de la présidence.

Illia apparaît au début des années 1980 comme une incarnation de l'homme politique intègre attaché à la Constitution⁴²³ si mal traitée par le pouvoir en place. Il n'en demeure pas moins que le bon docteur Illia n'est pas précisément la figure charismatique en mesure de soulever l'enthousiasme des foules. Mobiliser son souvenir s'inscrit dans une stratégie d'Alfonsín qui construit un pouvoir civil qui doit se distinguer à la fois de l'anti-constitutionnalisme des militaires et du verbe charnel du péronisme. Il s'agit de construire des vertus politiques sur lesquelles puisse avancer son propre pouvoir, censé incarner une conception de respect aux institutions au-delà des hommes qui occupent les postes : la Constitution avant tout, le gouvernement ensuite. Ce travail idéologique consiste à défaire l'image négative dont souffre le formalisme des radicaux. Or, bien qu'Alfonsín présente aussi des aspects peu institutionnels, en particulier avec les convocations de foules durant sa campagne, ce travail idéologique ne consiste pas à délaisser le formalisme constitutionnel. Bien au contraire, l'entreprise consiste à souligner les vertus des « règles du jeu » de la Démocratie. Il s'agit d'affirmer l'utopie du respect, plein et entier, de la Constitution, à laquelle s'ajoutent un certain nombre de « règles démocratiques » qui en découlent – soit directement de la lettre de la Constitution argentine de 1853, soit de représentations plus ou moins idéalisées des régimes politiques en vigueur en Europe occidentale.

⁴²¹ Liliana DE RIZ et Jorge Feldamn, « El partido en el gobierno : La experiencia del radicalismo 1983-1989 », CEDES, Buenos Aires, 1991, [En ligne], <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/5/2054/16.pdf>, consulté 10 novembre 2012.

⁴²² Voir *infra*.

⁴²³ Nous ne pouvons certes pas établir dans quelle mesure la perception positive du gouvernement d'Illia est le résultat des efforts des radicaux pour le réhabiliter. En revanche, des enquêtes d'opinion assurent de la réalité de cette perception. Un sondage de mai 1983 présente un taux d'approbation de 49% du gouvernement d'Illia contre 15% de rejet (36% sans opinion). Le même sondage estime le taux d'approbation au précédent gouvernement péroniste (1973-1976) à 16% et 66% de désapprobation. Voir les tableaux 7 et 8 p.263 de l'article de Edgardo Raúl CATTERBERG, « Las elecciones del 30 de octubre de 1983. El surgimiento de una nueva convergencia electoral », *Desarrollo Economico*, Vol.25, N°98, Juillet –septembre 1985, pp.259-267.

Encore en 1987, lors de la crise que nous étudions, l'attitude des syndicats est présentée en opposition avec celle adoptée sous Illia « Cette fois-ci ce ne fut pas comme le 28 juin 1966 » sous-titre *La Razón*, journal il est vrai proche des radicaux, pour traiter de la mobilisation des syndicats. *La Razón*, 18 avril 1987.

2. *Renovación y Cambio*

Le *Movimiento Renovación y Cambio* (RyC) est la tendance de l'URC dirigée par Alfonsín. Il apparaît formellement en 1972 comme liste concurrente, dirigée par Raúl Alfonsín et Conrado Storani, à celle de Ricardo Balbín aux élections internes. Il se compose principalement de deux groupes distincts avec les proches d'Alfonsín depuis le début des années 1960 d'une part et, de l'autre, une structure restreinte de cadres de la jeunesse radicale baptisée *Junta Coordinadora Nacional* en 1968⁴²⁴. Bien que cette tendance apparaisse officiellement dans une conjoncture électorale, RyC dispose d'une identité politique assez marquée qui s'affine avec les années. Afin de la saisir, nous suivrons le parcours politique d'Alfonsín, puis nous nous attacherons dans un second temps aux *coordinateurs* pour, dans un troisième temps, analyser le manifeste fondateur de cette tendance.

a. Emancipation du balbinisme

D'après la version d'Alfonsín, sa divergence avec Balbín serait apparue à l'occasion de l'entrée d'Arturo Mor Roig dans le gouvernement du général Lanusse (1971-1973)⁴²⁵. Balbín aurait approuvé ce choix, tandis qu'Alfonsín le condamne et exige l'expulsion du parti du nouveau ministre de l'Intérieur. Cet objet de dissension apparaît cependant surtout comme une occasion de formaliser une séparation déjà bien entamée. Alfonsín reconnaît dans le même entretien⁴²⁶ que des « nuances » dans le positionnement face au péronisme ont été déterminantes. Pour Balbín, la fin de la dictature annoncée par Lanusse doit être l'occasion d'en finir avec la proscription du péronisme et de consolider un régime constitutionnel. Pour cela, il conçoit un accord avec Perón, qui est la clé pour établir la légitimité d'un régime électoral. Néanmoins, *la Hora de los Pueblos* comme a été baptisé cet accord entre le péronisme et le radicalisme repose sur un présupposé implicite : l'UCR accepte le second rôle dans le bipartisme qui se dessine. Dans la perspective de Balbín, les radicaux sont condamnés à être le soutien institutionnel du pouvoir péroniste. Plus offensif, Raúl Alfonsín estime que l'UCR doit récupérer son statut de premier parti de masse antérieur à l'émergence de Perón.

⁴²⁴ Les membres des deux groupes entretiennent néanmoins de nombreux liens souvent familiaux. Par exemple, le second dans le binôme dirigé par Alfonsín aux élections internes de 1972, Conrado Storani est le père de Federico Storani, un des dirigeants de la *Junta Coordinadora Nacional*.

⁴²⁵ P. GIUSSANI, *op.cit.*, p.109.

⁴²⁶ *Ibid.*, pp. 110 et suivantes.

C'est probablement aussi un calcul plus politicien : se distinguer de Balbín lui permettait d'apparaître comme une figure alternative à l'intérieur du parti.

Quelles que soient les raisons de son éloignement de Balbín⁴²⁷, celui-ci s'initie à partir du coup d'État d'Onganía (1966) qui dépose Arturo Illia. Alfonsín est alors un parlementaire national reconnu. Il est au centre d'un groupe d'affinités au sein de l'URCP. Pour devenir une tendance interne, il reste encore à définir un véritable programme, une stratégie de pouvoir et constituer un réseau de cadres qui puisse agir sur l'ensemble du maillage radical du pays. Cette dernière condition apparaît bientôt grâce à des militants de la jeunesse universitaire radicale qui forment la *Junta Coordinadora Nacional*.

b. La *Junta Coordinadora Nacional*

Il [Enrique Nosiglia] appartenait à la notable génération des [hommes] providentiels qui ont, subitement, été surpris avec les rênes du pouvoir entre les mains ou des postes ; c'étaient des trentenaires qui, durant la décennie passée, montraient l'extravagance juvénile de leur marginalité. Parce que, dans un certain sens, il fallait être courageux ou excentrique pour être, durant ces années, un militant de la Unión Cívica Radical [...]. De deux choses l'une, ces jeunes radicaux étaient des décentrés excentriques ou des calculateurs particulièrement lucides qui devaient attendre que tous échouent pour s'élever ensuite à la catégorie d'hommes providentiels.⁴²⁸

La remarque en forme de boutade de Jorge Asís ne manque pas de pertinence. Il semble bien, en effet, que des jeunes gens qui s'engagent dans la UCRP durant les années 1960 et 1970 soient particulièrement à contre-courant des grands mouvements politiques qui imprègnent l'époque. Les jeunes sont très nombreux à militer durant ces années où la Révolution semble à portée de main (ou de fusil), mais ils s'engagent dans des organisations d'extrême gauche, dans le péronisme révolutionnaire ou, à l'inverse (et dans une moindre mesure) dans des structures conservatrices ou néo-fascistes. Les radicaux semblent appartenir à une partie du siècle définitivement révolue. D'ailleurs, la *Coordinadora* n'est pas insensible aux idées en vogue. Le fond de l'air est rouge au début des années 1970 et les jeunes radicaux le respirent. Alors, pourquoi ce choix étrange pour un parti qui compte surtout de vieux caudillos locaux et des parlementaires apparemment totalement dépassés par les événements ? Il semble plus logique de s'inscrire dans une organisation de gauche, par exemple le petit parti

⁴²⁷ Dans l'entretien accordé à Pablo Giussani, Alfonsín offre une version particulièrement peu convaincante, dans laquelle Balbín aurait d'abord souhaité qu'Alfonsín occupe la présidence du parti en 1973. Puis il se serait ravisé alors qu'Alfonsín était déjà en campagne à l'intérieur du parti. *Ibid*, pp. 112-114.

⁴²⁸ Jorge Asís, « Partes de Inteligencia », cité par Darío GALLO, et Gonzalo ALVAREZ, *El Coti. El dueño de todos los secretos*, Ed. Sudamericana, Buenos Aires, 2005, 368 p., p.127.

de Gauche Nationale (*Izquierda Nacional*) de Jorge Abelardo Ramos voire, plus simplement, le Parti Communiste, ou former un des très nombreux courants fluctuant dans le péronisme – le seul mouvement réellement de masse.

Une première explication est familiale. En effet, tous les membres de la *Coordinadora* sont des fils de militants plus ou moins connus de l'UCR. Cette caractéristique provient de la forme de cooptation choisie par Luis Alberto Cáceres⁴²⁹, l'un des principaux instigateurs de la *Coordinadora* qui se formalise en novembre 1968⁴³⁰. Simplement, les premiers *coordinateurs* estiment que les possibilités de convaincre sont plus grandes parmi les familles déjà ancrées dans le radicalisme⁴³¹. Cela tient à une tradition radicale qui rejoint une certaine conception des *coordinateurs*, à savoir que le radicalisme est moins une idéologie politique définie qu'un style et un groupe d'affinité. Néanmoins, y compris dans ce terreau favorable, les jeunes gens ne sont pas forcément attirés par la tradition politique familiale. De nombreux radicaux ou fils de radicaux optent durant ces années pour d'autres formations politiques. Par exemple, un des référents de la guérilla argentine, Enrique Gorriarán Merlo, commence à militer dans le radicalisme⁴³² avant de devenir un dirigeant du PRT-ERP, un chemin que suit aussi la sœur de Enrique Nosiglia⁴³³, María Magdalena⁴³⁴. Rien ne détermine les fils de radicaux à militer dans l'UCR durant cette époque politiquement très agitée. A notre sens, ces fils qui optent pour rester dans le radicalisme sont les moins politisés de la génération (dans l'acception restreinte de tranche d'âge), à l'exception des instigateurs et dirigeants de la *Junta Coordinadora Nacional*. Ils n'en rénovent pas moins les cadres et se montrent bien plus ambitieux pour l'UCR. Ils constituent, en accord avec Alfonsín, le courant qui ne se résigne pas à occuper la seconde place derrière un péronisme hégémonique, dont il faudrait chercher à s'accommoder

⁴²⁹ *Ibid.*, p.46.

⁴³⁰ *Ibid.*, pp. 47-48 et Alfredo LEUCO, et José Antonio DIAZ, *Los herederos de Alfonsín*, Ed. Sudamericana-Planeta, Buenos Aires, 1987, 282 p., p.69.

⁴³¹ C'est du moins l'hypothèse émise par les journalistes auteurs de *El Coti* Darío GALLO et Gonzalo ALVAREZ, *op.cit.*, p. 45. Elle ne manque pas de cohérence, dans la mesure où le parti est alors interdit ce qui ne simplifie pas le recrutement. De plus, Cáceres, à l'origine de la formation de la *Coordinadora*, semble chercher uniquement des cadres parmi les étudiants. Nous pouvons concevoir qu'une famille radicale lui apparaisse comme une certaine garantie. Par ailleurs, il faut parfois parler de clan familial radical. Par exemple, la famille Storani compte alors pas moins de huit frères et sœurs, fils de Conrado, tous avec des postes liés au radicalisme, dont Federico, un des fondateurs de la *Coordinadora*, président de la FUA en 1974 et influent député pour la province de Cordoba durant la présidence d'Alfonsín. Cette génération est la troisième à évoluer dans le radicalisme, Teobaldo Zavala Ortiz, le grand-père de Federico Storani, était déjà législateur sous la première présidence de Yrigoyen (1916-1920). A. LEUCO, et J. DIAZ, *op. cit.*, p.149.

⁴³² Enrique GORRIARAN MERLO, *Memorias de Enrique Gorriarán Merlo. De los años sesenta a la Tablada*, Ed. Planeta, Buenos Aires, 2003, p.7.

⁴³³ Il s'agit du principal cadre de la *Coordinadora* pour la ville de Buenos Aires.

⁴³⁴ D. GALLO et G. ALVAREZ, *op.cit.*, pp.72-84.

au mieux, comme le propose Balbín⁴³⁵. La *Coordinadora* a ceci de curieux qu'elle rassemble un groupe de jeunes militants décidés à bousculer l'échiquier politique à l'intérieur d'un parti fermement décidé à l'accommodement. La direction du radicalisme ne manifeste qu'une opposition de principe à la dictature puis, lorsque celle-ci s'essouffle, cherche à s'allier au nouveau pouvoir qui se profile : le péronisme⁴³⁶. L'ambition du parti est alors de servir de garant d'un système parlementaire dominé par le péronisme, avec les prébendes que cela suppose pour ses membres. Il n'est aucunement question d'occuper le pouvoir. De sorte que les positions offensives de la *Coordinadora* semblent quelque peu déplacées, elles sont d'ailleurs fermement condamnées par la direction.

Idéologiquement, à sa fondation, la structure qui ambitionne d'encadrer la jeunesse radicale se situe clairement à gauche de l'UCRP. Comme le remarque Carlos Altamirano, la *Coordinadora* cherche à s'inscrire dans deux registres alors pratiquement disparus du radicalisme : la jeunesse et la gauche⁴³⁷. Les jeunes radicaux se démarquent cependant, dès la fondation du groupe en 1968, sans ambiguïté de l'URSS en condamnant l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars soviétiques. Mais ils saluent aussi l'héroïque peuple vietnamien. Remarquons ici que la Tchécoslovaquie et le Vietnam sont « victimes de l'agression et de la prépotence des armes »⁴³⁸. Ils condamnent la violence en soi, ce qui constitue une ligne de démarcation nette avec une grande partie de la gauche. Néanmoins, ils se définissent comme : « Nous, jeunes révolutionnaires et radicaux à la recherche d'un chemin libérateur pour l'Argentine ». Mais le terme « révolutionnaire » est alors un lieu commun, depuis la très conservatrice *Revolución Argentina* du général Onganía jusqu'aux différents projets des groupes d'extrême gauche, en passant par le péronisme, il n'est pratiquement personne qui ne soit « révolutionnaire » à la fin des années 1960. Les

⁴³⁵ « Dans les internes radicales de 1972, Raúl Alfonsín a conduit l'opposition à la proposition balbiniste de fixer le radicalisme dans les termes dans lesquels le péronisme, et plus particulièrement Perón lui-même, le constituait comme sujet politique : précisément, Ricardo Balbín consolidait sa domination sur le parti en se convertissant l'exécuteur de ce rôle » Vicente PALERMO, *Democracia interna en los partidos : las elecciones partidarias de 1983 en el radicalismo y el justicialismo porteños*, Ed. IDES, p.80 cité par María Soldedad DELGADO, « "El otro partido" : algunas consideraciones acerca del radicalismo (1983-1989) », Travail présenté lors du VI Congrès National de Science Politique à l'Université de Rosario, novembre 2003, p.6.

⁴³⁶ Carla CARRIZO, « Entre el consenso coactivo y el pluralismo político: La Hora del Pueblo y el Pacto de Olivos (1973-1993) », *Desarrollo Económico*, Vol. 37, No. 147. (Oct. - Dec., 1997), pp. 389-418. Auparavant, Arturo Mor Roig, un haut dignitaire du parti, occupe le ministère de l'Intérieur sous la présidence du Général Lanusse.

⁴³⁷ Carlos ALTAMIRANO, «La Coordinadora. Elementos para una interpretación», dans José NUN et Juan Carlos PORTANTIERO (comps.), *Ensayos sobre la transición democrática en la Argentina*, Buenos Aires, Ed. Puntosur, 1987, pp.295-332. L'auteur observe que pratiquement toute la jeunesse radicale avait quitté le parti pour rejoindre l'UCRI de Frondizi et que les *coordinateurs* cherchent à introduire des « positions de gauche que l'histoire du radicalisme avait connues mais qui [...] semblaient être dans les rangs de l'UCRP à peine plus qu'un fait résiduel, sans poids politique. », *ibid.*, p.299.

⁴³⁸ Document de principes de 1968, cité par A. LEUCO et J. DIAZ, *op. cit.*, p.72.

coordinadores se revendiquent de la tradition révolutionnaire radicale, c'est-à-dire de celle des fondateurs de l'UCR qu'ils estiment dévoyée par la direction du parti. Cela se conçoit, dans un contexte d'interdiction d'expression politique par une dictature conservatrice, revendiquer le principe fondateur du radicalisme – le suffrage universel sans entraves – peut être considéré comme « révolutionnaire ». En creux, c'est l'attitude conciliante de Balbín qui est visée. Cette critique s'approfondit avec le temps, si bien qu'une rupture avec l'UCRP est envisagée par certains membres et consommée par d'autres. Au début des années 1970, les documents d'analyse politique de la JCN se distinguent difficilement des condamnations du capitalisme venues de la gauche. Les jeunes radicaux souhaitent « la destruction du système capitaliste » et « une société fondée sur la justice, l'authentique liberté, où l'homme ne soit pas un “loup pour l'homme” », c'est-à-dire « une société sans exploiters ni exploités »⁴³⁹. La *Coordinadora* parvient cependant à éviter la rupture avec l'UCRP, dont la direction balbiniste semble hésiter entre considérer les nouveaux venus comme faisant partie d'une entreprise d'entrisme marxiste et une opportunité pour renouer avec les jeunes générations.

Les membres de la JCN sont d'une extraction sociale relativement homogène. Ses figures identifiables proviennent de familles situées parmi les classes moyennes supérieures voire, dans certains cas, parmi les plus riches. Les jeunes militants sont tous étudiants, dans leur grande majorité en Droit et Médecine. En cela, ils ne se distinguent guère de leurs pères et de la tradition des élites radicales constituées principalement de médecins et de juristes. Ils suivent des études longues et coûteuses qui ouvrent le chemin à des métiers bien rémunérés ou permettant de constituer des clientèles politiques. Ainsi, Luis Cáceres s'insère dans une *villa miseria*^{*} de Santa Fe en proposant gratuitement ses services d'avocat à sa population démunie⁴⁴⁰. En cela il s'inscrit dans la tradition de l'image d'Epinal du médecin radical qui parcourt bénévolement sa région avec sa mallette, dont la meilleure incarnation est Arturo Illia. Cette image peut néanmoins connaître des variantes très notables avec, par exemple, la famille Nosiglia qui fonde la première clinique privée de Posadas (Province Misiones)⁴⁴¹, un commerce qui s'avère très rentable. L'extraction sociale des membres de la JCN explique en partie leur attachement au radicalisme car, quand bien même ils chercheraient à transformer

⁴³⁹ Junta Coordinadora Nacional de la Juventud Radical: *La Realidad Nacional – La Contradicción Fundamental*. Documento básico de formación interna, Cuaderno N° 2, La Plata, 1973, p. 4, cité par Juan FERNANDEZ CRUZ, « La Junta Coordinadora Nacional: innovaciones discursivas y organizativas en el radicalismo (1968/1983) », Communication durant la V^{ème} Journée d'Histoire Politique, Université National de Mar del Plata, du 29 septembre au 1^{er} octobre 2010, [En ligne], http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/vj_fernandez.pdf, consulté le 17 décembre 2012.

^{*} Terme désignant les bidonvilles en Argentine.

⁴⁴⁰ A. LEUCO et J. DIAZ, *op. cit.*, p. 119.

⁴⁴¹ D. GALLO, et G. ALVAREZ, *op. cit.*, pp.26-28.

l'UCR en mouvement « national et populaire »⁴⁴², celui-ci ne serait jamais franchement hostile à la bourgeoisie. Une hostilité qui connaît alors des surenchères dans les partis de gauche qui sont aussi, par ailleurs, largement composés de militants de classes moyennes ou hautes. Il est donc facilement compréhensible que les *coordinateurs* préfèrent un parti qui ne les stigmatise pas en tant que membres de la jeunesse aisée du pays. Dans ce sens, ils assument parfaitement leur condition sociale, très loin des militants de la même extraction qui cherchent alors à se « prolétarianiser », par exemple dans le PRT⁴⁴³.

La JCN est un mouvement de la jeunesse radicale issu de et inscrit dans le militantisme étudiant. Son premier objectif est de prendre la direction de l'ensemble des Jeunesses Radicales, puis de la Franja Morada, une organisation étudiante qui rassemble alors des anarchistes, des socialistes et des radicaux. Ces derniers réussissent à expulser les dirigeants des autres tendances en 1971, transformant la Franja Morada en l'organisation universitaire de la Jeunesse Radicale bastion de la JCN⁴⁴⁴. Grâce à cette implantation, Federico Storani obtient la présidence de la Fédération Universitaire Argentine en décembre 1973⁴⁴⁵. Enfin, en 1975, le même Storani⁴⁴⁶ occupe le secrétariat de la Jeunesse Radicale désormais présidée par Luis Cáceres. En l'espace de sept ans, entre 1968 et 1975, les *coordinateurs* sont devenus les dirigeants incontestés des organisations de jeunesse de l'UCR, dont la Franja Morada qui remporte l'espace politique universitaire face aux péronistes⁴⁴⁷. Entretemps, ils ont trouvé des référents de poids parmi les parlementaires de l'UCR qui

⁴⁴² A partir d'une analyse du texte « La contradicción fundamental », Carlos Altamirano place la *Coordinadora* dans le courant « nacional-popular » qu'il définit comme une synthèse d'idées d'inspiration socialiste avec d'autres de type nationaliste. Le présupposé est que l'injuste distribution des richesses à l'intérieur du pays est étroitement liée à sa dépendance aux centres impérialistes, C. ALTAMIRANO, *op.cit.*, p.310. L'auteur avertit que chercher à comprendre ce courant, qui traverse la plupart des grands partis argentins, à travers les catégories politiques européennes est voué à l'échec. Il est préférable de se lasser de répéter cet avertissement que de se laisser tromper par « l'air de famille » entre les systèmes institutionnels et des partis politiques européen et argentin.

⁴⁴³ Voir par exemple Jérémy RUBENSTEIN, « Une histoire du PRT-ERP, depuis ses origines intellectuelles aux "moins rouges" guérilleros (1956-1972) », mémoire de maîtrise sous la dir. de Annick Lempérière, Université Paris 1, 2005.

⁴⁴⁴ A. LEUCO et J. DIAZ, *op. cit.*, p.154.

⁴⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁴⁶ Rappelons que son père, Conrado Storani, se présente avec Alfonsín dans le binôme des élections internes de l'UCR pour la candidature à la présidence de 1973. En règle générale, les *coordinateurs* ne sont aucunement en rupture avec les courants politiques familiaux, ils les prolongent dans des contextes différents. Ils laissent entrevoir ainsi de véritables stratégies de famille pour occuper le pouvoir.

⁴⁴⁷ Carlos Altamirano explique le succès de la Franja Morada dans la politique universitaire par le relatif désintérêt des partis de gauche et du péronisme pour ce secteur, ou du moins, pour développer des revendications spécifiquement universitaires, C. ALTAMIRANO, *op.cit.* p. 302. De plus, de nombreuses organisations de gauche rejettent simplement le principe des élections, si bien qu'elles laissent le champ libre aux radicaux pour conquérir la FUA. Franja Morada est la seule organisation qui brandit le drapeau du réformisme universitaire (son nom est une référence au mouvement de la Réforme universitaire de 1918 : les réformistes se reconnaissaient par la bannière mauve, de la couleur de la chasuble de l'évêque qu'ils avaient expulsé).

forment une nouvelle tendance interne : *Renovación y Cambio*, dirigée par Raúl Ricardo Alfonsín et dont la *Coordinadora* est une composante importante.

c. Le *Movimiento Renovación y Cambio*

Renovación y Cambio est la tendance interne de l'UCR qui réunit autour de Raúl Alfonsín ses proches rencontrés au fil des ans de son activité politique depuis la fin des années 1950 et la génération de la *Coordinadora*⁴⁴⁸. Son manifeste, daté du 24 septembre 1972, formalise son existence, expose son orientation générale et, du fait de la date, annonce une candidature. Le texte est relativement bref (moins de dix pages dans le format que nous connaissons), il s'adresse « Au Peuple, aux Radicaux » et s'intitule plus précisément « Manifeste du Mouvement Rénovateur National »⁴⁴⁹. Il se conçoit donc directement comme une tendance du parti à l'échelle nationale. Sa lecture actuelle surprend du fait de sa radicalité avec, par exemple, la proposition de nationaliser immédiatement les banques étrangères « parce que le secteur du business financier qui dirige l'économie nationale doit appartenir exclusivement aux Argentins »⁴⁵⁰. Le contexte explique certainement la fougue des militants de l'UCR. La dictature initiée en 1966 est aux abois principalement du fait des très grandes mobilisations populaires qui ont commencé avec le *Cordobazo* (1969), dans lequel la *Coordinadora* revendique une participation active⁴⁵¹. Le nouveau courant cherche à intégrer le grand mouvement populaire dans sa nouvelle synthèse politique : « [le militant radical participant du mouvement populaire] a gagné une riche expérience qui lui a permis de comprendre que les termes de la dynamique politique se sont modifiés. »⁴⁵². Mais, outre cette participation au rejet massif de la dictature, *RyC* se place politiquement à gauche de l'échiquier. En effet, il réduit le panorama politique national à quatre grandes tendances, qui ne sont pas

⁴⁴⁸ Nous n'entrons pas dans le passionnant débat sur la valeur heuristique de « génération », ou les multiples sens que le terme peut avoir, pour cela nous renvoyons aux travaux de Eugenia Palieraki sur le MIR chilien, Eugenia PALIERAKI, « Histoire critique de la “nouvelle gauche” latino-américaine : le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) dans le Chili des années 1960 », thèse de doctorat, sous la dir. Annick Lempérière et Alfredo Riquelme Segovia, 2009. Pour notre part, nous utilisons ici le terme simplement parce que les membres de la JCN le font, voir « Manifiesto de una generación radical », dans Junta Coordinadora Nacional –Juventud Radical – Capital Federal, *Somos la Vida*, Ed. Respuesta, Buenos Aires, 1981, 156 pages, pp. 105-128.

⁴⁴⁹ « Manifiesto del Movimiento Renovación y Cambio », dans *ibid.*, pp. 93-104. Le texte a deux titres, celui avec lequel il est édité en 1981 et l'original de 1972. Il est rédigé par deux *coordonateurs*, Leopoldo Moreau et Marcelo Stubrin avec quelques corrections apportées par des « anciens » : Germán López, Bernardo Grinspun et Raúl Alfonsín, voir A. LEUCO et J. DIAZ, *op.cit.*, p.122.

⁴⁵⁰ *Ibid.*, p.101.

⁴⁵¹ Nous nous référons bien à la revendication des *coordonateurs*. Nous ne saurions dire dans quelle mesure ils ont réellement participé au *Cordobazo*, en revanche il est certain qu'ils comptent parmi les acteurs les moins remarqués de cette explosion sociale et politique, dont la mémoire est surtout attachée à la *CGT de los Argentinos* (la centrale syndicale dissidente de la CGT dirigée par Augusto Vandor, voir supra).

⁴⁵² Junta Coordinadora Nacional –Juventud Radical – Capital Federal, *op.cit.*, p.96.

explicitement nommées mais facilement reconnaissables. La première est le « continuisme » qui cherche à maintenir le *statu quo* et se divise en deux sous-tendances : l'une franchement conservatrice, l'autre « teintée de populisme ». Il est probable que le texte se réfère ainsi aux directions de l'UCR et du péronisme. La troisième tendance est celle du « développementisme », une référence claire au projet incarné par Frondizi « qui, à travers la remise de certaines industries et secteurs de base aux grands monopoles internationaux, prétend augmenter la rente nationale au prix de la consolidation et l'augmentation de la dépendance, aliénant la Souveraineté Nationale »⁴⁵³. Enfin, il est intéressant de remarquer le traitement offert à la quatrième tendance, « les secteurs de l'ultra-gauche qui, après une proposition idéaliste d'une société plus juste, développent une praxis politique incompatible avec la réalité nationale et contradictoire avec notre expérience historique »⁴⁵⁴. Le moins que nous puissions dire est qu'il est des condamnations plus fermes. D'une part, le projet politique de l'extrême gauche, s'il est idéaliste n'en est pas moins « plus juste ». D'autre part, il ne s'agit pas d'un rejet par principe de la violence, il est plus question d'une stratégie erronée pour l'Argentine, autrement dit qui peut parfaitement se justifier ailleurs – entendons Cuba entre autres⁴⁵⁵. Rappelons que les guérillas sont formellement apparues dans le pays en 1970 et que, dans la situation de blocage politique provoquée par la dictature, elles comptent avec la sympathie d'une très grande partie de la population⁴⁵⁶. Pour la *Coordinadora*, qui apparaît dans le milieu universitaire où la guérilla exerce une très grande attraction, la question n'est pas un détail. Cependant, aux armes à feu, la *Coordinadora* préfère le vote, qui apparaît comme une véritable panacée pour résoudre tous les conflits politiques et sociaux. Ce qu'exprime aussi RyC qui propose d'

[...] institutionnaliser le pays à travers le vote, exercé de toutes parts : nous voulons voter aux élections nationales et municipales ; mais nous voulons aussi voter librement dans les syndicats et à l'Université, dans les Coopératives et dans les Sociétés de Développement ; et nous voulons voter aussi dans les Usines, dans les Entreprises, dans les Banques.⁴⁵⁷

⁴⁵³ *Ibid.*, p.100.

⁴⁵⁴ *Ibid.*

⁴⁵⁵ D'ailleurs, en matière de relations internationales, le manifeste prône « l'établissement immédiat de relations diplomatiques, culturelles et économiques avec tous les pays qui luttent comme nous pour leur Libération Nationale. », *ibid.*, p. 103.

⁴⁵⁶ La première expérience de guérilla en Argentine remonte à la fin des années 1950, mais 1970 marque l'émergence d'organisations durables (ERP et Montoneros). Pour la popularité de la lutte armée, nous nous référons à un sondage de IPSA qui affirme que près de 50% est favorable aux guérillas, cité dans Liliana DE RIZ, *La política en suspenso. 1966-1976*, Paidós, 2000, p.102. Pour une bibliographie sur cette question nous renvoyons à notre mémoire de maîtrise, J. RUBENSTEIN, « Une histoire du PRT-ERP », *op.cit.*.

⁴⁵⁷ Junta Coordinadora Nacional –Juventud Radical – Capital Federal, *op.cit.*, p. 99.

Le vote est entendu comme l'outil fondamental de la démocratie et de transformation sociale : « [le suffrage universel] est seulement le point de départ pour réaliser dans l'économie et le social, ce que le vote a signifié dans le domaine politique »⁴⁵⁸. A cette foi en la vertu du vote est associée une place particulière octroyée à l'éducation qui doit permettre l'émancipation du peuple argentin en même temps que l'indépendance du pays⁴⁵⁹. Le programme défend une éducation résolument contrôlée par l'État, y compris dans sa diffusion par les médias⁴⁶⁰. Nous sommes de plain-pied dans une conception qui considère l'éducation comme outil d'émancipation de l'Homme, de formation d'un citoyen qui peut ainsi diriger son destin. Rien de bien nouveau donc en 1972, mais qui permet alors de prendre position face à la fois à la lutte armée qui gagne du terrain, au péronisme hégémonique à l'intérieur des centrales syndicales et dans une stratégie à court et moyen terme à l'intérieur du parti.

Le vote apparaît pour *RyC* comme une alternative plus viable pour la transformation sociale et politique du pays que la lutte armée. Il s'agit d'un thème qui intéresse certainement plus les jeunes militants de la *Coordinadora* que leurs aînés car ils y sont confrontés dans les débats de la gauche universitaire. Dans le contexte des années 1970, refuser la lutte armée par principe, quand bien même elle serait considérée légitime dans d'autres pays, équivaut à s'aliéner la gauche ou, du moins, à se situer à sa droite (la droite de la gauche s'entend). En effet, bien que les organisations de gauche qui prennent effectivement les armes soient très minoritaires, pratiquement l'ensemble de la gauche considère cette voie comme légitime⁴⁶¹. Ce qui ne veut pas dire que la violence des guérillas ne fut pas très critiquée par une partie de la gauche. Mais la question est bien plus de savoir quand il convient de passer à cette étape que si celle-ci est nécessaire, de sorte qu'il n'y a pas de condamnation *par principe*. C'est dans ce sens que les jeunes *coordinateurs* semblent un peu anachroniques, comme le remarquait Jorge Asís, à la fois déphasés pour les années 1970 et singulièrement en phase avec les années 1980. Au mieux, durant les premières années de la JCN, celle-ci pouvait être considérée par les autres organisations juvéniles comme un groupe de naïfs défenseurs de la « démocratie formelle »⁴⁶², voire comme des idiots utiles à la « démocratie bourgeoise ». Néanmoins, les organisations de gauche sont très fluctuantes sur la question de la

⁴⁵⁸ *Ibid.*, p.97.

⁴⁵⁹ *Ibid.*, p.102.

⁴⁶⁰ *Ibid.*

⁴⁶¹ Par exemple, Claudia HILB et Daniel LUTZKY, *La nueva izquierda argentina: 1960-1980 (Política y violencia)*, 1984, Buenos Aires, CEAL, Hugo VEZZETTI, *Sobre la violencia revolucionaria. Memoria y olvidos*, Ed. Siglo XXI, Buenos Aires, 2009 et Luis Alberto ROMERO, « La violencia en la historia argentina reciente : un estado de la cuestión », sur le site de Pérotin-Dumon, Anne (dir.), <http://www.historizarelpasadovivo.cl/index.html>, (consulté le 18 décembre 2012).

⁴⁶² Juan FERNANDEZ CRUZ, *op.cit.*

participation aux élections. Ainsi, par exemple, le PRT, qui a pourtant l'ERP pour bras armé, tente de présenter des candidats aux élections présidentielles de 1973. Le parti d'extrême gauche tâche de convaincre le dirigeant syndicaliste Agustín Tosco et Raúl Alfonsín de présenter une liste commune de centre-gauche⁴⁶³. Quoiqu'il en soit, après le choc de la violence de la dernière dictature, la presque totalité de la gauche devient une fervente défenseuse des règles de cette même « démocratie formelle », si bien que les radicaux de RyC peuvent apparaître à l'orée des années 1980 comme des militants progressistes lucides.

Face au péronisme, le manifeste de RyC fait sien le constat généralisé (y compris par le pouvoir militaire alors dirigé par le général Lanusse) que sa proscription bloque entièrement le système politique : « nous avons en permanence fait des élections libres, sans proscription ni conditions, notre bannière »⁴⁶⁴. Il n'en critique pas moins certains aspects, mais en creux car après dix-sept ans de proscription, Perón ne peut apparaître comme l'ennemi principal, ainsi peut se lire cette phrase : « Et surtout nous voulons voter, non seulement les hommes qui nous représentent, mais aussi les politiques que ceux-ci devraient appliquer »⁴⁶⁵. Autrement dit, le mouvement reconnaît la prééminence du péronisme dans la majorité populaire. Mais, en même temps, il propose déjà de reconquérir les masses et, plus spécifiquement, de s'insérer dans le bastion péroniste, à savoir les organisations syndicales. Ce n'est pas un hasard si le manifeste insiste fortement sur l'institution du vote dans les fabriques, usines et syndicats. Il s'agit d'une critique des méthodes péronistes dans ces secteurs que domine le péronisme. Autrement dit, RyC propose d'entreprendre une bataille de longue haleine pour peu que soient instaurées des « règles du jeu démocratique »⁴⁶⁶.

De même, l'insistance sur le vote peut aussi se lire, en interne, comme le début des hostilités avec les secteurs dirigeants de l'UCR. Le manifeste est daté du 24 septembre 1972,

⁴⁶³ J. CONSTENLA, *op.cit.*, p.86. Un dirigeant du PRT-ERP venu du radicalisme, Benito Urteaga s'est réuni avec des membres de la *Coordinadora*, dont Enrique Nosiglia (l'une de ses sœurs milite au PRT) et Leopoldo Moreau – qui témoigne – pour exposer la proposition. Ils la transmirent à Alfonsín qui refusa avec cette phrase : « Rien ne se fait, jamais, hors du parti ». Un ancien militant du PRT nous avait effectivement parlé de la tentative de présenter Agustín Tosco aux élections de 1973, il avait soigneusement omis de préciser qu'Alfonsín eut pu être son colistier.

⁴⁶⁴ Junta Coordinadora Nacional –Juventud Radical – Capital Federal, *op.cit.*, p.99.

⁴⁶⁵ *Ibid.*

⁴⁶⁶ La bataille pour les syndicats ou leur « démocratisation » est une des mesures des plus importantes que cherche à imposer Alfonsín au pouvoir, sans succès. Alfonsín se montre dès la campagne électorale de 1983 particulièrement offensif sur cet aspect en dénonçant un « pacte militaro-syndical ». Surtout, dès son ascension à la présidence, il cherche à imposer une loi qui définit des règles homogènes dans les élections professionnelles et permet une rotation des élus. La loi dite « Mucci » est fortement contestée par les syndicalistes péronistes et elle est rejetée au Sénat dès mars 1984. Voir, par exemple, [En ligne], Carla SANGRILLI, « La normalización sindical en la transición democrática. El caso de la CGT Regional Mar del Plata », dans http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/sangrilli_jiv.pdf, (consulté le 20 décembre 2012). Nous verrons que, même au cœur de la crise de *Semana Santa*, Alfonsín n'oublie pas ce front particulièrement sensible.

les partis ont été rétablis dans leurs droits depuis déjà un an et demi, en mars 1971⁴⁶⁷, et se préparent tous aux élections générales qui ont finalement lieu le 11 mars 1973. Le climat de l'époque est aux grandes attentes pour les élections sans proscription mais *RyC* n'en est certainement pas un acteur central. Il est une tendance à l'intérieur d'un parti qui n'a pratiquement aucune possibilité d'arriver au pouvoir à travers des élections marquées par le retour du péronisme après près de vingt ans de proscription. Perón occupe la scène politique et l'UCR a un rôle dans la mesure où il souhaite rencontrer Ricardo Balbín pour sceller un accord avec son adversaire qui garantisse un large soutien au processus électoral⁴⁶⁸. Dans ces conditions, pour *RyC*, les élections sont l'occasion de compter ses voix à l'intérieur de l'UCR. La nouvelle tendance n'a aucune illusion sur sa capacité à s'imposer à la direction du parti, et encore moins sur les possibilités de ce dernier d'arriver au pouvoir. Elle table donc sur une stratégie à plus long terme.

⁴⁶⁷ L. A. ROMERO, *Breve historia contemporánea...*, *op.cit.*, p. 187.

⁴⁶⁸ En novembre 1972, Perón revient au pays pour quelques jours durant lesquels il rencontre Balbín, *ibid.*, p.188.

3. Alfonsín président

Dès 1972, l'essentiel du groupe d'Alfonsín est constitué, réparti entre deux cercles principaux : les « historiques » qui proviennent principalement du gouvernement d'Illia (1963-1966) et les jeunes cadres de la Junta Coordinadora Nacional fondée informellement en 1968. La tendance *RyC* représente une forte minorité à l'intérieur de l'UCR (environ 25% des votes), un courant critique de la direction balbiniste et, au niveau national, bien plus offensif envers le péronisme. Dix ans plus tard, en 1983, elle est en mesure de s'imposer au sein du radicalisme et de remporter les élections générales face aux péronistes.

Une décennie violente (1973-1983)

Cette décennie, entre 1973 et 1983, est l'une des plus troubles de l'histoire argentine. Institutionnellement, ce ne sont pas moins de sept présidents qui se succèdent, dont quatre dictateurs imposés par les juntas militaires. Socialement, le pays connaît un pic de mobilisation populaire qui s'initie en 1969 (le *Cordobazo*) et décroît en 1975, pour être liquidée par la plus féroce répression du siècle (1976-1979). Économiquement, au milieu d'une constante instabilité, le pays subit une grande mutation, avec un accroissement notable des inégalités sociales et une augmentation sans précédent de la dette extérieure⁴⁶⁹. Ces brusques et profondes transformations sont opérées avec un outil politique fondamental : une terreur blanche instaurée par l'État. La violence occupe une place essentielle durant toute la période. Elle est prônée par une partie non négligeable de la gauche qui la considère comme un instrument de libération. Si bien que les guérillas, principalement Montoneros péroniste et l'ERP d'inspiration marxiste, sont des acteurs installés dans le paysage politique du pays avant d'être physiquement anéantis par des forces de choc d'extrême droite bientôt relayées par l'Armée. Cette dernière, qui prend le pouvoir en 1976 à l'occasion d'un énième coup d'État, organise la violence pour l'exercer systématiquement sur d'amples secteurs considérés de gauche. Cela se traduit, entre autres, par un maillage de camps de concentration clandestins qui occupent l'ensemble du territoire national et, officiellement, par l'interdiction de toute activité politique.

Cette violence est progressivement dénoncée, d'abord par les familles des victimes, bientôt relayées par l'opinion publique internationale, puis par de très vastes secteurs de la

⁴⁶⁹ Entre 1976 et 1983, la dette extérieure passe de 6 milliards à 45 milliards de dollars, chiffre qui représente 70% de l'ensemble des exportations argentines en 1984, Andrew MC ADAM et *al.*, *op.cit.*, p.87.

société argentine. Si bien qu'après la déroute de la dictature, elle agit comme un repoussoir. Elle semble être ce que la société ne veut *Plus Jamais*. Or, Alfonsín apparaît comme un personnage légitime pour exprimer ce rejet massif de la violence politique, souvent considérée comme un mal en soi, et non comme un outil en vue d'instaurer une politique. Cette légitimité s'explique peut-être par la longue tradition radicale en faveur du respect de la Constitution – mais cette tradition est en partie une construction de ces mêmes années – et par les choix personnels de l'homme politique. En particulier, il est membre de l'APDH (Assemblée Permanente des Droits de l'Homme) depuis sa fondation en 1975, il condamne la violence « des deux bords » durant toute la décennie⁴⁷⁰ et, en tant qu'avocat, il prend la défense de prisonniers politiques⁴⁷¹. A notre connaissance, Raúl Alfonsín n'a jamais été directement menacé durant la dictature mais il convient de rappeler que les avocats étaient aussi des cibles de la répression. Par ailleurs, les militants radicaux, relativement peu nombreux à avoir été victimes de la répression, appartenaient tous à son courant RyC. Ainsi, Alfonsín est la dernière personne à avoir vu en vie le député radical Mario Abel Amaya, torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive, après avoir été séquestré avec Hipólito Solari Yrigoyen⁴⁷². De plus, Alfonsín n'abandonne pas les activités politiques, il les poursuit dans l'étroit cadre toléré par la dictature. Dès septembre 1976, il dirige une revue politique intitulée *Propuesta y Control* qui se publie jusqu'en 1978⁴⁷³, dans laquelle il cherche à exprimer « les divers problèmes nationaux, les abordant de la manière la plus sobre possible, d'un angle technique et scientifique, mais pas pour autant sans contenu idéologique et politique »⁴⁷⁴. Par ailleurs, il effectue de nombreux déplacements dans le pays, certainement pour consolider sa position à l'intérieur de l'UCR, et à l'étranger, probablement pour acquérir une stature internationale⁴⁷⁵.

⁴⁷⁰ Cela n'a cependant rien d'exceptionnel. Y compris les chefs de la junte se présentent comme des ennemis de la violence « des deux extrêmes ». Nous reviendrons dans le détail sur ce point dans le chapitre 6.

⁴⁷¹ Nous n'avons trouvé que très peu d'indications précises sur cette activité, de très nombreuses notes nécrologiques d'Alfonsín mentionnent qu'il a été avocat de prisonniers politiques sans jamais indiquer de qui en particulier et quand. Il en aurait cependant défendu de nombreux, dont Mario Roberto Santucho, le chef du PRT-ERP. Voir Andrew MC ADAM et al., *op.cit.*, p. 55. Les auteurs n'indiquent pas la source.

⁴⁷² Voir Hipólito Solari YRIGOYEN, « Recuerdo de Mario Abel Amaya », *La Nación*, 30 septembre 2001, [En ligne], <http://www.lanacion.com.ar/210586-recuerdo-de-mario-abel-amaya>, consulté le 21 décembre 2012. Mario Abel Amaya était un député radical (1973-1976) de la tendance RyC pour la province de Chubut. Il avait été l'avocat de plusieurs prisonniers politiques, dont le syndicaliste Agustín Tosco.

⁴⁷³ Julia CONSTENLA, *op.cit.* p. 102. D'après la journaliste l'ouvrage de Raúl ALFONSIN, *La cuestión argentina*, ed. Propuesta Argentina, Santa Fe, 1981 [1^{ère} ed. 1980], 244 pages, rassemble l'essentiel des textes publiés dans la revue. Néanmoins, ceux-ci sont au moins réédités et mis en perspective, sinon transformés. L'ouvrage est publié clandestinement dans une imprimerie très précaire de Santa Fe, tenue par Luis Alberto Cáceres, un fondateur de la *Coordinadora*, voir A. LEUCO et J. DIAZ, *op.cit.*, p.131.

⁴⁷⁴ Lettre de Raúl Alfonsín, citée par, A. MC ADAM et al., *op. cit.*, p.55.

⁴⁷⁵ *Ibid.* Il serait difficile d'affirmer catégoriquement que les déplacements d'Alfonsín à l'extérieur servaient à lui construire une image d'homme d'État, il est néanmoins remarquable qu'il entreprenne un voyage

Mais c'est certainement la position d'Alfonsín face à la guerre des Malouines (avril-juin 1982) qui le projette au tout premier plan de la scène politique, voire en homme providentiel. Cette guerre est sans conteste la raison directe de la chute du régime militaire et, très probablement, celle qui déclenche le discrédit abyssal des militaires argentins en général. La violation systématique des droits de l'Homme remplace rapidement la guerre perdue ou « guerre aventureuse » comme thème principal de condamnation des militaires. Cependant, nous pensons que ces crimes n'auraient jamais pu s'imprimer si profondément dans la conscience sociale argentine si les Forces Armées n'avaient pas montré auparavant leur incompétence en matière militaire dans la seule guerre qu'elles ont menée durant le siècle⁴⁷⁶. Ce discrédit généralisé est, dans une grande mesure, le contrecoup d'un enthousiasme débordant pour la reconquête des Malouines. Ce fut certainement l'entreprise la plus populaire mise en œuvre par la dictature avec, peut-être, l'organisation du championnat du monde de football en 1978. Or, Alfonsín fut l'un des seuls hommes politiques à ne pas se laisser gagner par la ferveur patriotique qui a accompagné l'occupation des îles de l'Atlantique Sud. Loin de se joindre au voyage des dirigeants politiques qui vont saluer l'ascension du nouveau gouverneur des Malouines, le général Benjamin Menéndez⁴⁷⁷, il se montre d'une grande prudence. Lorsqu'il sort de sa réserve durant la guerre, ce n'est que pour critiquer le gouvernement militaire et proposer un gouvernement civil de transition dirigé par Arturo Illia⁴⁷⁸. Cette attitude le distinguait nettement puis le montrait comme le personnage le plus avisé de la scène politique au lendemain de la défaite. Ces deux positions, l'engagement en faveur des droits de l'Homme et l'hostilité à la guerre, expliquent en grande partie qu'il soit élu premier président de la République après la débâcle de la dictature.

Les atouts d'Alfonsín au lendemain de la guerre des Malouines n'en faisaient pas pour autant automatiquement l'élu de la nation, son courant *RyC* restait *a priori* minoritaire au sein de son parti et le Parti Justicialiste était *a priori* majoritaire dans le pays. C'est donc une longue campagne électorale, entre juillet 1982 et octobre 1983, qui permet à Alfonsín de

international fin janvier 1983 durant près d'un mois, alors que les élections se profilent. Il visite le Venezuela et plusieurs pays d'Europe, où il rencontre entre autres le Pape. *Ibid.*, p. 64.

⁴⁷⁶ Selon nous, il s'agit de la principale explication de l'exception argentine. Rappelons que dans les autres pays du Cône sud, les militaires négocient les transitions de manière à garder sinon du pouvoir, du moins un certain prestige. Le massacre politique a certes été autrement plus important en Argentine que dans les pays voisins, ce qui tendrait à expliquer la prégnance de sa mémoire. Néanmoins, l'expérience soufferte par le Guatemala, par exemple, où l'ONU dénombre 200 000 victimes laisse supposer qu'il n'y a qu'une corrélation très mince entre le nombre de victimes et son impact sur la mémoire sociale (au-delà des proches). Nous ajoutons une seconde explication qui tient à l'extraction sociale de nombreuses victimes argentines, venues des classes moyennes. Leurs proches ont des outils pour faire vivre une mémoire que ce soit dans les médias, les tribunaux ou la sphère politique, localement et internationalement. Nous reviendrons sur ce débat dans notre dernier chapitre.

⁴⁷⁷ L. A. ROMERO, *Breve historia contemporánea...*, op.cit., p. 231.

⁴⁷⁸ *Ibid.*, p.234.

devenir le candidat de l'UCR (29 juillet 1983) puis le vainqueur aux élections générales du 30 octobre 1983. Dans le parti, il manœuvre pour à la fois se distinguer des autres candidats plus conservateurs⁴⁷⁹, en insistant sur le respect des droits de l'Homme, ce qui se traduit alors par le refus d'accepter l'impunité des militaires ; et se gagner des soutiens de poids qui sont très peu enclins à s'affronter aux militaires, par exemple Juan Carlos Pugliese⁴⁸⁰. Pour les élections générales, son adversaire principal est naturellement le péronisme, dont il rappelle sans cesse la dernière gestion (1973-1976) ; il dénonce aussi un pacte qui unirait les syndicalistes avec les militaires sans jamais présenter une preuve. Il associe ainsi le péronisme à un passé violent, dont le pays voudrait sortir. Il est grandement aidé par le Parti Justicialiste qui désigne Italo Luder⁴⁸¹ – président du Sénat sous Isabel Perón – comme candidat aux présidentielles et, surtout, Herminio Iglesias⁴⁸² pour les élections de gouverneur de la province de Buenos Aires. Celui-ci brûle un cercueil représentant Alfonsín durant l'acte de fermeture de la campagne présidentielle le 28 octobre 1983. L'image est retransmise par la télévision et la presse, elle confirme auprès des électeurs ce qu'Alfonsín ne cesse de suggérer.

En lien avec la conjoncture très particulière d'une première présidence constitutionnelle après une suspension de la Constitution, le gouvernement d'Alfonsín est à la fois celui de l'UCR rénové et celui d'un nouveau régime. Or, le gouvernement, et singulièrement Alfonsín, loin de distinguer nettement le régime du gouvernement particulier, les associe sans cesse. Le candidat, puis président, Alfonsín entretient une certaine ambiguïté qui lie la Démocratie à son parti ; l'UCR serait fondamentalement « démocratique ». La contradiction évidente entre un régime qui suppose le pluralisme et un parti politique qui en serait le seul garant n'est, à dessein, jamais tout à fait levée, bien que la force de ce discours s'estompe progressivement sous l'impulsion d'un courant à l'intérieur du péronisme, la *Renovación Peronista* qui cherche à battre l'UCR sur « son » terrain⁴⁸³. Outre cette ligne flottante fondamentale, le parti au pouvoir compose avec ses propres tendances et évolue au gré de conjonctures qu'il ne

⁴⁷⁹ Ses deux concurrents les plus tangibles sont Carlos Contín qui hérite du poste de président du parti suite à la mort de Ricardo Balbín (9 septembre 1981) et Fernando De la Rúa qui représente l'aile droite du parti.

⁴⁸⁰ A. MC ADAM et *al.*, *op. cit.*, p.63.

⁴⁸¹ Italo Luder a été président du Sénat durant la dernière présidence du péronisme (1973-1976). A ce titre, il a occupé le poste de président de la République par intérim (septembre – octobre 1975) et signé les décrets qui plaçaient le pays en état d'urgence (ce qui permettait à l'Armée d'intervenir dans la sécurité intérieure), voir chapitre 1. Il est cependant considéré comme un « modéré », opposé à l'extrême droite péroniste incarnée par Lopez Rega.

⁴⁸² Herminio Iglesias est placé à la droite de l'échiquier péroniste et candidat de la « bureaucratie syndicale » (voir chapitre 4). Son geste théâtral lors de la clôture de la campagne électorale de 1983, durant laquelle il a brûlé un cercueil aux couleurs de l'UCR, est unanimement considéré comme une faute médiatique de premier ordre.

⁴⁸³ Nous aborderons, dans le prochain chapitre, ce courant du péronisme.

contrôle guère. C'est l'heure de *Renovación y Cambio* mais Alfonsín n'oublie pas d'intégrer à son gouvernement les autres composantes de l'UCR, ainsi que des personnalités extra partisans⁴⁸⁴. Rapidement, la situation économique semble demander de nouvelles solutions qui s'écartent notablement du projet initial de gouvernement (et des promesses électorales). Cela se traduit par une inflexion majeure dans la politique économique, qui se répercute ou accompagne un changement considérable de l'ensemble de la politique d'Alfonsín, y compris son style de gouvernement.

Nous retrouvons Alfonsín un peu plus de trois ans après son ascension au pouvoir, ce jeudi 16 avril 1987. Le président est parti la veille au soir pour le long week-end de Pâques à Chascomús, se reposer dans sa ville natale. La crise s'annonçait certes, mais elle couvait depuis des mois, de sorte qu'il n'était guère évident qu'elle éclate précisément durant ces jours fériés. Mais à l'aube du jeudi, il ne fait plus de doute que l'affrontement, redouté et attendu, a commencé. Le président revient aux premières heures dans la capitale. Toute la journée, il reçoit des informations sur l'évolution dans les casernes, celles qui sont entrées en sédition et celles qui restent « loyales ». En début de soirée, il prononce au Congrès son premier discours de crise.

Cette partie est une analyse du discours d'Alfonsín prononcé à 20h à l'intérieur d'un Congrès bondé et entouré d'une foule qui se presse sur la Plaza de los Dos Congresos et dans les rues adjacentes. Néanmoins, nous nous attacherons dans un premier temps à de précédents appels à la population à venir montrer son soutien au régime souvent confondu, nous le verrons, avec le gouvernement – en particulier nous aborderons un discours baptisé par la presse comme celui de « l'économie de guerre » en 1985. Ce précédent nous permettra, dans un second temps, de montrer une inflexion à l'intérieur du gouvernement – qui n'est plus le même en 1987 que celui qui accède au pouvoir en 1983 – avec le remplacement de personnalités politiques par des techniciens. Puis, nous aborderons directement le discours du Jeudi avec une attention particulière sur la position d'Alfonsín sur la « question militaire », qui est pratiquement inchangée depuis sa campagne présidentielle, mais dont le sens s'est singulièrement transformé depuis. Enfin, nous tâcherons de comprendre ses choix fondamentaux durant la crise en relation avec sa culture politique.

⁴⁸⁴ *RyC* affiche la vocation de dépasser le parti, mais cette politique – d'ouverture, pour utiliser un terme récent et fort pratique – est sérieusement limitée par la nécessité de satisfaire les cadres du mouvement qui ne disposent que de très peu de postes en dehors de l'administration. En d'autres termes, le parti distribue les postes administratifs à ses principaux supports.

a. L'ambiguïté fondamentale

Le programme, puis le gouvernement, d'Alfonsín repose en grande partie sur une ambiguïté savamment entretenue sur la nature du radicalisme qui se confond souvent avec le régime politique auquel il aspire : une démocratie parlementaire. Dans ce sens, il est fortement aidé par l'histoire, en partie mythifiée, du radicalisme. En effet, ce courant politique naît à la fin du XIX^e siècle avec une seule consigne : l'application de la Constitution de 1853. Cela n'est certainement pas étranger au fait que tous les meetings de la campagne d'Alfonsín en 1983 se terminent par la récitation en chœur du préambule de la Constitution. La campagne est dirigée par l'idée que l'UCR est le seul parti à même de respecter la Démocratie, régime dont les règles sont explicitées par la Constitution. Si bien que le radicalisme se confond avec la Démocratie et, inversement, son adversaire péroniste peut au mieux instaurer une pseudo démocratie :

Un des systèmes qui attente le plus à la démocratie est celui qui lui ressemble, mais ne l'est pas. [...] Ce serait une erreur tragique que l'alternative soit quelque chose de ressemblant à la démocratie, vêtue de ses habits, mais superficielle et trompeuse.
La démocratie n'est pas la lutte de civils pour récupérer les postes publics qu'occupent les militaires.⁴⁸⁵

La contradiction n'échappe à personne, et certainement pas à Alfonsín : si l'UCR incarne la Démocratie, que reste-t-il du pluralisme que doit garantir la Constitution ? Il n'est pas rare, surtout durant la campagne, d'associer l'adversaire péroniste au passé, un résidu de la violence de la décennie 1970, c'est-à-dire aux forces antidémocratiques. Alfonsín sait qu'il joue là sur une corde dangereuse, c'est pourquoi il n'affirme jamais que les péronistes sont par nature peu démocratiques. Néanmoins, il n'hésite pas à considérer le premier péronisme (1945-1955) comme une forme de fascisme. Cette appréciation est assez ferme, puisqu'il avoue sans détour, en 1987, avoir ressenti un soulagement lors du coup d'État de la *Revolución Libertadora*⁴⁸⁶. Il n'en critique pas moins le régime militaire qui suit et principalement pour avoir proscrit le péronisme car, selon lui, « la proscription a sauvé le péronisme parce que cela lui a donné une raison juste pour lutter. »⁴⁸⁷ L'argument est intéressant et cohérent avec sa longue démarche pour gagner par les urnes sa bataille contre le péronisme. Cependant cet argument révèle une stratégie face à l'adversaire mais ne remet en rien en question sa conviction selon laquelle le péronisme n'est pas authentiquement

⁴⁸⁵ R. ALFONSIN, *Ahora mi propuesta política*, op.cit., pp.11-12.

⁴⁸⁶ P. GIUSSANI, op.cit., p. 89.

⁴⁸⁷ *Ibid.*, p.91.

démocratique. Par ailleurs, les autres partis sont trop petits ou du moins pas structurés sur l'ensemble du territoire argentin, de sorte qu'il n'est qu'une force « démocratique » pour diriger le pays : l'UCR. Outre cette ambiguïté qui ramène sans cesse la Démocratie à son parti, Alfonsín entretient avec le souverain supposé du régime – soit, le *démos* – une relation chargée de malentendus qui apparaissent dans toute leur crudité durant les crises et, singulièrement, durant *Semana Santa*.

Ainsi, ce jeudi 16 avril 1987 à 20h, Alfonsín prononce un discours dans le Congrès en session extraordinaire, adressé aux élus, aux « participants à ce véritable *Cabildo abierto*⁴⁸⁸ de la démocratie » et « au pays dans un moment difficile pour la vie nationale et risqué pour les efforts qu'a déployés l'immense majorité des Argentins pour consolider et développer un système démocratique »⁴⁸⁹. En effet, il faut compter avec la retransmission en direct du discours à des millions de téléspectateurs, ainsi qu'avec les centaines de milliers de personnes qui entourent le bâtiment du Congrès. Or, la population ici massée est venue en partie en réponse aux appels officiels à « consolider les institutions »⁴⁹⁰. Mais, et c'est ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas la première fois que le peuple est appelé à se mobiliser pour « consolider » le système démocratique. Il existe en particulier un précédent qui illustre fort bien la confusion entretenue entre le « système démocratique » et la politique du gouvernement.

b. Le discours de l' « économie de guerre », un antécédent de l'appel au peuple

Le 21 avril 1985, dans un communiqué télévisé, Alfonsín convoque les citoyens « qui ont voté pour nous et ceux qui ne l'ont pas fait ; [...] ceux qui nous soutiennent et [...] ceux qui nous critiquent, et je les invite pour que nous nous rencontrions vendredi [26 avril 1985] sur la Place de Mai. »⁴⁹¹ L'ensemble du communiqué est assez curieux. Dans une première partie, le président évoque « les ennemis de la démocratie » qui conspirent, sans qu'il apparaisse clairement de qui il s'agit, d'autant qu'il affirme que « les Forces Armées de la Nation sont loyales envers les autorités de la Constitution ». Pour souligner immédiatement après que le

⁴⁸⁸ Au temps de la colonie, le *cabildo abierto* est une modalité extraordinaire de prise de décision par les habitants prééminents des villes coloniales. En 1810, ce sont les *cabildos abiertos* qui enclenchent le processus révolutionnaire qui mène à l'Indépendance. En particulier, le *cabildo abierto* de Buenos Aires du 22 mai 1810 est considéré comme l'acte qui marque le début de la Révolution.

⁴⁸⁹ Discours présidentiel du 16 avril 1987.

⁴⁹⁰ Tract de la Juventud Radical –Capital Federal, « Juntos codo a codo, para afianzar la justicia, para defender la democracia. » Archives du CEDINCI. Le jeudi les appels à la population par radio et télévision n'ont pas cessé. Tracts et déclarations du jeudi.

⁴⁹¹ Discours présidentiel du 21 avril 1985.

Procès aux juntas (qui s'initie le lendemain, 22 avril) produit des troubles dans les rangs militaires. De sorte qu'il est difficile de savoir à quel danger il se réfère. La suite du discours ne permet pas un éclaircissement, il est question de la difficile situation que traversent les autres pays de la région aussi bien du fait de la dette extérieure que de situations politiques particulières. Enfin, vient l'invitation à se rendre à la Place de Mai, ce qui laisse présager une situation particulièrement alarmante, une « dramatique circonstance dans laquelle nous sommes tous engagés avec notre destin. »⁴⁹².

L'énigmatique invitation est néanmoins entendue, le début du Procès aux juntas et les résistances éparses de militaires justifient pour beaucoup la mobilisation. Le vendredi 26 avril, la Plaza de Mayo se remplit au-delà des clivages partisans. Ce que commence à souligner le président :

Je sais très bien que vous n'êtes pas venus exprimer une adhésion à un gouvernement, vous êtes venus défendre la démocratie. Parce que, à nouveau – comme tant d'autres fois par le passé – il y a eu une tentative de renverser non pas un gouvernement, mais le peuple argentin.⁴⁹³

Comme cela apparaît dans ce premier paragraphe, Alfonsín n'est pas pressé de lever toutes les ambiguïtés ; bien au contraire il poursuit un peu plus loin « C'est vrai, le peuple uni, ne sera jamais vaincu », invoquant la célèbre formule *El pueblo unido, jamás sera vencido* pour dénoncer de sombres « alchimistes de la politique » qui voudraient trahir la démocratie⁴⁹⁴. Il est probable que les dizaines de milliers de personnes réunies sur la place s'attendent anxieusement à la révélation d'un complot. Mais elles devront encore attendre que le président résume les grandes réussites de sa gestion, le repositionnement de l'Argentine dans le monde et le recouvrement des droits fondamentaux dans le pays. Enfin, deux pages plus tard, Alfonsín concède « Mais, vous n'êtes pas venus ce soir pour cela. Je ne prétends pas faire un bilan de toute l'action du gouvernement ». Puis, le président explique l'objet de la convocation appelée par

la nécessité de mettre de l'ordre dans l'économie, et cela s'obtiendra à travers un ajustement qui sera dur et qui va demander l'effort de tous. [...] Cela s'appelle, chers compatriotes, une **économie de guerre** [...] ⁴⁹⁵

La recette est en effet amère pour bien des travailleurs du secteur public qui doivent se trouver sur la place. Car, outre le combat contre l'inflation dont il semble que l'effort reviendra à « ceux qui ont le plus », il faudra aussi « diminuer les dépenses publiques » ce qui se traduira

⁴⁹² *Ibid.*

⁴⁹³ Discours présidentiel du 26 avril 1985.

⁴⁹⁴ *Ibid.*

⁴⁹⁵ *Ibid.*, c'est nous qui soulignons.

par une « congélation des vacataires et [nous allons] chercher un système de démission volontaire » ainsi que « privatiser tout ce qu'il faudra privatiser ». En outre, chaque fonctionnaire devra être « un soldat dans le champ de la bataille que nous allons livrer »⁴⁹⁶. L'ensemble du discours est loin d'appartenir au seul champ sémantique guerrier, de fait cette phrase et la référence à l'économie de guerre sont les deux seules récurrences. Cependant, elles ne manquent pas de surprendre chez un homme qui a soigneusement entretenu son image de civil, ou même d'incarnation du pouvoir civil contre celui des militaires. Ce n'est donc pas un abus journalistique d'avoir immédiatement baptisé ce discours comme celui « de l'économie de guerre », désignation sous laquelle il reste gravé dans la mémoire collective.

Néanmoins, ce qui nous intéressait de souligner est le recours à la population, dont la présence semble requise pour prendre de graves décisions. Il va de soi que son avis n'est pas consulté, bien que cet avis soit éventuellement interprété par les observateurs des mouvements de groupes sur la place. Il s'agit là d'un trait d'époque, les manifestations massives et les « actes politiques »⁴⁹⁷ rythment le quotidien. La « population » est donc, sinon habituée au moins familiarisée aux appels extra-partisans d'Alfonsín. Accessoirement, notons que le président peut user de ces appels à défendre le régime pour obtenir un soutien sur des questions plus ponctuelles directement orientées vers sa politique. En l'occurrence, il a présenté le nouveau programme économique, bientôt baptisé *Plan Austral*, sous couvert d'un appel aux citoyens à défendre la nouvelle démocratie. Remarquons cependant que la nouvelle orientation de la politique économique est effectivement un brusque revirement, incarné par le remplacement de Bernardo Grinspún par Juan Vital Sourouille⁴⁹⁸. Dans ce contexte, le dramatisme savamment orchestré par Raúl Alfonsín n'est pas tout à fait injustifié : s'il voulait marquer les esprits pour préparer les Argentins, l'objectif fut certainement atteint. Notons enfin, et ce n'est pas un détail, qu'Alfonsín est fort capable d'une certaine rouerie pour parvenir à ses fins, son dramatique appel par voie de télévision pose certainement une

⁴⁹⁶ *Ibid.*

⁴⁹⁷ Il s'agit de manifestations qui se terminent par une série de discours. Julia Smola a bien montré qu'entre la manifestation de rue et le meeting politique, l'*acta* n'est ni l'un ni l'autre mais une combinaison des deux. Il constitue une particularité de la scène politique argentine qui en traverse toute l'histoire depuis l'époque de la Vice-Royauté et est très présente pendant notre période. Voir Julia SMOLA, *Parler en démocratie. Discours et espace public dans la politique argentine des années quatre-vingt*, thèse de doctorat Paris 7/UBA soutenue le 28 juin 2010, p.37.

⁴⁹⁸ Les deux hommes représentent à la fois deux tendances, deux manières de concevoir la politique économique et deux générations. Grinspun est pour sa part de longue date proche d'Alfonsín, il vient du ministère de l'Économie sous Illia. Sourouille a un profil bien plus technocratique. Comme le remarquent Liliana De Riz et Jorge Feldman, « Dans son élaboration et application [du Plan Austral], participèrent des techniciens qui, pour une bonne part, n'appartenaient pas au radicalisme (le staff du Ministre de l'Économie conduit par le nouveau ministre Juan Sourouille). On rompait ainsi avec une longue tradition de l'UCR, selon laquelle la règle d'or pour accéder à la fonction publique était le militantisme à l'intérieur du parti. » Liliana DE RIZ et Jorge FELDMAN, *El partido en el gobierno. La experiencia del radicalismo 1983-1989*, op.cit.

question éthique⁴⁹⁹. Elle démontre à nouveau la confusion entretenue entre le régime et sa politique mais aussi, et peut-être plus fondamentalement, la place que doit occuper le peuple dans le régime démocratique. Il s'agit d'un trait essentiel pour comprendre notre propos sur les événements de *Semana Santa* que nous étudions : la population mobilisée est moins conçue par le président comme un peuple souverain que comme une source de pouvoir, parmi d'autres, pour arriver à ses fins.

Selon Altamirano, cette tendance à mobiliser la population n'est pas un trait traditionnel du radicalisme, elle aurait été introduite par *la Junta Coordinadora Nacional*⁵⁰⁰. En l'occurrence, les principaux cadres qui mobilisent les partisans radicaux sur la Plaza de Mayo pour écouter le discours de « l'économie de guerre » sont d'éminents *coordinateurs* : Enrique Nosiglia et Leopoldo Moreau, respectivement pour la ville de Buenos Aires et la Province de Buenos Aires. Or, ils ne connaissent pas antérieurement la teneur franchement impopulaire du discours. Pendant que les militants péronistes et de gauche quittent la Place, respectivement aux cris de « Nous voulons une démocratie avec une justice sociale » et « Qui dirige ? Le peuple uni ou les yankees fils de pute ? », les *coordinateurs* voient leurs partisans se décomposer, alors que se poursuit le discours du président⁵⁰¹. Pour les membres de la JCN, il s'agit d'un tournant, ils impulsent désormais moins une ligne politique à l'intérieur du radicalisme qu'ils n'appliquent les directives d'Alfonsín. Leopoldo Moreau résume la situation des *coordinateurs* : « il nous faut avaler des couleuvres, les gars » ce que traduit plus ironiquement un autre membre de la JCN : « La *Coordinadora* c'est fini, maintenant nous sommes l'organisation Génuflexion et Valeur »⁵⁰². Au delà de la JCN, le discours de « l'économie de guerre », qui annonce le *Plan Austral*, marque une profonde inflexion à l'intérieur de l'ensemble du gouvernement.

c. Les « politiques » et les « techniciens »

Alfonsín croit en la suprématie du politique sur la technique, le technicien doit seulement permettre au politique de mener sa tâche en vue du bien commun. Son texte de 1980, *La cuestión argentina*, sorte de préprogramme pour d'improbables élections à court terme, commence par une défense des généralistes que sont les hommes politiques.

⁴⁹⁹ Alfonsín n'a de cesse d'affirmer que le radicalisme est plus une position éthique qu'un programme particulier, par exemple : « Le radicalisme est, avant d'être une idéologie, une éthique », voir Raúl ALFONSÍN, *Qué es el radicalismo*, *op.cit.*, p.13.

⁵⁰⁰ C. ALTAMIRANO, *op.cit.*, p.308.

⁵⁰¹ A. LEUCO et J. DIAZ, *op.cit.*, pp. 43-44.

⁵⁰² D. GALLO et G. Alvarez, *op.cit.*, p. 137.

Ce n'est pas que celles-ci [les questions pratiques] ne soient pas importantes pour le développement d'une Nation mais, dans tous les cas, c'est infiniment plus important de savoir qu'est ce qui va se faire avec ces solutions pratiques : si elles serviront à l'homme concret pour un destin de justice et de paix ou si, comme cela se produit dans les pays totalitaires, elles servent à fortifier les situations d'injustice et d'insécurité.⁵⁰³

Cette défense du politique sur les aspects pratiques de la gestion d'un pays prend toute sa dimension dans le contexte de la dictature qui, précisément, n'a de cesse de dénigrer la politique taxée d'incompétence⁵⁰⁴. Depuis 1976, les militaires au pouvoir entretiennent une image de techniciens au-dessus des partis. Moins évident, il s'agit peut-être aussi pour Alfonsín de marquer une différence avec une ligne plus techniciste, parmi les hommes politiques, qui serait incarnée par Arturo Frondizi. Le politique peut certes se tromper, mais « Ce qui est grave, ce n'est pas de commettre des erreurs mais de ne pas les reconnaître pour les dépasser »⁵⁰⁵. La politique, avec ses erreurs qui se reconnaissent dans la discussion, s'oppose aux « Secteurs qui prétendent détenir la vérité absolue, et finissent par imposer leur dogme en s'aidant de la persécution et la de prison »⁵⁰⁶.

Cette conception reste très présente la première année de gouvernement⁵⁰⁷, durant laquelle les grands travaux de refonte institutionnelle visent rien moins qu'à fonder la République. Le thème de la fondation est très présent dans les discours officiels et académiques, il s'agit d'instaurer un régime stable aux règles démocratiques d'inspiration européenne – la Démocratie comprise dans son acception générale alors en vigueur en Europe occidentale. Le projet est éminemment politique et mené par des hommes (et pratiquement pas de femmes) politiques. Pour observer cette tendance lourde, il n'est probablement pas de meilleur observatoire que le ministère de l'Economie et la politique économique entreprise. La personnalité du ministre est déjà éloquente. Bernardo Grinspún est certes un économiste cépalien, autrement dit muni d'une certaine autorité en la matière, mais il est avant tout un membre « historique » de l'alfonsinisme, c'est-à-dire du premier groupe formé autour du leader au début des années 1960. Le projet du ministre n'est concevable qu'à

⁵⁰³ R. ALFONSIN, *La cuestión argentina, op.cit.*, pp.7-8.

⁵⁰⁴ Ce n'est pas un thème nouveau chez les militaires. Déjà la campagne qui avait mené à la déposition d'Illia en 1966 était axée sur « l'incompétence » des civils. Voir Catalina SMULOVITZ, « La eficacia como critica y utopía. Notas sobre la caída de Illia », *Desarrollo Economico*, Vol.33, N°131 (octobre-décembre 1993), pp.403-423.

⁵⁰⁵ R. ALFONSIN, *La cuestión argentina, op.cit.*, p.8.

⁵⁰⁶ *Ibid.*

⁵⁰⁷ Par exemple, 26 janvier 1984, Alfonsín prononce un discours qui illustre bien le propos : « Nous allons combattre l'inflation et, en même temps, nous ferons croître le salaire réel et, en même temps, nous ferons croître l'économie argentine. Les technocrates de la défaite, les technocrates qui proviennent du malheur argentin, prennent peur et nous disent que se sont des objectifs incompatibles. Nous leur répondons que non. » Cité par J. ABOY CARLES, *op. cit.*, p.173.

partir de la conviction que l'économie est un outil au service de la politique ou, plus exactement, du bien-être de la communauté politique – en l'espèce, la nation argentine. Pour faire face à la crise de la dette publique héritée de la dictature, l'instrument essentiel est un audit sur la légitimité de la dette. Il effectue une distinction entre une dette qui serait « légitime » et une autre « illégitime ». Réaliste quant au degré d'acceptation – presque nul – de sa conception chez les organismes créditeurs, il cherche à créer un rapport de force favorable en alliant tous les pays de la région endettés à son projet. Ainsi, il espère être en mesure de peser sur les négociations. Au-delà des résultats obtenus, la conception qui dirige ce projet est profondément politique, l'économie est comprise en termes de rapports de force et de notions très peu techniques telles que la légitimité⁵⁰⁸. Or, son remplacement par Juan Vital Sourrouille, qui s'accompagne d'un changement drastique de politique économique, entre autres par l'abandon total de la prétention à définir la légitimité de la dette, marque une inflexion du politique en faveur de la technique⁵⁰⁹. La politique ne peut pas tout, l'économie n'est pas forcément à son service⁵¹⁰. Notons néanmoins que l'ambiguïté d'Alfonsín, sur laquelle nous avons déjà insisté, n'est pas pour autant abandonnée : il convoque le peuple pour lui annoncer un programme économique, sur lequel lui et le peuple ne peuvent rien dans la mesure où il est nécessaire – donc indiscutable –, tout en affirmant qu'il s'agit de défendre le régime démocratique. La différence avec l'ambiguïté que nous relevions antérieurement est que la première confondait le régime avec le programme politique du gouvernement, cette seconde ajoute une technicité vouée à diriger le programme. Autrement dit, une mesure technique, en l'occurrence l'« économie de guerre » ou le *Plan Austral*, serait la seule solution pour maintenir le régime démocratique.

Par ailleurs, et plus généralement, la primauté du politique sur la technicité des tâches gouvernementales durant les premières années de la présidence d'Alfonsín rejoint une considération plus politicienne. La composition du premier gouvernement reflète un souci de composer avec l'ensemble des tendances internes au radicalisme. Au lendemain de sa

⁵⁰⁸ Mariana HEREDIA, « La demarcación de la frontera entre economía y política », dans A. PUCCIARELLI (comp.), *Los años de Alfonsín...*, op. cit., pp.153-198.

⁵⁰⁹ J. SMOLA, op.cit., pp. 293-295.

⁵¹⁰ Marcos Novaro ne conçoit pas un changement si drastique, il considère que l'ordre des priorités du gouvernement Alfonsín ne s'est transformé qu'à la fin de 1987. Selon lui, le gouvernement ne distinguait auparavant pas ses objectifs institutionnels des objectifs économiques, et ce n'est qu'alors qu'il abandonna les seconds pour préserver les premiers. Marcos NOVARO, *Argentina en el fin de siglo...* op.cit., p.108. Il a peut-être raison dans une approche économique de la question, mais en termes de conception politique, nous pensons qu'il y a une véritable inflexion lorsqu'Alfonsín abandonne le « volontarisme » pour un « réalisme » qui laisse le champ libre aux techniciens – en complète contradiction avec le discours qu'il a tenu jusqu'alors. Notre position sur ce point est par ailleurs un lieu commun de la littérature académique, voir J. SMOLA, op.cit., M. HEREDIA, op.cit., L. DE RIZ, et J. FELDAMN, op.cit.

désignation comme candidat à la présidence, ses anciens adversaires sont intégrés à son organigramme de pouvoir. Une fois Alfonsín élu, par exemple, Juan Carlos Pugliese – qui avait opté pour soutenir Alfonsín quelques jours avant l’élection interne – accède à la présidence de l’Assemblée tandis que le très conservateur Antonio Trócoli reçoit le portefeuille de l’Intérieur. Cette intégration offre au premier gouvernement d’Alfonsín une coloration moins progressiste que la tendance interne de l’UCR qu’il représentait. Cependant, l’intégration croissante des jeunes cadres de la *Coordinadora* à des ministères sensibles laisse penser que le gouvernement se recentre sur la gauche. Mais, à l’intérieur de la JCN, les dirigeants les plus à gauche sont marginalisés et ce sont les *coordinateurs* les moins attachés à leurs manifestes initiaux qui occupent des postes importants dans le gouvernement. Cette tendance est bien illustrée par deux importants *coordinateurs* dont les carrières descendante et ascendante, respectivement celle de Luis Cáceres et de Enrique Nosiglia, révèlent les changements des rapports de force⁵¹¹. Autrement dit, l’ascension de la seconde génération ne renverse pas le progressif mouvement vers la droite qu’opère le gouvernement radical. Néanmoins, il convient toujours de rester prudent avec les catégories politiques en Argentine où, excepté pour les petits partis qui se revendiquent clairement de gauche ou de droite, les lignes sont très fluctuantes. Mais, pour ce qui est de la JCN, la différence est si flagrante entre les textes qu’elle produit durant les années 1970 et les agissements de ses membres les plus prééminents durant les années 1980, que les précautions d’usage n’effacent pas le changement de bord.

En 1987, le gouvernement d’Alfonsín peut globalement être situé au centre-droit d’un échiquier politique toujours mouvant. Il a cessé de s’opposer frontalement aux organismes internationaux de gouvernance économique. Il est moins délibératif qu’à ses débuts, avec des membres plus enclins à appliquer des directives qu’à construire des propositions. Il est fortement critiqué par les organismes des droits de l’Homme suite à ses tentatives de mettre

⁵¹¹ Luis Alberto Cáceres est considéré comme le plus actif fondateur de la JCN en 1968 – qui se réunit dans sa province de Santa Fe – mais, durant les années 1980, son influence décroît à l’intérieur du parti, certainement pour s’être opposé à plusieurs reprises à des décisions d’Alfonsín. Il disparaît pratiquement de la scène politique après avoir perdu les élections de Gouverneur de la province de Santa Fe en 1987. Quant à Enrique « Coti » Nosiglia, il est nommé à la tête du Secrétariat d’Action Sociale lorsqu’Alfonsín accède à la présidence. A ce poste stratégique, il accumule du pouvoir, en particulier à travers le Programme Alimentaire National (PAN) qui a pour mission de distribuer des aliments aux plus pauvres et considéré, par ses détracteurs, comme une caisse d’achat de votes. Doté de 170 millions de dollars par an, ce programme permet à qui en détient la bourse de se former une sérieuse clientèle parmi les *punteros* [dirigeants politiques plus ou moins autonomes de quartier] dans l’ensemble du pays. Ce dont ne se prive pas Nosiglia. Par la suite, il n’a pas de poste précis mais il est une sorte de voix autorisée d’Alfonsín et il est considéré comme une des personnes ayant le plus de pouvoir dans l’organigramme informel du président. Puis il est nommé ministre de l’Intérieur en septembre 1987. A. LEUCO et J. DIAZ, *op.cit.* et D. GALLO et G. ALVAREZ, *op.cit.*

fin aux procès intentés contre les militaires, et singulièrement suite à la loi de *Punto Final*⁵¹². Ces critiques sont fortement relayées par les organisations de gauche qui y ajoutent des revendications contre la politique économique entreprise depuis au moins la mi-1985. Cette politique économique est aussi contestée par la CGT, dont les appels à la grève partielle ou générale ne se comptent plus. En somme, le gouvernement doit s'affronter à de nombreuses oppositions d'organisations civiles reconstituées depuis la fin de la dictature. Néanmoins celles-ci sont très diverses, même le péronisme – la seule force politique redoutée – reste très divisée ; surtout, à l'exception de la droite qui est extrêmement minoritaire⁵¹³, elles se montrent toujours disposées à défendre le gouvernement contre une intervention militaire. La mobilisation populaire qui vient écouter le discours de « l'économie de guerre » est éloquent à cet égard. Ainsi, malgré les très grandes divisions entre les forces politiques et les multiples attaques contre le gouvernement, la division politique fondamentale argentine se pense encore entre civils et militaires. Il n'est donc pas étonnant que le jeudi 16 avril 1987 au soir, des centaines de milliers de personnes, massées autour du Congrès, écoutent le discours que le président lit à l'intérieur.

d. Les niveaux de responsabilité réaffirmés

Ce n'était pas donc pas la première fois qu'Alfonsín appelait à une ferme défense du régime. Cette fois-ci, néanmoins, la convocation est bien adressée en fonction d'un danger tangible, des militaires séditieux soulevés dans les provinces de Cordoba et Buenos Aires. Cependant, quelle que soit la gravité réelle de la situation, Alfonsín n'oublie pas d'imposer, ou d'insérer, sa position particulière sur la « question militaire ». Reprenons le discours prononcé dans le Congrès en session extraordinaire à 20h : « En second lieu, nous réaffirmerons dans des faits concrets les critères de responsabilité qui permettent la réconciliation définitive des Argentins. »⁵¹⁴ Ici, Alfonsín fait référence à l'approche particulière avec laquelle il aborde la « question militaire ». Nous l'avons déjà présentée et nous continuerons à l'analyser car elle est un élément central de la crise qui se développe. Ici, soulignons la constance d'Alfonsín dans cette position, élaborée durant la campagne électorale de 1983⁵¹⁵ et encore défendue dans ses mémoires publiés en 2004⁵¹⁶. Mais au cours

⁵¹² Voir chapitre 1.

⁵¹³ Nous verrons que même le seul parti parlementaire qui se revendique clairement à droite, l'UCeDé de Álvaro Alsogaray, se mobilise en partie. Voir chapitre 4.

⁵¹⁴ Discours présidentiel devant l'Assemblée en session extraordinaire, 16 avril 1987.

⁵¹⁵ R. ALFONSIN, *Ahora Mi propuesta política*, op.cit., p. 148.

de ces vingt ans, la signification de ces trois niveaux de responsabilité a profondément changé au gré des contextes. Lorsqu'il l'évoque en 1983, il s'agit de la position la plus offensive contre les militaires parmi celles qui se présentent dans le panorama des élus potentiels⁵¹⁷. Elle est en effet associée au refus d'avaliser la loi d'autoamnistie promulguée par le gouvernement du général Bignone. Elle se présente comme une alternative fortement engagée en faveur de l'accomplissement de la Justice, devant des positions plus conciliantes, voire « réalistes », émises par les autres candidats en mesure d'être élus (le candidat balbiniste à l'intérieur de l'UCR et le péroniste Italo Luder qui estimait que les effets de la loi d'amnistie ne pourraient pas être annulés). Si bien que cette approche de la question militaire positionne Alfonsín dans l'échiquier politique de 1983. L'auto-amnistie est l'une des lignes centrales qui divisent les candidats, et Alfonsín s'y place à gauche.

Mais, à la fin de l'année 1985, la même position est conservatrice. Entretemps, l'ampleur des crimes commis durant la dictature a été documentée par l'enquête de la CONADEP et fortement diffusée (par le « spectacle de l'horreur » orchestré par les médias, la même CONADEP puis le retentissant Procès aux Juntas). Institutionnellement, la théorie des trois degrés de responsabilité entre en conflit avec un des principes fondamentaux du régime politique défendu par Alfonsín, à savoir l'indépendance de la Justice. En effet, comme nous l'avons vu, les officiers de second rang sont appelés à comparaître devant les tribunaux suite à la condamnation des juntas, spécifiquement à l'attendu n°30⁵¹⁸. Autrement dit, c'est le pouvoir judiciaire qui a entrepris de juger l'ensemble des agents de la répression suspectés d'avoir violé des droits fondamentaux. De sorte que la position d'Alfonsín entre en contradiction avec la décision souveraine du Tribunal Fédéral de Buenos Aires. Nous l'avons vu, la promulgation de la loi dite de *Punto Final* en décembre 1986 a précisément pour objectif de limiter la portée de la sentence de ce jugement, avec un résultat exactement contraire à celui espéré. Ainsi, les mêmes termes d'une proposition qui visait à promouvoir la justice en 1983 en restreignent l'exercice trois ans plus tard. Nous verrons dans une autre partie plus en détail le positionnement des organisations de défense des droits de l'Homme. Mais nous pouvons déjà avancer qu'elles ont globalement soutenu, avec de très importantes nuances selon chaque organisation, la proposition d'Alfonsín en 1983 et se mobilisent résolument contre la loi de *Punto Final* en décembre 1986 ; la mobilisation contre cette loi

⁵¹⁶ R. ALFONSIN, *Memoria política...*, op.cit., p. 45.

⁵¹⁷ Voir par exemple, Marcos NOVARO, « Derechos humanos y política democrática. Las tareas de la historia y de la justicia entre populismo y liberalismo », dans Pablo EIROA et Juan OTERO (comps.), *Memoria y Derecho Penal*, Buenos Aires, Ed. Fabian Di Placido, 2008. [En ligne], <http://historiapolitica.com/biblioteca/>, consulté le 8 mai 2010.

⁵¹⁸ Voir chapitre 1.

permet même à l'ensemble de ces organisations de retrouver une cohésion temporaire. Pour l'instant, celles-ci nous offrent un marqueur dans le panorama politique de 1987 qui place la position d'Alfonsín au centre-droit sur la « question militaire », sachant que la gauche réclame « justice et châtement » pour tous les responsables selon la formule des Mères de la Place de Mai et la droite appelle à une « réconciliation » conçue comme une amnistie.

Cela explique que la réaffirmation du principe politique avec lequel il entend résoudre la crise et, plus généralement, gérer le problème des procédures judiciaires contre les militaires, n'arrive qu'à la fin de son discours (« glisser » serait le terme exact) : il s'agit de la partie la moins susceptible de rassembler. Auparavant, il se montre bien plus intransigeant. Il affirme l'empire de la loi sur « tous les citoyens – avec ou sans uniforme ». Il présente le soulèvement comme une manière

[...] d'imposer au pouvoir constitutionnel une législation qui consacre l'impunité de ceux qui sont condamnés ou mis en examen en relation avec des violations de droits humains commis durant la dictature passée.⁵¹⁹

e. L'amnistie

Avant que les militaires soulevés n'aient émis le moindre communiqué, Alfonsín comprend qu'ils exigent une amnistie. Etant donné le contexte, il n'en pouvait être autrement. Néanmoins, il est intéressant de revenir sur ce refus catégorique d'Alfonsín de promouvoir une amnistie. Nous l'avons vu, l'abrogation de l'amnistie est une promesse de campagne qui commence à être appliquée dès les premiers jours de sa présidence. Mais il s'agit aussi d'un point sur lequel il refuse de transiger par la suite, il n'admet pas que les lois d'impunité qui lui sont imputées (celles dites de *Punto Final* et *Obediencia Debida*) soient associées à la figure de l'amnistie. Il explique avec opiniâtreté que ces lois recourent à d'autres figures juridiques ; nous l'avons vu, effectivement, *Punto Final* est une prescription anticipée et *Obediencia debida* n'est pas, à proprement parler, une amnistie bien qu'elle assure une impunité à presque tous les criminels – nous y reviendrons. Pour l'instant, notons qu'Alfonsín se défause à travers des subtilités juridiques qui définissent l'amnistie, de sorte que son nom ne reste pas associé à elle. Pourquoi l'amnistie est-elle un recours si ignominieux qu'Alfonsín veuille s'en défendre bien après sa présidence ? Encore en 2004, il affirme :

Je n'ai jamais accepté l'amnistie décrétée par la Junte Militaire, il ne m'a jamais traversé l'esprit de déclarer une mesure similaire [...] et je n'ai jamais pensé gracier les chefs qui avaient été jugés [...].⁵²⁰

⁵¹⁹ Discours présidentiel devant l'Assemblée en session extraordinaire, 16 avril 1987.

⁵²⁰ R. ALFONSIN, *Memoria política...*, op.cit., p.80.

Dans une étude pluridisciplinaire consacrée à l'amnistie, publiée en 2007, les auteurs commencent par remarquer :

L'amnistie a longtemps été perçue comme une pratique politique démocratique dont les promoteurs pouvaient à juste droit s'enorgueillir. La générosité, la magnanimité, l'humanité, autant de qualités fondatrices du processus de civilisation étaient associées à cette pratique qui avait pour effet d'inclure à nouveau dans la cité ceux qui n'en avaient pas respecté les règles, les lois. Dans *Les vies parallèles* de Plutarque, la « Clémence » caractérise les grands vainqueurs.⁵²¹

Les auteurs font par la suite le constat d'un changement radical dans la perception de l'amnistie qui « semble irrémédiablement entachée d'illégitimité »⁵²². L'étude est centrée sur les cas de la France et de l'Italie, deux pays où l'amnistie a une longue tradition et, somme toute, bonne presse jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans l'après-guerre, une série d'amnisties, dont bénéficient entre autres les fascistes italiens puis les tortionnaires français de la Guerre d'Algérie, renversent l'image sociale de cette figure juridico-politique désormais attachée à l'impunité. Il n'existe pas une histoire systématique des amnisties en Argentine, mais nous pouvons néanmoins en poser quelques jalons récents qui suggèrent une évolution similaire à la tendance européenne – qui passe de percevoir l'amnistie comme une louable clémence à la percevoir comme une impunité intolérable – avec une chronologie décalée. En 1963, le président Illia décrète une amnistie qui bénéficie essentiellement aux personnes emprisonnées dans le cadre de la CONINTES (*Conmoción Interna del Estado*)⁵²³, un programme de mesures répressives introduit sous la présidence de Frondizi (1958-1962) souvent considéré comme la première application de la doctrine de sécurité intérieure. Dix ans plus tard, le 25 mai 1973, le jour de l'accession du péroniste Héctor Cámpora à la présidence, après sept ans de régime militaire et près de vingt ans de proscription du péronisme, des dizaines de milliers de manifestants se présentent devant les portes de la prison de Devoto à Buenos Aires et exigent la libération des prisonniers politiques. Sous la pression de cette manifestation, des décrets de libération de centaines de prisonniers sont signés par le nouveau président, mesure ratifiée par une amnistie votée par le Parlement dans les jours suivants⁵²⁴. De nombreux observateurs de droite considèrent cette amnistie comme une cause importante

⁵²¹ Sophie WAHNICH (dir.), *Une histoire politique de l'amnistie. Etudes d'histoire, d'anthropologie et de droit*, Ed. PUF, Paris, 2007, 264 pages, p.15.

⁵²² *Ibid.*

⁵²³ Mauricio CHAMA, « Peronización y radicalización de grupos de abogados en los años '60 y principios de los '70 », *Cuestiones de Sociología. Revista de Estudios Sociales*, N°3, automne 2006.

⁵²⁴ Voir par exemple l'exposition photographique consacrée au « Devotazo », [En ligne], <http://nuevomundo.revues.org/optika/13/indexfr.html>, consulté le 10 octobre 2012.

de la violence des mois et des années qui suivent, du fait de la libération de guérilleros⁵²⁵. Néanmoins, de nombreux prisonniers politiques étaient des syndicalistes, à l'image de Agustín Tosco emprisonné dans le pénitencier de Rawson ; par ailleurs, le gouvernement militaire interdisait l'activité politique pacifique, si bien que les guérillas bénéficiaient d'une grande légitimité ; enfin, la majorité des assassinats politiques sont le fait de l'AAA (*Alianza Argentina Anticomunista*) d'extrême droite, de sorte qu'imputer la violence politique de la période (1973-1976) aux bénéficiaires de l'amnistie est une vision à dessein tronquée de cette violence. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas l'amnistie de 1973 qui dégrade durablement la perception sociale de cette figure juridico-politique, mais bien celle de 1983 décrétée par le gouvernement du général Bignone et dont les principaux bénéficiaires sont les tortionnaires de la dictature. L'intransigeance face à l'amnistie est cependant moins le fait des partis politiques, quand bien même ils y seraient en partie opposés, que du Mouvement des Droits de l'Homme (MDH)⁵²⁶. Autrement dit, ce n'est qu'à l'issue de la dernière dictature que l'amnistie devient synonyme d'impunité et il est compréhensible qu'Alfonsín évite d'être associé à ce qui est désormais très largement compris comme une forfaiture⁵²⁷.

Outre l'amnistie, ce 16 avril 1987 au soir, Alfonsín refuse tout compromis avec les séditeux: « Ici, il n'y a rien à négocier. La démocratie des Argentins ne se négocie pas. »⁵²⁸ Pour les journalistes, cette phrase condense la fermeté d'Alfonsín, elle occupe les premières pages des prochaines éditions et restera gravée dans pratiquement tous les résumés postérieurs des faits (avec un sens bien plus ironique, nous le verrons). La phrase résume en effet bien la teneur de l'ensemble du discours, excepté le point litigieux que nous avons signalé. Si ce n'est pour le rappel, presque subliminal, du principe des trois niveaux de responsabilité, le discours laisse entendre un refus absolu de négocier et une fermeté des institutions face aux rebelles qui sont considérés comme un anachronisme : « C'est terminé pour toujours le temps des coups [d'État], mais c'est aussi terminé le temps des pressions, des

⁵²⁵ Pour ne prendre qu'un exemple, Aldo Rico estime que près de mille terroristes ont été libérés sous le gouvernement de Cámpora (25 mai – 13 juillet 1973) et donc « ceux qui avaient risqué leur vie pour les détenir se sont vus obligés de la risquer à nouveau pour les affronter ». P. HERNANDEZ, *op.cit.*, p. 65.

⁵²⁶ Cette distinction est surtout perceptible entre les partis d'extrême gauche et le MDH. Les premiers sont disposés à accepter une amnistie (ils ont des membres emprisonnés ou recherchés), tandis que le MDH la refuse catégoriquement et par principe, quand bien même il lutte par ailleurs pour la libération des prisonniers politiques hérités de la dictature.

⁵²⁷ Rappelons que Carlos Menem gracie par la suite l'ensemble des militaires, emprisonnés et poursuivis, ainsi les anciens guérilleros encore poursuivis, par une série de décrets de 1989 et 1990. Par ailleurs, l'ensemble du dispositif législatif – lois et décrets – qui assurait l'impunité des militaires a été déclaré inconstitutionnel entre 2003 et 2010.

⁵²⁸ Discours présidentiel devant l'Assemblée en session extraordinaire, 16 avril 1987.

pronunciamientos et des *planteos*. »⁵²⁹ Ce dernier terme désigne les exigences que présentent les militaires au gouvernement civil sous la présidence de Frondizi (1958-1962), qui a accepté les conditions de pas moins de trente-deux *planteos*⁵³⁰. Dans un Congrès bondé où, outre l'ensemble des élus, se trouvent des représentants de toutes les sphères de la société civile (artistes connus, figures du Mouvement de Défense des droits de l'Homme, syndicalistes, etc.), Alfonsín exprime l'intransigeance de la société face aux militaires soulevés auxquels il s'adresse :

C'est seulement dans la stricte obéissance à la loi que vous pourrez trouver de la compréhension et de la tolérance. Cette compréhension et cette tolérance qui aujourd'hui unit avec une force inédite tous les Argentins, sans distinction de banderoles politiques ni d'intérêts sociaux. Il est encore temps de ne pas convertir votre erreur en un crime sans circonstances atténuantes.⁵³¹

Autour du Congrès, des centaines de milliers de personnes sont présentes, elles confluent depuis les avenues de *Mayo* et *Callao* et remplissent la *Plaza de los Dos Congresos*. Alfonsín se présente à elles et remercie « le peuple de la Capitale » pour sa « volonté de défendre la démocratie des Argentins, [ce qui revient à] défendre notre propre dignité ». Puis il assure que « nous atteindrons nos objectifs et que, à travers l'effort de l'ensemble national, nous offrirons à nos fils le pays que nous méritons. » Alfonsín se présente au balcon simplement pour remercier le peuple de sa présence et l'associer à la défense du régime.

f. Convoquer le peuple

Nous l'avons vu, face à des situations jugées périlleuses ou des choix cruciaux, Alfonsín appelle la population à se mobiliser. De même, nous avons remarqué que le peuple convoqué n'était pas conçu comme une entité souveraine et consultable mais comme une source de pouvoir qui ratifie et légitime les décisions du mandataire⁵³². Cette conception préside au rapport du gouvernement avec la mobilisation populaire durant *Semana Santa*. La rébellion des militaires n'est pas une surprise pour le gouvernement, dont les incertitudes portent sur l'extension de la sédition – c'est-à-dire, inversement, sur les troupes dont il dispose pour réprimer les séditeux – et la date de celle-ci. Aussi, durant les mois qui séparent la promulgation de la loi *Punto Final* (23 décembre 1986) et la rébellion de *Semana Santa*, Alfonsín élabore un programme de crise. Celui-ci prévoit, outre des mesures spécifiquement

⁵²⁹ *Ibid.*

⁵³⁰ L.A. ROMERO, *Breve historia...*, *op.cit.*, p. 144.

⁵³¹ *Discours présidentiel* devant l'Assemblée en session extraordinaire, 16 avril 1987.

⁵³² Voir l'analyse du discours de l'économie de guerre, *infra*.

militaires sensées réprimer l'insurrection, une campagne médiatique nationale et internationale ainsi qu'une mobilisation populaire contre les séditeux⁵³³. Nous avons vu le peu d'effets qu'ont les mesures militaires, puisque les cadres intermédiaires refusent d'obéir aux ordres de répression. En revanche, la mobilisation populaire dépasse toutes les espérances. Si bien que le dimanche 19 avril, la situation peut-être résumée ainsi :

Le tableau qui se présentait devant moi était effrayant : d'un côté, un groupe soulevé qui semblait insensible à toute tentative de persuasion ; de l'autre, une armée qui ne savait pas si elle était en condition de produire une action répressive effective.

Ma seule force de dissuasion, dans cette circonstance dramatique, était celle de cette gigantesque et patiente multitude [*muchedumbre*] qui couvrait la Plaza de Mayo, se prolongeait sur l'avenue Rivadavia [...] avec d'autres multitudes [*muchedumbres*] qui, à la même heure, remplissaient d'autres places dans des dizaines de villes argentines.⁵³⁴

Lorsqu'il dresse ce tableau en 2004, Alfonsín a pleinement conscience que la réhabilitation de sa présidence est fortement compromise par son action durant *Semana Santa* et plus précisément lors de ce dimanche 19 avril 1987. Lorsqu'il affirme que sa seule force provient de la *muchedumbre*, cela devrait avoir des conséquences très importantes sur le régime qu'il dirige alors. Les rapports de forces institutionnels décrits établissent un gouvernement et un peuple contre une institution de l'État. Le gouvernement ne puise pas seulement sa légitimité du Peuple, il a le peuple pour seule force. L'affirmation ruine les fictions institutionnelles en vigueur et établit la réalité d'un rapport de forces. Or, ce rapport de forces mènerait à reconsidérer la place du Peuple dans le régime. Cela, Alfonsín l'affirme aussi et poursuit son récit ainsi :

Ce fut alors que j'ai pensé à faire valoir le poids de la volonté populaire, manifestée dans toutes les places de la République, et j'ai demandé à l'aide de camp qui m'accompagnait combien de temps ça prendrait d'arriver en marchant, avec les gens réunis sur la Plaza de Mayo jusqu'à la porte de Campo de Mayo. [...] J'étais décidé à défendre le système, bien que je connaissais l'énorme risque que nous courrions, autant moi que les gens qui iraient à Campo de Mayo.⁵³⁵

Alfonsín précise l'implication de cette marche du peuple menée par le président vers Campo de Mayo, dans un média la même année 2004 :

J'ai eu envie de prendre la tête d'une marche à Campo de Mayo. J'ai perdu une opportunité historique [...] peut-être que cela aurait tourné la page de l'histoire argentine, mais au coût de combien de morts ?⁵³⁶

⁵³³ H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, pp. 230-231.

⁵³⁴ R. ALFONSIN, *Memorias políticas...*, *op.cit.*, p.64. Cette partie de ses mémoires reprend, presque mot pour mot, l'entretien qu'il avait accordé à Pablo Giussani en 1987. Pablo GIUSSANI, *op.cit.*, p. 257-258.

⁵³⁵ *Ibid.*, p. 64-65. Dans l'entretien avec Giussani, il ne mentionne pas explicitement qu'il souhaite prendre la tête d'une marche. Il dit qu'il avait l'intention d'annoncer qu'il se rendrait devant le portail de Campo de Mayo le plus proche de la Capitale à 17h, la présence du peuple est sous-entendue. P. GIUSSANI, *op.cit.*, p.258.

⁵³⁶ *Pagina 12*, 7 août 2004. Cité par A. PUCCIARELLI, *op.cit.*, p.147.

Pour Alfonsín, il n'y a donc pas de doute qu'il a eu l'intention d'aller avec le peuple s'affronter aux militaires ce 19 avril 1987. L'ancien président semble aussi mesurer les implications historiques qu'un tel affrontement aurait eues, bien qu'il insiste plus sur le coût humain que sur la place du Peuple dans le régime suite à un tel événement. Il explique le brusque renoncement à cette idée par un revirement de l'attitude du chef de l'Armée de l'Air⁵³⁷, le brigadier Crespo. Celui-ci aurait été appelé de toute urgence par l'entourage d'Alfonsín et aurait assuré au président le soutien de son Arme⁵³⁸. Autrement dit, une fois assuré d'une force militaire en mesure de réprimer les séditeux, le président aurait décidé d'aller seul à Campo de Mayo plutôt qu'à la tête d'une marche populaire. Le récit n'est pas invraisemblable, dans la mesure où le ralliement du brigadier Crespo semble conditionné à la décision du président de se rendre à Campo de Mayo. En effet, sans ce détail – qui se matérialise par l'accompagnement du brigadier à la caserne –, le récit est invraisemblable car rien n'empêcherait d'envoyer les *pilotes* réprimer les *commandos*. Mais, dès lors, le récit abandonne la réalité du rapport de forces pour retrouver la fiction des forces institutionnelles. Alfonsín part à Campo de Mayo, accompagné du symbole de l'Armée de l'Air (son chef) et non plus par une force réelle (le peuple ou les *pilotes* en armes), pour rencontrer des militaires soulevés et armés. Nous ne contestons pas l'intention affirmée par Alfonsín⁵³⁹. Mais la distance entre la force de centaines de milliers de personnes et le symbole d'un brigadier donne la mesure de sa volonté de prendre la tête d'une marche populaire pour affronter les séditeux. L'intervention du brigadier offre un prétexte pour éviter la marche sur Campo de Mayo.

Les raisons pour lesquelles Alfonsín change si rapidement, en quelques minutes, d'une intention, qui impliquait le peuple argentin, à une action, qui laisse le peuple spectateur sur la Plaza de Mayo, sont certainement multiples et plus complexes que ce récit le laisse entendre. Probablement, la volonté de ne pas verser de sang, exprimée à maintes reprises par Alfonsín, ne doit pas être écartée. Encore faudrait-il analyser ce que ce sang signifie politiquement, car il n'est autre que la différence entre un peuple protagoniste et un peuple spectateur. Lorsque le président affirme avoir voulu épargner le sang de son peuple, il parle comme un père de famille protecteur de fils mineurs. Mais ce blocage devant la possibilité de voir agir le peuple

⁵³⁷ La Marine et l'Armée de l'Air refusent de s'impliquer dans le conflit que ces deux Armes considèrent comme ne relevant que de l'Armée de Terre. Voir *infra* chapitre 2.

⁵³⁸ R. ALFONSIN, *Memorias políticas...*, *op.cit.*, p.65.

⁵³⁹ Cela équivaudrait à un procès d'intention. Néanmoins, il n'est pas inutile de rappeler qu'il insiste sur cette intention de prendre la tête de la marche populaire. Par nature invérifiable, cette intention est un moyen de se réhabiliter et de se replacer au côté du peuple, alors que son action est pratiquement inverse à l'intention.

– y compris derrière lui –, nous semble moins le fait d'un paternalisme protecteur que d'une culture politique qui se méfie d'un peuple qui soit autre chose qu'une figure institutionnelle. Nous soutenons que ce choix apparemment fortuit de se rendre seul à Campo de Mayo est le résultat cohérent de la culture politique d'Alfonsín. Celle-ci, nous l'avons vu dans ce chapitre, se construit pour une bonne part en opposition au péronisme. Or celui-ci entretient un rapport au peuple⁵⁴⁰, du moins dans son imaginaire, très charnel et qui se veut plus profond que celui d'un respect pointilleux de sa figure instituée par la Constitution. Les rapports de forces, tels qu'ils s'établissent dans toute leur nudité durant *Semana Santa*, obligent Alfonsín à concevoir un rôle au peuple qu'il ne lui a jamais assigné et qui correspond aux canons de son principal et éternel adversaire politique. Ainsi se comprend le très rapide abandon d'une intention si lourde de conséquences. Pour légère que soit la proposition du brigadier Crespo⁵⁴¹, elle n'en apparaît pas moins comme le salut pour Alfonsín. Il peut ainsi rétablir la fiction institutionnelle, dans lequel le peuple mobilisé n'a d'autres fonctions que soutenir les institutions qui, elles, gouvernent au nom du Peuple. Accessoirement, il peut se présenter comme l'homme providentiel qui s'expose seul face aux militaires en armes pour sauver la Démocratie. Mais personne, pas même lui, n'insiste sur ce récit épique car il doit rapidement surtout se défendre d'avoir passé un pacte avec les séditions. Le récit d'une négociation favorable aux séditions s'impose rapidement contre celui d'une reddition sans concession obtenue par Alfonsín.

g. La crise militaire, comme opportunité pédagogique

Nous reviendrons dans le prochain chapitre sur le rapport au peuple d'Alfonsín durant *Semana Santa*. Mais nous voulons auparavant encore signaler un aspect de la crise, conçue moins comme un défi que comme une opportunité pour imposer la politique du gouvernement. Comme nous le disions précédemment, Alfonsín avait prévu qu'une crise militaire se déclencherait :

Depuis quelque temps déjà, Jaunarena et moi avions une idée assez claire de la manière la plus probable par laquelle la crise pouvait éclater. Le problème, comme nous le prévoyions, allait se produire quand un officier cité par la justice refuserait de se présenter et se réfugierait dans une unité ou une dépendance militaire. Par moments, nous pensions qu'une situation de cette nature pouvait même avoir **son côté positif**, si elle restait contrôlable, car il ne semblait pas y

⁵⁴⁰ Nous tâcherons d'analyser plus profondément ce rapport dans le prochain chapitre.

⁵⁴¹ Le brigadier n'offre rien d'autre que son corps et la promesse implicite que son Arme suivra, dans un contexte où tous les généraux ont maintes fois réitéré leur obéissance sans que cela n'ait aucune incidence sur leurs officiers subalternes.

avoir une autre façon **de démontrer l'énormité des risques** que courrait la démocratie si on n'agissait pas avec **des critères plus prudents**.⁵⁴²

Cet aveu peut paraître étonnant, Alfonsín affirme sans ambages que le soulèvement militaire favorise sa politique. Concrètement, il fait référence à la loi d'*Obediencia debida* qui affirme l'irresponsabilité juridique des officiers ayant obéi à leurs ordres, indépendamment de la nature de ceux-ci. Il s'agit à nouveau du critère de distinction entre militaires criminels que cherche à imposer Alfonsín depuis 1983⁵⁴³. De sorte qu'il reconnaît que le coup de force militaire lui a permis d'imposer une loi particulièrement impopulaire, votée quelques semaines après *Semana Santa*⁵⁴⁴. Mais, en octobre ou novembre 1987, lors de cet entretien offert à Pablo Giussani, Alfonsín est moins préoccupé par la réhabilitation de sa présidence que par l'affirmation de son autorité sérieusement ébranlée, entre autres par les militaires de *Semana Santa*. Or, sa prévoyance indiquerait qu'il n'a jamais tout à fait perdu le contrôle de la situation. Bien entendu, l'enjeu est très différent lorsqu'il publie ses mémoires, dans lesquelles il reprend aussi une partie du paragraphe de l'ouvrage de Giussani mais dévie le propos avant que n'apparaisse le « côté positif » du soulèvement. En 2004, le paragraphe dit ceci :

*Depuis quelque temps déjà, Jaunarena et moi avions une idée assez claire de la manière la plus probable par laquelle la crise pouvait éclater. Le problème, comme nous le prévoyions, allait se produire quand un officier cité par la justice refuserait de se présenter et se réfugierait dans une unité ou une dépendance militaire. Lorsque les faits se sont effectivement produits, ils s'ajustèrent assez à l'hypothèse que nous avions faite, bien que les circonstances fussent des moins prévisibles. [...]*⁵⁴⁵

Ainsi, sa prévoyance ne disparaît pas avec le temps mais son dessein « de démontrer l'énormité des risques » n'apparaît plus. Et pour cause, cette opération de pédagogie politique ressemble fort à de la terreur. Le terme peut paraître excessif, surtout dans le contexte argentin, quelques années après la fin d'un régime qui a appliqué un terrorisme d'État. Effectivement, il ne s'agit pas du tout de la même terreur et l'État n'utilise pas les mêmes ressorts pour la provoquer. Le gouvernement d'Alfonsín utilise des moyens exactement

⁵⁴² P. GIUSSANI, *op.cit.*, p.247. C'est nous qui soulignons.

⁵⁴³ Néanmoins, comme nous l'avons vu dans les projets initiaux, il y avait auparavant trois catégories de militaires criminels. La catégorie de ceux qui se sont « excédés » dans l'application des ordres disparaît dans la loi de *Obediencia debida* et Alfonsín le regrette car « à travers cette loi, ceux qui ont pu être les auteurs matériels de faits gravissimes, peuvent rester en liberté. Et ça ne me plaît pas », cité par M. NOVARO, *Argentina en el fin de siglo...*, *op.cit.*, p.235.

⁵⁴⁴ Etrangement, les phrases citées n'ont pratiquement jamais été relevées par les auteurs qui traitent de *Semana Santa* ou d'Alfonsín. A notre connaissance, seul Marcos Novaro a remarqué la prévoyance affichée d'Alfonsín. Voir *Ibid.*, p.220.

⁵⁴⁵ R. ALFONSIN, *Memorias políticas...*, *op.cit.*, p. 56. Les italiques sont nôtres, elles correspondent à la partie du texte identique au précédent de 1987.

inverses à ceux employés par la dictature militaire : au lieu de montrer sa force, il met en scène sa faiblesse. Il est impossible d'établir avec exactitude les rapports de forces en présence sans entrer dans une histoire spéculative. Nous avons vu que les quelque 200 militaires retranchés à Campo de Mayo disposent de la force de non-agression de leurs camarades « loyaux ». Mais nous avons aussi vu – et nous le verrons plus en détail dans les prochains chapitres –, que face à eux se dresse l'immense majorité des Argentins, dont des centaines de milliers mobilisés. Par ailleurs, le gouvernement dispose du soutien unanime de la communauté internationale. Autant dire que le rapport de force est loin de lui être défavorable et qu'Alfonsín a la capacité concrète de faire plier les *carapintadas*, fusse au prix de « sang versé ». Mais une franche reddition sans condition des militaires aurait rendu incompréhensible la concession que représente *Obediencia debida*. Celle-ci n'est acceptable que si la Démocratie court « d'énormes risques » ou que le pays est « presque au bord de la guerre civile », comme Alfonsín qualifie la situation de *Semana Santa* lorsqu'il présente le projet de loi un mois plus tard⁵⁴⁶. Néanmoins, notre utilisation du terme « terreur » ne peut pleinement se comprendre que dans le contexte de la période. En effet, si elle n'est pas excessive, c'est précisément parce que la dictature est encore très présente dans les mémoires et, nous le verrons, sans cesse rappelée dans ses détails les plus macabres. De sorte que les « énormes risques » se réfèrent à des représentations très concrètes pour les citoyens. Pour implicite qu'elle soit, la menace est très claire.

Ce « côté positif » de la crise, prévu avant son déroulement, pose à nouveau la question de la place qui est assignée au peuple dans la conception d'Alfonsín. Ici, la population doit comprendre le bien fondé de sa politique. La manière de lui expliquer est une commotion nationale qui avive toutes les peurs de la population. Il s'agit à nouveau d'une conception qui comprend le peuple comme un mineur à éduquer, cette fois avec la baguette. Mais ce n'est pas un mineur qui se présente dans la rue pour défendre le régime, il s'agit du souverain qui, au fil des heures et des jours de crise, amplifie sa force au point d'occuper le centre de la scène. Or, loin de considérer cet imprévu – l'apparition du souverain – et, par conséquent, reconsidérer les objectifs, Alfonsín s'applique avec constance à suivre son programme et à tirer tous les avantages possibles de la situation. La volonté populaire ne l'intéresse pas, le peuple est une source de pouvoir pour mener à bien des objectifs qu'il a déjà parfaitement établis, il n'est pas besoin d'y revenir. Nous reviendrons brièvement dans le prochain chapitre sur ce rapport entre Alfonsín et le peuple. Pour l'instant, nous pouvons le

⁵⁴⁶ *Clarín*, 14 mai 1987, cité par M. NOVARO, *Argentina en el fin de siglo...*, op.cit., p.235.

décrire durant la crise comme un dirigeant statique, dans le sens où les événements qui changent les données n'influent pas sur sa position préétablie. En cela, il est en décalage avec le pays qui vit des émotions politiques intenses car, loin de manifester seulement la peur que devrait inspirer la faiblesse du gouvernement – ou la mise en scène de celle-ci -, c'est d'abord l'émerveillement de l'union devant le danger qui se manifeste.

Conclusion

L'arrivée au pouvoir de Raúl Alfonsín en 1983 est l'aboutissement d'une longue carrière politique. Celle-ci comporte très peu d'exercice de charges publiques et parlementaires du fait des régimes militaires mais une grande expérience partisane à l'intérieur de l'UCR. Cela explique en partie qu'il soit politiquement, avant tout, un homme de parti. Pour arriver à la tête de celui-ci, il a construit le courant le plus progressiste à l'intérieur de l'UCR, du fait de ses affinités, du contexte dans lequel il émerge, des tendances internes qui le soutiennent et de l'espace politique alors disponible. Néanmoins, la composition du gouvernement qui inclut l'ensemble de l'UCR et l'exercice du pouvoir le repositionnent progressivement vers des positions plus conservatrices. Son courant garde toutefois, une fois au pouvoir, ce trait distinctif à l'intérieur de l'UCR de recourir aux foules. La mobilisation populaire marque la campagne électorale d'Alfonsín en 1983 jusqu'à concurrencer sur ce terrain le péronisme, traditionnellement le plus attaché à ces manifestations. Par la suite, le gouvernement continue de convoquer la population, en tâchant de mobiliser aussi bien les radicaux que leurs adversaires politiques, lorsqu'il s'agit d'affronter des situations jugées périlleuses pour la nation toute entière. Alfonsín use cependant de ce recours moins pour affronter un danger que pour ratifier ses décisions face à cette menace réelle ou mise en scène, de sorte qu'il peut convoquer la population toute entière pour lui annoncer une mesure économique sur laquelle elle n'influe en rien. Cet usage instrumental du pouvoir de convocation se retrouve lors de la crise de *Semana Santa*, durant laquelle il cherche à mettre à profit le soutien général au régime pour imposer sa conception particulière de la politique. Cette attitude, qui confond volontiers l'intérêt général avec la particularité de sa position, est encore renforcée par la tâche principale de son gouvernement, à qui il revient de fonder un régime démocratique. Elle se retrouve dans ses rapports avec les autres partis qui sont souvent discursivement expulsés hors du champ démocratique défini par lui. Cela est particulièrement visible vis-à-vis du péronisme, qui est aussi la pierre angulaire contre laquelle le radical Alfonsín s'est formé. Il place ainsi ses adversaires politiques dans une position inconfortable : obligés d'adhérer sous la menace d'apparaître antidémocratiques car, et c'est là la force d'Alfonsín, il réussit temporairement à définir le champ de la Démocratie.

Chapitre 4

LE PEUPLE DANS LES PARTIS POLITIQUES

Dans ce chapitre et le suivant, nous souhaitons aborder le principal acteur de *Semana Santa* : le peuple. Nous avons choisi de le considérer à travers les acteurs qui l'évoquent, le nient, le décrivent ou s'en réclament. Inévitablement, la présence du peuple oblige tous les autres acteurs de la crise à le prendre en compte. Les positions de chacun sont analysables à travers leurs déclarations en relation au peuple. De sorte que, à défaut d'un discours du peuple, par définition, inarticulé, multiple et contradictoire, nous pouvons, à travers les réactions des principaux acteurs identifiés de la crise, entrevoir ses aspirations, ses motivations et, surtout, son poids décisif dans l'évolution de la crise. Néanmoins, ces biais par lesquels nous abordons le peuple ne sont pas neutres et ne se définissent pas uniquement par leurs discours sur le peuple. En particulier, les partis politiques et leurs représentants se définissent en grande partie à l'intérieur d'une logique interne au système des partis. En l'occurrence, comme nous l'avons suggéré dans le chapitre précédent, nous sommes dans un système essentiellement bipartite au niveau national, dominé par l'UCR et le PJ, qui tend à rendre invisibles les autres formations politiques – celles-ci composent cependant des forces non négligeables dans de nombreuses provinces⁵⁴⁷-, tendance encore renforcée, voire provoquée, par le présidentielisme du régime⁵⁴⁸. Notre double focalisation sur les acteurs les plus puissants de la crise et, géographiquement, essentiellement sur la ville de Buenos Aires au détriment des provinces et des voix politiques minoritaires ne fait que rendre compte d'un rapport de force établi durant la période que nous étudions. Néanmoins, nous tâchons de rendre compte, dans ce chapitre, de voix de partis minoritaires présents à Buenos Aires – celles des organisations de gauche et du parti de droite UCeDé -, afin de mitiger le prisme bipartisan et, surtout, parce que ces voix renseignent sur des opinions qui s'amplifient considérablement postérieurement à la crise.

Ainsi, au moins dans ce chapitre, nous avons souvent recours aux catégories de gauche et de droite. Cela n'est pas sans poser de problèmes en Argentine, aussi convient-il d'avertir le lecteur sur la portée de ces catégories politiques. De nombreux analystes considèrent que gauche et droite sont des catégories inopérantes pour comprendre les tendances politiques du pays, nous l'avons vu par exemple avec Carlos Altamirano⁵⁴⁹. Cette appréciation est confirmée par des enquêtes d'opinion, dans le sens où celles-ci montrent que seule une très

⁵⁴⁷ Gerardo ADROGUE, « El nuevo sistema partidario argentino », dans ACUÑA, Carlos H. (comp.), *La nueva matriz política argentina*, Buenos Aires, ed. Nueva Visión, 1995, pp.26-70.

⁵⁴⁸ *Idem* et, entre autres, Liliana DE RIZ et Catalina SMULOVITZ, « Instituciones y dinámica política. El presidencialismo argentino », dans Liliana DE RIZ et Dieter NOHLEN (comp.): *Reforma institucional y cambio político*, ed. Legasa, Buenos Aires, 1991.

⁵⁴⁹ Carlos ALTAMIRANO, «La Coordinadora. Elementos para una interpretación», dans José NUN et Juan Carlos PORTANTIERO (comps.), *Ensayos sobre la transición democrática en la Argentina*, Buenos Aires, Ed. Puntosur, 1987, pp.295-332.

petite minorité d'Argentins se définissent clairement selon ces tendances idéologiques, elles tendent même à montrer qu'elles ne sont tout simplement pas utilisées par la majorité⁵⁵⁰. Néanmoins, bien que nous ne contestions pas le constat de l'impossibilité de comprendre la politique argentine avec ces seules catégories⁵⁵¹, nous le nuancions cependant quelque peu. Par exemple, dans ce chapitre nous les utilisons car nous présentons entre autres des partis minoritaires qui se définissent idéologiquement selon ces catégories. Au-delà de ce chapitre, nous ne les considérons d'ailleurs pas tout à fait inappropriées. Il faut certes les prendre avec plus de précautions que dans d'autres contextes – spécialement européens – mais elles n'existent pas moins dans le paysage politique argentin, y compris à l'intérieur des deux partis majoritaires. Ainsi, l'alfonsinisme entretient des relations étroites avec un groupe d'intellectuels qui soit se définissent comme socialistes, soit sont très influencés par la social-démocratie européenne. Quand à la droite néolibérale, elle influe sur les deux partis et, par la suite, se lie au péronisme de Menem. Aussi, bien que les grands partis, à l'instar de la majorité des Argentins, ne se définissent pas en termes de droite et de gauche, ils sont influencés par des acteurs assimilables à des *think tank* qui, eux, se positionnent clairement sur cet échiquier politique. De sorte qu'y avoir recours, y compris pour aborder les partis majoritaires, n'est pas injustifié.

Notre approche, qui tente de rendre compte de la place qu'occupe le peuple pour chaque formation politique, définit en creux les conceptions du régime démocratique de chacune. Nous le verrons, la plupart adoptent une définition du régime qui s'assimile à un certain nombre de règles – parmi lesquelles les élections sont fondamentales – qui offrent un rôle central aux partis politiques. De ce fait, presque l'intégralité des acteurs politiques renforce la légitimité du régime mais, en même temps, considère moins le peuple comme un acteur qui intervient directement sur la scène politique que comme une figure institutionnelle, source de leur propre pouvoir – à gagner dans les urnes. Les rares acteurs politiques qui dérogent à cette règle, principalement à gauche, interprètent par la suite la volonté du peuple selon leurs aspirations et logiques internes. Cela apparaît clairement dans un seul cas, le *Movimiento*

⁵⁵⁰ Edgardo CATTERBERG, et María BRAUN, « ¿Izquierda y derecha en la opinión pública argentina ? », *Crítica & Utopía* n°18, 1989, [En ligne], <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/critica/nro18/CATTER.pdf>, consulté le 11 mars 2013. L'article repose sur deux enquêtes d'opinion réalisées en 1988 qui demandent aux personnes interrogées de se situer entre la gauche et la droite, selon une échelle de 1 à 10, du plus à gauche au plus à droite. 30% se situent au centre et, surtout, 45% ne savent pas ou ne répondent pas. Pour situer les partis existants sur la même échelle, 48% à 57% des sondés ne savent (ou ne répondent pas) situer le parti (48% pour l'UCR et le PC, 57% pour le PI).

⁵⁵¹ Pour ne prendre qu'un exemple, une analyse à partir des catégories classiques ou européennes aurait bien du mal à rendre compte du nationalisme qui traverse la gauche argentine qui se revendique du marxisme. La frontière très ténue qui départage le nationalisme de l'anti-impérialisme est souvent effacée dans les positions qu'adoptent concrètement les partis.

Todos por la Patria (MTP) qui perd dans son interprétation toute légitimité. Mais il nous semble que cette volonté de saisir le peuple en dehors de sa figure institutionnelle traverse une grande partie de la gauche. Nous verrons dans la dernière partie de ce chapitre, comment la gauche est prise de court par les événements et l'irruption du peuple. Auparavant, nous aurons présenté le rôle que joue le peuple pour Alfonsín, la transformation que subit le péronisme dans les années 1980 toujours dans son rapport au peuple et l'inédite attitude de la droite – représentée par l'UCeDé – durant la même période. Mais, avant de nous intéresser aux discours des partis constitués, nous voulons commencer par celui des *carapintadas*, du fait de l'importance de cet acteur durant *Semana Santa* mais aussi parce que le discours d'Aldo Rico connaît une inflexion majeure par rapport au peuple qui, selon nous, s'initie durant la crise.

1. Les *carapintadas*, de la sédition corporatiste à l'insertion dans le jeu politique des partis

Le jeudi 16 avril 1987 au soir, les *carapintadas* sont probablement les plus surpris par l'irruption du peuple et, évidemment, les moins enclins à lui reconnaître un rôle de protagoniste. Néanmoins, toutes leurs décisions sont, à partir de vendredi matin, influencées ou marquées par cette présence. Nous l'avons déjà remarqué, rien n'indique avant la première déclaration publique d'Aldo Rico, le vendredi matin à la radio, qu'ils n'aient pas eu l'intention d'effectuer un coup d'État. Cette supposition reste très improbable comme nous l'avons analysé⁵⁵² mais, quelle que soit l'intention initiale des *carapintadas*, la possibilité du coup d'État est balayée par la présence massive de la population dans la rue. Cette mobilisation rompt avec la longue tradition de l'inertie citoyenne qui a accompagné les interventions militaires depuis la fin des années 1950. La situation est alarmante pour Rico et ses camarades qui suivent l'évolution de la mobilisation à travers la radio et la télévision. Ils ont devant eux un acteur à même de les renverser physiquement. En soi, le fait que le colonel séditieux cherche à communiquer au public ce vendredi 17 avril, à la radio (11h) puis par un tract distribué aux journalistes et aux personnes mobilisées qui font le guet devant la caserne occupée (15h 50), révèle son souci. De toute évidence⁵⁵³, ce tract est rédigé dans l'urgence, or il est tout à fait improbable que les séditieux n'aient pas établi la liste de leurs revendications. De sorte que, ou bien ils possédaient un autre communiqué qu'ils auraient remplacé, ou bien ils n'ont pas pris la peine de rédiger leurs exigences. Dans le premier cas, le changement de communiqué révèle une priorité imprévue provoquée par la mobilisation massive ; dans la seconde et plus probable hypothèse, l'imprévision révèle qu'ils n'avaient aucune intention de s'adresser au public et attendaient des interlocuteurs uniquement institutionnels. Le contenu du tract révèle trois objectifs en partie contradictoires : nier la présence du peuple, l'amadouer et instiller le doute dans la population.

⁵⁵² Voir chapitre 2.

⁵⁵³ Voir le tract en annexe.

a. Nier la souveraineté du peuple, puis le séduire et le démobiliser

Le tract s'adresse « À TOUS LES ARGENTINS DE BONNE FOI »⁵⁵⁴ et s'articule selon trois injonctions : « NE VOUS LAISSEZ PAS TROMPER !!! », « NE VOUS LAISSEZ PAS UTILISER !!! » et, enfin, « NE VOUS LAISSEZ PAS ENTRAINER ». L'interpellation aux Argentins « de bonne foi » suppose qu'une partie de la population restera imperméable à l'appel du tract, moins du fait de convictions erronées que d'une incapacité à vouloir comprendre la situation, par « mauvaise foi ». Cette séparation du bon grain de l'ivraie implique, dès l'interpellation, l'incapacité d'une partie de la population à saisir le reste du message, autrement dit de choisir. Cette négation de la souveraineté du peuple mobilisé contre eux tend à prouver l'inquiétude des militaires barricadés. L'intervention dirigée par Aldo Rico montre ainsi son embarras face à un interlocuteur imprévu. Pour les séditeux, il s'agit d'interpeller des acteurs institutionnels et de négocier le rapport de force : « C'est un problème interne aux Forces Armées »⁵⁵⁵ affirme le tract. A cette table de négociation, le peuple n'a pas sa place. Néanmoins, sa présence oblige à le prendre en considération, si bien que les sentiments des séditeux envers la population sont exprimés : « Nous, nous nous soucions de votre vie et de votre sécurité, nous l'avons démontré avec des faits, pas avec des mots »⁵⁵⁶. Le tract affirme que l'ensemble des médias qui les présentent comme des « nazis » et des « fondamentalistes » participent d'un « lavage de cerveau » dont les *Argentins de bonne foi* sont les victimes. Tandis que les militaires soulevés, loin de les attaquer, les protègent. Ils ont montré cet attachement à la protection de la population qui leur a coûté « beaucoup de sang », dans une « guerre ». Il s'agit du traditionnel argument des militaires qui considère que la population devrait leur être redevable des sacrifices endurés durant la « guerre contre la subversion ». Cet état de guerre qui est invoqué pour expliquer des crimes atroces, par ailleurs niés, renvoie le peuple à une condition de mineur qu'il convient de protéger :

NOUS AVONS DONNÉ LA VIE POUR VOUS ET VOTRE FAMILLE, ET NOUS CONTINUERONS À LE FAIRE AUTANT DE FOIS QUE NECESSAIRE. BIEN QU'ON NOUS INSULTE. BIEN QU'ILS MENTENT EFFRONTÉMENT. BIEN QU'ILS PRÉTENDENT POUVOIR NOUS DIVORCER DE NOTRE PEUPLE.⁵⁵⁷

A l'intérieur de ce très court texte, nous passons d'une revendication purement corporative, « interne aux forces armées », à un souci pour l'image sociale de l'Armée. Bien

⁵⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁵⁷ *Ibid.*

qu'il s'agisse avant tout d'un argument instrumental et non d'un intérêt spécial pour le peuple⁵⁵⁸, ce thème du divorce avec le peuple comme résultat d'une guerre psychologique ou une vengeance des « prête-noms [*testaferros*] de la guérilla » est largement développé par la suite par Aldo Rico. Pour lui, il s'agit toujours de réduire la brèche qui existe entre le peuple et l'Armée. Par exemple, il affirme en 1989 : « La grande majorité des officiers actuels sont fils de travailleurs, d'employés, de commerçants », plus loin : « Nous nous sentons intégrés dans la société, contrairement à ce que soutiennent les postures idéologiques qui tentent de nous séparer de notre communauté »⁵⁵⁹.

Ces déclarations, qui affirment un lien intime entre l'Armée et le peuple, contrastent avec les textes antérieurs à la crise qui ne mentionnent pratiquement pas la société. Les rapports et les pamphlets produits par Aldo Rico ou son courant sont alors destinés à n'être lus que par des militaires (les rapports sont adressés à des officiers supérieurs, les pamphlets sont distribués dans les casernes). Aussi, il semble naturel que les questions abordées concernent exclusivement les militaires. Néanmoins, la population n'est pas tout à fait étrangère aux questions soulevées par Rico à ses supérieurs. Ainsi, dans un document intitulé « Réflexions sur les dernières citations à comparaître devant la Justice de personnels militaires », daté du 18 février 1987 et adressé à son supérieur, le lieutenant-colonel Aldo Rico mentionne à trois reprises la société civile. La première occurrence apparaît de manière oblique, pour dénoncer le fait que « Le président Alfonsín ne souhaite pas payer le prix politique d'une amnistie »⁵⁶⁰. Rico comprend donc que l'amnistie qu'il réclame serait massivement rejetée dans les urnes, mais il n'en dénonce pas moins le responsable politique pour ne pas s'affronter à l'opinion majoritaire dans la population. Selon lui, Alfonsín œuvre en fonction de ses intérêts politiques et non du bien de la nation qui exigerait une amnistie. La seconde évocation intervient pour dénoncer « la désinformation de l'opinion publique », qui n'est pas informée de la nervosité des cadres militaires. Autrement dit, sans euphémisme, la population n'est pas dûment menacée. Enfin, Rico évoque « la vindicte publique » à laquelle les cadres militaires sont laissés en pâture. Dans la suite du document, il y a une nouvelle allusion à la société civile, cette fois en terme de « chaos » :

⁵⁵⁸ Le même jour, vendredi, où les *carapintadas* distribuent le communiqué cité, Aldo Rico se réunit avec le chef de l'Armée de Terre, Ríos Erenú. « Ríos montra la première page du journal à Rico, sur laquelle apparaissait une multitude réunie sur la Place de Mai, avec des drapeaux de partis de gauche et il lui dit "écoute, avec le peuple mobilisé derrière le président, il n'est pas possible d'avancer", ce à quoi Rico a répondu "à moi, on m'a appris que ça ce n'est pas le peuple, c'est l'ennemi" ». Entretien avec le général Auel cité par Marcos NOVARO, *La Argentina en fin de siglo...*, *op.cit.*, p.222.

⁵⁵⁹ P. HERNANDEZ, *op.cit.*, p. 24.

⁵⁶⁰ Document reproduit par J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, p.259.

la prolongation de l'antagonisme entre la société et les Forces Armées pourrait déboucher sur un chaos [...] Il y aura le chaos uniquement si les Forces Armées se fracturent ou si elles perdent leur cohésion interne, ce qui leur interdirait de combattre ou d'œuvrer comme facteur de stabilité.⁵⁶¹

Deux mois avant la crise, la population argentine est décrite comme « un prix politique », l'objet de « désinformation », hostile (l'État Major devrait protéger les officiers de la « vindicte ») et, enfin, un « chaos » contre lequel les Forces Armées doivent être prêtes à combattre. Pour le moins, Aldo Rico partage le diagnostic, par ailleurs assez généralisé, d'une séparation étanche entre la société et l'Armée. Il expose une vision d'un conflit dans lequel l'ennemi est précisément le peuple producteur de « chaos » et l'armée le facteur de stabilité. La menace qui sous-tend le document n'est d'ailleurs pas adressée à la population, elle est dirigée à l'encontre de ses supérieurs. Il laisse entendre que les officiers ne défendront plus l'ordre social si le Haut Commandement ne leur offre pas de meilleures conditions d'existence⁵⁶². La volonté populaire compte parmi les moindres des soucis du lieutenant-colonel en février 1987. Aussi convient-il d'expliquer le changement d'attitude, du tout au tout, entre cette opinion exprimée dans un rapport adressé à sa hiérarchie et un entretien destiné au grand public deux ans plus tard. La différence du public n'est pas la seule explication de ce changement ou, plus exactement, il convient de comprendre pourquoi Aldo Rico s'adresse désormais à la population. Autrement dit, comment une partie des *carapintadas* optent pour s'insérer dans le système institutionnel des partis dans leur stratégie de pouvoir.

b. Le Modin

Le livre *Conversación con Aldo Rico* marque le début d'un repositionnement du militaire qui, entretemps, a été destitué, mis aux arrêts⁵⁶³, a pris la tête d'un nouveau

⁵⁶¹ *Ibid.*

⁵⁶² Deux ans plus tard, en mai 1989, il y a effectivement un contexte d'explosion sociale, avec de nombreux pillages de supermarchés qui scandent les journées d'un pays submergé par l'hyperinflation. Un organe de propagande des *carapintadas*, *La Hoja Avanzada* du 7 mai 1989, appelle les officiers à refuser de réprimer la population si l'ordre était donné en ce sens, y compris « S'ils vous apportent un ordre signé par le président de la Nation, rappelez-vous du procès aux ex-commandants : 1) Ils ont obéi à un ordre signé par la présidente constitutionnelle et ont été tout de même condamnés. [...] 3) N'oubliez jamais que si vous réprimez la population, non seulement vous violez les lois constitutionnelles ; en plus vous feriez le jeu de ceux qui veulent l'animosité entre civils et militaires. », document reproduit par H. CHUMBITA, *op.cit.*, p. 191.

⁵⁶³ Il reste cependant prisonnier dans une caserne, puis bénéficie d'une mesure de prison à domicile.

soulèvement militaire⁵⁶⁴ avant d'être à nouveau emprisonné, puis gracié par le président Carlos Menem nouvellement élu⁵⁶⁵. Par la suite, il devient le principal référent d'un parti d'extrême droite, le Modin (*Movimiento por la Dignidad y la Independancia*), et se présente aux élections de 1991 pour gouverneur de la Province de Buenos Aires. Or, la campagne du Modin axée sur la personnalité d'Aldo Rico se présente systématiquement comme une partie intégrante de l'*Operación Dignidad*⁵⁶⁶, c'est-à-dire l'expression avec laquelle les *carapintadas* désignent le soulèvement militaire de *Semana Santa*. A notre sens, cette continuité revendiquée n'est pas seulement rhétorique. La campagne électorale est conçue comme une opération de guerre psychologique, elle-même comprise comme une nouvelle phase dans le rapport de force que les *carapintadas* cherchent à instaurer depuis 1987. Le peuple est désormais entrepris comme un terrain de guerre psychologique, sur lequel le système électoral apparaît comme une arme de premier choix. Il n'est pas certain que Rico ait lu attentivement Antonio Gramsci, mais il en a sans aucun doute retenu quelques principes. Ainsi, il comprend la subversion comme « un phénomène culturel, un phénomène politique et, en dernière instance, un phénomène militaire »⁵⁶⁷. Or, il estime que sur le terrain culturel, ses ennemis ont pris une large avance :

Les subversifs ont échoué avec la guerre armée, alors ils ont fait un pas en arrière et ont modifié leur stratégie. En suivant Gramsci, ils sont allés changer ce qu'ils appellent la superstructure. [...ils se sont dit] Faisons penser tout le monde comme des marxistes et le pouvoir nous reviendra de fait. Laissons la voie armée, allons sur la voie culturelle.⁵⁶⁸

Aussi, la campagne du Modin et l'exposition médiatique de Rico peuvent être comprises comme une contre-offensive face à ses ennemis « marxistes » - qui tiennent, bien entendu, du fantasme. Ce qui nous intéresse est sa conception du peuple qui n'est rien d'autre qu'un terrain de bataille sur lequel s'imposer et une masse parfaitement manipulable. Néanmoins, alors qu'avec les soulèvements militaires il cherchait des interlocuteurs institutionnels avec qui négocier au détriment de l'opinion publique, désormais il veut conquérir cette dernière en tant que facteur de pouvoir déterminant. Il nous intéresse moins d'approfondir sur les moyens que son parti déploie pour cette conquête, que d'établir quand l'idée de cette entreprise surgit.

⁵⁶⁴ Cette fois, entre le 16 et le 18 janvier 1988, les *carapintadas* occupent la caserne de Monte Caseros dans la province de Corrientes. Aldo Rico se rend peu après les premiers coups de feu tirés par les troupes venues le déloger.

⁵⁶⁵ Décret N° 1004/89 du 7 octobre 1989.

⁵⁶⁶ Divers tracts et affiches de campagne, Legajo 368, Tome 3, archives DIPBA. Voir Annexe. Par exemple, l'emploi du temps, fort martial, du candidat Aldo Rico durant la campagne électorale de 1991 arbore un en-tête avec un sceau de « operación dignidad ».

⁵⁶⁷ P. HERNANDEZ, *op.cit.*, p. 49.

⁵⁶⁸ *Ibid.*

Or, sans déprécier un considérable opportunisme après une spectaculaire et brusque fin de carrière militaire, nous pouvons émettre l'hypothèse que sa réévaluation du rôle de la population est réalisée, au moins en partie, en fonction des rapports de force qui se présentent durant *Semana Santa*, événement durant lequel le peuple est le seul acteur à limiter son champ d'action. Non pas que l'idée d'entrer dans les joutes électorales surgisse spontanément à la vue des centaines de milliers de personnes défilant à son encontre, mais certainement mettent-elles en évidence l'incontestable faiblesse du coup de force qu'il a entrepris. Dès lors, combler cette faiblesse peut apparaître comme un objectif, le système électoral apparaissant comme un moyen une fois la carrière militaire définitivement obstruée⁵⁶⁹.

L'insertion dans le système électoral d'une partie des *carapintadas* est cependant bien postérieure à *Semana Santa* et aux soulèvements qui suivent. Durant la crise, les militaires séditieux ont surtout le souci de calmer l'ire des manifestants qui viennent jusque devant leur caserne exprimer leur indignation, à l'image de ce soldat qui s'approche d'eux devant le portail de Campo de Mayo et commence une phrase « Monsieur le commandant [*el señor comandante* pour Aldo Rico]... » mais est immédiatement interrompu par un anonyme : « Le Seigneur est dans le ciel, abruti » [*El Señor está en el cielo, pelotudo*].⁵⁷⁰ Quel que soit le rapport au peuple des militaires, ils auront encore du mal à intégrer la gouaille populaire.

⁵⁶⁹ Nous l'avons vu, le remplacement du généralat n'est pas le moindre des objectifs des *carapintadas*, dont il ne faut jamais négliger les ambitions de carrière dans l'Armée. Voir chapitre 2.

⁵⁷⁰ *La Razón*, 19 avril 1987. En espagnol, Monsieur [*señor*] est le même mot que le Seigneur [*el Señor*], l'altercation pourrait se traduire ainsi : « Le seigneur [monsieur] commandant [Rico] » - « Le Seigneur est dans le ciel, abruti ».

2. Alfonsín, un peuple convocable et révocable

Pour Alfonsín, la présence massive de la population est une très bonne nouvelle. Il affirme à maintes reprises le caractère déterminant de la présence du peuple, y compris dans ses mémoires. Néanmoins, son rapport au peuple n'est pas sans certaines ambiguïtés qui se manifestent en partie dans son expression « 17 octobre de la démocratie »⁵⁷¹ pour désigner la mobilisation durant *Semana Santa*. Le 17 octobre est la date symbolique du péronisme, *El día de la lealtad*, en référence au 17 octobre 1945, lorsque des centaines de milliers de personnes convergèrent sur la place de Mai pour réclamer le retour de Perón alors incarcéré. Dans l'imaginaire péroniste, il s'agit de la date de naissance du mouvement. Aussi, « 17 octobre de la démocratie » est une expression paradoxale : elle reconnaît au péronisme son caractère foncièrement populaire mais, en même temps, le considère comme non-démocratique, dans la mesure où il est besoin de souligner qu'il s'agit d'un 17 octobre « démocratique » ; *a contrario*, le précédent ne l'était pas. Notre constat rejoint le diagnostic d'Alfonsín : il s'agit effectivement de la seule grande manifestation du siècle en défense du régime constitutionnel, indépendamment de qui le dirige. Cependant, comme nous l'avons montré⁵⁷², Alfonsín tend à comprendre le Parti Radical comme le seul véritablement démocratique. De sorte que, en dernière instance, l'ambiguïté demeure : ce 17 octobre est-il celui du régime démocratique ou du radicalisme ? Admettons que ce soit bien celui du régime et qu'Alfonsín l'ait compris ainsi. Alors se pose la question de savoir quelle place doit occuper le peuple dans ce régime dont la légitimité provient du Peuple. Une brève analyse de ses discours qui scandent les jours de crise nous offre, sinon une réponse définitive, du moins des indications précieuses. Mais auparavant, il convient de dresser une seconde trame qui correspond à la gestion des autres forces politiques et sociales durant la crise, qui s'articulent sur deux pactes qu'Alfonsín cherche à faire signer par les autres acteurs.

a. Le « pacte social » et l'*Acta de compromiso democrático*

Bien décidé à profiter au maximum de la réaction populaire au soulèvement militaire, Alfonsín s'emploie durant tout le temps de la crise – en dehors de la très difficile gestion des Forces Armées – à rencontrer de nombreux représentants politiques et organismes sociaux. Il

⁵⁷¹ J. GRECCO et G. GONZALEZ, p. 139.

⁵⁷² Voir chapitre 3.

cherche à s'appuyer sur ce moment exceptionnel de concorde nationale pour sceller deux accords avec des acteurs habituellement en conflit avec le gouvernement. D'une part, un texte apparemment très consensuel est rédigé durant les journées de crise, en accord avec les péronistes qui sont venus lui apporter leur soutien⁵⁷³. Le dimanche 19 avril au matin, l'ensemble des représentants des partis politiques et des organismes représentant les plus divers secteurs sociaux sont invités à signer cet *acta de compromiso democrático*. Il s'agit d'un texte très court qui compte quatre points. Le premier affirme le plein respect de la Constitution et des institutions, ainsi que « la démocratie comme unique style de vie pour les Argentins. » Le second est une condamnation de toute « tentative de subvertir ces postulats et réitère qu'aucune pression ou menace ne peut tordre notre inflexible décision de respecter la loi. ». Le troisième point affirme :

Que la réconciliation des Argentins sera seulement possible dans le cadre de la Justice, le plein respect [*acatamiento*] de la loi et la reconnaissance due des niveaux de responsabilité des conduites et faits du passé.

Enfin, le quatrième point enjoint les signataires à mobiliser l'opinion citoyenne « pour qu'avec sa présence dans toutes les rues et places de la République, elle extériorise son adhésion en paix à cet acte d'engagement historique. » Durant plus d'une heure, le dimanche vers 11 heures du matin, les représentants de tous les partis politiques, les syndicats et associations se succèdent pour signer ce document. Seuls l'association des Mères de la Place de Mai et quelques partis de gauche⁵⁷⁴ refusent d'apporter leurs signatures. Bien entendu, ce refus est lié au troisième point, qui renvoie au principe des niveaux de responsabilité dans les crimes commis durant la dictature. Autrement dit, Alfonsín fait signer par la presque totalité des représentants des corps constitués un principe qui a été maintes fois rejeté par ces mêmes représentants⁵⁷⁵.

Par ailleurs, le jeudi dans l'après-midi, vers 17h, pendant que des milliers, puis des centaines de milliers de personnes convergent vers la *Plaza de los Dos Congresos*, dans un bureau à l'intérieur du Congrès commence une réunion convoquée par le ministère de l'Economie. Il s'agit de la première d'une série de réunions qui s'étendent durant tout le

⁵⁷³ Voir *infra*.

⁵⁷⁴ Voir *infra*.

⁵⁷⁵ Voir chapitre 1, le principe des niveaux de responsabilité n'est pas exactement rejeté mais sa validité est annulée en cas de crimes « aberrants et atroces » par un amendement du Sénat. Il y a par ailleurs des manifestations, organisées essentiellement par la gauche et les organismes des droits de l'Homme, chaque fois que ce principe est évoqué à nouveau. Nous verrons que ce rejet est partagé y compris par des députés de l'UCR.

temps de la crise, où se retrouvent un secteur de la CGT⁵⁷⁶ et pratiquement toutes les organisations patronales avec un représentant du gouvernement (le ministre de l'Economie Juan Vital Sourrouille participe à la seconde session qui a lieu le vendredi). L'objectif est la signature d'un accord, appelé « pacte social », qui fixe entre autres un barème de salaires. Le secteur majoritaire et plus combatif de la CGT dirigé par Saúl Ubalidini refuse d'y participer⁵⁷⁷. Malgré cette absence, les participants ne parviennent à signer qu'un préambule qui affirme le soutien aux institutions démocratiques, un équivalent à l'*acta de compromiso democrático*, et non pas l'accord économique promu par le ministère. Si bien que le dimanche les attentes du jeudi sont frustrées. Reste que, comme pour l'*Acta de Compromiso*, il s'agissait de profiter de « la conjoncture politique et du consensus obtenu par les institutions démocratiques », pour que les « dirigeants économiques tentent de reprendre l'initiative », comme le souligne un représentant syndical présent lors des réunions⁵⁷⁸. La concorde politique et sociale autour du régime est mise à profit pour imposer des mesures politiques particulières.

b. Le peuple dans les discours d'Alfonsín

Durant le discours du jeudi 16 avril au soir, Alfonsín s'adresse aux soulevés et évoque « Un peuple stupéfait qui vous observe et attend. Vous ne comprenez pas combien ce peuple est las du désordre et de l'autoritarisme ? ». Le peuple observe et attend. Dans les paragraphes suivants, adressés aux « Argentins », Alfonsín emploie les termes de « participation » et « conquête » menée « ensemble ». Néanmoins, la place de spectateur, certes « solidaire et vaillant », dévolue au peuple revient dans les résolutions qu'il annonce pour mettre fin à la crise : « nous mettrons immédiatement en marche les mécanismes pour que cette volonté solidaire se traduise en actions concrètes ». Le jeudi soir, la volonté du peuple ne peut que s'appliquer par les « mécanismes », c'est-à-dire des forces institutionnelles qui, concrètement, devront réprimer les soldats rebelles.

Le dimanche, Alfonsín se présente sur le balcon de la Casa Rosada, devant le Peuple réuni sur la Place de Mai⁵⁷⁹. Ce discours commence par insister sur l'unité du peuple

⁵⁷⁶ Il s'agit d'un groupe intersectoriel de la CGT appelé « groupe des 15 », dont l'un des membres, Carlos Alderete, a été nommé ministre du Travail quelques jours auparavant. Voir *infra*.

⁵⁷⁷ Ubalidini rencontre directement le président Alfonsín le samedi et marque à nouveau son opposition à cet accord. Voir *infra*.

⁵⁷⁸ *Ámbito Financiero*, 20 avril 1987, p.8.

⁵⁷⁹ Exceptionnellement nous utilisons une majuscule pour désigner un peuple réel car il est sur la Place de Mai, ce qui lui confère un statut quasi institutionnel.

[...] hommes de différents militantismes politiques, de différents secteurs sociaux, les travailleurs de l'Argentine, les entrepreneurs, le monde de la culture, enfin tous, nous nous levons pour défendre les institutions de la République.

Puis, il décrit le comportement du peuple durant les derniers jours :

[...] le peuple se presse sur les bords du chemin sur lequel avançaient les troupes des Forces Armées loyales, avec des applaudissements et des embrassades, nous avons aussi démontré que nous ne sommes pas contre les militaires, lorsque les militaires veulent remplir leurs devoirs.

Le peuple est sur le bas-côté, spectateur de l'Armée « loyale » qui avance. Rappelons que les troupes du II^{ème} corps d'Armée dont il est question ont supposément quitté Rosario, situé à environ quatre heures de distance de Buenos Aires, vendredi soir et sont arrivées ce dimanche matin dans les environs de Campo de Mayo. Le peuple, décrit par le président, a pour fonction de renforcer la fiction d'une institution loyale, illusion que le gouvernement entretient durant tout le temps de la crise et sans laquelle il n'existe aucun cordon de contention entre les militaires séditieux et les manifestants qui défendent le régime⁵⁸⁰. Dans la suite de son discours, Alfonsín assigne au peuple son rôle durant les heures déterminantes à venir : « Je vous demande à tous que vous m'attendiez ici et, si Dieu le veut et accompagne tous les Argentins, d'ici un moment je viendrai avec les solutions. » Le peuple attend, le président agit. Autrement dit, le peuple est un spectateur passif. Sa force ne réside pas dans sa capacité d'action, qui est soupçonnée de mener à des débordements, mais dans son grand nombre « pacifique » : « En second lieu, nous démontrons la force de la mobilisation pacifique des citoyens, qui est plus forte que la violence. » Ici, il n'est fait aucune mention du peuple qui s'affronte directement avec les militaires séditieux, en l'occurrence aux personnes toujours plus nombreuses qui se trouvent à Campo de Mayo lorsque le président parle. En revanche, à son retour, il interpelle ces dernières :

Je demande au peuple qui a pénétré dans Campo de Mayo qu'il se retire. Il est nécessaire qu'il le fasse. Et je vous demande à vous tous que vous rentriez dans vos maisons pour embrasser vos fils, pour fêter Pâques en paix en Argentine.

Pour Alfonsín, le peuple est une force et la source de la légitimité, mais il s'agit d'une force passive qui ne doit pas intervenir directement dans les affaires. Quand bien même il reconnaît que le peuple est venu sauver les institutions du Peuple, c'est à ce second auquel il parle.

⁵⁸⁰ A partir de vendredi il y a, selon les heures, entre 500 et plusieurs milliers de manifestants devant les portails de l'école d'Infanterie de Campo de Mayo. Dans le même temps, le nombre de militaires séditieux occupant la caserne a oscillé entre 100 et 283, ce dernier chiffre provient de Hector SIMEONI et Eduardo ALLEGRI, *Línea de fuego. Historia oculta de una frustración*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1991, 269 pages, p. 90. Paradoxalement, quelques dizaines de policiers tâchent, tant bien que mal, de faire un cordon pour empêcher les manifestants d'entrer.

3. L'UCeDé, entre le reflexe pro-militaire et la défense des institutions

Dans sa description de la mobilisation populaire sur la *Plaza de los Dos Congresos* le jeudi soir, le journaliste Sergio Ciancaglini remarque une apparente incongruité :

Il y avait des cortèges imprévus. L'un d'eux avait une grande banderole, qui annonçait [le passage de] la brigade « bulldozer libéral » de l'UCeDé. Il est passé sur la gauche des Mères de la Place de Mai qui regardaient ces jeunes aux bérets bleus comme s'il s'agissait d'une congrégation de martiens.⁵⁸¹

La stupéfaction des *Mères* est compréhensible car la *Unión del Centro Democrático* est certainement le parti politique le moins enclin à protester contre des militaires. Cependant cette présence s'explique et révèle un phénomène des années 1980 : le ralliement de la droite au régime démocratique. Bien entendu, en Argentine comme ailleurs il existe plusieurs droites qui s'inscrivent dans différentes traditions, depuis le conservatisme jusqu'au libéralisme le plus extrême, en passant par diverses doctrines plus ou moins inspirées des fascismes européens ; les tenants de ces idéologies n'acceptent pas tous, loin s'en faut, le régime démocratique inauguré en 1983. Durant tout le XX^{ème} siècle, les différents courants de droite sont parvenus au pouvoir à travers la fraude électorale ou les coups d'État militaires, pour lesquels ils servent de substrat idéologique – jamais homogène – en même temps qu'ils pourvoient les cadres civils des régimes issus de ces coups d'État. La dernière dictature ne déroge pas à la règle ; en termes idéologiques, elle s'inscrit dans la tradition de ce qu'il est convenu d'appeler le libéral-conservatisme, un oxymore qui permet de lier le libéralisme économique et la féroce réaction culturelle, incarnée par les deux principaux ministres civils : Martínez de Hoz au ministère de l'Economie et Ricardo Pedro Bruera à celui de l'Education⁵⁸². Le libéral-conservatisme est constitué par un corps de doctrine relativement bien défini⁵⁸³ et très imbriqué avec les intérêts économiques des plus puissantes familles du

⁵⁸¹ Sergio CIANCAGLINI, « La movilización, las palabras y una duda », *La Razón*, 18 avril 1987.

⁵⁸² Le ministre de l'Education est cependant souvent changé au gré des nouvelles directives de la junte militaire, avec pas moins de cinq ministres civils entre 1976 et 1983, sans compter deux intermédiaires occupés par des généraux. Voir Laura Graciela RODRIGUEZ et Germán SOPRANO, « La política universitaria de la dictadura militar en la Argentina: proyectos de reestructuración del sistema de educación superior (1976-1983) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, mis en ligne 9 mai 2009, URL : <http://nuevomundo.revues.org/56023> (consulté le 10 décembre 2012).

⁵⁸³ « A la différence du conservatisme, le libéralisme conservateur n'est pas adversaire du marché, du changement social ni de l'individualisme, car – comme l'affirme Irving Kristol - il ne croit pas que ses effets "potentiellement dissolvants" soient nocifs. D'autre part, se distinguant du néolibéralisme, le libéralisme conservateur croit en l'importance d'un ordre social de type hiérarchique et, bien qu'il partage l'idée libérale de liberté, croit que ses limites doivent être étroitement fixées avec précision », Sergio MORRESI, *La nueva*

pays, souvent liés à ceux de groupes transnationaux⁵⁸⁴. Néanmoins, un courant délaisse la composante conservatrice de la doctrine pour ne garder que le libéralisme, ce qui donne naissance à un parti néolibéral auquel se rallient bientôt la plupart des tendances antérieures, moins pour des raisons idéologiques que de visibilité électorale. Concrètement, l'UCeDé, fondée en 1982, obtient deux sièges à l'Assemblée aux élections générales de 1983. Cela lui offre une visibilité – le maigre groupe parlementaire est la seule représentation de la droite – qui attire les autres tendances acceptant la direction de son chef incontesté, Álvaro Alsogaray⁵⁸⁵. Si bien que l'UCeDé devient la représentation hégémonique de la droite et, par ailleurs, influe progressivement sur l'ensemble du spectre politique.

Constatons que la presque intégralité de la littérature académique sur la droite dans l'histoire récente se focalise sur la dictature et les années 1990, souvent sans même articuler la courte décennie des années 1980 entre les deux. Cela s'explique aisément par l'importance déterminante de la droite dans le régime militaire et les présidences de Menem. Mais cette focale a le désavantage d'omettre un phénomène pourtant inédit⁵⁸⁶ : le succès relatif de la droite aux élections générales, avec l'installation de l'UCeDé comme « troisième parti » au cours des années 1980. Ce désintérêt est encore accentué par la brièveté de la vie de l'UCeDé qui se désagrège dès les premières années du gouvernement de Menem, absorbée par le péronisme au pouvoir. Aussi, ce parti apparaît comme un épiphénomène dont le seul intérêt réside dans l'impact de son idéologie – idéologie néolibérale qui possède d'autres et plus

derecha argentina. La democracia sin política, Buenos Aires, ed. Universidad Nacional de General Sarmiento, Coll. 25 años-25 libros, 2008, 112 pages, p. 47.

⁵⁸⁴ Il y a cependant une brèche interne au conglomerat libéral-conservateur, depuis au moins les années 1950, entre les partis provinciaux liés aux intérêts des bourgeoisies locales et ceux de Buenos Aires, dont la bourgeoisie est plus liée à l'exportation de produits agricoles puis à la finance. Les partis provinciaux ou *fédéraux* sont orientés vers un discours plus traditionaliste et possèdent une assise électorale non négligeable, par exemple la *Fuerza Federalista Popular* (FUFEPO) qui les unit lors des élections générales de 1973 obtient plus de 15% des suffrages. A Buenos Aires, les partis de cette famille politique sont électoralement insignifiants jusqu'en 1983 et ses membres cherchent plutôt à influencer les partis majoritaires qu'à gagner des élections, par ailleurs ils s'insèrent dans la technocratie portègne. Le premier parti d'Álvaro Alsogaray (voir *infra*) fondé au lendemain de la *Revolución Libertadora* illustre ces stratégies. Voir Ernesto BOHOSLAVSKY et Sergio MORRESI, « Las derechas argentinas en el siglo XX: ensayo sobre su vínculo con la democracia. », *Iberoamérica Global*, [en ligne], Vol.4, N°2, novembre 2011, <http://iberoamericaglobal.huji.ac.il/vol4num2.htm>, (Consulté le 10 janvier 2013).

⁵⁸⁵ Álvaro Alsogaray, né en 1913, est issu d'une famille patricienne étroitement liée aux militaires. Il commence lui-même sa carrière dans l'Armée, dont il se retire avec le grade de capitaine d'Ingénierie ; son frère est le général qui dépose le président Arturo Illia en 1966. Il gravite dans le ministère de l'Economie à partir de la *Revolución Libertadora* (1955), puis en prend la tête sous les présidences d'Arturo Frondizi (1958-1962) et José María Guido (1962-1963), il est ambassadeur à Washington sous la dictature du général Onganía. Au milieu des années 1960, il fonde l'*Instituto de la Economía Social de Mercado* (IESM) qui entretient des relations avec les principaux centres de recherche attachés au néolibéralisme tels que la Société du Mont Pèlerin (Alsogaray échange une longue correspondance avec Friedrich Hayek). La UCEDÉ est le troisième parti qu'il fonde, il était auparavant à la tête de *Nueva Fuerza* fondé en 1972. S. MORRESI, *La nueva derecha...*, pp. 44-45.

⁵⁸⁶ Il existe cependant de nombreux partis provinciaux de droite qui sont des forces électorales déterminantes dans les scrutins locaux et peuvent influencer sur les élections générales.

puissants véhicules⁵⁸⁷ - sur le ménémisme, qui capte nombre de ses membres⁵⁸⁸. L'intérêt pour ce courant idéologique, au-delà – et souvent en l'absence – du parti qui le représente le mieux, est d'autant plus fort que l'adversaire de Menem aux élections générales de 1989, le candidat radical Eduardo Angeloz avait aussi entrepris un rapprochement avec l'UCeDé⁵⁸⁹. Mais, encore une fois, c'est moins l'UCeDé qui attire l'attention que son idéologie, si bien que cet antécédent⁵⁹⁰ d'un parti de droite capable de gagner des élections n'est guère étudié en tant que tel, en tant que structure partisane et non pas comme véhicule idéologique.

Pour ce qui nous concerne, il nous intéresse d'expliquer la présence de « ces jeunes aux bérêts bleus » participant du peuple argentin durant les journées de mobilisation en défense du régime constitutionnel. Sans aucun doute, il s'agit de membres d'un courant à l'intérieur de l'UCeDé que la direction tolère mais n'apprécie guère. Le parti est fondé dès l'annonce de la tenue d'élections en 1982 par Álvaro Alsogaray, qui est bientôt rejoint par Jorge Aguada, alors gouverneur de la province de Buenos Aires (nommé par le gouvernement du général Bignone) qui apporte un contingent d'administrateurs civils de la dictature, environ 80 membres qui ont été intendants dans différentes localités de la province de Buenos Aires⁵⁹¹. Parmi les figures prééminentes de la dictature alors en déroute, Juan Alemann se joint aussi à l'UCeDé⁵⁹². Néanmoins, les fondateurs du parti se présentent comme des critiques du *Processus de Réorganisation Nationale*⁵⁹³ et de son emblématique ministre de l'Economie, Martínez de Hoz qui aurait été, au choix, un pragmatique plus qu'un libéral ou un authentique libéral avec le tort d'être trop perméable aux pressions sectorielles⁵⁹⁴. La même année, apparaît une organisation de jeunesse politique, la *Juventud Liberal Argentina* (JLA) qui adhère rapidement à l'UCeDé. Cette *jeunesse libérale* a une caractéristique inédite

⁵⁸⁷ Le néolibéralisme s'exprime surtout à travers une constellation de centres d'étude et instituts de recherche, le plus important étant probablement le *Centro de Estudios Macroeconómicos de Argentina* (CEMA) qui possède une université fondée en 1978, voir sa page officielle <http://www.ucema.edu.ar/la-ucema/mision-e-historia>. Surtout, ses idéologues ont accès à des tribunes quotidiennes, par exemple dans le prestigieux journal *La Nación* et le moins prestigieux et plus forcené *Ámbito Financiero* et comptent sur d'influents émissions de télévision telle que *Nuevo Tiempo* de Bernardo Neustadt et Mariano Grondona, voir Carlos ALTAMIRANO, « ¿ Realmente, hay una nueva derecha en Argentina ? », *Nueva Sociedad*, n°102, juillet-août 1989, accessible en ligne www.nuso.org.

⁵⁸⁸ Presque toutes les figures visibles de l'UCEDÉ occupent des postes dans le gouvernement de Carlos Menem.

⁵⁸⁹ La conclusion *a posteriori* et logique de ce rapprochement est qu'un autre résultat électoral aurait donné lieu fondamentalement à la même politique néolibérale.

⁵⁹⁰ Aujourd'hui, un parti de droite de la même tendance néolibérale domine la scène politique portègne. Une expansion nationale semble, pour l'immédiat, improbable mais son solide ancrage dans la capitale constitue une force d'opposition incontournable au gouvernement national.

⁵⁹¹ Alfredo GUTIERREZ, *El derrumbe de la UCeDé : de Videla a Menem*, ed. Letra Buena, Buenos Aires, 1992, 127 pages, pp. 42-43.

⁵⁹² S. MORRESI, *op.cit.*, p. 72.

⁵⁹³ *Proceso de Reorganización Nacional*, nom officiel de la dictature.

⁵⁹⁴ S. MORRESI, *op.cit.*, p. 72.

dans les partis de droite, elle adopte les méthodes de militantisme qui ont cours dans les partis majoritaires et les partis de gauche. Ainsi, ses militants collent des affiches⁵⁹⁵, chantent des cantiques et organisent des meetings massifs⁵⁹⁶.

Cette nouvelle forme de militantisme à droite n'est certainement pas du goût du premier cercle de dirigeants de l'UCeDé, bientôt appelés par la *jeunesse* les « dinosaures ». Une anecdote illustre à la fois cette tension interne et la place qu'occupe rapidement la JLA : lors d'un meeting, le discours d'un dirigeant est interrompu par le vacarme des *bombos*⁵⁹⁷. Agacé, l'orateur exige le silence mais les jeunes militants répondent en cœur : « *No es igual, no es igual, este bombo es liberal* » [Ce n'est pas pareil, ce bombo est libéral]⁵⁹⁸. En sachant que le *bombo* est un bruyant symbole du péronisme d'une part et, de l'autre, que la droite entretient un anti-péronisme viscéral depuis l'émergence de ce mouvement populaire, la scène inspire deux interrogations. La première, comment se fait-il que ces *jeunes* n'aient pas été simplement expulsés du meeting, voire du parti⁵⁹⁹ ? La seconde, la JLA ne remet-elle pas en cause le traditionnel anti-péronisme de la droite ?

Il est très probable que l'anti-péronisme se soit fortement émoussé depuis la période de la *Libertadora* au gré des aléas idéologiques du péronisme et du renforcement de l'anti-communisme constitutif de la droite, de sorte que le *bombo* n'est qu'un péché véniel pour les vieux dirigeants. Mais, surtout, la JLA représente une force interne qui ne peut pas être expulsée sans saccager le parti. En effet, il s'agit de son secteur le plus dynamique qui connaît, à partir de 1985, de spectaculaires succès dans la politique universitaire à travers un syndicat, l'UPAU (Unión para la Apertura Universitaria). Ce syndicat universitaire, à la fois, remporte des élections dans de nombreuses facultés, principalement de Droit et Architecture, dans les grandes villes du pays (Buenos Aires, Rosario et Mendoza)⁶⁰⁰ et draine des centaines

⁵⁹⁵ La *jeunesse* de l'UCEDÉ glorifie un de ses membres, âgé de 16 ans, qui parcourt tout seul un quartier de Buenos Aires pour coller des affiches, sous les quolibets des groupes de péronistes et radicaux. Quelle que soit la réalité ou l'opiniâtreté de ce militant, il illustre une distinction fondamentale avec les actions des autres partis pour lesquels ce militantisme individuel est pratiquement inconcevable. Autrement dit, le mythe est fonctionnel à l'idéologie individualiste du parti.

⁵⁹⁶ Par exemple, en 1985, plus de 5000 personnes se présentent dans un meeting organisé dans un stade de football, il s'agit d'une méthode habituelle des grands partis et de ceux de gauche. A. GUTIERREZ, *op.cit.*, p.55.

⁵⁹⁷ Il s'agit du traditionnel tambour qui accompagne toutes les manifestations péronistes depuis la naissance du mouvement, voir Fermín CHAVEZ (comp.), *La jornada del 17 de octubre*, Buenos Aires, Ed. Corregidor, 1996, 142 pages, p.72.

⁵⁹⁸ S. MORRESI, *op.cit.*, p. 73 et A. GUTIERREZ, *op.cit.*, p. 55.

⁵⁹⁹ Rappelons que certains des vieux dirigeants ici présents ont été des membres éminents de la *Revolución Libertadora* qui interdisait que le nom de Perón soit seulement prononcé.

⁶⁰⁰ Miguel TALENTO, « Derechización en la Universidad. El caso argentino », *Nueva Sociedad*, n°98, novembre – décembre 1988, pp.123-133.

de nouveaux adhérents⁶⁰¹. Cette dynamique de la JLA dépasse la politique universitaire ; l'UCeDé gagne des adhésions parmi les classes moyennes et génère même un mouvement de *villero liberal* [de *villa* ou *villa miseria*, entre le quartier pauvre et le bidonville]⁶⁰². Reste à savoir si la nouvelle génération de *libéaux* est aussi viscéralement anti-péroniste que ses aînés. Répondre à cette question est principalement avoir recours à un déplaisant anachronisme teinté d'une impardonnable vision rétrospective de l'Histoire. Mais il est difficile d'ignorer que de nombreux membres de l'UPAU se sont aisément insérés dans différents secteurs du péronisme, sous la présidence de Menem bien entendu, mais aussi sous celles des époux Kirchner, puisque l'actuel vice-président, Amado Boudou, provient de ce syndicat universitaire⁶⁰³. Sans cet encombrant recours, nous pouvons néanmoins émettre l'hypothèse selon laquelle les formes de militantisme adoptées par la JLA la rapprochent immédiatement du péronisme dans son expression extérieure. Or, ce choix des dirigeants de la *jeunesse* n'est certainement pas une fantaisie de jeunesse, c'est une stratégie adoptée à partir du constat de la faiblesse électorale structurelle de la droite. Dès lors qu'ils acceptent le jeu électoral comme moyen de conquérir le pouvoir, ils adoptent la forme de militantisme qui s'est montré la plus efficace dans les urnes⁶⁰⁴.

Quoi qu'il en soit, nous avons identifié les manifestants aux bérets bleus présents sur la *Plaza de los Dos Congresos* et compris le sens du « bulldozer libéral » inscrit sur leur banderole. Néanmoins, les interventions de l'UCeDé durant *Semana Santa* sont loin d'être univoques et ont laissé le champ ouvert à de nombreuses polémiques sur la nature « véritablement démocratique » du parti. Plutôt qu'enregistrer l'ensemble des réactions qu'ont générées les interventions publiques (principalement télévisées) d'Álvaro Alsogaray, nous voudrions revenir sur une lecture récente du rôle de l'UCeDé lors de la crise, effectuée par le sociologue Alfredo Pucciarelli. L'article n'est pas spécialement centré sur la droite durant l'événement, mais il constate que l'ensemble du spectre politique s'est prononcé contre le soulèvement militaire et que même la « droite autoritaire » n'a pas osé publiquement prendre

⁶⁰¹ S. MORRESI, *op. cit.*, p. 72.

⁶⁰² *Ibid.*

⁶⁰³ Il était un dirigeant de la UPAU dans l'Université de Mar del Plata. Voir, par exemple, « La época marplatense de Boudou », dans *Perfil*, [En ligne], http://www.perfil.com/ediciones/2011/9/edicion_606/contenidos/noticia_0033.html, (Consulté le 10 janvier 2013).

⁶⁰⁴ Rappelons que la *Junta Coordinadora Radical* a entrepris un chemin similaire dix ans auparavant et qui n'est pas étranger au succès de l'UCR en 1983, voir chapitre 3. De là à conclure que l'ensemble de la politique argentine se *péronise* il y a un pas à ne pas franchir, mais aussi une hypothèse de travail pour une enquête ultérieure. Pour l'instant, nous pouvons suggérer que la *péronisation* de la vie publique participe de la mobilisation massive qui nous intéresse durant *Semana Santa*. Car si cette mobilisation dépasse les partis et les organisations sociales, il est certain qu'elle est encore renforcée par leur participation.

le parti des séditieux⁶⁰⁵. Mais l'auteur évoque, comme exception, des déclarations d'Álvaro et María Julia Alsogaray, dans lesquelles père et fille ont présenté des « arguments obliques sur la question militaire », surtout préoccupés d'

empêcher la prolifération de débordements populaires et d'assurer la conservation de l'ordre, plus menacé par l'explosion "disproportionnée" du militantisme pro-démocratique que par l'inoffensif soulèvement d'un commando insurgé réduit et isolé.⁶⁰⁶

Pour fonder son affirmation, l'auteur se réfère à un éditorial du journaliste Rodolfo Mattarollo de l'hebdomadaire *El Periodista*. Pour sa part, Mattarollo écrit dans l'article mentionné :

Il est évident que des dissonances n'ont pas manqué. Le jeudi soir, on a pu voir un Álvaro Alsogaray visiblement énervé parce que les gens étaient sortis dans la rue pour s'occuper de leur avenir et celui de leurs fils. La mobilisation populaire qui rendait cette crise différente [des précédentes] préoccupait sans doute le seul politique important qui, au début, s'est placé à cheval entre la défense du système et la déstabilisation.⁶⁰⁷

Le journaliste ajoute, dans la phrase suivante : « Son attitude initiale a contrasté avec d'autres, à l'intérieur de son propre parti, comme celles des dirigeants des jeunesses de l'UCeDé, en clair soutien de l'état de droit. » De sorte que le sociologue n'a pas jugé bon d'apporter les précisions du journaliste, qui insiste à plusieurs reprises sur une attitude *initiale* et qui remarque surtout que le chef incontesté du parti n'a pas été suivi par un secteur de ses militants. Le fait que María Julia Alsogaray ne soit pas citée dans l'éditorial de Mattarollo laisse penser que le sociologue a d'autres sources qu'il préfère ne pas citer, d'autant qu'il date les « arguments obliques » des Alsogaray le vendredi, alors que le journaliste décrit Álvaro Alsogaray le jeudi soir. Cette précision n'est pas tout à fait sans importance car le vendredi 17 avril Alsogaray est particulièrement médiatisé et son message est en effet clairement en dissonance avec le reste du spectre politique. Néanmoins, sans remettre en cause fondamentalement le sentiment de malaise face à la mobilisation populaire que prêtent le sociologue et le journaliste à Alsogaray, le message n'est pas exactement celui qu'interprète Alfredo Pucciarelli. Sur un plateau de télévision, Alsogaray dénonce que le gouvernement manipule les foules et qu'il a préparé la mobilisation antérieurement à la crise⁶⁰⁸. Il est assez habile pour ne jamais condamner la mobilisation populaire en tant que telle et il concentre sa

⁶⁰⁵ A. PUCCIARELLI, *op.cit.*, p.131.

⁶⁰⁶ *Ibid*, pp. 131-132.

⁶⁰⁷ Rodolfo Mattarollo, « Genocidio o Democracia », *El Periodista*, 24 avril 1987, p.13.

⁶⁰⁸ *Ámbito Financiero*, 20 avril 1987. Le journal retranscrit le lundi un large extrait de l'émission *Tiempo Nuevo* retransmise en direct le vendredi soir sur Canal 13, animé par le journaliste Bernardo Neustadt et à laquelle sont conviés Álvaro Alsogaray, les *renovateurs* Carlos Grosso et Antonio Cafiero et le député radical Marcelo Sturbin.

critique sur des manipulations du gouvernement⁶⁰⁹ : « Je n'ai pas été énervé parce que les gens sont allés sur la place, ce qui m'a énervé c'est la manière de les convoquer. »⁶¹⁰ Surtout, il proteste contre l'abandon des formalités à l'Assemblée. Rappelons que celle-ci était la veille remplie de monde, avec des représentants de très nombreux secteurs de la société civile, à écouter le discours du président. Il condamne la présence dans l'hémicycle de « personnes qui n'ont rien à voir avec le Congrès » et dénonce le fait que « les législateurs avons été convoqués de manière absolument irrégulière »⁶¹¹. Puis, il demande de manière faussement innocente « pourquoi on ne nous a pas appelés pour déclarer l'état de siège... ou n'importe quoi d'autre ? ». C'est bien dans ces phrases que réside sa conception d'un gouvernement qui n'a pas besoin « du peuple » à qui il faut éviter « inquiétude et incertitude »⁶¹². En somme, il considère que les institutions doivent fonctionner et la volonté du peuple n'a de place qu'en leur sein. Sa proposition d'un état de siège signifie renvoyer le peuple *chez lui*, autrement dit le dissoudre. Elle est particulièrement insidieuse, car il est probablement bien informé sur la situation militaire et l'état de siège reviendrait à laisser la résolution du conflit entièrement entre leurs mains. Néanmoins, Alsogaray ne prend nullement le parti des insurgés ; bien qu'il souhaite par ailleurs une amnistie pour tous les militaires, sa position face aux rebelles est sans ambiguïté : il exige la reddition. La suggestion d'une sympathie pour les militaires séditieux n'est pas très crédible car, outre le fait que son parti est parfaitement inséré dans l'ordre constitutionnel avec des perspectives de croissance, Alsogaray est bien plus proche des généraux *libéraux* que des officiers nationalistes. Autrement dit, dans la bataille interne que se livrent les militaires, il ne peut être qu'adversaire des *carapintadas*, quand bien même il revendique l'amnistie pour l'ensemble des militaires – ce qui constitue le consensus interne à l'institution.

En somme, la position d'Alsogaray est, sans surprise, la plus favorable aux militaires exprimée publiquement durant la crise mais elle n'en est pas moins contre les séditieux. Quant à son aversion pour la mobilisation populaire, elle est très largement mitigée par son parti qui déclare

1°) C'est la décision du peuple argentin de défendre l'ordre constitutionnel. Les coups d'État sont définitivement proscrits en Argentine.

2°) La présente crise doit se résoudre par l'obéissance des militaires rebelles aux juges et aux autorités légalement constituées. Dans l'immédiat, il n'y a aucune autre solution possible.

⁶⁰⁹ Sur ce point, paradoxalement, Alfredo Pucciarelli donne raison à Alsogaray en rappelant qu'un plan d'urgence gouvernemental prévoyait un appel au peuple en cas de crise. A. PUCCIARRELLI, *op.cit.*

⁶¹⁰ *Ambito Financiero*, 20 avril 1987, p.1.

⁶¹¹ *Ibid.*

⁶¹² *Ibid.*

3°) Cependant, la racine de cette crise provient des erreurs fondamentales du gouvernement dans la liquidation des séquelles de la guerre antisubversive. [...]

4°) La défense de la République et de l'ordre constitutionnel est un patrimoine de tous les Argentins, aussi ni le gouvernement ni aucun parti en particulier ne peut s'arroger ce patrimoine. La convocation des citoyens [par le gouvernement] constitue une tentative de profiter à des fins politiques de ce grave épisode de la vie argentine.⁶¹³

Nous pouvons supposer que la *jeunesse* de l'UCeDé présente dans les manifestations a imposé le premier point de la déclaration publique. En effet, le syndicat qu'elle contrôle, l'UPAU, outre sa mobilisation sur la place publique se distingue de la direction d'Álvaro Alsogaray dès le premier jour de la crise, en affirmant son soutien aux « autorités constitutionnelles » et en indiquant « il nous est intolérable que certains politiques, supposément libéraux, montrent une attitude vacillante dans la défense de l'ordre constitutionnel. »⁶¹⁴ Cette attitude bien plus amène envers la mobilisation populaire révèle une stratégie d'un secteur du parti qui a entrepris de conquérir un vote de masse. De sorte que centrer la lecture uniquement sur les interventions d'Álvaro Alsogaray empêche de comprendre la force relative du parti durant la période, qui s'impose comme troisième parti aux élections de septembre 1987. Plus fondamentalement, cet effort pour s'insérer dans le jeu électoral – et, donc, nécessairement changer son attitude face aux électeurs – marque un tournant durable de la droite qui, sans nécessairement changer son discours, cherche à obtenir le pouvoir politique par des moyens considérés, par consensus, légitimes.

⁶¹³ *La Nación*, 19 avril 1987.

⁶¹⁴ Déclaration de Juan Curuchet et Alejandro Perazzo, respectivement président et vice-président de l'UPAU, *La Razón*, 18 avril 1987.

4. Le péronisme.

- Pero si yo siempre fui peronista... nunca me metí en política.
Osvaldo Soriano, *No habrá más penas ni olvido*.

a. La défaite historique

Rendre compte du rapport entre le péronisme et le peuple de manière un tant soit peu approfondie demanderait probablement plus de pages que l'ensemble de notre thèse⁶¹⁵. Notons cependant que ce rapport est lié à un imaginaire qui conçoit une relation particulière entre le peuple et son leader et, éventuellement, avec sa seconde épouse Eva Duarte de Perón. De sorte que la mort de Perón transforme nécessairement radicalement ce rapport : quand bien même le culte du leader influencerait sur l'ensemble des relations interpersonnelles qui structure l'organisation péroniste, l'absence de son chef incontesté transforme tout l'édifice ; il n'existe plus d'instance de dernier recours qui trancherait les différends internes au mouvement péroniste et la relation personnelle entre le leader et le peuple (ou, plus exactement, le « peuple péroniste ») est irrémédiablement brisée. Si bien que le péronisme durant la période qui nous intéresse ne peut jamais se comparer à celui (ou ceux) qui s'éteint avec Perón ou, du moins, l'intérêt de cette comparaison réside précisément en sa recomposition sans son pivot fondamental⁶¹⁶. Mais, quelle que soit la profondeur de la crise provoquée par la disparition de Perón, le péronisme semble rester la force politique dominante du pays au début de la courte décennie des années 1980. Il possède une puissante structure syndicale et, surtout, il ne fait aucun doute pour la plupart des observateurs qu'il représente la grande majorité des Argentins à la fin de la dictature⁶¹⁷. Le souvenir de Horacio González, homme à la longue trajectoire

⁶¹⁵ Pour une historiographie du péronisme des années 1980 et 1990, voir Marcela FERRARI, « El peronismo en la historia reciente. Algunas interpretaciones », *Estudios de Filosofía Práctica e Historia de las Ideas*, An 9, N°10, Mendoza, décembre 2008. L'auteure recense les principaux débats académiques sur le péronisme postérieur à 1983, sa bibliographie volontairement très restreinte compte près de quarante ouvrages, ce qui donne un aperçu de l'avalanche de textes qui accompagne le péronisme, encore très fortement accentuée ces dernières années.

⁶¹⁶ Les tentatives en ce sens ne manquent évidemment pas. Sans nous avancer sur les références explicites du gouvernement actuel à un premier péronisme dont il serait le digne héritier, signalons la centralité dans les réflexions universitaires des années 1990 de la question des continuités et ruptures entre le péronisme et le ménémisme, voir, Atilio Borón (comp.), *Peronismo y menemismo. Avatares del populismo en la Argentina*, ed. El Cielo por Asalto, Buenos Aires, 1995, 157 pages.

⁶¹⁷ Pour ne prendre qu'un exemple de la certitude presque généralisée de voir le péronisme gagner les élections de 1983, nous pouvons citer Emilio J. Corbière, militant socialiste et observateur généralement avisé de la vie politique, qui dresse un tableau des partis et tendances politiques en 1983 : « Sera-t-il capable [d'affronter les

comme militant et intellectuel péroniste, nous offre un aperçu intime de la catastrophe que représente l'inconcevable défaite électorale de 1983 :

La nuit de la victoire d'Alfonsín [...] il y avait des festivités dans les rues, des coups de klaxon, des cris. Au passage d'une voiture décorée de drapeaux argentins, un jeune gars leur cria : « gorilles ! »⁶¹⁸. De l'intérieur, on entendit un éclat de rire : « oui, gorilles, mais nous sommes plus ! ». Je n'ai pas su déchiffrer si, d'un côté et de l'autre, les paroles étaient adéquates. Larmes et vantardise. Cela semblait aussi trouble d'appeler gorille un résultat électoral que d'assumer [...] cette condition darwinienne. Par la suite j'ai lu dans une revue le récit d'une scène : Herminio Iglesias⁶¹⁹, candidat péroniste au poste de gouverneur de Buenos Aires, écoutait les résultats dans sa maison d'Avellaneda. [...] Alors il dit à son fils : « éteins cette radio gorille ».⁶²⁰

Jusqu'aux élections d'octobre 1983, les élections sans proscription signifiaient une victoire automatique du péronisme. La défaite provoque donc une crise en son sein, qui se traduit essentiellement par une remise en question de la direction du PJ, voire des mécanismes internes de désignation de la direction, ainsi que des tentatives intellectuelles de repenser intégralement le mouvement. Ces deux axes se retrouvent dans la réponse la plus significative à la crise du péronisme : un courant appelé *Renovación Peronista*⁶²¹.

défis] le péronisme, triomphateur certain des élections d'octobre 1983 ? », Emilio CORBIERE, « *Quién es quién. Los partidos políticos argentinos* », *Nueva Sociedad*, N° 67, juillet – août 1983, pp. 123-132. La question n'est pas de savoir si les péronistes remporteront les élections mais ce qu'ils feront au pouvoir.

⁶¹⁸ Le terme « gorille », souvent utilisé comme adjectif, désigne traditionnellement l'anti-péronisme. Il serait apparu en 1955 dans une émission de radio humoristique quelques mois avant le coup d'État qui renversa Juan Domingo Perón.

⁶¹⁹ Herminio Iglesias a commencé sa carrière au début des années 1960 comme syndicaliste dans la branche métallurgique d'Avellaneda (province de Buenos Aires). Par la suite, il s'est inséré dans la politique, essentiellement en exerçant des violences et des intimidations à l'intérieur du péronisme. Il est élu intendant d'Avellaneda entre 1973 et 1976. Durant la dictature, il est lié avec le chef de la Police de la province, le général Ramón Camps et les secteurs les plus réactionnaires de l'Eglise catholique, en particulier Mgr Antonio José Plaza, archevêque de La Plata. En 1982, il fait partie du Conseil National Justicialiste (l'instance dirigeante). Voir Marcela FERRARI, « Entre la reorganización y la derrota. El peronismo bonaerense en vísperas de las elecciones de 1983 », *Estudios Sociales*, N°37, Second Semestre 2009.

⁶²⁰ Horacio GONZALEZ, *El peronismo fuera de las fuentes*, Buenos Aires, Ed. Biblioteca Nacional et UNSG, Coll. 25 años-25 libros, 2008, 112 pages, p.12.

⁶²¹ Nous ne présentons ici que les deux grandes tendances du péronisme en mesure d'occuper la direction du mouvement (parti et syndicat) : les « orthodoxes » et les « rénovateurs ». Néanmoins, cette présentation schématique ne rend pas compte des nombreuses tendances péronistes qui embrassent l'ensemble du spectre idéologique. Par exemple, le *Peronismo de Base* fait partie du Front de gauche (que nous verrons par la suite) et, à l'autre extrême, *Alerta Nacional* représente l'une des très rares expressions politiques qui soutient sans ambiguïté les *carapintadas*. Ce dernier courant, qui se revendique alors du péronisme, a pour principal référent Alejandro Biondini, dont le parti actuel, *Nuevo Triunfo*, a pour fête partisane le 20 avril qui célèbre la naissance d'Adolf Hitler, voir Raúl Kollmann, « Una ensalada de nazis y represores », *Página 12*, <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-56374-2005-09-12.html> (consulté le 30 février 2010). Il ne s'agit pas d'une dérive néo-nazie tardive, le groupuscule était déjà considéré comme antisémite durant les années 1980. José Luis Manzano, le président du bloc péroniste rénovateur à l'Assemblée Nationale, les a expulsés en 1984 suite à la publication d'une revue qui dénonçait la « synagogue radicale », *El Periodista*, n°141, p.5, 22 mai 1987. L'un de ses référents définit la *Junta Coordinadora Nacional* comme « la synthèse du fléau marxiste, erpiste [de l'ERP- *Ejército Revolucionario del Pueblo*] et juif, le pouvoir bolchévique parallèle qui gouverne la Nation », quant à la *Renovación Peronista*, elle est définie par ce groupe comme des « hérétiques qu'il faut expulser du justicialisme », Archive DGIPBA, Legajo 27 906.

b. La *Renovación Peronista*

La *Renovación* rassemble des dirigeants péronistes hétéroclites, principalement liés par le rejet du Conseil National (la plus haute instance de direction du PJ) et les difficultés pour en changer les membres. En effet, loin d'abandonner leurs postes suite à la débâcle électorale, les *orthodoxes* ou les « maréchaux de la défaite » comme ils sont appelés par les *renovateurs*, maintiennent leur pouvoir intact sur les principales instances de décision du parti⁶²². Pour contourner le verrouillage de la direction du parti, Antonio Cafiero⁶²³ et Carlos Grosso⁶²⁴ présentent des listes concurrentes à celles du PJ, respectivement dans la province de Buenos Aires et la Capitale lors des élections législatives⁶²⁵ de novembre 1985. Parallèlement à cet éloignement des politiciens *renovateurs* du PJ, les intellectuels péronistes qui les accompagnent depuis la revue *Unidos* expriment face à la direction du justicialisme un degré d'exaspération qui atteint la rupture :

Nous ne pouvons pas continuer à faire la politique avec eux. Nous ne devons pas ni ne le voulons. Avec eux, il n'y aura pas de synthèse pas plus qu'il ne doit y avoir d'accord ; il ne reste qu'à s'affronter. De l'intérieur ou en dehors du PJ ? Avec tristesse (c'est une peine d'abandonner des symboles), j'affirme que c'est depuis dehors. Je comprends la position des camarades [compañeros] qui pensent le contraire : nous ne devons pas nous diviser pour une question tactique. [...] Ne désespérons pas pour l'organisme, n'importe quoi sera toujours mieux que cet appareil corrompu. Laissons derrière le cauchemar des primaires ; recommençons à rêver un projet.⁶²⁶

Dans l'emblématique province de Buenos Aires, la liste des *renovateurs* devance celle de son concurrent du péronisme officiel en novembre 1985, bien que les radicaux restent

⁶²² Au congrès national du parti qui se réalise en décembre 1984, les dirigeants *orthodoxes* sont confirmés à leurs postes de direction, bien qu'ils soient minoritaires et que le quorum requis ne soit pas atteint après le retrait du congrès d'un grand nombre de représentants provinciaux. Voir María Teresa BRACHETTA, « La Renovación Peronista. Promesa y decepción del peronismo en los '80 », dans *XIª Jornadas Interescuelas/ Departamentos de Historia*, 19-22 septembre 2007, [En ligne], <http://historiapolitica.com/biblioteca/> (consulté le 20 juillet 2011).

⁶²³ Les ambitions de Cafiero de représenter le justicialisme aux élections présidentielles puis de gouverneur de la province de Buenos Aires en 1983 avaient été déçues par la direction. Antonio Cafiero a une formation d'économiste (doctorat obtenu en 1948). Il est déjà secrétaire d'État (chargé du Commerce Extérieur entre 1952 et 1954) durant le « premier péronisme » (1946-1955). Il est nommé ministre de l'Economie sous la présidence de María Estela Martínez de Perón, poste qu'il occupe jusqu'au coup d'État de 1976.

⁶²⁴ Sur la *Renovación* à Buenos Aires (capitale fédérale) dirigée par Carlos Grosso, voir Osvaldo LUONI, « Evolución de la competencia interna, cambio organizativo e institucionalización del liderazgo carismático en el Partido Justicialista de la Capital Federal (1983-1989) », Communication au *Xº Congreso Nacional de Ciencia Política*, Cordoba, du 27 au 30 juillet 2011, disponible sur <http://historiapolitica.com/biblioteca/> (consulté le 10 janvier 2013).

⁶²⁵ En Argentine, les élections législatives ont lieu tous les deux ans pour renouveler la moitié des sièges de l'Assemblée.

⁶²⁶ Cité par GARATEGARAY, Martina, « Peronistas en transición. El proyecto político ideológico en la revista *Unidos* (1983-1991) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [En ligne], mis en ligne le 25 novembre 2010, <http://nuevomundo.revues.org/60126?lang=en#tocto1n1>, (Consulté le 20 novembre 2012).

majoritaires. Un mois plus tard, la *Renovación Peronista* est formalisée avec à sa tête un triumvirat : Carlos Menem, Carlos Grosso et Antonio Cafiero⁶²⁷. A partir de ce moment la *Renovación* s'impose au niveau national, avec l'incorporation de nouveaux dirigeants déjà renommés⁶²⁸ et de nouveaux succès face aux candidats officiels justicialistes. Mais, dans le même temps, les référents *renovateurs* négocient avec la direction du PJ pour retrouver l'unité du péronisme. Durant ces négociations, deux tendances se dessinent parmi les *renovateurs*, avec Cafiero qui souhaite imposer l'intégralité des réformes définies par la *Renovación* d'une part et, de l'autre, Menem qui préfère préserver l'unité en offrant des concessions aux dirigeants orthodoxes du PJ⁶²⁹. Néanmoins, les *renovateurs* sont d'accord sur la principale réforme à réaliser : l'imposition du suffrage direct de tous les adhérents du Parti Justicialiste pour les postes de direction nationale⁶³⁰.

Nous voudrions ici revenir à notre question initiale sur la conception et la place du peuple dans le péronisme. Il serait difficile de synthétiser de manière un tant soit peu exhaustive les très nombreux discours des intellectuels et des hommes politiques péronistes qui évoquent cette notion polysémique de peuple. De plus, quand bien même nous obtiendrions un corpus de textes cohérent qui définirait la place que devrait occuper le peuple dans une doctrine péroniste ou *renovatrice*, il ne nous éclairerait pas forcément sur la pratique du parti. Nous pouvons cependant utiliser un biais, en nous focalisant sur l'organisation qu'adopte le parti. Nous partons du présupposé selon lequel les organigrammes des partis comportent, en soi, un programme politique. Selon nous, les organisations sociales – en l'occurrence les partis politiques – produisent en leur sein, au moins en partie ou en gestation, le type de société auquel ils aspirent, si bien que le type

⁶²⁷ Jusqu'alors Antonio Cafiero et Carlos Menem appartenaient à des secteurs différents du péronisme. Cafiero faisait partie d'un courant appelé le « péronisme historique », à l'intérieur duquel il était un référent d'un groupe appelé MUSO (*Movimiento de Unidad, Solidaridad y Organización*) qui militait déjà pour une rénovation de la direction du Parti Justicialiste, voir Emilio CORBIERE, *op.cit.* Pour sa part, Carlos Menem, élu gouverneur de la Rioja dès 1983, est associé au courant dit *ultraverticaliste* qui se réclame de la présidente officielle du parti, Isabel Perón qui vit en exil en Espagne. Voir, María Teresa BRACHETTA, *op.cit.*

⁶²⁸ Par exemple José Luis Manzano et José Manuel De la Sota.

⁶²⁹ María Teresa BRACHETTA, *op.cit.*

⁶³⁰ Selon la Carte Organique du Parti Justicialiste, l'organigramme du parti compte quatre niveaux d'autorité. Au niveau local, il y a les unités de base [*Unidades Básicas*] qui possèdent un conseil représentatif [*Consejo*]. Il y a un second niveau appelé *Consejo de Circunscripción*, de *Partido* ou de *Departamento* selon la terminologie adoptée dans chaque province. Au niveau de la province, il y a deux organes : le Congrès et le Conseil, qui se reproduisent au quatrième et dernier niveau national. C'est le Conseil National qui concentre le pouvoir exécutif du parti. En 1983, le Conseil National et les candidats présidentiels sont élus indirectement à travers ces trois niveaux électifs : les adhérents élisent les représentants du district qui élisent les membres du Congrès National. Enfin, ces derniers élisent le Conseil National et les candidats présidentiels. Ricardo GUTIERREZ, « Desindicalización y cambio organizativo del peronismo argentino, 1982-1995 », XXI Congreso Internacional de la *Latin American Studies Association*, Chicago, septembre 1998, [En ligne], <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/lasa98/RGutierrez.pdf> (consulté le 10 novembre 2012).

d'organigramme qu'elles adoptent révèle souvent plus clairement les programmes que les contenus des discours. Dans ce cas, pour répondre à notre question, nous assimilons la place qu'occupent les militants de base et les dirigeants dans le mouvement péroniste à celles que doivent occuper, respectivement, le peuple et le chef de l'État dans la nation. Avec cette construction théorique, nous voudrions maintenant interpréter une étude empirique réalisée par Ricardo Gutiérrez⁶³¹ sur deux changements majeurs qui s'opèrent au sein du Parti Justicialiste durant les années 1980 : son mode d'élection interne et la provenance de ses dirigeants.

Nous l'avons vu, pour ce qui est de l'organisation du PJ, la ligne de démarcation entre *orthodoxes* et *renovateurs* est le mode d'élection des dirigeants du parti. Les nouvelles règles « démocratiques » que cherchent à imposer les *renovateurs* offrent un pouvoir plus grand aux militants, dans la mesure où ils élisent directement leurs instances dirigeantes. Les *renovateurs* imposent le principe des élections primaires ouvertes à l'ensemble des adhérents contre le suffrage indirect qui prévalait⁶³². Paradoxalement, ce sont les *orthodoxes* qui adoptent formellement le nouveau système électoral au suffrage direct en 1986, mais cette mesure fait suite à un accord de dirigeants orthodoxes avec Carlos Menem⁶³³. Pour ce qui nous intéresse, les adhérents du PJ obtiennent au sein du parti un pouvoir similaire à celui dévolu aux électeurs au sein de la République Argentine, soit celui d'élire un représentant parmi des candidats concurrents, avec des garanties que le choix du vote sera respecté. Autrement dit, les rapports entre les dirigeants et les adhérents tendent à se « normaliser » dans le sens d'une institutionnalisation qui calque à grands traits les règles démocratiques. Pour le dire avec le vocabulaire que nous utilisons dans cette thèse, le « peuple péroniste » tend à devenir un Peuple institué.

Or, comme le montre Ricardo Gutiérrez, cette transformation se conjugue avec l'installation de politiciens professionnels à la tête du parti au détriment des syndicalistes qui le dominaient auparavant. En effet, une grande partie des *orthodoxes* que les *renovateurs* ont

⁶³¹ *Ibid.*

⁶³² Marcela Ferrari a montré comment les élections indirectes permettaient un système de clientélisme interne au PJ dans la province de Buenos Aires, où Herminio Iglesias cooptait toutes les instances de décision pour s'imposer comme candidat au poste de gouverneur en 1983 et, en retour, distribuait les candidatures dans les districts à ses affidés. Marcela FERRARI, « Entre la reorganización y la derrota. El peronismo bonaerense en vísperas de las elecciones de 1983 », *Actas de las V Jornadas Nacionales Espacio, Memoria e Identidad*, Universidad Nacional de Rosario, 8–10 octobre 2008. [En ligne], http://bibliotecavirtual.unl.edu.ar:8180/publicaciones/bitstream/11185/3045/1/ES_19_37_2009_pag_97_125.pdf, consulté le 12 novembre 2012.

⁶³³ Menem est d'ailleurs le premier bénéficiaire de la mesure durant les primaires de 1988 pour l'investiture de la candidature aux élections présidentielles de 1989 qu'il remporte face à Antonio Cafiero, voir *ibid.*

tant de peine à déplacer de la direction du PJ sont des syndicalistes. Carlos Menem avait, dès le lendemain de la défaite de 1983, entrepris l'offensive :

La défaite a été l'échec de la direction. Il faut revoir totalement la direction car, avec tout le respect que je dois aux syndicalistes, la direction du parti doit être entre les mains d'un politique.⁶³⁴

Traditionnellement, le mouvement péroniste se structure autour de trois grandes organisations, le Parti Justicialiste, la branche [*rama*] féminine et le syndicat. Ce dernier est considéré comme la « colonne vertébrale » du mouvement, cela est d'autant plus vrai en 1983 que ses dirigeants contrôlent le parti ; Lorenzo Miguel⁶³⁵ qui dirige le secteur dominant de la CGT est le vice-président du PJ et son véritable chef (nominalement, Isabel Perón est encore la présidente du parti). Ce rapport de forces interne au parti n'est pas étonnant, dans la mesure où Perón était le principal contrepoids au syndicalisme depuis au moins le temps de la *Resistencia Peronista*⁶³⁶ ; ce rapport de forces rend aussi compte des résultats de la guerre larvée – totalement imbriquée au massacre politique perpétré par les militaires – pour la succession du leader (1974-1983). Comme nous l'avons vu, la défaite péroniste aux élections générales de 1983 n'affecte pas la direction partisane mais elle engendre un mouvement de contestation exprimé par la *Renovación*. Parallèlement, à l'intérieur du syndicalisme, un autre mouvement se dessine qui, à terme, change la physionomie du syndicat péroniste et sa relation avec le Parti Justicialiste.

A la fin de la dictature la centrale syndicale est divisée en deux, la CGT *Azopardo* et la CGT *Brasil*, cette seconde étant bien plus combative face au gouvernement militaire. Les radicaux, forts de leur victoire aux élections générales de 1983, analysent la défaite péroniste comme celle des syndicalistes⁶³⁷. Ils veulent mettre à profit cette situation exceptionnelle et

⁶³⁴ *La Nación*, 1^{er} novembre 1983, cité par R. GUTIERREZ, *op.cit.*

⁶³⁵ Homme d'appareil s'il en est, Lorenzo Miguel est le successeur d'Augusto Vandor (assassiné en 1969) à la tête de la puissante Union des Ouvriers Métallurgistes (UOM). Il représente le prototype de ce que ses adversaires nomment la « bureaucratie syndicale ». Durant les années 1970, il prend progressivement la tête de la 62 *Organizaciones*, une structure politico-syndicale qui définit les grandes lignes politiques que doit adopter la CGT. Il est considéré comme l'un des principaux référents du péronisme de droite qui entreprend de liquider physiquement la gauche du mouvement au moins à partir du Massacre d'Ezeiza (1973). En 1983, c'est lui qui décide en dernière instance des candidatures justicialistes pour les élections présidentielles et de la province de Buenos Aires.

⁶³⁶ Dans la geste péroniste, la *Resistencia* désigne l'époque où Perón est exilé et le Parti Justicialiste proscrit (1955-1973), avec des variantes chronologiques selon les versions (généralement, il s'agit de la période 1955 – début des années 1960). Durant cette période, le péronisme se structure essentiellement autour des organisations syndicales, avec y compris des scissions internes : par exemple, la première tentative d'un « péronisme sans Perón » dirigé par le métallurgiste Augusto Timoteo Vandor.

⁶³⁷ Marcos Novaro illustre cette analyse des radicaux nouvellement au pouvoir avec le souvenir de Juan José Zanola, dirigeant de la branche des travailleurs de banque. Le syndicaliste rapporte un entretien qu'il eut avec Juan Carlos Pugliese, alors président de l'Assemblée : « je n'ai jamais oublié les mots qu'il m'a dit : "Zanola, vous devez comprendre que le 30 octobre les syndicalistes ont perdu" [...] étant donné qu'il s'agissait d'un

inattendue pour transformer radicalement le fonctionnement interne des syndicats. Le ministre du Travail, Antonio Mucci, présente un projet de loi qui doit « démocratiser » les syndicats ou les « dépéroniser » selon ses adversaires⁶³⁸. Mais loin d'approfondir la crise que traverse le péronisme, et par conséquent le syndicalisme, cette offensive du gouvernement galvanise les syndicalistes qui réunifient la CGT dès janvier 1984⁶³⁹. Outre le blocage de la dite Loi Mucci⁶⁴⁰, la CGT sort de cette première bataille renforcée et avec un nouveau dirigeant charismatique, Saúl Ubaldini⁶⁴¹, la figure emblématique du syndicalisme des années 1980. Or, le dirigeant des brasseurs a une conception du rôle de la CGT différente de celle de Lorenzo Miguel. Quand ce dernier conçoit le syndicat essentiellement comme un instrument de pouvoir pour peser sur la ligne politique du PJ, voire simplement la définir, Ubaldini entend faire de la CGT un instrument de défense des intérêts de ses adhérents – soit, une activité strictement syndicale – bien qu'il cherche aussi à influencer sur la politique parlementaire. Pour résumer,

D'une certaine manière, on pourrait dire que la prédominance des syndicalistes rénovateurs et ubaldinistes dans la CGT a marqué une étape de transition entre le projet « laboriste » des 62 *Organizaciones* de Lorenzo Miguel et la circonscription du syndicalisme péroniste dans les années 1990 à la défense des intérêts organisationnels⁶⁴².

Comme nous l'avons vu, l'une des caractéristiques de la *Renovación* est précisément un changement de rapport avec le syndicalisme, avec une revendication du primat des hommes politiques sur les syndicalistes. De sorte que le projet des *renovateurs* trouve un écho dans la

homme de dialogue, [...] s'il avait ce critère, j'imagine ce que devaient dire les faucons. », cité par Marcos NOVARO, *Argentina en el fin de siglo...*, p. 73.

⁶³⁸ Le projet de loi prévoit : le vote direct, secret et obligatoire des affiliés, moins de restrictions pour présenter des listes de candidats, une représentation des minorités à la direction et une décentralisation des élections, ainsi que des limites aux réélections. *Ibid.*, p.78.

⁶³⁹ Les motivations des syndicalistes pour rejeter la loi sont très variées, depuis la crainte de voir la force de frappe de la CGT érodée par les oppositions internes dans chaque secteur du syndicat (les minorités prévues par la loi) jusqu'à la conviction que la nouvelle norme se traduira par une invasion de la gauche dans la CGT. Cette dernière position est exprimée par une déclaration commune à presque l'ensemble du péronisme qui estime que la loi a pour objectif « une division du Mouvement Péroniste [qui] permettra d'importer dans le pays des versions étrangères d'idéologies internationalistes », *ibid.*, p. 86.

⁶⁴⁰ Elle est rejetée au Sénat, où les radicaux n'ont pas la majorité absolue, le 14 mars 1984.

⁶⁴¹ Saúl Ubaldini est le dirigeant du petit syndicat des brasseurs de bière. Il s'est montré particulièrement combatif comme porte-parole des travailleurs durant la dictature dès la fin des années 1970 et il est une figure centrale des manifestations de travailleurs lors des dernières années du régime militaire (1980-1983). Il ne représente cependant qu'une force très marginale à l'intérieur des organisations syndicales et politiques du péronisme. Marcos Novarro explique l'ascension d'Ubaldini précisément par le peu de pouvoir relatif que son secteur représente à l'intérieur de la CGT. En effet, la branche des brasseurs ne représente qu'un secteur marginal de la centrale syndicale. Dans une interprétation convaincante, l'auteur considère qu'il aurait été le trait d'union entre différents secteurs plus puissants mais opposés. M. NOVARO, *op.cit.*, p. 87. Horacio González rappelle aussi qu'Ubaldini a commencé à militer dans le syndicalisme à la fin des années 1950, non pas chez les producteurs de bière, mais de viande. Dans ce sens, il renvoie à la mystique péroniste, à l'époque de la *Resistencia* et au cœur de l'industrie nationale (les réfrigérateurs de viande), voir H. GONZALEZ, *op.cit.*, p.23.

⁶⁴² R. GUTIERREZ, *op.cit.*

conception d'Ubalдини autour d'un recentrage de la CGT sur des revendications strictement syndicales, bien que nous ne puissions ignorer que les nombreuses grèves générales qu'il dirige participent directement à l'affrontement du PJ contre Alfonsín. En caricaturant un peu (afin de bien comprendre le pouvoir dont nous parlons), Lorenzo Miguel est la personne qui désigne le futur président de la République en 1983, étant entendu que le candidat péroniste devait nécessairement être élu. Moins de dix ans plus tard, Saúl Ubalдини est pratiquement renvoyé de la direction de la CGT par le secteur proche de Menem. Le rapport de force entre parti et syndicat au sein du péronisme s'est inversé sous l'impulsion des *renovateurs*, comme l'a bien démontré Ricardo Gutiérrez.

Dans notre perspective, cette entreprise des renovateurs s'articule avec son discours qui, du moins avec Cafiero, abandonne les invocations traditionnelles du peuple. Autrement dit, nous considérons qu'il existe une relation intime entre la volonté de se défaire de la « colonne vertébrale » syndicale et un éloignement du peuple, dans un même processus de « normalisation » du parti. Le PJ devient alors un parti de masse qui s'insère dans le jeu institutionnel démocratique, comme rival – complémentaire à ce jeu – de l'URC. Dans ce cadre, ce sont des hommes politiques professionnels qui prennent les rênes du parti, désormais relativement indépendant de ses structures syndicales. Nous pourrions dire que le syndicalisme s'adresse à un « peuple péroniste » qui peut s'identifier à la formule de Perón « de la maison au travail et du travail à la maison »⁶⁴³, tandis que le parti s'adresse à l'ensemble des électeurs, dans une relation institutionnelle au Peuple qui prend toute sa vigueur durant les années 1980, essentiellement sous l'impulsion d'Alfonsín et repris par la *Renovación*. Autrement dit, le péronisme des années 1980 abandonne partiellement la figure du peuple (elle survit néanmoins dans son imaginaire) pour préférer s'adresser à un peuple institué – celui que nous nommons Peuple -, c'est-à-dire essentiellement des électeurs. Dans ce sens, il évolue, entre la formation de la *Renovación* et l'élection de Menem comme candidat à la présidentielle (1984-1988), en miroir de l'alfonsinisme. Il partage avec ce dernier l'objectif d'une consolidation des institutions d'un régime démocratique, à travers un bipartisme qui en serait le socle. En ce sens, les journées de *Semana Santa* illustrent en même temps qu'elles scellent le pacte de vie commune entre les deux partis majoritaires.

La « normalisation » du syndicalisme ne signifie cependant pas des relations apaisées avec les autres institutions. La CGT d'Ubalдини appelle à pas moins de treize grèves générales

⁶⁴³ Juan Domingo, Perón, « Discurso de despedida de la Secretaría de Trabajo y Previsión », 10 octobre 1945, *El historiador*, [en ligne], http://www.elhistoriador.com.ar/documentos/ascenso_y_auge_del_peronismo/discurso_de_despedida_de_la_secretaria_de_trabajo_y_prevision.php (consulté le 10 novembre 2012).

durant la présidence d'Alfonsín – la première dès septembre 1984 –, sans compter les centaines de grèves sectorielles. En retour, le gouvernement, suite à son échec de la « loi Mucci », s'emploie à casser l'unité du syndicat. Par exemple, il cherche à coopter une partie du syndicalisme en nommant en son sein Carlos Aldrete⁶⁴⁴ en avril 1987 ministre du Travail. Néanmoins, Marcos Novaro montre que loin d'affaiblir la CGT, l'entrée au gouvernement d'une partie des syndicalistes permet à la Centrale de diviser les tâches entre ceux qui mènent la confrontation et ceux qui négocient⁶⁴⁵. Quoiqu'il en soit, la nomination de Carlos Aldrete s'inscrit dans un bras de fer entre le gouvernement et la CGT autour d'une réforme du code du travail, dont certains échos résonnent en plein cœur de la crise de *Semana Santa*.

- c. Les péronistes durant la crise, entre l'indéfectible soutien *renovateur* et la discrétion *orthodoxe*.

A nouveau, il n'est pas possible de rendre compte des *milles facettes*⁶⁴⁶ du péronisme, même dans un temps aussi court que celui de *Semana Santa*. De sorte que nous nous limitons à analyser les déclarations et les positions des principaux dirigeants péronistes durant la crise. Celles-ci rendent compte de la profonde fracture interne entre les deux courants majoritaires, définis mais fluctuants, la *Renovación* qui connaît alors son apogée et la vieille direction, dite orthodoxe, progressivement battue en brèche entre 1985 et 1987. Durant les journées qui nous intéressent, les principaux référents du péronisme renovateur montrent leur adhésion sans faille au régime démocratique, derrière Alfonsín.

Dès le jeudi, plusieurs dirigeants de la *Renovación*, dont Antonio Cafiero, s'installent dans un bureau à l'intérieur de la *Casa Rosada*⁶⁴⁷. Ils marquent ainsi le soutien sans équivoque du péronisme au président radical, au point d'offrir une sorte de service de cogestion de la crise. Les *renovateurs* se présentent au service du président, marquant à la fois l'aspect dramatique

⁶⁴⁴ Carlos Aldrete est un référent du « Groupe des 15 », un des groupes interprofessionnels qui forment le syndicalisme dit *orthodoxe*. Les rapprochements du gouvernement avec certains secteurs de la CGT entrent en franche contradiction avec son discours en faveur d'une « démocratisation » du syndicat, dans la mesure où les secteurs avec qui sont entreprises ces alliances comptent souvent parmi les moins renovateurs. Néanmoins, si Gerardo Aboy Carlés considère que la nomination de Carlos Aldrete fait partie des contradictions et ambiguïtés qu'entretient l'alfonsinisme avec la *Renovación* – partenaire dans la fortification des institutions mais rivale aux élections –, Marcos Novaro situe Aldrete en dehors de la dispute entre *renovateurs* et *orthodoxes*, voir Gerardo ABOY CARLES, « Parque Norte o la doble ruptura alfonsinista », dans NOVARO, Marcos et PALERMO, Vicente (comps), *La historia reciente : Argentina en democracia*, Buenos Aires, ed. Edhasa, 2004, 280 p., p.45 et M. NOVARO, *Argentina en le fin de siglo...*, p.226.

⁶⁴⁵ *Ibid.*, p.225.

⁶⁴⁶ Pour reprendre le titre suggestif d'un article de María Matilde OLLIER, « Las mil caras del peronismo (1975-2007) », *Revista de Historia Contemporánea*, N°9, 2009, [En ligne], <http://hispanianova.rediris.es/>, (consulté le 12 janvier 2012).

⁶⁴⁷ *El Porteño*, mai 1987, p. 46.

de la situation – le geste ne peut signifier que l’alerte générale – et le rôle des péronistes en défense du régime au-delà des partis. Il s’agit de la voix autorisée du péronisme, dans la mesure où Antonio Cafiero représente politiquement le mouvement. Ce n’est certainement pas un virulent charisme qui hisse ce personnage à la direction du Parti Justicialiste, mais un pari à long terme entrepris au lendemain de la défaite de 1983 et qui l’a mené hors de la structure officielle, avec la présentation de sa propre liste électorale concurrente à celle du justicialisme de Herminio Iglesias dans la province de Buenos Aires en 1985. Lorsqu’il se présente à la *Casa Rosada* ce jeudi 16 avril 1987, il a gagné ce pari : il a été réintégré dans le PJ dont il s’apprête à occuper officiellement la direction et l’investiture pour la province de Buenos Aires, ce qui signifie la probable présidence de la République pour les élections générales de 1989. Or ce pari (le terme ne signifie pas qu’il soit dénué de conviction) repose, du moins pour la partie strictement *cafiériste* de la *Renovación*, sur un aggiornamento du péronisme effectué en miroir de l’alfonsinisme. Comme le note Horacio González, la *Renovación Peronista* prend le relais de *Renovación y Cambio*, le courant d’Alfonsín à l’intérieur de l’UCR. Chez les intellectuels, ce jeu de miroirs, ou course de relais, a fonctionné à plein à la fin de 1985 entre le discours de Parque Norte d’Alfonsín et les réponses qui sont apportées par la revue *Unidos*⁶⁴⁸. Dans le champ politique, ce jeu trouve son acmé lors de *Semana Santa*, lorsque Cafiero offre son soutien inconditionnel au président. Surtout, il est illustré par une image à très forte portée politique qui le montre au côté d’Alfonsín sur le balcon de la *Casa Rosada* le dimanche 19 avril.



Figure 1 Alfonsín et Cafiero sur le balcon de la Casa Rosada, dimanche 19 avril à midi (source non identifiée, Internet).

⁶⁴⁸ Le discours de *Parque Norte* (1^{er} décembre 1985) est rédigé par un groupe d’intellectuels proche d’Alfonsín, appelé *Grupo Esmeralda*, la revue *Unidos* dirigé par Carlos « Chacho » Álvarez réunit les intellectuels *renovateurs*.



Figure 2 Première page de *La Prensa*, 20 avril 1987.

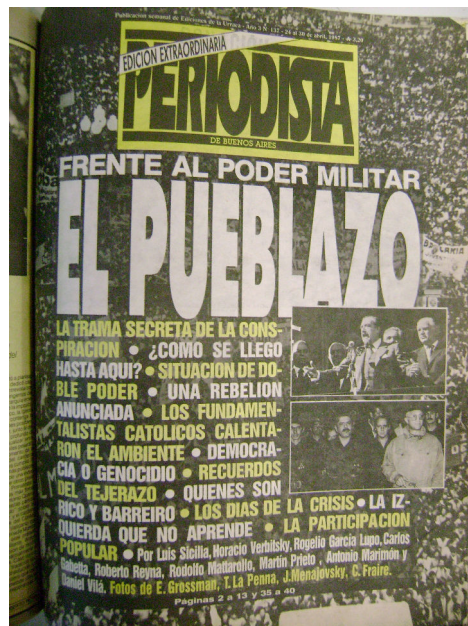


Figure 3 Couverture de *El Periodista*, 24 avril 1987.



Figure 4 Première page *La Razón*, 20 avril 1987.



Figure 5 Page 6 de *La Razón*, 20 avril 1987.



Figure 6 Première page *Ámbito Financiero*, 20 avril 1987.

Comme nous pouvons l'observer dans les « unes » de tous les journaux (figs. 2, 3, 4 et 6), la photographie d'un radical et d'un péroniste côte à côte sur le balcon de la *Casa Rosada* illustre le consensus politique, voire la concorde. Néanmoins, ce n'est pas toujours le même péroniste qui est placé au côté du président, *Ámbito Financiero* (fig.6) choisit une photographie prise après l'entrevue d'Alfonsín avec les militaires séditieux à *Campo de Mayo*. Sur cette photo, ce n'est pas Cafiero, le probable candidat aux élections de 1989, qui apparaît mais Italo Luder, le candidat battu en 1983. Sans spéculer sur les raisons du journal pour choisir l'ancien candidat plutôt que le futur, remarquons la très grande similitude dans leurs postures : en retrait du président et, en contraste avec les gestes énergiques de ce dernier, ils apparaissent comme au garde à vous (figs 1, 2 et 6). Le protagoniste est Alfonsín et le rôle dévolu au péroniste est de respect envers le président. Ce n'est pourtant pas exactement ce qu'envisageaient les *renovateurs* lorsqu'ils sont venus apporter leur soutien inconditionnel aux institutions. En effet, durant l'après-midi du jeudi, *renovateurs* et radicaux se mettent d'accord pour que, au soir, après le discours d'Alfonsín à l'intérieur de l'Assemblée, Antonio Cafiero prenne la parole depuis un balcon donnant sur la *Plaza de los Dos Congresos*⁶⁴⁹. Or, comme nous l'avons vu, une fois son discours terminé, Alfonsín se présente aussi devant les centaines de milliers de personnes pour une brève allocution. Quand vient le tour de Cafiero de se présenter au balcon, un fonctionnaire explique à la délégation péroniste que l'installation technique (les microphones) doit être immédiatement démontée. Résignés, les *renovateurs* abandonnent la tribune et se réfugient dans l'éthique qu'ils pourront éventuellement faire valoir : « nous agissons avec loyauté, et eux jouent petit en tâchant de mener tout sur le champ électoral »⁶⁵⁰. Loyauté envers les institutions et éthique sur le champ électoral, ce sont les valeurs auxquelles les *renovateurs* cherchent à s'attacher. Il s'agit de s'imposer contre les péronistes *orthodoxes* réputés peu respectueux des institutions et contre les radicaux qui auraient un double discours, dans lequel les constantes invocations à l'éthique *démocratique* n'auraient que des objectifs électoralistes.

Pour revenir aux photographies (il convient de rappeler que celles-ci ne font que reproduire les images de télévision qui sont retransmises en direct le dimanche), il est intéressant de remarquer une absence sur la scène de la concorde politique qui se joue sur le balcon, celle de Carlos Menem. En effet si, à cette date, la prédominance de Antonio Cafiero sur la *Renovación* est incontestable, Menem n'en représente pas moins un référent de tout premier ordre et il a déjà fait connaître ses ambitions présidentielles. Peu ou pas remarquée

⁶⁴⁹ German RODRIGUEZ, « La renovación desde el balcón », *El Porteño*, mai 1987, p.46.

⁶⁵⁰ Paroles attribuées à José Luis Manzano, *ibid.*

par les journaux durant l'événement, cette absence révèle de la part du gouverneur de la Rioja un art consommé dans la maîtrise de l'image en politique, qui va nous permettre de mieux comprendre l'impasse dans laquelle Antonio Cafiero s'est enfermé. Menem ne se distingue pas particulièrement des autres *renovateurs* sur la sédition militaire qu'il condamne, en insistant sur la force pacifique de la mobilisation populaire :

La seule arme que nous avons c'est la mobilisation. Les armes du peuple nous les avons livrées aux Forces Armées pour qu'elles nous défendent, et non pas pour qu'elles faussent la volonté populaire [...] L'arme la plus forte que nous ayons c'est la mobilisation.⁶⁵¹

Seulement, cette déclaration, retransmise par une radio de Buenos Aires, est faite depuis la province de la Rioja. Dans les jours qui suivent la crise, Menem est bientôt accusé de tiédeur, teintée d'un certain opportunisme, dans son soutien à la Démocratie par ses collègues de la *Renovación*⁶⁵². Menem leur répond sèchement :

J'étais tout le temps dans ma province, avec mon peuple et les dirigeants des autres partis convoqués et mobilisés en défense de la démocratie. Sans apparaître sur le balcon de la *Casa Rosada*, ni [montrer] le visage devant la télévision comme certains semblent devoir le faire.⁶⁵³

Menem pointe précisément le véritable objet de la polémique politicienne, qui n'est pas le soutien au régime mais l'apparition dans les médias, essentiellement les premières pages des journaux et la télévision. Or, il n'a aucun intérêt à se montrer car les images avaliseraient une hiérarchie qu'il conteste. En effet, dans le cas où il serait resté à Buenos Aires, il ne serait apparu que comme un deuxième personnage derrière Antonio Cafiero, quand bien même il aurait eu l'honneur d'apparaître sur le balcon de la *Casa Rosada*, hypothèse de surcroît incertaine. Mais, surtout, cet « honneur » est à double tranchant. La polémique s'explique précisément pour cela, car ils savent tous deux que le prix politique à payer réside dans l'embrassade avec l'adversaire, dans une position de subordination. Apparaître sur le balcon confirme certainement la stature nationale et incontournable du péroniste qui s'y présente mais, en même temps, cela marque son acceptation du rôle de second ordre derrière le président radical. De l'acceptation de ce rôle institutionnel à l'entente avec l'adversaire, il

⁶⁵¹ Radio Continental, samedi 18 avril 1987, archives radiophoniques de la Radio de l'Université de La Plata.

⁶⁵² Les rancunes ne s'atténuent guère avec le temps. Ainsi, interrogé en 2008 à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la démocratie, Cafiero répond que la date qu'il estime être véritablement à retenir est la crise de *Semana Santa*. Puis, il précise : « Si ce jour nous n'avions pas pris cette attitude, aujourd'hui nous ne parlerions pas de 25 ans de démocratie. Les péronistes ne sommes pas tous allés sur la Place, certains dirigeants qui ont par la suite occupé de très hautes positions institutionnelles et républicaines s'en allèrent dans leurs provinces en attendant l'issue » (il se réfère bien entendu à Menem), Nora VEIRAS, « Aparecé lejos de los sindicalistas » *Página 12*, 30 octobre 2008, [En ligne],

<http://www.pagina12.com.ar/diario/especiales/subnotas/114212-36305-2008-10-30.html>, (consulté le 12 octobre 2010).

⁶⁵³ *La Razón*, 29 avril 1987.

n'est qu'un pas que la photographie franchit, ou brouille, sans que ses protagonistes n'y puissent rien faire. Cafiero est subordonné à Alfonsín, confirmant ainsi que sa *renovación* n'est qu'un dérivé de l'alfonsinisme. Cette position ne porte certes pas de préjudice immédiat à Cafiero qui poursuit son ascension – il est enfin élu gouverneur de la province de Buenos Aires quelques mois plus tard -, mais elle accentue la brèche à l'intérieur de la *Renovación* et dans laquelle Menem accumule du pouvoir. Ce dernier pourra bientôt apparaître comme le garant d'une identité péroniste mise en péril par les accointances des cafiéristes avec l'alfonsinisme exposées sur le Balcon.

Alfonsín est bien entendu conscient des dilemmes dans lesquels il place ses meilleurs adversaires associés en « démocratie » et, loin de leur faciliter la tâche, il cherche à en tirer le meilleur profit. Cette manœuvre est particulièrement visible dans ses négociations avec l'autre grande force du péronisme, la CGT. Dans le même mouvement que la presque totalité des partis politiques et organisations sociales qui offrent leur soutien aux institutions, Saúl Ubaldini se prononce vendredi matin :

[...] interprétant la volonté unanime des travailleurs de défendre la vie constitutionnelle de la Nation, le conseil directif de la CGT déclare l'alerte et la mobilisation de toutes les organisations du mouvement des travailleurs argentins.⁶⁵⁴

Le lendemain, Ubaldini est reçu avec d'autres dirigeants syndicaux par le président. Mais, avant d'entrer dans le bureau présidentiel, le syndicaliste déclare à la presse qu'ils viennent « exclusivement [parler] de la défense de la vie constitutionnelle [et non pas] soustraire cette situation à une autre question comme celle du pacte social »⁶⁵⁵. La prudence d'Ubaldini – sa déclaration est antérieure à l'entrée dans le cabinet du président – s'explique par les multiples pressions auxquelles il est soumis pour la signature de ce « pacte ». Nous l'avons vu, cet accord qu'Ubaldini refuse, s'insère dans une vaste bataille entre la CGT et le gouvernement radical initiée dès 1984. Il est cependant intéressant que le syndicaliste soit obligé de préciser clairement les limites du soutien qu'il apporte. Il sait qu'Alfonsín tâchera de convertir ce geste en un aval à sa politique contre laquelle il se bat. La CGT ne se montre pas moins disposée à soutenir les institutions et, dans l'après-midi de ce même samedi, elle annonce une grève générale illimitée à partir du lundi, si les séditeux ne déposent pas les armes.

Les tendances du péronisme associées à l'*orthodoxie* varient selon les personnes. Ainsi, Italo Luder, qui n'est pas tout à fait identifié aux *orthodoxes* mais est désigné par

⁶⁵⁴ Communiqué de la CGT lu par Saúl Ubaldini, le 17 avril 1987, cité J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, p.111.

⁶⁵⁵ *Ibid*, p. 140. Selon les journalistes, la précaution ne fut pas vaine car Alfonsín suggéra à son interlocuteur qu'« Une dérivation possible de la situation actuelle est la rapprochement des différents secteurs. »

ceux-ci comme candidat en 1983, se montre aussi aux côtés d'Alfonsín sur le balcon présidentiel. Mais d'autres dirigeants agissent de manière plus ambiguë, depuis des tentatives de dialogue, dans l'objectif déclaré d'obtenir la reddition, avec les militaires insurgés de Campo de Mayo jusqu'à un franc soutien à ces derniers. Parmi les premiers, par exemple, Héctor Basualdo, député orthodoxe du groupe parlementaire *Unidad*, sort de Campo de Mayo le vendredi à 18h30 et déclare à la presse qu'il agit officieusement car il connaît personnellement certains officiers soulevés : « Il existe une possibilité de conflit, nous essayons [de faire en sorte] que cela ne se produise pas »⁶⁵⁶, sans qu'il n'apparaisse clairement si le député menace au nom des *carapintadas* ou bien s'il affiche une fermeté face à eux. D'autres élus péronistes orthodoxes apparaissent à Campo de Mayo vendredi et samedi pour rencontrer « le secteur nationaliste de l'Armée »⁶⁵⁷. Cette appréciation favorable des séditeux se comprend par le fait qu'une partie du péronisme identifie les *carapintadas* comme un secteur militaire qui lui est attaché, ce qu'une partie des *carapintadas* confirment par la suite. Rappelons qu'Ernesto Barreiro est déjà identifié comme un péroniste d'extrême droite⁶⁵⁸, par la suite la carrière politique d'Aldo Rico est marquée par des tentatives successives de s'allier au péronisme. Herminio Iglesias ne se prononce pas durant la crise, mais il explicite sa position quelques jours plus tard, à l'occasion de l'ouverture de sa campagne pour les élections de la province de Buenos Aires, où il se présente cette fois-ci en dehors de l'investiture officielle du PJ qui revient à Cafiero. Durant le meeting, il estime que « les militaires ne s'en sont jamais pris aux civils », explique que ce « fut un problème éminemment militaire » et il annonce qu'il est disposé à offrir une amnistie complète aux militaires⁶⁵⁹. Autrement dit, il se fait porte-parole de toutes les revendications des *carapintadas*.

Ce vaste panorama des hommes politiques péronistes se reproduit sensiblement à l'identique chez les syndicalistes. Bien que la CGT se soit prononcée catégoriquement contre les militaires, les différentes personnalités à la tête des branches sectorielles affichent des positions qui divergent fortement. Ainsi, Armando Cavalieri, dirigeant du syndicat des Employés de Commerce et identifié au groupe intersectoriel dit « des 15 », estime que les militaires « ne s'en sont pas pris à la Constitution [mais] ces jeunes gars [*muchachos*] voulaient être entendus. »⁶⁶⁰. Ce à quoi José Pedraza, dirigeant de la CGT-Chemin de fer

⁶⁵⁶ *Clarín*, 18 avril 1987.

⁶⁵⁷ J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, p. 103.

⁶⁵⁸ Voir chapitre 2, p.

⁶⁵⁹ *La Prensa*, 23 avril 1987.

⁶⁶⁰ *Clarín*, 21 avril 1987.

identifié aux *renovateurs*, réplique : « Des expressions isolées [...] tentent de justifier l'injustifiable, sont le produit des complices du coup d'État de 76 [...] ». ⁶⁶¹ En somme, en dehors des positions très fermes de ses structures officielles et majoritaires, le soulèvement *carapintada* provoque dans le péronisme des positions des plus disparates ⁶⁶², comme à peu près n'importe quelle question qui surgit dans la vie politique du pays. Précisons aussi que cette variété se retrouve aussi, de manière certes moins marquée, chez les radicaux ⁶⁶³.

⁶⁶¹ *Ibid.*

⁶⁶² Rappelons que nous n'avons même pas mentionné les positions de la gauche du péronisme.

⁶⁶³ En particulier, Melchor Posse, l'intendant radical de San Isidro (province de Buenos Aires), est le protagoniste d'un épisode confus, dans lequel il se présente auprès des militaires soulevés avec une série de propositions très avantageuses pour les séditeux qu'il dit tenir d'Alfonsín, ce que l'intéressé nie catégoriquement. Voir, par exemple, M. Novaro, *op.cit.*, p. 223.

5. Entre *Plaza de Mayo* et *Campo de Mayo*, la gauche divisée durant *Semana Santa*

Les militants de gauche sont très présents dans la rue durant tout le temps de la crise de *Semana Santa*, les drapeaux des différents partis sont visibles sur la plupart des photographies des manifestations populaires et leurs slogans rivalisent autant que possible avec ceux des partis majoritaires. Cette présence ne peut guère surprendre au vu de la tradition manifestante de la gauche et de l'ennemi identifiable de la mobilisation de *Semana Santa* : les militaires. Néanmoins, les images des manifestants dans la rue rendent peu compte d'un panorama complexe d'une gauche fragmentée en plusieurs partis concurrents qui, tous ensemble, ont un pouvoir de représentation très marginal. Cette marginalité de la gauche en Argentine n'est pas une nouveauté ; elle est pratiquement une constante depuis au moins les années 1940 et l'apparition du péronisme qu'aucun parti de gauche ne parviendra plus jamais à déplacer, bien que le corpus idéologique de la gauche ait été d'une influence idéologique déterminante durant les années 1970. Cette idéologie a été précisément la cible déclarée de la répression menée par la dictature, ce qui s'est traduit par l'élimination physique de très nombreux militants, l'exil d'un nombre encore bien plus élevé⁶⁶⁴ et, pour rester très succincts, des censures et autodafés censés extirper toute la littérature « rouge » du « *ser nacional* »⁶⁶⁵. Cette offensive d'une violence extrême à la fois contre les militants et leurs idées ne pouvait que profondément déstabiliser les partis de gauche s'ils n'étaient pas simplement éliminés. De plus, la fin de la dictature n'est pas le résultat d'une lutte qui la renverse mais de la Guerre des Malouines soutenue par la plupart des partis de gauche au nom de l'anti-impérialisme⁶⁶⁶, si bien que la gauche argentine n'a certainement pas les mêmes atouts que, par exemple, la gauche nicaraguayenne de l'époque. Pire, quand bien même elle pourrait afficher quelques faits d'armes face à la dictature, ceux-ci ne lui vaudraient aucune reconnaissance : un très large consensus social rejette la violence politique en soi ; plutôt qu'une médaille de *résistant*⁶⁶⁷, le fait d'armes mériterait quelques années de prison. D'ailleurs, les prisonniers

⁶⁶⁴ On estime à 300 000 le nombre d'exilés durant la dernière dictature. Voir Marina FRANCO, *El exilio : argentinos en Francia durante la dictadura*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2008, 336 pages.

⁶⁶⁵ L'*être national*, en référence à la culture de la dictature qui s'y réfère sans cesse.

⁶⁶⁶ Alberto BONNET, « La izquierda argentina y la guerra de Malvinas », *Razón y Revolución*, n°3, hiver 1997, [En ligne], <http://www.razonyrevolucion.org.ar/textos/revryr/luchadeclases/ryr3Bonnet.pdf>, consulté le 12 juin 2013.

⁶⁶⁷ Ce type de revendications « héroïques » avait cours durant les années 1970, y compris chez les communistes pourtant très peu enclins à la lutte armée. Par exemple, le PC critique l'expulsion des Montoneros par Perón en 1974 : « Personne ne peut ignorer – et nous non plus – que la jeunesse péroniste et ses aguerris montoneros constituent le secteur le plus combatif et le plus avancé du péronisme [... ils ont payé avec] la plus grande part du sang et de sacrifice dans la lutte contre la dictature » [la déclaration se réfère à la dictature d'Onganía (1966-

politiques de la dictature ne sortent que très lentement de prison durant les années 1984 et 1985. Ce n'est pas peu dire que la « violence révolutionnaire » n'est pas au goût du jour en 1983 et les années qui suivent, elle est d'ailleurs officiellement considérée comme la cause première de la dictature. Ce n'est donc certainement pas sur ce terrain que les partis de gauche qui réapparaissent avec le régime démocratique peuvent se construire une légitimité. La gauche traverse une situation paradoxale, dans laquelle les valeurs progressistes connaissent une bonne réception sociale tandis qu'aucun de ses partis ne profite électoralement de ce climat culturel favorable⁶⁶⁸. Par exemple, dans leur ensemble les partis de gauche exigent une justice sans restrictions pour les crimes de la dictature – il s'agit d'un marqueur important –, ce qui rejoint une opinion majoritaire⁶⁶⁹. Or cette position n'a pratiquement aucune incidence sur sa force électorale qui reste résiduelle. Seul le *Partido Intransigente* d'Oscar Allende arrive à se hisser au rang de troisième parti en 1985. Une explication provient certainement de l'extérieur de la gauche, du radicalisme et du péronisme qui, à travers leurs courants les plus progressistes, parviennent à capter ce potentiel électoral quitte à décevoir ces électeurs par la suite. Mais il nous semble que ce sont surtout des raisons internes qui expliquent l'incapacité de la gauche des années 1980 à peser un tant soit peu sur la politique nationale. Nous verrons, jusqu'à la caricature, l'extrême fragmentation de la gauche durant *Semana Santa* qui nous semble la raison principale de sa marginalité politique. Or, bien entendu, les partis de gauche sont conscients de ce problème mais, loin de le résoudre, l'unité semble un nouvel objet de désaccord dans des débats sibyllins entre partis. Le foisonnement d'organisations plus ou moins éphémères et dont les distinctions sont discernables uniquement par les militants, explique probablement que le secteur suscite peu d'intérêt chez les chercheurs – au vu de l'impact très limité de l'ensemble des organisations – ou que ceux-ci s'attachent à des

1973)] cité par Daniel CAMPIONE, « La izquierda no armada en los años setenta : tres casos, 1973-1976 », dans LIDA, Clara, CRESPO, Horacio et YANKELEVICH, Pablo (comps.), *Argentina, 1976. Estudios en torno al golpe de Estado*, México, 2007, Ed. El Colegio de México, [En ligne], <http://www.iade.org.ar/modules/noticias/article.php?storyid=1704> (Consulté le 10 janvier 2013).

⁶⁶⁸ Ce « climat d'époque » semble cependant assez étranger aux organisations de gauche dans la mesure où, d'une part, les intellectuels – par exemple de la revue *Punto de Vista* – qui appellent à une profonde rénovation du corpus intellectuel de la gauche ne sont pas « organiques » et sont visiblement ignorés par les partis. Ils effectuent donc cette révision de leur côté, sans que ce travail semble avoir la moindre incidence sur les partis. D'autre part, les phénomènes culturels caractéristiques des années 1980 comme le rock'n'roll argentin ou la contre-culture semblent bien plus traversés par des formes d'anarchisme que d'un quelconque groupe politique structuré.

⁶⁶⁹ Un sondage réalisé entre août et septembre 1987 à l'échelle nationale indique que 73% des personnes interrogées sont « Très d'accord » avec la proposition « Tous les militaires qui ont violé les droits de l'Homme sont responsables, quel que soit leur grade », cité par Oscar LANDI et Inés GONZALEZ BOMBAL, « Los derechos en la política argentina » dans Carlos ACUÑA (comps), *Juicio, castigo y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, Coll. La Investigación Social, 270 pages, p.170. Outre les sondages, il suffit de rappeler que les aléas de la politique d'Alfonsín sur cette question ont pour objectif d'éviter de paraître restreindre la justice.

explications plus globales qui permettent de comprendre l'ensemble du phénomène de l'archipel des petites chapelles, tel Horacio Tarcus et son inégalée théorie sur la sectarisation des organisations d'extrême gauche⁶⁷⁰. Nous ne dérogeons pas à la règle, n'ayant trouvé aucun intérêt à suivre les multiples groupuscules de gauche, nous nous contentons de présenter brièvement les partis les plus importants et de les suivre durant les journées de *Semana Santa*. Nous attacherons aussi une attention particulière au *Movimiento Todos por la Patria* (MTP). Non pas que ce parti soit particulièrement représentatif de la gauche dans son ensemble, nous verrons que son action de guérilla en 1989, qui signe sa disparition définitive, le marginalise radicalement à l'intérieur de ce spectre politique. Mais, d'une part, le MTP partage des problématiques de toute la gauche des années 1980, ce qui est passablement ignoré par la bibliographie qui lui est dédiée. D'autre part, son intervention armée sur l'espace public est directement liée à sa lecture de *Semana Santa*.

a. Le *Partido Intransigente*

La plupart des partis identifiés à gauche se revendiquent du marxisme mais le seul qui possède une visibilité électorale depuis 1983 provient du radicalisme. Le *Partido Intransigente* (PI) avait acquis son statut juridique de parti⁶⁷¹ en vue des élections de 1973, il représente l'aile gauche de l'*intransigencia* dont l'autre versant avait fondé le MID (*Movimiento Integración y Desarrollo*) avec les *développementistes* Arturo Frondizi et Rogelio Frigerio à sa tête. La figure de référence du PI est Oscar Allende⁶⁷², qui revendique pleinement le radicalisme dont son parti serait le fidèle héritier. En 1975, il définissait le parti à travers plusieurs négations :

Nous ne sommes pas conservateurs [... courant qui] dissimule le privilège et de ceux qui essayent de cacher la dépendance [...] nous ne sommes pas libéraux. Nous coïncidons [avec eux] en affirmant la valeur fondamentale de la liberté [mais...] En sommes les libéraux sont les représentants d'une philosophie individualiste et hypocrite [...] Nous ne sommes pas non plus populistes [...] dans le sens dans lequel il est pratiqué par certains partis politiques,

⁶⁷⁰ Horacio TARCUS, « La secta política. Ensayo acerca de la pervivencia de lo sagrado en la Modernidad », dans *El Rodaballo*, n° 9, Buenos Aires, été 1998/99.

⁶⁷¹ Il revendiquait le nom d'UCR qui a été octroyé au courant mené par Ricardo Balbín par un tribunal administratif, jugement qui est encore contesté par les militants du PI en 1983, voir Julio NOSIGLIA, *El partido intransigente*, Ed. Centro Editor de America Latina, Buenos Aires, 1983, 144 p., pp.87-88.

⁶⁷² Oscar Allende, né en 1909, médecin de profession, a une longue carrière parlementaire. Il est élu député de l'UCR sous le premier péronisme. Lors de la scission du radicalisme de 1956, il rallie l'UCRI de Arturo Frondizi, bannière sous laquelle il est élu gouverneur de la Province de Buenos Aires (1958-1962) puis est candidat aux élections présidentielles de 1963 (remportées par Arturo Illia).

comme celui qui gouverne ; et d'autres séparés de l'ancien radicalisme [qui font tout] pour priver le peuple de ses droits élémentaires⁶⁷³.

Un ouvrage de 1983⁶⁷⁴, qui oscille entre l'histoire du parti, qui remonte à la fondation de l'UCR par Alem à la fin du XIX^{ème} siècle, et le programme électoral, définit le PI comme « populaire, révolutionnaire, national et anti-impérialiste »⁶⁷⁵. Le PI présente son projet comme le « Troisième Mouvement Historique »⁶⁷⁶, continuation et synthèse de l'yrigoyennisme et du péronisme, qui se définit par un programme économique très étatiste. L'ouvrage ne fait guère référence aux droits de l'Homme, mais il souligne que nombre de ses membres ont fondé la *Asemblea Permanente por los Derechos Humanos* (APDH)⁶⁷⁷ et rappelle que la convention du PI de 1975 décrivait la situation ainsi :

Cet état de chaos et de terreur, où le manque de garantie, la torture et le crime se sont institutionnalisés comme méthodes politiques, avec pour conséquence la disparition de tous les droits de l'Homme.⁶⁷⁸

Durant la dictature, il représente le parti le plus progressiste parmi ceux qui souhaitent négocier la fin du régime militaire et qui se retrouvent dans la carte programmatique de la *Multipartidaria* de 1981⁶⁷⁹. Oscar Allende prend fait et cause le 2 avril 1982 pour la « récupération » des Malouines, il déclare dans une interview télévisée :

C'est un jour dans lequel nous, les Argentins, avec le torse bien haut, pouvons dire que les Forces Armées ont interprété la pensée et le sentiment populaire avec l'intégration du territoire national. Parce que les Malouines ont été usurpées en 1833.⁶⁸⁰

Dès les élections de 1983, le PI se positionne comme troisième parti, mais il s'agit d'une troisième place très éloignée de la seconde, Oscar Allende obtenant 2,33% des suffrages. Néanmoins, son parti poursuit son ascension dans les urnes, il atteint 6%⁶⁸¹ aux

⁶⁷³ J. NOSIGLIA, *op.cit.*, pp. 97-98.

⁶⁷⁴ *Ibid.*

⁶⁷⁵ *Ibid.*, p.99.

⁶⁷⁶ *Ibid.*, p.100.

⁶⁷⁷ La *Asemblea Permanente por los Derechos Humanos* (APDH) est une ONG argentine fondée en 1975, qui compte parmi ses membres fondateurs des personnes venues de divers horizons, dont plusieurs évêques et hommes politiques. Parmi ces derniers, nous retrouvons Oscar Allende et Raul Alfonsín. Voir chapitre 6.

⁶⁷⁸ Convention Nationale du PI, 13 décembre 1975, reproduit dans J. NOSIGLIA, *op.cit.*, p. 140.

⁶⁷⁹ *Ibid.*, p. 99.

⁶⁸⁰ TV Pública Argentina, Emission *Huellas de un siglo : Malvinas, la guerra que nos contaron*, 2010, [En ligne], <http://www.youtube.com/watch?v=mjMOMlqQvF4>, consulté le 10 octobre 2012.

⁶⁸¹ Par exemple, Ricardo CARPENA, « El maleficio de las terceras fuerzas », *La Nación*, 18 septembre 2011, [En ligne], <http://www.lanacion.com.ar/1406744-el-maleficio-de-las-terceras-fuerzas>, Consulté le 15 janvier 2013.

législatives de 1985 et Allende entre au Parlement. Surtout, ce dernier est un personnage public très reconnu, souvent invité à la télévision dans des débats où son charisme un peu désuet en impose. Mais dès les élections de septembre 1987, le parti connaît une brusque chute dans les urnes et, entretemps, il a vécu une saignée de militants⁶⁸², qui migrent soit vers des partis considérés plus à gauche soit vers l'UCR⁶⁸³. La revue *Humor* estime que cet abandon est provoqué par l'absence d'un programme clair et la frustration des jeunes militants. Cependant, Allende reste une figure politique et médiatique jusqu'à son décès dans les années 1990.

En dehors du cas particulier du PI, les autres partis de gauche se revendiquent du marxisme. Bien que nous rencontrions une nuée de petits partis plus ou moins groupusculaires durant les journées de *Semana Santa*, nous nous limitons ici à présenter les principaux qui entreprennent des stratégies unitaires de la gauche. Néanmoins, il existe au moins deux stratégies très différentes, l'une qui consiste à former une coalition de partis qui, en 1987, se traduit par un *Frente del Pueblo* qui allie le Parti Communiste et le *Movimiento al Socialismo* (MAS), l'autre qui cherche à former un mouvement supposément pluraliste dans lequel le parti n'est censé être qu'un instrument qui définit les objectifs généraux. Nous verrons cette seconde stratégie à travers le *Movimiento Todos Por la Patria* (MTP).

b. Le Frente del Pueblo

Le *Frente del Pueblo* (FP) réunit, en vue des élections de septembre 1987, une constellation de petits partis de gauche avec le PC et le MAS qui sont notoirement plus importants. Bien que le PC argentin soit traditionnellement très aligné sur l'URSS et que le MAS, d'obédience trotskiste, devrait naturellement être son ennemi irréductible, le rapprochement s'explique par plusieurs changements récents (postérieurs à 1983) de part et d'autre. Mais nous pensons que l'affinité ou, du moins, une certaine concordance remonte à leurs positions similaires – pour des raisons distinctes – face à la violence « révolutionnaire » des gauches armées durant les années 1970. En effet, le parti de Nahuel Moreno⁶⁸⁴ et le PC

⁶⁸² *Humor*, n°195, Seconde Quinzaine d'avril 1987, « El PI se desintegra », p. 38.

⁶⁸³ Plusieurs militants, dont Jorge Baños, se retrouvent dans le MTP (voir *supra*), Néstor Vicente fonde l'éphémère IDEPO (Izquierda Democrática Popular) avec Eduardo Luis Duhalde, tandis que des élus migrent vers l'UCR, voir *ibid.*

⁶⁸⁴ Il s'agissait alors du PST et non du MAS, mais Nahuel Moreno a fondé tellement de partis avec des noms différents que le nom importe moins que son référent principal, si bien que nous considérons le PST et le MAS comme un même parti à différentes époques.

rejetent les guérillas, avec plus ou moins de fermeté selon les périodes⁶⁸⁵ mais, en 1975, ils les condamnent comme organisations « terroristes »⁶⁸⁶. Durant la dictature, le PC adopte une position notoirement accommodante avec le régime militaire. Jusqu'à très tardivement (1979), le PC estime qu'une « convergence civico-militaire » est possible et il attribue les crimes d'État à des secteurs incontrôlés, soit la version officielle⁶⁸⁷. Cette position n'est pas sans lien avec les intérêts économiques de l'URSS qui est un important partenaire commercial de l'Argentine. Pour sa part, initialement le PST dénonce des crimes mais, prudemment, ne responsabilise pas les plus hautes sphères du gouvernement⁶⁸⁸. Dès 1977, cependant, il appelle à la fin de la dictature, tandis que Nahuel Moreno est en exil. En 1981, il dénonce la *Multipartidaria*⁶⁸⁹, considérée comme une tentative de « contre-révolution démocratique qui cherche [...] à imposer un gouvernement fort reposant sur une Constitution démocratique bourgeoise »⁶⁹⁰. Ainsi, il critique la position « opportuniste » du PC qui accompagne la *Multipartidaria* et, dans le même temps, dénonce cette dernière comme une alliée des militaires avec qui « de fait, elle co-gouverne ». En revanche, Nahuel Moreno se montre très enthousiaste durant la Guerre des Malouines car

Le parti a compris que dans la nouvelle étape la tâche principale n'était plus de dénoncer le gouvernement mais devenait un soutien total à la guerre, l'affrontement avec l'impérialisme anglais, et de nous insérer dans l'inévitable ascension des masses anti-impérialistes et révolutionnaires que provoquerait, selon notre critère, la Guerre des Malouines.⁶⁹¹

⁶⁸⁵ Nahuel Moreno est l'un des fondateurs en 1965 du PRT, parti dont il est peu après expulsé précisément pour retarder la mise en place d'une guérilla (qui voit effectivement le jour en 1970 sous le nom de ERP), dont par ailleurs il accepte le principe, voir J. RUBENSTEIN, « Une histoire du PRT-ERP... », *op.cit.*. Par la suite, il ne rejette jamais la violence par principe mais estime que le temps de la confrontation armée n'est pas arrivé. Pour sa part, le PC est dès les années 1960 contre la guérilla mais se rapproche temporairement des Montoneros, voir *infra*.

⁶⁸⁶ Daniel CAMPIONE, « La izquierda no armada en los años setenta : tres casos, 1973-1976 », dans Clara LIDA, Horacio CRESPO et Pablo YANKELEVICH (comp.), *Argentina, 1976. Estudios en torno al golpe de Estado*, México, 2007, ed. El Colegio de México, [En ligne], <http://www.iade.org.ar/modules/noticias/article.php?storyid=1704> (Consulté le 10 janvier 2013).

⁶⁸⁷ *Ibid.*, pour une compréhension plus profonde du soutien du PC à la dictature, voir du même auteur Daniel CAMPIONE, « Hacia la convergencia cívico-militar. El Partido Comunista. 1955-1976 », *Herramienta. Revista de debate y crítica marxista*, N° 29, An IX, juin 2005, [En ligne], <http://www.herramienta.com.ar/revista-herramienta-n-29/hacia-la-convergencia-civico-militar-el-partido-comunista-1955-1976>, (consulté le 7 janvier 2013).

⁶⁸⁸ *Ibid.*

⁶⁸⁹ Plateforme commune à la plupart des partis politiques qui souhaitent négocier la fin de la dictature.

⁶⁹⁰ Nanuel MORENO, *Argentina. Una revolución democrática triunfante*, 1983, ouvrage consultable en ligne <http://www.marxists.org/espanol/moreno/1980s/1983marz/index.htm>, (consulté le 10 janvier 2013).

⁶⁹¹ *Ibid.*

Le PC soutient aussi très fermement la guerre⁶⁹². Mais, après la chute de la dictature, il doit rendre des comptes pour son attitude durant la presque totalité du régime militaire. Son salut provient essentiellement de la *Jeunesse communiste* qui impose une autocritique lors du XVI^{ème} Congrès du PC argentin en 1986⁶⁹³. Outre une rénovation progressive de ses dirigeants, ce Congrès - souvent appelé le *virage du PCA* - repositionne le parti sur sa gauche, avec par exemple la revendication du « Che » Guevara⁶⁹⁴ jusqu'alors fortement critiqué. Parallèlement et dans la même ligne que ce Congrès, le PC forme un nouveau front électoral qui se présente dès les élections de 1985⁶⁹⁵ avec des alliances à des partis plus à gauche, dont le MAS⁶⁹⁶. Ce dernier connaît une rapide croissance entre 1983 et 1987 et s'impose comme le principal parti à gauche du PC, en termes de nombre de militants et d'insertion dans les syndicats et l'Université⁶⁹⁷. Le *Frente del Pueblo* (FP) réunit une constellation de partis, dont la plupart apparaissent nettement plus à gauche⁶⁹⁸ que le PC traditionnellement mesuré. Les militants de toutes les composantes du FP sont massivement présents dans les rues durant *Semana Santa*, mais des dissensions apparaissent à cette occasion.

⁶⁹² Alberto BONNET, « La izquierda argentina y la guerra de Malvinas », in *Razón y Revolución* N°3, hiver 1997, [En ligne], <http://www.razonyrevolucion.org.ar/textos/revryr/luchadeclases/ryr3Bonnet.pdf>, (consulté le 12 janvier 2013).

⁶⁹³ Paula Daniela FERNANDEZ, « El Movimiento de Brigadistas Libertador General San Martín y el XVI Congreso del Partido Comunista de la Argentina. Tradición y frontera política. », dans *Encuentro de Historia Oral*, 2009, [en ligne] <http://www.historiapolitica.com/>, (consulté le 15 janvier 2013).

⁶⁹⁴ Il ne s'agit certainement pas pour autant d'adopter les méthodes du guérillero Ernesto Guevara, c'est la « pensée du Che » qui intéresse les *jeunes* dirigeants communistes. A notre sens, cette nouvelle passion s'apparente surtout à une opération de marketing, bien que le tournant vers la gauche du PC soit indéniable au vu de son conservatisme antérieur.

⁶⁹⁵ La coalition obtient 2,30 % des suffrages et aucun élu.

⁶⁹⁶ En 1973, le PC avait fait exactement l'inverse. Malgré les appels de Nahuel Moreno pour former un front électoral commun, le PC avait préféré s'allier à des partis du centre. Voir, D. CAMPIONE, *op.cit.*

⁶⁹⁷ Le MAS revendique jusqu'à 25 000 militants en 1987, voir « Argentina: Crisis, Revolución, Contrarrevolución y la Izquierda. Entrevista con Carlos Petroni », Entretien réalisé en 2002 par la revue Frontlines, consultable sur <http://www.rebelion.org/docs/122025.PDF>, consulté le 13 janvier 2013.

⁶⁹⁸ Avec des succès mitigés il est vrai, le MAS entreprend des problématiques nouvelles pour la gauche qui apparaissent plus dans l'air du temps. Ainsi, il entretient un dialogue avec la *Comunidad Homosexual Argentina* (CHA) en vue de porter certaines revendications de la communauté homosexuelle. Les partis de gauche étaient auparavant très hostiles envers cette « déviance petite-bourgeoise », voir Mabel BELLUCCI, « La CHA y el MAS : acuerdos y desacuerdos de una época », dans *V Jornadas de Historia de las Izquierdas*, 11-13 novembre 2009, Buenos Aires, [En ligne], <http://www.cedinci.org/jornadas/5/M7.pdf>, (consulté le 12 avril 2011).

c. Entre *Plaza de Mayo* et *Campo de Mayo*

Eduardo Luis Duhalde⁶⁹⁹, dans le journal de son parti récemment fondé qui intègre le *Frente del Pueblo*⁷⁰⁰, expose les débats internes à la gauche durant *Semana Santa*. Il identifie deux objets de dissension qui apparaissent le dimanche de la crise. Le premier est la signature de l'« Acte Démocratique » le matin ; le second est le retrait du MAS et du PC de la Place de Mai quelques heures plus tard. Rappelons que l'*acta de compromiso democrático* est le document, rédigé par des membres du gouvernement en accord avec le PJ qui se trouve dans la *Casa Rosada*. Effectivement, nous verrons que sa signature par la plupart des partis de gauche est considérée comme une trahison par ceux qui s'abstiennent. Le retrait de *Plaza de Mayo* renvoie à une autre division entre partis de gauche qui s'insinue durant tout le temps de la crise, depuis le jeudi soir jusqu'au dimanche après-midi. La question est de savoir où manifester et les options sont : devant le bâtiment du gouvernement pour montrer son soutien, ou bien devant la caserne occupée par les militaires pour les affronter directement. Les documents publics des partis et groupuscules – essentiellement des tracts – distribués, certains durant la crise et d'autres les semaines suivantes, montrent que ces deux sujets de dissension sont sur-interprétés par chacun, à la fois pour se distinguer des autres partis, critiquer ces derniers et affirmer la justesse de la position adoptée par le parti qui signe. Autrement dit, ces tracts offrent un instantané du mal qui ronge la gauche, de ses divisions et de son goût immodéré pour des distinctions tout à fait mineures sinon insignifiantes, qui cachent probablement des dissensions personnelles qu'il nous a semblé futile de chercher à établir.

Le premier parti à s'individualiser est *Partido Obrero* (PO)⁷⁰¹ qui, dès le jeudi soir, distribue un tract appelant à « écraser le soulèvement militaire » et considère que le gouvernement a déjà effectué une « capitulation politique ». Car, selon le pamphlet, le gouvernement négocie avec les soulevés « une sorte de garantie et promesse d' « obéissance

⁶⁹⁹ Eduardo Luis Duhalde (1939-2012) est, durant les années 1970 avocat de prisonniers politiques avant de partir pour l'exil en Espagne, où il développe une intense activité de dénonciation des crimes de la dictature. Dès son retour en 1983, il publie une enquête, probablement la plus pointue, sur ces crimes (avant le rapport *Nunca Más*), *El estado terrorista* [ed. Argos Vergara, 1983, 265 pages]. En 1984, avec l'aide financière de Enrique Gorriarán Merlo (voir *infra*), il fonde un institut de recherche, le *Instituto de Relaciones Internacionales* (IRI), puis la maison d'édition *Contrapunto*. Cette dernière publie, *Ezeiza* (1985) de Horacio Verbitsky et *La noche de los lapices* (1986) de Maria Seoane et Hector Ruiz Nuñez, les enquêtes journalistiques parmi les plus lues de la décennie. Sous les présidences des époux Kirchner, il est ministre de la Justice jusqu'à son décès.

⁷⁰⁰ Eduardo Luis Duhalde, « La crisis militar sigue abierta », *Zona Abierta de la Izquierda Democrática Popular*, numéro spécial distribué gratuitement, 30 avril 1987. Collection CEDINCI.

⁷⁰¹ *Partido Obrero* est un parti trotskiste, ennemi juré du MAS qui le lui renvoie bien. PO ne fait pas partie du *Frente del Pueblo*. Pour autant que nous pouvons le savoir, il n'a pas de stratégie d'alliances durant ces années.

due” et d’amnistie. »⁷⁰² PO appelle « à gagner les rues pour écraser le soulèvement militaire à travers la mobilisation populaire et pour répudier la politique gouvernementale et celle des partis patronaux. » Cette ligne très hostile au gouvernement est encore accentuée le dimanche matin avec un tract qui annonce en titre : « Pas de pactes “sociaux” ni anti-démocratiques pour “sauver” les Forces Armées. Marchons à Campo de Mayo. Grève Générale immédiate. »⁷⁰³ PO considère que la politique de négociation pour mettre fin à la sédition « a échoué misérablement » car « Les officiers militaires promus par Alfonsín et le Parlement ont un pacte de non-répression et même d’entente avec les *subversifs*⁷⁰⁴, avec la finalité d’imposer l’amnistie. »⁷⁰⁵ Il faut comprendre que PO dénonce l’entente qui lie les militaires séditieux et les « loyaux » censés les réprimer. La solution de PO est radicale :

MARCHER À CAMPO DE MAYO, DÉCLARER LA GRÈVE GÉNÉRALE, OCCUPER LES LIEUX DE TRAVAIL, LES CENTRES DE COMMUNICATIONS ET LES NŒUDS FERROVIAIRES, ROUTIERS ET AÉRIENS.⁷⁰⁶

Mais le tract déplore qu’au lieu d’adopter son énergique proposition, le gouvernement tergiverse et cherche à obtenir un soutien à sa politique d’ « entente avec les militaires » et estime que « L’impérialisme yankee, Kissinger, les ennemis des Malouines, avalisent cette politique. » Ce second tract est écrit le dimanche à 8h du matin, il est probablement distribué sur la Place de Mai durant la matinée, tandis que la plupart des militants de PO se dirigent vers Campo de Mayo. Quelques jours plus tard, dans un tract qui convoque à un rassemblement au Parque Rivadavia pour le 1^{er} mai, PO ne se prive pas de rappeler qu’il a été le seul parti à dénoncer cette « négociation dans le dos du peuple »⁷⁰⁷ dès le jeudi. Son message est, bien entendu, adressé à « Toute la gauche [qui] s’est laissé avoir par la manœuvre gouvernementale »⁷⁰⁸.

Néanmoins, PO n’est pas le seul à vouloir rapidement se distinguer, sinon des autres partis, du moins de la « bourgeoisie “démocratique” ». Un certain *Partido de la Liberación* (PL), qui fait partie du *Frente del Pueblo*, établit un bilan de *Semana Santa*⁷⁰⁹, qui identifie « DEUX POUVOIRS ET TROIS ADVERSAIRES », ces derniers sont « le secteur fasciste

⁷⁰² Tract PO, 16 avril 1987, Collection CEDINCI.

⁷⁰³ Tract PO 19 avril 1987, Collection CEDINCI.

⁷⁰⁴ Les italiques sont nôtres, il s’agit du terme généralement employé durant les années 1970, surtout par les militaires pour désigner ses cibles à abattre. Probablement, *Partido Obrero* l’emploie sciemment pour marquer un renversement : ce n’est pas la gauche qui cherche à subvertir l’ordre démocratique mais les militaires.

⁷⁰⁵ *Ibid.*

⁷⁰⁶ *Ibid.*

⁷⁰⁷ Tract PO, « En repuesta a la traición », sans date. Collection CEDINCI.

⁷⁰⁸ *Ibid.*

⁷⁰⁹ Resolución del Comité Central del Partido de la Liberación, « Enseñanzas de la Semana Santa Caliente », *Cuadernos Revolucionarios*, 29 avril 1987. Il s’agit d’un fanzine dactylographié vendu 0,50 Austral. Collection du CEDINCI.

des Forces Armées », « la bourgeoisie “démocrate” » et « les masses populaires ». Celles-ci ont été partagées

entre l’option d’accepter le langage de la bourgeoisie et ses propositions d’action (rester autour du pouvoir, en étant persuadé que celui-ci trouve une solution à la crise) et l’autre option, celle d’ouvrir une voie indépendante, révolutionnaire, dont le premier essai a commencé à se dessiner dans les secteurs populaires qui ont encerclé Campo de Mayo.⁷¹⁰

La description de la situation indique déjà la position de PL :

1. Convoquer pour marcher sur les casernes et les encercler
2. Constituer des comités de lutte antifasciste
3. Lancer un appel général à s’armer contre le putschisme⁷¹¹

Mais la position de PL n’est pas partagée par les autres partis du *Frente del Pueblo* dans une réunion du vendredi à 15h⁷¹². Néanmoins, alors que la réunion a lieu

il y avait déjà des secteurs des masses qui commençaient à manifester autour de Campo de Mayo. En d’autres termes, tandis que des colonnes avancées du peuple se plaçaient à l’avant-garde de la résistance, le Front se situait dans une position de retranchement.⁷¹³

Aussi, durant la réunion suivante, le samedi, le Front adopte « formellement » la position de PL :

La déclaration du Front convoquait ouvertement, pour la première fois, à encercler les casernes et en appelait au droit du peuple à s’armer, se référant à l’article 21 de la Constitution Nationale.⁷¹⁴

Que PL ait ou n’ait pas imposé son point de vue au sein du FP ne nous intéresse pas. En revanche, la nécessité de ce groupuscule de se montrer comme l’auteur ou le précurseur de la décision, avec sa prétention sous-jacente de lucidité exceptionnelle, illustre bien la logique générale de tous les groupes présents, bien plus préoccupés d’avoir raison sur leurs voisins que d’une quelconque efficacité dans les résolutions prises. La réunion du samedi signalée par PL est néanmoins suivie d’effets. Le samedi vers 22h, la police rapporte qu’un groupe d’environ cent cinquante personnes se présente devant le régiment de La Tablada (dans le quartier de La Matanza, côté Province de Buenos Aires), avec « deux *bombos* et des pancartes du MAS »⁷¹⁵. Les manifestants se retirent à 22h30, tandis que la « population du quartier reste dans l’expectative, observant le développement des événements ». Apparemment les policiers ramassent les tracts laissés par les militants car ils décrivent leur contenu et notent les partis

⁷¹⁰ *Ibid.*

⁷¹¹ *Ibid.*

⁷¹² *Ibid.*

⁷¹³ *Ibid.*

⁷¹⁴ *Ibid.*

⁷¹⁵ Archives DIPBA

du FP – ce qui confirme le rapport avec la réunion signalée. Il est intéressant que les militants se soient présentés devant la caserne de La Tablada, qui n'est pas celle officiellement soulevée, car cela démontre une volonté d'empêcher les autres régiments de se déployer. Néanmoins, la capacité réelle de ces militants apparaît très limitée face aux « 14 tanks moyens et deux camions de transport de troupes » qui se trouvent à l'entrée de ce régiment⁷¹⁶, d'autant que les habitants du quartier ne se sont pas joints aux militants de gauche. Enfin, la demi-heure durant laquelle les militants ont manifesté devant la caserne n'aurait guère empêché le régiment de se déployer s'il l'avait voulu, par exemple une heure plus tard. La présence des militants de gauche devant La Tablada révèle une stratégie de contention des militaires qui n'a pas, loin s'en faut, les moyens de ses ambitions.

La frustration que les militants ont probablement ressentie ce soir-là (il est peu habituel qu'ils soient si peu nombreux et que la manifestation soit si brève) aura cependant été atténuée par la satisfaction de voir l'unité du FP. Las, celle-ci se rompt le lendemain. Le dimanche vers 11h du matin, les représentants de la plupart des partis et d'organisations sociales se présentent dans un salon du Palais présidentiel pour signer l'*Acta de compromiso democrático*. Patricio Echegaray signe au nom du Parti Communiste avec, toutefois, une « réserve publique » sur le troisième point⁷¹⁷. Cependant, deux heures plus tard, le PC abandonne son soutien au gouvernement en se retirant de la *Plaza de Mayo*. Celle-ci est alors remplie de monde, Alfonsín a terminé son premier discours et il s'est retiré pour rejoindre en hélicoptère les séditeux à Campo de Mayo. Les militants communistes, environ quatre mille, abandonnent la Place en chantant « Attention, attention, nous partons de la place contre la négociation »⁷¹⁸. Derrière eux, visiblement plus indécis, les militants du MAS effectuent la même manœuvre. Les uns et les autres sont interpellés par des manifestants qui les enjoignent de rester, un militant du MAS leur répond : « Nous, on s'en va, vous restez avec l'amnistie »⁷¹⁹. Apparemment, le PC et le MAS ont la même position de soutien au gouvernement jusqu'à ce que celui-ci décide de négocier directement avec les soulevés. Le retrait de la Place symbolise la désapprobation des deux partis qui se suivent dans une entente qui est un faux-semblant. En effet, bien que le MAS suive le PC dans l'espace de la Place, il a déjà rompu avec lui dans le salon présidentiel deux heures auparavant, ce qu'il explicite le lendemain :

⁷¹⁶ *Ibid.*

⁷¹⁷ J. GRECCO et G. GONZÁLEZ, *op.cit.*, p.181. Le troisième point affirme les niveaux de responsabilité, voir *supra*.

⁷¹⁸ *La Razón*, 20 avril 1987.

⁷¹⁹ *Ibid.*

le point clé de cette négociation, « l'obéissance due », a été scandaleusement avalisé par le document signé par tous les partis, en incluant Cafiero, le Parti Communiste et l'Intransigent ; c'est-à-dire qu'eux tous ont signé avec le gouvernement le matin, ce que le gouvernement a signé l'après-midi avec Rico. Nous avons l'honneur, avec les Mères de la Place de Mai, de n'avoir pas signé ce pacte, fondement de l'accord Alfonsín-Rico.⁷²⁰

Prétexte ou réelle divergence, le MAS ne pardonne pas au PC sa signature de l'*acta*, même avec sa « réserve publique ». Pour le 1^{er} mai, ces partis appellent à des rassemblements différents⁷²¹, le MAS convoque les militants au stade du Ferro (diminutif de *Ferrocarril* situé dans le quartier portègne Caballito). Dans son tract, le MAS précise qu'il adhère au « FP », mais la même feuille dénonce nommément tous les dirigeants de gauche qui « Ensemble, avec rien moins qu'Alsogaray, ont signé l'acte qui promet l'"obéissance due". »⁷²². Donc, le MAS adhère à un FP dont il est virtuellement le seul membre⁷²³.

Mais les autres partis membres du FP, qui gardent aussi le nom, se retrouvent sur une autre convocation pour le 1^{er} mai, cette fois dans le stade Atlanta. La convocation est signée par un *Frente de Liberación Nacional y Social*⁷²⁴, qui rassemble deux groupes avec pas moins de treize organisations distinctes.

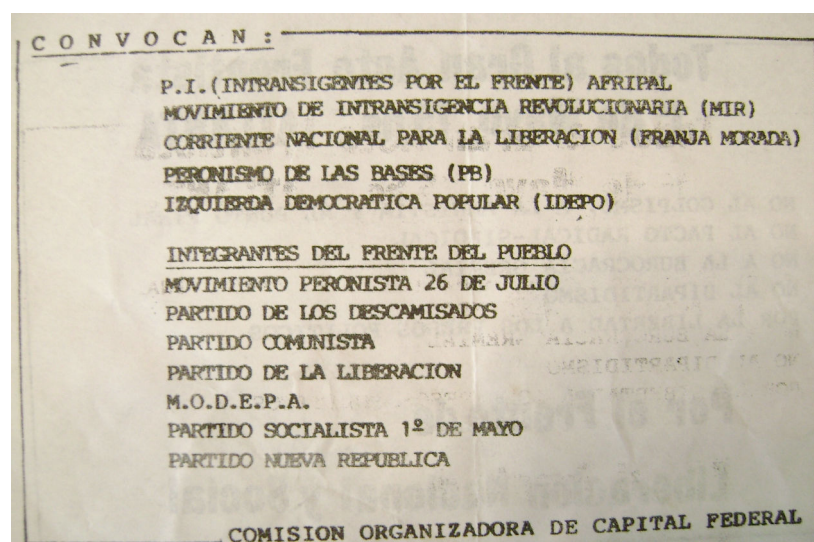


Figure 7. Tract « Todos al Gran Acto Frentista » (collection CEDINCI)

⁷²⁰ *La Razón*, 21 avril.

⁷²¹ Il semblerait cependant que ces convocations divergentes pour le 1^{er} mai soient antérieures à la crise. En effet, un autre tract du mercredi 15 avril signé par Luis Zamora du MAS fait part de sa surprise en apprenant l'organisation d'un rassemblement dans un autre stade que celui prévu initialement. Il appelle aussi à une réunion de tous les partis de gauche afin de dissiper les malentendus et ne pas rompre l'unité. Ce qu'il n'explique pas est pourquoi il préfère dissiper les malentendus à travers un tract plutôt que, par exemple, par téléphone. Voir tract « ¡Que haya un acto unico el 1 de mayo ! », collection CEDINCI.

⁷²² Tract MAS, « Sigamos la lucha contra los golpistas », sans date. Collection CEDINCI.

⁷²³ Deux semaines après le 1^{er} mai, le MAS distribue un tract sur lequel n'apparaît plus le sigle du FP, voir « Movilizarse contra la ley Rico-Alfonsín », tract du 13 mai 1987, Collection CEDINCI.

⁷²⁴ Ce sont les termes employés par le XVI^{ème} Congrès du PC de 1986.

Ce bon exemple de fragmentation à l'extrême des partis de gauche, hormis son effet comique involontaire, révèle la cause première de l'incapacité de la gauche à peser un tant soit peu sur la politique nationale. Cette fragmentation est même plus importante que ne le laisse voir ce document car, par exemple, le PI qui signe est seulement un courant à l'intérieur du *Partido Intransigente*. Ce dernier a essentiellement soutenu le gouvernement durant tout le temps de la crise avec, entre autres, plusieurs déclarations d'Oscar Allende qui répudient les séditeux. Enfin, pour qu'il ne subsiste aucun doute sur le réel problème pour la gauche argentine à s'unir, il convient de noter que Nahuel Moreno est mort au début de l'année, en janvier 1987. Ce décès prélude à un éclatement du MAS qui, selon certaines estimations, donne lieu à une vingtaine d'organisations durant les années suivantes.

d. *Movimiento Todos Por la Patria* (MTP)

Dans ce panorama, il est intéressant de remarquer l'attitude du MTP qui semble totalement étranger aux disputes internes à la gauche. Il est probable que nombre de ses dirigeants méprisent au plus haut point les autres partis⁷²⁵, mais cela n'apparaît pas dans son organe qui ne mentionne pas les différends. Par ailleurs, durant *Semana Santa*, nous ne notons pas une participation qui cherche à se distinguer de la foule⁷²⁶. Sa plus notable apparition est le fait de l'une de ses banderoles qui ne mentionne pas le nom de l'organisation mais se réfère directement à sa revue : « Al miedo y al golpe, los vencemos **entre todos** » [La peur et le coup d'État, nous les vainquons entre tous] qui est particulièrement remarquée par les journalistes. Ainsi, elle apparaît dans un encadré de *La Razón* du 17 avril dans une photographie qui est mise en page en contre-position d'une autre d'Alfonsín, les deux donnent l'effet du leader d'une part et du peuple de l'autre.

⁷²⁵ Une partie d'entre eux proviennent du PRT-ERP qui a développé une sorte de détestation structurelle par exemple de Nahuel Moreno, l'un des fondateurs du PRT en 1965. Voir J. RUBENSTEIN, « Une histoire du PRT-ERP... », *op.cit.*

⁷²⁶ La crise surprend la plupart des dirigeants du MTP à Cordoba, où ils assistent à une réunion secrète, dont les autres (dirigeants et militants) n'ont pas connaissance. La très notable présence des banderoles du MTP est due à l'initiative des jeunes militants, voir Felipe CELESIA et Pablo WAISBERG, *La Tablada : a vencer o morir, la última batalla de la guerrilla argentina*, Buenos Aires, Ed. électronique Aguilar, 2013, 268 pages, p.155.



Figure 8 La Razón, 17 avril 1987, p. 3

Le MTP reprend presque la même photographie et la publie quelques jours plus tard dans une annonce payée dans *Clarín*⁷²⁷ avec un texte relativement peu radical en comparaison des textes enflammés de l'extrême gauche :

L'ensemble du peuple argentin a livré et gagné sa première grande bataille contre le pouvoir militaire. Il a stoppé le coup d'État et la peur. [...] Il est gravé dans l'histoire et dans la conscience collective que le peuple délibère et gouverne pas seulement à travers ses représentants. [...]

Le texte poursuit de manière très ouverte aux autres mouvements politiques :

Le 19 avril 1987 s'est installé à côté du 12 octobre 1916 avec Yrigoyen ; du 17 octobre 1945 avec Perón et Evita ; du 29 mai 1969 avec le Cordobazo de Agustín Tosco et Atilio López ; et du 30 avril 1977 lorsque naquirent les foulards blancs des Mères comme symbole de la lutte pour les droits de l'Homme et contre le génocide.

Maintenant, péronistes, radicaux, intransigeants, chrétiens, socialistes, communistes, indépendants, TOUS POUR LA PATRIE, ont défendu la démocratie [...] Comme rarement, le peuple a démontré son pouvoir et a trouvé dans le président Raúl Alfonsín, dans son gouvernement, dans la majorité des partis d'opposition, dans les entités syndicales, estudiantines, sociales, les organismes de droits de l'Homme etc., courage pour affronter la mort et générosité pour ouvrir les canaux de participation.

⁷²⁷Jorge Baños, Frère Antonio Puigjané, Martha Fernandez, Francisco Provenzano, Alejandro Ferreira, Rubén Dri, Carlos Burgos, José Serra et « Al miedo y al golpe lo vencemos entre todos », *Clarín*, 22 avril 1987.

Cette apologie de l'unité du peuple est suivie de cinq propositions qui poursuivent dans le même sens :

1. Assumer que la lutte n'est pas encore terminée, exiger le châtement de tous les responsables d'actes de rébellion contre le pouvoir constitutionnel.
2. Que les médias maintiennent une attitude ouverte, démocratique et pluraliste [...]
3. Promouvoir la constitution et la consolidation dans les usines, les quartiers, les universités, collèges, bureaux etc., de Comités Permanents pour la Défense de la Démocratie.
4. Veiller à ce que l'*Acta de Compromiso Democrático* ne soit pas utilisé pour consacrer une nouvelle forme d'impunité.
5. Maintenir l'état de mobilisation [...]

Dans ce court texte publié dans le principal journal du pays, d'un ton mesuré, le MTP appelle à rien moins qu'à une démocratie directe à travers la constitution de « soviets » dans tous les secteurs de la société, baptisés « comités permanents pour la défense de la démocratie ». Il nous semble que cette stratégie discursive est pour le moins plus ambitieuse que celles déployées par les autres partis de gauche qui semblent avoir pour principal objectif d'avoir raison sur les autres. Pourtant, moins de deux ans plus tard, la plupart des signataires de ce texte sont morts ou en prison, après avoir effectué un processus de *sectarisation* encore bien plus radical que celui des groupuscules que nous évoquions. A notre sens ce brusque changement s'explique en grande partie par l'analyse qui est faite de *Semana Santa*.

i. Une lecture exaltée et optimiste de *Semana Santa*

Le MTP est généralement étudié sous le seul prisme de l'attaque du régiment de la Tablada le 23 janvier 1989. Ce jour-là, au petit matin, une quarantaine de militants se sont introduits violemment dans la caserne du régiment d'Infanterie Mécanisée de la Tablada, situé dans le quartier la Matanza (côté Province de Buenos Aires). Certains militants, grimés à la manière caractéristique des *carapintadas*, ovationnaient le « commandant Rico » et répartissaient des tracts d'une « Nouvelle Armée Argentine ». Répartis en trois groupes, les militants – ou guérilleros - légèrement armés avaient pour objectif de prendre le contrôle de la caserne et de ses blindés. Aucun groupe n'a atteint son but, tous furent arrêtés par la riposte, d'abord désordonnée des militaires attaqués au réveil, puis des renforts de police et d'autres militaires venus en masse déloger les attaquants⁷²⁸. Bientôt, les militants se sont regroupés

⁷²⁸ La répression s'effectue sous les ordres du général Alfredo Arrillaga, qui a été condamné en février 2013 pour des crimes perpétrés durant la dictature. Il est aussi poursuivi pour la disparation de militants durant la répression de la Tablada, mais la Cour Suprême doit encore statuer si elle considère ces crimes comme relevant de lèse humanité, sans quoi ils sont prescrits, voir CELESIA et P. WAISBERG, *op.cit.*, pp. 185-186. Par ailleurs, le chef de la police fédérale, Juan Pirker, a affirmé pendant la répression qu'il était en mesure de déloger les intrus avec des gaz lacrymogènes, voir par exemple, Guido BRASLAVSKY, « La Tablada : a 20 años de la

dans deux foyers à l'intérieur de la caserne, qu'ils ont défendu durant environ vingt-quatre heures, avant que les survivants ne se rendent le 24 janvier au matin. Le bilan fait état de 29 morts et 4 disparus parmi les attaquants, 11 morts parmi les militaires et policiers⁷²⁹. L'action a été condamnée par la presque intégralité du spectre politique, y compris ou surtout de toutes les tendances de la gauche⁷³⁰, à l'exception des Mères de la Place de Mai qui, sans se prononcer sur l'action, ont apporté leur soutien aux prisonniers⁷³¹.

Claudia Hilb⁷³² considère une nouveauté, par rapport aux organisations de gauche révolutionnaire des années 1970, le mensonge sciemment utilisé par la direction du MTP. En effet, toute l'opération repose sur la mise en scène⁷³³ d'une tentative de coup d'État *carapintada* qui, selon le scénario écrit par le MTP⁷³⁴, serait stoppé par les militants puis par le peuple tout entier. La politiste mène une intéressante réflexion sur le mensonge en politique mais elle présente systématiquement l'attaque comme une aberration. Elle partage ainsi une conception assez commune sur le MTP, considéré comme un anachronisme en 1989, une survivance des années 1970 qui n'aurait plus sa place à la fin de la décennie suivante. Cette appréciation rend bien compte de l'impression, assez généralisée si l'on juge des éditoriaux des jours suivants, qu'ont suscitée les images de guerre de l'attaque de la Tablada et la féroce répression qui a suivi. En revanche, elle ne permet guère de comprendre les raisons de cette action violente, dont l'objectif n'est pas l'occupation de la caserne mais la conquête du pouvoir par la force. Pour absurde que puisse paraître cette tentative de putsch « révolutionnaire », elle n'en trouve pas moins sa cohérence dans une conception somme

última aventura de la izquierda guerrillera », *Clarín*, 23 janvier 2009, [En ligne], <http://edant.clarin.com/diario/2009/01/23/elpais/p-01844780.htm>, consulté le 20 septembre 2013.

⁷²⁹ CELESIA et P. WAISBERG, *op.cit.*, pp.246-247.

⁷³⁰ Voir Rodolfo MATTAROLLO et Alberto KOHEN (comps.), *La izquierda y la tablada*, Buenos Aires, Ed. Cuadernos de Ideas, 1989, 80 pages.

⁷³¹ F. CELESIA et P. WAISBERG, *op.cit.*, p. 180. Plusieurs autres organismes de défense des droits de l'homme ont apporté leur aides juridique aux prisonniers. Il y eut cependant des différences très notables parmi ces organismes avec certains qui refusèrent tout contact avec le MTP. Le CELS a trouvé une sorte de voie médiane, en prenant en charge la défense des militants les plus jeunes et refusant de défendre les militants aguerris. Voir *ibid.* Il y a vingt personnes accusées, treize sont survivantes de l'attaque, six auraient apporté un soutien de propagande et le frère franciscain Antonio Puigjané est jugé comme un dirigeant de l'attaque.

⁷³² Claudia HILB, « La Tablada : el ultimo acto de la guerrilla setentista », *Lucha Armada*, n°9, 2007, pp.4-23.

⁷³³ Gorriarán Merlo insiste sur le fait qu'à partir du « moment où on a commencé à dire que le groupe attaquant n'était pas un groupe *carapintada* mais un groupe de civils » l'opération a mal tourné. Cité par *ibid.* pp. 4-5.

⁷³⁴ Il ne subsiste qu'un doute très minime sur les intentions du MTP de prendre le pouvoir. Car, bien que l'authenticité des documents présentés par le ministère public au procès des militants ait été contestée par leurs avocats, elle a été reconnue par la suite par un ancien participant. Voir F. CELESIA et P. WAISBERG, *op.cit.*, p.190. Le document le plus polémique est un communiqué qui affirme que « Une colonne de *carapintadas* était sortie de la caserne vers le Palais Présidentiel. Mais le peuple armé a levé une barricade et l'a réduite. Maintenant, c'est le peuple qui occupe la Casa Rosada », *ibid.* Autrement dit, les militants avaient préparé les communiqués qui devaient être diffusés après la victoire.

toute très classique de parti avant-gardiste et une situation politique jugée à l'aune, précisément, de *Semana Santa*.

Selon nous, toutes les interprétations qui présentent la Tablada comme une action politiquement irrationnelle minorent ou oublient le poids de *Semana Santa* dans la lecture politique d'une bonne partie de la gauche. La Tablada est la réponse du MTP à une question qui traverse la gauche, à savoir comment mobiliser à nouveau le peuple de *Semana Santa*. Cela n'a d'ailleurs pas échappé à de nombreux observateurs contemporains qui apprécient les faits selon la grille d'analyse que nous reprenons. Ainsi comme le remarque judicieusement un analyste de la police politique de Buenos Aires :

Les mobilisations de *Semana Santa*, de Monte Caseros et de Villa Martelli ont conduit la direction du MTP, particulièrement celle provenant de l'ERP [Armée Révolutionnaire du Peuple], à interpréter qu'ils se trouvaient en condition d'organiser un « *Pueblazo* »⁷³⁵

Probablement bon connaisseur des termes récurrents des débats de la gauche révolutionnaire sur la caractérisation de la situation, le policier a rapidement conclu que le MTP a diagnostiqué une situation prérévolutionnaire et a agi en fonction. La direction du MTP, et singulièrement Gorriarán Merlo, comprend *Semana Santa* comme le signe d'une situation « pré-insurrectionnelle », ce que l'un de ses cadres confirme ultérieurement :

Lorsque le soulèvement de *Semana Santa* a eu lieu, le Pelado [Gorriarán Merlo] a fait un parallèle avec le Nicaragua et la formation du sandinisme. [...] Il a vu une situation pré-insurrectionnelle et a cru que c'était le moment d'avancer.⁷³⁶

Dans les pages de *El Porteño*, Rolando Graña cherche à comprendre comment une organisation, qui prônait un activisme « plus proche de l'œuvre missionnaire et caritative que de la politique »⁷³⁷ dans les quartiers pauvres, a décidé de prendre les armes. Il pointe aussi la même inflexion :

Le soulèvement de Rico et la réaction populaire leur a montré que la seule chose qui pouvait faire sortir massivement les gens dans la rue était le risque d'un coup d'État. Les mois suivants, qui passent par loi d'Obeissance Due, Alfonsín, seul pilote de cette *pueblada*, l'a trahi, laissant les « masses » orphelines. Ce moment a précipité la machinerie de raisonnements politiques qui a dérivé dans La Tablada.⁷³⁸

Comme nous le voyons, nul besoin de recourir à l'irrationalité supposée des acteurs, ou de comprendre l'attaque comme un parfait anachronisme – ce qui comporte une désagréable vision téléologique de l'Histoire – pour saisir ce qui a mené le MTP au désastre. Néanmoins,

⁷³⁵ *Informe especial de inteligencia relativo al MTP y FRP*, 1^{er} mars 1989, Archive DIPBA.

⁷³⁶ Marcos Adandia, cadre du MTP, cité par F. CELESIA et P. WAISBERG, *op.cit.*, p.126.

⁷³⁷ Rolando Graña, « De las canillas a las armas », *El Porteño*, février 1989, pp.10-11.

⁷³⁸ *Ibid.*.

les analyses plus complexes ou sophistiquées, telle que celle de Claudia Hilb, n'ignorent pas totalement la logique politique assez simple que nous avons exposée. Elles cherchent à répondre à des questions qui paraissent plus essentielles à leurs auteurs, souvent du fait d'une certaine proximité avec l'objet⁷³⁹. Cette attitude est d'autant plus compréhensible que le MTP occupe une place particulière dans la gauche des années 1980, dont pas grand-chose ne laissait prévoir son tragique dénouement.

ii. Le MTP inséré dans la gauche et le MDH

Le MTP partage avec le reste de la gauche de nombreux points communs, à commencer par l'obsession de parvenir à une unité de la gauche, problématique qui traverse tout le siècle. Mais loin de développer une stratégie d'alliances, il tâche de lancer un mouvement qui s'implante dans différents secteurs et qui se présente comme pluraliste. Le MTP est fondé en 1986 au Nicaragua, par un groupe qui comprend d'anciens militants de différentes organisations de gauche des années 1970, pour la plupart armées – essentiellement de l'ERP et Montoneros –, des personnalités inscrites dans la Théologie de la Libération et de jeunes militants qui participent aussi au Mouvement des Droits l'Homme⁷⁴⁰. Le choix de Managua pour fonder un parti argentin tient au fait que l'un de ses principaux dirigeants, Enrique Gorriarán Merlo⁷⁴¹, y réside. La revue *Entre Todos* précède la fondation du parti, elle paraît mensuellement dès 1985. Elle est de bonne facture, avec des articles entraînants qui peuvent aussi bien louer l'étoile de football, Diego Maradona, que traiter de sujets sociaux, avec des entretiens approfondis de fonctionnaires et de courts billets « pastoraux » signés par le frère franciscain Antonio Puigjané. En somme, le journal partisan édité par Carlos Quito Burgos ne ressemble que très peu à un organe traditionnel de parti politique, cette impression est encore renforcée par la pagination moderne et aérée (elle a des similitudes avec l'hebdomadaire progressiste *El Periodista*, dont de nombreuses plumes collaborent ponctuellement avec *Entre Todos*). La ligne éditoriale de la revue est résolument ouverte à de nombreux courants politiques, avec la volonté affichée de dépasser les clivages partisans pour former « une

⁷³⁹ Claudia Hilb ne cache pas son malaise de voir une histoire des années 1970 à laquelle elle se sent attachée ressurgir brutalement en 1989.

⁷⁴⁰ Par exemple, Jorge Baños, militant tué durant l'attaque, avait été avocat du CELS.

⁷⁴¹ Enrique Gorriarán Merlo (1941-2006) commence à militer dans les années 1960 dans le radicalisme *intransigeant*, puis il rejoint le PRT. Il participe aux premières actions armées de ce parti dès 1968 à Rosario. Il devient rapidement un référent du bras armé du PRT, l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple). Il se sépare du PRT en exil, avec un groupe qui rejoint les sandinistes du Nicaragua en 1979. Il dirige l'opération qui mène à l'assassinat de l'ancien dictateur du Nicaragua, Anastasio Somoza, au Paraguay en 1981. En 1983, son nom fait partie de la liste des guérilleros inculpés par les décrets présidentiels.

nouvelle alternative politique, bien plus ample, qui inclut tous ceux qui veulent la libération », comme le prône la page de couverture d'octobre 1985 :

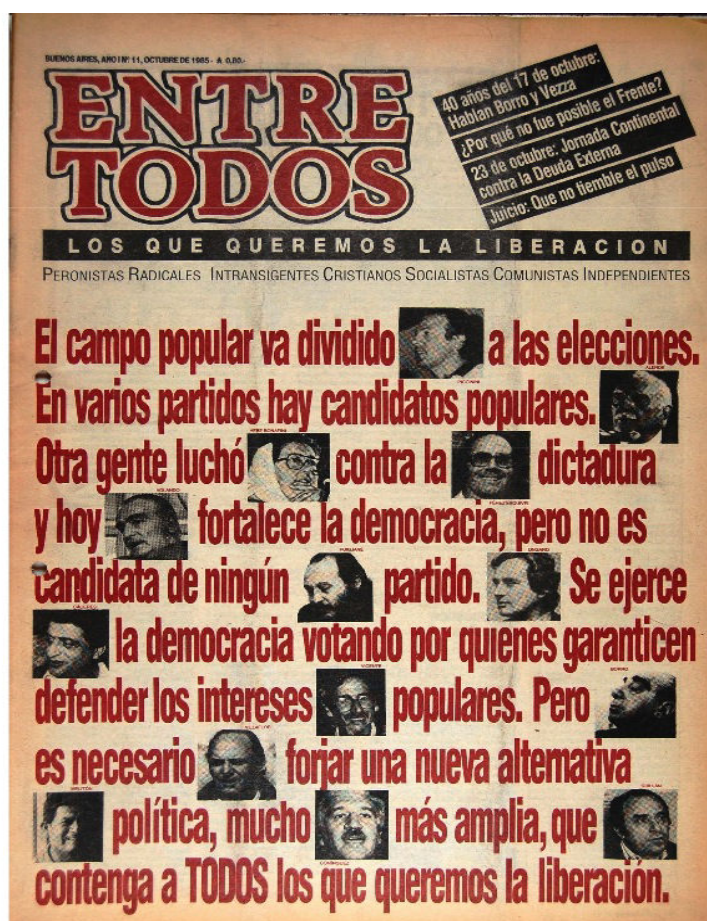


Figure 9 Couverture de *Entre Todos*, octobre 1985

Sur cette couverture, se mêlent différents responsables politiques, appartenant à des partis qui s'affrontent dans les urnes, et d'organisations de défense des droits de l'Homme, qui forment la synthèse à laquelle aspire le MPT⁷⁴².

Le soin dans la présentation se retrouve aussi dans le logo du parti, qui tranche franchement avec ceux des partis de gauche et apparaît dans l'air du temps⁷⁴³.

⁷⁴² Pour illustrer cette ligne éditoriale pluraliste, nous pouvons aussi citer une interview offerte par le gouverneur péroniste de la province de la Rioja. Mais, il est vrai, Carlos Menem défend alors des positions quelque peu différentes de celles qu'il adopte par la suite. Ainsi, il explique que « Les *cipayos* [terme désignant les étrangers ou leurs alliés locaux] veulent faire retomber la faute des maux du pays sur le secteur public, en prétendant rapetisser l'État. Faire cela dans un pays en voie de développement revient à livrer la Nation. Le grave mal qui nous touche n'est pas le secteur public ou qu'il soit surdimensionné », voir Carlos BURGOS et Manuel GAGGERO, « Para un peronista no hay nada mejor que otro argentino », *Entre Todos*, septembre 1985, p.26.

⁷⁴³ Que ce soit dans la revue, les affiches ou même les drapeaux, *Movimiento Todos Por la Patria* apparaît avec une calligraphie très particulière. Evidemment très subjectivement, elle évoque la calligraphie de l'affiche de *Tron*, un film nord-américain de science fiction de 1982, particulièrement futuriste dans les années 1980.



Figure 10 Revue Entre Todos N°27, p.13. mars 1987



Figure 11 Logo Movimiento Todos Por La Patria

Cette volonté de toucher le grand public, singulièrement absente chez la plupart des groupuscules de gauche, avec des thématiques identifiées à la gauche connaît au moins deux véritables succès. Le premier est dû à un militant qui devient très célèbre à partir de son témoignage au Procès des juntas militaires en 1985. Pablo Díaz est un survivant de *La noche de los lápices*, une opération de séquestration et disparition d'une dizaine d'adolescents en septembre 1976 ; son témoignage sert à l'écriture d'un livre puis d'un film éponymes. Lui-même est invité à donner des conférences dans des écoles du secondaire dans l'ensemble du pays. Or, en tant que militant du MTP, il impulse la réorganisation des comités des écoles⁷⁴⁴. La seconde réussite indéniable du parti est l'apparition du quotidien *Página 12* en mai 1987⁷⁴⁵. Avec moins de deux ans d'existence, le MTP apparaît en avril 1987 comme une

⁷⁴⁴ Voir F. LORENZ, « Tomála vos, dámela a mí. La noche de los lápices : el deber de la memoria y las escuelas », *op.cit.*

⁷⁴⁵ Le jeune journaliste Jorge Lanata, qui dirigeait une section indépendante intitulée « The Posta Post » dans les pages intérieures du mensuel *El Porteño*, projetait de fonder un quotidien, mais ne possédait aucun fond. Pour sa part, Gorriarán Merlo souhaitait voir apparaître un journal de référence pour l'ensemble de la gauche. Il investit un million de dollars pour la fondation. Gorriarán souhaitait un journal qui ne réponde à aucune direction partisane, ce qui bien évidemment convenait au journaliste. Selon Lanata, la seule intervention directe du MTP sur la ligne éditoriale de *Página 12* est la publication d'un entretien avec l'un de ses cadres, Jorge Baños, en

option à l'intérieur de la gauche qui attire de nouveaux militants et qui semble relativement ouverte. Néanmoins, cette ouverture repose en grande partie sur l'occultation de l'un de ses principaux dirigeants : Enrique Gorriarán Merlo.

iii. Avant-gardisme et *sectarisation*

Précisément durant les journées de *Semana Santa*, la direction du MTP est surprise dans une réunion secrète à Cordoba, si bien qu'elle laisse les militants quelque peu désorientés durant les grandes mobilisations populaires⁷⁴⁶. Or, Gorriarán Merlo participe à cette réunion secrète, il est clandestinement entré dans le pays pour cela⁷⁴⁷. Cette participation anticipe un changement radical dans le parti qui, durant les mois suivants, officialise la présence de Gorriarán à sa direction et, dans le même temps, se transforme en un parti d'avant-garde. En soi, afficher le nom de Gorriarán signifie abandonner la politique de large ouverture qui a caractérisé le MTP, dans la mesure où son nom est alors assez sulfureux pour agir en repoussoir pour la plupart des militants des gauches (et, inversement, provoquer une fascination pour une minorité qui idéalise le militantisme armé de la décennie précédente). Cette inflexion est confirmée par un ensemble de changements, visibles dans certaines positions publiques mais surtout dans le fonctionnement interne du parti. Pour la partie visible, *Entre Todos* se focalise sur des questions militaires, pas tout à fait absentes auparavant il est vrai, dans les pages de la revue. Ainsi, la Conférence des Armées Américaine⁷⁴⁸ qui a lieu dans la ville balnéaire de Mar del Plata en novembre 1987 est largement couverte par la revue⁷⁴⁹. La conférence est dénoncée par une manifestation devant l'hôtel où elle se déroule et des membres du MTP parviennent à se procurer le rapport que présente l'Argentine à la réunion interaméricaine. Le document est remis à des journalistes de *Pagina 12*, qui le traite en première page⁷⁵⁰. Le MTP montre ainsi une véritable capacité à se

janvier 1989. Voir Luis MAJUL, *Lanata. Secretos, virtudes y pecados del periodista más amado y más odiado de la Argentina*, Buenos Aires, [Ed. électronique] Planeta, 2012, 461 pages, p.90. Cet interview avait pour objet la dénonciation d'un pacte secret qui lierait le candidat présidentiel Carlos Menem, le dirigeant syndical Lorenzo Miguel et le colonel Mohamed Seineldín, pour renverser Alfonsín. Rétrospectivement, cette affabulation est apparue comme partie intégrante de l'opération de manipulation des esprits du MTP qui préparait le terrain pour leur tentative de putsch. Par ailleurs, il est probable que *Pagina 12* exerçait une auto-censure sur des thèmes touchant directement le MTP, voir *infra*.

⁷⁴⁶ F. CELESIA et P. WAISBERG, *op.cit.*, p.155.

⁷⁴⁷ *Ibid.*, p.125.

⁷⁴⁸ La XVII^e Conférence des Armées Américaines réunit les armées latino-américaines et états-unienne les 16 et 17 novembre 1987 et a pour thème la relation entre terrorisme et trafic de narcotiques, *ibid.*, p.126.

⁷⁴⁹ *Entre Todos*, n°37, 2^{de} Quinzaine de novembre 1987.

⁷⁵⁰ F. CELESIA et P. WAISBERG, *op.cit.*, p.127. L'Argentine préconise une « unité d'action » entre les armées, ainsi qu'une coordination entre les différents services d'intelligence.

procurer des informations sensibles. Cependant, en interne, ce goût pour les informations secrètes renforce l'ascendant de Gorriarán, réputé expert dans ce domaine⁷⁵¹. Sans trop risquer de nous tromper, nous pouvons émettre l'hypothèse d'un effet dévastateur de la circulation d'informations secrètes dans l'organisation. Rappelons que le noyau central du MTP provient d'organisations politiques armées des années 1970, c'est-à-dire de militants qui, outre l'expérience de la clandestinité ont une connaissance intime des opérations secrètes bien réelles de leurs ennemis⁷⁵². Nous pensons que ce terreau est propice à rendre vraisemblables les informations les plus échevelées⁷⁵³. Autrement dit les militants des années 1970 ont évolué dans une ambiance de secrets, dans laquelle réalités et rumeurs se confondent aisément. Nous concevons le complotisme du MTP comme une combinaison entre cette habitude – en partie justifiée par une expérience personnelle qui a lié la survie à cette attitude – à donner du crédit aux informations secrètes invérifiables et la confiance dans l'expertise du chef.

Quoi qu'il en soit, la reconnaissance officielle de la présence de Gorriarán Merlo dans la direction du MTP marque une inflexion dans l'organisation, qui s'accompagne d'un abandon des chantiers politiques entrepris auparavant. En particulier, le travail dans les quartiers qui singularisait le parti est délaissé. La nouvelle orientation provoque le départ de nombreux militants parmi les plus notables. Ainsi, à la fin de 1987, un groupe qui compte Rubén Dri et Manuel Gaggero⁷⁵⁴ annonce qu'il se sépare du MTP, dont il critique le tournant avant-gardiste en contradiction avec ses principes de fondation qui prônaient une proposition « démocratique et participative »⁷⁵⁵. L'ensemble de la lettre collective de rupture oppose la conception « mouvementiste » qui avait dirigé le MTP jusqu'alors et l'« avant-gardisme » désormais recherché. Pour preuves, les auteurs citent deux documents, émanant du secrétariat du parti, qui affichent clairement le nouvel objectif :

Le défi historique pour le Movimiento Todos por la Patria est d'assumer le processus de construction et consolidation d'une avant-garde politique, caractérisée par sa ligne politique,

⁷⁵¹ Vanesa DA SILVA, « La Tablada », mémoire pour la chaire *Teoría e Historia de los Movimientos sociales y la acción Colectiva*, Faculté de Sciences Sociales – Université de Buenos Aires, 2011, p. 116. Enrique Gorriarán Merlo intègre les services d'intelligence sandinistes et a des relations fluides avec les services cubains.

⁷⁵² Outre la clandestinité de la majeure partie de la répression, rappelons que les armées latino-américaines ont mis en place des coordinations secrètes, à travers le tristement célèbre Plan Condor, ou que la Marine argentine effectuait des opérations d'infiltration jusqu'à Paris.

⁷⁵³ Rappelons que le complot que le MTP dénonce à la veille de son attaque de la Tablada comprend une réunion secrète entre Menem, Seineldín et Lorenzo Miguel, dont le but serait un coup d'État qui placerait le vice-président Martínez au pouvoir. Il est probable que la plupart des militants ne croyaient pas ce mensonge mais qu'ils aient pu penser qu'il soit vraisemblable est en soi révélateur. Les élections présidentielles sont prévues en mai 1989, de sorte que concevoir la participation de Carlos Menem à un coup d'État n'a strictement aucun sens.

⁷⁵⁴ Manuel Gaggero est un avocat, cadre du PRT-ERP et directeur du journal *El Mundo* durant les années 1970.

⁷⁵⁵ Rubén Dri, José María Serra, Manuel Gaggero, Piera Oria et Daniel Rollano, « Por que nos fuimos del MTP », p.1. 29 décembre 1987. Archive du CEDINCI.

son lien avec les secteurs populaires, son organisation, discipline et mystique révolutionnaire.⁷⁵⁶

Quelques mois plus tard, en mars 1988, une seconde vague de militants quittent le MTP⁷⁵⁷, parmi lesquels Pablo Díaz, une des figures les plus connues du pays, au moins parmi la jeunesse.

Dans une logique maintes fois observée dans les groupes d'extrême gauche⁷⁵⁸, une fois que les dissidences internes sont écartées, il n'y a plus de frein à la radicalisation et au passage à la « lutte armée ». Dans ce cas, la radicalisation s'exprime par un changement dans l'organe du parti, qui cesse de s'appeler *Entre Todos* pour *Cuadernos de Entre Todos* en mars 1988. La différence minime du titre s'accompagne d'un renversement de la ligne éditoriale, qui abandonne son pluralisme ou « œcuménisme » antérieur car « Le MTP est déjà une identité politique définie »⁷⁵⁹ estime la rédaction et que *Entre Todos* « a rempli son objectif »⁷⁶⁰. La mise en page de l'organe du MTP est visiblement moins soignée que celle de la revue antérieure et, surtout, le contenu est bien plus offensif. Par exemple, Carlos Samojedny s'attache à discréditer tous les partis ou mouvements sociaux qui auraient pour objectif de « reconstruire le tissu social », comme les tenants d'une théorie d'« opposition aux stratégies révolutionnaires » qui sont, « dans leur majorité, des ex-révolutionnaires usés, peureux ou fléchissants qui ont remplacé la pratique militante et la formation sérieuse par des analyses théoriques éloignées de la réalité. »⁷⁶¹ Autant dire que les différentes approches du militantisme de gauche n'intéressent plus le MTP. A cela s'ajoute un autre phénomène habituel aux partis qui subissent des processus de *sectarisation* : l'oubli sélectif, voire la négation, des anciens membres. En l'occurrence, les nombreuses démissions ne sont jamais mentionnées dans les pages de *Cuadernos* qui, en revanche, publie un reportage sur la désaffection du militantisme chez les jeunes des autres partis politiques⁷⁶².

⁷⁵⁶ *Ibid.*, souligné dans l'original.

⁷⁵⁷ A chaque fois, les groupes qui démissionnent en font part à *Pagina 12* qui se garde de publier l'information. La censure exercée par la direction du journal est d'autant plus patente avec le second groupe qu'un journaliste de *Pagina 12*, Fernando Dondero, en fait partie. Voir F. CELESIA et P. WAISBERG, p.147.

⁷⁵⁸ Nous avons rencontré le même phénomène de radicalisation qui suit les purges ou les scissions dans notre recherche sur le PRT-ERP (l'antécédent le plus direct du MPT), voir J. RUBENSTEIN, « Une histoire du PRT-ERP... », *op.cit.*

⁷⁵⁹ *Cuadernos de Entre Todos*, n°1, mars 1988, p.2.

⁷⁶⁰ *Ibid.*

⁷⁶¹ Carlos SAMOJEDNY, « Reconstitución del tejido social. Una teoría diversionista », *Cuadernos de Entre Todos*, n°2, mai 1988, pp.20-23.

⁷⁶² Joaquim RAMOS et Fernando FALCO, « Chicos que abandonan la militancia. ¿ Por que te vas ? », *Cuadernos de Entre Todos*, n°3, juillet 1988, pp.20-22.

Pour ce qui est de la « lutte armée »⁷⁶³, elle fait bien entendu partie de la radicalisation dont elle est même l'acmé. Dans ce cas, l'action militaire surprend par la démesure de son objectif, surtout au vu de l'impréparation de ses exécutants. Les militants qui attaquent la caserne peuvent se répartir entre deux types. D'une part, des guérilleros aguerris qui ont survécu aux années 1970 et, pour certains, aux combats au Nicaragua mais qui n'utilisent probablement pas d'armes lourdes depuis plusieurs années. D'autre part, de jeunes militants qui, pour la plupart, n'ont aucune formation militaire, voire n'ont jamais touché une arme à feu. Tous sont très mal équipés pour une opération de cette envergure, avec à peine quelques mitraillettes et des fusils de chasse ; seuls deux lance-roquettes et des grenades semblent les armes appropriées pour s'affronter à une caserne. Les militants vont au feu essentiellement armés de croyances, aussi fermes que délirantes, en la très faible combativité des militaires et la possibilité de suppléer des canons par la volonté.

Indéniablement, la Tablada singularise à l'extrême le MTP, si bien qu'il est périlleux de le prendre comme un exemple pour tâcher d'aborder la gauche dans son ensemble. Nous le faisons néanmoins, car il répond à sa façon à deux questions qui traversent toute la gauche. Son unité, pour laquelle nous avons vu que le MTP adopte une stratégie originale d'ouverture plutôt que d'alliances – du moins durant un premier temps. Et, deuxièmement, sa lecture de *Semana Santa*, nous intéressant au premier chef, ne diffère pas fondamentalement du reste de la gauche qui a vu surgir le peuple durant quatre jours. Tout aussi surprise que les autres acteurs par ce surgissement, la gauche joue un rôle relativement marginal dans la mobilisation du peuple mais elle est désormais traversée par la question obsédante de savoir comment le mobiliser à nouveau. La Tablada est la réponse, caricaturale à l'extrême, à cette obsession. Peut-être que cet ancien militant du MTP exprime bien la frustration qu'a pu ressentir une bonne partie de la gauche lorsque l'Histoire a bifurqué juste avant son accomplissement tant souhaité :

Je ne sais pas si Alfonsín était mou, je crois qu'il ne croyait pas aux gens. Alors il ne s'est pas appuyé sur les gens. S'il s'était appuyé sur les gens, les gens auraient répondu comme ils ont répondu sur toutes les places du pays qui se sont remplies. Alors, le cours de l'histoire aurait été autre, je crois que le 23 janvier n'aurait jamais existé si Alfonsín avait eu une autre attitude.⁷⁶⁴

Mis à part l'autojustification qui renvoie très abusivement la responsabilité de l'attaque du 23 janvier 1989 à Alfonsín et à ses choix d'avril 1987, cette appréciation témoigne d'une grande

⁷⁶³ Les guillemets servent ici à souligner que le parti n'a pas de stratégie militaire proprement dite, il semble croire qu'une opération armée suffira à prendre le pouvoir en une journée.

⁷⁶⁴ V. DA SILVA, *op.cit*, p.130.

désillusion vécue lors de *Semana Santa*. A notre sens, elle exprime bien la problématique de la gauche postérieure à *Semana Santa* : revoir apparaître le peuple.

Conclusion

La presque totalité des dirigeants politiques s'unit autour du président dans une concorde probablement inédite dans l'histoire du pays. Ils symbolisent ainsi sur les scènes traditionnelles du théâtre politique l'unité du peuple qui, elle, se manifeste dans les rues et les places de la République, ainsi que face aux militaires qui ont rompu l'ordre consensuel. Cette unité, le peuple, est cependant mise à profit par la presque totalité des acteurs politiques qui, dans ce geste, la rompent. Alfonsín, en premier lieu, en tant que légitime représentant du Peuple, utilise la force du peuple pour défendre la politique de son parti. Ainsi, il place en porte-à-faux sa principale opposition, le péronisme, entre le soutien aux institutions communes et celui au gouvernement. Néanmoins le péronisme réussit à se montrer de manière pratiquement monolithique durant le temps de la crise, sous le double effet de la surexposition médiatique des *renovateurs* et du silence presque absolu des *orthodoxes*. Les fissures n'en sont pas moins présentes ; latentes durant *Semana Santa*, elles ouvrent des brèches sous son effet. La présence d'Antonio Cafiero sur le balcon présidentiel, en retrait du président radical, marque à la fois l'acmé de la puissance de la *Renovación Peronista*, qui ne représente alors rien de moins que la seconde moitié de l'Argentine, et son impasse. L'image de concorde nationale qu'offrent les *renovateurs*, interdit durablement aux radicaux d'expulser le péronisme hors du champ démocratique mais, dans le même temps, empêche la *Renovación* d'apparaître comme une véritable opposition. À terme, les péronistes choisissent l'altérité plutôt que la concorde dans laquelle s'est enfermé Cafiero.

Semana Santa illustre aussi un changement inédit et durable pour la droite : son soutien au régime constitutionnel. D'une part, la droite libérale se montre à travers l'UCeDé, avec quelques nuances, fermement hostile à un nouveau coup d'État militaire. D'autre part, la droite nationaliste trouve un nouveau porte-parole durant *Semana Santa*, qui n'est autre qu'Aldo Rico. Le principal déclencheur de la crise s'impose avec elle comme un personnage public, statut qu'il ne quitte plus par la suite. Bien qu'il ne représente jamais qu'un secteur minoritaire de l'Armée, il symbolise – avec d'autres militaires⁷⁶⁵ – l'insertion progressive de militaires dans le jeu électoral et, par là même, l'abandon de leurs modes d'intervention traditionnels en politique – le coup d'État ou la menace de celui-ci. En tant que représentant

⁷⁶⁵ Voir Gerardo ADROGUE, « Los ex-militares en política. Bases sociales y cambios en los patrones de representación política », *Desarrollo Económico*, Vol.33, N°131, 1993.

d'une droite « dure », nationaliste et sécuritaire, son parti s'impose comme le troisième du pays dès 1993⁷⁶⁶.

Enfin, la gauche voit durant *Semana Santa* le peuple dont elle aspire à être l'interprète ou l'avant-garde éclairée. Mais, immergée dans des logiques de petits partis, elle est dépassée par les événements et, par la suite, subjuguée par cette irruption inattendue. Si bien qu'elle cherche soit à insister sur les thèmes qui semblent centraux durant la crise – la condamnation des militaires, qui est déjà centrale dans une bonne partie de la gauche – afin d'obtenir une traduction dans les urnes de sa primauté sur ce sujet, soit à trouver les moyens pour rééditer la mobilisation populaire, mais cette fois dirigée par le parti.

⁷⁶⁶ Le MODIN recueille 5,78% des voix aux élections législatives de 1993 (plus du double que l'UCEDÉ) et obtient 4 sièges de députés. MINISTERIO DEL INTERIOR, *Historia electoral argentina (1912- 2007)*, décembre 2008, p. 160, [en ligne], http://www.mininterior.gov.ar/asuntos_politicos_y_alectorales/dinap/dinap_publicaciones526a.html?idName=asuntos&idNameSubMenu=DiNAP&idNameSubMenuDer=DirNacRelCo, (Consulté le 20 janvier 2013).

Chapitre 5

Journaux et journalistes, les reflets troubles d'une société

Avec de fortes variantes, l'ensemble des journaux s'est prononcé en faveur du régime démocratique et contre les militaires séditieux durant la crise de *Semana Santa*. Cela n'a rien d'étonnant, néanmoins le consensus est si important – dès avant la fin de la crise, certains journalistes critiquent des collègues ou des médias à l'aune de leur manque de participation dans la défense du régime⁷⁶⁷ – qu'il demande quelques explications. Par ailleurs, s'il est aisément compréhensible qu'un métier directement lié à la liberté d'expression prenne fait et cause pour un régime qui la défende, il n'en va pas forcément de même pour des propriétaires de journaux qui ont montré pouvoir très bien s'accommoder d'une tutelle militaire. En particulier, les directions de *Clarín* et *La Nación* ont largement bénéficié de la dictature pour asseoir leurs positions dominantes sur ce secteur du marché culturel. Aussi convient-il de comprendre pourquoi ces journaux, dont les opinions reflètent nécessairement en partie les intérêts bien compris de leurs propriétaires⁷⁶⁸, ne montrent aucune sympathie pour les militaires séditieux alors même qu'ils n'ont rien à craindre d'un coup d'Etat. Afin de saisir pourquoi la presse a pris parti dans le conflit et comment elle l'a relaté, il convient de replacer journaux et journalistes dans un temps un peu plus long.

L'analyse des journaux durant la dictature a été menée de manière plus ou moins systématique par différents auteurs dans des travaux universitaires ou journalistiques. Par exemple, Marina Franco analyse la participation des journaux dans la dénonciation de la « campagne anti-argentine » de 1978⁷⁶⁹, qui a consisté à présenter toutes les dénonciations des violations des droits de l'Homme comme faisant partie d'une campagne médiatique internationale contre le pays. Dans cet article, Marina Franco cherche à évaluer le degré de complicité des journaux avec le régime, un objectif qui se retrouve aussi centralement dans le livre des journalistes Eduardo Blaustein et Martín Zubieta, *Decíamos ayer*, qui appellent à

⁷⁶⁷ Par exemple, dans son édition du dimanche 19 avril 1987, *La Razón* publie un article de Claudia Acuña qui effectue un compte rendu du traitement de la crise en cours par les différentes chaînes de télévision. Elle distingue les « médias administrés par l'Etat [qui] ont affronté l'épreuve avec l'effort illimité de leur personnel », remarquant que les studios de ATC sont remplis d'affiches qui proclament « Vive la démocratie » ; dans le même sens, *Canal 11* diffusait en permanence une annonce qui disait : « Éteignez la télévision et allez à Plaza de Mayo ». En revanche, *Canal 9* n'a pas cru bon de changer ses programmes, de sorte que le samedi 18 avril dans l'après-midi elle diffusait l'émission « Juego de los matrimonios » [le jeu des couples]. Il est significatif que la journaliste construise son article autour de la notion d'épreuve (*prueba*, dans le sens d'examen) dont la note s'obtient en fonction de l'attitude face à la crise. Claudia ACUÑA, « Apologías y rechazos en los medios de comunicación » *La Razón*, 19 avril 1987.

⁷⁶⁸ Nous avouons ici notre incapacité à croire en l'indépendance des rédactions vis-à-vis des propriétaires des journaux. Cela ne veut pas dire que la ligne éditoriale soit la fidèle expression de l'opinion des propriétaires, mais ceux-ci imposent nécessairement des limites à celle-là pour des raisons idéologiques ou commerciales. Nous approfondirons cette idée à travers les débats qui traversent les journaux durant la période.

⁷⁶⁹ Marina FRANCO, « La “campaña antiargentina” : la prensa, el discurso militar y la construcción de consenso », dans Judith CASALI DE BABOT et María VICTORIA GRILLO (eds.), *Derecha, fascismo y antifascismo en Europa y Argentina*, Ed. Universidad de Tucumán, 2002, pp.195-225.

une autocritique des médias⁷⁷⁰. D'autres travaux s'intéressent au rôle des médias dans la légitimation des coups d'Etat, par exemple Daniel Mazzei et Miguel Angel Taroncher Padilla ont étudié cet aspect dans la chute d'Arturo Illia en 1966⁷⁷¹. Dans la même perspective, mais à propos du coup d'Etat de 1976, la compilation d'articles de César L. Díaz⁷⁷² permet de distinguer les approches de chaque titre vis-à-vis du régime qui s'annonce. Sur une longue période, Ricardo Sidicaro⁷⁷³ a réalisé une étude systématique des éditoriaux de *La Nación* qui permet d'aborder l'évolution idéologique du principal journal des classes dominantes et son adhésion aux différents régimes militaires du siècle. Cette liste est loin d'être exhaustive, mais elle montre une attention particulière sur le rapport qu'ont entretenu les médias avec les régimes militaires. Par contraste, il est intéressant de noter le peu d'intérêt que suscitent ces mêmes médias durant les régimes démocratiques, et particulièrement après la fin de la dernière dictature. Le champ universitaire qui s'intéresse à cette période est bien plus théorique que systématique et se penche moins sur la presse que sur les autres médias de masse, principalement la télévision. Les questions portent alors sur la place qu'occupe la télévision dans la société, sa légitimité pour aborder des thèmes qui touchent au bien commun ou sa manière particulière de les aborder ; il s'agit, sans surprise, principalement de dénoncer l'appauvrissement et la partialité des débats dans un média devenu un centre de pouvoir essentiel⁷⁷⁴.

Pour notre part, nous nous centrons principalement sur la presse écrite, certes du fait des difficultés que nous avons rencontrées pour avoir accès aux archives des autres médias – problème que nous avons évoqué en introduction –, mais aussi parce qu'elle est composée de journaux aux longues trajectoires qui permettent d'interroger les positions prises durant la crise en rapport avec leurs parcours. L'analyse des autres médias apparaît d'ailleurs dans les journaux, ce qui nous permet de l'aborder de manière un peu détournée. Dans un premier temps, nous effectuons un bref historique de trois journaux qui s'associent durant la dictature

⁷⁷⁰ Eduardo BLAUSTEIN et Martín ZUBIETA, *Decíamos ayer : la prensa argentina bajo el Proceso*, Buenos Aires, Ed. Colihue, 1998, 656 pages. Cet ouvrage marque un tournant dans la prise de conscience du rôle des journaux durant la dictature, il est essentiellement composé d'archives.

⁷⁷¹ Daniel MAZZEI, *Los medios de comunicación y el golpismo. La caída de Illia 1966*, Buenos Aires, Grupo Editorial Universitario, 1997, et Miguel Angel TARONCHER PADILLA, *Periodista y prensa semanal en el golpe de estado del 28 de junio de 1966 : la caída de Illia y la Revolución argentina*, Thèse doctorale en Histoire Contemporaine, sous la dir. de Teresa Carnero Arbat et Joan del Alcázar Garrido, Universitat de Valencia, 2004, 575 pages.

⁷⁷² César DIAZ, *La cuenta regresiva. La construcción periodística del golpe de Estado de 1976*, Buenos Aires, Ed. La Crujía, 2002, 248 pages.

⁷⁷³ Ricardo SIDICARO, *La política mirada desde arriba. Las ideas del diario La Nación 1909-1989*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1993, 545 pages.

⁷⁷⁴ Dans ce domaine, le philosophe et sociologue Oscar Landi a ouvert un champ de réflexion très fertile sur la relation entre la télévision et la politique. Oscar LANDI, *Devórame otra vez: qué hizo la televisión con la gente, qué hace la gente con la televisión*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1992.

dans une société qui contrôle la fabrication de papier. Nous verrons que cette entreprise, *Papel Prensa*, est au cœur de la relation entre ces journaux et l'Etat à partir de 1976. Elle est, en même temps, l'objet de différentes critiques, principalement menées par les autres journaux, qui constituent bientôt un débat sur le rôle de la presse que nous verrons dans une seconde partie. Enfin, nous suivrons ce débat, qui resurgit à l'occasion de la crise de *Semana Santa*.

1. Un paysage médiatique conservateur

Sans entrer dans le détail d'une histoire de la presse qui demanderait une analyse pointue de chacun des titres, nous souhaitons commencer par dessiner un bref paysage du monde éditorial des principaux quotidiens, ce qui nous permettra par la suite de comprendre le traitement de la crise par ces mêmes journaux. Nous centrons cette présentation sommaire sur trois titres qui, outre de longues trajectoires, ont la particularité de s'être associés à l'Etat dans la seule entreprise de fabrication de papier journal, Papel Prensa S.A, durant la dictature.

a. *La Nación*

Le quotidien, fondé en 1870 par Bartolomé Mitre, devient à partir de la seconde décennie du XX^{ème} siècle, le journal de référence des classes dominantes, dont il réussit à dépasser les clivages internes. Ainsi, il est moins l'organe d'un parti ou d'un secteur de la bourgeoisie argentine, que la voix autorisée qui la rassemble et l'influence. Tout au long du siècle, le journal des élites a gardé par rapport aux vicissitudes politiciennes une certaine distance qui l'a préservé des instabilités politiques, une position bien résumée par le titre de l'ouvrage de référence *La política mirada desde arriba*⁷⁷⁵ [*La politique vue d'en haut*]. Il va de soi que le quotidien n'a jamais montré la moindre sympathie pour les grands mouvements populaires, que ceux-ci se soient politiquement exprimés par le radicalisme avec Yrigoyen ou, à plus forte raison, par le péronisme. Inversement, *La Nación* n'a jamais été un opposant aux régimes militaires, sans toutefois se confondre avec aucun secteur militaire et tâchant avec constance d'orienter tous les régimes vers une République dirigée par des élites, à la fois éclairées et conservatrices. La rédaction foncièrement anti-péroniste reçoit avec enthousiasme l'arrivée au pouvoir d'Alfonsín, dont elle s'efforce de refroidir les ardeurs progressistes dans le domaine proprement politique et, surtout, économique. Vis-à-vis des radicaux, *La Nación* adopte donc une position critique sans jamais remettre en cause la légitimité du régime dont il défend fermement les institutions.

⁷⁷⁵ R. SIDICARO, *op.cit.*.

b. *La Razón*

Ce journal est fondé en 1905, il apparaît alors comme le premier journal à ne pas être directement lié à un pouvoir politique⁷⁷⁶. Mais il montre par la suite une singulière habileté pour être toujours en faveur des gouvernements en place, malgré la notable instabilité politique entre 1930 et 1955⁷⁷⁷. Puis, le journal connaît une rupture, ici décrite par Roberto Walsh :

À partir de 1957, *La Razón* a gardé une loyauté absolue envers un seul patron : l'Armée, et en particulier le Service d'Information de l'Armée de Terre. Peralta Ramos avait enfin rencontré le facteur stable de la politique argentine, qui transcende les éphémères gouvernements, le maître permanent qu'il cherchait depuis ses accointances avec l'hitlérisme.⁷⁷⁸

Cette particularité en fait le journal « de la droite [...] qui associait Frondizi au communisme » durant les années 1960, selon le journaliste Isidoro Gilbert⁷⁷⁹. Dans les années 1970, après avoir réussi l'acrobatie de ne devenir l'ennemi déclaré d'aucun acteur politique armé, il devient le journal qui « le plus insolemment travaille pour le coup d'Etat »⁷⁸⁰. Durant la dictature, la ligne éditoriale reproduit sans la moindre distance le discours des militaires au pouvoir. Après la chute de la dictature, le journal est naturellement très discrédité⁷⁸¹, en particulier pour avoir retransmis le discours triomphaliste de la Guerre des Malouines jusqu'au dernier moment⁷⁸². La direction de la rédaction qu'occupait Félix Laíño depuis près de quarante ans prend fin brusquement⁷⁸³. Les propriétaires du journal décident de donner un coup de timon pour le moins osé : ils choisissent Jabobo Timerman, l'ancien directeur de la *Opinión* et peut-être l'un des plus célèbres survivants des camps de concentration argentins, pour remplacer le plus fidèle des porte-paroles des militaires⁷⁸⁴. La ligne éditoriale est pour ainsi dire cassée par le revirement du journal, qui est fui par ses principaux annonceurs et

⁷⁷⁶ César DIAZ et Mario GIMENEZ, « Titulares que golpearon. Las primeras planas de La Razón de marzo 1976 », dans César DIAZ (compil.), *La cuenta regresiva*, op. cit. pp.189-213., p.194.

⁷⁷⁷ *Ibid*, pp.196-197.

⁷⁷⁸ Roberto WALSH, *El caso Satanowsky*, ed. De La Flor, p.202, cité par *ibid*, p.197.

⁷⁷⁹ *Ibid*, p.198.

⁷⁸⁰ *Ibid*, citant E. BLAUSTEIN et M. ZUBIETA, op.cit. p.42.

⁷⁸¹ Le minutieux travail d'hémérothèque d'Eduardo Blaustein et Martín Zubieta les mène à moins insister sur le discrédit de *La Razón* comme source d'information que sur l'ennui qu'il provoque dès le début de la dictature. En effet, les discours des militaires sont relativement uniformes, de sorte que le journal perd tout l'attrait des polémiques, même voilées, de ses concurrents. E. BLAUSTEIN et M. ZUBIETA, op.cit., pp.41-43.

⁷⁸² G. MOCHKOFKY, op.cit., p. 438.

⁷⁸³ Félix Laíño occupe divers postes de direction dans le journal et il est à la tête de la rédaction depuis 1937. Voir par exemple, la note nécrologique que lui consacre *Clarín* en 1999, [En ligne], <http://edant.clarin.com/diario/1999/01/08/e-03601d.htm>, consulté le 30 avril 2011.

⁷⁸⁴ Cette appréciation ne préjuge en rien de ses qualités de technicien du journalisme, presque unanimement applaudies par ses pairs. Nous voulons seulement remarquer que ce fut le seul journal à grand tirage qui a été si longtemps proche des militaires, y compris lorsque ces derniers n'étaient pas au pouvoir.

délaissé par son lectorat traditionnel avant de réussir à conquérir de nouveaux secteurs⁷⁸⁵. De plus, Timerman choisit de transformer le quotidien du soir en un journal du matin, ce qui provoque un véritable boycott des distributeurs⁷⁸⁶. Face à la débâcle financière, le journal cherche son salut dans le soutien de l'Etat⁷⁸⁷. Or, les radicaux au pouvoir manquent d'un appui ferme dans la grande presse, si bien que Raúl Alfonsín s'occupe personnellement d'obtenir des avantages pour *La Razón*⁷⁸⁸. Ce rapprochement entre les radicaux et le quotidien de la famille Peralta Ramos est favorisé par le recrutement de nombreux journalistes, qui forment une nouvelle génération très en phase avec le nouveau régime. L'éditorialiste Pablo Giussani, proche ami d'Alfonsín, symbolise cette union. Mais cette position privilégiée, qui se traduit par un afflux de publicités gouvernementales et l'octroi de crédits particulièrement avantageux⁷⁸⁹, puis la démission de Timerman, ne suffisent pas à enrayer le déclin de *La Razón* qui fait faillite à la fin de la décennie. Pour ce qui nous intéresse centralement, *La Razón* est considéré comme le quotidien le plus proche du gouvernement en 1987. D'une part, il est, financièrement, particulièrement dépendant de l'Etat. D'autre part, sa rédaction est composée en grande partie d'une nouvelle génération⁷⁹⁰ de journalistes entrée dans la profession avec l'avènement de la démocratie et exécrant le régime précédent.

⁷⁸⁵ G. MOCHKOFISKY, *op.cit.*, pp. 440-445.

⁷⁸⁶ Les entreprises en charge de la répartition du soir voient leur principale source de travail disparaître et obtiennent de leurs collègues du matin le blocage. Voir *Ibid.*, p. 444. Il est probable que cette solidarité entre les distributeurs ait aussi été soutenue par les principaux journaux qui voient un nouveau concurrent direct et considèrent Jacobo Timerman en ennemi. En effet, outre des inimitiés personnelles qui ne manquent pas dans le petit monde de l'édition des grands journaux, Timerman est considéré comme un proche du défunt David Graiver, à la fois ancien actionnaire majoritaire de la très stratégique entreprise Papel Prensa et accusé d'être le banquier de la guérilla péroniste Montoneros. Nous reviendrons dans le détail sur l'usine de fabrication de papier Papel Prensa qui offre une seconde lecture aux positionnements de chacun des journaux.

⁷⁸⁷ Selon le journaliste et écrivain Jorge Asís, *La Razón* aurait tout simplement été cédé par l'Armée aux radicaux, suite à leur victoire électorale en 1983. Cette version est rapportée par R. SIDICARO, *op.cit.*, p. 489, qui fait référence à Jorge ASÍS, *La ficción política*, ed. Sudamericana, 1985, p.122. Pour notre part, nous suivons principalement la version des faits rapportée par Graciela Mochkofsky dans sa biographie de Timerman, obtenue par le croisement des entretiens qu'elle a effectués et un travail d'hémérothèque sur tous les journaux dirigés par Timerman. Cette seconde version est moins catégorique et plus complexe, puisqu'il n'y a pas de changement de propriétaire, qui reste la famille Peralta Ramos. De sorte que ce sont les repositionnements des propriétaires – pour des raisons essentiellement commerciales – qui expliquent le brusque changement éditorial. G. MOCHKOFISKY, *op.cit.*, pp. 440-445.

⁷⁸⁸ La principale forme de subvention aux journaux se fait à travers la publicité de l'Etat, qui peut néanmoins recourir à tout un panel d'aides détournées. Nous en verrons quelques-unes avec Papel Prensa.

⁷⁸⁹ G. MOCHKOFISKY, *op.cit.*, p. 446.

⁷⁹⁰ Nous avons vu que la rédaction n'est pas uniquement composée de jeunes journalistes. Nous nous référons ici à un groupe qui, par la suite, marque durablement le paysage médiatique ; entre autres, Martín Granovsky, Sergio Ciangaglini et Claudia Acuña qui rejoignent *Página 12* à sa fondation en 1987. Les deux derniers font aussi partie de l'une des plus intéressantes expériences de journalisme critique des années 2000 : la fondation du mensuel *Mû* qui s'accompagne d'une émission de radio et d'une chaire autonome de journalisme, voir <http://www.catedraautonoma.org.ar/> et <http://lavaca.org/>, consulté le 30 avril 2011.

c. *Clarín*

Fondé par Roberto Noble en 1945, *Clarín* a changé de ligne éditoriale au gré des régimes, successivement péroniste puis anti-péroniste. Il s'est cependant progressivement identifié avec le développementisme à la fin des années 1950, scellant un rapprochement durable avec Rogelio Frigerio⁷⁹¹. Néanmoins, Roberto Noble conserve un certain pluralisme au sein de la rédaction, ainsi Osvaldo Bayer, historien et journaliste anarchiste auteur du célèbre ouvrage *La Patagonia Rebelde* est nommé chef des très sensibles rubriques « Politique » et « Forces Armées »⁷⁹². Cette variété interne est fortement réduite avec la mort de son fondateur en 1969, après laquelle les développementistes occupent tous les postes clés de la rédaction et imposent leur ligne idéologique. Il faut cependant remarquer que les lignes éditoriales de *Clarín* ne sont probablement pas le facteur principal de son succès, dont il faut chercher les ressorts dans les efforts de pagination et des textes relativement courts qui en font un journal facilement lisible. D'ailleurs, la place qu'acquiert le journal, parmi les cinq ou six plus grands tirages durant les années 1950 et 1960, doit surtout à ses petites annonces. En effet, sous la première présidence de Perón, celui-ci avait fait fermer *La Prensa*, le journal préféré des classes moyennes pour publier leurs annonces. *Clarín* a ainsi hérité de cette source non négligeable de revenus⁷⁹³, qui a l'avantage induit d'attacher durablement les lecteurs au quotidien.

Durant la dictature, avec des nuances selon les périodes, *Clarín* adopte deux attitudes parallèles face au pouvoir. D'une part, le journal offre son soutien à la politique des militaires⁷⁹⁴ et fait preuve d'une parfaite ignorance des violences du régime, y compris lorsque celles-ci affectent les employés de l'entreprise⁷⁹⁵. D'autre part, la ligne éditoriale est très critique du programme économique de Martínez de Hoz⁷⁹⁶ et tâche d'orienter ce

⁷⁹¹ M. BORRELLI, *op. cit.*. Avec Arturo Frondizi (président entre 1958 et 1962), Rogelio Frigerio (1914-2006) est considéré comme le principal référent du développementisme en Argentine.

⁷⁹² Osvaldo Bayer, « Introducción con nostalgias, flores y heridas », prologue à Pablo LLONTO, *La Noble Ernestina*, Ed. Punto de Encuentro, Buenos Aires, 2008, 300 pages, pp.11-15.

⁷⁹³ *Ibid.*, pp.101-102.

⁷⁹⁴ Ce soutien aux militaires précède le coup d'Etat. Le jour de celui-ci, *Clarín* titre « Nouveau Gouvernement » en de très grosses lettres qui occupent le tiers de la page, avec une photographie qui montre le peu de soutien populaire de la présidente déchu : quelques dizaines de personnes venues sur la Plaza de Mayo pour protester. *Clarín*, 24 mars 1976, reproduit dans E. Blaustein et M. Zubiela, *op.cit.*, p.97.

⁷⁹⁵ Le directeur du supplément littéraire de *Clarín*, Carlos Alberto Pérez, est séquestré le 8 mai 1976. Cette disparition est notifiée dans un petit encadré avec celle d'un député uruguayen, Zelmar Michelini. En revanche, deux ans plus tard, lorsque le correspondant dans la province de Neuquén est séquestré en juillet 1978, la rédaction réagit plus vivement avec des notifications dans le journal, des questions aux militaires et une dénonciation auprès de la presse européenne. Enrique Estebán, le journaliste séquestré, est réapparu très fortement brutalisé, mais en vie, trois mois plus tard. P. LLONTO, *op. cit.*, pp.150-152.

⁷⁹⁶ Voir par exemple, M. FRANCO, « La “campaña antiargentina”... », *op.cit.*

programme vers des positions développementistes⁷⁹⁷. Dans l'ensemble, la dictature est la période durant laquelle *Clarín* prend un avantage décisif sur ses concurrents et devient le journal au plus grand tirage de l'Argentine. Mais, pour bien comprendre comment le journal s'impose, il convient de revenir dans le détail sur une transaction commerciale, effectuée en association avec *La Nación* et *La Razón*, qui assure aux associés un avantage compétitif sur leurs concurrents : l'achat de la seule usine de fabrication de papier du pays.

2. Les ressorts du succès de *Clarín*⁷⁹⁸

a. Papel Prensa

La position dominante dans laquelle se trouvent *Clarín* et, dans une moindre mesure, *La Nación* en 1983 ne peut pas s'expliquer par les seules politiques éditoriales aussi avisées soient-elles. Le contrôle de la principale usine de papier du pays, ainsi que des avantages significatifs sur la distribution des journaux sont les ressorts qui permettent à l'entreprise d'asseoir sa position au point d'exercer par la suite un quasi monopole sur les médias argentins.

Pour aborder le thème de l'entreprise Papel Prensa, il convient de signaler qu'un grand nombre d'informations a été récemment publié dans un contexte qui doit nécessairement être pris en compte. En 2010, un rapport intitulé « Papel Prensa. La verdad. »⁷⁹⁹, émis par la présidence de la Nation, réunit les fondements de l'action judiciaire en cours contre les principaux bénéficiaires de la vente de l'entreprise en 1976, estimée frauduleuse par le ministère public. Ce rapport et l'action judiciaire s'inscrivent dans un contexte de conflit initié en 2008 entre le gouvernement de Cristina Kirchner et *Clarín* qui est devenu, de fait, la principale force d'opposition. Ce contexte oblige donc à prendre les informations du rapport Papel Prensa avec beaucoup de précautions. Aussi avons-nous choisi de reprendre

⁷⁹⁷ Voir M. BORRRELLI, *op. cit.*

⁷⁹⁸ Notre centre d'attention est *Clarín* car il est le journal qui s'est véritablement imposé sur tous ses concurrents en termes de ventes. Il convient cependant de remarquer que les stratégies, à la fois éditoriale et commerciale, de *La Nación* et *Clarín* sont très différentes. *La Nación* mise sur la stabilité éditoriale qui le consolide comme une institution journalistique de référence, ce qui suppose un plafond de son lectorat. Tandis que *Clarín* entreprend une vaste opération de diversification commerciale et adapte sa ligne éditoriale à ses lecteurs avec, par exemple, le supplément *SI!* pour la jeunesse, sujet politique émergent des années 1960 et 1970 devenu une cible commerciale durant les années 1980. Par ailleurs, il faut bien souligner que le troisième associé, *La Razón*, subit un naufrage commercial dans le même temps que *Clarín* et *La Nación* consolident leurs positions respectives. Ce contre-exemple prouve que l'avantage commercial offert par Papel Prensa n'explique pas à lui seul un succès.

⁷⁹⁹ Ministerio de Economía, « Papel Prensa – La Verdad », [En ligne], http://www.mecon.gov.ar/basehome/pdf/papel_prensa_informe_final.pdf, (consulté le 25 avril 2012).

principalement des données d'études antérieures – qui ne peuvent donc être influencées par le conflit politique actuel – à ce rapport, mais nous avons constaté que ce dernier ne faisait que confirmer, en les détaillant et en apportant d'autres sources, les conclusions antérieures⁸⁰⁰. En revanche, le rapport inclut en annexe des témoignages qui restent à évaluer en prenant en compte l'ampleur des enjeux financiers et politiques⁸⁰¹.

Le projet de construction d'une usine de papier est initié par le gouvernement du général Onganía qui décrète en 1969 que toutes les importations de papier seront taxées à hauteur de 10% pour financer l'entreprise⁸⁰². Ainsi, tous les journaux, obligés d'importer du papier, participent à travers cette taxe au projet. Mais, deux ans plus tard, la société mixte Papel Prensa S.A est créée, dans laquelle l'Etat détient 25% des actions, le reste étant réparti entre plusieurs entrepreneurs privés liés à l'édition. Après différentes transactions, l'actionnaire majoritaire devient David Graiver, un banquier aux affaires très diversifiées qui a amassé une fortune considérable en un temps relativement court, principalement grâce à des relations privilégiées avec l'Etat⁸⁰³. Graiver a aussi la particularité de gérer une grande partie du butin amassé par les Montoneros, la guérilla péroniste, à travers différentes actions d'extorsion⁸⁰⁴. Lorsqu'il meurt, suite à la chute⁸⁰⁵ de son avion au Mexique en août 1976, son épouse, Lidia Papaleo, hérite ses actions de Papel Prensa qui sont convoitées par les grands journaux argentins, dans un contexte où les militaires au pouvoir veulent liquider le « Groupe Graiver » entre autres pour ses relations avec les Montoneros. Or, si le gouvernement initie une procédure contre les biens de Graiver, ceux-ci devraient passer dans le giron de l'Etat à travers un organisme qui gère les biens mal acquis (*Comisión Nacional de Recuperación Patrimonial* - CONAREPA). Afin d'éviter cela, Lidia Papaleo est soumise à de très fortes pressions pour qu'elle vende ses parts de la société Papel Prensa avant que ne soit initiée la procédure de saisie des biens de la famille Graiver. Ici, les versions divergent. Selon Lidia Papaleo, le directeur exécutif de *Clarín*, Héctor Magnetto, l'aurait directement menacée afin

⁸⁰⁰ R. SIDICARO, *op. cit.*, Héctor RUIZ NUÑEZ, « El negocio millonario de “Papel Prensa” », *Humor*, n° 229, mai 1987 et Marcelo BORRELLI, « “Una batalla ganada” : el diario *Clarín* frente a la compra de Papel Prensa por parte de los diarios *La Nación*, *Clarín* y *La Razón* (1976-1978) », dans [En ligne], *Papeles de Trabajo, Revista electrónica del Instituto de Altos Estudios Sociales de la Universidad Nacional de General San Martín*, An 2, n° 4, Buenos Aires, décembre 2008 http://www.idaes.edu.ar/papelesdetrabajo/paginas/n_anteriores/articulos04.html, (consulté le 28 avril 2012).

⁸⁰¹ Le rapport et les témoignages sont intégralement téléchargeables sur le site de la présidence de la Nation, [En ligne], http://www.mecon.gov.ar/basehome/informe_papel_prensa.htm, consulté le 25 avril 2012.

⁸⁰² M. BORELLI, *op. cit.*

⁸⁰³ *Ibid.*

⁸⁰⁴ Juan GASPARINI, *David Graiver. El banquero de los Montoneros*, Buenos Aires, Ed. Norma, 2007, 164 pages.

⁸⁰⁵ Selon Juan Gasparini, Graiver aurait été victime d'un attentat orchestré par la CIA, *ibid.* Pour convaincant que soit le journaliste, l'information est pour l'instant difficilement vérifiable et n'intéresse pas directement notre objet.

d'obtenir la vente, avec une phrase qui semble issue d'un roman sur la mafia : « Signez ou cela vous coûtera la vie, et celle de votre fille. »⁸⁰⁶. La version de *Clarín* évoque des pressions sur la famille Graiver, non pas de la direction du journal mais de « ses créanciers », parmi lesquels « l'organisation guérillera péroniste "Montoneros" qui cherchait à récupérer environ 17 millions dollars »⁸⁰⁷. Les autres versions évoquent plus volontiers des pressions de la part de la junte⁸⁰⁸.

Quoi qu'il en soit, la vente est effective en janvier 1977 à un prix qui semble dérisoire à tous les observateurs et, quelques mois plus tard, la plupart des membres de la famille Graiver sont séquestrés puis torturés, tandis que leurs biens sont saisis pour leurs liens supposés avec les Montoneros. La vente est par ailleurs largement célébrée dans les propres pages de *Clarín*⁸⁰⁹. L'usine est inaugurée en septembre 1978 par le général Videla en compagnie des propriétaires de *Clarín* et *La Nación*, Ernestina Herrera de Noble et Bartolomé Luis Mitre⁸¹⁰. De plus, le monopole de Papel Prensa est protégé par des taxes qui atteignent 53% sur l'importation de papier⁸¹¹, en franche contradiction avec la doctrine du libre commerce soutenue à la fois par le gouvernement et les journaux propriétaires de l'usine – bien que *Clarín* ait, il est vrai, une position fluctuante sur la question du fait de son idéologie développementiste.

Dès son inauguration, l'usine de papier est l'objet de virulentes critiques, émises par les journaux qui sont restés hors de l'association. Essentiellement, ces critiques emploient deux lignes d'argumentation. D'une part, elles dénoncent la concurrence commerciale faussée par les avantages octroyés à Papel Prensa. Dans ce sens, en mars 1979 Juan Alemann, haut fonctionnaire de l'Economie de la dictature, s'en prend aux taxes d'importation sur le papier dans un article publié par *La Prensa*. La réponse de Papel Prensa, publiée dans la *Nación*, est d'une violence rarement employée contre des ministres de la dictature : Alemann est accusé, tout à la fois, de n'avoir aucune compétence en la matière et de travailler pour un autre journal⁸¹². D'autre part, des voix s'inquiètent quant au degré d'indépendance des journaux liés

⁸⁰⁶ Déclaration de Mme Elba Lidia Papaleo devant la commission d'enquête sur la vente de Papel Prensa, 2 août 2010. http://www.mecon.gov.ar/basehome/informe_papel_prensa.htm, (consulté le 25 avril 2012).

⁸⁰⁷ Papel Prensa S.A., [En ligne], *Informe preparado por los accionistas privados de Papel Prensa S.A.*, août 2010. p.7. <http://www.juangasparini.com/montoneros.html>, (consulté le 28 avril 2012).

⁸⁰⁸ Par exemple, M. BORRELLI, *op.cit.* et R. SIDICARO, *op. cit.* p.404.

⁸⁰⁹ M. BORRELLI, *op. cit.* et Papel Prensa S.A., *op. cit.*

⁸¹⁰ M. BORRELLI, *op.cit.*

⁸¹¹ *Ibid.*

⁸¹² Cette première salve dans une polémique qui est loin de finir est rapportée par R. SIDICARO, *op. cit.*, pp.421-422. Incidemment, l'auteur remarque que l'entremêlement entre fonctionnaires et entreprises de presse n'apparaît que rarement de manière aussi spectaculaire au grand public.

à l'Etat à travers la société mixte. Ainsi, l'ADEPA (*Asociación de Entidades Periodísticas Argentinas*) remarque en décembre 1979 : « [...] Il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'un gouvernement autoritaire pourrait obtenir, en agissant avec les multiples ressorts de l'Etat, à travers cette concentration de pouvoir »⁸¹³.

Cette ligne de critique, qui pointe la censure déguisée, évolue avec le temps et le changement de régime, pour s'inquiéter moins de la censure exercée par l'Etat que par les trois journaux réunis⁸¹⁴ :

Le piège du papier pas cher dont les militaires avaient besoin pour obtenir une presse favorable, s'est converti maintenant en une méthode de pression pour réguler l'aire de la presse indépendante.⁸¹⁵

Ici, *Página 12* s'insurge à la fois contre l'Etat et les deux principaux journaux, *Clarín* et *La Nación* (alors proche du dépôt de bilan, *La Razón* a revendu ses actions de Papel Prensa à ses deux anciens associés). Le nouveau journal estime subir des pressions de la part de l'*establishment* journalistique, moins pour des raisons commerciales qu'idéologiques. A la même époque, son directeur, Jorge Lanata, affirme avec orgueil que *Página 12* « est le seul journal qui en cas de coup d'Etat militaire serait immédiatement fermé »⁸¹⁶.

Nous l'avons vu avec la spectaculaire attaque contre Juan Alemann en pleine dictature, Papel Prensa n'est pas disposé à accepter des critiques sans réagir. Les journaux actionnaires, en particulier *La Nación* et *Clarín*, ne cessent de défendre leur usine, la présentant comme une réussite pour le pays tout entier qui gagne en indépendance⁸¹⁷ :

Il est facile de voir que le pays aura fait un pas décisif vers la substitution d'importation dans un secteur stratégique de l'économie. Mais, en même temps, il aura affirmé son principe d'indépendance nationale dans le chapitre journalistique et de liberté de la presse, en mettant aux mains des entreprises consommatrices – en association avec l'Etat argentin – la matière première indispensable pour la diffusion de l'information et l'expression des idées.⁸¹⁸

Clarín confond volontiers ses propres intérêts avec ceux de la nation, plus souveraine grâce à l'usine dont elle est un des principaux propriétaires. Le journal confond aussi la liberté de la presse avec sa capacité accrue de diffusion. Cette double ligne argumentative est une constante dans la défense de Papel Prensa. Encore en 2010, l'entreprise présente sa fondation

⁸¹³ Cité par *ibid.*, p. 428.

⁸¹⁴ Ricardo Sidicaro rapporte dans ce sens une tribune de Manfred Schönfeld publiée en août 1984 dans *La Prensa*, voir *ibid.*, p. 483.

⁸¹⁵ *Página 12*, 19 avril 1988, cité par *ibid.*, p.503.

⁸¹⁶ Cité par Carlos ULANOVSKY, *Parén las rotativas. Una historia de grandes diarios, revistas y periodistas argentinos*, Buenos Aires, Ed. [Electronique] Espasa, 1997, p.127

⁸¹⁷ R. SIDICARO, *op. cit.*, et M. BORRELLI, *op.cit.*

⁸¹⁸ *Clarín*, 11 novembre 1976, cité par M. BORRELLI, *op.cit.*

comme un pas vers l'indépendance du « pays [qui] commença à économiser 50 millions de dollars annuels, la somme alors investie pour importer du papier »⁸¹⁹.

A travers cette très controversée opération commerciale, nous voulons souligner la propension des journaux qui y participent à infléchir leurs lignes éditoriales selon leurs intérêts. *La Nación* comme *Clarín* sont des partisans du libéralisme économique, mais les deux quotidiens font mine d'ignorer qu'ils en violent les règles dans leurs pratiques au détriment des autres journaux. Car il va sans dire que l'usine Papel Prensa se montre particulièrement avantageuse envers ses principaux propriétaires, à qui elle octroie entre autres des facilités de paiement.

b. La distribution

C'est un aspect très peu étudié et sur lequel il est malaisé d'enquêter du fait de son éclatement formel⁸²⁰ et des réticences des éditeurs à communiquer les chiffres de leurs ventes⁸²¹. Luciano Elizalde rapporte que, selon le chargé de la distribution de *Página 12*, au début de sa parution de nombreux lecteurs se plaignaient de ne pas recevoir le journal dans leurs kiosques. Il a dû changer de distributeur. Cette anecdote nous avait aussi été rapportée par un ancien journaliste de *Página 12* avec une coloration plus politique : « C'est une mafia [les distributeurs], non seulement ils gardent un pourcentage exorbitant, mais en plus ils bloquaient la diffusion des journaux de gauche, c'est ce qui nous est arrivé. »⁸²² Grâce à leur poids commercial, les principaux journaux sont en mesure d'obtenir des traitements privilégiés des distributeurs et ainsi affermir leurs places, étant entendu qu'il est essentiel que le journal soit présent dans tous les kiosques stratégiques de la ville aux premières heures du jour. Pablo Llonto nous offre une description de cet aspect de la domination de *Clarín* sur ses concurrents :

Les chauffeurs attendaient les paquets de *Clarín* qui sortaient de la rue Tacuarí, mais ils n'attendaient pas avec la même tolérance les paquets des autres journaux. [...] les distributeurs

⁸¹⁹ Papel Prensa S.A., *op.cit.*, p. 10.

⁸²⁰ Au milieu des années 1990, il y avait environ 70 entreprises chargées de la distribution de journaux à Buenos Aires mais 26 appartenaient au même groupe. Luciano ELIZALDE, « Estructura y cambio en la prensa diaria argentina (1989-1992) », dans *Comunicación y Sociedad*, vol. X, n°2, 1997, [En ligne], http://www.unav.es/fcom/comunicacionsociedad/es/articulo.php?art_id=155, consulté le 27 avril 2012.

⁸²¹ Par exemple, en 2003, seuls *Clarín*, *La Nación* et *Diario Popular* adhèrent à l'Instituto de Verificación de Circulación (IVC) qui communique le nombre approximatif d'exemplaires vendus. Les autres journaux préfèrent garder secret ce chiffre stratégique pour la vente d'espaces publicitaires. Voir [En ligne], <http://www.diariosobrediaros.com.ar/eldsd/zonadura/2003/octubre/24-10-2003.htm>, consulté le 28 avril 2012.

Ce constat effectué en 2003 est en grande partie valable pour la période qui nous occupe. Le peu de chiffres dont nous disposons sont émis par les journaux eux-mêmes qui ont intérêt à les gonfler.

⁸²² Conversation avec Miguel Martelotti, photo-journaliste de *Página 12* à sa fondation, 20 octobre 2011.

passaient peu après minuit par les différents ateliers d'impression des journaux, puis après avoir rempli leurs charges ils se dirigeaient vers les kiosques du centre et les points stratégiques de la ville pour la première livraison, entre une et deux heures du matin. Si le camion arrivait à minuit à *Crónica* et que le journal n'était pas prêt, il partait pour *Clarín* et là il attendait le temps qu'il fallait pour que le journal de plus grande circulation soit garanti d'arriver le premier dans les zones clés.⁸²³

3. La presse des années 1980

A l'orée des années 1980, *Clarín* s'est consolidé comme le journal de plus grande vente du pays⁸²⁴ et il a le contrôle sur l'ensemble de la chaîne de production, depuis la fabrication du papier jusqu'à sa mise sur le marché. Il a donc gagné une indépendance relative par rapport au pouvoir politique, qui ne peut plus le soumettre à un embargo sur le papier et la tendance commence à s'inverser : *Clarín* est moins dépendant de celui-ci que les hommes politiques ne sont dépendants du journal. A cette époque, un adage s'impose au moins dans sa propre rédaction : *No se puede gobernar con Clarín en contra* [On ne gouverne pas avec Clarín contre soi]⁸²⁵, bien que cela devienne en partie une réalité probablement seulement au cours des années 1990. Du moins, Raúl Alfonsín semble l'ignorer en 1987 :

Je ne vais pas demander aux médias qu'ils changent leurs prêches, je suis respectueux de la liberté de la presse, mais vous avez un exemple dans les journaux d'aujourd'hui. Je vous demande de lire *Clarín*, qui se spécialise en titres définitifs [dans le sens de sentences définitives], comme s'il voulait réellement faire tomber la foi et l'espoir du peuple argentin. [...] Lisez cet article [...] nous savons aussi que ce type d'article paraît quotidiennement dans le journal, mais lisez-le, parce que la manière trompeuse avec laquelle est présentée l'information d'une diminution du chômage en Argentine est un exemple vivant de ce contre quoi les Argentins nous devons lutter⁸²⁶.

Alfonsín considère que son gouvernement est la cible privilégiée et souvent injustifiée de la presse. En nous limitant aux trois journaux que nous avons présentés en première partie, nous pouvons estimer que le paysage médiatique est plus nuancé que ne le présente le président. En effet, comme nous l'avons déjà souligné, *La Razón* est passé dans le giron du gouvernement

⁸²³ P. LLONTO, *op. cit.*, p.161.

⁸²⁴ L'industrie culturelle de masse que représentent les journaux connaît un nouveau printemps, après avoir été fortement touchée par la dictature. Leurs ventes dépassent les 2 millions d'exemplaires en 1974 pour arriver à peine à plus d'un million en 1976. Mais en 1986 et 1987 les ventes atteignent presque les niveaux antérieurs au régime militaire, autour des 2 millions. *Clarín* représente à lui seul environ 22% de ces ventes, loin devant *La Nación* (7%). L'ensemble de ces chiffres provient de l'Instituto Verificador de Circulación (IVC), cité par le *Boletín Informativo del Laboratorio de Industrias Culturales*, N° 19, juin 2010. Cette institution enregistre le nombre d'exemplaires uniquement des journaux qui lui sont affiliés, par exemple *Página 12* n'apparaît jamais dans ses registres. Voir sur ce point *Diario sobre diarios*, <http://www.eldsd.com/eldsd/zonadura/2008/julio/zd-10-julio-2008.htm#>, consulté le 28 avril 2012.

⁸²⁵ P. LLONTO, *op. cit.*, p.161.

⁸²⁶ *Discours présidentiel*, 13 février 1987.

qu'il soutient fermement. Néanmoins, ce quotidien connaît une baisse dramatique de ses ventes. En 1984, celles-ci passent d'environ 180 000 exemplaires par jour à 150 000 durant les premières semaines de la direction de Jacobo Timerman⁸²⁷, pour atteindre 27 000 exemplaires lorsqu'il démissionne en août 1985⁸²⁸. Rien n'indique que le journal se ressaisisse par la suite, de sorte que les radicaux peuvent estimer à juste titre que *La Razón* n'est pas un grand recours face à *Clarín*, dont les ventes avoisinent les 400 000 exemplaires par jour.

Clarín reçoit le retour de la Démocratie avec enthousiasme, titrant « Nous arrivons ! » le 30 octobre 1983, jour des premières élections. Mais la direction du journal entreprend alors une vaste stratégie commerciale de diversification, avec l'achat de nombreuses entreprises, parfois sans lien avec les médias⁸²⁹. Selon Pablo Llonto, biographe de la propriétaire du journal et ancien rédacteur de *Clarín* où il occupait un poste syndical en conflit permanent avec la direction :

Ce n'était plus les temps diaphanes du développementisme en matière de censure et d'autocensure. Le *Clarín* de la démocratie répondait à d'autres codes de journalisme qui n'avaient rien à voir avec ce qui convenait au MID [*Movimiento Integración y Desarrollo*], ce qui coïncidait avec la doctrine de Noble [le fondateur] ou ce que disaient les livres sur le développementisme. La décision de ce qui sortait ou ne méritait pas de sortir dans ses pages se mesurait selon [...] les affaires de la *Veuve* [Ernestina Noble] et de Magnetto [le PDG de *Clarín*].⁸³⁰

Il est certain que l'ancien syndicaliste de *Clarín* n'a aucune sympathie pour sa direction et ne cherche pas à présenter le journal sous son meilleur jour. Il n'en est pas moins convaincant lorsqu'il explique une bonne partie de la ligne éditoriale du quotidien par l'objectif de ses dirigeants de se diversifier dans les médias⁸³¹. En effet, une mesure, qui date de la dictature et vise à empêcher la concentration des médias, interdit qu'un journal soit aussi propriétaire de radios et de chaînes de télévision. Pour *Clarín*, qui souhaite précisément acheter les unes et les autres, il s'agit d'obtenir du gouvernement à la fois qu'il abroge cette norme et privatise les chaînes de télévision. De sorte que la ligne éditoriale du journal, fervente partisane des

⁸²⁷ G. MOCHKOFISKY, *op.cit.*, p.443.

⁸²⁸ *Ibid.*, p.450.

⁸²⁹ P. LLONTO, *op.cit.*, pp. 184-185.

⁸³⁰ *Ibid.*, p.188.

⁸³¹ Il est d'ailleurs rejoint sur ce point par de nombreux auteurs. Par exemple, le sociologue Gabriel Vommaro montre l'usage particulier que fait *Clarín* des sondages. Il l'illustre par un sondage présenté dans son édition du 16 octobre 1987, où il a été demandé aux « Argentins » s'ils voulaient que les chaînes de télévision soient « indépendantes » face au pouvoir politique. Ainsi, 65,9% des sondés se sont prononcés pour moins de chaînes entre les mains du gouvernement et seulement 8,4% ont souhaité plus de chaînes publiques. Incidemment, la question suivante demandait si le propriétaire d'un journal devrait pouvoir avoir d'autres médias. Gabriel VOMMARO, *Mejor que decir es mostrar. Medios y política en la democracia argentina*, Ed. Biblioteca Nacional et Universidad Nacional de Sarmiento, Coll. *25 años, 25 libros*, Buenos Aires, 2008, 112 pages, pp.31-32.

privatisations, s'explique probablement par des raisons idéologiques mais aussi et surtout parce que les propriétaires de *Clarín* espèrent faire partie de ses grands bénéficiaires. En d'autres termes, le journal est un instrument de pression directement lié aux intérêts économiques de sa direction. Cela explique que, face au gouvernement d'Alfonsín, le journal ait battu le chaud et le froid au gré des négociations. Dans le même sens, mais pour des raisons certainement plus idéologiques (il n'a pas une stratégie de diversification telle que celle de *Clarín*), *La Nación* a aussi eu une attitude changeante face au gouvernement radical, en l'aiguillant toujours vers un libéralisme économique accru. Ainsi, ses éditoriaux ont été particulièrement critiques envers le premier ministre de l'Economie, Bernardo Grinspún (décembre 1983-février 1985) et ont, en revanche, bien accueilli les mesures de son successeur, Juan Vital Sourrouille⁸³². Globalement, *Clarín* et *La Nación*, pour des raisons idéologiques et commerciales qui ne se contredisent pas, ont appelé avec constance le gouvernement à une plus grande libéralisation de l'économie. Cela ne les a cependant jamais amenés à considérer que leur association avec l'Etat, dans l'entreprise Papel Prensa, fût une attaque contre « [le] capitalisme et la véritable et honnête entreprise libre et privée » comme l'estime le très libéral *Ámbito Financiero*⁸³³.

Pour aborder les lignes éditoriales des grands journaux sur les questions strictement politiques et militaires, il nous semble plus intéressant de revenir à la période qui intéresse directement cette thèse, soit la crise de *Semana Santa*. Mais, auparavant, pour terminer de brosser le tableau général (et loin d'être exhaustif) de la presse durant les années 1980, il convient de signaler l'apparition du journal emblématique⁸³⁴ de la période : *Página 12*. Le premier numéro de ce quotidien ne paraît qu'en mai 1987, de sorte qu'il n'est pas un acteur de la crise d'avril. Néanmoins, ses précurseurs, le mensuel *El Porteño*⁸³⁵ et l'hebdomadaire *El*

⁸³² R. SIDICARO, *op. cit.*, pp. 488-489.

⁸³³ *Ámbito Financiero*, 22 mars 1988, cité par *Ibid.*, p. 502.

⁸³⁴ Notre appréciation est certainement discutable si l'on s'en tient à une analyse superficielle qui confondrait le pouvoir d'un journal de très grande diffusion, en l'occurrence *Clarín* – qui, il est vrai, connaît alors son apogée en termes de vente – et la notion d'emblème, dans le sens d'un phénomène propre à la période. *Página 12* occupe ici cette place car, quand bien même il a une diffusion infiniment moindre que *Clarín*, il surgit comme une nouveauté dans le paysage journalistique qu'il oblige à se recomposer dans son ensemble. Voir, par exemple, le témoignage de Julio Blank (rédacteur en chef de *Clarín*), cité par C. ULANOVSKY, *op.cit.* p. 130.

⁸³⁵ *El Porteño* est fondé en 1982 par Gabriel Levinas. Il se veut un mensuel de contre-culture, qui s'intéresse particulièrement aux phénomènes marginaux de la culture portègne. En réalité, il s'invite volontiers dans les débats politiques centraux de l'Argentine, en les devançant. Ainsi, le site de la rédaction est plastiqué en 1983, suite à la publication d'une série d'articles sur les enfants disparus et appropriés. Son premier numéro est tiré à 8000 exemplaires, dont 5000 sont vendus. Une rubrique intérieure dirigée par Jorge Lanata, intitulée *Posta Post*, est à l'origine du quotidien *Página 12*. Carlos ULANOVSKY, *op.cit.*, pp. 291-292.

*Periodista*⁸³⁶, occupent une place particulière dans notre travail. Les deux périodiques sont des sources primordiales, autant pour établir les faits que pour témoigner des débats qui les entourent. En l'occurrence, les réflexions centrales sur le rôle des médias durant la crise proviennent de l'édition de *El Porteño* qui la suit. Une partie des journalistes de ce mensuel forment la première équipe de *Página 12*, fondé et dirigé par Jorge Lanata, à laquelle s'ajoutent de nombreux journalistes de *El Periodista*, dont Horacio Verbitsky⁸³⁷, ainsi qu'un contingent venu de *La Razón*. *Página 12* a une sensibilité clairement située à gauche, avec des tendances très différentes en son sein qui se rejoignent sur deux points essentiels : une aversion pour les militaires et la centralité à donner aux organisations de défense des droits de l'Homme. A ces thèmes de prédilection, il faut ajouter une esthétique qui emprunte à la culture pop et un ton franchement irrévérencieux. *Página 12* constitue une véritable rupture dans un paysage de la presse dans l'ensemble très conservateur, où l'euphémisme est la règle. Par exemple, il convient de signaler que la désignation journalistique commune du massacre politique perpétré par la dictature est « la guerre antisubversive », c'est-à-dire la terminologie employée par les militaires durant le *Proceso*. Par extension, tout ce qui a trait aux procès encourus pour crimes contre l'humanité est couramment désigné sous une pudique expression : « les séquelles de la guerre antisubversive » ; tandis que les crimes en soi sont souvent désignés comme des « excès », qui est aussi le terme employé par les militaires et repris par les radicaux.

⁸³⁶ L'hebdomadaire *El Periodista de Buenos Aires* est fondé en 1984. Durant le Procès aux juntas, il atteint une vente d'environ 85 000 exemplaires par semaine. Voir *Ibid*, p.325. A propos de ce périodique, la journaliste Maria Seoane commente : « Cette revue fut le livre de la transition à la démocratie, avec tous ses conflits politiques, économiques, traités avec informations et analyses », *ibid*.

⁸³⁷ Horacio Verbitsky occupe une place particulière dans la vie publique argentine depuis la fin des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, où il est souvent considéré comme un influent conseiller occulte de la présidente Cristina Kirchner. Fils d'un célèbre écrivain qui l'introduit dans les rédactions des journaux, il s'initie au métier dès l'adolescence. Au milieu des années 1960, il devient un collaborateur habituel de Rodolfo Walsh, l'un des plus célèbres journalistes militants de l'époque, qui dirige alors l'hebdomadaire *CGT de los Argentinos*, organe du syndicalisme combatif. Il suit Walsh dans la formation d'une organisation politico-armée péroniste, la FAP (Fuerzas Armadas Peronistas) puis dans *Montoneros*, la plus importante organisation guérillera des années 1970. Entre temps, il occupe la direction de la rédaction, lors de sa fondation (1971) de *La Opinión*, le journal de Jacobo Timerman. Durant la dictature, il est l'un des principaux rédacteurs de ANCLA, l'agence clandestine d'information fondée par Rodolfo Walsh qui dénonce les crimes de la dictature avec des informations précises. En 1992, il définit son parcours militant et journalistique ainsi : « J'ai été péroniste à l'âge de 13 ans. J'ai été journaliste à l'âge de 18 ans. J'ai été militant péroniste à 19 ans. J'ai été militant *montonero*. J'ai cessé d'être péroniste en 1973 et j'ai cessé d'être *montonero* en 1977. Je continue d'être journaliste. » A partir de 1984, il fait partie de l'équipe stable de l'hebdomadaire *El Periodista de Buenos Aires*, puis en 1987 des fondateurs de *Página 12* dont il occupe jusqu'à aujourd'hui une place centrale. Par ailleurs, il participe depuis les années 1980 au *Centro de Estudios Legales y Sociales* (une ONG sur laquelle nous reviendrons), dont il devient le président en 2000.

4. Les médias durant *Semana Santa*

a. Les journaux face à des informations contradictoires

A propos de *Semana Santa*, Martín Prieto, alors correspondant de *El País*⁸³⁸ à Buenos Aires, estime que la presse argentine « a traité le thème avec distance et froideur, sans comprendre l'ampleur de ce qui se jouait dans le pays »⁸³⁹. A notre sens, cette appréciation s'explique en grande partie par le fait, il est vrai surprenant, que les journaux ne paraissent pas le second jour de la crise. Une situation bien résumée par Julio Blank, un rédacteur en chef de *Clarín* : « Une ville convulsée, une société mobilisée et pratiquement aucun journal qui rapporte les faits »⁸⁴⁰. En effet, le vendredi saint est l'un des rares jours fériés de l'année pour les journaux et, parmi les quotidiens nationaux, seuls *La Razón* et *Crónica*⁸⁴¹ décident de s'adapter à l'événement en annulant la vacance. Dans la plupart des autres rédactions, les journalistes se sont présentés spontanément pour couvrir l'événement dès le jeudi soir (pour l'édition de vendredi)⁸⁴². Mais les directions des journaux ont refusé de les publier car les éditions ne comprendraient pas les annonces publicitaires, qui sont négociées à l'avance et ne peuvent donc pas paraître dans une édition spéciale. Outre le manque à gagner en l'absence de publicité, les directions ont allégué le problème de la distribution en berne du fait du jour férié. Mais les distributeurs et les kiosques se sont aussi manifestés spontanément pour remplir leur tâche, sans compter les organisations politiques qui ont proposé de les suppléer en vendant les journaux à la criée⁸⁴³. De sorte que seule la logique commerciale des directions des journaux explique la non-parution du vendredi. Pour autant, la plupart des journaux ont par la suite amplement couvert l'événement, il reste à évaluer si ce fut avec une certaine « froideur » comme le considère le correspondant espagnol.

Le mardi soir, pour les éditions du mercredi 15 avril, les journaux signalent que le major Barreiro doit, ou va, se présenter devant le tribunal de Cordoba, avec des nuances qui reflètent les lignes éditoriales de chacun. Par exemple, *Ámbito Financiero* affirme dans le titre d'un

⁸³⁸ Le journal madrilène couvre amplement l'événement ; le dimanche 19 avril, il lui consacre son éditorial et plusieurs articles. Le correspondant, Martín Prieto, se montre particulièrement favorable à Alfonsín dès la campagne électorale de 1983.

⁸³⁹ Martín Prieto, correspondant de *El País*, cité par C. ULANOVSKY, *op.cit.*, p.328.

⁸⁴⁰ Julio Blank, cité par *ibid.*, p.328.

⁸⁴¹ Ce sont des journaux du soir, ce qui explique en partie qu'ils se soient mieux adaptés à la situation (comme nous l'avons vu, *La Razón* est aussi le journal le plus proche du gouvernement).

⁸⁴² J. GRECCO et G. GONZALEZ, *op.cit.*, p. 78.

⁸⁴³ *Ibid.*, p.79.

encadré de ses pages « Politique » (et non pas « Judiciaire ») : « Aujourd’hui le major Barreiro comparaitra à Cordoba pour les excès dans “La Perla” »⁸⁴⁴. Il s’agit d’une information parmi d’autres qui rapportent les nombreuses comparutions de militaires, aucune attention particulière n’est donnée au cas Barreiro. Mais, dès le mercredi soir – les éditions du 15 avril pour les quotidiens du soir et du 16 pour ceux du matin –, la plupart des journaux font état de la rébellion (pour non-comparution au tribunal de Cordoba) de l’officier auquel ils dédient une place importante. Ainsi *La Nación* lui consacre un encadré en première page et décrit la position de l’officier en page 5, sous le titre « Barreiro a toujours dit qu’il ne faut pas se présenter devant le juge ». La plupart des journaux titrent les articles – il ne s’agit pas de l’information principale du jour⁸⁴⁵ – sur le fait que l’officier a été expulsé de l’Armée, autrement dit ils soulignent la fermeté de la réponse officielle. Les articles détaillent la chronologie de la veille et la carrière du militaire déchu, ainsi *Clarín* commence son article en précisant qu’à la fermeture de l’édition, Barreiro s’est réfugié à l’intérieur d’une caserne. Dans le premier paragraphe, il explique aussi que l’officier a été expulsé de l’armée par le gouvernement, suite à la décision du tribunal de Cordoba de l’arrêter pour rébellion. Ensuite, il détaille la journée du mercredi en se centrant sur les décisions du tribunal, puis il revient sur les charges qui pèsent sur Barreiro. Pour finir, le dernier paragraphe explique que plusieurs versions circulent sur l’endroit où se trouverait l’officier rebelle, mais il souligne en caractères gras la version émise par la radio LV2 de Cordoba qui affirme qu’il se trouve dans la caserne « du régiment XIV de l’Infanterie Aérotransportée » avec « le soutien du chef de l’unité, le lieutenant colonel Polo » (autant d’informations confirmées par la suite)⁸⁴⁶.

Dans les deux journaux du jeudi soir, l’information occupe les premières pages dans leur intégralité, mais les différences de traitement sont patentes. *La Razón* titre en grosses lettres « DEMOCRACIA » et publie une photographie censée montrer la mobilisation populaire qui accompagne un article qui affirme dans son titre « Les citoyens marchent vers le Congrès en rejet de l’action séditeuse d’une unité de l’Armée ». La photographie est intéressante, car elle n’illustre que très mal ce que suggère l’article. Elle montre quelques dizaines de militants de l’UCR (reconnaissables par les drapeaux qu’ils brandissent) qui marchent probablement dans le quartier de San Telmo en direction du Congrès. A l’heure de la fermeture de l’édition, la mobilisation s’initie à peine mais *La Razón* décide de la souligner devant toute autre information. En revanche, *Crónica* préfère titrer sur un dramatique : « LA REBELLION EST

⁸⁴⁴ *Ámbito Financiero*, 15 avril 1987, p.13.

⁸⁴⁵ Par exemple, *La Nación* a pour titre principal « Le poids des intérêts de la dette diminue », *La Nación*, 16 avril 1987, p.1.

⁸⁴⁶ *Clarín*, 16 avril 1987.

TOTALE DANS LA CASERNE DE CORDOBA » en très grosses lettres qui occupent les deux tiers de sa première page. Le tabloïd poursuit en lettres grasses : « Des Pièces d'Artillerie ont été placées Autour du Lieu. Ríos Ereñú se déplace jusqu'à l'Unité pour trouver une Sortie à la Crise. Rejet des Politiques et des Syndicalistes. Acte Populaire au Congrès ». Ici, il s'agit avant tout de souligner, voire d'accentuer, le dramatisme sur un ton sensationnaliste. La mobilisation populaire est signalée seulement après les mouvements militaires et les réactions officielles. Cette hiérarchie dans l'information se retrouve dans les pages intérieures, où la mobilisation populaire n'apparaît qu'en page 4, à travers une photographie qui représente quelques centaines de personnes devant le Congrès. Mais, curieusement, l'article qui entoure la photographie ne parle pas de la mobilisation, il retransmet les messages de soutien au régime des hommes politiques. Les autres pages (2, 3 et 5) résument la situation judiciaire de Barreiro et les déclarations officielles, mais elles insistent surtout sur la solidarité des militaires envers l'officier rebelle. Ainsi, la seconde page se partage entre deux articles « Message d'Alfonsín » et « Un communiqué proclame que Barreiro ne sera pas livré ». Cette seconde idée est reprise en page 3 : « Soutient qu'il Compte avec l'Appui de ses Camarades », et à nouveau en page 5 : « PLUS DE SOUTIEN AU MILITAIRE REBELLE ». La confusion des titres est particulièrement remarquable. Ainsi un gros titre qui traverse les pages 4 et 5 annonce : « SOUTIEN À LA DEMOCRATIE DE TOUS LES SECTEURS », de sorte que sur la cinquième page, le lecteur ne comprend pas forcément qui reçoit des « soutiens », le terme apparaissant deux fois sur des titres qui se chevauchent :



Figure 12 *Crónica*, 16 avril 1987, pages 4 et 5

Cette confusion ajoute au sensationnalisme qui est entretenu tout au long du tabloïd. Néanmoins, la confusion n'est certainement pas le seul fait de journaux qui l'entretenaient pour ajouter au dramatisme, de sorte que *Crónica* est seulement une caricature dans un panorama plus complexe. En effet, la confusion et les informations contradictoires sont des traits de la crise, auxquels les journalistes sont soumis comme les autres acteurs. Néanmoins, les journalistes oscillent aussi entre leurs partis pris et leur rôle dans la transmission d'information, deux positions parfois contradictoires et, de plus, troublées par la conscience des manipulations dont ils sont les objets par les autres acteurs.

La position ambiguë des journaux, entre informer et prendre parti, est très bien illustrée par le traitement de *Clarín* d'une information cruciale : la situation des troupes dites « loyales ». Dans son édition du samedi 18 avril, *Clarín* cherche à faire un état des lieux de la situation, l'article commence par affirmer : « Des troupes du IIe Corps de l'Armée commandées par le général Ernesto Alais commençaient à encercler à l'aube les militaires rebelles qui restaient retranchés dans l'Ecole d'Infanterie de Campo de Mayo. »⁸⁴⁷. Il est probable que la rédaction ait attendu le dernier moment pour écrire cette partie de l'article (son accroche), et se réfère à l'aube du samedi, bien que le journal fût très certainement envoyé à l'imprimerie avant 4h du matin. Mais, en parfaite contradiction avec l'article, sur la même page un encadré, qui titre « Sans faire couler le sang » et transmet un message du ministre de la Défense, signale : « Il a transpiré que les troupes commandées par le commandant du IIe Corps d'Armée, le général Arturo Alais, chargées de réprimer les soulevés à Campo de Mayo, sont stationnées dans la ville de Zárate ». Cette dernière ville se trouve à environ 100 kilomètres de Campo de Mayo, que les troupes sont censées encercler. Nous pouvons supposer que la rédaction, possédant deux informations contradictoires, a préféré les publier toutes deux plutôt que de risquer de se tromper. Soit elle renonçait à son encadré (qui donne l'information la plus exacte) et se convertissait, du même coup, en porte-parole du message officiel ; soit elle rectifiait son article et risquait de publier une information qui convenait aux séditeux (et donc plus facilement critiquable). Elle a résolu le dilemme en publiant les deux informations et en plaçant la plus sensible (qui correspond à la réalité) en

⁸⁴⁷ *Clarín*, 18 avril 1987.

seconde partie d'une déclaration officielle – et donc sans titre en gras⁸⁴⁸. *Clarín* publie toutes les informations dont dispose le journal mais les place dans une hiérarchie qui reflète ses diverses positions. En publiant deux informations contradictoires, le quotidien est sûr de pouvoir prouver sa bonne foi mais, en même temps, en disposant l'information la plus sensible d'une manière peu visible, il se protège d'une critique de complaisance envers les séditieux.

La position incertaine, mais facilement vérifiable, des « troupes loyales » traverse l'ensemble du journal. Ainsi, il rend compte aussi de la brève conférence de presse offerte par Aldo Rico le vendredi à 17h :

[...] **je vous demande de l'objectivité dans l'information, parce que la population est trompée** et n'a pas une situation exacte de ce qui se vit : vous dites que des véhicules et le II^e Corps viennent réprimer. Nous venons de faire un vol de reconnaissance avec un avion Merlin jusqu'à Concordia et, **en ce moment il n'y a aucune colonne sur la route.**⁸⁴⁹

Plus loin, l'article raconte que deux reporters rencontrent deux officiers qui montent la garde dans une autre partie de Campo de Mayo supposément « loyale » et rapporte le dialogue :

- Alors vous, vous êtes loyaux au gouvernement ?
- Non, loyaux au gouvernement, non.
- Ici, c'est difficile que vous rencontriez de ces loyaux.
- Mais alors, vous êtes avec le lieutenant-colonel Rico ?
- Oui.

La scène rend bien compte de la nonchalance des séditieux qui, malgré des déclarations très belliqueuses, ne semblent jamais préoccupés par un combat imminent. Cela perturbe les journalistes qui reçoivent sans cesse des informations contradictoires. D'une part, les déclarations officielles (de ministres ou de l'Etat-major) affirment un probable affrontement militaire mais, d'autre part, les officiers séditieux, en dehors des déclarations et de l'équipement de combat, ont des attitudes relativement tranquilles. Sans être explicite sur des mensonges du discours officiel, les journalistes rendent compte de leur malaise à travers, par exemple, cette scène décrite.

⁸⁴⁸ Nous pouvons cependant remarquer que les journalistes de *La Razón* ont, dans l'édition du même jour – c'est-à-dire du soir -, bien mieux compris la situation : aux premières heures de samedi, quelques camions de « loyaux » se sont effectivement garés à l'entrée de Campo de Mayo, tandis que l'essentiel des troupes est resté à Zárate. Aux peu de journalistes restés sur place, un porte-parole a fait une déclaration qui explique en partie la confusion de *Clarín* : « L'encerclement existe, bien qu'il ne se voie pas ». Il ajoutait que des troupes fortement équipées avançaient camouflées, en se jetant à terre « toutes les cinq minutes » pour éviter d'être vues, voir *La Razón*, 18 avril. Il va de soi que ce porte-parole des « loyaux » est la seule personne à avoir eu connaissance de ces supposées troupes d'élite. D'ailleurs, si l'information eut été véridique, elle n'aurait en aucun cas dû être communiquée, sans quoi le résultat eut été des troupes avançant « secrètement » mais dont la position était de notoriété publique.

⁸⁴⁹ *Clarín*, 18 avril, en gras dans l'original.

b. La retransmission d'Aldo Rico *en direct*

Par la diffusion d'informations contradictoires, les grands journaux semblent vouloir préserver une certaine impartialité dans le conflit. Néanmoins, ils rendent ainsi peu compte du rôle stratégique qui leur incombe – rôle parfaitement saisi par les autres acteurs qui cherchent sans cesse à imposer leur vision de l'évolution de la crise et se plaignent des partis pris des médias – et, en outre, ils alimentent la confusion régnante. Par ailleurs, l'impartialité que revendique, par exemple, *Clarín* est problématique. Elle est bien plus le résultat de calculs entre les différents intérêts en jeu qu'une diffusion sans restriction des informations. Cela se reflète bien dans la hiérarchie dans laquelle celles-ci sont présentées, qui cherche un équilibre rendant compte des forces en présence, tout en affirmant un certain appui au régime ou, du moins, une primauté. Mais, du point de vue du gouvernement, cet équilibre a été rompu dès le vendredi matin de la crise par Radio Mitre⁸⁵⁰, qui aurait objectivement soutenu les séditions, voire attenté contre le régime. Ce que les radicaux reprochent à Radio Mitre est l'entretien d'Aldo Rico retransmis en direct. Le plus virulent d'entre eux et le premier à intervenir sur ce thème est Juan Carlos Pugliese, président de la Chambre des députés, qui s'emporte contre les journalistes :

Il ne manque plus qu'ils nous fassent un coup d'Etat par radio. Mais enfin, vous, vous voulez défendre ça? Mais ça, ce n'est pas la liberté, ça c'est de l'inconscience, l'irresponsabilité de démocrates qui veulent défendre la démocratie.⁸⁵¹

L'incident est rapporté par différents journaux⁸⁵², avec des tonalités très différentes. A la relative sobriété de *La Razón* répond, par exemple, le sarcasme de *Ámbito Financiero* qui dans un encadré titré « Pugliese et la presse » explique que le député a été l'acteur d'un « lamentable épisode avec le journalisme ». Ici, l'altercation semble bien plus tendue, Pugliese

fustige durement les médias « **qui donnent de l'espace aux séditions ou qui prêtent le microphone pour diffuser les positions des subversifs** » [...] Même l'évidence du devoir

⁸⁵⁰ Officiellement, le Groupe *Clarín* achète *Radio Mitre* seulement en 1992. Mais dès 1985 la direction du journal *Clarín* prend possession de la radio, à travers une opération financière qui contourne, et viole, la norme qui lui interdit d'être propriétaire d'un média. Voir Graciela MOCHKOFKY, *Pecado original. Clarín, los Kirchner y la lucha por el poder*, Buenos Aires, Ed. Planeta, Col. *Espejo de la Argentina*, 420 pages, p.95.

⁸⁵¹ *La Razón*, samedi 18 avril.

⁸⁵² Certains préférèrent le passer sous silence, ainsi *La Prensa* traite de l'interview en titrant « Pugliese est partisan de maintenir le calme ». Le plus curieux est que le journaliste souligne la bonne humeur du député : « [réunion] durant laquelle il n'a pas abandonné son humour habituel ». *La Prensa*, 19 avril 1987. Nous n'avons aucune explication qui éclairerait l'attitude du journaliste mais l'anecdote renforce l'évidence de la partialité des journaux.

professionnel d'informer l'opinion publique n'a pas été entendue par Pugliese qui, de manière dédaigneuse, a dit – entre autres choses – « **les sources racontez-les à vos dames, mais ne les rendez pas publiques** ». Il a aussi ajouté que « **la démocratie a le devoir de se défendre.** »⁸⁵³

La rédaction compare ensuite le député à « **Videla** [qui] prétendit comprendre que si les faits n'étaient pas contés, ils n'existaient pas »⁸⁵⁴. Le journal ne pouvait guère être plus insultant envers le président de la Chambre. Le ton toujours très offensif du quotidien le plus libéral du pays⁸⁵⁵ explique certainement en partie l'attaque. Mais, à notre sens, sa virulence ne peut se comprendre sans la replacer dans le contexte d'un débat plus large dans lequel les journaux défendent leurs propres intérêts, qui s'accordent par ailleurs à l'idéologie néolibérale. En effet, durant toute la gestion du gouvernement radical, la question de la privatisation des médias reste en suspens. En 1983, le programme électoral d'Alfonsín promettait d'abroger le décret-loi de la dictature sur la Radiodiffusion et de le remplacer par une loi prévoyant

la coexistence de trois régimes distincts d'exploitation de la radio et de la télévision : A) Exploitation réservée à la gestion de l'Etat. B) Exploitation réservée à la gestion privée. C) Exploitation réservée à une Structure Autonome de Droit Public non gouvernementale et sans fins lucratives, dont l'administration reviendra à des représentants d'institutions qui assurent une ample expression de la société argentine [...]⁸⁵⁶

Le second point (b) alimente les espoirs de nombreux opérateurs, déjà en lice pour acheter les chaînes de télévision. En effet, le dernier gouvernement péroniste avait nationalisé toutes les chaînes en 1974⁸⁵⁷. Le régime militaire avait hérité de cette situation et s'en était accommodé, en l'adaptant à ses divisions internes. Ainsi, l'Armée de Terre a pris en charge la gestion des chaînes « 7 » et « 9 », la Marine s'est attribué *Canal 13*, tandis que l'Armée de l'Air a hérité de la modeste *Canal 11*, selon le principe de la répartition des pouvoirs entre les trois Armes qui a caractérisé la junte⁸⁵⁸. Néanmoins, le régime militaire, qui préconise une doctrine économique libérale dans un cadre idéologique conservateur, a légiféré sur la question dans ce double sens. Une loi décrétée en 1980⁸⁵⁹ fixe les objectifs généraux de la radio et de la télévision en termes de contenus (conservateurs) d'une part et, de l'autre, un plan de

⁸⁵³ *Ámbito Financiero*, Lundi 20 avril, p.16. En gras dans l'original.

⁸⁵⁴ *Idem*.

⁸⁵⁵ *Ámbito Financiero* peut être considéré comme l'organe militant du néolibéralisme. Il offre très souvent des tribunes à Domingo Cavallo et Álvaro Alsogaray, les figures politiques les plus connues de ce courant de la droite en Argentine.

⁸⁵⁶ Cité par Pablo SIRVEN, *Quién te ha visto y quién tv*, Buenos Aires, Ed. De la Flor, 1998, p. 47.

⁸⁵⁷ *Ibid*, p.11. Il y avait jusqu'alors une chaîne publique, *canal 7*, et trois chaînes privées (canal 9, canal 11 et canal 13). En 1987, le paysage est inversé avec une seule chaîne privée (canal 9).

⁸⁵⁸ *Ibid*, p. 38.

⁸⁵⁹ Loi 22 285 du 15 septembre 1980.

privatisation progressive de l'ensemble du secteur est prévu⁸⁶⁰. Mais un article de la loi interdit expressément que les propriétaires de journaux puissent acquérir les médias appelés à être privatisés⁸⁶¹. Le programme de l'UCR remet en cause l'ensemble de la politique audiovisuelle de la dictature mais, une fois au pouvoir, les radicaux se montrent particulièrement peu empressés de mettre en œuvre leurs promesses électorales sur ce sujet, la commission parlementaire prévue pour présenter un projet de loi n'est pas réunie avant la fin de l'année 1987⁸⁶². Selon Pablo Sirven, la gestion radicale de l'audiovisuel montre deux étapes clairement identifiables. Dans un premier temps, il y a une tentative de professionnaliser la télévision, en évitant de placer des journalistes et des présentateurs identifiés à des courants politiques en son sein, sous la direction du secrétaire de l'Information Publique (SIP), Emilio Gibaja. Comme résultat, ce sont principalement les hommes de la télévision de la dictature qui sont restés en place (ce sont les professionnels disponibles), de sorte que les changements sont très peu perceptibles. Comme corollaire politique, la gestion de Gibaja obtient un rejet unanime de ses coreligionnaires radicaux. Ces derniers obtiennent sa démission en mai 1985 et son remplacement par Juan Radonjic qui s'emploie à répartir les chaînes de télévision publiques entre les différents courants internes du radicalisme. Ainsi, *Canal 13* passe sous la sphère d'influence exclusive de Enrique Nosiglia, *Canal 11* sous celle de Leopoldo Moreau et *ATC* (Canal 7) reste un champ de bataille entre les autres tendances, ce qui nuit grandement à son fonctionnement. Autrement dit, les radicaux ont reproduit, à leur manière, la répartition politique des chaînes de télévision qu'avaient inaugurée les forces armées durant la dictature. Surtout, ils ont abandonné le projet initial de réforme de l'audiovisuel dans les limbes parlementaires.

Nous avons vu auparavant que cette promesse intéresse directement *Clarín*, dont la stratégie de diversification est limitée par le cadre légal qui interdit au propriétaire de journaux d'acheter des chaînes de télévision. Pour sa part, *Ámbito Financiero*, milite pour la privatisation des médias, en accord avec son idéologie qui exècre les entreprises étatiques. Mais le gouvernement ne se montre guère pressé d'accomplir sa promesse et son projet de loi devient un moyen de pression sur les journaux. Il semble, tacitement, exiger un soutien des principaux journaux en échange de cette loi qui leur ouvrirait le marché. *Semana Santa* illustre bien cette attitude des radicaux au pouvoir et l'exaspération des journaux intéressés.

⁸⁶⁰ P. SIRVEN, *op.cit.*, p. 23.

⁸⁶¹ La norme est cependant déjà contournée par *Crónica* qui, à défaut de récupérer sa chaîne (« Canal 9 », nationalisée en 1974), monte un complexe système pour s'approprier le « Canal 2 » de La Plata, normalement une chaîne de la province de Buenos Aires mais qui, en réalité, diffuse aussi sur la capitale.

⁸⁶² P. SIRVEN, *op.cit.*, pp. 46-47.

Par exemple, Facundo Suárez Lastra, intendant de Buenos Aires et l'un des principaux référents de la *Junta Coordinadora*, annonce le 22 avril que le processus de privatisation doit être arrêté au vu du comportement des médias privés durant la crise. L'agacement de *Ámbito Financiero* est manifeste :

Hier, le numéro 2 de la *Junta Coordinadora Radical*, Facundo Suárez Lastra a offensé la liberté de la presse en affirmant que serait révisée la privatisation promise des chaînes et des radios en raison de l'attitude des médias privés dans la dernière crise. [...] Le gouvernement dit que tout cela est pour défendre la démocratie, mais cela semble davantage révéler son intention de conserver les médias en son pouvoir, comme **unique propriétaire de la démocratie**.⁸⁶³

Plus subtil, *Clarín* entreprend deux mouvements. Dans un premier temps, le journal préfère aborder la question en rendant compte des réactions de différentes associations liées au journalisme (et non pas de journalistes). Le journal publie, le 25 avril, une pleine page des déclarations des « entités journalistiques privées ». Ainsi, le CEMCI (*Comisión Empresarial de Medios de Comunicación Independiente*) affirme que « prétendre faire taire les médias indépendants » révèle des « attitudes autoritaires ». Pour sa part, l'ARPA (*Asociación de Radiodifusoras Privadas Argentinas*) estime que la restriction de la liberté de l'information est « caractéristique d'époques révolues ». Néanmoins, une troisième entité, l'ADEPA (*Asociación de Entidades Periodísticas Argentinas*), considère que « c'est un présupposé de l'entité que la liberté d'expression en général, et celle de la presse en particulier, n'est possible que sous la pleine vigueur de la démocratie ». Sans que cela soit souligné par le journal, cette dernière déclaration est une opposition aux deux autres. L'ADEPA estime plus important le régime, garant de la liberté d'expression, et non l'inverse. *Clarín* semble ne pas prendre parti en publiant les positions de chacun, mais les deux premières associations ont droit à la publication entière de leurs déclarations qui fustigent les « attitudes autoritaires » du gouvernement, alors que la position de la troisième apparaît résumée dans le dernier paragraphe. Pour qu'il ne subsiste aucun doute sur l'espace que *Clarín* concède à l'ADEPA, un quart du paragraphe qui lui est dédié est consacré à la répétition de son nom entier (*Asociación de Entidades Periodísticas Argentinas*), alors que les noms complets des associations ont été précisés au début de l'article et que les autres n'ont pas eu droit à cette respectueuse (et surtout spacieuse) répétition. En fait, tout est fait pour que la position de l'ADEPA n'apparaisse pas clairement, voire ne soit pas lue (elle apparaît à la fin d'un long article où toutes les déclarations semblent unanimes). Mais, surtout, l'article évite soigneusement d'exposer une toute autre attitude, par exemple celle du syndicat de la presse

⁸⁶³ *Ámbito Financiero*, Jeudi 23 avril 1987, p. 1. En gras dans l'original.

UTPBA (*Unión de los Trabajadores de Prensa de Buenos Aires*). Celui-ci a, durant la crise, appelé :

tous les journalistes à ne pas donner d'espace, ni offrir une diffusion aux messages des militaires putschistes, attendu que la liberté d'expression et de presse sont liées à la Constitution Nationale violée par les groupes séditieux soulevés⁸⁶⁴

Dans un second temps, la propriétaire du journal Ernestina Herrera de Noble publie une tribune, dans laquelle ses intérêts se mêlent à ceux du bien commun et qui milite pour la privatisation mais de manière bien plus sibylline que chez le confrère *Ámbito Financiero*. Le texte est publié dans une double page de l'édition du lundi 27 avril et intitulé « L'heure de la réflexion » [*Hora de reflexión*]. Dans le premier paragraphe, la directrice du journal résume la crise de *Semana Santa* de manière relativement neutre, pour présenter son propos dans le second : « Entretemps, ces jours-ci des opinions diverses ont été émises sur la responsabilité des médias qu'il convient d'analyser ». Pour elle, ces opinions se divisent en deux catégories :

D'une part, il a été soutenu, correctement, que la presse doit refléter tous les faits de la réalité, pour favoriser l'adoption par les citoyens de positions réflexives et non passionnelles. D'autre part, on affirme que les médias devraient refuser tout espace informatif à ceux qui, véritablement ou supposément, apparaîtraient comme des adversaires du système démocratique.⁸⁶⁵

Puis, elle fait de l'indépendance une profession de foi de *Clarín* qui « n'a eu, n'a et n'aura de compromis avec personne : c'est avec toute la société qu'il l'a. Ce n'est le journal ni d'un secteur ni d'un parti »⁸⁶⁶. Cette idée de dépendance aux seuls lecteurs que le journal a l'obligation d'informer occupe l'essentiel du texte, qui affirme même avoir rempli cet accord « en temps d'autoritarisme [...] contre la pression du pouvoir et y compris au dessus des obstacles de la censure »⁸⁶⁷. Comme nous l'avons vu auparavant, cette appréciation est pour le moins discutable. Mais la tribune cherche moins à réviser le passé du journal qu'à ouvrir un avenir de « paix et développement »⁸⁶⁸ pour tous les Argentins. Or, le développement économique dont il est question est intimement lié à la privatisation, sans que le terme n'apparaisse. En effet, l'auteur insiste sur la nécessité de salaires « qui permettent chaque jour un progrès, même modeste »⁸⁶⁹, puis sur l'activité « d'industriels, de commerçants [...] qui puissent avoir de meilleures rémunérations qui permettent d'introduire des techniques

⁸⁶⁴ Communiqué de la UTPBA publié dans *La Razón*, 18 avril 1987.

⁸⁶⁵ Ernestina Herrera de Noble, « Hora de reflexión », *Clarín*, 27 avril 1987, p. 12.

⁸⁶⁶ *Ibid.*

⁸⁶⁷ *Ibid.*, p. 13.

⁸⁶⁸ *Ibid.*

⁸⁶⁹ *Ibid.*

nouvelles »⁸⁷⁰. A ces deux acteurs positifs, les salariés et les chefs d'entreprise, s'oppose un troisième, « l'Etat [...] dont] le budget ne devrait pas constituer une pierre tombale posée sur l'effort de la Nation. »⁸⁷¹

Ainsi, sur un ton mesuré, la propriétaire de *Clarín* critique sévèrement le gouvernement, en affirmant l'indépendance de son journal comme une valeur cardinale de la démocratie qui a été violée par des hauts fonctionnaires. Simultanément, elle présente un programme économique qui devrait assurer le développement du pays. Les deux grandes idées du texte, la liberté de la presse et la libéralisation de l'économie, sont présentées comme des biens communs qui favorisent la démocratie. Mais ce sont aussi les piliers de la puissance du journal, dont la stratégie commerciale a besoin de l'ouverture du marché audiovisuel.

Accessoirement, il convient de remarquer que si les principaux journaux de masse se sont plaints du comportement des radicaux face à la presse, ils ont en revanche été très peu diserts sur l'attitude particulièrement hostile des militaires envers les journalistes. Une savoureuse anecdote, publiée dans *El Periodista*, illustre bien notre propos :

Un capitaine des forces « loyales » qui campaient à Zárate empêchait le travail des journalistes, jusqu'à ce qu'un chroniqueur de *La Nación*, bien vêtu, avec un rigoureux costard-cravate, l'interpellât :

- Monsieur, nous travaillons, nous sommes journalistes.
- Travailler ! C'est ce que vous appelez travailler, vous êtes les coupables de tout ce qui se passe ! On vous en a tué déjà plus de 100. Et vous insistez à nous faire chier. Qu'est ce que vous voulez bordel ? Qu'on en tue 200 ? Ou vous êtes tous marxistes-léninistes ?

Pâle, le travailleur de presse, marxiste insoupçonné, fit demi-tour et se retira. Peut-être se demanda-t-il comment seront les rebelles si ceux-là sont les loyaux.⁸⁷²

Il est significatif que ce type d'incidents, nombreux si l'on en croit *La Razón*, n'apparaisse pratiquement pas dans les principaux journaux.

Dans l'ensemble les principaux médias privés supportent mal les critiques, que celles-ci proviennent du gouvernement, de médias plus petits ou de leurs propres travailleurs⁸⁷³. Ils

⁸⁷⁰ *Ibid.*

⁸⁷¹ *Ibid.*

⁸⁷² *El Periodista*, 24 avril 1987, p.4.

⁸⁷³ Avec la reformation des syndicats, les travailleurs des journaux sont souvent en conflit avec leurs directions durant les années 1980, pour des raisons strictement syndicales ou politiques. Probablement le plus emblématique de ces conflits est celui qui oppose les directions de *Clarín*, *La Prensa* et *La Nación* à la UTPBA en mai 1987. Des correcteurs de *Clarín* refusent alors de publier une annonce payée de FAMUS (*Familiares de Muertos por la Subversión*) qui appelle à la solidarité avec le général Videla. Les directions des journaux dénoncent devant les tribunaux une attaque contre la liberté de la presse mais les avocats de l'UTPBA réussissent à gagner le procès sous la figure d'« apologie de crime ». Les travailleurs des journaux, pour leur part, souhaitent faire respecter une clause de conscience. P. LLONTO, *op.cit.* pp.189-190.

brandissent systématiquement l'étendard de la liberté d'expression, un argument qui sert aussi à l'expansion de leurs groupes économiques en formation. Dans ce sens, le débat autour de *Semana Santa* n'est qu'un épisode dans une passe d'armes entre le gouvernement et les journaux privés qui souhaitent investir dans la radio et la télévision. Néanmoins, hormis leurs intérêts bien compris, ces médias posent une véritable question sur le champ d'expression admissible qui interroge la pratique journalistique. Juan Carlos Mareco, le journaliste de Radio Mitre au centre de la polémique pour s'être entretenu en direct avec Aldo Rico, nous éclaire sur ce point :

La chose était très simple mais après c'est devenu gigantesque. Ce vendredi, j'ai commencé l'émission avec Ibarra et Corbacho, lorsque tout d'un coup on me lance sur la table une discussion avec un monsieur lieutenant-colonel Rico. Moi, je ne savais pratiquement rien de lui. [...] Si Rico a appelé ou si c'est la radio qui a appelé, ce n'est pas très clair pour moi. Mais de toute façon, on ne l'a pas appelé pour l'applaudir mais pour lui demander des explications. **Journalistiquement, la diffusion était immanquable.**⁸⁷⁴

Juan Carlos Mareco est probablement moins ingénu qu'il ne cherche à le faire croire. En revanche, il affirme une vérité : d'un point de vue journalistique, dans sa double nature professionnelle et commerciale, ne pas offrir le micro à Aldo Rico eût été une faute. Luis Majul rapporte une autre histoire qui illustre bien le problème que pose le gouvernement aux journalistes. Lorsque le rapport *Nunca Más* de la Conadep est publié en 1984, la décision est prise – sous pression du gouvernement qui estime que cela représente un danger – de ne pas publier les noms des 1351 personnes identifiées comme des répresseurs par les victimes. Majul qui travaille alors pour *El Periodista* se procure la liste et la publie. Il est convoqué par le porte-parole d'Alfonsín, José Ignacio López, qui le sermonne. La réponse est aussi simple que professionnelle : « José Ignacio, toi aussi tu es journaliste, tu ne l'aurais pas publiée ? »⁸⁷⁵.

Pour intéressée que soit la défense de la liberté d'expression par les grands médias privés, elle n'en demeure pas moins indissociable du régime démocratique que le gouvernement veut représenter. De plus, les journaux et les médias ne se réduisent pas aux seuls intérêts commerciaux de leurs propriétaires, ils sont traversés par bien d'autres considérations, dont le métier de journaliste qui a des règles peu compatibles avec la raison d'Etat ou la notion de « responsabilité » que cherche à promouvoir le gouvernement. Dès lors, les restrictions à la liberté d'expression sont une cible aisée de différentes critiques. Néanmoins, le débat ne se réduit pas aux deux seules positions entre gouvernement et grands médias, qui se

⁸⁷⁴ *El Periodista*, n°138, 1^{er} mai 1987, p.60. C'est nous qui soulignons.

⁸⁷⁵ Cité par C. ULANOVSKY, *op.cit.*, pp.324-325.

résumeraient à l'opposition entre la responsabilité et la liberté d'expression absolue⁸⁷⁶. Bien que peu audible, une autre vision du rôle des médias traverse les années 1980, et ne manque pas de ressurgir à partir du traitement médiatique de *Semana Santa*.

c. Les médias à but non lucratif

Semana Santa a aussi été pour les journalistes le moment d'interroger leur profession et le rôle social que celle-ci doit jouer. Ainsi, nous trouvons plusieurs articles qui rendent compte de comment la télévision a transmis la crise, ainsi que plusieurs éditoriaux qui interrogent la place des médias dans un régime démocratique. Sans surprise, les textes les plus critiques quant au rôle des journalistes durant la crise se trouvent dans *El Porteño*⁸⁷⁷ qui, dans son numéro postérieur à *Semana Santa* (mai 1987) offre deux articles qui traitent du sujet. Le premier, de Silvina Walger, s'indigne de « la constante sous-estimation dont est l'objet le pauvre téléspectateur »⁸⁷⁸. L'article commence par épargner ATC (Canal 7), pour mieux attaquer les journalistes des autres chaînes de télévision. Il ironise sur « la patriotique mission de conduire une émission spéciale de *Tiempo Nuevo* [Canal 13]⁸⁷⁹ » donnée à Bernardo Neustadt le vendredi de la crise. Le sarcasme n'est compréhensible qu'à l'aune de la carrière du présentateur, considéré comme l'un des meilleurs soutiens médiatiques de la dictature⁸⁸⁰. L'auteur se moque de Neustadt « qui assurait ne pas connaître les charges qui pesaient sur l'ex-major Barreiro [...] faisant douter le téléspectateur [sur le fait] que Bernardo ait lu la

⁸⁷⁶ Dans un colloque qui réunit de nombreux journalistes de renom les 31 octobre et 1^{er} novembre 1988, ces deux positions ressurgissent à propos du traitement journalistique de *Semana Santa*. A nouveau, le correspondant espagnol Martín Prieto s'étonne que les principaux journaux n'aient pas annulé la vacance de Pâques. Il compare cette attitude tiède envers la Démocratie avec celle des journaux espagnols lors du *Tejerazo* (célèbre tentative de coup d'Etat en Espagne, le 23 février 1981), durant lequel *El País* avait sorti une édition spéciale à minuit qui clamait en première page : « ¡Viva la Constitución ! ». Roberto García, directeur de rédaction de *Ámbito Financiero*, regrette en effet que son journal ne soit pas sorti durant *Semana Santa*. Cependant, pour lui, il ne s'agit pas de défendre la Démocratie mais du « devoir d'informer les lecteurs ». Voir Marcos AGUINIS et Al, *Memorias de una siembra. Utopía y práctica del PRONDEC (Programa Nacional de Democratización de la Cultura)*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1990, 282 pages, pp.186-187.

⁸⁷⁷ *El Porteño* dénote dans le paysage médiatique largement conservateur de l'époque. Le mensuel est fondé en 1981 par Gabriel Levinas, un jeune héritier et commerçant d'art. En son sein confluent plusieurs tendances progressistes. Initialement, son approche est plus culturelle que politique, avec une esthétique *pop*, voire quelque peu *punk*, qui tranche franchement avec les autres publications.

⁸⁷⁸ Silvina WALGER, « Lagrimas por pantalla chica », *El Porteño*, mai 1987, p.44.

⁸⁷⁹ *Tiempo Nuevo* est alors la principale émission politique de la télévision argentine, elle représente une institution à elle seule. Malgré son nom, elle a déjà plus de vingt ans d'existence (la première émission remonte à 1966).

⁸⁸⁰ Bernardo Neustadt, probablement en raison de ses opinions très libérales en matière économique, a été un soutien indéfectible du régime, à l'exception très notable de la guerre des Malouines, dont il fut l'un des plus visibles critiques. La continuation de son émission est une question très controversée durant les premières années du régime démocratique. Par exemple, en 1985, le député radical Guillermo Tello Rosas estime qu'il faut une « politique en matière de communication sociale afin que Neustadt et Grondona rentrent dans les quartiers d'hiver [entendus comme la caserne] », *La Nación*, 9 avril 1985, cité par R. SIDICARO, *op.cit.*, p. 484.

presse du jour. » L'article ne développe pas sur « le protohistorique ingénieur Alsogaray », l'émission a pourtant été une véritable tribune pour le dirigeant de l'UCeDé. Or, il a été probablement l'un des seuls hommes politiques à montrer très peu d'enthousiasme pour la mobilisation populaire, dont il a fortement critiqué l'orchestration par le gouvernement. Il estimait que

Certains ont été [sur la Place] de bonne foi, d'autres furent amenés par les banderoles préparées, il y avait le Parti Communiste défendant la démocratie, bien entendu, et tout ce qui tourne autour de la gauche communiste.⁸⁸¹

Par « banderoles préparées », il soutenait que le gouvernement avait prévu la manifestation, de sorte qu'il présentait toute la crise comme une opération de manipulation politique. Cela mène le député radical Marcelo Sturbin à quitter le plateau de télévision.

Mais l'article de *El Porteño* prend moins à partie les invités que le présentateur de l'émission. C'est son rôle passé qui apparaît en filigrane. L'article poursuit sur la même ligne d'accusation, qui se réfère au passé des journalistes, avec « Daniel Mendoza [Canal 11], apparemment décidé à faire oublier ses inclinations d'antan pour les uniformes »⁸⁸². Puis, plus caustique, l'article décrit un plateau de télévision, réuni le dimanche, où sont entre autres invités Pablo Giussani et Pablo Mendeleovich (deux journalistes très respectés) par Sergio Villarroel et Víctor Hugo Morales qui présentent l'émission sur Canal 13. L'auteur ironise sur des phrases entendues telles que « pourquoi doivent-ils me voler le rêve de continuer à voler toute ma vie » et « Lorsqu'un homme d'Etat (Alfonsín) mentionne le mot Dieu, c'est parce qu'il sent sa présence dans chaque acte »⁸⁸³. En dehors de la facilité, qui frise la malhonnêteté intellectuelle, de la méthode consistant à ne citer que des phrases particulièrement ridicules, l'article dénonce un travers, « cette sorte de télé-théâtre de Pâques »⁸⁸⁴, de la télévision qui est prise dans une logique bien plus dominée par le spectacle à produire que par le souci d'offrir les informations utiles aux citoyens pour affronter la situation politique ou une analyse de celle-ci.

Cette critique est reprise par José María Pasquini Durán, qui signe le second article de *El Porteño* dédié aux médias : « rien de tel qu'un bon divertissement [*entretenimiento*] tandis que se décide le sort de la démocratie »⁸⁸⁵. Néanmoins, l'auteur s'interroge surtout sur la liberté des journalistes et leur crédibilité auprès « des gens » : « Durant ces journées, les

⁸⁸¹ *Ámbito Financiero*, 20 avril 1987. Le journal retranscrit le lundi un large extrait de l'émission du vendredi.

⁸⁸² S. WALGE, *op.cit.*.

⁸⁸³ *Ibid.*

⁸⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁸⁵ José María PASQUINI DURÁN, « Cada cual informa su juego », *El Porteño*, mai 1987, p.49.

journalistes sommes redevenus des interlocuteurs valides pour le reste de la société, dont le jugement et l'appréciation arriveront un jour ». Il se réfère au manque de crédibilité des journalistes, un thème récurrent depuis la fin de la dictature, et plus précisément depuis le traitement médiatique de la Guerre des Malouines. L'auteur estime que l'occasion a été en grande partie ratée de retrouver une crédibilité, mais pas du fait des journalistes : « Le comportement de presque tous les médias a obéi, comme toujours, moins à l'attitude des communicateurs qu'aux intérêts de leurs propriétaires ». Il dénonce les intérêts des propriétaires comme la principale limite au métier d'informer, dans ce sens il renvoie dos à dos l'Etat et les propriétaires privés. Selon l'auteur,

Il manque une troisième zone de communication qui représente les organisations intermédiaires de la communauté, tous ceux qui se sont massés sur les places et étaient très attentifs aux informations.⁸⁸⁶

Il remarque bien que la plupart des médias se sont rangés au côté du régime démocratique. Mais, selon lui, les propriétaires des médias ont agi ainsi essentiellement par opportunisme. Les grands médias ont soutenu le régime car celui-ci leur offre une stabilité qui leur convient. Autrement dit, dans une autre situation, ils pourraient parfaitement abandonner leur foi en la Démocratie. L'auteur estime aussi que les médias privés plus modestes ont été particulièrement perméables aux messages des militaires séditieux car la retransmission de ceux-ci offrait la possibilité d'accroître leurs audiences. Ainsi, des considérations commerciales peuvent mener à mettre en danger la stabilité du régime. Enfin, il estime que les médias publics se sont montrés très hostiles à la sédition militaire principalement parce que les directives étaient très claires en ce sens, de sorte qu'ils ont soutenu le régime démocratique non par choix mais par obéissance. Pour l'auteur, les raisons qui attachent les médias au régime sont trop friables pour leur confier le monopole de la circulation des informations :

Même pour des raisons de sécurité collective, il est nécessaire d'ouvrir ce système. Parce que tel qu'il est aujourd'hui, un coup d'Etat plus chanceux ou la complicité de quelques-uns seraient suffisants pour perturber sérieusement la possibilité d'informer la population et de lui donner un espace pour qu'elle se prononce.⁸⁸⁷

Autrement dit, la concentration des médias (que le monopole soit de l'Etat ou privé) est un danger pour la population qui, en situation extrême, se voit privée de communication. Il est évident que l'auteur interpelle aussi la promesse électorale des radicaux, quant à son troisième point :

⁸⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁸⁷ *Ibid.*

C) Exploitation réservée à une Structure Autonome de Droit Public non gouvernemental et sans fins de lucre, dont l'administration reviendra à des représentants d'institutions qui assurent une ample expression de la société argentine. [voir *infra*]

Depuis sa fondation en 1982, *El Porteño* cherche à ouvrir le débat sur le rôle des médias, avec de nombreux articles qui critiquent la télévision existante et appellent à des changements radicaux dans son fonctionnement⁸⁸⁸.

Il est probable que la précarité d'une expérience journalistique telle que *El Porteño*⁸⁸⁹ amène ses éditorialistes à réfléchir sur la question des médias d'une tout autre manière que leurs collègues mieux installés. Mais leurs critiques et propositions pour créer des médias indépendants à la fois des groupes économiques et du gouvernement restent très peu audibles. En effet, le débat sur le rôle des médias est dominé précisément par les journaux qui constituent des groupes économiques. Or, ceux-ci réduisent l'indépendance des médias à leur privatisation, dont ils seraient les principaux bénéficiaires. Le gouvernement a, pour sa part, abandonné les ambitieuses propositions électorales des radicaux pour une gestion des médias publics à court terme, sans véritable politique cohérente⁸⁹⁰. Si bien que le débat sur les médias ne s'est véritablement réalisé que bien plus tard⁸⁹¹.

Pour conclure sur la manière dont les médias ont présenté la crise durant son déroulement, nous souhaitons maintenant revenir aux seuls journaux, dont nous avons présenté les « identités » et intérêts en jeu, et à notre lecture particulière qui se focalise sur le peuple. Aussi nous reste-t-il à rendre compte de la façon dont le peuple apparaît dans les journaux qui traitent de *Semana Santa*.

⁸⁸⁸ Yamila HERAM, « Contracultura, democracia y medios. Un análisis de *El Porteño* », communication à la XII Jornadas Nacionales de Investigadores en Comunicación, Rosario, 2008, [En ligne], <http://www.redcomunicacion.org/memorias/pdf/2008Heponencia%20heram,%20yamila%20ok.pdf>, consulté le 20 décembre 2011.

⁸⁸⁹ Pour illustrer la précarité à laquelle sont soumis les journalistes de la presse émergente des années 1980, il est intéressant de voir la description, faite par Adriana Schettini, du premier local de *Página 12* : « Il n'y avait pas suffisamment de téléphones. Mais ce n'était pas grave parce que nous allions parler depuis les téléphones publics des bars voisins et, au passage, nous en profitions pour aller pisser parce que les toilettes du bureau servaient à révéler les photos ». Cité par C. ULANOVSKY, *op.cit.*, p.332.

⁸⁹⁰ Après les élections de septembre 1987 qui voient l'arrivée en force des péronistes rénovateurs, les radicaux cherchent à faire avancer le dossier. Mais il s'agit alors clairement d'éviter que les péronistes prennent le contrôle des chaînes qui dépendent des gouvernements provinciaux – en particulier de la province de Buenos Aires – et aucune réforme n'aboutit.

⁸⁹¹ C'est seulement sous la présidence de Cristina Kirchner qu'une loi sur l'audiovisuel est adoptée qui remplace le décret-loi de 1980. La nouvelle loi reprend, dans les grandes lignes, le projet radical de 1983 avec cette idée de « médias sociaux » sans but lucratif et ne dépendant pas directement du gouvernement. Entre-temps, la concentration des médias a atteint des proportions inquiétantes, avec le contrôle d'environ 75% du paysage médiatique par le seul groupe *Clarín*.

5. Le peuple dans les journaux

L'ensemble des journaux a souligné le rôle important des mobilisations, qu'ils ont décrites en s'efforçant de rendre compte de leur caractère massif en même temps que de la multiplicité des motivations des individus et des organisations pour se rassembler. Ainsi, il y a de nombreux récits qui oscillent entre la particularité d'un groupe, voire la description d'une personne ou d'une famille, et l'unité d'une masse rassemblée. Par exemple, une chronique de Sergio Ciancaglini dans *La Razón* du samedi 18 avril, rapporte :

Des familles entières (incluant des bébés dans les bras, des grands-mères marchant comme sur des œufs, et même des belles-mères et des gendres dans une version inédite du pacte social) se sont décollées des télévisions [...] pour se faire souverains de la rue, tous allant jusqu'à [l'angle des avenues] Rivadavia et Callao. En quelques heures, la place était submergée. Par l'avenue de Mai, la multitude arrivait jusqu'au *Cabildo*. Par Callao, il n'y avait pas de limite à la plaine de têtes. S'il y avait 300 000 ou un million de personnes, c'est quelque chose qui est jugé par l'arbitraire arithmétique journalistique. Ce qui est sûr, c'est que ce fut la manifestation la plus imposante de la vie politique argentine depuis trop longtemps.⁸⁹²

Le récit poursuit en cherchant à détailler certaines organisations :

Une [colonne de manifestants], avec une grande banderole qui annonçait être la brigade « le bulldozer libéral » de la UCeDé, est passée à gauche des Mères de la Place de Mai qui regardaient ces jeunes aux bérets bleus comme s'il s'agissait d'une congrégation de martiens.⁸⁹³

A ce récit enthousiaste répond *La Prensa* qui oscille, dans un premier temps, entre une vision conspirative de la mobilisation et le discrédit de celle-ci. Mais, dans un second temps, le journal change radicalement son traitement des manifestations populaires. A ce titre, il illustre bien l'opportunisme des journaux, que nous avons vu dénoncé par José María Pasquini Durán dans la partie précédente. Le journal conservateur n'a pas une ligne éditoriale très nette, avec des positions en général particulièrement favorables aux militaires mais qui sont brouillées par de brusques retournements. Cette ligne éditoriale sinueuse remonte au moins à la dictature et s'est parfaitement exprimée par la plume de son éditorialiste Manfred Schönfeld. Ce dernier était un ferme soutien du coup d'Etat puis du régime militaire mais, à partir de décembre 1978, il dénonce les disparitions forcées de manière récurrente. Déjà peu commune en soi, cette dénonciation est de plus accompagnée d'accusations à peine voilées des responsables des disparitions. Ainsi, il écrit dans un éditorial du 12 décembre 1978 :

Ajoutons que « disparaître » signifie, habituellement mais pas nécessairement, avoir été détenu par des personnes armées qui viennent, parfois vêtues en civil, parfois en uniforme, et

⁸⁹² Sergio CIANCAGLINI, « La movilización, las palabras y una duda », *La Razón*, 18 avril 1987.

⁸⁹³ *Ibid.* Nous avons déjà cité cette partie et identifié la « congrégation de martiens », voir chapitre 4.

s'identifient – ou non – comme appartenant à telle ou telle autre branche des Forces Armées, de sécurité ou de l'ordre.⁸⁹⁴

Plus loin, il explicite sa position : « Il est préférable d'avoir cent fusillés plutôt qu'une "disparition" ». Schönfeld est favorable à ce que les « subversifs » reçoivent la peine de mort, mais qu'elle soit appliquée dans un cadre légal⁸⁹⁵. Cette position était soutenable dans *La Prensa* car l'ensemble du journal a aussi adopté une position curieuse. En effet, c'est l'un des premiers journaux à publier les annonces payantes de familiers de disparus mais, dans le même temps, ses pages sont ouvertes aux tribunes du général Ramón Camps⁸⁹⁶. Dans la première édition après le début de la crise, l'éditorial de Manfred Schönfeld estime que la responsabilité du soulèvement militaire incombe presque entièrement au gouvernement⁸⁹⁷. La position est explicite dès le titre « Récolte de tempêtes », étant entendu que le gouvernement a semé le vent. Cette position, plus hostile envers le gouvernement qu'envers les séditeux, se retrouve dans l'ensemble du journal. La rédaction ne consacre qu'un tiers de son éditorial aux événements en cours (l'article principal est dédié au FMI)⁸⁹⁸, et ne s'intéresse qu'à la seule situation judiciaire du major Barreiros. L'article s'indigne qu'il ait pu fuir, rapportant une rumeur qui affirme qu'il est sorti du pays. En fait, c'est une manière détournée de montrer que l'officier rebelle compte avec de nombreuses complicités, ce qui contredit la version officielle. L'opinion du journal ne mentionne pas la mobilisation populaire, qui n'est qu'accessoirement évoquée par Schönfeld qui estime qu'elle est le fruit d'une manipulation du gouvernement – il reprend ainsi la thèse d'Alvaro Alsogaray que nous avons présentée antérieurement. Les articles qui décrivent la mobilisation vont dans le même sens. Par exemple, un encadré intitulé « Concentración en el Congreso "Democracia o dictadura" »⁸⁹⁹ commence par souligner qu'il s'agit d'une manifestation convoquée par le « comité central de

⁸⁹⁴ Cité dans l'article [En ligne], « Recordando a Manfred Schönfeld, columnista político de La Prensa », 13 juillet 2010, <http://www.diariosobrediaros.com.ar/eldsd/zonadura/2010/julio/zd-13-julio-2010.htm>, (consulté le 11 octobre 2011). Les articles de *Diario Sobre Diario* ne sont jamais signés mais ce journal, en partie accessible en ligne, est un observateur de qualité du monde médiatique argentin.

⁸⁹⁵ Rappelons que le régime militaire a rétabli la peine de mort mais ne l'a jamais appliquée.

⁸⁹⁶ Le général Camps était le directeur de la Police de la Province de Buenos Aires. A ce titre, il avait sous sa direction de nombreux camps de concentration clandestins. Il était considéré, à l'intérieur du régime militaire, comme l'un des « durs ». Les tribunes de Camps continuent à paraître régulièrement dans les pages de *La Prensa* après la fin de la dictature. Par exemple, dans son édition du jeudi 16 avril 1987, le général signe une tribune intitulée « Alfonsinaria » qui s'en prend violemment à Alfonsín pour avoir pris la parole dans une église pour répondre à l'homélie qui évoquait la corruption. Ainsi, les lecteurs de *La Prensa* ont pu lire une virulente attaque contre le président, signée par un militaire endurci, le jour où la crise commençait. Voir, Ramón CAMPS, « Alfonsinaria », *La Prensa*, 16 avril 1987, p.7.

⁸⁹⁷ Manfred SCHÖNFELD, « Cosecha de tempestades », *La Prensa*, 18 avril 1987, p.9.

⁸⁹⁸ *La Prensa* consacre toujours une longue bande dans une page intérieure à plusieurs éditoriaux de la rédaction, en l'occurrence il y en a deux.

⁸⁹⁹ *La Prensa*, 18 avril 1987, p.7.

l'Unión Civica Radical et d'autres groupes politiques » (il s'agit en réalité de l'ensemble du spectre politique, à l'exception de l'extrême droite), puis décrit les banderoles et les « bombos y cornetas » qui renvoient au péronisme. L'article souligne la présence des Mères de la Place de Mai puis, dans le même paragraphe, d'une grande banderole « avec l'inscription "Montoneros"⁹⁰⁰ et une autre plus réduite de la "Communauté Homosexuelle Argentine" ». Avec un ton détaché et apparemment neutre, le journal s'emploie à discréditer la manifestation populaire en mobilisant un certain nombre de préjugés qu'il suppose partagés par ses lecteurs. En l'occurrence, sans euphémisme, le journal explique que ce sont des folles, des gauchistes et des homosexuels qui ont répondu à l'appel du gouvernement.

Le contraste est saisissant avec l'édition du lendemain, dimanche 19 avril, qui décrit en première page la mobilisation sur la Place de Mai (du samedi), en précisant dans le premier paragraphe que les personnes sont venues « sans être convoquées »⁹⁰¹. Le reste de l'article décrit et dénombre les organisations présentes sur la place et près du Congrès. Ce contraste avec l'édition du samedi s'accroît encore le lundi, où la première page publie une photographie de la Place de Mai noire de monde, sous le titre « L'hymne [national] a été chanté sur la place »⁹⁰². Cette fois, « l'extraordinaire multitude »⁹⁰³ est perçue très positivement dans les articles. Cet engouement est cependant tempéré par Iglesias Rouco⁹⁰⁴, l'un des principaux chroniqueurs du journal qui estime que

⁹⁰⁰ Plusieurs articles de presse rendent compte de la présence de cette banderole, avec le nom de la célèbre guérilla péroniste des années 1970. Sergio Ciancaglini, dans la chronique de *La Razón* déjà citée, rapporte que « tous ceux qui étaient près [de la banderole] coïncident sur le fait que le très petit groupe était composé par des messieurs à la curieuse ressemblance avec le major Barreiro ». Cette version, qui suggère une opération de services militaires, est plausible mais probablement erronée. Il existe dans les années 1980 un groupe très réduit de militants qui se revendique héritier des Montoneros, dirigé par son leader historique Mario Firmenich alors en prison. Ce groupe est formellement constitué en août 1985, sous le nom de *Peronismo Revolucionario* (PR). Voir Felipe CELESIA et Pablo WAISBERG, *Firmenich. La historia jamás contada del jefe montonero*, Buenos Aires, Ed. [Electronique] Aguilar, 2011, 354 pages, p. 259. Le PR a profité de la grande mobilisation populaire pour arborer le nom très polémique de *Montoneros*. Voir la photographie, sur laquelle les banderoles de « Montoneros » et « Peronismo Revolucionario » apparaissent côte à côte, publiée dans le mensuel ultramontain *Cabildo*, mai 1987, p.10 (en annexe).

⁹⁰¹ *La Prensa*, 19 avril 1987, p.1.

⁹⁰² *La Prensa*, 20 avril 1987, p.1.

⁹⁰³ *Ibid*, p. 10.

⁹⁰⁴ Iglesias Rouco est aussi le fondateur et directeur de l'hebdomadaire *El Informador Público*, fondé en octobre 1986, qui est souvent considéré comme l'organe des services de sécurité. Il s'agit d'une source extrêmement difficile à utiliser, car l'hebdomadaire publie aussi bien des rumeurs, qui peuvent s'inscrire dans de véritables opérations d'intoxication, que des informations qui se confirment par la suite. Le périodique demanderait une étude approfondie qui pourrait éventuellement révéler des aspects peu connus sur les différences internes entre militaires, ainsi que des services secrets et de police. En revanche, il ne peut en aucun cas être considéré comme une source fiable. Iglesias Rouco a commencé sa carrière en Espagne, dans la rédaction de *El País*, de laquelle il fut licencié pour faute professionnelle. Voir Jorge BOIMVASER, *Historia secreta de El Informador Público*, Buenos Aires, Ed. Peña Lillo, 1988, 247 pages, pp.15-16.

toute politique de « mobilisation populaire » comme celle de ces jours-ci comporte, y compris en situations d'urgence, un danger [...], elle tend à rendre le gouvernement captif de forces occasionnellement incontrôlables, peu importe qu'elles soient civiles ou militaires.⁹⁰⁵

Autrement dit, le chroniqueur n'abandonne pas l'idée de complot qui aurait présidé à la mobilisation populaire, théorie qui connaît un grand succès dans le journal depuis le premier jour de la crise, et qui est maintenant présentée comme une « politique de mobilisation populaire ». Il en reconnaît néanmoins l'efficacité mais prévient de ses dangers potentiels. Cependant, dans l'ensemble, le journal a changé du tout au tout dans son traitement du peuple, entre son édition du samedi 18 avril et celle du lundi 20 avril. Il semble avoir momentanément abandonné sa ligne idéologique pour s'aligner sur un large consensus. A notre sens, ce revirement doit moins à un subit engouement pour les mobilisations populaires qu'à son manque d'intérêt pour soutenir la sédition militaire. En effet, si *La Prensa* est un journal conservateur et certainement proche des militaires en général, il est en revanche totalement étranger aux *carapintadas* en particulier. Une fois bien identifié le secteur militaire soulevé, nous pouvons supposer que la rédaction n'a trouvé aucun intérêt pour le défendre. Aussi, elle rejoint rapidement le consensus, à l'intérieur duquel le journal prend moins de risques.

La Nación est certainement le cas le plus intéressant et, compte tenu de sa tradition peu amène envers le peuple, le journal qui montre le mieux l'exceptionnalité de la mobilisation. Son édition du samedi montre en première page une photographie du grand rassemblement du jeudi soir accompagnée d'un article qui décrit la situation en soulignant que « La crise a provoqué des attitudes fermes sans précédent dans des cas similaires de la politique argentine des dernières décennies »⁹⁰⁶. Sur la partie inférieure de la première page, une photographie montre Raúl Alfonsín, lors de la lecture de son discours du jeudi au Congrès et, en face, une autre avec le visage d'Aldo Rico – la légende indique simplement « Rico, le chef rebelle ». Un sous-titre annonce : « Intenses tractations avec les soulevés pour éviter un affrontement armé ». Enfin, un encadré informe de la « Condamnation des médias. Ils rejettent toute tentative séditeuse ». Comme nous l'avons dit, le cas de *La Nación* est intéressant parce que ce journal ne peut guère être considéré comme progressiste, ni même avoir la moindre sympathie pour les mobilisations populaires. Le journal n'utilise d'ailleurs

⁹⁰⁵ Iglesias ROUCO, « Se impone la reflexión moral », *La Prensa*, 20 avril 1987, p. 5.

⁹⁰⁶ *La Nación*, p. 1, 18 avril 1987.

jamais le terme « peuple »⁹⁰⁷, ce sont de « massives démonstrations de soutien au régime constitutionnel », « Multitude devant le congrès », « beaucoup de gens », dans un article intitulé « Une nouvelle concentration populaire sur la Place »⁹⁰⁸. Ce dernier article rapporte que la consigne préférée des « gens » est : « Il faut sauter, celui qui ne saute pas est un militaire »⁹⁰⁹ et qu'un soldat de garde devant le Palais présidentiel a aussi sauté avec les manifestants. Le texte conclut ainsi :

Des hommes et des femmes, jeunes et adultes, des familles entières ont affirmé leur présence avec leurs banderoles. Certains avec l'image d'Alfonsín, d'autres avec celle de Perón. Mais leurs porteurs laissaient de côté les controverses politiques pour clamer en faveur de la démocratie.⁹¹⁰

L'éditorial, intitulé « Affirmation du régime constitutionnel » désigne le peuple, alternativement comme « les citoyens » [« la ciudadanía »], « l'Argentine », « manifestations publiques », « tout le pays », « les citoyens » [« los ciudadanos »], « tous les Argentins ». Il affirme très clairement son soutien au régime constitutionnel et insiste sur l'évident soutien du peuple – jamais désigné comme tel. Néanmoins, le texte se montre aussi compréhensif envers les militaires soulevés. Selon lui,

Il est probable que la situation soit la conséquence, certainement non voulue, de la prolongation du problème surgi à partir des excès commis dans la répression du terrorisme, comme résultat de la conduite peu heureuse qui en a été faite dans les diverses instances.⁹¹¹

Ce qui ne doit certes « pas s'interpréter comme une justification des attitudes séditieuses prises par quelques hommes en armes [...] seule la subordination absolue à la loi garantit la liberté »⁹¹². Mais, plus loin, l'éditorial n'en adhère pas moins à la lecture militaire des années 1970 : « L'Armée qui empêcha que la République tombe aux mains du terrorisme »⁹¹³. *La Nación* considère que la crise est due à l'incapacité du gouvernement à fermer le dossier de la dictature. Pour cela, la voie défendue par le président des « critères de responsabilité » est « à notre entendement, le chemin adéquat pour l'heure » afin d'obtenir « la définitive

⁹⁰⁷ La seule exception provient de l'historien et politologue Natalio R. Botana, qui collabore régulièrement avec *La Nación*. Sa tribune du lundi 20 avril 1987 utilise plusieurs fois le terme « peuple » et remarque son unité en contraste avec un passé durant lequel il fut toujours divisé. Natalio BOTANA, « No hay orden posible sin subordinación », *La Nación*, 20 avril 1987, p.7.

⁹⁰⁸ *La Nación*, « Una nueva concentración popular en la Plaza de Mayo », 18 avril 1987, p. 3.

⁹⁰⁹ *Ibid.* « Hay que saltar, porque el que no salta es un militar » est un chant habituel depuis au moins 1982 lors des manifestations contre les militaires ; les manifestants sautent en même temps qu'ils chantent ce qui renforce l'aspect festif de la protestation.

⁹¹⁰ *Ibid.*

⁹¹¹ Editorial, « Afirmación del regimen constitucional », *La Nación*, 18 avril 1987, p. 2.

⁹¹² *Ibid.*

⁹¹³ *Ibid.*

réconciliation des Argentins »⁹¹⁴. De sorte que *La Nación* comprend la mobilisation populaire uniquement comme un soutien aux institutions, mais certainement pas comme une réclamation de justice, telle qu'elle est comprise par les familles des victimes et à gauche. Il s'agit du respect de la loi commune quand bien même existerait « l'éventualité que certains d'entre eux [les séditieux] affronteraient aujourd'hui des situations de procès injustes »⁹¹⁵. C'est le procédé des militaires soulevés qui est condamné par *La Nación* et non pas leurs réclamations. Cette position durant la crise rejoint le bilan général que dresse Ricardo Sidicaro sur des éditoriaux du journal sous l'ensemble de la présidence d'Alfonsín :

La réflexion politique de *La Nación* à partir du retour du régime démocratique s'est attachée de préférence à expliquer ce qu'il fallait faire pour consolider les institutions. Ses points de vue pouvaient ne pas coïncider avec ceux des autres acteurs politiques et sociaux partisans de la démocratie. Néanmoins, à tout moment la discussion s'est maintenue au sein d'un champ délimité par l'accord de fond quant à la valeur de la démocratie et la nécessité d'assurer sa continuité. Même lorsque le quotidien a divergé sous de multiples aspects avec le gouvernement d'Alfonsín, il a toujours conservé son identification avec le projet de fortifier l'ordre institutionnel.⁹¹⁶

La rédaction (et pas seulement des éditorialistes ou des tribunes comme cela peut apparaître dans les autres journaux) de *La Razón* utilise le terme « peuple ». Par exemple, son édition du 18 avril présente une photographie sensiblement pareille à celles de ses concurrents - la place des Deux Congrès submergée de monde - avec une légende qui dit : « Comme jamais, le peuple dans sa totalité et sans distinction partisane s'est manifesté en soutien de la Constitution »⁹¹⁷. Néanmoins, les journalistes préfèrent visiblement d'autres termes lorsqu'ils signent leurs articles. Ainsi, Jorge Grecco, envoyé spécial de *La Razón* à Cordoba (et co-auteur de l'une des sources journalistiques parmi les plus complètes sur les faits *¡Felices Pascuas !*) signe dans la même édition un article intitulé « Une réponse immédiate de la population »⁹¹⁸, qui commence par : « Démontrant des réflexes rapides, le corps social de cette ville a produit immédiatement les anticorps nécessaires pour isoler le centre déstabilisateur [...] et éviter ainsi la contagion d'autres unités militaires. » Sergio Ciancaglini, dans son enthousiaste chronique que nous avons présentée au début de cette partie, s'interdit aussi d'écrire le terme. *La Razón* parle de « peuple » à travers la rédaction anonyme ou une voix qui fait autorité. Ainsi dans son édition du 26 avril, le journal résume un entretien réalisé

⁹¹⁴ *Ibid.*

⁹¹⁵ *Ibid.*

⁹¹⁶ R. SIDICARO, *op.cit.*, p. 512-513.

⁹¹⁷ *La Razón*, 18 avril 1987, p.1.

⁹¹⁸ Jorge GRECCO, « Una respuesta inmediata de la población », *La Razón*, 18 avril 1987.

par la revue espagnole *Cambio 16* avec Ernesto Sábato qui estime que « Les 4 jours furent une révolution »⁹¹⁹. Le célèbre écrivain fait une apologie du peuple et de son président. « Nous avons assisté, avec émotion, à la plus grande preuve de la maturation d'un peuple entier ». Il s'agace des soupçons qui pèsent sur le président qui aurait « fait des concessions aux séditeux », surtout lorsque ces critiques viennent de l'extérieur (il est alors en Espagne) et il répond aux détracteurs en rappelant le Procès aux juntas :

Quand est-ce que quelque chose comme cela a eu lieu dans le monde contemporain ? Qui a châtié en France les militaires qui ont commis le même type d'atrocités durant la guerre de libération d'Algérie ? Comment et quand ont été châtiés les grands responsables des génocides commis au Vietnam ? Et en Afghanistan ?⁹²⁰

« LE PEUPLE A DÉFENDU LA DÉMOCRATIE »⁹²¹ titre *La Razón* du dimanche 19 avril sur une photographie qui occupe presque l'intégralité de sa première page. Mais, incontestablement, c'est l'hebdomadaire *El Periodista* qui donne le plus de poids à la mobilisation populaire, avec sa première page qui titre « Face au pouvoir militaire, LE PUEBLAZO »⁹²².

La très grande majorité des personnes se sont mobilisées sur les places publiques. A Buenos Aires, essentiellement sur la Place des Deux Congrès et la Place de Mai ; dans les autres villes les personnes se sont regroupées sur les places les plus significatives. Néanmoins, à Cordoba et Buenos Aires, il y eut aussi des mobilisations de manifestants autour des lieux occupés par les séditeux. L'une des grilles d'analyse contemporaine, journalistique et politique, considère cet affrontement direct avec les militaires comme la meilleure preuve du rôle de protagoniste joué par le peuple. Si bien que la place accordée à ces manifestations devant les casernes – infiniment plus réduites en nombre de personnes que celles des places – offre une seconde approche qui affine la première lecture sur la manière dont les mobilisations populaires sont considérées. Néanmoins, il s'agit d'un point qu'il nous semble plus judicieux d'analyser à travers le positionnement des différents acteurs que par celui des seuls médias. Remarquons simplement que *La Razón* et *El Periodista* sont à nouveau, et sans surprise, les journaux qui ont le mieux détaillé ces manifestations.

⁹¹⁹ « Los 4 días fueron una revolución », *La Razón*, 26 avril 1987.

⁹²⁰ *Ibid.*

⁹²¹ *La Razón*, 19 avril 1987, p.1.

⁹²² *El Periodista de Buenos Aires*, 24 avril 1987, p. 1. Les « azos » (*Cordobazo*, *Caracolazo*, *Argentinazo*, etc.) sont souvent traduits par « coup de... ». Effectivement, en espagnol le suffixe *azo* comporte l'idée de coup porté mais la traduction a le grave inconvénient de résonner comme un coup d'Etat. Or il s'agit toujours de désigner des rébellions populaires qui ne renversent pas le régime en place. Les *azos* ne désignent ni des coups d'Etat ni des révolutions, la meilleure traduction est encore « rébellion populaire ».

Conclusion

Sous le prisme particulier de la place accordée au peuple, la lecture des journaux qui traitent de la crise, et tous la traitent, montre qu'ils lui offrent tous une place de choix. Au-delà de ce consensus, la manière dont est désignée la population mobilisée dans les rues, les places publiques et devant les casernes des séditeux montre de grandes divergences sur le sens de sa présence qui révèlent surtout les différentes sensibilités des journaux. Au moins quatre positions sont identifiables qui révèlent des lignes éditoriales qui précèdent et survivent à la crise. La ligne sensationnaliste, parfaitement illustrée par *Crónica*, préfère s'intéresser à la violence qui sous-tend les attitudes des militaires, pour rendre compte d'un drame vécu par la population. Dans cette trame, la dramatisation supplante les caractéristiques proprement politiques de la mobilisation qui ne suscite d'ailleurs pas de réflexion particulière. Toute la crise apparaît ici bien plus comme un spectacle que comme une histoire dans laquelle le lecteur devrait avoir un rôle particulier. Dans ce sens, *Crónica* est parfaitement cohérent lorsqu'il dédie un bon tiers de son édition du samedi à rendre compte des matchs de football de la journée. Les manifestations de rue et le football sont deux spectacles également dignes d'intérêt pour un lecteur spectateur – et non pas protagoniste – qui peut admirer les prouesses du joueur vedette du *Boca Junior* et le drame d'un affrontement aux abords de Campo de Mayo. Tout s'égalise dans un spectacle qui n'attend que d'être remplacé par un autre. La seconde grande ligne éditoriale, bien représentée par *La Nación*, interroge surtout les acteurs institutionnels et place la mobilisation populaire par rapport à ceux-ci. Ici, le peuple – jamais désigné comme tel – joue un rôle assez clairement défini dans la crise : il vient défendre les institutions de la République menacées par une sédition. C'est en tant que renfort des institutions qu'il est valorisé, de sorte que son unité est souvent soulignée. Les scènes où apparaissent les différences partisans se terminent toujours par des slogans qui rassemblent tous sur l'indivisible « Argentina ! ». Les éditorialistes de *La Nación* renforcent l'appréciation positive qui est faite de la mobilisation, mais celle-ci ne peut qu'exiger le respect de la loi quelle qu'elle soit. Le problème que posent les séditeux ne provient pas de ce qu'ils exigent mais du fait qu'ils sortent du cadre institutionnel. Dans la même ligne, la mobilisation populaire n'a pas pour vocation d'influer sur le fond du problème mais doit se limiter à défendre des institutions qui, elles, le résoudront. La position de *La Nación* est éminemment légaliste, dans ce sens il ne peut y avoir de peuple mais seulement une population qui défend les modalités d'expression constitutionnelles du Peuple. La troisième ligne éditoriale conçoit les mobilisations populaires comme le résultat d'une manipulation politique. En tant

qu'expression d'un militantisme de droite, elle aurait davantage sa place dans des organes partisans que dans des journaux généralistes. Mais, d'une part, ce sont des journaux de diffusion massive et, d'autre part, cohabitent en leur sein plusieurs tendances de droite. Aussi sont-ils moins la voix autorisée d'un parti en particulier qu'ils ne reflètent le panorama général de la presse, dans lequel les droites sont surreprésentées. Par ailleurs, cette ligne s'infléchit en partie durant la crise, à travers une valorisation très négative de la mobilisation exprimée dans *La Prensa* du samedi, qui se transforme en enthousiasme relatif deux jours plus tard.

La quatrième grande tendance journalistique fait part d'un peuple dont les aspirations ne se limitent pas uniquement au soutien d'institutions qui décident pour lui. Bien que le terme « peuple » apparaisse dans *La Razón*, cette sensibilité est bien mieux illustrée dans l'hebdomadaire *El Periodista* dès sa couverture qui titre « El Pueblazo ». Dans la multiplication de scènes qui décrivent la franche hostilité des personnes mobilisées envers les militaires – et pas uniquement envers les séditeux –, le journal présente une interprétation des désirs du peuple qui dépassent la seule légalité. Cette dernière est certes un pré-requis mais elle doit aussi porter des lois qui interdisent l'impunité des militaires criminels durant la dictature. Dans ce sens, il s'agit du peuple unifié autant par le *Nunca Más* (comme nouvel emblème de la nation) que par *Argentina* (comme slogan unificateur). A notre sens, cette version est bien celle qui rend compte de la présence du peuple. Non pas parce qu'elle rendrait compte d'une sensibilité particulière du peuple – nous ne saurions avoir la prétention de la définir – mais parce qu'elle fait état d'une véritable fracture entre le monde civil et le monde militaire, qui est une réalité que le reste de la presse tâche de combler plutôt que de montrer. De ce fait, elle pointe, mieux que les autres, le moteur central de la mobilisation : la mémoire de la dictature.

Chapitre 6

La mémoire active du peuple

La construction d'une culture des droits de l'Homme

Nous nous sommes efforcés de rendre compte du surgissement du peuple durant les journées de *Semana Santa* à travers le repositionnement des acteurs politiques de la crise (chapitre 4) puis par son traitement dans la presse (chapitre 5). Nous avons insisté sur ce terme de peuple, pourtant peu commode, afin, entre autres, de bien établir que la mobilisation populaire dépasse les clivages partisans et sociaux argentins. Nous n'avons cependant encore offert aucune explication à l'irruption du peuple. En effet, nous avons montré le rôle fondamental des appels sectoriels à la mobilisation – qu'ils proviennent des partis, des syndicats, du gouvernement ou des multiples organisations qui ont immédiatement réagi – et, dans le même temps, avons affirmé que ceux-ci ne suffisaient pas à établir la présence du peuple. De sorte qu'il convient maintenant de saisir quel est le liant du peuple ou le moteur de sa mobilisation ; en d'autres termes, ce qui constitue, durant ces quatre jours de mobilisation populaire, le peuple en tant que sujet politique.

Notre thèse comporte d'indéniables aspects d'une lapalissade, tant il est évident que le peuple réagit contre un passé qui se présente sous la forme d'un nouveau coup de force militaire. De sorte que dire, comme l'affirme centralement notre thèse, que la mémoire est le principal moteur de la mobilisation et l'aspect unificateur de celle-ci frise le truisme dont un doctorat pourrait bien se passer. Néanmoins, la nature peu palpable de la mémoire complique déjà singulièrement la démonstration de sa présence, d'une part et, de l'autre, le rôle mobilisateur – directement agissante et non pas commémorative - que nous offrons à la mémoire inscrit notre travail dans une historiographie de la mémoire encore peu explorée. En effet, l'histoire de la mémoire est dominée par l'étude de vecteurs (lieux, discours politiques, produits culturels, associations) qui portent la mémoire étudiée ; il s'agit d'une méthode historiographique à laquelle nous avons largement recours, en particulier dans ce chapitre. Nous nous inscrivons pleinement dans cette historiographie, de sorte qu'il ne s'agit aucunement de la remettre en question mais d'aborder un aspect des effets de la mémoire qu'elle n'a guère l'occasion d'explorer. Schématiquement, une étude historique sur la mémoire se focalise sur un ou plusieurs vecteurs et en montre les évolutions dans le temps. Par exemple, Vincent Lemire et Yann Potin⁹²³ montrent comment le graffiti « Ici on noie des Algériens » a laissé des traces - en particulier une photographie - qui ont permis à la mémoire du massacre du 17 octobre 1961 de se frayer un chemin quelque peu souterrain durant quarante ans avant sa reconnaissance officielle par la mairie de Paris. Plus proche de nous,

⁹²³ Vincent LEMIRE et Yann POTIN, « "ICI ON NOIE LES ALGÉRIENS." Fabriques documentaires, avatars politiques et mémoires partagées d'une icône militante (1961-2001) », *Genèses*, n° 49, décembre 2002, pp. 141-161.

Emilio Crenzel a montré les différents usages et significations qu'a acquis le rapport de la CONADEP, *Nunca Más*, depuis son élaboration en 1984 jusqu'aux années 2000⁹²⁴. Nous pourrions multiplier les exemples où un vecteur est étudié dans le temps, mais ces études ont rarement l'occasion de montrer un effet autre que commémoratif de la mémoire, les institutions qui prennent en charge cette commémoration ou les usages de la mémoire adoptés par des secteurs qui la portent. Or, la particularité de l'événement que nous étudions nous offre la possibilité d'aborder une mémoire mobilisatrice ou une « mémoire vive » pour reprendre l'expression de Danielle Tartakowsky⁹²⁵. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que nous citons ce dernier auteur, l'historienne traite précisément de la mémoire à l'intérieur de la manifestation et la manifestation comme « relais et vecteur de l'histoire ». C'est-à-dire qu'elle s'intéresse aux aspects de différentes manifestations qui mobilisent un passé dans sa marche, qui « fait histoire » en même temps qu'elle se réclame de l'histoire. Il faut cependant remarquer que les mobilisations populaires de *Semana Santa* sont moins des manifestations (dans le sens d'un défilé d'un endroit à un autre) que des concentrations à des endroits précis, certains traditionnels dans l'espace politique et symbolique de Buenos Aires (devant le Congrès et sur la Place de Mai), d'autres spécifiques à la crise en cours (devant les casernes, celle de Cordoba puis, surtout, de Campo de Mayo dans la province de Buenos Aires). Pour bien illustrer notre propos, nous pourrions effectuer une comparaison. Lorsque Henry Rouso analyse magistralement la cérémonie du transfert du corps de Jean Moulin au Panthéon⁹²⁶, il dresse en creux un tableau politique de la France de 1964 particulièrement pointu. Autrement dit, la mémoire de la Résistance est conçue comme un observatoire qui permet, non pas d'étudier la Seconde Guerre Mondiale mais la configuration politique française de 1964. C'est dans ce sens que nous comprenons l'histoire politique de la mémoire. Cet outil nous permettrait, par exemple, de dresser un tableau de la configuration politique argentine en 2004, à travers l'analyse de la cérémonie du retrait du portrait de Jorge Videla de la galerie des chefs d'Etat de l'ESMA par le président Nestor Kirchner. Cette analyse ne manquerait certainement pas d'intérêt mais nous avons choisi une scène qui ne respecte guère un protocole : une crise ouverte où le peuple est l'acteur central. Ce choix transforme la place que nous offrons à la mémoire, qui n'est plus seulement un observatoire du politique mais aussi le principal moteur de l'événement.

⁹²⁴ E. CRENZEL, *La historia política del nunca más. Op.cit.*

⁹²⁵ Danielle TARTAKOWSKY, « Quand la rue fait l'histoire », *Pouvoirs*, 2006/1 n° 116, p. 19-29.

⁹²⁶ H. ROUSSO, *op.cit.*, pp.100-117.

Comme nous le disions, nous voulons aborder cette « mémoire vive » peu explorée par l'historiographie de la mémoire mais, dans le même temps, nous nous inscrivons dans cette dernière historiographie très attachée aux vecteurs culturels. Nous montrons dans ce chapitre comment le peuple surgit dans la rue comme le résultat d'une profonde mutation culturelle autour des droits de l'Homme qui deviennent une préoccupation centrale des Argentins. Cette mutation ne s'effectue pas sans des produits culturels concrets que nous abordons comme des vecteurs de mémoire, dont il convient de retracer les élaborations et d'évaluer la réception. En ce sens, nous nous inscrivons dans une histoire culturelle, ou plus exactement, nous utilisons des outils de l'histoire culturelle⁹²⁷ pour poursuivre notre travail d'histoire politique. Nous avons choisi, comme sources, des produits culturels de masse en fonction de l'impact qu'ils ont eu – qui dépasse largement un secteur particulier – et de leur thématique, centrée sur la disparition de personnes. Ainsi, nous analyserons la *performance*, entre l'art et la politique, du *Siluetazo* (1983), le rapport officiel de la CONADEP sur les disparitions de personnes *Nunca Más* (1984), le Procès aux Juntas (1985) – plus exactement *Le Diario del Juicio*, soit le dérivé culturel du procès le plus diffusé durant son déroulement –, le film *La noche de los lapices* (1987) et, enfin, le *pañuelazo* des Mères de 1987.

Cet ensemble de produits culturels de masse nous introduira, en creux, dans le Mouvement des Droits de l'Homme (MDH)⁹²⁸ à travers ses positionnements par rapport à chacun d'entre eux. A l'intérieur du MDH, nous suivrons plus spécifiquement les Mères de la Place de Mai (MPM). La focalisation sur cette organisation est arbitraire dans la mesure où les MPM sont très peu représentatives des positions de l'ensemble du mouvement, dans lequel elles occupent souvent une place marginale, voire refusent d'y être associées. Néanmoins, outre le fait qu'elles sont l'organisation la plus emblématique du MDH du fait de leur visibilité, nationale et internationale, elles occupent un pôle sur l'échiquier politique des droits

⁹²⁷ Pascal ORY, *L'histoire culturelle*, Paris, Ed. PUF, coll. « *Que sais-je ?* », ed. électronique 2011 (2004).

⁹²⁸ Ce qui est appelé, durant la période que nous étudions, le Mouvement des Droits de l'Homme (MDH) est constitué de neuf organismes unis dans la dénonciation des violations des droits de l'Homme durant la dictature. A l'intérieur du MDH, on distingue habituellement les organisations de personnes directement affectées par la répression des autres. Ces dernières comptent la *Liga Argentina por los Derechos del Hombre* fondée en 1937, le *Servicio Paz y Justicia* (SERPAJ) fondée en 1974, la *Asemblea Permanente por los Derechos Humanos* (APDH) fondée en décembre 1975, le *Movimiento Ecuménico por los Derechos Humanos* (MEDH) fondé en février 1976, ainsi que le *Movimiento Judío por los Derechos Humanos* (MJDH) qui apparaît en 1983, et le *Centro de Estudios Legales y Sociales* (CELS) fondé en mai 1980. Les organisations de personnes directement affectées comptent les *Familiares de Detenidos y Desaparecidos por Razones Políticas* qui se constitue durant les derniers mois de 1976, les *Madres de Plaza de Mayo* (MDM) apparaît en avril 1977, desquelles naissent les *Abuelas de Plaza de Mayo* à partir d'octobre 1977. Pour bien saisir à la fois les différences entre chaque organisme et ce qui les unit dans un même mouvement, voir Elizabeth JELIN, « La política de la memoria : el Movimiento de Derechos Humanos y la construcción democrática en la Argentina », dans Carlos ACUÑA et al., *Juicio, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 1995, 272 pages, pp. 101-146.

de l'Homme. Les positions des autres organismes du MDH et du gouvernement peuvent toujours se situer en fonction de celles, souvent bien différenciées, des MPM. Enfin, nous nous intéressons à un changement culturel dont les *Mères* sont les porteuses et la première et plus visible expression. Cette dernière constatation mènera ce chapitre à s'interroger sur le paradoxe qui veut que le thème des droits l'Homme s'installe dans la société argentine dans le même temps que les MPM – et plus largement le MDH – sont marginalisées. Pour résoudre ce paradoxe, il conviendra certes de suivre l'évolution ou la radicalisation des *Mères* mais aussi de comprendre et réévaluer un ressort central de l'installation des droits de l'Homme dans la culture politique du pays, à savoir le « mythe de la victime innocente ».

1. Le *Siluetazo*

Les photographies du *Siluetazo* sont devenues un lieu commun pour illustrer les mois d'agitation populaire qui ont accompagné la transition institutionnelle (juin 1982 – décembre 1983) ou le thème des disparus. Elles sont, par exemple, souvent utilisées en couverture de publications qui traitent de la dictature ou de la transition, ainsi que dans des émissions de télévision dédiées aux mêmes thèmes. Néanmoins, le *Siluetazo* est rarement expliqué et mis en contexte, comme si sa seule image suffisait à faire comprendre le sens de ce *happening*, ce qui est loin d'être le cas pour les nouvelles générations ou les étrangers. De plus il est couramment nommé au singulier, or il connut au moins trois interventions qui sont indifféremment désignées comme « siluetazo » et réalisées à des dates et en des lieux différents qui en changent sensiblement le sens à chaque fois. Pour notre part, nous nous intéressons essentiellement à ceux du 21 septembre 1983 sur la Place de Mai et du 10 décembre 1983 autour de l'Obélisque. Les critiques d'art Ana Longoni et Gustavo Bruzzone ont néanmoins restitué l'événement dans sa complexité à travers un ouvrage qui réunit des textes et photographies des acteurs qui l'ont organisé et d'artistes de générations suivantes qui se revendiquent héritiers du *Siluetazo*⁹²⁹. Ce n'est pas un hasard si ce sont essentiellement des personnes appartenant au monde des arts visuels (critiques et artistes) qui ont entrepris d'écrire l'histoire la plus pointue de cet événement situé à la croisée du *happening* artistique et de la revendication politique. En effet, comme nous le verrons dans un premier temps, ce sont des artistes qui conçoivent une œuvre. Mais, dans un second temps, les Mères de la Place de Mai en changent quelque peu la conception initiale, ce qui lui offre un message clairement politique. Enfin, l'œuvre est réalisée par des centaines ou des milliers de manifestants, ce qui lui donne, dès sa réalisation, un caractère d'œuvre sociale dans le sens d'une appropriation par la société qui la reproduit spontanément dans un geste politique inconscient du caractère artistique initial. Pour le dire avec les mots de León Ferrari, il s'agit

d'une idée proposée par des artistes menée à bien par une multitude, qui la réalise *sans aucune intention artistique*. Il ne s'agissait pas de se réunir pour faire une *performance*. Nous ne représentions rien. C'était une œuvre que tous sentaient, dont le matériel était à l'intérieur des gens. *Il importait peu que ce soit ou non de l'art.*⁹³⁰

⁹²⁹ Ana LONGONI et Gustavo BRUZZONE (comps.), *El Siluetazo*, Ed. Adriana Hidalgo, Buenos Aires, 2008, 514 pages.

⁹³⁰ Cité par Ana LONGONI et Gustavo BRUZZONE, « Introducción », dans *ibid.*, p. 43. Les italiques sont originales.

Nous tâcherons pour notre part, dans ce parcours entre la conception de l'œuvre et sa réalisation sociale, de comprendre quels étaient les messages spécifiquement politiques de l'œuvre et quel impact elle eut dans la constitution du thème sensible des disparus.

a. Une œuvre d'artistes

L'idée provient de trois artistes, Rodolfo Aguerreberry, Julio Flores et Guillermo Kexel qui s'inspirent d'une affiche de l'artiste polonais Jerzy Spasky publiée dans le Courrier de l'UNESCO quelques années auparavant. Cette affiche représentait des milliers de figurines, avec la légende « Chaque jour à Auschwitz mouraient 2370 personnes, exactement le nombre de figurines représentées ici »⁹³¹. En 1982, les artistes argentins réfléchissent à la réalisation d'une œuvre autour de cette même idée qui devrait être exposée dans le Centre Culturel de la Recoleta, dans le cadre d'un festival parrainé par la Fondation Esso qui aurait lieu en août et septembre⁹³². Mais, d'une part, les artistes délaissent l'idée des figurines miniatures de Spasky et réfléchissent à 30 000 silhouettes⁹³³ grandeur nature, ce qui complique singulièrement une exposition dans l'enceinte d'un centre culturel : ils calculent que l'œuvre mesurerait entre 18 et 52 kilomètres selon que les corps représentés soient debout ou couchés. D'autre part, la Fondation Esso annule le festival en représailles à la guerre des Malouines⁹³⁴. De sorte que l'idée reste en l'état. Elle n'est pas abandonnée mais les problèmes techniques qui s'étaient présentés dès avant l'annulation ne trouvent pas de solutions immédiates. Essentiellement, ces problèmes sont l'espace, le nombre de silhouettes et la sécurité des artistes. Il apparaît évident que l'œuvre ne peut se déployer dans un espace clos du fait de son étendue. Il est tout aussi évident que trois personnes ne peuvent pas découper 30 000 silhouettes humaines sur du papier kraft dans un temps raisonnable. Enfin, une telle œuvre, qui doit nécessairement se réaliser dans la rue – au moins dans sa phase de collage –, mènera très probablement ses exécutants en prison dans le contexte de la dictature. Il apparaît donc nécessaire de la réaliser avec un grand nombre de personnes et dans une situation où la capacité répressive des forces de l'ordre soit limitée. Réunir ces conditions apparaît moins

⁹³¹ Julio FLORES, « Siluetas », dans A. LONGONI et G. BRUZZONE, *op.cit.*, p.91.

⁹³² *Ibid.*, p.88.

⁹³³ Le chiffre de 30 000 disparus est celui invoqué par le Mouvement des Droits de l'Homme, il est déjà établi en 1979. Néanmoins, Hugo Vezzetti rappelle que, dès 1979, ce nombre est contesté par Héctor Schmucler, un intellectuel qui ne peut guère être soupçonné d'acointance avec le régime militaire – il est, entre autres, père d'un disparu. En 1984, la CONADEP comptabilise 8 960 noms de disparus en précisant que le nombre est nécessairement plus élevé sans que la commission puisse déterminer dans quelle proportion. Vezzetti estime le nombre de disparus entre 10 000 et 12 000 avant de faire sienne une sentence de Schmucler : « Il n'est pas nécessaire de grossir les chiffres pour dénoncer l'horreur ». Hugo VEZZETTI, *Sobre la violencia revolucionaria : memorias y olvidos*, Ed. Siglo XXI, Buenos Aires, 2009, 280 p., pp.85-86.

⁹³⁴ J. FLORES, *op.cit.*, p.92.

inimaginable après la défaite des Malouines et la retraite progressive de la dernière junta militaire, dans la mesure où cette période est marquée par de nombreuses manifestations de rue. Enfin, ils décident de présenter le projet aux Mères de la Place de Mai qui, pour leur part, appellent à la III^{ème} Marche de la Résistance, qui consiste à marcher autour de la pyramide de la Place de Mai durant 24 heures, pour le 21 septembre 1983. Quelques jours avant la *marche*, les artistes envoient aux MPM un document qui explique succinctement les objectifs et en quoi consiste le « fait graphique »⁹³⁵ (ils n'utilisent jamais les termes « œuvre » ou « art »). La proposition se résume à « réaliser 30 000 images de figures humaines de taille réelle réalisées par toutes les entités et militants de différents secteurs qui coïncident dans la réclamation pour les droits de l'Homme »⁹³⁶. Les objectifs sont

1. Exiger l'apparition en vie des détenus pour des raisons politiques et toutes les autres exigences faites lors de la marche de répudiation du « rapport militaire ».
2. Donner à la mobilisation une autre possibilité d'expression et de durabilité temporelle.
3. Créer un fait graphique qui frappe le gouvernement par sa magnitude physique et son développement formel et, par son originalité, attire à nouveau les médias.
4. Provoquer une activité agglutinante qui mobilise plusieurs jours avant de sortir dans la rue.⁹³⁷

Les objectifs présentés aux MPM sont uniquement politiques, même ceux qui évoquent l'aspect visuel du projet (2 et 3) renvoient à leur impact médiatique : la « durabilité temporelle » prévoit que les silhouettes seront visibles durant un certain temps après la fin de la marche. Le premier objectif reprend directement le slogan des MPM, « Apparition en vie », et évoque les manifestations qui, quelques mois auparavant, ont répondu à la tentative de la junta militaire de clore le dossier des disparus par la publication d'un rapport qui concluait au décès de tous les disparus :

Par conséquent, il doit être définitivement clair que ceux qui figurent dans les registres de disparus et qui ne sont pas exilés ou dans la clandestinité sont, à effets juridiques et administratifs, considérés comme morts, même lorsqu'il ne peut pas être précisé jusqu'à présent la cause et la circonstance de l'éventuel décès, ni l'emplacement de leurs sépultures⁹³⁸.

Enfin, le quatrième objectif que les artistes mettent en avant renvoie à la pratique politique. Ils sont conscients que la participation des manifestants à la création d'une œuvre concrète les mobilise. Ils supposent que la mise en œuvre du projet aura un effet « agglutinant » sur des militants de différentes organisations.

⁹³⁵ Rodolfo AGUERREBERRY, Julio FLORES et Guillermo KEXEL, « Propuesta presentada a las Madres de Plaza de Mayo en septiembre de 1983 », dans A. LONGONI et G. BRUZZONE, *op.cit.*, pp.63-66.

⁹³⁶ *Ibid.*, p.63.

⁹³⁷ *Ibid.*

⁹³⁸ *Documento Final de la Junta Militar sobre la guerra contra la subversión y el terrorismo*, avril 1983. [En ligne], http://www.memoriaabierta.org.ar/materiales/documento_final_junta.php, consulté le 20 mars 2013.

b. Un acte politique

Les artistes présentent le projet sous son aspect politique et c'est bien ainsi que le comprennent les MPM. Celles-ci acceptent immédiatement d'incorporer le projet à leur *Marche* mais elles apportent deux modifications à même le document envoyé par les artistes. Le texte précise que la « durabilité temporelle » consiste en ce que « lorsque la manifestation se dissoudra elle laissera (dans la mesure du possible, collés sur le sol, les murs, les arbres, autours des monuments et dans tous les lieux possibles) les images réalisées »⁹³⁹. Or, les MPM biffent le terme « sol ». Elles ne veulent pas qu'une silhouette soit collée sur la chaussée car elle évoquerait un mort, ce qui serait contraire au slogan des MPM : *Aparición con vida*. Elles souhaitent que tous les disparus apparaissent comme des vivants parmi les vivants du centre-ville (l'opération aura lieu sur et autour de la Place de Mai). Elles s'opposent rigoureusement à ce que leurs fils et filles soient représentés comme des morts. Le slogan *Aparición con vida*, sous un aspect irréaliste voire surréaliste – exiger l'apparition en vie de personnes dont la mort est déjà certaine⁹⁴⁰ – porte un message politique difficilement compréhensible hors de son contexte. *L'apparition en vie* s'oppose aux tentatives officielles de déclarer morts tous les disparus, comme s'y emploie la dictature finissante à travers *l'Informe final* que nous avons évoqué. Ces sortes d'actes de décès sans corps ni circonstances de la mort ne sont pas l'apanage des militaires en retrait, des personnalités politiques de premier plan ont aussi fait des déclarations en ce sens, à l'instar du chef de l'UCR Ricardo Balbín⁹⁴¹. La force politique du slogan ne provient pas de sa revendication irréalisable mais réside dans la dénonciation qu'elle porte en creux contre ces sortes de « certificats impersonnels de décès ». En effet, si des milliers de personnes sont décédées, les questions qui se posent sont pourquoi elles sont mortes et qui les a tuées. Autrement dit, le slogan se comprend plus comme un refus de clore le dossier que comme une véritable exigence de voir réapparaître des disparus. Sous le terme « vie », c'est la vérité et les responsabilités qui sont exigées⁹⁴². Par ailleurs, et dans le même temps, le slogan pointe déjà

⁹³⁹ R. Aguerreberry, J. Flores et G. Kexel, *op.cit.*, p.64. L'ouvrage reproduit les ratures effectuées par les MPM.

⁹⁴⁰ Il existe alors encore des doutes sur un certain nombre de cas, mais les organismes du MDH savent déjà avec certitude que nombre de disparus sont morts.

⁹⁴¹ Ricardo Balbín déclare en 1980 : « Je ne crois pas qu'il y ait des disparus, je crois qu'ils sont morts bien que je n'aie vu aucun certificat de décès ». Cette déclaration du dirigeant radical est presque aussi célèbre, et répudiée par le MDH, que celle du dictateur Jorge Videla qui expliquait en 1979 que « le disparu est une énigme. Il n'a pas d'entité. Il n'est pas. ». Voir, par exemple, Felipe PIGNA, « Ricardo Balbín (1904- 1981) », [En ligne], <http://www.elhistoriador.com.ar/biografias/b/balbin.php>, consulté le 20 mars 2013.

⁹⁴² Voir l'entretien avec Hebe de Bonafini de Raquel ANGEL et Mercedes MERONÓ, « *Aparición con vida*. El por que de una consigna », *Madres de Plaza de Mayo*, N°37, décembre 1987, pp.10-11.

les responsabilités, *en vida se los llevaron en vida los queremos* : l'Etat a pris ces vies, il revient à l'Etat de les rendre. Enfin, le slogan des *Mères* a une fonction d'unification des revendications sur le thème des disparus. Ceux-ci n'apparaissent pas individualisés mais comme un ensemble qui unit les *Mères*. Cette position éminemment politique apparaît dans la seconde intervention des MPM sur le document des artistes. En effet, ces derniers avaient l'intention de nommer chaque silhouette à partir des listes établies par le MDH. Les *Mères* font valoir que ces listes sont incomplètes mais surtout, en creux, elles s'opposent à l'individualisation des disparus, une position qu'elles réaffirment par la suite de manière toujours plus forte. Nous verrons que la consigne n'a pas été respectée, y compris par certaines *Mères*, mais cette volonté de ne pas individualiser les dénonciations est fondamentale : l'organisation s'affirme ainsi comme une entité qui dépasse sa raison sociale première. Il ne s'agit plus de mères réunies qui cherchent à connaître le destin de leurs fils mais de l'Association des Mères de la Place de Mai qui milite pour dénoncer un crime d'Etat. Cette distinction explique de nombreuses positions postérieures à 1983 qui seraient autrement incompréhensibles.

Par exemple, en tant qu'organisation, les *Mères* refusent que les corps de supposés disparus soient exhumés des charniers *N.N.* pour qu'ils soient identifiés, quitte à s'affronter aux autres organismes du MDH y compris ceux qui réunissent des familles de disparus (*Familiares*). Les raisons pour lesquelles les MPM refusent d'identifier les cadavres, complexes et difficilement saisissables hors de leur contexte, sont bien expliquées – par elles-mêmes – à l'occasion d'une procédure judiciaire qui vise à entreprendre une série d'identifications en 1986 :

Il y a quelques jours, nous avons eu entre les mains une liste contenant les noms de 190 personnes qui nous sont très chères. Il s'agissait de quelques-uns des 30 000 disparus [...]. Cette liste accompagnait une demande signée par le procureur Julio Strassera dans le dossier qui accuse le général Camps, adressée au Chef du Département d'Ontologie de la Division de Médecine [...].

Elle [la demande] sollicitait les fiches dentaires des personnes incluses dans la liste afin de les identifier. L'objectif juridique est de prouver la mort de ces personnes pour accuser Camps et ses acolytes d'homicide réitéré, puisque les Tribunaux actuels soutiennent que s'il n'y a pas de cadavre il n'y a pas de crime, et s'il n'y a pas de crime il n'y a pas de condamnation. Si la victime n'est pas apparue et qu'il n'y a pas de cadavre identifié, il n'y a pas d'homicide. Cela revient à dire qu'il n'y a pas de délit, puisque la séquestration et la torture semblent ne pas être [un délit] pour le critère judiciaire qui les considère des délits instantanés et non permanents, le délai pour la prescription commençant à courir le jour de la séquestration. De cette manière, les auteurs restent impunis. [...]

De cette manière, on veut placer les familles devant l'alternative selon laquelle nous nous trouvons devant de simples et vulgaires homicides. Comme tels, ils peuvent être condamnés seulement lorsque sont démontrés l'homicide et la responsabilité directe de ceux qui l'ont ordonné. Simultanément, l'existence juridique de la figure du détenu-disparu est niée. A travers la prescription, on cherche à sauvegarder la presque totalité des militaires [...].

Profitant de l'immense douleur des familles, on prétend, par l'identification de quelques restes et leur remise aux familles respectives, que nous élaborions notre deuil et tombions dans la résignation et l'inactivité, contribuant ainsi à mettre un point final. Toute mère qui le veut, quand la mort de son fils a été prouvée sans aucun doute possible, pourra lui donner une sépulture digne. Mais nous ne trahirons jamais l'ensemble des 30 000 disparus en plaçant notre problème individuel et nos affects légitimes devant la complicité avec l'impunité des génocidaires.

Nous continuerons à réclamer pour la vie des 30 000, parce qu'en vie ils les ont emmenés. Personne – du président de la République jusqu'en bas de l'échelle – ne pourra soutenir qu'ils sont morts sans expliquer, au cas par cas, comment et où ils furent assassinés, identifiant les coupables de chacun de ces crimes monstrueux, avec leurs jugements et châtiments correspondants. C'est pourquoi nous n'acceptons pas qu'à travers quelques exhumations et remises de restes, on prétende répondre à l'exigence de justice.⁹⁴³

c. La réalisation et la socialisation

« Je crois qu'une demi-heure après [être arrivés] nous aurions pu partir de la Place parce que nous ne servions plus à rien du tout »⁹⁴⁴, estime l'un des artistes organisateurs du *Siluetazo*. Il témoigne ainsi du succès de l'œuvre, dont le principal objectif est précisément la socialisation de sa réalisation. Les artistes avaient réfléchi à un dispositif qui demandait des aptitudes techniques très simples, habituellement enseignées dans des ateliers adressés à des enfants, afin que tous les manifestants puissent prendre part à l'exécution de l'œuvre. Durant toute l'après-midi du 21 septembre 1983, à la fois premier jour du printemps et « jour de l'étudiant du secondaire »⁹⁴⁵, les manifestants venus soutenir la *Marcha de la Resistancia* s'emparent du papier kraft, des stencils et autres matériaux pour créer des silhouettes qu'ils collent par la suite aux arbres et aux murs de tous les édifices autour de la Place de Mai. La tâche se prolonge jusqu'à minuit, quand tout le quartier est envahi de ces affiches faites à la main. Entre temps, l'idée originale, d'une reproduction à peu près exacte d'un même patron, a laissé la place à de nombreuses innovations. La plupart des silhouettes se dessinent entre deux manifestants, l'un se couche sur le papier kraft tandis que l'autre trace son contour. De plus, les Grands-Mères de la Place de Mai font remarquer qu'il manque des femmes enceintes et des enfants, tout aussi disparus, et bientôt apparaissent des silhouettes d'enfants et de femmes enceintes. Enfin, des *Mères* apparaissent avec la liste de disparus qu'elles ont établie et les

⁹⁴³ Madres de Plaza de Mayo, « Jamás traicionaremos a los 30 000 desaparecidos », *Madres de Plaza de Mayo*, N°21, août 1986, p.3. Nous reproduisons une longue partie de cet éditorial des *Mères* car il s'agit d'un point crucial pour saisir leur position et qui est rarement compris, même par les chercheurs qui l'évoquent.

⁹⁴⁴ Hernán AMEIJERAS, « A diez años del Siluetazo », *La Maga*, 31 mars 1993, cité par Ana LONGONI, dans Ana LONGONI et Gustavo BRUZZONE, op.cit., p.30.

⁹⁴⁵ Le « jour de l'Étudiant » est un jour chômé par les écoles. Traditionnellement les jeunes gens se réunissent sur les places publiques et profitent du soleil printanier. Cette date aurait été originellement choisie en hommage à Domingo Sarmiento (en tant que grand promoteur de l'école publique), dont les cendres furent reçues à Buenos Aires le 21 septembre 1888. <http://blogs.lanacion.com.ar/historia-argentina/costumbres/breve-historia-del-dia-del-estudiante/>, consulté le 25 mars 2013.

noms et dates de séquestration sont ajoutés aux silhouettes, en parfaite contradiction avec les recommandations des MPM. Ce changement de position durant l'action ne doit pas surprendre. Sans remettre en cause la position politique expliquée plus haut, les *Mères* interviennent souvent sur l'espace public de manière assez peu ordonnée et il apparaît des différences sensibles entre la ligne, clairement exposée dans des communiqués, et des initiatives qui ne suivent pas rigidement les décisions. De plus, la question complexe de l'identification des personnes disparues est traitée de manière, en apparence, contradictoire. Par exemple, une autre action, réalisée le 28 avril 1983, avait consisté en une manifestation sur la Place de Mai avec de grands portraits de leurs fils disparus⁹⁴⁶. De sorte que, à quelques mois d'intervalle, les *Mères* choisissent une fois d'identifier et d'individualiser les victimes, l'autre fois de les unir dans un même anonymat⁹⁴⁷. Mais ces deux stratégies se rejoignent dans l'objectif premier qui est de montrer sur la scène publique la perte dont elles souffrent. Dans un cas, elles mettent en avant la réalité d'une personne qui a disparu face à la négation ou à l'abstraction officielle de la disparition. Dans l'autre cas, il s'agit plus, en accord avec le projet des artistes du *Siluetazo*, de montrer l'ampleur du phénomène⁹⁴⁸. Cette position ambivalente, mais complémentaire, se retrouve aussi sur le thème, par la suite très sensible, de l'identification des corps. En effet, en 1985, les MPM refusent certes l'identification des corps mais seulement temporairement, jusqu'à ce qu'elles obtiennent des garanties politiques qui assurent que l'identification n'ouvre pas la voie à l'impunité.

Quoiqu'il en soit, le succès du *Siluetazo* se mesure à l'aune de sa socialisation, de la reproduction, parfois spontanée, d'autres fois plus organisée, de l'œuvre qui représente le crime de disparition. La silhouette entre dans le langage politique de la période comme un signe de protestation reconnaissable par tous. L'action du 21 septembre est largement retransmise dans les journaux, par des photoreportages, des articles et des chroniques qui

⁹⁴⁶ Cora GAMARANIK, « La construcción de la imagen de las Madres de Plaza de Mayo a través de la fotografía de prensa », *Revista Afuera*, N°12, juin 2012, [En ligne], <http://www.revistaafuera.com/articulo.php?id=129&nro=12>, consulté le 20 février 2013.

⁹⁴⁷ Avec le temps, ce sont deux positions clairement différenciées qui se forment à l'intérieur des *Mères* et qui se formalisent avec la scission de 1986. Les photographies des disparus sont brandies par les deux secteurs, mais une partie des *Mères* portent le portrait de leurs fils tandis que les autres portent les portraits de n'importe quel disparu. Hebe de Bonafini, qui dirige ce second secteur, explique cette position comme une manière de « socialiser la maternité » ; il s'agit, selon elle, de faire passer les revendications du groupe avant le drame personnel.

⁹⁴⁸ Comme nous le disions, durant la réalisation du *Siluetazo*, des *Mères* viennent avec leur liste de noms qui servent à personnaliser les silhouettes. Il est probable que cette contradiction renvoie à la tension entre les deux natures de leur revendication, à la fois intime et politique. Elles définissent une position politique (l'anonymat) mais elles agissent aussi en réaction à un dommage intime, la disparition d'une personne concrète qui est rappelée par son nom. Il s'agit aussi, probablement, de *Mères* critiques envers la position officielle de l'association.

rendent compte à la fois de sa réalisation et de ses effets les jours suivants, en particulier le malaise que les silhouettes provoquent chez les passants⁹⁴⁹.



Figure 13 Photographie de Daniel García, 21 septembre 1983

Ce succès est confirmé et amplifié en décembre lorsque de jeunes gens sensibilisés à la cause des *Mères* – et non liés aux artistes qui ont promu la première édition – rééditent le *Siluetazo*, cette fois autour de l'Obélisque, un lieu moins directement politique que la Place de Mai mais qui est alors privilégié par les jeunes portègues pour les réunions informelles. « L'idée était que lorsque les militaires s'en iraient, les disparus seraient tous dans la rue »⁹⁵⁰ explique Fercho Czarny qui a organisé ce second *Siluetazo* de manière à ce que le 10 décembre 1983, jour de l'accession de Raúl Alfonsín à la présidence, des dizaines de milliers de silhouettes en papier⁹⁵¹ soient collées sur les murs de la ville. Entre les deux *Siluetazo* (septembre et décembre 1983), d'autres silhouettes apparaissent, cette fois peintes à même le sol, sur les trottoirs de Buenos Aires. Celles-ci suivent une autre logique et sont réalisées par un autre secteur du vaste mouvement qui exige des comptes de la dictature finissante. Cette fois la

⁹⁴⁹ L'action est comprise comme une action politique par l'ensemble des journaux, à l'exception du *Buenos Aires Herald* qui la considère immédiatement comme une œuvre artistique dans le sillage de *Guernica*. Voir Edward SHAW, « Siluetas : la exhibición "artística" del año ». L'article de janvier 1984 est reproduit intégralement dans A. LONGONI et G. BRUZZONE, *op.cit.*, pp.131-138.

⁹⁵⁰ Ana LONGONI, « Entrevista a Fercho Czarny "un Woodstock de protesta" », dans *ibid.*, p.120.

⁹⁵¹ Cette fois, il ne s'agit pas de papier kraft – apporté et payé par les artistes –, mais de rouleaux de papier journal offerts par le quotidien *La Voz*. Ce détail est un signe, parmi de nombreux autres, du consensus grandissant autour de la question des *disparus*.

silhouette ne représente pas un disparu mais une personne assassinée, d'où un tracé sur le sol qui renvoie moins aux silhouettes « vivantes » des disparus qu'aux procédés de la police scientifique lorsqu'elle enquête sur un homicide. Ainsi, une silhouette de Dalmiro Flores, ouvrier assassiné lors d'une manifestation le 16 décembre 1982⁹⁵², apparaît en septembre 1983 à l'emplacement exact où il est tombé mort moins d'un an auparavant. Cette fois, la date de son décès apparaît au bas de la silhouette tandis que son nom et le slogan « Toda la Verdad » sont inscrits sur son torse. Cette silhouette est réalisée par un groupe d'artistes, appelé Gas-Tar, lié au parti trotskyste MAS⁹⁵³.



Figure 14 Silhouette de Dalmiro Flores, septembre 1983⁹⁵⁴

A travers ces légères différences apparentes, ce sont déjà deux consignes clairement différentes qui apparaissent : l'une réclame l'apparition en vie, l'autre exige que la vérité soit connue publiquement. Néanmoins, ces deux consignes, ainsi que leurs représentations

⁹⁵² La manifestation du 16 décembre 1982 avait été convoquée par la *Multipartidaria*, la CGT et le MDH contre la dictature. Elle a été sévèrement réprimée par les forces de l'ordre en uniforme. En marge de cette répression, des civils sortant d'une voiture appartenant à la Police ont abattu Dalmiro Flores sur le parvis du Cabildo (qui donne sur la Place de Mai). *La Voz*, 18 décembre 1982, p.1, cité par A. LONGONI et G. BRUZZONE, *op.cit.*, p.36.

⁹⁵³ *Ibid*, pp.35-36.

⁹⁵⁴ Reproduit dans *ibid.*, p. 37.

différenciées (couchées au sol ou debout sur les murs), se confondent bientôt dans les multiples reprises qui se réalisent durant les mois suivants à Buenos Aires et dans le reste du pays. Autrement dit, bien que les détails nous intéressent rétrospectivement pour comprendre les positions du MDH, et particulièrement des MPM, sur le moment les distinctions sont très peu perceptibles ; simplement, la silhouette s'impose sur les murs et les trottoirs du pays comme un signe commun de protestation et l'exigence de vérité sur les disparus ou les assassinats. Dans les premiers mois de 1984, sa reproduction indique que la question des disparus n'est pas confinée au seul MDH et à des débats juridiques et parlementaires, elle a envahi l'espace public sous l'impulsion principale du MDH.

Les *siluetazos* inaugurent de nombreux recours à des effets visuels qui accompagnent les manifestations publiques des *Mères*. Ainsi, en mars 1985, elles encadrent une campagne intitulée *Dale la mano a los desaparecidos* [« donne la main aux disparus »] où chaque signataire dessine le contour de sa main. Par la suite, des manifestants accompagnent les *Mères* avec des masques blancs qui symbolisent les disparus. Il convient de remarquer que l'effet visuel, aspect très important de l'identité des *Mères*⁹⁵⁵, est présent dès l'origine avec leur signe de distinction : les foulards blancs. A ce propos, il est curieux que l'expression « foulard blanc » se soit imposée, en espagnol (*pañuelo*) comme en français, dans la mesure où son origine est autrement plus symbolique : il ne s'agit pas de foulards mais de langes. Quoi qu'il en soit, cet ensemble d'effets visuels n'est pas un recours mineur de l'installation dans le paysage politique du thème des disparus. Ils participent dans un premier temps à la résistance contre l'invisibilité à laquelle la dictature souhaite condamner les *Mères*, puis à la résistance contre l'oubli ou l'impunité – deux notions souvent confondues dans le MDH.

⁹⁵⁵ Voir, par exemple, C. GAMARNIK, *op.cit.*

2. Le *Nunca Más*

Comme nous l'avons vu, la question des disparus s'installe dans la société argentine sous l'opiniâtre impulsion du MDH qui résiste à l'invisibilité à laquelle la dictature les condamnait durant pratiquement tout le temps du régime militaire. Après la défaite des Malouines, le MDH occupe une place privilégiée dans les manifestations qui se succèdent et réclament la fin de la dictature, de sorte que ses thèmes s'installent dans les journaux et l'agenda politique des partis qui se préparent à la joute électorale qui se profile. A l'intérieur des principaux partis, Alfonsín s'impose avec un discours qui se montre plus sensible que ceux de ses concurrents au thème des droits de l'Homme dominé par le rejet de l'impunité et l'établissement de la vérité sur le sort des disparus. Une fois au pouvoir, Alfonsín traduit son programme électoral par la mise en examen, par décrets, des dirigeants des guérillas et des trois premières juntas militaires, ainsi que par la création d'une commission, la CONADEP, chargée d'enquêter sur le sort des disparus. Celle-ci produit un rapport baptisé *Nunca Más* qui devient une pierre angulaire de la transformation culturelle de l'Argentine en relation avec les droits de l'Homme. Néanmoins, le passage du thème des disparus des mains du MDH à celles de l'Etat ne s'effectue pas sans des tensions et des changements de sens. Pour suivre l'élaboration puis la diffusion du *Nunca Más*, nous disposons de l'incomparable enquête historienne du sociologue Emilio Crenzel qui a restitué dans le détail les débats et les contraintes matérielles qui ont accompagné la réalisation de ce document fondamental de la première année du gouvernement d'Alfonsín. Pour notre part, nous nous intéresserons principalement aux rapports souvent ambivalents du MDH avec cette enquête officielle, ainsi qu'à l'impact culturel de cette dernière sur la société. Il s'agit moins, pour nous, de faire l'histoire du *Nunca Más*, déjà magistralement écrite, que d'expliquer la position du MDH d'une part et, de l'autre, le récit particulier de la dictature qui s'impose massivement à travers le prisme des disparus. Cela nous permettra à la fois de comprendre l'étendue du rejet des militaires en 1987 et de mieux saisir la position du MDH face au gouvernement.

a. L'enquête de la CONADEP

La création de la CONADEP est une idée qui provient du cercle de juristes qui entoure Alfonsín, avec l'objectif déclaré d'établir la vérité sur les disparus et, éventuellement, de les retrouver. Elle est officiellement créée par un décret présidentiel du 15 décembre 1983 et expliqué le même jour par Alfonsín qui précise que la commission devra remettre à la Justice les preuves des crimes dont elle prendra connaissance. C'est-à-dire que la CONADEP doit se limiter à enquêter et ne possède aucun pouvoir judiciaire propre. A des degrés divers, elle est rejetée par la presque totalité des organismes du MDH qui réclame aussi la création d'une commission d'enquête mais composée d'élus, députés et sénateurs⁹⁵⁶. En effet, il semble plus légitime au MDH que ce soient des représentants du peuple, au pouvoir souverain et donc illimité – dans le temps et le champ d'action –, qui enquêtent sur ce thème devenu central plutôt qu'une commission composée de personnalités diverses, sans légitimité politique ou judiciaire explicite⁹⁵⁷. Pour sa part, Alfonsín rejette l'idée d'une commission bicamérale car il craint qu'elle ne soit dominée par une logique de surenchère démagogique entre les élus qui condamneraient plus que de raison les militaires. Il estime que ces derniers réagiraient brutalement à une telle accusation, aussi opte-t-il pour une commission dont il nomme directement les membres et dont il fixe les objectifs et la durée d'enquête à six mois. Enfin, il prévoit que les preuves réunies par la commission soient remises à la Justice⁹⁵⁸. Cette dernière mesure est aussi contestée par une partie du MDH qui connaît la très grande difficulté matérielle de trouver des preuves recevables par un tribunal. Ainsi, quelques heures après que la résolution présidentielle ait été connue, Hebe de Bonafini manifeste son inquiétude : « Nous les Mères sommes préoccupées parce que dans bien des cas nous n'avons aucun type de preuve à présenter devant la Justice »⁹⁵⁹.

L'idée qui sous-tend la proposition d'une commission de parlementaires, voulue par le MDH, est celle d'un « procès politique » moins attaché à établir une vérité judiciaire qu'à

⁹⁵⁶ A l'exception de l'APDH, l'ensemble des organismes qui composent le MDH signe un document qui défend la création d'une commission bicamérale. Pour sa part, l'APDH, dont Alfonsín faisait partie de la direction, ne se prononce pas sur la CONADEP du fait de grandes dissensions internes. E. CRENZEL, *op.cit.*, pp.61-62.

⁹⁵⁷ La CONADEP est présidée par l'écrivain Ernesto Sabato. Ses membres sont les universitaires Eduardo Rabossi, Gregorio Klimovsky, Hilario Fernández Long, le juriste Ricardo Colombes, le médecin René Fevaloro, la journaliste Magdalena Ruiz Guiñazu, le rabbin Marshall Meyer, Monseigneur Jaime de Navares et le pasteur Gattinoni, ainsi que les députés radicaux Santiago Marcelino López, Hugo Diógenes Piucill et Horacio Huarte. *Ibid*, p.61. Les trois religieux sont aussi membres de l'APDH.

⁹⁵⁸ Rappelons que la réforme du code pénal militaire, adoptée quelques semaines plus tard prévoit que les militaires seraient jugés en première instance par une cour militaire, qui pourrait être dessaisie ou le jugement appelé, en seconde instance, par une cour fédérale. Voir chapitre 1.

⁹⁵⁹ Hebe de Bonafini, extrait du discours prononcé le 15 décembre 1983, à l'occasion de la traditionnelle marche du jeudi – la première sous le nouveau régime démocratique –, cité par U. GORINI, *op.cit.*, p. 54.

condamner politiquement l'ensemble du régime militaire et pénalement un nombre conséquent de criminels, sans que ce nombre n'apparaisse clairement sous le slogan « condamnation de tous les coupables ». Ulises Gorini, toujours empathique avec les MPM, souligne que les *Mères* se montrent ainsi confiantes envers les institutions démocratiques, concrètement le parlementarisme, dans la mesure où elles remettent le soin de juger les crimes du régime précédent aux partis politiques⁹⁶⁰. Or, comme le remarque l'auteur, les deux Chambres sont dominées par les radicaux qui, à priori, répondent aux injonctions du nouveau président, et une première minorité justicialiste qui ne s'est guère montrée combative sur le thème des disparus⁹⁶¹. Si bien que le rejet systématique de la CONADEP à laquelle les *Mères* opposent la commission bicamérale reste une position un peu énigmatique, dans la mesure où celle-ci n'aurait pas offert de plus grandes garanties d'indépendance par rapport à l'Exécutif. Il semble donc qu'elles militent moins pour la commission parlementaire que contre l'ensemble de la politique d'Alfonsín sur les disparus. En effet, le rejet de la CONADEP ne peut pas se comprendre sans saisir la répulsion que leur provoque l'autre mesure phare et concomitante d'Alfonsín, qui consiste à envoyer les juntas devant un tribunal militaire. Que les militaires soient jugés par leurs pairs est probablement ce que les *Mères* considèrent le plus révoltant, ce qu'elles expriment à leur manière souvent provocante :

C'est ce que nous voulons, des juges impartiaux. Et nous nous demandons à propos de la justice militaire : elle est composée de militaires étrangers ? De militaires extraterrestres ? Ou bien de camarades militaires impliqués dans le génocide ? ⁹⁶²

Ce rejet de la justice militaire est aussi la raison pour laquelle Adolfo Pérez Esquivel refuse la présidence de la CONADEP. Le prix Nobel de la Paix ne décline pas l'invitation du président de la République mais la soumet à la condition que les militaires soient envoyés directement devant des tribunaux civils⁹⁶³. Néanmoins, bien que presque l'ensemble des organismes du MDH réclame officiellement une commission bicamérale, ils n'en collaborent pas moins avec la CONADEP. En effet, à l'exception des *Mères*, le MDH participe activement à des degrés divers aux travaux de la commission. Cette position ambivalente des organismes s'explique en grande partie par l'attitude de la CONADEP qui cherche immédiatement à intégrer des membres du mouvement pour une part et, de l'autre, amplifie considérablement l'objet de son enquête. En effet, sa raison d'être est de « chercher des disparus ». Concrètement, cette mission pouvait aisément se limiter à établir une liste

⁹⁶⁰ *Ibid*, p. 53.

⁹⁶¹ *Ibid*, p. 63.

⁹⁶² Cité par *Ibid*, p. 121.

⁹⁶³ *Ibid*, p. 66.

officielle de disparus et tâcher de retrouver d'éventuels survivants encore détenus clandestinement⁹⁶⁴, ainsi que les corps des autres. Or, loin de se cantonner à ce rôle qui reviendrait à enregistrer un certain nombre de morts, la commission décide rapidement que son enquête a pour objet de saisir l'ampleur du système de disparition de personnes et d'établir quels en sont les responsables⁹⁶⁵. Il s'agit désormais moins de localiser des victimes que de restituer l'ensemble du plan criminel. Enfin, la CONADEP laisse à la disposition des organismes du MDH toutes les informations qu'elle centralise⁹⁶⁶. L'orientation que prend rapidement l'enquête renverse le sens des critiques contre la commission. Lors de sa création en décembre 1983, ce sont principalement les organismes du MDH qui la critiquent, pour le peu de pouvoir coercitif qu'elle possède et les limitations inscrites dans les objectifs de son enquête ; en mai 1984, ce sont des secteurs militaires qui accusent la CONADEP d'être « gauchisante » et « partielle »⁹⁶⁷. En réponse à cette accusation, la présidente des MPM, Hebe de Bonafini, prend la défense de la CONADEP⁹⁶⁸.

Ce renversement est pour le moins surprenant dans la mesure où, quelques semaines auparavant, la même Hebe de Bonafini rejetait toute possibilité d'entente avec la CONADEP, quitte à provoquer une forte dissension à l'intérieur de son association. Réunies le 27 mars 1984⁹⁶⁹, quelques heures avant un rendez-vous prévu avec les membres de la CONADEP, les MPM ne parviennent pas à établir une position commune face à la commission. Essentiellement, il s'agit de décider si les *Mères* doivent changer d'attitude et collaborer à l'enquête de la commission ou bien s'il convient de l'ignorer. Cette seconde position est défendue par Hebe de Bonafini qui estime plus judicieux d'entreprendre des actions judiciaires contre les tortionnaires à travers le CELS⁹⁷⁰ plutôt que passer par la « commission Sabato », qui n'a pas plus d'attributs coercitifs et a le désavantage d'émaner du gouvernement. En l'absence de consensus, elles décident de répondre aux propositions de la commission

⁹⁶⁴ Au début de l'enquête, les membres de la commission pensent retrouver des disparus. Certains imaginent qu'il existe des camps de concentration clandestins cachés dans l'immensité de la Patagonie. De même, la commission a inspecté de nombreux hôpitaux psychiatriques dans l'espoir de retrouver des personnes souffrant de troubles psychiques suite aux tortures endurées. U. GORINI, *op.cit.*, p. 69. Ces espoirs sont entretenus par de nombreux appels téléphoniques anonymes qui mènent les membres de la commission à une recherche désordonnée, effrénée et toujours frustrée durant les premières semaines d'enquête. La commission conclut alors que les rumeurs sont émises par des officines chargées de dévier son enquête, E. CRENZEL, *op.cit.*, p.67.

⁹⁶⁵ *Ibid.*, *op.cit.*, p.68.

⁹⁶⁶ *Ibid.*

⁹⁶⁷ *Ibid.*, p.79. Les termes appartiennent à l'amiral Mayorga, avocat défenseur de Rubén Chamorro, l'ancien directeur de l'ESMA.

⁹⁶⁸ *Ibid.*

⁹⁶⁹ L'ensemble de cette polémique interne est restitué par Ulises Gorini, à partir de l'enregistrement de la réunion des MPM du 27 mars 1984. Voir U. GORINI, *op.cit.*, pp. 137-147.

⁹⁷⁰ Le CELS est essentiellement composé d'avocats et se charge de la défense de prisonniers politiques et de victimes de la répression d'État.

seulement après une nouvelle réunion interne. Mais, lorsqu'Ernesto Sabato explique que la CONADEP terminera sa tâche par la rédaction d'un rapport et un hommage aux disparus – probablement une statue –, Hebe de Bonafini fait fi de la résolution commune des *Mères* et répond immédiatement qu'elles détruiront, « pierre par pierre »⁹⁷¹, son monument qui implique, selon elle, la mort des disparus. Offensé, le président de la CONADEP quitte la réunion. L'esclandre est immédiatement relayé par les journalistes présents. L'épisode a deux conséquences : un secteur des *Mères*, déjà insatisfait par la position officielle de l'association, critique ouvertement la direction de Hebe de Bonafini d'une part et, de l'autre, se présente à nouveau devant la CONADEP, cette fois pour collaborer à l'enquête avec leurs témoignages⁹⁷². Il est encore trop tôt pour parler d'une brèche à l'intérieur des *Mères* mais il est certain que l'unité de l'association s'est lézardée face à la CONADEP, après seulement quelques mois de régime démocratique. Par ailleurs, les *Mères* sont, au moins momentanément, considérablement isolées à l'intérieur du MDH.

Cet isolement des *Mères* permet au gouvernement de les présenter comme les tenants d'un extrême du nouvel échiquier politique qui aurait, pour autre extrême, certains militaires particulièrement outranciers. Par exemple, le général Luciano Benjamín Menéndez acquiert une célébrité internationale, en août 1984, à travers une photographie⁹⁷³ qui le montre un poignard à la main tentant d'attaquer des manifestants. Ainsi, la « théorie des deux démons » qui s'attache à présenter le passé récent – les années 1970 – comme une lutte entre deux extrêmes, dont la victime principale aurait été la société argentine, trouve son pendant dans le présent entre ces deux « irréconciliables ». Alfonsín et son gouvernement peuvent ainsi se présenter comme le juste milieu, la voix médiane de cette société qui a souffert des extrêmes et qui doit désormais les concilier. Cette pierre angulaire du discours alfonsiniste a souvent été présentée comme un trait particulier de la période ouverte par le changement de régime. Hugo Vezzetti a cependant démontré que, loin d'être une nouveauté, cette « théorie des deux démons » est un lieu commun qui traverse toute la décennie précédente, qui plus est largement invoquée par la gauche (non armée) et les partis progressistes⁹⁷⁴. L'auteur, dans un autre ouvrage, rappelait déjà que la dictature avait aussi repris ce discours, se présentant comme l'arbitre nécessaire à l'ordre entre les « terrorismes des deux signes »⁹⁷⁵, entre les

⁹⁷¹ *Ibid.*, p.145.

⁹⁷² *Ibid.*, pp.146-147.

⁹⁷³ La photographie de Enrique Rosito gagne le prix Rey de España cette année-là. Elle est reproduite par le journal français *Liberation* qui titre « Celui qui me traite d'assassin, je le tue », voir Horacio VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, p. 76.

⁹⁷⁴ H. VEZZETTI, *Sobre la violencia revolucionaria ...*, *op.cit.*, p. 115 et suivantes.

⁹⁷⁵ H. VEZZETTI, *Pasado y presente...*, *op.cit.*, p.121.

guérillas de gauche et la AAA⁹⁷⁶, l'organisation para-étatique de droite. Sans contester l'analyse de Vezzetti, nous soutenons que la politique d'Alfonsín repose, de manière bien plus systématique que les antécédents révélés par l'auteur, sur ce discours qui veut incarner l'équilibre équidistant des extrêmes, par nature néfastes. En d'autres termes, nous soutenons le lieu commun, en partie contesté par Vezzetti, qui veut que l'ensemble de la rhétorique alfonsiniste repose sur cette fameuse « théorie des deux démons ». Nous comprenons l'apport de la recherche de Vezzetti comme un moyen de mieux comprendre pourquoi cette rhétorique a connu un tel succès, en tant que sens commun bien ancré dans la société, malgré ses indéniables faiblesses face aux réalités factuelles, et non pas comme un argument pour mitiger ce recours chez Alfonsín.

Quoi qu'il en soit, la position adoptée par Hebe de Bonafini place, bel et bien, les *Mères* à un extrême de l'échiquier politique qui s'est constitué sur le thème des disparus. Non pas que les MPM aient choisi une ligne officielle particulièrement dure face aux initiatives gouvernementales, puisque la presque totalité du MDH effectue des critiques sensiblement similaires, mais dans la pratique elles constituent la seule organisation qui refuse de collaborer avec la CONADEP. Autrement dit, les autres organismes, ainsi que la ligne minoritaire des MPM, sont aussi critiques du projet politique d'Alfonsín, en particulier sur les tribunaux de pairs pour les militaires. Mais, moins rigides dans l'application de leur ligne, tous interprètent l'enquête de la CONADEP comme un formidable moyen, à la fois de centraliser des informations auparavant éparpillées, de mettre à jour des aspects de la répression encore peu ou pas connus⁹⁷⁷ et, surtout, de rendre massivement publics les crimes de la dictature. En effet, l'évolution de l'enquête est suivie par de nombreux journalistes qui rendent compte des avancées de son travail⁹⁷⁸. Les médias s'étaient emparés, dès le lendemain de la défaite des Malouines, du thème des charniers et des tombes *NN* régulièrement découverts, généralement dans l'enceinte de cimetières. Mais loin d'expliquer ces découvertes macabres, les reportages

⁹⁷⁶ Alianza Anti-marxista Argentina, organisation dirigée par Lopez Rega, secrétaire personnel de Juan Domingo Perón puis membre des différents gouvernements péronistes entre 1973 et 1975. L'organisation d'extrême-droite, qui comptait parmi ses membres nombre de policiers et militaires, assassinait et faisait disparaître des personnalités de gauche. Voir le dossier réunissant articles, archives et documentaires du site web *El Ortiba*, [En ligne], <http://www.elortiba.org/lopezrega.html>, consulté le 25 avril 2013.

⁹⁷⁷ Par exemple, avant l'enquête, la perception générale estimait que la répression s'était principalement abattue sur les étudiants. Ils constituent effectivement 21% des disparus mais 58,8% des disparus sont des travailleurs, répartis selon les catégories de la CONADEP entre « ouvriers » (30,2%), « employés » (17,9%) et « professionnels » (10,7). E. CRENZEL, *op.cit.*, p.110.

⁹⁷⁸ U. GORINI, *op.cit.*, p. 156.

de télévision et journaux traitaient le thème de manière sensationnaliste⁹⁷⁹. En rupture avec ce spectacle horrible et inintelligible, la CONADEP offre une explication et une lecture à ces corps brutalisés et exhibés sur le petit écran ou les premières pages des tabloïds. Cet aspect de la CONADEP, en tant que transmetteur d'une lecture mesurée et intelligible des crimes, s'accroît lorsqu'elle diffuse les premiers résultats généraux de son enquête par télévision⁹⁸⁰. Cette émission, intitulée *Nunca Más*, est retransmise le 4 juillet 1984 sur la chaîne publique *Canal 13*. Elle apparaît comme l'antithèse du « show de l'horreur »⁹⁸¹ ; à la pornographie du journalisme sensationnaliste, la commission oppose la sobriété des témoignages auxquels le téléspectateur peut facilement s'identifier. Car si l'horreur apparaît crûment, elle n'est pas pour autant séparée d'un quotidien banal, décrit par des personnes simples. Rien de spectaculaire dans cette mise en scène – qui n'en est pas moins soigneusement élaborée⁹⁸² – où les témoins se succèdent pour raconter leur calvaire avant de quitter le plateau de télévision jusqu'à le laisser vide comme l'absence dont souffrent les familles et, désormais, le pays.

Cette émission provoque de violentes réactions de la part du secteur militaire, y compris une intimidation à la bombe qui explose face aux locaux de la chaîne de télévision⁹⁸³. Le gouvernement a pourtant ménagé la sensibilité militaire⁹⁸⁴. Ainsi le ministre de l'Intérieur, Antonio Tróccoli, participe à l'émission qu'il présente aux téléspectateurs ainsi :

Ce que vous allez voir n'est qu'un aspect du drame de la violence en Argentine. L'autre face, l'autre aspect, est apparu en Argentine par l'irruption de la subversion et du terrorisme, alimenté depuis de lointains pays [...] avec une poignée d'hommes, qui avaient un projet politique soutenu par la terreur et une profonde vocation messianique, et voulaient occuper le pouvoir fondé sur la violence.⁹⁸⁵

⁹⁷⁹ Inés GONZALES BOMBAL, « “Nunca Más” : el juicio más allá de los estrados », dans Carlos ACUÑA et al., *Juicio, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Ed. Nueva Visión, Buenos Aires, 1995, 272 pages, p.204.

⁹⁸⁰ *Ibid*, p. 205.

⁹⁸¹ L'expression est utilisée par les contemporains pour dénoncer le traitement sensationnaliste des exhumations des tombes NN.

⁹⁸² L'émission est préparée par Magdalena Ruiz Guiñazu – la journaliste membre de la CONADEP – et Gerardo Taratuto, avocat qui accompagne l'enquête mais aussi réalisateur de télévision. Emilio CRENZEL, *op.cit.*, p. 81. Ils réalisent l'émission quelques semaines avant sa retransmission.

⁹⁸³ H. VERBITSKY, *Civiles y militares...*, *op.cit.*, p. 68-69. Le journaliste rend aussi compte d'un déplacement suspect d'une colonne de chars blindés durant la nuit qui suit l'émission. Les chars font demi-tour et semblent retourner à la caserne de Campo de Mayo.

⁹⁸⁴ Raúl Alfonsín a évalué avec ses collaborateurs l'intensité du scandale en cas d'interdiction de retransmission de l'émission. Il aurait cédé sous la menace d'Ernesto Sabato de démissionner, mais il envoya son ministre de l'Intérieur présenter l'émission. E. CRENZEL, *op.cit.*, p. 81.

⁹⁸⁵ Memoria Abierta, *El Nunca Más en imágenes*, Vidéo, 2004. [En ligne], http://www.youtube.com/watch?v=rBuo5o_5tcl, consulté le 30 mars 2013. La vidéo a été produite par l'association Memoria Abierta à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la remise du rapport *Nunca Más*, elle est constituée d'images d'archives et d'entretiens.

Tróccoli estime plus loin que :

La société argentine a été choquée et surprise par l'irruption subversive. Mais elle ne l'a pas acceptée, ne l'a pas protégée en son sein. Bien au contraire, elle l'a marginalisée et l'a isolée. Elle a réclamé l'éradication de la violence. [...] Mais ce que ne pouvait pas prévoir la société est que l'État allait adopter une méthodologie du même signe, aussi aberrante que celle qui était dénoncée, utilisée par la subversion et le terrorisme⁹⁸⁶.

Il s'agit d'une exposition de la « théorie des deux démons » qui explique le terrorisme d'État par celui, antérieur, de la « subversion ». Une fois encore, le gouvernement se place, en fidèle représentant de la société victime des deux terrorismes, dans une position à équidistance de ces extrémismes. L'ensemble des organismes du MDH critique l'intervention de Tróccoli mais se montre satisfait – à l'exception des MPM – de l'émission à laquelle ils ont largement contribué en tant que témoins⁹⁸⁷.

Quant à Hebe de Bonafini, elle réagit essentiellement sur l'intervention du ministre de l'Intérieur : « C'est quelque chose de néfaste, terriblement néfaste. Chacune de ses paroles était destinée à justifier les crimes de lèse humanité commis par les forces armées »⁹⁸⁸. Elle commente aussi l'information divulguée par la CONADEP, dont elle questionne deux aspects. D'une part, elle remarque que les noms des responsables des crimes dénoncés sont soigneusement tus⁹⁸⁹. Cette omission est confirmée par la suite, lors de la publication du rapport officiel, sous la pression du pouvoir politique et contre l'avis de la CONADEP⁹⁹⁰. D'autre part, elle critique ce qu'il est convenu d'appeler le « mythe de la victime innocente » :

Quant à Ernesto Sabato, que je respecte, il a beaucoup parlé des enfants et des adolescents. Mais j'aurais aimé aussi entendre une défense de la majorité des victimes, qui n'étaient pas des enfants ni des adolescents mais des hommes et des femmes qui constituaient l'opposition politique. [...] Toutes les victimes ont les mêmes droits et les Forces Armées doivent répondre pour toutes les victimes⁹⁹¹.

Ainsi, Hebe de Bonafini, dans cette brève réaction à la radio, déploie les deux principales critiques qui pèsent sur l'ensemble de l'édifice discursif de la politique d'Alfonsín sur les droits de l'Homme. Elle dénonce à la fois la « théorie des deux démons » qui établit l'équivalence entre la violence des Forces Armées exercée depuis l'État et celle des guérillas

⁹⁸⁶ *Ibid.*

⁹⁸⁷ E. CRENZEL, *op.cit.*, p. 89.

⁹⁸⁸ U. GORINI, *op.cit.*, p.157.

⁹⁸⁹ *Ibid.*, p.158.

⁹⁹⁰ La liste des responsables, élaborée essentiellement à partir des témoignages des survivants, est néanmoins publiée par *El Periodista*. Ulises Gorini révèle que Graciela Fernández Meijide est la membre de la CONADEP qui a communiqué la liste à la presse. E. CRENZEL, *op.cit.*, p. 100 et U. GORINI, *op.cit.*, p.211.

⁹⁹¹ Cité par U. GORINI, *op.cit.*, p.158.

– qui porteraient la responsabilité première de son déclenchement –, et son corollaire supposé, le « mythe de la victime innocente ».

b. A propos du « mythe de la victime innocente »

D’ores et déjà, remarquons que les deux prismes critiqués par Hebe de Bonafini proviennent de secteurs distincts de la politique gouvernementale et ont des fonctions très différentes. L’équivalence entre les violences – les « terrorismes de signes opposés » - offre une lecture politique du passé récent émise par un ministre de premier plan. Tandis que l’insistance sur les victimes particulièrement sans défense et, par nature, étrangères à la politique – l’enfant est précisément le sujet non politique de la cité – est émise par une autorité morale, Ernesto Sabato, qui dépasse les clivages partisans de la nation (l’écrivain n’est pas organiquement lié au radicalisme). Or, bien que ces deux aspects soient généralement liés par les analystes, ils ont des fonctions très différentes qui entrent en contradiction. Le lien entre les deux mythes attachés à la politique d’Alfonsín, voire considérés comme les piliers de son approche, n’est pas si évident ; il repose sur trois relations entre les deux mythes. Les « deux démons » offrent une lecture de la violence des années 1970 qui disculpe la société, présentée comme victime de deux extrêmes et non partie prenante du conflit. De sorte que la victime innocente, incarnée par ces enfants jetés dans l’horreur des camps de concentration, représente la société dans sa condition de plus grande faiblesse. L’enfant ou l’adolescent symbolise l’innocence et le désarroi de la société. Ainsi peut se comprendre un premier lien entre les deux recours rhétoriques attachés à l’alfonsinisme. Un second provient de l’incompréhension que suscitent les crimes contre des « innocents » ; si le crime est incompréhensible, alors il a été commis par un démon⁹⁹², et non par des militaires qui mènent un projet politique concret. Enfin, il existe un lien de conséquence qui a effectivement pesé très fortement sur les témoins et victimes des crimes : si l’affrontement avait eu lieu entre démons, le témoin devait nécessairement se défaire du stigmate pour être entendu. Le récit de la victime est conditionné, voire emprisonné, par celui des deux démons. Concrètement, l’identité politique devait être niée ou oblitérée afin que le caractère de victime soit reconnu. Le cas de Pablo Diaz, survivant de *La noche de los lapices*,

⁹⁹² Voir *infra*, Ernesto Sabato ne qualifie pas les crimes judiciairement ou politiquement mais comme des « actes démoniaques », E. CRENZEL, *op.cit.*, p.86.

est à ce titre exemplaire⁹⁹³. C'est certainement ce dernier argument qui lie le plus communément les deux récits, essentiellement pour comprendre la dépolitisation à laquelle mène le dispositif inscrit dans le récit officiel, et très consensuel, sur la violence politique des années 1970⁹⁹⁴.

Il est cependant important d'insister sur le fait que les « deux démons » établissent une équivalence, là où la « victime innocente » dénonce un crime abject. Ce second mythe mobilise la sensibilité des citoyens, et non pas le raisonnement politique, et renvoie la dictature au-delà de l'abjection. Il a pour fonction première de ne laisser aucun espace au pardon, de sorte qu'il neutralise le relativisme qui émane de la théorie des deux démons. La construction de ce mythe est principalement attribuée à Ernesto Sabato, à raison dans la mesure où il insiste toujours sur les victimes enfants et adolescents⁹⁹⁵. Mais il est un recours qui provient du MDH sous la dictature, durant laquelle il n'était évidemment pas question de revendiquer le militantisme des disparus, d'autant moins si celui-ci pouvait être lié d'une quelconque manière aux guérillas⁹⁹⁶. Il faut cependant remarquer que dès 1980 les *Mères* revendiquent dans leur bulletin le « militantisme social » - terme qui renvoie à un militantisme de type chrétien – des fils disparus⁹⁹⁷. Le recours aux victimes « innocentes » est aussi utilisé par des instances internationales pour contrecarrer le discours officiel de la dictature. Ainsi, la commission des Droits de l'Homme de l'ONU concentre son enquête sur les cas des enfants disparus, afin que le gouvernement argentin ne puisse pas qualifier les disparus de terroristes⁹⁹⁸. Emilio Crenzel⁹⁹⁹ a démontré comment les critères des organismes

⁹⁹³ Federico LORENZ, « “Tomála vos, dámela a mí”. La noche de los lápices : el deber de memoria y las escuelas » dans Elizabeth JELIN et Federico LORENZ, *Educación y memoria. La escuela elabora el pasado*, Ed. Siglo XXI, Espagne, 2004, 186 p. Nous reviendrons plus en détail sur ce cas paradigmatique.

⁹⁹⁴ Par exemple, Vera CARNOVALE « Memorias, espacio público y Estado: la construcción del Museo de la Memoria », Estudios AHILA de Historia Latinoamericana, n°2, Ed. Verveurt, 2006, ou Jérémy RUBENSTEIN « *Garage Olimpo* de Marco Bechis. Une représentation synthétique des camps de concentration clandestins de la dernière dictature argentine », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, n° 25, printemps 2007, [En ligne], <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article380>, consulté le 15 janvier 2013.

⁹⁹⁵ Par exemple, lors de l'émission télévisée *Nunca Más*, l'écrivain dénonce les « actes démoniaques » qui ont été commis « non plus contre de présumés ou réels coupables de quelque chose, mais contre l'immense majorité d'innocents absolus », cité par E. CRENZEL, *op.cit.*, p. 86. Par ailleurs, à partir de 1981, il préside avec le prix Nobel de la paix Adolfo Pérez Esquivel le Movimiento para la Recuperación de Niños Desaparecidos, Voir *ibid.*, p.215 et Prologue de Ernesto Sabato dans *Al, Desde el silencio. Escritos de jóvenes secuestrados - desaparecidos durante la dictadura*, ed. Sudamericana-Planeta, Buenos Aires, 1985.

⁹⁹⁶ U. GORINI, *op.cit.*, p. 329.

⁹⁹⁷ Bruno NAPOLI et Fabián D'ALOISIO, « La construcción del discurso político de la Asociación Madres de Plaza de Mayo a través de su prensa oficial », dans *IV Jornadas de Historia de las Izquierdas* « Prensa política, revistas culturales y emprendimientos editoriales de las izquierdas latinoamericanas », Buenos Aires, 14, 15 et 16 novembre 2007, p. 12.

⁹⁹⁸ Theo Van Boven, Audience du Tribunal du 23 avril 1985, Directeur de la commission des Droits de l'Homme de l'ONU entre 1977 et 1982. Dans son témoignage devant la Cour, il précise que son groupe d'enquête s'est particulièrement intéressé aux cas d'enfants disparus parce que le gouvernement argumentait que les disparus étaient liés au terrorisme. Ainsi, les enquêteurs de l'ONU demandaient « Les enfants aussi sont des terroristes ? »

internationaux¹⁰⁰⁰ pour présenter les crimes dépolitisent les victimes et comment les organismes locaux s'adaptent à ces critères. L'auteur remarque par exemple qu'*Amnesty International* distingue déjà des « citoyens innocents » d'autres supposément violents¹⁰⁰¹. De sorte que, très tôt durant la dictature (1977 ou 1978), les deux ressorts principaux du « mythe de la victime innocente » sont installés comme recours pour dénoncer les crimes du régime : l'oblitération du militantisme des disparus et la focalisation sur les enfants, adolescents ou femmes enceintes disparus. Ainsi, comme l'a bien démontré Hugo Vezzetti, la politique d'Alfonsín construit un récit de la violence des années 1970 à partir de lieux communs déjà bien installés dans la société. Mais Vezzetti, comme la plupart des auteurs, fait référence essentiellement au récit porté par la théorie des deux démons et n'aborde la victime innocente que dans son aspect dépolitisant ou neutralisateur d'une autocritique de la gauche. L'essayiste, dans une nouvelle critique du récit véhiculé par le film *La noche de los lapices*¹⁰⁰², déclare caduc le mythe de la victime innocente pour comprendre ou revendiquer les années 1970. Il a très certainement raison, il va de soi qu'une opération de l'Armée contre des guérilleros Montoneros ne peut se comprendre si ceux-ci sont présentés uniquement comme des lycéens qui militent pour un tarif préférentiel dans les transports publics, bien qu'ils soient aussi cela : des adolescents écrasés par une répression sans limite. Il signale que ce qui change « dans les nouveaux sens qui apparaissent [...] avec les révisions de “la noche de los lapices” et la position distincte des morts. »

D'un côté, dans les mémoires combattantes, il n'y a plus seulement les victimes, mais aussi les héros ou les martyrs, sur lesquels on peut fonder une mémoire identitaire ou édifier divers mythes politiques. De l'autre, dans l'enquête sur les responsabilités de la guérilla, il n'y a plus seulement les morts par la dictature mais aussi le sang versé par les armes déployées au nom de la justice et d'un monde nouveau.¹⁰⁰³

Voir [En ligne], <http://www.memoriaabierta.org.ar/juicioalasjuntas/>, consulté le 2 février 2013. Cette vidéo de 36 minutes est éditée par l'équipe de *Memoria Abierta* à partir de l'intégralité des archives audiovisuelles du Procès (près de 530 heures). Il est à remarquer que cette partie du témoignage de Theo Van Boven n'avait pas été publiée par le journal du procès publié par *Perfil* en 1985, voir *Diario del Juicio* n°1, 27 mai 1985, pp.7-9.

⁹⁹⁹ Emilio CRENZEL, « La víctima inocente: de la lucha antidictatorial al relato del Nunca Más », Emilio CRENZEL (coord.), *Los Desaparecidos en la Argentina. Memorias, representaciones e ideas (1983-2008)*, Buenos Aires, ed. Biblos, 2010, 286 p., pp. 65-83.

¹⁰⁰⁰ Que ces organismes soient liés à l'ONU, tel la Commission des Droits de l'Homme, ou soient des ONG, tel Amnesty International, ils classent les crimes et les victimes selon des critères standardisés qui n'incluent pas des appartenances politiques. Il s'agit de définir les circonstances des séquestrations et les profils socio-professionnels des victimes.

¹⁰⁰¹ E. CRENZEL, « La víctima inocente... », p. 73. Amnesty International ne prenait en charge que les dossiers de victimes qui n'avaient aucun lien avec les guérillas. L'auteur ne précise pas quels critères utilisait l'ONG pour distinguer les victimes, nous pouvons supposer qu'elle évitait les personnes dont les noms étaient déjà connus comme proches ou faisant partie d'une organisation armée.

¹⁰⁰² H. VEZZETTI, *Sobre la violencia...*, op.cit., pp.111-115.

¹⁰⁰³ *Ibid*, p.115.

Ainsi, Vezzetti affirme que le mythe de la victime innocente ne possède plus, à la fin des années 2000, de vecteurs de mémoire, pédagogiques, militants ou académiques. Le mythe arrive à sa caducité parce qu'il ne satisfait plus personne. En revanche, pour saisir les années 1980, il est central. Notre tâche est de saisir pourquoi et comment ce récit s'impose dans la société, comme Hugo Vezzetti et d'autres auteurs l'ont largement démontré, et quels sont ses effets politiques. Sur ce second aspect du problème, les auteurs se focalisent sur l'effet à l'intérieur de la gauche, où le mythe a durablement empêché d'effectuer un *aggiornamento* ou une critique serrée des armes. Or, il a un effet bien plus déterminant sur l'ensemble de la société. Ce récit sur le passé est une des clés essentielles qui permettent, par exemple, de saisir la réaction populaire contre les militaires insubordonnés.

A force de lier les deux mythes dans une même dépolitisation, les objectifs et effets spécifiques de chacun sont oubliés. A notre sens, la stratégie discursive d'Ernesto Sabato, probablement adoptée du fait de sa propre sensibilité, n'est pas mesurée à sa juste valeur politique. En soulignant toujours son effet dépolitisant, en particulier à l'intérieur de la gauche, la critique en oublie l'effet particulièrement dévastateur : ce sont les femmes enceintes et les enfants qui renvoient, bel et bien, la dictature au-delà de l'admissible et les militaires dans la pure et simple abjection. En le considérant sous son aspect instrumental et politique, le « mythe de la victime innocente » est certainement le recours qui a le plus contribué à l'établissement d'une frontière étanche avec la dictature et entre la société civile et les militaires. Ces derniers sont marqués du sceau de l'infamie précisément du fait de leurs « moindres » crimes en termes numériques. Autrement dit, s'il est vrai que le « mythe de la victime innocente » est, en grande partie, une conséquence du récit biaisé et stigmatisant que porte la « théorie des deux démons », les effets recherchés par cette dernière n'en sont pas moins neutralisés par le premier. « Les 127 enfants disparus étaient terroristes ? » est la réponse cinglante de Magdalena Ruiz Guiñazu à l'avocat de l'amiral Massera durant le procès aux juntas¹⁰⁰⁴. Quand bien même il y aurait eu une guerre, selon la rhétorique militaire, ou deux démons selon la rhétorique alfonsiniste, il ne reste là qu'un seul démon.

Notre position, qui réévalue les effets du « mythe de la victime innocente », amène à interroger les catégories habituellement utilisées pour aborder la période. Pour commencer, nous ne faisons que signaler quels sont les faits qui provoquent l'horreur absolue de la population. Nous estimons, banalement, que le récit des tourments sans nom de dizaines de femmes enceintes et d'enfants a bien plus d'effets, en ce sens, que celui des mêmes tourments

¹⁰⁰⁴ *El Diario del Juicio*, N°3, 11 juin 1985, pp.2-3.

de milliers de militants. En conséquence de quoi, il convient de mesurer les effets politiques de cette réaction sensible. De sorte que nous posons, comme moyen de comprendre la période, une politique du sensible qui serait différente, sinon opposée, à la politique rationnelle que suppose Hebe de Bonafini lorsqu'elle invoque « la majorité des victimes », c'est-à-dire les militants. La catégorie de « politique du sensible » est moins un instrument historiographique¹⁰⁰⁵ pour poursuivre notre enquête qu'un parti pris par nombre de contemporains qui l'invoquent sous le terme d'humanitaire. En effet, le discours humanitaire est celui qui a le plus systématiquement recours à la sensibilité¹⁰⁰⁶. Mais le terme brouille la compréhension car il se construit en opposition à la politique ou au-delà de celle-ci. Or, la politisation du sensible et le constat que le recours principal du discours humanitaire est le sensible, nous mène à considérer l'humanitaire non pas comme une sphère distincte du politique mais, bien au contraire, comme son expression maximum. Pour mieux saisir notre propos, revenons à la polémique qui oppose Hebe de Bonafini et Ernesto Sabato.

D'une part, il y aurait une position humanitaire soutenue par Sabato. Durant la présentation de l'émission *Nunca Más*, l'écrivain affirme explicitement que « cela n'est pas un problème politique comme il est souvent dit, il s'agit d'un problème éthique et religieux. »¹⁰⁰⁷ D'autre part, il y aurait une position politique exprimée par Hebe de Bonafini qui, le lendemain, lui répond que « Les victimes sont des opposants politiques de la dictature. »¹⁰⁰⁸ Pour notre part, nous proposons, dans ce cas, une interprétation qui mène à lire à fronts inversés les positions des deux protagonistes. Sabato expulse les criminels de la cité, ou du champ humain, en délimitant la cité il accomplit un acte proprement politique qui déjudiciarise le crime (celui-ci n'est pas condamnable, puisqu'il dépasse l'entendement humain), tandis que Bonafini criminalise les militaires et invoque les victimes et les tortionnaires en tant que sujets de droit : « Toutes les victimes ont les mêmes droits et les Forces Armées doivent répondre pour toutes les victimes. » Dans cette seconde démarche, la politique n'est évidemment pas expulsée du crime – tout au contraire, elle l'explique –, mais celui-ci est judiciarisé avant toute chose. Sabato, en revanche, dépolitise la victime mais

¹⁰⁰⁵ Sophie Wahnich explore ce champ depuis plus de dix ans, avec des expressions qui alternent entre les « émotions politiques », « la raison sensible » et les « politiques du sensible », voir Sophie WAHNICH, *La liberté ou la mort. Essai sur la Terreur et le terrorisme*, Ed. La Fabrique, Paris, 2003, 111 pages, particulièrement le chapitre 1, pp. 27-37.

¹⁰⁰⁶ Thomas Laqueur situe l'origine du discours humanitaire dans l'humanisme du XVIII^{ème} siècle et début du XIX^{ème}, lié au roman réaliste et aux dénonciations des conditions de vie et de travail dans les usines. « Les principales caractéristiques de cette narration consistaient à souligner les détails pour mieux affirmer la véracité du récit [...] et provoquer la compassion et en appeler à "l'empathie sentimentale" des lecteurs. » E. CRENZEL, « Victima inocente... », *op.cit.*, p.71.

¹⁰⁰⁷ E. CRENZEL, *La historia política...op.cit.*, p.86.

¹⁰⁰⁸ U. GORINI, *op.cit.*, p.158.

politise à l'extrême le crime qui entre dans le champ de l'inacceptable, hors de la civilisation. Il ne s'agit plus de la droite qui a exterminé la gauche, mais d'un régime politique qui a violé un fondement de la civilisation. Autrement dit, « le mythe de la victime innocente » ne dépolitise pas le débat, il invoque un autre champ du politique. L'invocation de l'apolitisme, ou l'accusation de dépolitisation, ne tient et ne se comprend que si l'on accepte la séparation entre humanitaire et politique, ce qui est effectivement une tentative rhétorique, au niveau mondial, des tenants de l'humanitarisme triomphant des années 1980. Dans ce sens, en effet, la victime innocente entrerait dans le champ de l'humanitaire et, de ce fait, dépolitiserait l'ensemble du débat. Néanmoins, nous contestons l'apolitisme supposé de la catégorie humanitaire, que nous comprenons comme la frontière politique au-delà de laquelle se trouve l'abjection selon la sensibilité des contemporains. Or cette frontière est définie politiquement et judiciairement ; concrètement, politiquement, par les puissances vainqueurs de la II^e Guerre Mondiale, et judiciairement par les juges de ces mêmes pays puis, bien plus tard, par une législation et une jurisprudence internationales¹⁰⁰⁹. Si bien que l'humanitaire ne peut être considéré comme un champ qui échappe au politique qu'en niant son histoire. De même en Argentine, le champ de l'admissible – de l'humain – est aussi politiquement défini, bien qu'il n'obtienne une traduction judiciaire que plus tard¹⁰¹⁰. Rappelons que la présidence de la République se munit d'un secrétariat aux Droits de l'Homme dès la dissolution de la CONADEP¹⁰¹¹ et, plus largement, que les médias comprennent les crimes de la dictature comme des violations des droits de l'Homme quand bien même ils ne sont pas judiciairement traités comme tels (ce que, par ailleurs, réclame le MDH).

Ce que nous voulons bien souligner est que, d'une part, le « mythe de la victime innocente » est la clé pour comprendre l'étendue de la brèche entre la société argentine et son Armée – nous approfondirons ce point ultérieurement – et, d'autre part, que la séparation entre un champ politique et un champ humanitaire est une ineptie. Tout au contraire, la définition d'une frontière au-delà de laquelle l'humain ne se reconnaîtrait plus est un des gestes les plus politiques qui soient. De sorte que lorsque Sabato croit sortir de la politique en invoquant des victimes enfants et des démons, il se trompe fortement. Car s'il est indéniable qu'il brouille le récit – qui devient proprement incompréhensible à moins de croire aux anges

¹⁰⁰⁹ Voir, par exemple, Danilo ZOLO, *La justicia de los vencedores. De Nuremberg a Bagdad.*, traduit de l'italien par Elena Bossi, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2007, 205 pages.

¹⁰¹⁰ Nous avons déjà souligné que les crimes de lèse-humanité n'existent pas dans le code pénal argentin, avant que le pays ne signe des accords qui le lient aux conventions internationales qui définissent cette figure juridique. Les tribunaux argentins ne jugent des crimes de lèse-humanité qu'à partir de la seconde moitié des années 2000.

¹⁰¹¹ Le membre de la CONADEP Eduardo Rabossi est nommé au poste nouvellement créé le 25 septembre 1984.

et démons -, dans le même temps il effectue le geste politique qui définit l'enceinte de la cité. Quant à Hebe de Bonafini, il serait absurde de conclure que sa position dépolitise le massacre. Elle n'a de cesse de rappeler les identités politiques de chacun. Néanmoins, son exigence d'une justice pleine et entière, illustrée par la consigne « châtiments pour tous les coupables », n'évoque rien d'autre qu'une utopie judiciaire qui doit beaucoup à l'idéal humanitaire¹⁰¹².

c. La remise du rapport de la CONADEP.

Aussi, la présentation télévisuelle des premières conclusions de la CONADEP, qui faisaient état, pour la première fois de manière officielle et devant un très large public¹⁰¹³, d'un plan systématique de disparition de personnes à l'échelle nationale, ne change en rien la position des MPM. Elles refusent, de même, d'accompagner la remise du rapport officiel de la commission, le 20 septembre 1984, au président de la République. Il s'agit à nouveau d'un événement médiatique, mais aussi populaire. En effet, des milliers de manifestants convoqués par le MDH et des partis politiques accompagnent le dossier depuis le Centre Culturel San Martín (siège de la CONADEP) jusqu'à la Casa Rosada. L'émotion est palpable dans les images, retransmises en direct, d'Ernesto Sabato qui lit le prologue de l'enquête de la CONADEP avant de remettre en mains propres à Alfonsín les volumes du rapport final et ses annexes. L'écrivain précise alors que le rapport complet comprend « plus de cinquante mille pages, que nous avons remis à monsieur le Président en microfilms. Ceci est le dossier qui sortira en livre. »¹⁰¹⁴ Alfonsín accompagne la réception du dossier d'un discours, dans lequel il remercie à plusieurs reprises les membres de la commission, évoque la violence (sans préciser quelles en sont les victimes ni les auteurs) et adresse un message aux *Mères* sans les nommer :

Je sais très bien que tous ne vont pas être satisfaits. Je sais très bien que c'est quelque chose qui arrive en permanence à ceux qui agissent [...] dans le cadre de la loi, dans le cadre de l'état de droit, avec un sens de la Justice, et non comme une forme de vengeance. Sûrement, certains, de part et d'autre, élèveront leurs voix pour réclamer un autre type d'action.¹⁰¹⁵

¹⁰¹² Il n'est pas abusif de parler d'utopie judiciaire dans la mesure où il n'apparaît jamais clairement, chez les MPM, qui sont « tous les coupables » ni, d'ailleurs, qui exactement doit les juger ; mais, selon Ulises Gorini, la liste élaborée par la CONADEP et divulguée par *El Periodista* (voir *supra*) ne satisfait en rien les *Mères* qui calculent un nombre bien supérieur d'impliqués dans les crimes. U. GORINI, *op.cit.*, p.210.

¹⁰¹³ L'audience atteint les 1 640 000 téléspectateurs ce soir-là, plus que l'ensemble des autres chaînes réunies, voir E. CRENZEL, *op.cit.*, p. 89.

¹⁰¹⁴ *Discours présidentiel*, 20 septembre 1984.

¹⁰¹⁵ *Ibid.*

En effet, les MPM sont les très visibles absentes de l'événement¹⁰¹⁶. Alfonsín choisit de ne pas ignorer cette absence et n'oublie pas de les situer à un extrême, en miroir de l'autre, ce qui le situe au centre, « dans le cadre de l'État de droit ». Le rappel de la loi touche au nœud du désaccord entre la conception de la Justice que porte le gouvernement et celle des MPM. Bien que Raúl Alfonsín invoque le « sens de la Justice », il se réfère bien plus à la légalité – sur laquelle il influe fortement du fait de sa position – qui doit offrir une garantie à la Justice. Pour les *Mères* les termes sont inversés, la légalité ne peut reposer que sur la justice qui la précède car la vérité n'a, selon elles, déjà plus besoin d'être démontrée¹⁰¹⁷. La légitimité du cadre légal c'est-à-dire, en définitive, l'ensemble du nouveau régime démocratique, ne peut se construire que sur la justice. Concrètement, pour elles, cela passe par l'incarcération rapide de tous les criminels du régime précédent, les concepteurs du plan d'extermination comme ceux qui l'ont exécuté¹⁰¹⁸. La rapidité n'est pas un détail, puisque le nouveau régime n'aura de légitimité, pour elles, qu'à partir du moment où les tortionnaires des fils seront incarcérés. Autrement dit, les procédures qui offrent la garantie d'une justice selon le gouvernement, sont pour les *Mères* la négation de la justice. Dans ce sens, les *Mères* énoncent, dix jours avant la remise du rapport de la CONADEP, le 10 septembre 1984, les raisons de leur absence dans une annonce intitulée *Justicia u ocultamiento* :

La CONADEP remettra, le 20 septembre, de nombreux témoignages et preuves de ces crimes, qui s'ajouteront à ceux déjà apportés antérieurement par des organismes de droits de l'Homme.

Nous exigeons que soient rendus publics, par tous les moyens de communication, les noms des coupables et qu'ils soient immédiatement emprisonnés.¹⁰¹⁹

Les MPM estiment que les preuves ont déjà été présentées, de sorte que les appels, du gouvernement mais aussi de secteurs proches des militaires¹⁰²⁰, au respect des procédures ne

¹⁰¹⁶ Le quotidien espagnol *El País* titre « Ni la CGT ni les Mères de Mai ne se sont présentées à la grande manifestation de Buenos Aires en soutien au “rapport Sabato” », voir Martín PRIETO, « Ni la CGT ni las Madres de Mayo acudieron a la gran manifestación de Buenos Aires en apoyo al “informe Sabato” », *El País* du 22 septembre 1984, [En ligne], http://elpais.com/diario/1984/09/22/internacional/464652016_850215.html, (consulté le 30 mai 2013).

¹⁰¹⁷ Cette inversion des termes est explicitement affirmée par Hebe de Bonafini durant un discours qui justifie l'absence des MPM à la remise du rapport de la CONADEP. Elle y dénonce comme une hypocrisie la démarche qui consisterait à chercher une vérité déjà établie pour, dans un second temps, rendre la justice : « Les assassinats, les exhumations, les NN, ce n'est pas la vérité que cherchent les Mères. Les dénonciations que nous faisons ne sont pas la vérité que nous cherchons. Eux disent “maintenant la vérité et après la justice”. » Discours du 16 septembre 1984 au Parque Lezama, cité par U. Gorini, *op.cit.* p.182.

¹⁰¹⁸ Il faut cependant encore insister sur le fait que les *Mères* ne proposent aucune délimitation claire des « coupables », si bien que virtuellement il n'y a pas de limite. D'ailleurs le champ de la culpabilité semble s'étendre à mesure que l'association se radicalise.

¹⁰¹⁹ Reproduit dans U. Gorini, *op.cit.*, p. 178.

¹⁰²⁰ Par exemple, un photo-reportage de janvier 1984 montre le capitaine de frégate Alfredo Astiz (répresseur notoire pour lequel la France demande l'extradition depuis le temps de la dictature) profitant du soleil sur une plage des plus cossues de Mar del Plata. Les *Mères* réagissent par un communiqué qui exprime leur indignation :

sont compris que comme des ajournements inutiles. La méfiance des *Mères* envers le gouvernement croît à mesure que les semaines et les mois passent sans que des militaires soient effectivement incarcérés. En septembre 1984, alors que le pays est focalisé sur la remise de cette enquête sans précédent avec ses notables répercussions médiatiques internationales, qui apparaît à de nombreux observateurs comme un audacieux pas contre l'impunité, les *Mères* considèrent le gouvernement d'Alfonsín comme le garant de cette même impunité. Elles sont donc particulièrement isolées, y compris des soutiens qu'elles eurent durant la fin de la dictature (partis et autres organismes). Cet isolement est doublé d'un manque de consensus interne, une partie des *Mères* considérant la position adoptée par la majorité, et fondamentalement par Hebe de Bonafini, comme une erreur¹⁰²¹.

Pour les autres organismes du MDH, ainsi que pour la plupart des partis de gauche, sans parler des radicaux, le rapport de la CONADEP est un pas important vers la fin de l'impunité dans le pays. Soixante-dix mille personnes accompagnent la commission jusqu'à la *Casa Rosada* le 20 septembre pour la remise du rapport¹⁰²². Nombre de ces manifestants se dirigent ensuite vers le Tribunal pour réclamer, à nouveau, une commission bicamérale¹⁰²³. Ce mouvement de la foule traduit la position de la plupart des organismes du MDH qui considèrent désormais la CONADEP comme une enquête indépendante, qui dépasse la politique du gouvernement, mais rejette la justice militaire comme instance de jugement des criminels.

La cour de justice militaire – le Conseil Suprême – alors chargée d'instruire le dossier contre les membres des trois premières junte, réagit aussi à l'enquête de la CONADEP. Le lendemain, le 21 septembre, le Conseil Suprême publie ses premières conclusions, dans lesquelles il estime que les ordres des Forces Armées sont légitimes. Il considère que les chefs des junte pourraient être poursuivis uniquement pour n'avoir pas contrôlé de possibles actions illégales perpétrées par leurs subordonnés. En conséquence de quoi, le Conseil Suprême considère qu'il convient, dans un premier temps, d'enquêter sur les agissements des officiers subalternes pour, éventuellement dans un second temps, inculper les chefs des junte. Autrement dit, les généraux de la justice militaire se prononcent pour une logique exactement inverse à celle prônée par le gouvernement, qui prévoit quant à lui de juger seulement les plus

« Nous ne comprenons pas comment le gouvernement n'a pas encore emprisonné ces criminels notoires ». A quoi le journal *La Prensa* répond : « Il est impensable que le Pouvoir Exécutif agisse dans un domaine qui dépend uniquement de la Justice. Ce groupe de mères qui dit défendre les droits de l'Homme ne peut pas demander une telle chose. » U. GORINI, pp.100-102.

¹⁰²¹ *Ibid.*, pp. 177-181.

¹⁰²² E. CRENZEL, *op.cit.*, p.98.

¹⁰²³ *Ibid.*

hauts responsables de la dictature¹⁰²⁴. Par ailleurs, le tribunal militaire estime aussi nécessaire d'enquêter sur d'éventuels délits commis par les disparus¹⁰²⁵. Cette provocation marque la fin de la tentative d'auto-épuration de l'institution militaire : la justice civile se saisit du dossier des juntas quelques jours plus tard.

Ainsi, la CONADEP a gagné une large adhésion populaire, qui se traduit entre autres par un ralliement – qui reste critique et circonspect – de la plupart des organismes du MDH à la politique du gouvernement sur les droits de l'Homme. Néanmoins, le gouvernement n'a pas obtenu le ralliement des MPM, et le rapport de la CONADEP marque la fin de la collaboration des militaires, à travers le Conseil Suprême, à son projet d'auto-épuration de la corporation. Ce double échec a cependant l'avantage, pour Alfonsín, de ratifier sa conception qui présente sa politique comme un juste milieu entre deux extrêmes irrécconciliables. Mais cet équilibre ne peut se maintenir qu'à condition d'ignorer les revendications spécifiques de chacun. Car s'il est vrai qu'elles sont parfaitement antinomiques – les unes revendiquent un châtement pour tous les coupables et les autres, l'impunité pleine et entière –, la fiction de leur équilibre n'est socialement admissible que dans cette pure et simple antinomie abstraite : justice pleine et entière contre impunité totale. Or, le contenu du rapport de la CONADEP détruit cet équilibre par le poids des crimes dont il est question. La connaissance des crimes décentre l'axe sur lequel Alfonsín cherche à se maintenir. Ce décentrage qui le mène, en contrepoids, vers une défense toujours accrue de la corporation militaire est cependant progressif et accompagne la diffusion graduelle de la connaissance des crimes de la dictature. Pour l'instant, au lendemain de la remise du rapport de la CONADEP, les conclusions de celui-ci sont encore, pour bonne part, abstraites. En effet, outre la lecture du prologue par Jorge Sabato, seul un résumé de 26 pages est distribué aux médias¹⁰²⁶. Mais le rapport est rapidement édité, publié et présenté en novembre 1984 sous le format d'un livre intitulé *Nunca Más*. Les 40 000 exemplaires sont vendus en deux jours, ce qui entraîne plusieurs rééditions qui constituent 190 000 autres exemplaires jusqu'à mars 1985¹⁰²⁷. Par ailleurs, bien que la liste des responsables désignés par l'enquête, établie essentiellement à partir des témoignages des survivants, soit retirée de l'ouvrage, l'hebdomadaire *El Periodista* publie les 1351 noms presque simultanément à la première édition du *Nunca Más*¹⁰²⁸. Alfonsín met à

¹⁰²⁴ *Ibid.*, p. 99.

¹⁰²⁵ *Ibid.*

¹⁰²⁶ U. GORINI, *op.cit.*, p. 186.

¹⁰²⁷ E. CRENZEL, *op.cit.*, p.131.

¹⁰²⁸ *El Periodista de Buenos Aires*, n°8, 3 novembre 1984, cité par E. CRENZEL, *op.cit.*, p. 100.

profit l'image de président en faveur des droits de l'homme, que lui confère la très grande répercussion de ce rapport, pour discréditer les *Mères*. Mais il surestime probablement leur isolement en déclarant, lors de la première *Marche de la Résistance* sous son gouvernement :

Je respecte la douleur des mères qui ont organisé cet acte, mais je ne coïncide pas avec l'objectif politique qui est très notoire [...] qui ne me semble pas coïncider avec les intérêts nationaux.¹⁰²⁹

Outre une réponse cinglante des Mères¹⁰³⁰, il reçoit une vive critique du prix Nobel Perez Esquivel. Probablement plus grave pour le président, un éditorial du *The Buenos Aires Herald* n'hésite pas à comparer ses déclarations à celles des porte-paroles de la dictature : l'article rappelle que les militaires cherchaient à discréditer les droits de l'Homme en les faisant passer pour un paravent de l'extrême gauche ou une « campagne anti-argentine »¹⁰³¹.

Moins d'un an après la fin de la dictature, une vérité officielle a été élaborée, écrite et diffusée sur le sort des disparus et le plan d'extermination des opposants conçu par les militaires auparavant au pouvoir. L'impact de ce rapport se diffuse progressivement dans tout le pays. De sorte qu'à la rentrée 1985, alors que se préparent les audiences du Procès aux Juntas, une grande partie de la population argentine a une idée assez précise des crimes qui ont été commis. La disparition de personnes a, pour une population qui dépasse de très loin les seuls organismes du MDH, cessé d'être une abstraction pour devenir un crime insoutenable à une échelle jusqu'alors insoupçonnée. Comme cela est souvent rappelé, il convient d'atténuer l'aspect de révélation dans la mesure où de nombreux signes, et certains témoignages, avaient déjà averti sur l'ampleur du plan criminel. Mais, pour notre part, nous préférons insister sur la différence entre des témoignages épars et une enquête systématique qui forme une vérité officielle. Dans ce sens, il s'agit donc bien d'une révélation pour la société argentine qui prend progressivement conscience de faits inadmissibles, y compris pour une large partie de la population favorable à la répression contre les groupes « subversifs ». Le prologue du *Nunca Más* décrit le terrorisme d'Etat comme une réponse « infiniment pire que celui combattu », ce qui, contrairement à ce qui est généralement dit, n'avalise pas la

¹⁰²⁹ Conférence de presse du 21 décembre 1984,

¹⁰³⁰ Les *Mères* en profitent pour exposer leur conception, humaniste et souverainiste, de la nation et rappellent qu'elles manifestèrent dans la rue, lorsqu'aucun homme politique ne se préoccupait de défendre les valeurs de la nation supposément souhaitée par Alfonsín, voir U. GORINI, *op.cit.*, p. 242.

¹⁰³¹ « Escalofriante », *The Buenos Aires Herald*, 26 décembre 1984, éditorial intégralement traduit et reproduit par *ibid*, pp. 244-245. *The Buenos Aires Herald* est un prestigieux journal en langue anglaise fondé en 1876, un des très rares à avoir dénoncé les disparitions dès la première année de la dictature. Sourcilieux sur les droits de l'Homme, le journal a une ligne éditoriale de centre-droit libéral.

théorie des deux démons¹⁰³² car la phrase nie l'équivalence entre les deux terrorismes. Mais, surtout, l'essentiel du contenu de l'ouvrage décrit, de manière irréfutable, l'abjection de la dictature. Néanmoins, la vérité du *Nunca Más* ou, plus exactement, une vérité inspirée du rapport, se diffuse à l'échelle de tout le pays et s'inscrit dans toutes les consciences seulement quelques mois plus tard, durant l'année 1985, à travers le Procès aux Juntas. Ce dernier événement est celui qui socialise, sans retour possible, la vérité inscrite dans le *Nunca Más*.

3. Le procès comme fait culturel et vecteur de diffusion du *Nunca Más*

Peu d'images ont autant marqué la conscience d'un changement d'époque que celle des chefs militaires défilant en qualité de prisonniers devant la Chambre Fédérale de la capitale. [...] Admettons donc que dans cette scène *charnière*, inédite, se nouait un noyau de significations qui, non seulement réorganisait la mémoire complète de la dictature, mais aussi incorporait, implantait à proprement parler, les bases d'une nouvelle mémoire de la démocratie.

Dans ce sens, lorsque les chefs militaires et leurs partisans proclamaient que la démocratie argentine était en dette [envers eux...], il faudrait admettre qu'il y a une part de vérité, mais pour des raisons inverses à celles qu'ils exhibaient (la victoire dans la supposée guerre contre la subversion) ; c'est bien plus du fait de la dégradation politique et éthique qu'ils imposèrent à la République qu'ils contribuèrent, par contraste et malgré eux, à forger une des scènes fondatrices de la démocratie argentine, celle qui condense la répudiation de l'illégalité et le crime dans la gestion de l'État.¹⁰³³

La réflexion d'Hugo Vezzetti est centrale pour comprendre l'ensemble de notre propos. La Démocratie argentine se fonde moins sur la Constitution ou un certain nombre de valeurs plus ou moins définies que sur le rejet de l'État criminel. Or, le régime démocratique gouverné par Alfonsín réussit à mettre en scène cette condamnation presque unanime. En même temps, cette mise en scène a une fonction performative ; le rejet de la dictature était certainement massif, il est désormais, suite à la scène du procès, presque unanime. Dans ce sens, la scène de *Semana Santa* – le peuple en défense des institutions – est le résultat du consensus obtenu depuis l'État. Le peuple vient ratifier le changement culturel obtenu par le nouveau régime.

Durant les mois du procès, le pays absorbe et s'imprègne des vérités qui sont aussi décrites par le *Nunca Más*. Comme nous l'avons déjà remarqué (chapitre 1), ce procès n'est

¹⁰³² Il faut attendre, à nouveau, Hugo Vezzetti pour que ce lieu commun, qui présente le prologue du *Nunca Más* comme une expression canonique de la « théorie des deux démons », soit rationnellement contesté. H. VEZZETTI, *Sobre la violencia...*, *op.cit.*, p.122. En revanche, le prologue lie, dans une relation de cause à effet, les terrorismes (des guérillas et d'extrême droite) de la première moitié des années 1970 et celui de l'État à partir de 1976. En cela il est très fortement contestable car « ni la doctrine ni les méthodes n'ont été une réaction, puisque elles furent décidées antérieurement ; d'autre part, en 1976, la guérilla avait été pratiquement défaite. », *Ibid*, p.121.

¹⁰³³ H. VEZZETTI, *Pasado y presente...*, *op.cit.*, pp.109-110.

pas sans susciter quelques questions sur ses intentions et objectifs. Il n'en a pas moins été le principal vecteur de mémoire de la dictature, une mémoire légitimée par l'enceinte du tribunal. Durant ces mois, les changements culturels qui ont accompagné la transition politique, la campagne présidentielle et la première année de la présidence d'Alfonsín, prennent une autre consistance. Les valeurs du nouveau régime, souvent entendues à travers des mots abstraits, acquièrent une réalité concrète dans le rejet que provoquent les détails des crimes commis par le régime militaire. Il est probable que l'extension du procès dans le temps joue en faveur de cette transformation culturelle. Il ne laisse pas de répit ; semaine après semaine, il impose un débat qui se socialise au fur et à mesure des témoignages et de ses étapes. Il ne s'agit pas d'un événement plus ou moins choquant qui puisse être remplacé par un autre événement plus ou moins médiatique, comme l'imposerait un temps sensationnaliste des médias¹⁰³⁴. 1985 est entièrement rythmé par le temps du procès, il n'est d'ailleurs pas tout à fait inutile de remarquer que les mois de son déroulement sont ceux de l'année « travaillée » : il commence au début de l'automne, se poursuit durant tout l'hiver et s'achève au printemps avant les mois de dispersion qui accompagnent la chaleur de l'été. L'année commence et s'achève avec le procès. Entre-temps, son contenu s'est inséré dans la société argentine. Même Hebe de Bonafini, initialement très sceptique, comprend la profondeur de l'impact du procès, impact bien moins judiciaire que culturel, et sort du tribunal satisfaite le premier jour d'audience¹⁰³⁵. Les *Mères* n'en rejettent pas moins très sévèrement les sentences du tribunal mais, en cela, elles sont en concordance avec une grande partie de la société qui, comme nous l'avons vu (chapitre 1), ne comprend pas les arguments judiciaires qui mènent à des condamnations si faibles en relation aux crimes décrits – dans le détail, insistons.

Quoi qu'il en soit, le récit de la dictature que porte le rapport de la CONADEP puis sa diffusion massive et constante durant le Procès ont pour effet de socialiser profondément une perception qui n'est plus seulement négative, mais insoutenable, de la dictature. Le gouvernement d'Alfonsín est largement crédité de l'exhumation et de la diffusion de cette vérité. Il est donc perçu comme courageux et sensible au thème des droits de l'Homme, eux-

¹⁰³⁴ Nous pourrions, inversement, aussi nous risquer à une comparaison avec une période plus actuelle, qui commence par la réouverture des procès pour les mêmes crimes à partir de 2004. L'extension dans le temps a cette fois des effets plus ambigus car les procès s'installent dans le quotidien d'une période relativement longue, déjà neuf années en 2013, si bien qu'ils provoquent une banalisation du fait de la répétition des mêmes images. Il faudrait bien entendu prendre en compte de nombreux autres paramètres d'une période très différente de celle des années 1980, néanmoins nous voulons insister sur ce laps de temps qui nous semble particulièrement adéquat pour provoquer un impact culturel majeur : environ sept mois qui travaillent sur les consciences des Argentins, assez pour que l'oubli ne s'installe pas suite à l'événement et pas trop pour que s'instaure la banalisation. Notre appréciation est de l'ordre du sensible, les effets culturels de la reprise des procès ne sont, à notre connaissance, pas encore étudiés.

¹⁰³⁵ U. GORINI, *op.cit.*, p. 331.

mêmes entièrement liés aux disparus de la dictature. Cette perception change progressivement en 1986, année durant laquelle le MDH s'éloigne du gouvernement jusqu'à la rupture.

a. Le MDH, une union fluctuante

Les effets politiques du changement culturel opéré à partir du *Nunca Más* et du Procès sont perceptibles durant toute l'année 1986, à travers l'observation du rapport de forces entre le gouvernement et les *Mères*, alors considérées comme une opposition frontale. L'année commence par un large consensus autour du gouvernement à propos de sa politique des droits de l'Homme. Celui-ci bénéficie de l'opinion favorable qu'ont suscitée la CONADEP et le « procès historique » des juntas. Inversement, l'intransigeance des MPM les isole, pas seulement des médias et des partis majoritaires mais aussi du MDH. Or, ce dernier se montre alors très divisé entre l'espoir que suscite le processus judiciaire et la crainte d'une politique qui mènerait à le clore avant que l'ensemble des criminels ne soit jugé.

Pour évaluer le soutien dont bénéficient les *Mères*, un indice significatif est la participation aux *Marches de la Résistance*, convoquées une fois par an par les MPM. Il nous permet de dresser une très sommaire, mais suffisante pour notre propos, estimation de leur isolement fluctuant au sein du MDH. Celle du 20 décembre 1984 est clairement rejetée par une grande partie du MDH, si bien que l'APDH convoque à une autre manifestation le même jour afin de montrer son soutien au gouvernement. En effet, il apparaissait tout à fait excessif à une grande partie du mouvement d'être en *résistance* face au nouveau régime constitutionnel, renvoyant ce dernier dos à dos au régime dictatorial. L'année suivante, la marche du 12 décembre 1985 convoque un plus large éventail au sein du MDH et parmi de nombreuses personnalités politiques de gauche et syndicales¹⁰³⁶. Elle a pour consigne « Non au Point Final. Prison pour les génocidaires », cette seconde réclamation constituant une rupture avec la consigne portée jusqu'alors, « Justice et Châtiment », qui s'explique par les sentences du Procès aux Juntas qui semblent excessivement légères. Cette rupture peut être comprise comme un rejet catégorique du système judiciaire pour obtenir justice, attitude qui serait antérieure à cette consigne, c'est du moins ce qu'affirme Hebe de Bonafini :

[...] nous, les Mères, nous n'avions pas d'avocat parce que nous ne croyions pas au judiciaire, parce que nous nous sommes toujours rendu compte que les peuples ne peuvent pas résoudre leur lutte judiciairement.¹⁰³⁷

¹⁰³⁶ *Ibid.*, p. 451.

¹⁰³⁷ Hebe de BONAFINI, *La otra mujer*, ed. La Urraca, 1997, p.31, cité par María Olga RUIZ, « Qué y cómo recordar: luchas por la memoria en el movimiento de derechos humanos argentino (1976-1998) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 30 mai 2011, consulté le 28 décembre 2013. URL : <http://nuevomundo.revues.org/61495> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.61495

Il faut cependant certainement nuancer ce rejet de toute procédure judiciaire dans la reconstruction, en 1997, de l'histoire des MPM par sa présidente. Outre les nombreux recours judiciaires que les *Mères* tâchent de faire valoir durant la dictature – le premier geste est toujours un Habeas Corpus –, par la suite elles ont souvent recours au CELS, organisme essentiellement composé d'avocats. Enfin, affirmer que l'association n'a pas d'avocat est faux, il existe un groupe d'avocats qui travaille, probablement bénévolement, pour l'association et se présente comme « l'Equipe Juridique des Mères de la Place de Mai »¹⁰³⁸. Surtout, les Mères ont longtemps brandi un argument judiciaire imparable pour contester la violence supposée de leurs fils : ils ne peuvent être taxés d'aucun crime car ils n'ont jamais été accusés et jugés. Néanmoins, la consigne publique des Mères en 1985 ne laisse aucun doute sur la piètre estime qu'elles ont du système judiciaire qui, deux ans après la fin de la dictature, n'a pas obtenu la peine maximale pour les chefs des juntas militaires, sans même parler des centaines d'officiers poursuivant leur carrière en liberté. Imprécise sur les faits, la déclaration de Hebe de Bonafini exprime cependant très bien son rejet de la conception d'un monde judiciaire supposément déconnecté de la politique.

Enfin, pour la VI^{ème} *Marche* les 3 et 4 décembre 1986, tous les organismes du MDH se retrouvent unis « contre le Punto Final, l'auto-amnistie. Pour le jugement et châtiment de tous les coupables »¹⁰³⁹. Néanmoins, cette union face à la politique du gouvernement ne dissimule pas de profondes divisions entre les organismes et au sein des *Mères* elles-mêmes qui connaissent une scission au début de 1986.

b. La scission des *Mères*

Cette rupture est motivée par des frictions qui remontent au moins à 1984 sur différentes positions à adopter face au gouvernement d'Alfonsín. Celles-ci se focalisent sur trois questions principales qui sont « l'exhumation et l'identification de cadavres, la réparation économique et les hommages posthumes »¹⁰⁴⁰, trois mesures rejetées par l'association qui reste dirigée par Hebe de Bonafini et acceptées par la scission qui prend le nom de *Madres Plaza de Mayo – Línea Fundadora*. Pour Bonafini, « une poignée d'os ne les [les disparus]

¹⁰³⁸ « Los abogados de las madres, en la conferencia de la asociación americana de juristas, en la Habana », *Madres de Plaza de Mayo*, octobre 1987, pp. 18-19.

¹⁰³⁹ Les dates et consignes des *marches* sont consultables sur le site de *Madre de Plaza de Mayo-Línea Fundadora*. [En ligne], <http://www.madresfundadoras.org.ar/pagina/marchadelaresistenciacronologahistorica/47>, (consulté le 30 mai 2013).

¹⁰⁴⁰ Hebe de BONAFINI, *La otra mujer*, ed. La Urraca, 1997, p.30, cité par M. RUIZ, *op.cit.*

identifie pas » et, d'ailleurs, elle affirme l'inutilité de la démarche : « nous ne voulons pas d'identification de disparus, nous savons qui ils sont. »¹⁰⁴¹ Pour la *Línea Fundadora*, les cadavres « prouvent que la mort n'a pas été causée par un affrontement armé. » De plus, elles considèrent que « ce n'est pas humain de priver les pères, les fils, frères et autres parents de cette constatation »¹⁰⁴². Elles acceptent aussi la réparation économique que l'Etat octroie¹⁰⁴³ parce que, outre un secours financier pour des familles souvent peu aisées, « à travers cette loi, le fait des disparitions est reconnu parce qu'elle établit que le bénéfice cessera avec l'apparition du disparu et n'oblige pas à reconnaître la présomption de décès. » Il s'agit là d'un cheval de bataille de l'ensemble du MDH, et particulièrement des organismes les plus légistes et légalistes, qui souhaite que soit reconnu et caractérisé le crime de disparition – rappelons que les procès entrepris portaient essentiellement sur des homicides. Enfin la *Línea Fundadora* souhaite que des hommages publics soient rendus aux disparus,

[...] pour que vive la mémoire des disparus, et la revendication des idéaux pour lesquels ils luttèrent, une plaque avec leurs noms, le motif présumé de la séquestration, afin de ne pas oublier et lutter pour un monde meilleur. [...] Nous croyons aussi que dans tous les sites qui furent des camps de concentration doivent figurer des plaques qui disent "Ici, on a tué, on a violé, on a assassiné vilement, on a violé de toutes les manières la dignité humaine. Luttons pour que cette horreur ne se répète pas."¹⁰⁴⁴

Ces trois points d'achoppement ne sont certes pas mineurs puisqu'ils définissent des positions très différentes par rapport aux autres organismes du MDH et face au gouvernement. De plus, les positions de l'association de MPM, et non de la *Línea Fundadora*, les placent dans un espace politique difficilement saisissable par les catégories politiques classiques ; un espace qui ne répond pas à une logique de parti ni à celle d'une organisation non gouvernementale mais qui a un poids indéniable sur l'échiquier politique national. Ces points de fracture ne permettent cependant pas, à eux seuls, de comprendre la rupture entre les *Mères*, qui doit beaucoup à la figure de sa présidente, Hebe de Bonafini. Sans prendre en compte sa personnalité très particulière, ni les traits essentiels de l'association ni la scission ne sont compréhensibles. Le moindre de ses soucis est de créer un consensus ou, du moins, si elle cherche des soutiens ce n'est certainement pas à travers un discours consensuel. Sa parole publique peut choquer la société, le MDH et même son association sans que cela n'altère en

¹⁰⁴¹ *Ibid.*

¹⁰⁴² Asociación Madres Plaza de Mayo, *Historia de las Madres de Plaza de Mayo*, Col. 20 años de Lucha, Bs As, 1997, p. 187. cité par *ibid.*

¹⁰⁴³ Loi 23.466 sanctionnée le 30 octobre 1986. Voir María José GUEMBE, « La Experiencia Argentina de Reparación Económica de Graves Violaciones a los Derechos Humanos », Document du CELS, [En ligne], mis en ligne le 14 décembre 2004, http://www.cels.org.ar/common/documentos/experiencia_argentina_reparacion.doc, consulté le 20 avril 2013.

¹⁰⁴⁴ M. RUIZ, *op.cit.*

rien sa conduite. Ainsi, elle peut qualifier publiquement de « cochon » un pape aussi populaire que Jean Paul II, puis s'en expliquer auprès des *Mères* mécontentes, mais elle ne reviendra pas sur son appréciation, au contraire, elle l'étaye¹⁰⁴⁵. Il s'agit ici moins de positions de fond que d'un style, particulièrement vindicatif, qui provoque des polarisations à l'extrême. En dernière analyse, Hebe de Bonafini parvient, à l'intérieur des *Mères* et hors de l'association, à obliger chacun à se positionner par rapport à elle. Son langage souvent outrancier et ses discours à l'emporte-pièce ne laissent guère d'espace à la temporisation¹⁰⁴⁶. Pour l'analyse, cette forme d'intervention publique a l'avantage de la clarté, elle définit un marqueur dans le débat, mais ne permet pas de saisir les nuances, en particulier à l'intérieur du MDH, et brouille souvent les réelles divergences de fond.

c. 1986 : le renversement

Le MDH, divisé depuis l'ascension d'Alfonsín, retrouve son unité au cours de l'année 1986 contre les tentatives du gouvernement d'amnistier – sans le dire – la majeure partie des militaires. Ainsi, le mouvement se réaligne sur la position d'opposition des MPM, ou du moins celle qu'elles défendaient jusqu'alors car, entre-temps, elles ont adopté une position

¹⁰⁴⁵ L'appréciation de Hebe de Bonafini sur le Pape, qui date de septembre 1985, et la polémique qui s'ensuit au sein de l'association est rapportée dans U. GORINI, *op.cit.*, pp. 389-399. Vingt ans plus tard, Hebe de Bonafini ratifie son jugement sur Jean-Paul II, en le traitant à nouveau de « cochon » en mars 2005, voir [En ligne], <http://www.lanacion.com.ar/689061-criticas-de-lopez-murphy-y-macri>, consulté le 13 mars 2013.

¹⁰⁴⁶ Avec le temps, la particularité de la présidente de l'Association n'a fait que s'accroître, il faut cependant bien distinguer les périodes. Durant celle que nous analysons, sa radicalisation permet aux *Mères* de constituer un pôle d'attraction d'autant plus fort que leurs positions semblent se légitimer par les faits. Concrètement, la précoce opposition des *Mères* à Alfonsín est légitimée ultérieurement par la politique de celui-ci. Mais, par la suite, le langage outrancier de Hebe de Bonafini s'accompagne de positions qui sont de simples et dangereuses inepties. Par exemple, il ne nous revient pas de juger moralement la joie exprimée par Hebe de Bonafini suite à l'attentat du 11 septembre 2001 à New York, en revanche nous affirmons – sans trop de risques – que comprendre cet attentat comme une expression de la lutte de classes liée à celle menée par les disparus durant les années 1970 relève du fourvoiement idéologique. Voir Horacio VERBITSKY, « La ciénaga del antisemitismo y la mentira », *Página 12*, 28 octobre 2001, [En ligne], <http://www.pagina12.com.ar/2001/01-10/01-10-28/pag15.htm>, consulté le 20 mai 2013.

Il convient aussi de remarquer que l'expression d'antisémitisme qu'elle a exprimé contre Horacio Verbitsky, à l'occasion de cette polémique autour des attentats contre le World Trade Center, est systématiquement oblitérée par ses apologistes. Cependant, au-delà de cette polémique qui ne fait qu'illustrer de nombreuses autres, nous voulons remarquer que la radicalisation qui s'opère durant la période que nous étudions mène les *Mères* à une conception binaire du monde, où il n'existe aucune voie médiane – ou autre – entre elles, voire Hebe de Bonafini, et George W. Bush. Cela explique en grande partie que, une fois l'association séduite ou cooptée par le président Nestor Kirchner, elle se convertisse en une simple dépendance (une sorte de sous-secrétariat aux affaires sociales) des gouvernements successifs du couple Kirchner. Dans cette logique binaire, les compagnons de route des *Mères* qui émettent des critiques contre le gouvernement sont immédiatement traités en traîtres, à l'instar de l'historien et journaliste Osvaldo Bayer. Ce dernier a offert un entretien dans lequel il rappelle que l'extrême pauvreté est loin d'avoir été éradiquée en Argentine et critique le soutien inconditionnel des MPM au gouvernement. En retour, un communiqué de l'association compare Bayer à Rodolfo Walsh, un célèbre journaliste disparu durant la dictature, pour opposer le « courage » de celui-ci à la « fuite » du pays de celui-là. Par ailleurs, le local des MPM possédait une librairie appelée « Osvaldo Bayer » qui a été débaptisée.

bien plus offensive. Cette opposition de l'ensemble du MDH au gouvernement peut s'illustrer par trois mobilisations, en mai, juillet et décembre qui marquent la rupture progressive avec le gouvernement. A la manifestation du 16 mai 1986 convoquée par le MDH, répondent de nombreux responsables politiques parmi lesquels une partie des radicaux, y compris des fonctionnaires de tout premier plan¹⁰⁴⁷, ce qui illustre l'état de confusion qui règne sur la question des procès aux militaires, y compris ou surtout dans le gouvernement. La manifestation réclame surtout la fin du double discours gouvernemental¹⁰⁴⁸ et fait suite à un épisode qui reste assez confus, connu sous l'expression de « Instructions aux procureurs » [*Instrucciones a fiscales*], une mesure administrative censée précipiter les procès contre les militaires. Particulièrement procédurière, elle est très peu comprise par les journalistes lorsqu'elle est présentée publiquement¹⁰⁴⁹. Néanmoins, plusieurs avocats d'organismes du MDH interprètent rapidement que son effet sera l'absolution des militaires inculpés. Surtout, les juges de la désormais fameuse Cour fédérale de Buenos Aires, qui a jugé les juntas quelques mois auparavant, menacent de démissionner en groupe¹⁰⁵⁰, le public comprend ainsi que les « Instructions » sont une amnistie déguisée. Alfonsín conclut l'épisode par un discours, le 1^{er} mai, qui assure que la mesure ne permettra aucune impunité, en parfaite contradiction, selon Horacio Verbitsky, avec le texte incriminé. Quoi qu'il en soit, le discours présidentiel n'empêche pas la manifestation et le faux pas du gouvernement a permis au MDH de se rassembler contre l'impunité. En outre, malgré la présence de ministres radicaux, la manifestation exige une définition du gouvernement et se place déjà, pour une bonne part, en opposition à lui. Autrement dit, c'est la ligne de confrontation – jusqu'ici incarnée par les *Mères* – qui s'impose au sein de l'ensemble du MDH. Cette tendance se confirme lors de la manifestation suivante convoquée par le MDH en juillet, où les radicaux – y compris la jeunesse de l'UCR – sont, pour la première fois, *persona non grata* au rassemblement¹⁰⁵¹. Enfin, en décembre, l'ensemble du MDH rejette vigoureusement le vote de la loi de *Punto Final*. Remarquons d'ailleurs que les effets non voulus de cette loi – l'accélération et la

¹⁰⁴⁷ Horacio VERBITSKY, *op.cit.*, p.124. Parmi les radicaux se trouvent des proches d'Alfonsín, tels que Enrique Nosiglia, Leopoldo Moreau et Cesar Jaroslavsky.

¹⁰⁴⁸ *Ibid.*

¹⁰⁴⁹ Elle reste assez obscure, dans la mesure où aucun auteur ne s'accorde pour expliquer quel est le mécanisme qui mène à l'objectif – qui ne fait, en revanche, aucun doute – de la réduction des condamnations et du temps des procès. Nous-même n'avons pas compris la nature exacte du mécanisme en consultant les divers articles d'époque et les protestations du CELS. Cela est dû au fait que la mesure en question est plusieurs fois changée durant le mois où elle provoque un débat (avril-mai 1986) ; de plus les ministres qui la présentent le font de manière contradictoire. Ce qui est sûr est que le pouvoir politique prétendait intervenir directement sur les interprétations que les magistrats devraient adopter sans changer la loi.

¹⁰⁵⁰ Jorge Torlasco donne effectivement sa démission, Marcos NOVARO, *La Argentina en fin de siglo...*, *op.cit.*, p.210.

¹⁰⁵¹ *Ibid.*, p. 213.

croissance exponentielle des mises en examen de militaires durant l'été 1986/1987 – doivent beaucoup à la pression exercée par le MDH. En effet, comme nous l'avons vu (chapitre 1), les motivations des juges restent ambiguës mais le MDH organise la présentation des dossiers et la venue des témoins devant les tribunaux¹⁰⁵². Quelques mois plus tard, une partie de la direction de l'APDH exige l'expulsion de Raúl Alfonsín des rangs de ses membres. En moins d'un an le « président des droits de l'Homme » est répudié par la presque totalité du mouvement qui porte historiquement ce message. Inversement, les consignes des *Mères*, qui étaient isolées en prônant l'opposition frontale au gouvernement, deviennent hégémoniques au sein du mouvement. Ainsi, paradoxalement, les *Mères* dissidentes – la *Línea Fundadora* qui apparaît au début de l'année – se retrouvent alignées sur la position de Hebe de Bonafini quelques mois après la scission.

4. Une politique du sensible : les droits de l'Homme comme nouvelle frontière du politique

La recomposition du jeu politique sur le thème des droits de l'Homme s'accompagne d'un approfondissement du changement culturel sur le même thème avec la publication d'un livre emblématique de la période, qui ne tarde pas être adapté au cinéma, *La Noche de los lapices*¹⁰⁵³. L'œuvre, dans sa version écrite et plus fortement encore dans son adaptation cinématographique, reprend et approfondit un topique de la période : la victime innocente. Ce prisme du traitement du terrorisme d'État a été maintes fois critiqué, à la fois parce qu'il oblitère la condition de militants – souvent d'une organisation politique armée – de la grande majorité des victimes et parce qu'il dépolitise la répression au point de la rendre incompréhensible. Il n'est guère besoin de revenir sur ces aspects, en revanche il importe de réévaluer les effets politiques du « mythe de la victime innocente » qui n'est rien moins que la clé pour comprendre la transformation culturelle du pays. Ce sont les récits du calvaire de

¹⁰⁵² E. JELIN, *op.cit.*, p.135.

¹⁰⁵³ *La noche de los lapices* (la nuit des crayons) est une reconstitution de faits réels que nous décrivons supra, voir p.60 note n°121. Le film est construit en deux parties. La première, d'un aspect quelque peu bucolique, montre des adolescents engagés dans une lutte juste (le droit pour les lycéens à une réduction dans les transports en commun). La seconde montre les souffrances insupportables des jeunes personnages enfermés dans un pavillon avec des femmes enceintes et un guérillero gravement blessé. Le spectateur non averti pourrait très facilement ranger le film dans le rayon "épouvante", d'autant qu'il lui faudrait être extrêmement attentif pour saisir les identités militantes des personnages. La première édition du livre date de juin 1986, le film sort dans les salles à la fin de l'année. Lorsqu'il est retransmis à la télévision en 1988, il est vu par 3 millions de téléspectateurs, nombre seulement comparable à celui de la retransmission du premier homme sur la lune en 1969. Federico LORENZ, « "Tomála vos, dámela a mí". La noche de los lápices : el deber de memoria y las escuelas » dans Elizabeth JELIN et Federico LORENZ, *Educación y memoria. La escuela elabora el pasado*, Ed. Siglo XXI, Espagne, 2004, 186 pages, p.111.

victimes particulièrement vulnérables, enfants, adolescents, femmes enceintes, vieillards, qui balayent la possibilité du récit épique des militaires – la guerre, fût-elle « sale » -, qui interdisent une revendication de la dictature, ternissent durablement l'image de l'Armée en tant qu'institution et culpabilisent l'ensemble de la société pour n'avoir pas su protéger ses membres les plus dépendants d'elle. Sans ces victimes, très minoritaires sur le nombre total de victimes de la répression, le discours militaire qui présente une société qui se serait défendue d'une attaque ou celui de l'équilibre entre « deux démons », auraient très probablement pu se maintenir, quand bien même aucune victime en condition de combattre n'aurait été reconnue coupable d'un quelconque délit. L'innocence juridique des cibles de la dictature est, dans ce cadre, une question secondaire ; elle aurait tout au plus été l'objet de contentieux entre des récits opposés. Mais la « victime innocente » ne laisse aucun espace à l'affrontement, il ne reste que l'horreur nue, dont il convient d'évaluer les effets politiques.

a. Les affects au cœur du politique

L'appropriation de bébés après l'assassinat de leurs mères, avec d'autres cas particulièrement sanglants comme la «Nuit des Crayons», dont les détails se diffusèrent largement durant ces mois à travers un livre et un film, tandis que se poursuivait la découverte de cadavres non identifiés dans des cimetières, terrains militaires ou au fond de lacs, rééditèrent le «show de l'horreur», renforçant la perception de l'absolue innocence des victimes et l'immoralité de toute limite qui voudrait s'imposer au châtiment des bourreaux. Tout cela, en plus, attribua aux parents une légitimité sur la demande de justice, qui a accentué la tendance à faire de la question **une affaire morale plus que publique**.¹⁰⁵⁴

Dans sa description ramassée de la période, plus exactement de 1986, Marcos Novaro rend bien compte de l'horreur que suscite l'accumulation de preuves et récits terrifiants. Mais l'auteur, en séparant le domaine politique de celui des ressentis sociaux, estime que la morale fait irruption dans un domaine qui, il le suggère, ne lui incombe pas. Il explique ainsi l'échec d'une politique d'Etat mesurée par le débordement d'affects non politiques. Pourtant l'auteur explique à maintes reprises les atermoiements de la politique d'Alfonsín par son intention de ne pas payer le coût politique d'une justice limitée¹⁰⁵⁵ pour des crimes abjects. De sorte qu'il faut conclure que les récits des crimes odieux provoquent des sentiments qui devraient rester dans la sphère privée mais qui ont des effets politiques, en l'occurrence, qui gênent la bonne gestion du gouvernement entre les victimes et les militaires. A notre sens, dans ce cas, la

¹⁰⁵⁴ M. Novaro, *op.cit.*, p. 203, c'est nous qui soulignons.

¹⁰⁵⁵ Il convient de rappeler que la limitation en question est très sérieuse. Dans l'idéal du gouvernement, il devrait y avoir une quarantaine d'officiers jugés, chiffre à comparer avec la liste de près de 1400 répresses établie par la CONADEP, cela concerne environ 3% des personnes imputables.

séparation entre sentiment privé et politique publique est arbitraire et contradictoire. Les effets politiques du sentiment de rejet des militaires et de volonté de les juger ou condamner lui confèrent déjà un statut politique. Bien plus, nous estimons que le sentiment d'abjection se place, dans ce cas, au cœur du politique, dans le sens où il définit le champ au-delà duquel il n'existe plus de pardon – autrement dit, qui expulse de la communauté. Le seul rétablissement envisageable, et envisagé par le MDH, est par le biais d'une justice pleine et entière. Que celle-ci gêne la gestion gouvernementale du dossier militaire est une chose, mais il est curieux de la renvoyer dans le champ des affects ou, du moins, de ne pas considérer ceux-ci politiquement.

Pourtant Novaro poursuit dans la contradiction en suggérant plus avant que la plupart des organismes du MDH utilisent les droits de l'Homme comme le paravent de positions politiques de gauche ou péronistes¹⁰⁵⁶. L'affirmation n'est pas forcément fausse, encore faudrait-il bien distinguer les cas et reconnaître que, généralement, les militants du MDH ne cachent pas qu'ils militent aussi dans un parti. Ils distinguent les espaces et les considèrent complémentaires, si bien que la tentative de l'auteur de chercher ce que cache l'« excuse »¹⁰⁵⁷ des droits de l'homme semble un peu vaine. Il eût été préférable, à la rigueur, qu'il cherche à établir, par exemple, les proportions de double militantisme. Mais ce qui nous intéresse est que l'auteur prête des intentions politiques aux militants des droits de l'Homme, alors qu'il plaçait leurs revendications dans la catégorie des affects. La distinction de l'auteur entre les catégories d'une part et, d'autre part, l'affirmation que les droits de l'Homme sont universels alors que les parcours des militants s'inscrivent dans une « tradition nationale populiste »¹⁰⁵⁸, le mène à considérer que les militants du MDH font un « usage instrumental d'une légitimité prêtée et étrangère »¹⁰⁵⁹. Autrement dit, selon lui, d'une part ce sont des militants politiques, d'autre part ils utilisent les droits de l'Homme, de sorte que les militants sont, sans plus d'euphémisme, à la fois hypocrites et contradictoires. A notre sens, cette grave erreur de l'auteur¹⁰⁶⁰ s'explique précisément par son incapacité à lier le sentiment et la politique dans un sentiment politique. Aussi considère-t-il contradictoires le sentiment en faveur du respect des droits de l'Homme et la volonté politique d'un changement radical. Or, le discours des militants du MDH qui se radicalisent est très différent : ils considèrent que pour respecter les

¹⁰⁵⁶ Marcos Novaro, *op.cit.*, p.206.

¹⁰⁵⁷ Ibid, p.207.

¹⁰⁵⁸ Ibid, p.206.

¹⁰⁵⁹ Ibid, p.207.

¹⁰⁶⁰ Nous discutons avec cet auteur parce que nous le considérons, sur d'autres sujets, précis et rigoureux, une appréciation largement partagée au moins par les maisons d'édition les plus renommées : l'ouvrage en question est le dernier de la collection *Historia Argentina Paidós* inaugurée par Tulio Halperín Donghi.

droits de l'Homme une révolution¹⁰⁶¹, ou du moins un changement radical, est nécessaire parce qu'ils observent leurs violations quotidiennes. Pour eux, il n'y a aucune contradiction, la dénonciation des violations des droits mène nécessairement à vouloir changer le monde. Seule une conception très limitée – à la démocratie libérale – de ces droits permet à Marcos Novaro d'y concevoir une contradiction. Or un autre trait caractéristique de la radicalisation du mouvement est précisément l'extension des droits considérés comme inaliénables. Par contagion, pour ainsi dire, un droit à la vie mène à celui de la nourriture et du logement. De sorte que les droits humains accaparent des questions traditionnellement liées aux droits sociaux – revendications tout aussi traditionnelles des différentes gauches.

b. Le ralliement de la gauche aux droits de l'Homme

Néanmoins Marcos Novaro soulève une question intéressante en soulignant le retournement d'une partie de la gauche inscrite dans une tradition peu intéressée par les droits de l'Homme, traditionnellement considérés au mieux comme un garde-fou de la démocratie libérale. Mais, plutôt que d'offrir une interprétation peu étayée et presque maccartiste du phénomène, il eût été plus pertinent de réaliser une enquête sur les parcours militants des acteurs auxquels il pense sans les nommer¹⁰⁶². En l'absence de cette enquête qui permettrait de comprendre les raisons de ce retournement et, éventuellement, d'évaluer son degré de « sincérité », remarquons que le thème est, avant d'être occupé par la gauche, déserté par les grands partis ; c'est du moins ce que remarque le journal *The Buenos Aires Herald*, observateur aigu de la situation et guère soupçnable de sympathie pour la gauche :

Il n'est pas surprenant que les manifestations de soutien aux Mères de la Place de Mai soient dominées par des gens de gauche qui exploitent la question au bénéfice de leurs propres objectifs qui, comme l'a remarqué le président Alfonsín, ont peu à voir avec les aspirations de la grande majorité de la population. Mais si les Mères sont entourées de gens de gauche, au nombre desquels, bien que pas tous, soutiennent des idées totalitaires, c'est parce que de nouveau les représentants de la majorité leur tournent le dos.¹⁰⁶³

A notre sens, et avant une enquête qui ferait l'inventaire de la question, il s'agit bien moins de chercher à évaluer le degré de sincérité d'une gauche ralliée tardivement à la défense des droits de l'Homme, tâche qui risque fort de se convertir en des procès d'intention, que de

¹⁰⁶¹ Le terme est revendiqué par Hebe de Bonafini au moins à partir de 1987, voir par exemple, Alberto GUILIS et Gabriel FERNANDEZ, « La izquierda hace su balance », *Madres de Plaza de Mayo*, octobre 1986, p. 8.

¹⁰⁶² L'histoire du mouvement des droits de l'Homme en Argentine n'a pas encore été écrite. Néanmoins, les travaux de Marina Franco, de Emilio Crenzel et Hugo Vezzetti déjà cités, parmi d'autres, suggèrent un processus de ralliement de la gauche au discours humanitaire bien plus complexe que le seul opportunisme.

¹⁰⁶³ Editorial « Escalofriante », *The Buenos Aires Herald*, 26 décembre 1984, cité par U. GORINI, *op.cit.*, p.245.

saisir les effets de ce ralliement. La question soulevée par d'autres auteurs, autour de la polémique initiée par le philosophe Oscar del Barco¹⁰⁶⁴, nous semble bien plus pertinente en ce sens. En effet, le poids considérable que le thème acquiert au sein de la gauche l'empêche durablement d'effectuer une autocritique sur son usage de la violence durant les années 1960 et 1970. Or, cet angle mort de son histoire nuit considérablement à la reconstruction d'un projet et de méthodes propres et nouvelles. Elle renvoie systématiquement la violence qu'elle a effectivement exercée ou mythifiée à la « théorie des deux démons », ce qui a pour effet de clore le débat car les tenants de cette théorie sont immédiatement disqualifiés. Horacio Tarcus est plus précis dans la liste des arguments qui ont été brandis pendant plus de vingt ans pour éviter le débat à gauche :

- a. L'ampleur inédite de la répression politico-militaire qui s'est déchaînée sur les gauches et le camp populaire.
- b. La nécessité juridico-politique, durant la résistance à la dictature et, par la suite, durant la transition démocratique, de focaliser l'analyse et les dénonciations contre le pouvoir répressif et ses agents afin que justice soit faite.
- c. La peur que le questionnement de la violence « sienne » conduise à glisser vers la théorie des « deux démons », faisant ainsi le « jeu de l'ennemi ».
- d. Enfin, un engagement imaginé, ou une faute, des survivants envers les *compañeros* disparus.¹⁰⁶⁵

Bien qu'il ne le précise pas, deux des arguments (b et c) identifiés par l'auteur renvoient aussi au « mythe de la victime innocente ». Or, ce n'est pas un hasard si Tarcus ne voit pas l'intérêt d'insister sur ce point car il est, dans sa forme maximale c'est-à-dire la négation pure et simple du militantisme des victimes, effectivement marginal à l'intérieur de la gauche. Le mythe est, au contraire, très tôt contesté par une partie de la gauche, soit parce qu'il obstrue une clé de compréhension du massacre, ce que nous avons vu avec les *Mères* qui l'expliquent par le militantisme¹⁰⁶⁶ ; soit parce que le parti doit revendiquer les militants disparus et, par là

¹⁰⁶⁴ Initialement, en 2004, Oscar del Barco a réagi par une lettre ouverte publiée dans la revue *La Intemperie* au témoignage d'Hector Juvet sur la première guérilla marxiste argentine, l'EGP (1964). Celui-ci racontait, notamment, comment deux militants furent fusillés par leurs propres camarades. Oscar del Barco a alors contesté l'ensemble de l'éthique révolutionnaire avec le précepte, pas forcément religieux, précise-t-il, « tu ne tueras point ». Cette lettre a donné lieu à une avalanche de réponses, dont une petite partie s'est employée à construire une critique systématique de la violence employée ou mythifiée par la gauche. Parmi les très nombreux auteurs qui ont participé à ce débat par la publication de lettres, articles et essais, nous gardons l'essai de Hugo VEZZETTI, *Sobre la violencia...*, *op.cit.*, et l'article de Horacio TARCUS, « La política y el problema de los medios y los fines. En torno al debate sobre la violencia revolucionaria », 18 avril 2008, [En ligne], <http://www.elortiba.org/pdf/Tarcus.pdf>, (consulté le 20 janvier 2013).

¹⁰⁶⁵ H. TARCUS, *op.cit.*

¹⁰⁶⁶ Le périodique des Mères reste assez circonspect sur la *Noche de los Lapices*, il rend compte élogieusement du témoignage de Pablo Diaz lors du procès aux juntas mais n'insiste pas dessus. En revanche, il publie dans plusieurs numéros une enquête sur les conscrits disparus présentée comme « Le chapitre le plus sale de la "sale guerre" ». Le périodique considère la disparition de cette catégorie de victimes comme particulièrement odieuse au triple titre de personnes encore adolescentes (entre 18 et 20 ans), pieds et poings liés par le devoir envers l'institution et, enfin, comme supposés témoins involontaires des crimes commis par leurs supérieurs. Raquel

même, leur donner une identité politique¹⁰⁶⁷. A l'intérieur de la gauche, la négation porte sur la lutte armée ou, le plus souvent, sur les effets de celle-ci, et non pas sur le militantisme qui est revendiqué, de sorte qu'elle n'insiste pas particulièrement sur les victimes les plus vulnérables, qui sont moins ou pas militantes. Ce n'est pas à l'intérieur de la gauche que le mythe prospère mais dans l'ensemble de la société. C'est bien là que réside sa force et le problème qu'il pose à la politique d'Alfonsín.

Que la réaction à ces crimes soit morale ou sensible, elle est posée en termes politiques par l'ensemble des acteurs. Si la gauche tente de profiter des droits de l'Homme, comme l'affirme Novaro, le gouvernement tente de payer le moindre coût politique pour le pardon qu'il veut accorder aux militaires, comme ne le nie pas Novaro. Dans les deux cas, il s'agit bien d'une question politique, d'où l'intérêt de considérer une politique du sensible. Or, c'est bien cette dernière qui est radicale ou se radicalise dans la période que nous étudions (1983-1987), à mesure que se diffuse la connaissance précise des crimes contre des personnes vulnérables que la société considère habituellement de son devoir de protéger.

Il va de soi que nous n'avons pas découvert le poids de la victime innocente, puisque tous les auteurs le considèrent comme un problème, que ce soit pour dénoncer une instrumentalisation par la gauche (Marcos Novaro), pour remarquer des effets néfastes sur la gauche (Hugo Vezzetti, Horacio Tarcus), ou bien pour souligner la contradiction avec l'universalité des droits de l'Homme dans le discours humanitaire (Emilio Crenzel). Néanmoins tous semblent considérer par trop évident son effet social pour devoir le souligner et prendre la mesure de ses effets politiques : le rejet massif et durable des militaires. Or, à notre sens, Ernesto Sabato exprime bien le sentiment social dominant lorsqu'il insiste sur les enfants victimes du terrorisme d'Etat :

[...] le problème des petits [les enfants] est le plus émouvant parce que toutes les personnes adultes sommes coupables de quelque chose [alors que...] le petit est un absolu innocent et le crime atteint la limite de la condition humaine.¹⁰⁶⁸

Emilio Crenzel montre comment les familles des victimes et les organismes adoptent un récit qui extirpe toute implication politique des disparus. Cette histoire permet de confirmer, en ne

ANGEL, « Los conscriptos desaparecidos. El capítulo más sucio de la “guerra sucia” », *Madres de Plaza de Mayo*, mars 1985, pp. 8-9. Cette « hyper-victime » est aussi le moyen de dénoncer les mauvais traitements encore infligés dans le présent, voir *Madres de Plaza de Mayo*, mai 1985, pp.10-11.

¹⁰⁶⁷ Par exemple, Federico Lorenz rapporte un tract de 1989 de la UES (Unión Estudiantil Secundaria), le syndicat péroniste lycéen, qui rappelle que les adolescents de la Noches de los Lapices militaient dans le syndicat. « Ce n'est pas par hasard que les six compagnons qui NE SURVIVERENT PAS étaient de la UES. Il faut penser cela avec rage et orgueil. », tract reproduit dans Elizabeth JELIN et Federico LORENZ, *op.cit.*, p.122.

¹⁰⁶⁸ *Clarín* 27 janvier 1984, p. 10, Cité par E. CRENZEL, « La víctima inocente... », *op.cit.*, p.81.

la considérant pas comme une invention de l'alfonsinisme mais en la replaçant dans une chronologie plus longue, que la théorie des deux démons conditionne le récit sur la dénonciation des disparus et mène à les présenter toujours comme des innocents, c'est-à-dire sans lien avec les guérillas. Mais l'effet qu'il souligne est la contradiction entre l'universalisme des droits de l'Homme dans le discours humanitaire et la dépolitisation du récit historique. Autrement dit, il y aurait une certaine hypocrisie du discours humanitaire qui ne conçoit les victimes qu'à condition qu'elles soient désarmées, voire totalement dépolitisées, alors même qu'il revendique des droits universels. Certes, les militants disparus perdent leurs identités politiques, mais c'est encore une fois ne pas considérer le discours humanitaire dans toute sa dimension politique.

Car les effets du succès des droits de l'Homme sont ambivalents, et ne se résument certainement pas à une dépolitisation sous les auspices d'un heureux universalisme démocratique tel que le rêve Francis Fukuyama à la fin de la décennie. Les droits de l'Homme sont moins instrumentalisés par la gauche, comme l'affirme Novaro, qu'investis par des militants de gauche qui y découvrent un nouveau paradigme. Il ne s'agit plus de renverser l'ordre pour instaurer un monde meilleur, mais d'étendre sans fin les droits pour que ce monde soit acceptable, voire idéal.

Dans cette perspective, un film comme *La noche de los lapices* est moins dépolitisant qu'il n'y paraît. Il rend certes le passé incompréhensible et fait pratiquement table rase de l'histoire militante de la gauche armée, pour la transformer en une lutte pour un prix préférentiel lycéen dans les transports. Mais, ce faisant, il dépolitise moins qu'il ne fixe les aspirations et les formes du militantisme politique des années 1980. Obtenir de nouveaux droits par la manifestation de rue, les graffitis et certaines formes d'agitprop¹⁰⁶⁹, voilà le nouvel horizon et les méthodes du militantisme que propose *La noche de los lapices*. Que ces objectifs (l'extension de droits) et méthodes (non-violence) paraissent bien modestes pour une partie de la gauche, c'est une chose, mais ce n'est en rien dépolitisant. Que ceux qui l'ont conçu prennent des libertés avec le passé, cela n'a rien que de très commun, d'autant plus dans une lecture très politique du passé. La dilution des identités politiques des années 1970 est un recours, non seulement pour dénoncer les crimes des militaires, mais aussi pour fixer un patron des nouvelles formes de militantisme.

Ainsi vue, la « victime innocente », édifice central du discours des droits de l'Homme, ne dépolitise pas mais établit un militantisme en rupture avec celui des années 1970. Or, par

¹⁰⁶⁹ Dans le film, par exemple, une scène montre les jeunes militants qui projettent un film ludique de propagande qu'ils ont réalisé.

ailleurs, ce ne sont pas des organismes internationaux qui réalisent ce film (et encore moins des personnes de sensibilité de droite), ce sont précisément d'anciens militants de gauche des années 1970¹⁰⁷⁰. Ce ne sont pas des personnes ou des organismes qui auraient pour objectif une dépolitisation généralisée qui investissent les droits de l'Homme. Il y a certainement des organismes, surtout internationaux, qui ont tout intérêt à ce que la démocratie libérale se convertisse en horizon indépassable, et par là même restreindraient le champ du politique. Mais les droits de l'Homme sont aussi investis par la logique de l'extension sans fin des droits, porteuse d'une utopie qui ne dissone pas forcément des lendemains qui chantent, soit le mythe de la gauche traditionnelle.

c. Les *Mères* et la violence des fils

D'ailleurs, il est peut-être moins important pour nous de saisir les raisons qu'ont les partis de gauche de rallier le thème des droits de l'Homme au delà de l'évidence – sa popularité – que de, simplement, remarquer leur présence d'une part et, de l'autre, de suivre la radicalisation des *Mères*. En effet, celles-ci n'attendent pas que la gauche, intellectuelle ou partisane, se prononce sur la violence des années 1970, qu'elle a ou non prônée, pour effectuer leur propre analyse. Comme souvent chez les *Mères*, leur position se définit moins en fonction d'un objectif politique général que de questions qui surgissent au fur et à mesure des circonstances. A ce propos, Bruno Napoli et Fabián D'Aloisio remarquent que les *Mères* dédient, depuis le temps de la dictature, au moins deux heures de leurs réunions à discuter des informations parues sur elles dans les journaux et considèrent que :

Cette action de compiler les informations sur les actions des mères et les transmettre dans leurs bulletins, produit de ces réunions qu'elles maintiennent encore aujourd'hui, a eu une influence décisive sur leurs actions. Il y a une réflexion constante sur ce qui a été réalisé et la nouvelle action à réaliser. Ce ne sont pas des discussions théoriques ni une réflexion philosophique, mais une discussion impulsée par la consigne de répondre à la politique avec des actions publiques dans la rue. Et ce dialogue entre les faits réalisés et la réflexion pour une nouvelle action, a défini en partie non seulement des stratégies mais aussi des positions conjoncturelles et politiques devant les changements en dictature et en démocratie.¹⁰⁷¹

La violence supposée de leurs fils est totalement niée durant le régime militaire, essentiellement pour des raisons évidentes de sécurité pour des fils supposément emprisonnés.

¹⁰⁷⁰ La journaliste María Seoane, co-auteur du livre *La noche de los lapices*, était un cadre du PRT-ERP durant les années 1970. Le réalisateur du film, Héctor Olivera, avait réalisé *La Patagonia rebelde* (1974), film militant s'il en est, inspiré de l'enquête historique d'Osvaldo Bayer. Nous avons aussi vu que Pablo Diaz était membre de la Jeunesse Guévariste (dépendant du PRT-ERP) dans les années 1970 et membre du MTP durant les années 1980.

¹⁰⁷¹ B. NAPOLI et F. D'ALOISIO, *op.cit.*

Lorsqu'elles lient leurs fils disparus à un militantisme, il s'agit d'un « militantisme social »¹⁰⁷². Nom, prénom, âge et date de séquestration sont les seules informations pertinentes sur leurs fils. La situation change quelque peu avec le régime démocratique mais il reste hors de question de reconnaître une quelconque violence des fils, dans la mesure où le terrorisme des guérillas est officiellement présenté comme la cause première du terrorisme d'Etat. D'ailleurs, les familles de guérilleros notoires évitent toujours de se lier aux *Mères*. Néanmoins, elles se prononcent moins sur le fond de la question qu'elles ne brandissent un argument judiciaire imparable : personne ne peut affirmer que leurs fils, groupes ou individus, aient commis un délit, dans la mesure où aucune instance ne les a formellement accusés, et encore moins jugés. Si bien qu'elles sont toujours promptes à dénoncer comme calomnie toute implication ou suggestion qui lierait un disparu au terrorisme. Cependant, elles reconnaissent puis revendiquent un militantisme qui devient rapidement la cause centrale du massacre ou du « génocide ». Comme nous l'avons vu, dès 1984, les *Mères* insistent sur l'identité politique –« opposants à la dictature » - qui explique la disparition. Enfin, Hebe de Bonafini prend le problème à bras le corps et tâche de différencier théoriquement les violences politiques et soutient bientôt qu'il y a eu une violence légitime du Peuple en réponse à la violence institutionnelle¹⁰⁷³. Elle rejette bien évidemment le terme de terrorisme, qui est renvoyé exclusivement au terrorisme d'Etat ou para-étatique. Mais elle affirme puis revendique théoriquement la violence des fils. Ainsi, à l'orée de la scission des *Mères*, Hebe de Bonafini se place bien au-delà de la simple opposition au gouvernement, elle conteste la légitimité du monopole de la violence détenu par l'Etat. En ce sens, l'association des MPM ne peut guère se comprendre comme une organisation de défense des droits de l'Homme – qui rejette par principe toute violence – mais, paradoxalement, elle continue d'être l'organisme le plus emblématique du MDH. Plus encore, parallèlement à cette évolution de leur pensée sur la violence politique, la ligne de Hebe de Bonafini retrouve sa pleine légitimité au sein du MDH, grâce au discrédit croissant du gouvernement durant toute l'année 1986. La complexité de la position des *Mères* ne s'arrête pas là car, dans le même temps, elles affirment fermement leur soutien au régime démocratique. Il ne faudrait surtout pas croire que la revendication, toute théorique, de la violence des fils disparus mène les *Mères* à conspirer contre le régime. Tout au plus cette pensée ambivalente sur la violence mène-t-elle à légitimer les guérillas du passé

¹⁰⁷² *Ibid.*

¹⁰⁷³ La position de Hebe de Bonafini apparaît lors d'une réunion de l'association qui a lieu le 15 octobre 1985, Ulices Gorini restitue la teneur de celle-ci. Voir U. GORINI, *op.cit.*, p.403.

et, éventuellement, une résistance présente face à une injustice exercée par une institution¹⁰⁷⁴. Il ne s'agit aucunement d'appeler à renverser le gouvernement mais de revendiquer le militantisme de leurs fils, de manière très floue et redéfinie seulement en fonction des objectifs très généraux de la gauche, chrétiens et marxistes confondus dans les mêmes idéaux. Par rapport au régime démocratique, Hebe de Bonafini ne montre aucune ambiguïté dans son soutien. « Mais être avec la démocratie et rejeter la violence ne signifie pas accepter la “théorie des deux démons” apparemment devenue la thèse officielle. »¹⁰⁷⁵

Ainsi, l'association des Mères de la Place de Mai pourrait être définie, selon des catégories classiques, comme une organisation de gauche radicale dès le mitan des années 1980. Cependant, et c'est tout l'intérêt d'une histoire qui se moque des catégories classiques, les *Mères* – et Hebe de Bonafini au premier chef – représentent bel et bien la lutte pour les droits de l'Homme, tant au niveau national qu'international. Le paradoxe n'est qu'apparent entre la radicalité des *Mères* et les droits de l'Homme qu'elles représentent, car le pivot de leur radicalité n'est autre que l'application pleine et entière de la justice – revendication commune à l'ensemble des organisations de défense des droits de l'Homme – que le nouveau régime démocratique promet mais n'applique pas. En définitive, c'est l'application des droits de l'Homme – et son utopie de Justice pleine et entière – qui constitue une radicalité que les *Mères* représentent face à un régime timoré ou ambivalent sur la question. Néanmoins, il s'agit désormais de bien les distinguer du MDH dont elles sont, paradoxalement, l'organisation la plus emblématique. Car les MPM sont la seule organisation qui mène la logique de la radicalité des droits de l'Homme vers un rejet massif du capitalisme, dont les « militaires génocidaires » ne sont que le bras le plus violent. Le rejet du capitalisme est néanmoins assumé publiquement seulement graduellement, sans plus aucune ambiguïté en 1987¹⁰⁷⁶.

L'ambivalence du gouvernement, plus exactement d'Alfonsín, sur les droits de l'Homme ne doit pas faire oublier qu'il en est aussi le principal promoteur. Comme nous l'avons vu, si le MDH est le porteur historique, dans sa dénonciation des crimes de la dictature, des valeurs intrinsèques aux droits de l'Homme, l'acceptation de la vérité de ces crimes et, en réaction, l'adhésion de la société à ces mêmes valeurs doivent bien plus à la politique d'Alfonsín. Il n'y a cependant pas de véritable malentendu entre le MDH et

¹⁰⁷⁴ C'est la position que nous retrouvons durant *Semana Santa*, voir *infra*.

¹⁰⁷⁵ « Carta abierta al Dr. Raul Alfonsín », *Madres de Plaza de Mayo*, octobre 1985, p.3.

¹⁰⁷⁶ Voir, par exemple, Alberto GUILIS et Gabriel FERNANDEZ, « La izquierda hace su balance », *Madres de Plaza de Mayo*, octobre 1987, pp.4-8.

Alfonsín mais bien des moyens très différents d'obtenir un État de droit. Pour Alfonsín, la force du symbole que constitue le jugement des juntas dans un procès sans précédent suffit pour affirmer un nouvel ordre démocratique. La fiction de la Justice est, selon lui, pleinement rétablie de sorte que les Argentins peuvent à nouveau vivre en croyant à ce recours essentiel à l'État. Dans un discours offert devant un parterre de magistrats quelques jours après la sentence du Procès aux Juntas, Alfonsín expose sa conception du rôle du Pouvoir Judiciaire :

Le danger qui menace les libertés publiques, bien suprême de la démocratie, est la perte de confiance du peuple en la validité et l'efficacité des institutions. Cette confiance disparaît lorsque le jeu harmonique des institutions **n'apparaît pas compréhensible à l'entendement du peuple** et que ses droits, en dernière instance, ne sont pas protégés. [...]

Le grand objectif de la justice, résumait Tocqueville, est de **substituer l'idée du droit à l'idée de la violence**, en plaçant des intermédiaires entre le gouvernement et l'emploi de la force matérielle.¹⁰⁷⁷

Pour Alfonsín, ce qui importe est que le peuple croie aux institutions, afin que l'*idée* – et non l'expérience ou la réalité – de justice s'impose. Dans cette logique, l'impunité des centaines de personnes désignées par l'enquête de la CONADEP est une question sans conséquence pratique, à condition que ceux-ci n'occupent pas le devant de la scène médiatique, d'où l'importance de ne pas publier leurs noms. Sur la scène du théâtre d'Alfonsín, il suffit que le projecteur soit focalisé sur les grandes messes de Vérité (CONADEP) et de Justice (Procès aux Juntas) pour que le pays tourne définitivement la page de l'impunité. En revanche, pour le MDH, l'impunité du moindre coupable invalide le principe de justice – jamais conçu comme une fiction – et, donc, construit une Démocratie non viable sur des fondements viciés. Chacun est dans son rôle, pourrions-nous dire, et la logique de l'État, grand artificier des fictions nécessaires à la communauté, s'affronte à celle de l'utopie d'une justice pleine et entière portée par le MDH. Le problème d'Alfonsín est qu'il a rendu audible et légitime une utopie qu'il n'a jamais eu l'intention de porter. Or, celle-ci porte désormais un projet pour un très grand nombre d'Argentins, de sorte qu'il ne peut plus l'abandonner sans payer un fort coût politique. Ses atermoiements durant toute l'année 1986 n'y changent rien car tous les autres acteurs impliqués ont aussi très bien compris les données du problème, de sorte que partis politiques, magistrats, militaires et MDH lui renvoient la responsabilité de trancher – chacun comprenant qu'il cherche à leur laisser la facture¹⁰⁷⁸.

¹⁰⁷⁷ *Discours présidentiels*, 5 décembre 1985, à l'occasion du dîner annuel de gala du Pouvoir Judiciaire. C'est nous qui soulignons.

¹⁰⁷⁸ Nous insistons sur cette expression du « coût politique » car elle est très souvent utilisée par les contemporains. Il faut l'entendre comme un synonyme, à la fois, de responsabilité et des conséquences électorales des décisions.

5. Le *Pañuelazo*

Les *Mères* sont présentes dans les grandes manifestations des jours de crise de *Semana Santa*, mais restent méfiantes envers le gouvernement qu'elles rendent responsable de la crise et soupçonnent de passer dans le camp des militaires :

Les événements de CORDOBA sont la conséquence de la négociation permissive du Gouvernement face aux exigences des Forces Armées.

Nous exigeons, aujourd'hui comme hier, PRISON AUX GÉNOCIDAIRES pour garantir le respect de la vie de tous les citoyens.

Le Peuple sera avec le Gouvernement tant que celui-ci agira avec fermeté et décision devant les faits consommés.

Le peuple sera avec le Gouvernement tant que le Gouvernement montre qu'il est avec le peuple.¹⁰⁷⁹

Le 21 avril, soit deux jours après la fin de la sédition militaire, le communiqué des *Mères* adopte un ton franchement insurrectionnel, avec un appel à la CGT pour qu'elle déclare la grève générale :

Nous appelons la Confédération Générale du Travail dans ce moment crucial.

La réponse militaire est en accord avec la capitulation du Gouvernement.

Aujourd'hui le peuple, qui sait quel est son camp, doit empêcher l'avancée des génocidaires ; en conséquence, nous demandons à la CGT de déclarer une grève générale immédiate.¹⁰⁸⁰

Rappelons que la centrale syndicale avait effectivement appelé le samedi à une grève générale et illimitée à partir du lundi 20 avril, mais avait annulé la mesure le dimanche suite à la reddition des militaires insurgés. Cependant, pour les *Mères*, ainsi que pour une partie de la gauche et du MDH, les *carapintadas* ont déposé les armes non pas en signe de reddition mais en vertu d'un pacte avec Alfonsín qui est compris comme une trahison¹⁰⁸¹. Cependant, la tonalité générale du numéro du périodique des MPM qui suit *Semana Santa* n'est en rien celle de la surprise indignée mais celle de la confirmation des desseins antérieurs du gouvernement. Face à cette « capitulation d'Alfonsín », comme le titre l'article qui analyse les événements¹⁰⁸², il y a la « barrière contre l'impunité »¹⁰⁸³ levée par les *Mères*. Celle-ci prend la forme d'une nouvelle manifestation qui utilise les recours symboliques et visuels que les MPM brandissent depuis au moins le *Siluetazo* en les renouvelant sans cesse.

Cette fois, les *Mères* fêtent leurs dix ans d'existence le 30 avril 1987, avec des « milliers de foulards blancs, venus du monde entier en témoignage de la reconnaissance

¹⁰⁷⁹ Communiqué de l'Association des Mères de la Place de Mai du 16 avril 1987, *Madres de Plaza de Mayo*, mai 1987, p.15. Les majuscules sont originales.

¹⁰⁸⁰ *Ibid.*, p.14.

¹⁰⁸¹ Editorial « Algún día la dignidad entrará en la Rosada », *Madres de Plaza de Mayo*, mai 1987, p. 3.

¹⁰⁸² Alberto GUILIS, « La capitulación de Alfonsín », *Madres de Plaza de Mayo*, mai 1987 pp.2-5.

¹⁰⁸³ *Ibid.*, p.5.

internationale de la geste des Mères »¹⁰⁸⁴ qui sont noués ensemble pour former une « haie ondoyante » qui encercle la Casa Rosada. L'image obtenue incarne une image antérieure, celle-ci dessinée, qui symbolise les *Mères* qui encerclent l'impunité du criminel.

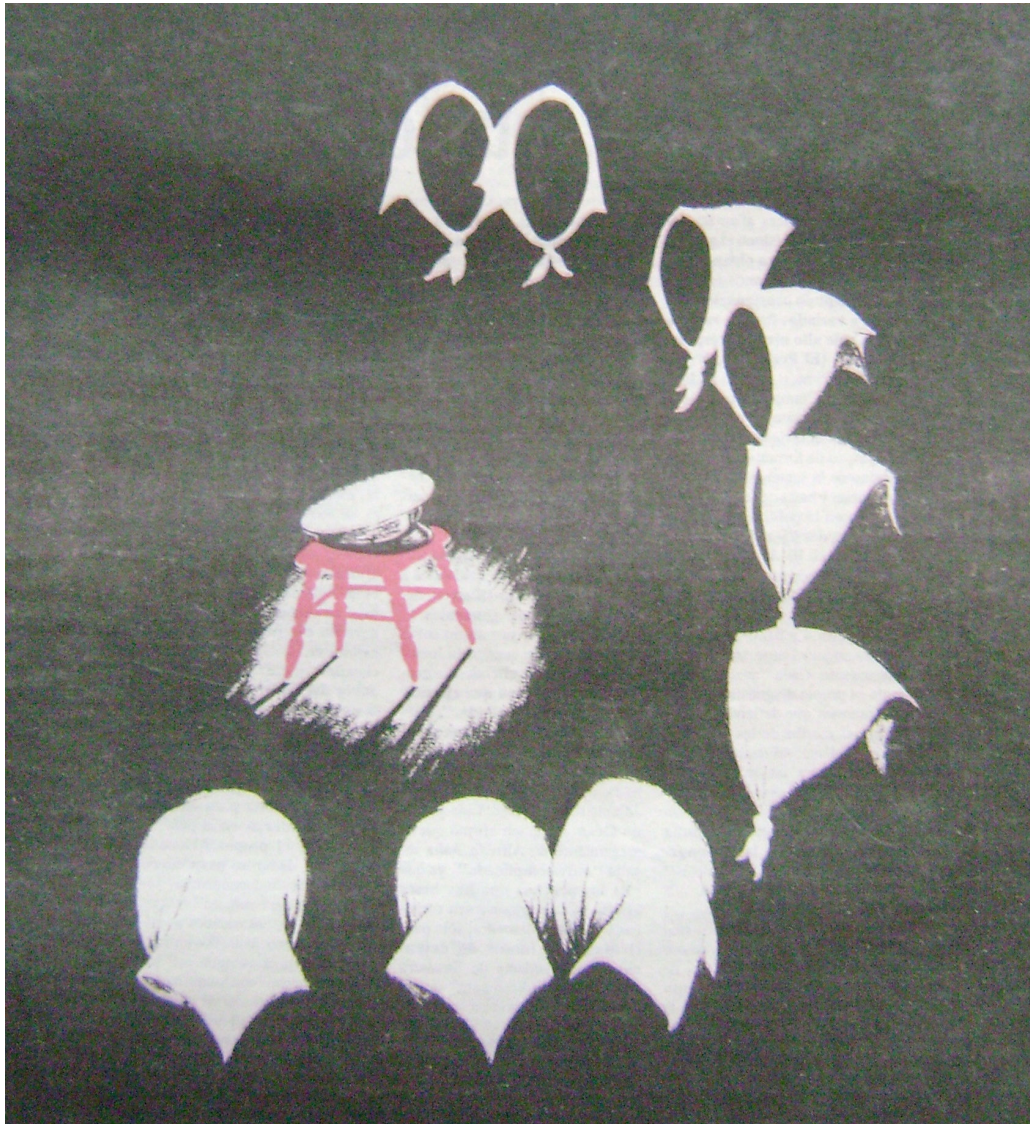


Figure 15 Couverture du mensuel *Madres de Plaza de Mayo*, janvier 1986 (c'est nous qui coupons)

¹⁰⁸⁴ Monica VERARDI, « Una barrera contra la impunidad », *Madres de Plaza de Mayo*, Mai 1987, p.10.



Figure 16 Couverture du mensuel *Madres de Plaza de Mayo*, mai 1987 (c'est nous qui coupons)

La campagne pour recevoir des foulards de tout le pays et du monde entier a été lancée par les MPM en janvier 1987¹⁰⁸⁵, en réaction à la promulgation de la loi de *Punto Final*. Le principe est que les foulards blancs, sur lesquels est inscrite la consigne « Prison pour les génocidaires », soient signés par les personnes qui y adhèrent. Ainsi, pendant plus de trois mois, l'organisme reçoit les foulards que les Mères brandissent le jour de la manifestation, de manière à montrer le soutien, national et international, dont elles bénéficient. Depuis les *Siluetazos* de 1983, les campagnes de sensibilisation orchestrées par les Mères utilisent le même critère de création, qui est la simplicité pour que tout un chacun puisse participer. Les résultats sont des œuvres collectives qui ont un fort impact visuel et qui peuvent être aisément reproduites. Ainsi, dans le même temps que se scelle l'impunité pour la plupart des tortionnaires de la dictature entre 1983 et 1987, la résistance à cette même impunité adopte des canons stables : la participation plus ou moins massive et le recours visuel, à l'intérieur desquels se renouvelle chaque année une créativité qui lie les réclamations permanentes au contexte présent. Ces canons sont transmis à la génération suivante de militants qui apparaît au milieu des années 1990, dont l'expression la plus spectaculaire est HIJOS¹⁰⁸⁶.

¹⁰⁸⁵ *Madres de Plaza de Mayo*, février 1987, p. 17.

¹⁰⁸⁶ HIJOS a néanmoins tendance à spécialiser les tâches spécifiquement artistiques, qui sont réalisées essentiellement par les groupes d'artistes GAC et Etcetera. Le premier réalise les panneaux de signalisation avec le terme « génocidaire » tandis que le second, plus inspiré du théâtre, met en scène les personnages dénoncés durant le *scratch* proprement dit.

Conclusion

Entre 1982 et 1987, l'Argentine connaît un changement culturel majeur qui installe durablement le thème des droits de l'Homme, essentiellement sous le prisme des disparus, dans la conscience des Argentins. Ce changement a été impulsé par Alfonsín, membre fondateur de l'APDH, qui a repris à son compte la lutte menée par les organismes du MDH depuis au moins 1977. L'objectif du président était de donner un fondement culturel au nouveau régime démocratique de sorte que les citoyens valorisent la Démocratie comme rempart contre la barbarie et le règne de l'arbitraire, apanages de la dictature précédente. En ce sens, le peuple de *Semana Santa* donne la mesure du succès obtenu. Néanmoins la conception de la justice de l'homme d'État – comme fiction nécessaire à la communauté – rencontre rapidement celle, très différente, portée par la plupart des organismes qui composent le MDH. Dès lors, l'*idée* de justice s'oppose à la *réalité* de la justice ; la scène du procès aux juntas est contrecarrée par l'impunité des centaines d'officiers tortionnaires. Mais, tout le paradoxe du changement culturel est là, l'impunité est insupportable parce que la scène du procès a eu lieu.

En avril 1987, le peuple argentin surgit pour défendre le régime démocratique, en réaction à l'horreur que représentent les militaires au pouvoir. Cette horreur a, en sus ou au-delà des millions d'expériences personnelles vécues durant la dictature, une représentation construite par un certain nombre d'éléments qui identifient les militaires à l'abjection. Ce sentiment est une réaction aux biais sur lesquels s'est construite la représentation de la dictature, en particulier la « victime innocente ». Ce mythe, dénoncé parce qu'il ne représenterait qu'une infime minorité des victimes de la dictature, ou parce qu'il dépolitiserait le passé, est un récit d'une puissance rarement soulignée. Le mythe s'est construit durant la dictature, comme un recours pour dénoncer le régime dans des conditions de très forte censure mais il a aussi prospéré dans le nouveau régime démocratique qui responsabilisait nombre des victimes en tant que membres des guérillas. De sorte que les victimes survivantes et les dénonciateurs de la dictature ont adopté le prisme de la victime insoupçonnée de militantisme armé. Ce prisme, devenu mythe – en tant que récit dont la réalité historique n'est pas le facteur déterminant –, a certainement oblitéré une grande partie des réalités de la répression durant la dictature et du passé en général. En particulier, l'histoire du militantisme de gauche s'est vue amputée de son expérience armée et de toutes les problématiques qui lui sont liées. Pour autant, loin d'avoir dépolitisé le passé dans une tentative de dépolitiser le présent, le « mythe de la victime innocente » a fixé les patrons du militantisme,

essentiellement de gauche, des années 1980. Il a, entre autres, été un moyen de transmission du militantisme d'une génération à une autre, dont le lien avait été brutalement coupé par la dictature. Que cette transmission se soit faite au détriment de grands pans de la réalité n'est pas, insistons sur ce point, une dépolitisation.

Au-delà du militantisme, le « mythe de la victime innocente » a provoqué dans la société un rejet massif de la dictature, et des militaires en général, désormais associée à l'abjection. L'intransigeance avec cette dernière est la seule attitude acceptable pour la grande majorité des citoyens. En ce sens, ces derniers montrent une remarquable constance. Electoralement, cela s'exprime dès les élections de septembre 1987, dans lesquelles l'UCR connaît une première déroute, qui est en partie interprétée comme une condamnation de la loi d'*Obedencia Debida* perçue comme un accord avec les militaires soulevés. Par la suite, il n'existe pas un seul sondage d'opinion qui montre une acceptation de l'impunité pour les crimes commis durant la dictature¹⁰⁸⁷. De sorte que l'accord entre radicaux et péronistes sur la question, incarné par Alfonsín et Cafiero sur le balcon de la Casa Rosada le dimanche de *Semana Santa*, peut facilement être considéré comme un pacte politique contre une opinion majoritaire, voire contre le peuple de la Place de Mai.

La durabilité, avec bien sûr des variantes dans le temps (le sujet n'est pas toujours primordial), du thème des droits de l'Homme et l'intransigeance face aux militaires qui les ont violés, ne peut pas se comprendre sans la culture qui l'a installé dans la société. Ce sont des produits culturels concrets, certains qui émanent de l'Etat, d'autres du MDH, qui ont forgé une conscience sociale de rejet de la dictature, dont le principal bénéficiaire a été le régime démocratique.

¹⁰⁸⁷ Oscar LANDI et Inés GONZALEZ BOMBAL, « Los derechos en la cultura política », dans Carlos ACUÑA et al., *Juicio, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 272 pages, pp.147-192. Ces sondages mettent en évidence une constante source de légitimité politique. Les hommes d'Etat ont soigneusement évité de puiser à cette source avant la grande crise de 2001, l'*Argentinazo*, souvent présentée comme la faillite de l'Etat argentin. La reconstruction de ce dernier s'est en grande partie effectuée grâce à la légitimité que la Justice a recouvrée par l'annulation des « lois d'impunité » voulue par Nestor Kirchner. Cela confirme la constance (1987-2004) de l'opinion publique sur ce thème.

CONCLUSION

La trahison d'une promesse tenue

Nous nous demandions en introduction comment une promesse électorale tenue avait pu provoquer de la « déception », et souvent être interprétée comme une « trahison ». Le projet d'Alfonsín, annoncé durant la campagne de 1983, prévoyait de traiter le lourd passif des militaires dans le cadre du nouveau régime démocratique en distinguant trois catégories selon un critère de *niveaux de responsabilité* : les chefs qui avaient décidé du massacre, ceux qui avaient obéi aux ordres et ceux qui auraient commis des excès dans l'application des ordres. Nous avons vu que cette approche avait été perçue comme courageuse et progressiste en 1983, mais qu'elle a progressivement dérivé sur un échiquier politique changeant au compas d'une transformation culturelle qui rendait les modalités du massacre politique abjectes pour le *sens commun*. Obéir ne suffisait plus pour innocenter quiconque de l'horreur. Pour banal que soit le mal, il n'était plus acceptable. Ainsi, le concept d'une *obéissance due* apparaissait comme une argutie juridique visant à défendre des criminels. Ce n'est toutefois pas dans ce processus de changement culturel, que nous avons daté entre 1983 et 1986, que peut se comprendre un sentiment de trahison. Celle-ci est brusque et précisément datée au dimanche 19 avril 1987. Il n'est pas reproché à Alfonsín d'avoir trahi en 1987 sa parole de 1983, comme il fait mine de le croire –et, donc, de s'en offusquer à juste titre –, mais d'avoir abandonné les possibilités ouvertes par la mobilisation populaire initiée le jeudi 16 avril 1987. La mobilisation a ouvert le champ des attentes qui ont été déçues par les décisions politiques. S'il a trahi, ce n'est pas une promesse mais une volonté inexprimée ou, du moins, inarticulée dans le brouhaha du peuple. Le sentiment de déception provient de l'espoir déçu de le voir articuler cette volonté. Le sentiment de trahison réside dans la distance, conçue par chacun différemment, entre la volonté inexprimée et les décisions censées donner voix à cette volonté. Ainsi, l'application de la promesse de 1983 peut être comprise comme la négation radicale de cette voix d'avril 1987 : la mobilisation populaire ne changeait en rien le projet du président.

Il serait cependant faux de considérer que le président se soit abstenu de la participation des autres acteurs pour imposer sa volonté. Tout au contraire, nous l'avons vu, la presque totalité des corps constitués sont invités à signer un document qui ratifie le concept des *niveaux de responsabilité* qui implique celui d'*obéissance due*. Cet *acta de compromiso democrático* est même rédigé en association avec les péronistes rénovateurs, principaux rivaux des radicaux au pouvoir. Mais loin de remettre en question la distance que nous signalions, entre l'inexprimé du peuple et la voix du représentant du Peuple, la signature des

« dirigeants et représentants de toutes les forces politiques et sociales »¹⁰⁸⁸ accentue la brèche au sein du système de représentativité. Du moins, ce jour-là, la plupart des dirigeants et représentants adoptent une opinion très minoritaire chez les représentés.

Le peuple

Le peuple reste un objet complexe à saisir, qui ne se résume jamais à la somme des acteurs identifiables (personnalités ou groupes). Ces derniers nous ont toutefois permis une première approche. Par exemple, la concorde des partis politique est tout à la fois, un facteur qui permet l'émergence du peuple et une représentation de son unité. Mais une approche qui se limiterait aux corps constitués censés représenter le peuple, conclurait probablement que la concorde entre eux permet et suffit pour qu'apparaisse le souverain de la modernité politique. Or, tout au plus aurait-elle fait la somme de plusieurs ensembles. Aussi, en définitive, elle tendrait même à prouver l'inverse de ce à quoi elle aspirait, puisqu'elle analyserait toujours des partis et non l'ensemble. Pour aborder le peuple, un principe unificateur de celui-ci doit être identifié. Dans le cas de notre étude, nous avons vu que le peuple se mobilise contre l'abjection que représente la dernière dictature et, par extension, à tout retour à ce passé associé aux militaires. Aussi, avons-nous tâché de comprendre comment la dictature est devenue synonyme d'abjection, recherche pour laquelle l'historiographie de la mémoire possède des outils.

Ainsi, nous avons montré comment la mémoire portée par un secteur –le Mouvement des Droits de l'Homme – qui, pour différentes raisons, représente les victimes de la dictature s'est diffusée dans l'ensemble de la société argentine. Cette diffusion et appropriation se sont essentiellement réalisées sous l'impulsion de l'Etat dirigé par le gouvernement de Raúl Alfonsín. Cela a permis à ce dernier d'asseoir la légitimité du nouveau régime démocratique, en opposition à l'abjection du régime précédent. Entre autres, cette nouvelle culture obstrue durablement la possibilité d'un retour des militaires au pouvoir, mettant fin à un cycle politique ouvert cinquante plus tôt. Cependant, pour le gouvernement, écarter les militaires comme acteur central du jeu politique suffit amplement à ses objectifs, d'autant que dans l'opération la Justice s'affirme comme institution légitime de recours pour la société –c'est-à-dire essentiellement comme une fiction qui repose sur un consensus fort –, conformément à la Démocratie souhaitée. Cependant la justice et, à plus forte raison, la notion des droits de l'Homme, s'accordent mal avec ces objectifs politiques d'affermissement de l'Etat, comme

¹⁰⁸⁸ Selon les termes de l'acte.

organisateur de fictions nécessaires à la communauté. Concrètement, la scène du Procès aux juntas militaires suffit au gouvernement pour affirmer la différence de nature entre le régime démocratique et la dictature. Alors que pour la justice, selon un principe d'égalité devant elle, ce procès ouvre les procédures contre tous ceux qui ont participé aux crimes dont elle a eu connaissance. Par ailleurs, cette même scène du Procès a diffusé dans la société la connaissance, dans le détail, des crimes dont il est question et, en réaction, affirme une culture des droits de l'Homme. Or, cette dernière ne peut être qu'intransigeante face aux crimes et, par extension, aux militaires. La mobilisation du peuple durant *Semana Santa* est l'expression de cette intransigeance populaire.

Des acteurs échappent cependant à cette mémoire et, donc, se différencient du peuple qui se trouve dans la Rue durant *Semana Santa*. Outre les militaires qui, nous l'avons vu, ont une toute autre interprétation des faits et portent une mémoire opposée à celle du peuple, nous voudrions brièvement aborder deux acteurs exclus du développement de notre thèse précisément pour être étrangers à cette mémoire : l'Eglise catholique et le patronat.

L'Eglise

La mémoire de l'Eglise disjointe de celle du peuple pourrait s'illustrer par le choix du Pape de ne pas rencontrer le Mouvement des Droits l'Homme¹⁰⁸⁹ durant sa visite une semaine avant *Semana Santa*. En effet, ce choix ratifie une position de l'Eglise qui la place hors du processus qui, nous l'avons vu, permet à la voix du MDH d'occuper une place centrale dans l'Argentine des années 1980, quand bien même le MDH serait lui-même relativement marginalisé. Néanmoins, la position de l'Eglise est complexe et ne peut se résumer à une simple séparation du reste de la société, ce qui serait absurde étant donné le profond ancrage du catholicisme en Argentine. De même, l'Eglise catholique argentine ne se réduit pas à la commode conception, courante dans la littérature de gauche et progressiste, qui oppose une communauté des croyants humaniste à une hiérarchie foncièrement réactionnaire. Néanmoins, il intéresse moins à notre travail de nuancer ce jugement, que de comprendre pourquoi il trouve un large écho. Ce qui nous intéresse est d'ailleurs moins d'établir dans le détail comment se construit cette perception de l'épiscopat argentin que de montrer comment celui-ci réagit durant *Semana Santa*, en partie du fait de son image négative attachée à la dictature. Nous ne pouvons cependant pas faire l'économie d'une brève mise en contexte qui explique à

¹⁰⁸⁹ La Razón, « No recibirá a los organismos de derechos humanos », *La Razón*, 7 avril 1987.

la fois l'image sociale de la hiérarchie ecclésiastique et la position officielle de l'Eglise durant la crise.

D'une part, les victimes de la dictature n'ont reçu aucun soutien institutionnel de l'Eglise, à la différence des autres pays du Cône sud, particulièrement du Chili souvent cité en contraste. Plus grave encore, des membres du clergé ont directement collaboré avec la répression, y compris avec la torture. D'autre part, parmi les autorités ecclésiastiques, celles qui ont soutenu ouvertement la dictature l'ont souvent fait sans équivoque, de manière très publique. De sorte que, quand bien même elles n'ont été que des expressions minoritaires à l'intérieur d'une institution aux positions plus mesurées et distantes¹⁰⁹⁰, elles n'en ont pas moins occupé le devant de la scène médiatique. Par conséquent, l'association entre le haut clergé argentin et le régime militaire est bien établie dans les représentations sociales dominantes.

La difficulté pour aborder la position de l'Eglise par rapport à la répression mise en œuvre par le régime militaire provient de sa division interne. Pour résumer,

L'existence au sein de l'institution d'aumôniers militaires qui réconfortaient spirituellement les bourreaux dans les camps de concentration de la dictature d'une part et, de l'autre, de centaines de prêtres, religieux et laïques qui vinrent augmenter le nombre de victimes de la répression illégale est révélateur de la complexité du problème et de la profondeur de cette crise interne.¹⁰⁹¹

Mais le soutien d'une partie du clergé à la dictature ne se cantonne pas à l'obscurité des camps de concentration, de nombreux prélats se sont déclaré ouvertement en faveur du régime militaire. Emilio Mignone, père d'une disparue et fondateur du CELS, dans un ouvrage publié en 1987, recense une série de positions prises publiquement par un certain nombre d'évêques durant la dictature et les premières années du gouvernement démocratique¹⁰⁹². Il dénonce aussi le caractère foncièrement anti-démocratique des traditionalistes, par exemple avec cette citation du prélat Daniel Armando Zaffaroni qui explique que :

¹⁰⁹⁰ Durant les années 1970, la hiérarchie ecclésiastique se divise en trois courants principaux. Un secteur peut être identifié à la théologie de la Libération, il est regroupé dans le *Movimiento de Sacerdotes para el Tercer Mundo* (MSTM) qui attire près de 10% du clergé argentin à la fin des années soixante. Les traditionalistes représentent un autre secteur, minoritaire mais très actif, qui se retrouve en diapason avec la dictature, à laquelle elle offre un soutien ferme. Enfin, la grande majorité de la hiérarchie est conservatrice mais s'allie de fait souvent avec les traditionalistes, essentiellement par réaction au MSTM. Voir Martín OBREGON, « La Iglesia argentina durante la última dictadura militar El terror desplegado sobre el campo católico (1976-1983) », [En ligne], Anne PEROTIN-DUMONT (dir.), <http://www.historizarelpasadovivo.cl/download/obregon.pdf>, (consulté le 20 octobre 2012). 2007,

¹⁰⁹¹ Ibid.

¹⁰⁹² Emilio MIGNONE, *Iglesia y dictadura. El papel de la Iglesia a la luz de sus relaciones con el régimen militar*, Buenos Aires, Ed. Colihue, 2006 (1987), 270 pages.

La démocratie est le gouvernement du peuple, de sorte que, si le peuple n'est pas mûr pour gouverner, la démocratie fait du peuple l'artisan de son propre malheur. Il ne faut pas oublier que, ici et dans d'autres pays, la subversion est née lors de gouvernements démocratiques¹⁰⁹³.

De plus, l'attitude très conciliante de la hiérarchie ecclésiastique face aux juntas militaires contraste fortement avec celle, bien plus combative, face au gouvernement d'Alfonsín. En particulier, l'évêque de Mercedes Emilio Ogñénovich, qui préside le Secrétariat pour la Famille à l'intérieur de la *Conferencia Episcopal Argentina* (CEA)¹⁰⁹⁴, mène une croisade contre l'adoption d'une loi du divorce dès 1983 et jusqu'en mai 1987 lorsqu'elle est enfin adoptée par le Sénat (après pas moins de dix propositions de loi)¹⁰⁹⁵.

Toutefois, pendant *Semana Santa*, la hiérarchie ecclésiastique se présente en soutien des décisions populaires et des lois, ce qui constitue la position officielle de l'Eglise depuis l'avènement du nouveau régime démocratique. Le CEA tarde néanmoins jusqu'au samedi 18 avril 1987 pour se prononcer :

Nous disions, le 7 mai 1977 « la loi est le refuge et la protection des faibles et des dépossédés, et le mètre pour mesurer les agissements de tous » et le 8 mai 1981 « la majorité a le droit de gouverner et de décider la direction politique de la Nation, l'opposition et la dissension doivent être constructives ».¹⁰⁹⁶

Ce communiqué est intéressant en ce qu'il cite des textes antérieurs. Cela ne peut se comprendre que par la volonté de l'Eglise, et singulièrement du haut clergé, de se défaire de son image de collaboratrice du régime militaire, sans quoi il eut suffi de condamner la sédition militaire. Les plus hautes autorités de l'Eglise, critiquées pour leurs positions pour le moins ambiguës durant la dictature, n'entreprennent aucune autocritique mais cherchent à prouver qu'elles ont exercé une critique de la dictature¹⁰⁹⁷. Cette stratégie est confirmée par Jean-Paul II qui, lors de sa visite, revendique l'action des autorités ecclésiastiques durant la dictature. Pour cela, il invoque de « sévères documents [de l'Eglise argentine] condamnant cette violence et invitant à la réconciliation »¹⁰⁹⁸, ainsi que « l'abnégation de gestions qui sauvèrent des vies, témoignant ainsi des exigences de l'Evangile »¹⁰⁹⁹. Cette évocation de

¹⁰⁹³ *Ibid*, p.45

¹⁰⁹⁴ Il s'agit de l'organisme qui définit la position officielle de l'Eglise argentine.

¹⁰⁹⁵ Mariano D. FABRIS, « La Iglesia Católica y el Retorno Democrático Un análisis del conflicto político-eclesiástico en relación a la sanción del divorcio vincular en Argentina », *Coletâneas Do Nosso Tempo*, An VII, Volume 8, N° 8, 2008, p. 31-53, [En ligne], <http://200.129.241.94/index.php/coletaneas/article/view/68/28>, (consulté le 23 octobre 2012).

¹⁰⁹⁶ Clarín, « La Iglesia pidió a rebeldes que depongan su actitud », *Clarín*, 19 avril 1987.

¹⁰⁹⁷ Par ailleurs, les documents que le CEA invoque sans cesse pour prouver sa position critique face au régime militaire ont été soigneusement expurgés, comme l'a démontré Horacio VERBITSKY, *Doble Juego : la Argentina católica y militar*, Buenos Aires, Ed. Debolsillo, 2007, 448 pages.

¹⁰⁹⁸ « Dios conoce vuestra fidelidad », *La Razón*, 13 avril 1987.

¹⁰⁹⁹ *Ibid*.

documents apparemment secrets et de démarches toutes aussi discrètes permet d'éluder les plus sévères critiques qui pèsent sur l'Église argentine, précisément sur ses positions publiques ou ses silences face à la répression. Il s'agit de la stratégie de l'Eglise durant toute la décennie, qui refait surface durant *Semana Santa* : ne pas apparaître ennemi du nouveau régime démocratique sans remettre en cause sa position durant le régime antérieur.

Le patronat

Comme pour l'épiscopat, la perception très répandue d'une accointance entre le milieu des affaires et la dictature militaire repose sur des réalités bien établies :

Les entrepreneurs aussi collaborèrent et coopèrent avec nous. Notre ministre de l'Économie, Alfredo Martínez de Hoz, était un homme connu de la communauté entrepreneuriale argentine et il y avait une bonne entente et de bons rapports. Il eut certes quelques frottements, comme il y en a toujours car chacun défend ses intérêts. Mais, en général, ce fut une bonne relation¹¹⁰⁰.

Le récent témoignage de l'ancien dictateur Jorge Videla ne fait que confirmer une évidence, à savoir que parmi les bénéficiaires du régime militaire se trouvaient les grands patrons. D'une part, durant les années qui précèdent le coup d'État, ces derniers furent physiquement menacés par de nombreuses séquestrations réalisées par les partis de gauche armés qui obtenaient ainsi des fonds, de meilleures conditions pour les travailleurs et, supposément, la sympathie de ceux-ci. D'autre part, la dictature a immédiatement interdit toute activité syndicale, de sorte que le patronat avait toute latitude pour étendre ses marges de bénéfices, du moins dans les industries demandant de la main d'œuvre. Il faut cependant rappeler que le régime militaire a aussi agi de manière discrétionnaire dans des affaires économiques, en faveur d'entrepreneurs et au détriment d'autres¹¹⁰¹. De plus, l'attitude du patronat a été fluctuante durant la dictature et, à partir de 1979, une partie du patronat industriel a critiqué

¹¹⁰⁰ Ricardo ANGOSO, « No salimos a cazar pajaritos, sino al terrorismo y a los subversivos », *Cambio 16 Diario Digital*, 4 mars 2012, [En ligne], http://cambio16.es/not/1344/_ldquo_no_salimos_a_cazar_pajaritos_sino_al_terrorismo_y_a_los_subversivos_rdquo_/ (consulté le 5 décembre 2012).

¹¹⁰¹ Nous avons, par exemple, vu comment le « groupe Graiver » a été démantelé au bénéfice, entre autres, des principaux journaux (*Clarín*, *La Nación* et *La Razón*). Ce cas n'est pas isolé, des enquêtes officielles sont en cours pour déterminer s'il y eut spoliation de biens dans plus de six cent entreprises durant la dictature, voir <http://tiempo.infonews.com/notas/dictadura-militar-despojo-604-empresarios-de-todos-sus-bienes> (consulté le 2/07/2012). Le ministre de l'Économie du régime militaire, Martínez de Hoz, est d'ailleurs aujourd'hui en détention à domicile, dans l'attente d'un procès pour lequel il comparait comme accusé d'avoir fait séquestrer plusieurs entrepreneurs dans le cadre de ses activités ministérielles. L'enquête porte principalement sur la détention « légale » (par décret) de Federico et Miguel Gutheim, une détention supposément souhaitée par Martínez de Hoz afin de renégocier des accords commerciaux avec Hong Kong. Voir <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/subnotas/1-46499-2010-04-28.html> (consulté le 2/07/2012)

sévèrement la politique économique menée par Martínez de Hoz¹¹⁰², bientôt rejoint par les grands propriétaires terriens¹¹⁰³. En 1983, le grand patronat est scindé entre au moins deux organisations avec le CEA (Consejo Empresario Argentino)¹¹⁰⁴ qui soutient encore le régime militaire d'une part et, de l'autre, la formation de l'informel « Groupe des 9 », qui réunit des chefs de grandes entreprises et se prononce en faveur du régime démocratique¹¹⁰⁵. Il est donc réducteur d'aborder le patronat de manière homogène. Mais, face à cette réalité complexe, la perception d'un patronat meilleur allié de la dictature est très communément partagée dans la société argentine, aujourd'hui comme en 1987. De sorte que le patronat se montre en général assez soucieux d'apparaître comme un soutien ferme du régime démocratique, pour ne pas s'aliéner totalement une opinion publique suspicieuse à son encontre. Dans le même temps, il cherche globalement à obtenir du nouveau régime qu'il poursuive la politique économique libérale initiée en 1976, mais avec plus de légitimité et une concertation avec les autres acteurs sociaux¹¹⁰⁶.

Durant *Semana Santa*, les organisations patronales se sont prononcées unanimement en défense du régime constitutionnel et, dans le même temps, elles ont tâché de profiter de la crise au mieux de leurs intérêts. Ainsi, outre l'« Acte d'Engagement Démocratique » qu'elles signèrent à l'unisson, une partie d'entre elles se sont réunies avec la CGT, sous l'impulsion du gouvernement, afin de signer un accord plus spécifique que le seul soutien au régime démocratique. En effet, durant la crise, le ministre de l'Economie Juan Vital Sourrouille cherche à concrétiser un accord tripartite (gouvernement, patronat, syndicat), à travers une série de réunions, convoquées le 16 et 17 avril 1987 (jeudi et vendredi de la crise) auxquelles sont conviés des représentants de différents secteurs patronaux et de la CGT¹¹⁰⁷. Néanmoins,

¹¹⁰² En 1979, la UIA (Unión Industrial Argentina, une de plus anciennes organisations patronales) estime que la politique économique du régime mène à la désintégration de l'activité productrice du pays. Eugenia ARUGUETE, « Lucha política y conflicto de clases en la posdictadura. Límites a la constitución de alianzas policasistas durante la administración Alfonsín », dans A. PUCCIARELLI (coord.), *op.cit.*, p.416.

¹¹⁰³ La Sociedad Rural (qui représente les intérêts des plus grands propriétaires du pays) et la Conferaciones Rurales Argentinas (organisation qui regroupe des propriétaires de moindre envergure) critiquaient l'inflation et la hausse des coûts financiers dès la fin de 1979, voir *ibid.*

¹¹⁰⁴ *Ibid.* Martínez de Hoz présidait cette entité très sélective jusqu'au coup d'Etat et sa nomination au ministère de l'Economie.

¹¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 416 et 417.

¹¹⁰⁶ *Ibid.*

¹¹⁰⁷ Il s'agit de dirigeants de la CGT identifiés au « Groupe des 15 » qui ont une position plus conciliante que le Secrétaire Général, Saúl Ubaldini, particulièrement combatif contre le gouvernement radical, avec pas moins de 13 grèves générales et des milliers de conflits sectoriels durant l'ensemble de la présidence d'Alfonsín. Voir, par exemple, [En ligne], Felipe PIGNA, « Entrevista a Raúl Ricardo Alfonsín », <http://www.elhistoriador.com.ar/entrevistas/a/alfonsin.php>, (consulté le 20 novembre 2012). Ubaldini dénonce à plusieurs reprises des tractations avec le patronat et le gouvernement qui seraient réalisées par un secteur syndical extérieur à la CGT jusqu'à ce que se formalise le « Groupe des 15 » en mars 1987, dont fait partie Carlos Aldrete qui est alors nommé ministre du Travail. Il s'agit d'un secteur minoritaire qui correspond, plus ou moins et malgré de très fluctuantes et complexes recompositions internes, à ce que fut la *CGT Azopardo* jusqu'à

cet accord n'est pas signé. Les exigences des syndicalistes, qui ne représentent que la partie de la CGT la plus favorable au gouvernement, dépassent les efforts auxquels sont disposés les chefs d'entreprise. L'un de ces derniers résume l'équivoque qui préside à la réunion : « dans tous les pays du monde les pactes sociaux sont faits pour baisser le salaire réel et ici ils veulent faire l'inverse »¹¹⁰⁸.

L'accord cadre est donc doublement rejeté, d'une part les réunions arbitrées par les fonctionnaires, entre les entrepreneurs et les syndicalistes, n'aboutit pas à la signature d'un texte. D'autre part, les syndicalistes présents ne représentent pas la CGT dans son ensemble. Néanmoins, elle révèle la volonté du ministre de l'Economie Sourrouille —et celle d'Alfonsín— de profiter du consensus en défense des institutions pour faire avancer des dossiers d'une toute autre nature. Or, dans cette opération, une partie des entrepreneurs est l'allié du gouvernement. A notre sens, cette attitude révèle la nature du soutien patronal au régime constitutionnel : il est ferme dans la mesure où il lui offre la possibilité d'affermir ses objectifs particuliers.

Ce soutien se distingue donc considérablement de celui offert par les autorités ecclésiastiques, plutôt contraintes par le discrédit qui les touche depuis la dictature. C'est un soutien raisonné, qui offre plus d'opportunités que le régime militaire ou une quelconque défense de ce dernier, quitte à renier d'anciens alliés. Néanmoins, ces deux acteurs, Eglise et patronat, se caractérisent par la même absence d'autocritique, il n'est pas de *mea culpa* pour les positions adoptées durant la dictature. En cela ils sont grandement aidés par les autorités du nouveau régime démocratique qui, globalement, ont évité de les mettre en cause jusqu'à très récemment.

Cependant, loin d'infirmer la présence du peuple, ces deux acteurs, du fait de leurs attitudes durant *Semana Santa*, confirment sa puissance. Il convient de s'allier au peuple en ce mois d'avril 1987. A notre sens, la position qu'adoptent ces deux acteurs en soutient des institutions ne les confond pas pour autant au reste du peuple. Mais la force que montre ce dernier entraîne quiconque ne veut pas se marginaliser de la société à adopter une position acceptable pour le peuple présent dans la Rue. Nous avons donc largement insisté sur cette présence exceptionnelle du peuple. Il reste cependant à évaluer l'incidence politique de celui-ci, en particulier sur le dossier militaire à l'origine de la crise.

la réunification en 1984. De sorte que c'est bien au nom de la CGT que les dirigeants syndicalistes peuvent se présenter à la table de négociation ce vendredi 17 avril 1987. E. ARUGUETE, *op.cit.*, p. 451.

¹¹⁰⁸ Juan N. FERROTTI, « Surgen puntos conflictivos para sellar el pacto social », *Ambito Financiero*, 20 avril 1987, p.8.

Semana Santa et Obedencia debida

La loi « *obedencia debida* », sanctionnée le 4 juin 1987, apparaît immédiatement comme une conséquence de *Semana Santa*. Nous avons vu que c'est effectivement le cas, mais pas pour les raisons habituellement invoquées – soit, une reculade du pouvoir civil face à l'offensive militaire –, mais parce que Raúl Alfonsín use de la crise pour imposer la loi, dont le projet précède *Semana Santa*. Comme nous l'avons maintes fois rappelé, cette loi est une application du principe des *trois niveaux de responsabilité*. La catégorie de « l'excès dans l'application des ordres » disparaît toutefois dans la loi de 1987. Mais, il s'agit moins d'une reculade suite à *Semana Santa*, que de l'impossibilité de distinguer des excès à l'intérieur d'un ensemble de crimes « atroces et aberrants ». Dans ce sens, cette loi est bien plus à lier à l'échec gouvernemental à imposer son projet au Congrès en 1984 qu'à la sédition militaire d'avril 1987. Plus fondamentalement, le Sénat (à travers l'amendement qui soustrait les crimes « atroces et aberrants » de l'*obéissance due*) avait mis en exergue l'ineptie du concept d'« excès ». Néanmoins, et bien que *obedencia debida* ne soit pas une conséquence directe de *Semana Santa*, elle est communément comprise ainsi. Aussi, cette loi apparaît comme la ratification de la défaite de la mobilisation populaire.

Cette interprétation de *Semana Santa* comme une victoire de quelques dizaines de militaires contre le peuple argentin a des effets politiques à court, moyen et long termes. A court terme, les élections législatives d'octobre 1987 sont le moyen de sanctionner, entre autre, l'attitude de Raúl Alfonsín durant la crise. L'« autre parti », le péronisme rénovateur, bénéficie ainsi, au moins temporairement, du désaveu vis-à-vis des radicaux, bien qu'il n'ait pas une position fondamentalement différente sur le dossier militaire. À moyen terme, les soulèvements militaires suivants provoquent certes des réactions populaires mais elles sont bien plus mitigées que celle de *Semana Santa*. Aussi, les *carapintadas* ont bel et bien obtenu une victoire, non pas par une sanction de loi ou des avantages immédiats, mais par l'apathie relative qui s'ensuit et qui leur permet de gagner un terrain politique. Cette apathie est aussi l'effet principal à plus long terme. *Semana Santa* définit une équation simple qui empêche durablement le peuple de réapparaître sur la scène politique : la population mobilisée n'influe guère sur les décisions des élites qui la gouverne. Aussi, il n'est nul besoin de se mobiliser. Il convient soit d'adopter des stratégies sectorielles dans l'espoir d'une efficacité plus grande pour se faire entendre (à travers un syndicat, un parti ou une quelconque association), soit plus radicalement de renoncer à influencer sur la chose publique étant entendu que toute tentative d'imposer une volonté populaire est vouée à l'échec. Il nous semble bien que ce soit cette

seconde option qui s'est très largement répandue. Mobilisation et militantisme apparaissent bientôt comme du temps perdu, une activité futile, quand les véritables décisions échappent à ces formes d'action accessibles à tout un chacun. Ces décisions tendent à se définir par des personnes et dans des lieux toujours plus éloignés. Il s'agit de gouvernants qui tendent à se constituer en « caste politique » et qui, dans le même temps, affirment ne plus gouverner. Aux Etats-Unis, « it's economy, stupid » explique bientôt le candidat démocrate George Clinton durant les élections de 1992, résumant ainsi, à la fois, ce qui doit être la préoccupation des citoyens devenus essentiellement des consommateurs et celle des gouvernants qui doit être de satisfaire ces consommateurs. En Argentine, cela se traduit quelques années auparavant, dès 1989 et l'accession de Carlos Menem à la présidence, par un abandon radical des volontés politiques devant une économie qui aurait des lois intangibles et indépendantes des décisions politiques. De sorte qu'une adaptation à ces lois constituerait la seule politique raisonnable. Dans ce cadre, la population des consommateurs argentins n'a aucune raison de se mobiliser ailleurs que dans les supermarchés et autrement qu'à travers le porte-monnaie, dont la gestion semble la seule activité conséquente et consistante. Lorsque celui-ci vient à se vider une autre histoire commence, où le politique, la politique et le peuple ont à nouveau du sens.

BIBLIOGRAPHIE

ABOY CARLES, Gerardo, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La reformulación de las identidades políticas de Alfonsín a Menem*, Santa Fe, Ed. Homo Sapiens, 2001, 333 pages.

ABOY CARLES, Gerardo, « Parque Norte o la doble ruptura alfonsinista », dans NOVARO, Marcos et PALERMO, Vicente (comps), *La historia reciente : Argentina en democracia*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2004, pp. 35-50

ACHCAR, Gilbert, *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Ed. [Électronique] Actes Sud, Coll. Sindbad, 2009, 493 pages.

ACUÑA, Carlos, « La dinámica político-institucional de la reforma judicial en Argentina », dans *VII Congreso Internacional del CLAD sobre la Reforma del Estado y de la Administración Pública*, 8-11 octobre 2002, Lisbonne, [En ligne], <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/CLAD/clad0043310.pdf> (consulté le 22 février 2010).

ACUÑA, Carlos et SMULOVITZ, Catalina, « Militares en la transición argentina: del gobierno a la subordinación constitucional », dans ACUÑA, Carlos et al., *Juicios, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 1995, pp.19-100.

ADROGUE, Gerardo, « Los ex militares en política. Bases sociales y cambios en los patrones de representación política », *Desarrollo Económico*, Vol. 33, N° 131, Oct. - Dec. 1993, pp. 425-442.

ADROGUE, Gerardo, « El nuevo sistema partidario argentino », dans ACUÑA, Carlos H. (comp.), *La nueva matriz política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 1995, pp.26-70.

ALTAMIRANO, Carlos, «La Coordinadora. Elementos para una interpretación», dans NUN, José et PORTANTIERO, Juan Carlos (comps.), *Ensayos sobre la transición democrática en la Argentina*, Ed. Puntosur, Buenos Aires, 1987, pp.295-332.

ALTAMIRANO, Carlos, « ¿ Realmente, hay una nueva derecha en Argentina ? », *Nueva Sociedad*, n°102, juillet-aout 1989, [En ligne], www.nuso.org, (consulté le 30 septembre 2010).

AGUINIS, Marcos et al, *Memorias de una siembra. Utopía y práctica del PRONDEC (Programa Nacional de Democratización de la Cultura)*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1990, 282 pages.

BAILBY, Edouard, « Les forces armées latino-américaines comptent 850 000 hommes solidement encadrés », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1968.

BARTOLUCCI, Mónica, « La primavera del 58. Revueltas, tomas y bataholas juveniles durante el conflicto “Laica o Libre” en Mar del Plata. », 2008, [En ligne], <http://historiapolitica.com/biblioteca/>, (consulté le 20 juin 2012).

BATTAGLINO, Jorge, « Política de defensa y política militar durante el kirchnerismo », dans Miguel De LUCA et Andrés MALAMUD (comps.), *La política en tiempos del kirchnerismo*, Buenos Aires, Ed. Eudeba, 2011, 331 pages.

BELLUCCI, Mabel, « La CHA y el MAS : acuerdos y desacuerdos de una época », dans *V Jornadas de Historia de las Izquierdas*, 11-13 novembre 2009, Buenos Aires, [En ligne], <http://www.cedinci.org/jornadas/5/M7.pdf>, (consulté le 12 avril 2011).

BERGALLI, Roberto «El poder y los jueces latinoamericanos : los modelos argentino y colombiano », *Afers Internacionales*, n°8, Printemps 1986, pp.49-61.

BOIMVASER, Jorge, *Historia secreta de El Informador Público*, Buenos Aires, Ed. Peña Lillo, 1988, 247 pages.

BONNET, Alberto, « La izquierda argentina y la guerra de Malvinas », *Razón y Revolución*, n°3, hiver 1997, [En ligne], <http://www.razonyrevolucion.org.ar/textos/revryr/luchadeclases/ryr3Bonnet.pdf>, (consulté le 12 juin 2013).

BORRELLI, Marcelo, « “Una batalla ganada” : el diario *Clarín* frente a la compra de Papel Prensa por parte de los diarios *La Nación*, *Clarín* y *La Razón* (1976-1978) », dans [En ligne], *Papeles de Trabajo*, *Revista electrónica del Instituto de Altos Estudios Sociales de la Universidad Nacional de General San Martín*, An 2, n° 4, Buenos Aires, décembre 2008 http://www.idaes.edu.ar/papelesdetrabajo/paginas/n_anteriores/articulos04.html, (consulté le 28 avril 2012).

BORON, Atilio (comp.), *Peronismo y menemismo. Avatares del populismo en la Argentina*, Buenos Aires, Ed. El Cielo por Asalto, 1995, 157 pages.

BLAUSTEIN, Eduardo et ZUBIETA, Martín, *Decíamos ayer : la prensa argentina bajo el Proceso*, Buenos Aires, Ed. Colihue, 1998, 656 pages.

BRACHETTA, María Teresa, « La Renovación Peronista. Promesa y decepción del peronismo en los '80 », dans *XI^o Jornadas Interescuelas/ Departamentos de Historia*, 19-22 septembre 2007, [En ligne], <http://historiapolitica.com/biblioteca/> (consulté le 20 juillet 2011).

BRASLVASKY, Guido, *Enemigos íntimos. Los militares y Kirchner. De la purga a los juicios, crónica de una confrontación (2003-2008)*, Buenos Aires, Ed. [électronique] Sudamericana, 377 pages.

CALVEIRO, Pilar, *Poder y desaparición. Los campos de concentración en Argentina*, Buenos Aires, Ed. Colihue, 2004 (1998), 174 pages. [Pilar Calveiro, *Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine*, traduit de l'espagnol par Isabelle Taudière, Paris, Ed. La fabrique, 2006, 221 pages.]

CAMPIONE, Daniel « La izquierda no armada en los años setenta : tres casos, 1973-1976 », dans LIDA, Clara, CRESPO, Horacio et YANKELEVICH, Pablo (comps.), *Argentina, 1976. Estudios en torno al golpe de Estado*, México, 2007, Ed. El Colegio de México, [En ligne], <http://www.iade.org.ar/modules/noticias/article.php?storyid=1704> (Consulté le 10 janvier 2013).

CAMPIONE, Daniel, « Hacia la convergencia cívico-militar. El Partido Comunista. 1955-1976 », *Herramienta. Revista de debate y crítica marxista*, N° 29, juin 2005, [En ligne], <http://www.herramienta.com.ar/revista-impresa/revista-herramienta-n-29> (consulté le 10 janvier 2013).

CANELO, Paula, *El proceso en su laberinto. La interna militar de Videla a Bignone*, Buenos Aires, Ed. Prometeo, 2008, 248 pages

CANELO, Paula, « La descomposición del poder militar en la Argentina. Las Fuerzas Armadas durante las presidencias de Galtieri, Bignone y Alfonsín (1981-1987) », dans PUCCIARELLI, Alfredo (comp.), *Los años de Alfonsín. ¿El poder de la democracia o la democracia del poder?*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2006, pp. 65-114.

CANELO, Paula, *Entre la política y la técnica. Las Fuerzas Armadas argentinas de la refundación a la prescindencia (Argentina, 1976-2001)*, thèse de Doctorat en Sciences Sociales, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO), Buenos Aires, 2006.

CARNOVALE, Vera, « En la mira perretista : las ejecuciones del “largo brazo de la justicia popular” », dans *Jornada Académica : Partidos Armados en la Argentina de los setenta.*, Centro de Estudios de Historia Política – Universidad Nacional San Martín, [En ligne] www.unsam.edu.ar/escuelas/politica/centro.../vera.pdf (consulté le 15 janvier 2012).

CARRIZO, Carla, « Entre el consenso coactivo y el pluralismo político: La Hora del Pueblo y el Pacto de Olivos (1973-1993) », *Desarrollo Económico*, Vol. 37, N° 147, Oct. - Dec. 1997, pp. 389-418.

CATTERBERG, Edgardo, « Las elecciones del 30 de octubre de 1983. El surgimiento de una nueva convergencia electoral », *Desarrollo Economico*, Vol.25, N°98, Juillet –septembre 1985, pp.259-267.

CATTERBERG, Edgardo et BRAUN, María, « ¿Izquierda y derecha en la opinion pública argentina ? », *Crítica & Utopía* n°18, 1989, [En ligne], <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/critica/nro18/CATTER.pdf>, consulté le 11 mars 2013.

Fermín CHAVEZ (comp.), *La jornada del 17 de octubre*, Buenos Aires, Ed. Corregidor, 1996, 142 pages.

CELESIA, Felipe et WAISBERG, Pablo, *La Tablada : a vencer o morir, la última batalla de la guerilla argentina*, Buenos Aires, Ed. [Electronique] Aguilar, 2013, 268 pages.

CELESIA, Felipe et WAISBERG, Pablo, *Firmenich. La historia jamás contada del jefe montonero*, Buenos Aires, Ed. [Electronique] Aguilar, 2011, 354 pages.

CHAMA, Mauricio, « Peronización y radicalización de grupos de abogados en los años sesenta y principios de los setenta. La labor defensorista como práctica militante », *Cuestiones de Sociología. Revista de Estudios Sociales*, N°3, automne 2006, pp143-168.

CHUMBITA, Hugo, *Los carapintadas. Historia de un malentendido argentino*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1990, 287 pages.

CONSTENLA, Julia, *Raúl Alfonsín. Biografía no desautorizada*, Ed. Javier Vergara, Buenos Aires, 2009, 352 pages.

CORBIERE, Emilio, « *Quién es quién. Los partidos políticos argentinos* », *Nueva Sociedad*, N° 67, juillet – août 1983, pp. 123-132.

CRENZEL, Emilio *La historia política del nunca más. La memoria de las desapariciones en la argentina*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2008, 270 pages.

CRENZEL, Emilio, « La víctima inocente: de la lucha antidictatorial al relato del Nunca Más », Emilio CRENZEL (coord.), *Los Desaparecidos en la Argentina. Memorias, representaciones e ideas (1983-2008)*, Buenos Aires, Ed. Biblos, 2010, 286 pages, pp. 65-83.

D'ANTONIO, Débora et EIDELMAN, Ariel, « Antecedentes y genealogía de la historiografía sobre la Historia Reciente en la Argentina », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mise en ligne le 14 octobre 2013, consulté el 22 décembre 2013. URL : <http://nuevomundo.revues.org/65882> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.65882.

DA SILVA, Vanesa, « La Tablada », mémoire pour la chaire *Teoría e Historia de los Movimientos sociales y la acción Colectiva*, Faculté de Sciences Sociales – Université de Buenos Aires, 2010-2011.

DE RIZ, Liliana et Feldamn, Jorge, « El partido en el gobierno : La experiencia del radicalismo 1983-1989 », Centro de Estudios de Estado y Sociedad, Buenos Aires, 1991, [En ligne], <http://biblio.juridicas.unam.mx/libros/5/2054/16.pdf>, consulté 10 novembre 2012.

DE RIZ, Liliana et SMULOVITZ, Catalina, « Instituciones y dinámica política. El presidencialismo argentino », dans ADROGUE, Gerardo, DE RIZ, Liliana et NOHLEN, Dieter (comps.), *Reforma institucional y cambio político*, Ed. Legasa, Buenos Aires, 1991, 358 pages.

DELGADO, María Soldedad, « “El otro partido” : algunas consideraciones acerca del radicalismo (1983-1989) », dans *VI Congreso Nacional de Ciencia Política*, Rosario, novembre 2003, [En ligne], <http://www.saap.org.ar/esp/docs-congresos/congresos-saap/VI/areas/06/delgado.pdf>, consulté le 10 février 2010.

DIAZ, César *La cuenta regresiva. La construcción periodística del golpe de Estado de 1976*, Buenos Aires, Ed. La Crujía, 2002, 248 pages.

ELIZALDE, Luciano, « Estructura y cambio en la prensa diaria argentina (1989-1992) », dans *Comunicación y Sociedad*, vol. X, n°2, 1997, [En ligne], http://www.unav.es/fcom/comunicacionysociedad/es/articulo.php?art_id=155, consulté le 27 avril 2012.

FABRIS, Mariano, « La Iglesia Católica y el Retorno Democrático Un análisis del conflicto político-eclesiástico en relación a la sanción del divorcio vincular en Argentina », *Coletâneas Do Nosso Tempo*, An VII –Volume 8, N° 8, 2008, p. 31-53, [En ligne], <http://200.129.241.94/index.php/coletaneas/article/view/68/28>, (consulté le 23 octobre 2012).

FARGE, Arlette, « Penser et définir l'événement en histoire », *Terrain* [En ligne], 38 | 2002, mis en ligne le 06 mars 2007. URL : <http://terrain.revues.org/index1929.html>, consulté le 10 septembre 2010.

FELD, Claudia, *Del estrado a la pantalla. Las imágenes del juicio a los ex comandantes en Argentina*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2002, 170 pages.

FELD, Claudia, « El duelo es imposible y necesario », *Puentes* n°2, décembre 2000, pp. 30-39.

FEIERSTEIN, Daniel, *El genocidio como práctica social : entre el nazismo y la experiencia argentina*, Buenos Aires, Ed. Fondo de Cultura Económica, 2007, 405 pages.

FEIERSTEIN, Daniel, « Guerra, genocidio, violencia política y sistema concentracionario en América Latina », dans FEIERSTEIN, Daniel (comp.), *Terrorismo de estado y genocidio en América Latina*, Buenos Aires, Ed. Prometeo, 2009, 286 pages.

FERNANDEZ CRUZ, Juan, « La Junta Coordinadora Nacional: innovaciones discursivas y organizativas en el radicalismo (1968/1983) », V Jornada de Historia Política, Mar del Plata, 29 sept - 1^{er} oct 2010, [En ligne], http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/vj_fernandez.pdf, consulté le 17 décembre 2012.

FERNANDEZ, Paula Daniela, « El Movimiento de Brigadistas Libertador General San Martín y el XVI Congreso del Partido Comunista de la Argentina. Tradición y frontera política. », dans *Encuentro de Historia Oral*, 2009, [en ligne] <http://www.historiapolitica.com/>, (consulté le 15 janvier 2013).

FERRARI, Marcela, « El peronismo en la historia reciente. Algunas interpretaciones », *Estudios de Filosofía Práctica e Historia de las Ideas*, An 9, N° 10, Mendoza, décembre 2008, pp.63-83.

FERRARI, Marcela, « Entre la reorganización y la derrota. El peronismo bonaerense en vísperas de las elecciones de 1983 », *Estudios Sociales*, N°37, Second Semestre 2009, [En ligne], http://bibliotecavirtual.unl.edu.ar:8180/publicaciones/bitstream/11185/3045/2/ES_19_37_2009_pag_97_125_resumen.pdf, consulté le 12 février 2012.

FRANCO, Marina, « La “teoría de los dos demonios” : consideraciones en torno a un imaginario histórico y a las memorias de la violencia en la sociedad argentina actual », dans MOLDER, Berthold et MAYER, David (comps.), Tome 12, Publicación del Instituto Austriaco para América Latina, Université de Vienne, 2008, pp.267-286.

FRANCO, Marina, « La “campaña antiargentina”: la prensa, el discurso militar y la construcción de consenso », dans Judith CASALI DE BABOT et María VICTORIA GRILLO

(eds.), *Derecha, fascismo y antifascismo en Europa y Argentina*, Ed. Universidad de Tucumán, 2002, pp.195-225.

FRANCO, Marina, *El exilio : argentinos en Francia durante la dictadura*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2008, 336 pages.

FRANCO, Marina et LEVIN, Florencia « El pasado cercano en clave historiográfica », dans Marina FRANCO et Florencia LEVIN (comps.), *Historia reciente. Perspectiva y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Ed. Paidós, 2007, [En ligne], <http://www.fhuc.unl.edu.ar/olymphistoria/2013/2013%20CAPACITACION%20PRESENCIAL%20FRANCO%20LEVIN.pdf>, consulté le 22 décembre 2013.

GALLO, Darío et ALVAREZ, Gonzalo, *El Coti. El dueño de todos los secretos*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 2005, 368 pages.

GAMARANIK, Cora, « La construcción de la imagen de las Madres de Plaza de Mayo a través de la fotografía de prensa », *Revista Afuera*, N°12, juin 2012, [En ligne], <http://www.revistaafuera.com/articulo.php?id=129&nro=12>, consulté le 20 février 2013.

GARATEGARAY, Martina, « Peronistas en transición. El proyecto político ideológico en la revista *Unidos (1983-1991)* », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, [En ligne], mis en ligne le 25 novembre 2010, <http://nuevomundo.revues.org/60126?lang=en#tocto1n1>, (Consulté le 20 novembre 2012).

GASPARINI, Juan, *David Graiver. El banquero de los Montoneros*, Buenos Aires, Ed. Norma, 2007, 164 pages.

GINZBURG, Carlo, « Un lapsus du pape Wojtila », dans C. GINZBURG, *A distance, neuf essais sur le point de vu en Histoire*, Paris, Ed. Gallimard, 2001 [1998], 248 pages.

GONZALEZ, Horacio *El peronismo fuera de las fuentes*, Buenos Aires, Ed. Biblioteca Nacional-UNSG, Coll. 25 años-25 libros, 2008, 112 pages.

GONZALEZ-BOMBAL, Inés, « “Nunca Más”. El Juicio más allá de los estrados », dans Carlos ACUÑA (comp.), *Juicio, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 1995, 272 pages, pp. 193-216.

GORINI, Ulises, *La otra lucha*, Buenos Aires, ed. La Página, 2011, 528 pages.

GORRIARAN MERLO, Enrique, *Memorias de Enrique Gorriarán Merlo. De los años sesenta a la Tablada*, Ed. Planeta, Buenos Aires, 2003

GRECCO, Jorge et GONZALEZ, Gustavo, *¡Felices Pascuas ! Los hechos inéditos de la rebelión militar*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana-Planeta, 1988, 292 pages.

GUBER, Rosana, « Bautismo de fuego y gracia de dios. Las bellas memorias aeronáuticas de la guerra de Malvinas ». *Tábula Rasa. Revista de Humanidades*, N°6, Universidad Colegio Mayor de Cundinamarca, pp. 221-262., Bogotá, 2007.

GUBER, Rosana, *¿Por qué Malvinas ? De la causa nacional a la guerra absurda*, Buenos Aires, Ed. Fondo de Cultura Económica, 2001, 187 pages.

GUTIERREZ, Alfredo, *El derrumbe de la UCeDé : de Videla a Menem*, Buenos Aires, Ed. Letra Buena, 1992, 127 pages.

GUTIERREZ, Ricardo, « Desindicalización y cambio organizativo del peronismo argentino, 1982-1995 », dans *XXI Congreso Internacional de la Latin American Studies Association*, Chicago, septembre 1998, [En ligne], <http://biblioteca.clacso.edu.ar/ar/libros/lasa98/RGutierrez.pdf>, consulté le 20 septembre 2010.

HELMKE, Gretchen, et WOLFSON, Leandro, « La lógica de la defección estratégica: relaciones entre la Corte Suprema y el Poder Ejecutivo en la Argentina en los períodos de la dictadura y la democracia », *Desarrollo Económico*, Vol. 43, N° 170, Juin- Sept. 2003, pp. 179-201, [En ligne] <http://www.jstor.org/stable/3455820> (consulté le 22 février 2010).

HERAM, Yamila, « Contracultura, democracia y medios. Un análisis de *El Porteño* », dans *XII Jornadas Nacionales de Investigadores en Comunicación*, Rosario, 2008, [En ligne], <http://www.redcomunicacion.org/memorias/pdf/2008Heponencia%20heram,%20yamila%20ok.pdf>, consulté le 20 décembre 2011.

HILB, Claudia, et LUTZKY, Daniel, *La nueva izquierda argentina: 1960-1980 (Política y violencia)*, Buenos Aires, Ed. CEAL, 1984, 129 pages.

HILB, Claudia, « La Tablada : el ultimo acto de la guerilla setentista », *Lucha Armada*, n°9, 2007, pp.4-23.

HUNTINGTON, Samuel, *The soldier and the State*, 1985 (1957), Cambridge, Ed. Belknap Press, 543 pages.

JELIN, Elizabeth, « La política de la memoria : el Movimiento de Derechos Humanos y la construcción democrática en la Argentina », dans ACUÑA, Carlos et *al.*, *Juicio, castigos y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, 1995, 272 pages, pp. 101-146.

KAHAN, Emmanuel, « ¿Qué répression, qué memoria ? El “archivo de la répression” de la DIPBA : problemas y perspectivas. », *Questión* n° 16, Printemps 2007, [En ligne], <http://perio.unlp.edu.ar/ojs/index.php/question/article/view/459/383>, consulté le 20 novembre 2013.

LANDI, Oscar, *Devórame otra vez: qué hizo la televisión con la gente, qué hace la gente con la televisión*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1992.

Oscar LANDI et Inés GONZALEZ BOMBAL, « Los derechos en la cultura política » dans Carlos ACUÑA (comps), *Juicio, castigo y memorias. Derechos humanos y justicia en la política argentina*, Buenos Aires, Ed. Nueva Visión, Coll. La Investigación Social, 270 pages, p.170.

LARRAQUY, Marcelo, *De Perón a Montoneros. Historia de la violencia política en la Argentina. Marcados a fuego II (1945-1973)*, Buenos Aires, Ed. Aguilar, 2010, 240 pages.

LEMIRE, Vincent, et POTIN, Yann, « “ICI ON NOIE LES ALGÉRIENS.” Fabriques documentaires, avatars politiques et mémoires partagées d’une icône militante (1961-2001) », *Genèses*, n° 49, décembre 2002, pp. 141-161.

LONGONI, Ana et BRUZZONE, Gustavo (comps.), *El Siluetazo*, Ed. Adriana Hidalgo, Buenos Aires, 2008, 514 pages.

LORENZ, Federico, « Tomála vos, dámela a mí. La noche de los lápices : el deber de la memoria y las escuelas », dans JELIN, Elizabeth et LORENZ, Federico (comps.), *Educación y memoria. La escuela elabora el pasado*, Ed. Siglo XXI, 2004, 185 pages, pp. 95-129.

LORENZ, Federico, *Las Guerras por Malvinas*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2006, 338 pages.

LEUCO, Alfredo et DIAZ, José Antonio, *Los herederos de Alfonsín*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana-Planeta, 1987, 282 pages.

LLONTO, Pablo, *La Noble Ernestina*, Ed. Punto de Encuentro, Buenos Aires, 2008, 300 pages.

LOPEZ, Ernesto, *Ni la ceniza ni la gloria. Actores, sistema político y cuestión militar en los años de Alfonsín*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, 1994, 141 pages.

LOPEZ, Ernesto, « Triste y solitario Punto Final », *Unidos* N°14, avril 1987, p.130.

LOPEZ, Ernesto, *Seguridad nacional y sedición militar*, Buenos Aires, Ed. Legasa, 1987, 193 pages.

LOPEZ, Ernesto et PION-BERLIN, David (comps.), *Democracia y cuestión militar*, Ed. Universidad Nacional de Quilmes, 1996, 202 pages.

LUONI, Osvaldo, « Evolución de la competencia interna, cambio organizativo e institucionalización del liderazgo carismático en el Partido Justicialista de la Capital Federal (1983-1989) », dans *X Congreso Nacional de Ciencia Política*, Cordoba, 27-30 juillet 2011, [En ligne], <http://historiapolitica.com/biblioteca/> (consulté le 10 janvier 2013).

MAJUL, Luis, *Lanata. Secretos, virtudes y pecados del periodista más amado y más odiado de la Argentina*, Buenos Aires, Ed. [Electronique] Planeta, 2012, 461 pages.

MALAMUD GOTI, Jaime, *Terror y justicia en la Argentina. Responsabilidad y democracia después de los juicios al terrorismo de estado*, Buenos Aires, Ed. De la Flor, 2000, 239 pages.

MAZZEI, Daniel, *El CEMIDA : Militares argentinos para la transición democrática*, Buenos Aires, Ed. Capital Intelectual, 2011, 140 pages.

MAZZEI, Daniel, *Los medios de comunicación y el golpismo. La caída de Illia 1966*, Buenos Aires, Grupo Editorial Universitario, 1997, 155 pages.

MC ADAM, Andrew, SUKUP, Viktor, KATIZ, Claudio, *Raúl Alfonsín : la democracia a pesar de todo*, Buenos Aires, Ed. Corregidor, 1999, 332 pages.

MIGNONE, Emilio, *Iglesia y dictadura. El papel de la Iglesia a la luz de sus relaciones con el régimen militar*, Buenos Aires, Ed. Colihue, 2006 (1987), 270 pages.

MOCHKOFISKY, Graciela, *Timerman, el periodista qui quiso ser parte del poder (1923-1999)*, Ed. Debolsillo, Buenos Aires, 2004, 544 pages

MORRESI, Sergio, *La nueva derecha argentina. La democracia sin política*, Buenos Aires, Ed. Biblioteca Nacional - Universidad Nacional de General Sarmiento, Coll. 25 años-25 libros, 2008, 112 pages.

MORRESI, Sergio et BOHOSLAVSKY, Ernesto, « Las derechas argentinas en el siglo XX : ensayo sobre su vínculo con la democracia. », *Iberoamérica Global*, [en ligne], Vol.4, N°2, novembre 2011, [En ligne], <http://iberoamericaglobal.huji.ac.il/vol4num2.htm>, (Consulté le 10 janvier 2013).

NAPOLI, Bruno et D'ALOISIO, Fabián, « La construcción del discurso político de la Asociación Madres de Plaza de Mayo a través de su prensa oficial », dans *IV Jornadas de Historia de las Izquierdas*, Buenos Aires, 14 -16 novembre 2007, [En ligne], <http://www.cedinci.org/jornadas/4/M111.pdf> (consulté le 20 octobre 2012).

NOVARO, Marcos, et PALERMO, Vicente, *La dictadura militar (1976-1983). Del golpe de Estado a la restauración democrática*, Buenos Aires, Ed. Paidós, coll. Historia Argentina, 2003, 567 pages.

NOVARO, Marcos, « Derechos humanos y política democrática. Las tareas de la historia y de la justicia entre populismo y liberalismo », dans Pablo EIROA et Juan OTERO (comps.), *Memoria y Derecho Penal*, Ed. Fabian Di Placido, Buenos Aires, 2008, [En ligne], <http://historiapolitica.com/biblioteca/> (consulté le 8 mai 2010).

NOVARO, Marcos, *Argentina en el fin de siglo. Democracia, mercado y nación (1983-2001)*, Buenos Aires, Ed. Paidós, Coll. Historia Argentina, 2009, 664 pages.

NINO, Carlos, *Juicio al mal absoluto*, Buenos Aires, Ed. Emecé, 1997, 292 pages.

NORDEN, Deborah, *Military rebellion in Argentina: between coups and consolidation*, Lincoln, Ed. University of Nebraska Press, 1996, 242 pages.

OLLIER, María Matilde, « Las mil caras del peronismo (1975-2007) », *Revista de Historia Contemporánea*, N°9, 2009, [En ligne], <http://hispanianova.rediris.es/>, (consulté le 12 janvier 2012).

OBREGON, Martín, « La Iglesia argentina durante la última dictadura militar El terror desplegado sobre el campo católico (1976-1983) », [En ligne], Anne PEROTIN-DUMONT (dir.), <http://www.historizarelpasadovivo.cl/> 2007, <http://www.historizarelpasadovivo.cl/downloads/obregon.pdf>, (consulté le 20 octobre 2012).

ORY, Pascal *L'histoire culturelle*, Paris, Ed.[Electronique] PUF, coll. « *Que sais-je ?* », 2011 (2004).

PALIERAKI, Eugenia « Histoire critique de la “nouvelle gauche” latino-américaine : le Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR) dans le Chili des années 1960 », thèse de doctorat, sous la dir. Annick Lempérière et Alfredo Riquelme Segovia, 2009.

PALERMO, Vicente, *Democracia interna en los partidos : las elecciones partidarias de 1983 en el radicalismo y el justicialismo porteños*, Buenos Aires, Ed. IDES, 1985, 63 pages.

PERSELLO, Ana Virginia, *Historia del radicalismo*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2007, 352 pages.

POTASH, Robert, *El ejército y la política en la Argentina, 1928-1945. De Yrigoyen a Perón*, traduit de l'anglais par Aníbal Leal, Buenos Aires, ed. Hyspamérica, 1985, 441 pages.

POTASH, Robert, *El ejército y la política en la Argentina, 1945-1962. De Perón a Frondizi*, traduit de l'anglais par Enrique Tejedor, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1984, 553 pages.

POTASH, Robert, *El ejército y la política en la Argentina, 1962-1973. De la caída de Frondizi a la restauración peronista, Volume I, 1962-1966*, traduit de l'anglais par Elvio Gandolfo, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1994, 317 pages.

POTASH, Robert, *El ejército y la política en la Argentina, 1962-1973. De la caída de Frondizi a la restauración peronista, Volume II, 1966-1973*, traduit de l'anglais par Elvio Gandolfo, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1994, 491 pages.

PORTUGHEIS, Elsa, (coord.), « Bombardeo del 16 de junio de 1955 », 2010, [En ligne], www.derhuman.jus.gov.ar/publicaciones/pdfs/30-Bombardeo.pdf (consulté le 21 mars 2011).

PLIS-STERENBERG, Gustavo, *Monte Chingolo. La mayor batalla de la guerilla argentina*, Buenos Aires, Ed. Booket, 2006, 480 pages.

PUCCIARELLI, Alfredo, « La República no tiene Ejército. El poder gubernamental y la movilización popular durante el levantamiento militar de *Semana Santa* », dans Pucciarelli, Alfredo (coord.), *¿Los años de Alfonsín El poder de la democracia o la democracia del poder?*, Ed. Siglo XXI, Buenos Aires, 2006, 512 pages, pp. 65-114.

QUIROGA, Hugo, *La Argentina en emergencia permanente*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2005, 390 pages.

RANCIERE, Jacques, *La haine de la démocratie*, Ed. La Fabrique, Paris, 2005, 112 pages.

ROUSSO, Henry, *Le syndrome de Vichy : De 1944 à nos jours*, Paris, Ed. Le Seuil, Coll. « Points/Histoire », 1990 (1987), 420 pages.

SALVI, Valentina, « Violencia, olvido y victimización colectiva. El discurso de las agrupaciones de “Memoria Completa” », dans *IV Seminario Internacional Políticas de la Memoria*, octobre 2011, [En ligne], <http://www.derhuman.jus.gov.ar/conti/2011/10/seminario.shtml>, (consulté le 25 juin 2012).

SANGRILLI, Carla, « La normalización sindical en la transición democrática. El caso de la CGT Regional Mar del Plata », dans *IV Jornadas de Historia Política*, Bahía Blanca, 30 septembre - 2 octobre 2009, [En ligne], http://historiapolitica.com/datos/biblioteca/sangrilli_jiv.pdf, consulté le 20 décembre 2012

SARLO, Batriz, « No retroceder », *Punto de Vista*, n°30, juillet-octobre 1987, p.4.

SARRABAYROUSE OLIVEIRA, María José, « Poder judicial y dictadura. El caso de la morgue judicial », *Memoria y dictadura*, Cuaderno N°4, Université de Buenos Aires, Juillet 2003, pp.66-67, [En ligne], <http://www.antropojuridica.com.ar/wp-content/uploads/2012/02/cuadernos-de-la-morgue.pdf> (consulté le 10 juillet 2011).

SEGEV, Tom, *Le septième million. Les Israéliens et le génocide*, traduit de l'anglais et de l'hébreu par Eglal Errera, Paris, Ed. Liana Levi, 1993, 684 pages.

SIDICARO, Ricardo, *La política mirada desde arriba. Las ideas del diario La Nación 1909-1989*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1993, 545 pages.

SIMEONI, Hector et ALLEGRI, Eduardo, *Linea de fuego. Historia oculta de una frustración*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1991, 269 pages.

SMULOVITZ, Catalina, « El Poder Judicial en la nueva democracia argentina. El trabajo de un actor », *Agora. Cuaderno de Estudios Políticos*, N°2, été 1995.

SMULOVITZ, Catalina, *Oposición y gobierno : los años de Frondizi*, Buenos Aires, Ed. CEAL, 1988, 179 pages.

SMULOVITZ, Catalina, « La eficacia como critique et utopie. Notes sur la chute de Illia », *Desarrollo Economico*, Vol.33, N°131 (octobre-décembre 1993), pp.403-423.

SOPRANO, Germán, « Los militares como grupo social y su inscripción en el estado y la sociedad argentina. Batallas intelectuales y políticas por la construcción de un objeto de estudio en la ciencias sociales », *Revista Digital Universitaria del Colegio Militar de la Nación*, N°8, Septembre 2010, [En ligne], www.rediu.colegiomilitar.mil.ar/articulo.asp?articulo=82&numero=22 (consulté le 30 novembre 2012).

RAMIREZ, Ana Julia et VIGURA, Aníbal, « La protestation sociale dans les trois dernières décennies du XX^e siècle » Acteurs, répertoires et horizons, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2006/1 N° 81, p. 58-69. [En ligne], <http://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2006-1-page-58.htm>, consulté le 10 janvier 2012.

RINESI, Eduardo et VOMMARO, Gabriel « Notas sobre la democracia, la representación y algunos problemas conexos », dans RINESI, Eduardo et VOMMARO, Gabriel (comps.), *Los lentos de Víctor Hugo. Transformaciones políticas y desafíos teóricos en la Argentina reciente*, Ed. Prometeo, 2007, 472 pages, pp. 419-468.

RODRIGUEZ, Laura Graciela et SOPRANO, Germán, « La política universitaria de la dictadura militar en la Argentina: proyectos de reestructuración del sistema de educación

superior (1976-1983) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, mis en ligne 9 mai 2009, URL : <http://nuevomundo.revues.org/56023> (consulté le 10 décembre 2012).

ROMERO, Luis Alberto, *Breve historia contemporánea de la Argentina*, Buenos Aires, Ed. Fondo de Cultura Económica, 2001 (seconde éd.), 336 pages.

ROMERO, Luis Alberto, « La violencia en la historia argentina reciente : un estado de la cuestión », dans PEROTIN-DUMON, Anne (dir.), [En ligne], <http://www.historizarelpasadovivo.cl/index.html>, consulté le 18 décembre 2012.

ROUQUIÉ, Alain, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Paris, Ed. Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1978, 772 pages.

RUBENSTEIN, Jérémy, « Une histoire du PRT-ERP, depuis ses origines intellectuelles aux “moines rouges” guérilleros (1956-1972) », mémoire de Maîtrise, sous la direction d’Annick Lempérière, 2005.

RUBENSTEIN, Jérémy, *Représentations et héritages du « Processus de Réorganisation Nationale »*. Depuis la « théorie des deux démons » à la politique mémorielle (1983-2006), mémoire de Master 2, Sous la direction d’Annick Lempérière, 2006.

RUBENSTEIN, Jérémy « Garage Olimpo de Marco Bechis, une représentation synthétique des camps de concentration clandestins de la dernière dictature en Argentine », Bulletin de l’Institut Pierre Renouvin n°25, avril 2007, [En ligne], <http://ipr.univ-paris1.fr/spip.php?article380>, consulté le 30 juin 2010.

RUBENSTEIN, Jérémy, « “Argentine soldier known unto God” : le cimetière Darwin et les conflits de récits de la guerre des Malouines », *Le Mouvement Social*, n° 237, Ed. La Découverte, 2011/4, pp.153-169.

RUIZ, María Olga, « Qué y cómo recordar: luchas por la memoria en el movimiento de derechos humanos argentino (1976-1998) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Questions du temps présent, mis en ligne le 30 mai 2011, consulté le 28 décembre 2013. URL : <http://nuevomundo.revues.org/61495> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.61495

RUIZ MORENO, Isodoro, *Comandos en acción. El Ejército en Malvinas*, Buenos Aires, Ed. [Electronique] Claridad, 2011. [RUIZ MORENO, Isodoro, *Comandos en acción. El Ejército en Malvinas*, Buenos Aires, Ed. Emecé, 1986, 458 pages.]

SAIN, Marcelo Fabián, *Los levantamientos carapintada, 1987-1991*, Buenos Aires, Ed. CEAL, 1994, 241 pages (2 volumes).

SIDICARO, Ricardo, *La política mirada desde arriba. Las ideas del diario La Nación (1909-1989)*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana, 1993, 545 pages.

SIRVEN, Pablo, *Quién te ha visto y quién tv*, Buenos Aires, Ed. De la Flor, 1998, 255 pages.

SMOLA, Julia, *Parler en démocratie. Discours et espace public dans la politique argentine des années quatre-vingt*, thèse de Doctorat dirigée par Etienne Tassin et Eduardo Rinesi, Universités Paris 7 – Buenos Aires, 2010, 378 pages.

SMULOVITZ, Catalina, « El Poder Judicial en la nueva democracia argentina. El trabajo parto de un actor », *Agora. Cuaderno de Estudios Políticos*, N°2, été 1995.

TARONCHER PADILLA, Miguel Angel, « Periodista y prensa semanal en el golpe de estado del 28 de junio de 1966 : la caída de Illia y la Revolución argentina », thèse de Doctorat en Histoire Contemporaine, sous la dir. de Teresa Carnero Arbat et Joan del Alcázar Garrido, Universitat de Valencia, 2004, 575 pages.

TARTAKOWSKY, Danielle, « Quand la rue fait l'histoire », *Pouvoirs*, 2006/1 n° 116, p. 19-29.

TCACH, César et RODRIGUEZ, Celso, *Arturo Illia: un sueño breve. El rol del peronismo y de los Estados Unidos en el golpe militar de 1966*, Buenos Aires, Ed. Edhasa, 2006, 313 pages.

TCACH, César, « Sabattinismo : identité radical y oposición disruptiva », *Desarrollo Económico*, Vol. 28, N° 110, juillet-septembre 1988, [En ligne], <http://www.jstor.org/stable/3466901> (consulté le 9 juin 2010).

TAHIR, Nadia et FRANCO, Marina, « Associations de victimes, terrorisme d'Etat et politique dans l'Argentine de 1973 à 1987 », *Vingtième Siècle* n°105, janvier-mars 2010, pp.185-198.

TALENTO, Miguel, « Derechización en la Universidad. El caso argentino », *Nueva Sociedad*, n°98, novembre – décembre 1988, pp.123-133.

TARCUS, Horacio, « Le « Mai argentin » Des lectures de la Nouvelle gauche jusqu'au Cordobazo », *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 2/2009 (N° 94), p. 85-92, [En ligne], URL : www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2009-2-page-85.htm, consulté le 10 novembre 2012. Traduction : Jérémy Rubenstein.

TARCUS, Horacio, « La secta política. Ensayo acerca de la pervivencia de lo sagrado en la Modernidad », dans *El Rodaballo*, n° 9, Buenos Aires, été 1998/99.

TARCUS, Horacio, « La política y el problema de los medios y los fines. En torno al debate sobre la violencia revolucionaria », 2008, [En ligne] <http://www.elortiba.org/pdf/Tarcus.pdf> (consulté le 20 juillet 2013).

TRAVERSO, Enzo, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, Ed. La Fabrique, 2005, 138 pages.

ULANOVSKY, Carlos, *Parén las rotativas. Una historia de grandes diarios, revistas y periodistas argentinos*, Buenos Aires, Ed. Espasa, 1997, 524 pages

VERBITSKY, Horacio, *Hacer la corte. La construcción de un poder absoluto sin justicia ni control*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1993, 512 pages.

VERBITSKY, Horacio, *Civiles y militares. Memoria secreta de la transición*, Buenos Aires, Eds. Pagina 12/Sudamericana, 2006 (1987), 312 pages.

VERBITSKY, Horacio, *Doble Juego : la Argentina católica y militar*, Buenos Aires, ed. Debolsillo, 2007, 448 pages.

VERDU, María del Carmen, *Represión en democracia. De la « primavera alfonsinista » al « gobierno de los derechos humanos »*, Buenos Aires, Ed. Herramienta, 2009, 256 pages.

VEZZETTI, Hugo, « Conflictos de la memoria en la Argentina. Un estudio histórico de la memoria social », dans PEROTIN-DUMON, Anne (dir.), [En ligne], <http://www.historizarelpasadovivo.cl/index.html>, consulté le 18 décembre 2012.

VEZZETTI, Hugo, *Pasado y presente. Guerra, dictadura y sociedad en la Argentina*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2009 (2002), 240 pages.

VEZZETTI, Hugo, *Sobre la violencia revolucionaria. Memorias y olvidos*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI, 2009, 280 pages.

VOMMARO, Gabriel, *Mejor que decir es mostrar. Medios y política en la democracia argentina*, Ed. Biblioteca Nacional-Universidad Nacional de Sarmiento, Coll. *25 años, 25 libros*, Buenos Aires, 2008, 112 pages.

WAHNICH, Sophie, (comp.), *Une histoire politique de l'amnistie. Etudes d'histoire, d'anthropologie et de droit*, Paris, Ed. PUF, 2007, 264 pages.

SOURCES

Journaux

- *La Nación*
- *La Prensa*
- *La Razón*
- *Clarín*
- *Crónica*
- *Ámbito Financiero*

Périodiques

- *Diario del Juicio*
- *El Periodista de Buenos Aires*
- *El Porteño*
- *Punto de Vista*
- *Nueva Sociedad*

Revues partisans

- *Unidos*
- *Entre Todos*
- *Cuadernos de Entre Todos*
- *Madres de Plaza de Mayo*

Fonds d'archives

Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS)

- « Listado de Jueces », dossier sans date.
- Communiqué du SASID du 30 décembre 1983.
- « La morgue judicial. Instalaciones y cuerpos técnicos del poder judicial al servicio de la represión clandestina », rapport 1986, B. 1986.1, Inv. 4543
- Coupures de presse (divers journaux)

Archives de la Dirección de Inteligencia de la Policía de Buenos Aires (DIPBA)

- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°25.722, Tomo I
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°25.722, Tomo II
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°28.830
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°30.439
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°30.444
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°32.742
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°33.676
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°27.906
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°29.709
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°26.512
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°30.446, Tomo I
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°28.069, Tomo I
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°28.069, Tomo III

- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°31.796, Tomo IV
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°31.796, Tomo V
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°28.069
- Mesa D(s), Carpeta Varios, Legajo N°31.091
- Mesa A, Carpeta 37, Legajo N°368
- Mesa A, Carpeta 37, Legajo N°368, Tomo III
- Mesa A, Carpeta 37, Legajo N°368, Tomo IV

Centro de Documentación e Investigación de la Cultura de Izquierdas en Argentina (CEDINCI)

Fond « Volantes Partidos Políticos »,

Documents édités

a. Mémoires

- ALFONSIN, Raúl, *Memoria Política. Transición a la democracia y derechos humanos*, Ed. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires, 2004, 340 pages.
- GONZALEZ, Horacio *El peronismo fuera de las fuentes*, Buenos Aires, Ed. Biblioteca Nacional-UNSG, Coll. 25 años-25 libros, 2008, 112 pages.

b. Entretiens

- GUISSANI, Pablo, *¿Por qué, doctor Alfonsín ?*, Ed. Sudamericana-Planeta, 1987, Buenos Aires, 302 pages.
- HERNANDEZ, Pablo José, *Conversación con el teniente coronel Aldo Rico*, Buenos Aires, Ed. Fortaleza, 1989, 187 pages.

c. Chroniques journalistiques

- CHUMBITA, Hugo, *Los carapintadas. Historia de un malentendido argentino*, Buenos Aires, Ed. Planeta, 1990, 287 pages.
- GRECCO, Jorge et GONZALEZ, Gustavo, *¡Felices Pascuas ! Los hechos inéditos de la rebelión militar*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana-Planeta, 1988, 292 pages.
- LEUCO, Alfredo et DIAZ, José Antonio, *Los herederos de Alfonsín*, Buenos Aires, Ed. Sudamericana-Planeta, 1987, 282 pages.
- Rodolfo WALSH, *El violento oficio de escribir. Obra periodística (1953-1977)*, Buenos Aires, Ed. Planeta, Coll. Espejo de la Argentina, 1995, 264 pages.
- VERBITSKY, Horacio, *Civiles y militares. Memoria secreta de la transición*, Buenos Aires, Eds. Pagina 12/Sudamericana, 2006 (1987), 312 pages.

d. Ouvrages partisans

- ALFONSIN, Raúl, *La cuestión argentina*, Ed. Propuesta Argentina, Santa Fé, 1980, 244 pages.

- ALFONSIN, Raúl, *Qué es el radicalismo*, Ed. Sudamericana, Buenos Aires, 1983, 326 pages.
- ALFONSIN, Raúl, *Ahora mi propuesta política*, Ed. Sudamericana, Buenos Aires, 1983, 160 pages.
- CERESOLE, Norberto *1988 Crisis Militar Argentina*, Buenos Aires, Ed. Instituto Latinoamericano de Cooperación Tecnológica y Relaciones Internacionales, 1988, 285 pages.
- Junta Coordinadora Nacional –Juventud Radical – Capital Federal, *Somos la Vida*, Buenos Aires, Ed. Respuesta, Coll. Documentos y Testimonios, 1985, 156 pages.
- Moreno, Nanuel, *Argentina. Una revolución democrática triunfante*, Document présenté au Comité Exécutif International de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale en mars 1983, Ed. [En ligne] Grupo Socialista Guernica, 2001, <http://www.marxists.org/espanol/moreno/1980s/1983marz/index.htm>, (consulté le 10 janvier 2013).
- NOSIGLIA, Julio, *El partido intransigente*, Ed. Centro Editor de America Latina, Buenos Aires, 1983, 144 pages.

Documents radiophoniques

Radio Universidad Nacional de La Plata

- Piste audio « Parlamento »
- Piste audio « Menem / Cafiero »
- Piste audio « Armendáriz »
- Piste audio « Magdalenalena »
- Piste audio « Los medios »
- Piste audio « España »
- Piste audio « CGT »
- Piste audio « Menem »

Documents audio-visuels

Cinéma – Fictions

- *La noche de los lapices*, film de Héctor Olivera, 1986.
- *La historia oficial*, film de Luis Puenzo, 1985.

Documentaires

- *La República Perdida*, film documentaire de Miguel Pérez, 1983.
- *L'avocat de la terreur*, film documentaire de Barbet Schroeder, 2007.

Programmes télévisés

- « Lo que nunca se vio. El Juicio a las juntas militar », Tv. Canal TN, 2005, [En ligne], <http://video.google.fr/videoplay?docid=-8076572684091263279&q=juicio> (consulté le 15 juillet 2006).

- « Centro piloto Massera en Paris », Emission *Documenta* de Román Lejtman, Tv. America, 2 juillet 2006, [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=u-Pjasch09I>, consulté le 16 décembre 2012.
- « Malvinas, la guerra que nos contaron », Emission *Huellas de un siglo*, Tv. TV Pública Argentina, 2010, [En ligne], <http://www.youtube.com/watch?v=mjM0MlqQvF4>, consulté le 10 octobre 2012.
-

Entretiens

Red de Archivo Oral – Gino Germani

- Jaime Malamud Goti 10/11/2004, N°184 et 20/11/2004, N°185
- Ricardo Gil Lavedra, 18/05/2005, N°133
- Andrés D'Alessio, N°85
- Jorge Mones Ruiz, 16/08/2005 (N°208) et 23/08/2005 (N°209)

Documents consultables en ligne

a. Sites de sources primaires

Documents originaux mis en ligne :

- *Discursos presidenciales*, <http://lanic.utexas.edu/larrp/pm/sample2/argentin/alfonsin/index.html>, (consulté de 2009 à 2012)
- Testimonio-denuncia de Graicela Susana Geuna, envoyé depuis Zurich à la CONADEP en 1984, puis au juge Baltasar Garzón en 1998, 50 pages, 47 folios, [En ligne], http://www.pparg.org/pparg/carceles/cordoba/cordoba_capital/la_perla/_b/contentFile_s/La_Perla-Geuna_Consul_espanol_en_Ginebra-1.pdf, (téléchargé le 10 février 2012).
- Revue *Unidos*, <http://www.croquetadigital.com.ar/>, (téléchargé le 12 janvier 2013).
- Papel Prensa S.A, [En ligne], *Informe preparado por los accionistas privados de Papel Prensa S.A*, août 2010. p.7. <http://www.juangasparini.com/montoneros.html>, (consulté le 28 avril 2012).

Documents édités en ligne :

- Mémoire du Conseil Suprême (extrait), 25 septembre 1984, [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/arg/doc/secretos/pares02.htm> (consulté le 10 juin 2010).
- Décrets 261 (du 5 février 1975) et 2772 (du 6 octobre 1975), [En ligne] <http://www.desaparecidos.org/arg/doc/secretos/aniq75.html> (consulté le 12 février 2010).
- Rapport de la CONADEP, *Nunca Más*, 1984, [En ligne], <http://www.desaparecidos.org/arg/conadep/nuncamas/nuncamas.html> (consulté le 10 décembre 2011).

- Témoignage de Juan Carlos Cerruti au Procès aux Juntas, le 8 juillet 1985, http://www.asociacionnuncamas.org/testimonios/c/cerruti_juan_19850708.htm, consulté le 10 juin 2011.
- Moreno Ocampo, réquisitoire, <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causal3/acusacion.htm>, consulté le 16 juin 2011.
- Défense de Massera, <http://www.asociacionnuncamas.org/juicios/causal3/defensas/massera.htm>, consulté le 16 juin 2011.
- CERESOLE, Noberto *Caudillo, ejército, pueblo. La Venezuela del presidente Chavez*, janvier – février 1999, [En ligne], <http://www.analitica.com/bitblo/ceresole/caudillo.asp#n13>, consulté le 20 septembre 2011.
- CERESOLE, Noberto, « Un falso camino es siempre un camino sin retorno », 2002, [En ligne], http://www.patriaargentina.org/CCP/CCP_74/UnFalsoCaminoEsSiempreUnCamino.htm (consulté le 20 septembre 2011).

b. Sites institutionnels consultés

- Presidencia de la Nación Argentina, « Informe Rattenbach », [En ligne], <http://www.casasosada.gov.ar/component/content/article/108-gobierno-informa/25773-informe-rattenbach> (consulté le 12 décembre 2012).
- Ministerio de Economía, « Papel Prensa – La Verdad », [En ligne], http://www.mecon.gov.ar/basehome/pdf/papel_prensa_informe_final.pdf (consulté le 25 avril 2012).
- Site des *special forces* de l'armée des Etats-Unis, <http://www.soc.mil/USASFC/USASFC%20History.html> (consulté le 30 avril 2012).
- *Comisión y Archivo Provincial de la Memoria* (province de Cordoba), <http://www.apm.gov.ar/content/ex-ccd-la-perla>, (consulté le 12 février 2012).
- Ministerio del Interior, *Historia electoral argentina (1912- 2007)*, décembre 2008, 202 pages, [En ligne], http://www.mininterior.gov.ar/asuntos_politicos_y_aletorales/dinap/publicaciones/HistoriaElectoralArgentina.pdf, (téléchargé le 20 janvier 2013).
- Fundación de Investigaciones Económicas Latinoamericanas, *La reforma del poder judicial en la Argentina*, Buenos Aires, 1996, 148 pages, [En ligne] <http://www.fiel.org/publicaciones/Libros/lareformapj.pdf> (téléchargé le 20 décembre 2011).

c. Articles de presse en ligne

- Ámbito Financiero, « Un periodista que denunciaba pero cuando era arriesgado », [En ligne], <http://www.ambito.com/diario/noticia.asp?id=289424> (consulté le 25 février 2011).
- ANGOSO, Ricardo, « No salimos a cazar pajaritos, sino al terrorismo y a los subversivos », *Cambio 16 Diario Digital*, 4 mars 2012, [En ligne], http://cambio16.es/not/1344/_ldquo_no_salimos_a_cazar_pajaritos_sino_al_terrorismo_y_a_los_subversivos_rdquo_/ (consulté le 5 décembre 2012).

- BONASSO, Miguel, « No me di cuenta que Bianchi era un botón », [En ligne], <http://www.pagina12.com.ar/1998/98-07/98-07-06/pag04.htm> (consulté le 25 février 2011).
- BULLRICH, Lucrecia, « Carlotto respaldó la comparación entre “el secuestro de los golés” y los desaparecidos », *La Nación* du 22 août 2009, [En ligne], <http://www.lanacion.com.ar/1165139-carlotto-respaldo-la-comparacion-entre-el-secuestro-de-los-goles-y-los-desaparecidos>, consulté le 10 décembre 2013.
- CALVO, Pablo, « El oro de Malvinas : cómo se esfumó la mayor collecta de la historia argentina », *Clarín*, 3 avril 2005, [En ligne] <http://edant.clarin.com/suplementos/zona/2005/04/03/z-950123.htm>, consulté le 10 avril 2012.
- KOLLMANN, Raúl, « Una ensalada de nazis y represores », *Pagina 12*, <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-56374-2005-09-12.html>, (consulté le 30 février 2010).
- MARCANO, Cristina et BARRERA, Alberto, « Más y más poder », *Sala de Prensa*, N°102, juin 2007, [En ligne], <http://www.saladeprensa.org/art721.htm>, (consulté le 20 septembre 2011).
- MORENO, Sergio, « Alfonsín tiene dos pelotas grandes como sandías », *Pagina 12*, 20 septembre 1999, [En ligne], <http://www.pagina12.com.ar/1999/99-09/99-09-20/pag12o.htm>, consulté le 15 mars 2010.
- MUCHNIK, Daniel, « El diario de Massera, el marino cruel que quiso ser presidente », *Perfil*, 12 novembre 2010, [En ligne], http://www.perfil.com/contenidos/2010/11/12/noticia_0041.html (consulté le 10 février 2010).
- ROMERO, Vicente, « No debió haber desaparecidos, sino fusilados », *El Mundo*, 1^{er} décembre 2013, [En ligne], <http://www.elmundo.es/internacional/2013/11/30/529874cf684341b02f8b456a.html> (consulté le 15 décembre 2013).
- YRIGOYEN, Hipólito Solari, « Recuerdo de Mario Abel Amaya », *La Nación*, 30 septembre 2001, [En ligne], <http://www.lanacion.com.ar/210586-recuerdo-de-mario-abel-amaya>, consulté le 21 décembre 2012.

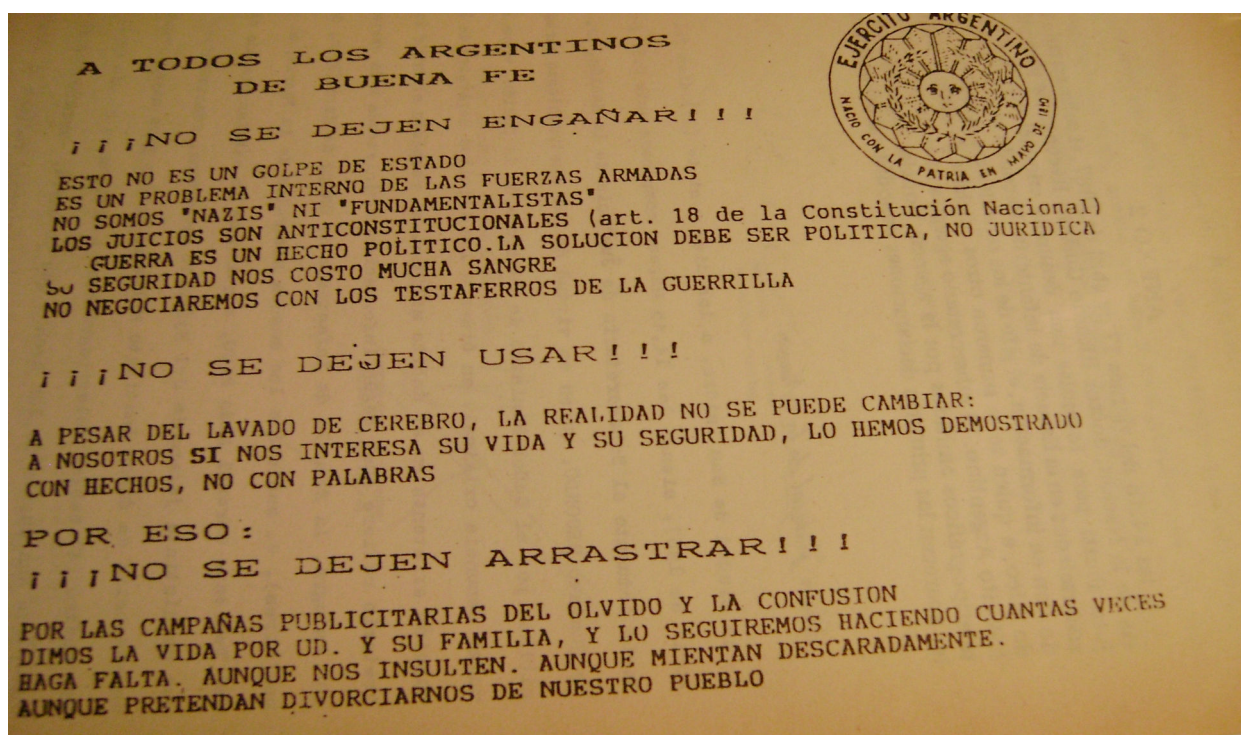
ANNEXES

Alicia, le alcanzo estos datos q' me dió
Blanca - la fotocopia de 1 revista de jo
q' era vertub. Cualquiera core llamaba
HICIA. lauris Nauta
El Dr. Nerguin es el de la cause
Nauri, tal como pensemos -
El Dr. Fugarretta sigue pa la quando
su ascenso a la Cámara Penal Tiene
los 25 Habeas Corpus que te men-
cioné, en los que además del Nene
Noyano, estan los chicos del Comen-
terio Bolognes. El habeas de los
25 fue presentado por Zamora,
3 días antes de las elecciones y se
libraron oficios a Menores y Novos-
res 3, NADA MAS. Luego se ARCHIVÓ
El Secretario es el Dr. Catino-
H. P. quien va (?) ascendido al Juzga-
do Penal (de premio ?!) Respecto
de las Abuelas sostiene
que son viejas locas y forenses
va a poder ser succionadas por
sus manifestaciones fue aten-

Annexe 1 : document manuscrit, probablement de 1985. Fond d'archive du CELS.



Annexe 2 : Photographie publiée dans *Cabildo*, mai 1987, p.10.



Annexe 3 : Tract distribué le vendredi 17 avril 1987



Annexe 4 : Campo de Mayo, entre le 16 et le 19 avril 1987. Photographie de Miguel Martelotti.



Annexe 5 : Campo de Mayo, entre le 16 et le 19 avril 1987. Photographie de Miguel Martelotti.



1987

OPERACION DIGNIDAD

1990



NDACION " OPERACION DIGNIDAD " Tte. CORONEL GUSTAVO MARTINEZ ZUVIRIA
EGHINO 670 DELEGACION SAN NICOLAS (B.A) C.P. 2.900 -

CRONOGRAMA DE ACTIVIDADES A REALIZAR POR EL CANDIDATO A GOBERNADOR DE LA
PCIA. DE BUENOS AIRES POR EL MOVIMIENTO POR LA DIGNIDAD Y LA INDEPENDEN-
CIA (MODIN)-ALDO RICO.-

DIA: 6 de Febrero de 1.991.-

09.00 Horas: Debate en Radio San Nicolás - en directo.-

10.00 Horas a 12.30 Hs.: Visita a la Unidad Regional de la Policía de la /
Pcia de Buenos Aires.- Canal 2 de Televisión, Diario "El Norte" o Iglesia
Catedral.-

13.00 Horas: Paseo por el Centro de la Ciudad.-

13.30 Horas: Almuerzo y Descanso.-

16.00 Horas: Visita Barrio San Jorge.p

16.30 Horas: Visita Barrio San Martín.-

17.00 Horas: Visita Barrio Alto Verde.-

17.45 Horas: Visita Barrio Colombini.-

18.30 Horas: Visita Gral. Rojo.-

19.30 Horas: Visita Ezequiel.-

20.15 Horas: Visita Conesa.-

21.30 Horas: Recepción de Amigos, saludo y charla en la Sede del MODIN, si-
ta en Ameghino 670.-

23.00 Horas: Cena-debate en "LA CANTINA" Garibaldi 135.-

24.00 Horas: Descanso.-

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL



Annexe 6 : Emploi du temps du candidat Aldo Rico pour gouverneur de la Province de Buenos Aires
(1991)

OPERACION DIGNIDAD

JUAN D. PERON 521 - (EX CORDOBA) QUILMES



POR EL AMOR A
LA PATRIA Y LA
REIVINDICACION
DEL SER NACIO-
NAL.

PROPONEMOS

- RESISTIR el actual proyecto de destrucción del es-
fuerzo nacional.
- ORGANIZARNOS para llevar a cabo la NUEVA PO-
LITICA HONESTA Y EFICAZ que la sociedad re-
clama.
- AVANZAR decididamente hacia la conquista de los
tesoros de gobierno.

NO QUEDEMOS CAMBIAR DE COLLAR;
QUEDEMOS DEJAR DE SER PERROS

"CUANDO EL PUEBLO
AGOTA SU PACIENCIA
SUELE HACER TRONAR
EL ESCARMIENTO"

ALDO RICO

Gobernador

MOVIMIENTO POR LA
DIGNIDAD Y LA INDEPENDENCIA

Annexe 7 : Affiche de campagne du Modin (1991)

Notre thèse de doctorat porte sur la crise de *Semana Santa*, un soulèvement militaire qui a provoqué l'une des plus grandes mobilisations populaires du XX^{ème} siècle argentin, entre le 16 et le 19 avril 1987. Elle s'introduit dans les histoires respectives du système judiciaire, de l'Armée, des partis politiques, des médias et du Mouvement des Droits de l'Homme afin de rendre compte de la complexité de l'événement. Elle démontre comment la mobilisation populaire est le résultat d'un changement culturel, qui implique tous les acteurs susnommés, initié avec le nouveau régime démocratique fondé en 1983. Notre thèse cherche aussi des méthodes pour replacer le peuple, comme acteur politique, dans l'historiographie actuelle. Pour cela elle s'inscrit dans l'historiographie de la mémoire, à laquelle elle apporte le concept de « mémoire active » qui permet de dépasser l'approche commémorative du phénomène mémoriel.

Titre : La sédition militaire de *Semana Santa* de 1987. Le peuple au secours du régime démocratique argentin

Discipline : Histoire

Mots-clés : Argentine, peuple, partis politique, Alfonsín, radicalisme, péronisme, système judiciaire, militaires, régime démocratique, dictature, massacre politique, droits de l'Homme, histoire de la mémoire, histoire culturelle, histoire politique

Nuestra tesis de doctorado trata de la crisis de *Semana Santa*, una sedición militar que provocó una de las mayores movilizaciones populares del siglo XX argentino, entre los días 16 y 19 de abril de 1987. Se introduce en las historias del sistema judicial, de las Fuerzas Armadas, de los partidos políticos, de los medios y del Movimiento de los Derechos Humanos, y así da cuenta de la complejidad del acontecimiento. La tesis demuestra como la movilización popular es el resultado de un cambio cultural, que implica a todos los actores citados, y que se inició con el nuevo régimen democrático iniciado en el año 1983. Nuestra tesis también busca métodos para reintroducir al pueblo como actor político, en la historiografía actual. Para este fin, se inscribe en la historiografía de la memoria, a la cual aporta el concepto de “memoria viva” que permite superar el enfoque conmemorativo del fenómeno memorial.

Título : La sedición militar de *Semana Santa* del 1987. El pueblo en defensa del régimen democrático

Disciplina : Historia

Palabras claves : Argentina, pueblo, partidos políticos, Alfonsín, radicalismo, peronismo, sistema judicial, militares, régimen democrático, dictadura, masacre político, derechos humanos, historia de la memoria, historia cultural, historia política

ECOLE DOCTORALE DE L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON SORBONNE
17, rue de la Sorbonne
75231 Paris Cedex 05